

A black and white photograph showing a man in a dark suit and tie standing and gesturing with both hands raised, holding a small white object. In the foreground, an older man in a military-style uniform is seated, looking towards the camera. The background is filled with a crowd of people, suggesting a public event or trial.

JEAN-MARC VARAUT

**LE PROCES
PÉTAINE**

Perrin

DU MÊME AUTEUR

- LA PRISON, POUR QUOI FAIRE? *essai*, La Table Ronde, 1973.
- L'ABOMINABLE DOCTEUR PETIOT, Balland, 1974. (Réédition Presses Pocket, 1990.)
- LA LIBERTÉ DES TEMPS DIFFICILES, *essai*, La Table Ronde, 1976.
- LE DROIT AU DROIT, pour un libéralisme institutionnel, *essai*, P.U.F., 1986.
- POÈTES EN PRISON (de Charles d'Orléans à Jean Genet), Perrin, 1989. (*Couronné par l'Académie française; Prix du Palais littéraire.*)
- LE POSSIBLE ET L'INTERDIT OU LES DEVOIRS DU DROIT, La Table Ronde, 1989.
- LE DROIT AU JUGE, Quai Voltaire, 1991.
- LE PROCÈS DE NUREMBERG, Perrin, 1992. (Réédition Hachette. Pluriel, 1993.)
- LA DÉFENSE DU ROI, F.X. de Guibert, 1993.
- LA TERREUR JUDICIAIRE. LA RÉVOLUTION CONTRE LES DROITS DE L'HOMME, Perrin, 1993.

JEAN-MARC VARAUT

LE PROCÈS PÉTAİN
1945-1995



PERRIN
76, rue Bonaparte
PARIS

JEAN-MARC FARAUT

LE PROCÈS BETAIN

1945-1995



© Librairie Académique Perrin, 1995
ISBN - 2-262-01091-9

Sommaire

PROLOGUE

Devant la Haute Cour	12
Le procès de légitimité	14
Quand l'État français cesse-t-il d'être légitime? ...	17
Le procès en trois accusations	20
L'autre procès	26

1945

I. De l'hôtel du Parc au fort de Montrouge	35
La dernière déclaration	37
A Sigmaringen	41
Les avant-procès Pétain	44
Prisonniers volontaires	46
L'enlèvement	48
Koenig accueille Pétain	52
Le complot	53
II. L'épuration	58
Le Comité général des études	58
L'avant-procès de Vichy	62
Bilan de l'épuration	71
La Haute Cour	77
III. La préparation du procès	85
Le choix des avocats	85
La première instruction	87
Jacques Isorni et Philippe Pétain	90
Jacques Isorni et Jean Lemaire	95
L'instruction	100
Le renvoi devant la Haute Cour	104

IV. Le premier jour.....	108
L'ouverture de l'audience.....	110
Les incidents de procédure.....	113
Les sept minutes.....	117
L'accusateur public.....	121
V. Paul Reynaud, témoin pour lui-même.....	126
VI. L'armistice.....	134
VII. Les témoins de l'accusation.....	150
Paul Reynaud.....	150
Édouard Daladier.....	156
Albert Lebrun.....	160
Léon Blum.....	165
VIII. Le duel Reynaud/Weygand.....	172
IX. L'État français.....	186
Le complot.....	187
Le 10 juillet 1940.....	197
Le président du Sénat.....	204
Le président de la Chambre des députés.....	208
La réforme constitutionnelle du 13 novembre 1943.....	211
X. Pétain et Laval ou le double jeu de la collaboration.....	219
XI. Montoire.....	234
La poignée de main d'Hitler.....	234
Le 13 décembre 1940.....	243
« Je souhaite la victoire de l'Allemagne ».....	252
Le contre-interrogatoire.....	256
XII. Le procès de Pierre Laval.....	265
XIII. Les témoins de la défense.....	281
L'amiral Leahy.....	283
Les généraux.....	286
Le 8 novembre 1942 : le général Bergeret et le commandant Archambaud.....	301
Le général de Gaulle et les témoins.....	309
Les accords secrets franco-anglais.....	317
Le prince de Bourbon-Parme.....	325
D'autres témoins.....	329
Un préfet sous l'Occupation : François Martin.....	336
Mgr Liénart.....	339
Le dernier témoin.....	341
XIV. L'accusation.....	345
Le réquisitoire du procureur général Mornet.....	346

XV. La défense	356
Le bâtonnier Payen	357
Jean Lemaire	360
Encore le bâtonnier Payen	364
Jacques Isorni	369
XVI. Le délibéré, le verdict et la grâce	381
XVII. Le prisonnier	388
Au Portalet	388
L'île d'Yeu	392
XVIII. Même après ma mort	403
L'honneur et la honte	415

1995

LE PROCÈS POSTHUME

La page n'est pas tournée	421
Le statut des juifs	436
L'engrenage	446
L'Union générale des israélites de France	454
Le camp de Drancy	465
L'étoile jaune	474
Les rafles et la déportation	479
La réaction	488
La dénaturalisation des juifs	495
Avant la fin	508
Le message du 28 avril 1944	519
La fin de Vichy	526

« Un procès comme celui-là n'est jamais clos et ne finira jamais d'être plaidé. N'est-ce pas pour cela, au fond, que Pétain a voulu se livrer? [...]

« Si Pétain avait honteusement cherché refuge au bord d'un lac suisse, son affaire eût été classée. On n'aurait plus jamais parlé de sa fin, sans y ajouter l'épithète " misérable ". Mais, parce qu'il s'est livré à notre justice, rien n'est achevé pour lui, le dialogue de l'accusation et de la défense va se poursuivre. Pour tous, quoi qu'il advienne, pour ses admirateurs, pour ses adversaires, il restera une figure tragique, éternellement errante, à mi-chemin de la trahison et du sacrifice. »

François MAURIAC,
Le figaro, 16 août 1945.

PROLOGUE

DEVANT LA HAUTE COUR

Le 23 juillet 1945, à 13 heures, sous les caissons dorés du plafond de la 1^{re} chambre de la cour d'appel de Paris, dans l'atmosphère survoltée et surchauffée des audiences solennelles, s'écrase le public des privilégiés, pour la plupart des résistants et des journalistes venus du monde entier. Le premier président Mongibeaux, robe rouge, hermine et barbe blanche, prononce les trois mots consacrés par lesquels s'ouvre tout procès criminel : « Faites entrer l'accusé. »

L'huissier ouvre la petite porte, sur la droite de la salle. L'accusé Philippe Pétain paraît, entouré de ses avocats, le bâtonnier Fernand Payen, Jean Lemaire et Jacques Isorni. Il est en petite tenue de maréchal de France : uniforme kaki, ceinturon de soie à boucles dorées et gants blancs. Une seule décoration sur sa poitrine, la plus haute qui puisse être conférée à des généraux, la médaille militaire. Il se fait un silence impressionnant. Le Maréchal est semblable à ses images répandues à des millions d'exemplaires depuis quatre ans : le visage impassible, on dit « marmoréen », le teint plus pâle que d'habitude, les yeux bleus, la moustache blanche bien taillée, une surprenante jeunesse. Alors, il lève son képi et salue à la ronde.

Et il se passe un événement imprévu et stupéfiant : le public, qui comprend plus d'ennemis que de fidèles, se

lève. Les témoins de la défense ont été les premiers debout, ensuite ceux de l'accusation, puis les journalistes, blasés professionnels, suivent, avant de se rendre compte qu'ils se sont associés à cet hommage spontané. Ce fut « un choc magnétique », dira un témoin. Toute la salle était debout, tournant le dos au premier président, que vont rejoindre les vingt-quatre jurés et les deux magistrats assesseurs, tandis que l'accusé prend place dans le fauteuil que ses avocats ont obtenu pour lui contre ceux qui voyaient dans cette attention une mansuétude inadmissible.

— Laissez-vous un maréchal de France, âgé de quatre-vingt-dix ans, de longues heures sur une chaise de paille?

Quelle est donc la nature de ce silence qui saluait l'accusé? Pitié? Indignation? Sympathie? Haine? « Rien de tout cela, écrit Joseph Kessel qui rend compte du procès pour un journal de province, mais une gêne, un malaise, une sorte de douleur abstraite qui ne s'adresse pas à l'homme qui vient de s'asseoir et qui le dépasse, et qui touche à la gloire, au destin, à la patrie, au grand symbole dont ce vieil homme, assis dans ce vieux fauteuil, porte le poids. »

Le plus grand procès de l'histoire contemporaine vient de commencer. Le seul qui ait été fait en France à un chef de l'État depuis le procès de Louis XVI. Il se poursuivra jusqu'au 15 août et s'achèvera par la condamnation à mort de Philippe Pétain, pour intelligence avec l'ennemi, condamnation immédiatement commuée en détention à vie par le général de Gaulle en réponse à la demande exprimée par la Haute Cour de justice.

Ce procès, le général de Gaulle eût voulu l'éviter. Il a écrit dans ses *Mémoires de guerre* : « C'était là une échéance lamentable et inévitable. Mais, autant qu'il était à mes yeux nécessaire, du point de vue national et international, que la justice française rendît un verdict

solennel, autant je souhaitais que quelque péripétie tînt éloigné du sol de la France cet accusé de quatre-vingt-neuf ans, ce chef naguère revêtu d'une insigne dignité, ce vieillard en qui, lors de la catastrophe, nombre de Français avaient mis leur confiance et pour qui, en dépit de tout, beaucoup éprouvaient encore du respect et de la pitié. Au général de Lattre, qui me demandait quelle conduite il devait tenir s'il advenait que ses troupes approchant de Sigmaringen, trouvassent là ou ailleurs Pétain et ses anciens ministres, j'avais répondu que tous devraient être arrêtés, mais que, pour ce qui était du Maréchal lui-même, je ne désirais pas qu'on eût à le rencontrer. » Et il avait fait savoir officieusement, lorsque le Maréchal avait pu trouver refuge en Suisse, à son ambassadeur, qu'il souhaitait que le gouvernement suisse s'oppose à la demande d'extradition que le gouvernement français lui adresserait. Mais le Maréchal, après avoir été enlevé de Vichy, pour être emmené de force en Allemagne, n'avait eu de cesse de revenir en France pour qu'on instruisse son procès :

– Je demande à rentrer en France pour défendre mon honneur et couvrir ceux qui m'ont obéi.

Quand, le soir du 23 juillet, rue Saint-Dominique, siège du gouvernement provisoire, Jean Auburtin rapporte au général de Gaulle que l'assistance entière de la 1^{re} chambre s'était levée : « Il faut avouer, mon Général, que la scène avait une certaine allure », celui-ci bougonne : « Bien sûr ! je vous l'ai toujours dit : le Maréchal était un grand bonhomme. » L'emploi de l'imparfait indique bien que pour lui le « naufrage de la vieillesse » sépare le signataire de l'armistice de juin 1940 du vainqueur de Verdun et du restaurateur du moral de l'armée de 1917. De Gaulle confiera en octobre 1945, au cours d'un entretien secret, au général Hering, ancien commandant de l'École supérieure de

guerre, venu lui demander d'adoucir le sort du plus vieux prisonnier du monde : « Ah ! il aurait mieux fait de ne pas rentrer en France. Je lui avais donné le conseil de rester en Suisse. Il a voulu être jugé. Il l'a été. Par *raison d'État*, il devait être condamné. Un État ne capitule jamais. »

Le procès de légitimité

La formule est capitale. Elle est la pierre angulaire du procès que veut le général de Gaulle. Le Maréchal, en signant l'armistice, a plus encore peut-être qu'en engageant ensuite à Montoire la collaboration avec l'occupant perdu à ses yeux toute légitimité. Cette légitimité, c'est lui qui l'incarne depuis son appel visionnaire du 18 juin 1940. Le procès du Maréchal doit ratifier le sacre qui, un an plus tôt, lui a été conféré, à lui le rejeté, le condamné, le moqué, le nié et le renié, par le peuple de Paris, le peuple massé de part et d'autre de l'avenue de Paris la plus chargée d'histoire. C'est la thèse de la légitimité qu'il a péremptoirement opposée à Georges Bidault lui demandant de proclamer la République au nom de la Résistance, du balcon de l'Hôtel de Ville, devant le peuple rassemblé : « Vichy fut toujours et demeure nul et non avenu. »

Lorsque l'amiral Auphan a pu lui faire remettre, le 27 août 1944, le message de Philippe Pétain daté du 11 août et lui proposant, avant d'être enlevé de Vichy par les Allemands, de lui transmettre « le principe de légitimité », qu'il croyait toujours incarner, le général de Gaulle, après avoir médité dans la nuit sur cette lettre à en-tête : « Le Maréchal de France, chef de l'État français... » a refusé le messenger et le message : il ne saurait recevoir la légitimité de celui qui a commis la faute capitale d'avoir conclu avec l'ennemi, au nom de la France, « le soi-disant armistice »...

Quel aboutissement! Quel aveu! Ainsi, dans l'anéantissement de Vichy, Philippe Pétain se tourne vers Charles de Gaulle. Voilà donc le terme de cette affreuse série d'abandons où, sous prétexte de « sauver les meubles », on accepta la servitude. Quel insondable malheur fit qu'une pareille politique fût endossée par l'extrême vieillesse d'un chef militaire glorieux! En lisant les textes que l'on m'a fait remettre de sa part, je me sens, tout à la fois, rehaussé dans ce qui fut toujours ma certitude et étreint d'une tristesse indicible. Monsieur le Maréchal! Vous qui avez fait jadis si grand honneur à nos armes, vous qui fûtes autrefois mon chef et mon exemple, où donc vous a-t-on conduit? Mais quelle suite puis-je donner à cette communication? En l'espèce, le sentiment ne saurait compter en face de la raison d'État... La condition que met Pétain à un accord avec moi est justement le motif qui rend cet accord impossible. La légitimité, qu'il prétend incarner, le gouvernement de la République la lui dénie absolument... Un appel venu du fond de l'Histoire, ensuite l'instinct du pays, m'ont amené à prendre en compte le trésor en déshérence, à assumer la souveraineté française. C'est moi qui détiens la légitimité. C'est en son nom que je puis appeler la nation à la guerre et à l'unité, imposer l'ordre, la loi, la justice, exiger au-dehors le respect des droits de la France. Dans ce domaine, je ne saurais le moins du monde renoncer, ni même transiger. Sans que je méconnaisse l'intention suprême qui inspire le message du Maréchal, sans que je mette en doute ce qu'il y a d'important, pour l'avenir moral de la nation, dans le fait qu'en fin de compte c'est vers de Gaulle qu'est tombé Pétain, je ne puis lui faire que la réponse de mon silence.

L'affirmation que le gouvernement de Vichy est à la fois illégitime et illégal depuis le 17 juin 1940 est le fondement juridique du gouvernement provisoire. De Gaulle a toujours affirmé l'inexistence juridique de Vichy. Il s'est appuyé sur « le principe supra-constitutionnel » énoncé par la Constitution de 1793, selon lequel le peuple français ne peut conclure la paix avec un ennemi qui occupe son territoire. Les conséquences en sont la continuation de la République et

l'épuration future. Cette orthodoxie a été élaborée à partir d'un article de René Cassin paru en décembre 1940 dans *La France Libre* et intitulé « Un coup d'État : la soi-disant Constitution de Vichy » : l'Assemblée ne s'est pas réunie à Versailles ; les circonstances rendaient impossible une consultation libre ; et, par-dessus tout, l'Assemblée nationale détenait seule le droit de réviser la Constitution qu'elle ne pouvait déléguer. *Delegata potestas non potest delegari*. L'abdication du 10 juillet est donc inconstitutionnelle. Le mouvement gaulliste et la Résistance métropolitaine adopteront les conclusions de Cassin.

Cette interprétation, approuvée par Maurice Prelot et Marcel Walline en 1946, fut contestée par Maurice Duverger et Georges Vedel. Dans son *Traité de droit constitutionnel* de la même année, Vedel rappelle que le gouvernement de la Défense nationale et l'Assemblée nationale qui ont fondé la III^e République se trouvaient dans un pays partiellement occupé et sous l'armistice. Sur la délégation du pouvoir constituant, il oppose que l'Assemblée nationale a adopté une procédure comparable à l'utilisation des décrets-lois dans l'entre-deux-guerres. Si elle n'avait peut-être pas le droit de déléguer ses pouvoirs constituants comme elle avait délégué ses pouvoirs législatifs, elle avait en tout cas le pouvoir de « réviser le mode de révision ». Comment d'ailleurs ne pas constater que ceux qui soutiennent la politique de Vichy ou s'y opposent et même la combattent considèrent dans leur très grande majorité que le gouvernement de Vichy est *le* gouvernement légal, et probablement légitime. Et, au fond d'eux-mêmes, ceux qui entraient dans la Résistance pensaient qu'en suivant leur conscience ils entraient dans l'illégalité, comme les fonctionnaires, les juges et les policiers étaient convaincus qu'ils obéissaient au pouvoir légal en obéissant aux ordres du gouvernement. La doctrine triomphante à la Libération du « pseudo-

gouvernement de Vichy » et « d'autorité de facto », qui supprime l'excuse de l'article 327 du Code pénal de l'obéissance à la loi et aux autorités légales, les bouleversera sans doute plus que les peines et les sanctions prononcées. Ainsi va le droit : le pouvoir conditionne l'autorité, ce qu'on nomme aussi la légitimité, mais sans légitimité le pouvoir est condamné à disparaître. Le régime légal devient illégal, l'autorité légitime pouvoir de fait. Le procès du maréchal Pétain, « échéance lamentable et inévitable », écrit le général de Gaulle, devait être un procès de légitimité. Tout comme le procès et la condamnation de Louis XVI avaient sacralisé la jeune République, par un échange de sacralité et de légitimité, le procès et la condamnation du maréchal Pétain, chef de l'État français, devaient consacrer la légitimité du rebelle. Ce que le procès ne fit pas, de fait ni en droit.

Quand l'État français cesse-t-il d'être légitime ?

Le 10 juillet 1940, le maréchal Pétain a reçu le pouvoir légal de l'Assemblée nationale et la légitimité du peuple, presque unanime alors. Il est difficile, dans l'intime conviction de chacun, de fixer avec certitude la date où la légitimité a cessé d'être associée à la légalité incontestable de l'État français ! Est-ce le 11 juillet 1940, lorsque le nouveau chef de l'État proclame l'État français ? C'est le point de vue du procureur général Mornet après qu'il a abandonné la poursuite originaire pour cause d'armistice préliminaire criminel : « Le procès de trahison commence à partir du 11 juillet 1940 ! » Est-ce le 18 avril 1942, lors du retour imposé de Pierre Laval, que le Maréchal avait destitué et fait arrêter le 13 décembre 1940, et qui devient, fonction créée par l'acte constitutionnel n° 11, « chef du gouvernement » ? Est-ce le 17 novembre 1942, après le débarquement allié en Afrique du Nord et la rentrée de

l'armée française dans la guerre, quand le Maréchal, qui n'a pas voulu rejoindre Alger pour demeurer avec les Français, qui a publiquement désavoué Darlan tout en l'approuvant par un message secret d'avoir repris le combat, remet à Laval, sur ultimatum allemand, le pouvoir de promulguer les lois ainsi que les décrets, hors les lois constitutionnelles, et sous la réserve secrète de ne pas engager la France dans une guerre contre quiconque?

Pour moi, il paraît incontestable que la légitimité de l'État se dissipe en tout cas le 18 décembre 1943, lorsque le maréchal Pétain, qui voulait annoncer à la radio que le dépôt de « la légitimité française qu'il incarne » reviendrait à l'Assemblée nationale de qui il l'a reçue, en cas de décès avant la ratification par le suffrage universel de la Constitution qu'il avait préparée en secret, cède devant l'opposition allemande et se tait. Il a reçu de Ribbentrop, le 29 novembre 1943, un brevet de résistance :

1° Le Chancelier s'oppose à toute remise *du pouvoir à l'Assemblée nationale* qui, en septembre 1939, a déclaré sans le moindre motif la guerre à l'Allemagne et dont une partie non négligeable des membres lutte à nouveau contre l'Allemagne.

2° *Aucune élection ne pouvant avoir lieu en temps de guerre, il n'existe, ni ne peut exister, aucun corps légal susceptible d'exercer la fonction que le discours à radiodiffuser voudrait lui attribuer et qui, pour cette fin, pourrait être reconnu par l'Allemagne.*

3° *Le Führer saisit l'occasion pour constater que le maréchal n'est pas resté fidèle à l'esprit de collaboration envisagé à Montoire, mais a témoigné au contraire d'une « résistance permanente ».* La politique de direction suprême à l'État français à Vichy s'est engagée dans une voie que le gouvernement du Reich ne saurait approuver et qu'il n'est pas disposé non plus à accepter à l'avenir en tant que Puissance occupante, vu sa responsabilité pour le maintien de l'ordre et du calme public en France.

Mais ce constat de la résistance du chef de l'État se conclut sur un diktat :

4° Le gouvernement du Reich se voit maintenant dans l'obligation de demander à la direction suprême de l'État français :

– que désormais toutes les modifications de lois projetées soient soumises à l'acceptation du gouvernement du Reich.

Il lui faut se soumettre ou se démettre :

Si vous vous considérez, Monsieur le Maréchal, après comme avant, empêché d'exercer vos fonctions, je tiens à vous faire savoir, au nom du Führer, qu'il vous laisse entièrement libre d'en tirer les conclusions qui vous paraîtront utiles.

Et le chef de l'État se soumet. Il écrit en effet le 18 décembre 1943, après une dernière réponse dilatoire rejetée par Hitler :

Monsieur le Chancelier, comme suite à ma lettre du 11 décembre et au désir que vous avez fait exprimer, je précise que les modifications de loi seront soumises avant publication aux autorités d'occupation.

Après l'échec de cet ultime sursaut du Maréchal et son acceptation sacrificielle, qu'il justifie par sa volonté d'éviter un gouvernement Doriot-Brinon qui aurait totalement soumis l'administration préfectorale à la Milice et engagé la France dans la guerre contre ses anciens alliés, son gouvernement n'est plus qu'un « pseudo-gouvernement ». Pétain, après avoir assisté le 21 janvier 1944 à son dernier Conseil des ministres, déclare : « Je vais être réduit à n'être que le petit roi de Bourges. » Mais le roi de Bourges détenait par droit dynastique la légitimité française.

L'espoir d'une transition pacifique et d'une transmission acceptée de la légitimité s'est dissipé. Le chef de

l'État français a été réduit par le Führer au rang de Schuschnigg, dernier chancelier d'Autriche, ou de Hocha, dernier président de la République tchécoslovaque. Encore perdirent-il le pouvoir. Pétain accepte de demeurer le souverain figurant d'un État factice, principauté de Gerolstein au milieu de l'embrasement mondial. Même s'il ne leur délivre pas l'agrément légal prévu par l'acte constitutionnel, Darnand, Henriot puis Déat lui sont imposés comme ministres. Renth-Finck est nommé ambassadeur par les Allemands, c'est-à-dire geôlier, et Otto Skorzeny, qui vient de libérer Mussolini dans les Abruzzes, est préposé à la garde extérieure. L'État français devient un satellite. Un satellite pour les mois qui restent à courir avant la Libération. L'État légal a perdu sa légitimité.

Le procès en trois accusations

Mais ce 23 juillet 1945, dans la salle d'audience de la 1^{re} chambre de la cour d'appel de Paris, la légitimité qui fut celle du maréchal Pétain – car il ne fait pas de doute que l'armistice et le mandat de réformer les institutions ont reçu en juin 1940 l'adhésion presque unanime du peuple français – l'auréole encore d'un reste de lumière qui explique ce mouvement irrésistible du public entier à son arrivée.

Le procès qui commence jour-là fut double en trois accusations : l'armistice et le vote des pleins pouvoirs du 10 juillet 1940 d'abord, qui constituent le crime d'attentat contre la sûreté intérieure de l'État prévu et réprimé par l'article 87 du Code pénal, et la collaboration ensuite, c'est-à-dire la trahison prévue et réprimée par l'article 75 : avoir entretenu des intelligences avec l'ennemi en vue de favoriser ses entreprises en corrélation avec les siennes.

La première accusation contre le Maréchal – le crime originel pour le général de Gaulle – fut d'avoir

conclu l'armistice avec l'ennemi. L'accusation avait fait de celui-ci l'aboutissement d'un complot : « Le pouvoir confié au Maréchal par l'Assemblée nationale était l'aboutissement d'un complot formé depuis longtemps contre la République, un complot qui, grâce à la défaite, avait réussi, mais dont le succès définitif n'était assuré qu'à la condition que cette défaite ne fût pas remise en question. » Mais le ministère public devant la Haute Cour, représenté par Mornet, gaulliste de la dernière heure, devait abandonner au neuvième jour du procès cette accusation, au vif mécontentement du général de Gaulle qui l'exprime dans ses *Mémoires*. Les témoins de l'accusation, tout autant que ceux de la défense, établirent en effet que l'armistice a évité l'occupation d'une partie du territoire par 140 divisions allemandes, préservé l'empire colonial et le littoral méditerranéen, et maintenu la flotte hors de portée des forces germano-italiennes. Cette stratégie d'attente, inspirée du précédent des Prussiens après Tilsit, et qui trouve son point d'appui dans l'armistice, a en effet empêché l'occupation rapide et totale de toute l'Afrique du Nord. C'est à partir de cette base que les Alliés, rejoints par l'armée d'Afrique forgée en secret par Weygand, pourront repartir à l'assaut de la forteresse Europe. Churchill confiera au général George qu'Hitler en se prêtant à l'armistice a commis la plus grande erreur possible : « C'est cela qui nous a sauvés. »

Lorsque, le 16 juillet, après le bombardement de la flotte française à Mers-el-Kébir par les Anglais, le général von Stülpnagel exigera devant la Commission de Wiesbaden la possibilité d'utiliser les ports d'Afrique du Nord, de se servir des bases aériennes au Maroc et de la voie ferrée Tunis-Rabat, la réponse française sera un rejet. La lettre du chef de l'État à Hitler, le 18 juin, est claire. On y lit dès le premier paragraphe que la France serait prête « si les exigences qu'on lui imposait

étaient déshonorantes à les repousser sans égard aux conséquences de son refus ». On constatera que d'autres exigences déshonorantes seront par la suite acceptées ou subies. Mais ce jour-là Pétain dit non. Et Hitler s'incline. L'armistice a préservé l'empire. Il sauvera aussi, ce que personne ne peut pressentir, et qui n'est jamais rappelé, les 400 000 juifs d'Afrique du Nord, certes victimes de l'abolition du décret Crémieux et devenus des citoyens de seconde zone, mais préservés du sort final de leurs frères d'Europe. Ainsi, l'armistice évita par un mal accepté un mal plus grand : la France et l'Afrique du Nord tout entières occupées, l'Afrique à portée de l'Afrika Korps, et les populations soumises, comme en Pologne, en Hollande et en Belgique, à un gauleiter.

La deuxième accusation, le vote des pleins pouvoirs le 10 juillet 1940, est le reproche essentiel des politiques venus frapper de leur *mea culpa* la vareuse du Maréchal pour s'excuser de lui avoir confié les pleins pouvoirs. Même si elle fut retenue par la Haute Cour dans son arrêt, sur le fondement de l'article 87 du Code pénal qui réprimait l'attentat contre la sûreté intérieure de l'État, elle n'a pas été sérieusement établie. C'est bien à Philippe Pétain, maréchal de France, et à lui seul, que l'Assemblée nationale a conféré tous les pouvoirs, avec la mission de proposer une nouvelle Constitution que la nation devra ratifier. Les trois actes constitutionnels promulgués le lendemain, qui instituent le nouvel ordre politique et préfigurent l'erreur majeure qui sera de vouloir fonder sous l'occupation étrangère un nouvel ordre social, ne sont alors récusés par aucun des votants.

Même après la promulgation du statut des juifs le 2 octobre 1940, que tous attribuent à la pression de l'occupant, Jacques Helbronner, conseiller d'État, demande aux membres du Consistoire central dont il

est alors le vice-président « d'accepter en silence les mesures qui nous frappent, sans rien qui puisse gêner l'œuvre de redressement patriotique entreprise par le chef de l'État, en présence d'une défaite sans précédent dans l'Histoire de la France ». Et les 16 et 17 mars 1941, à Lyon, le même, devenu président du Consistoire, déclare : « Le seul espoir réside dans la présence à la tête de l'État de M. le Maréchal Pétain avec qui j'ai pris de nombreux contacts et qui me donne l'espoir, un jour, de réparation contre l'injustice imposée ¹. » Il faut ajouter encore, sur l'accusation d'avoir voulu abattre la République, une pièce qui ne fut pas produite aux débats, le projet « de Constitution de la République française » préparé par Lucien Romier et un groupe de juristes, à la fin de 1943, en vertu de la loi constitutionnelle du 10 juillet 1940. Elle devait être pour le maréchal Pétain l'instrument institutionnel d'un coup d'État qui écarterait Pierre Laval. Elle est par ses dispositions – pouvoir présidentiel, vote des femmes, souveraineté nationale, contrôle de la constitutionnalité des lois – l'anticipation de la Constitution gaulliste de 1958. C'est d'ailleurs pourquoi Berlin qualifie ce projet de « carte de visite envoyée à Roosevelt », avant d'en interdire l'annonce radiodiffusée et la promulgation. Louis Noguères, qui présidera la Haute Cour de justice après Mongibeaux, a révélé en 1955, dans *Le Véritable Procès du maréchal Pétain* ², le texte de ce message que devait prononcer le maréchal Pétain le 14 novembre 1943. Il se trouvait bien dans le dossier de la Haute Cour. Ni le président, dont son successeur écrit que « ce n'est pas amoindrir

1. AIU, CC 15 - 2 AIU, CC 1 B, Archives du Consistoire central, rue Saint-Georges, cité par Renée Poznanski : *Être juif en France pendant la Seconde Guerre mondiale*, Hachette, 1994, p. 132 et 144.

2. *Le Véritable Procès du maréchal Pétain*, Fayard, 1955, p. 567 à 598. Le texte du projet de Constitution de la République française a été publié par F.-G. Dreyfus, *Histoire de Vichy*, Perrin, 1990, p. 738 à 746.

ses mérites que retenir qu'il avait peu de goût pour l'effort », ni l'accusation ni la défense n'en auront connaissance.

Le second procès, escamoté, fut celui de la collaboration avec l'occupant, ce qu'elle fut en paroles et ce qu'elle fut en réalité, le métier d'otage qui est sans rapport avec le métier de soldat. « Il n'est pas de commune mesure entre le combat libre et l'écrasement dans la nuit », écrira Saint-Exupéry. « Ce procès n'est pas clos », et, comme l'écrivit François Mauriac au lendemain de l'arrêt, « n'en finit pas d'être plaidé ». Pétain, dans cette confrontation de l'accusation et de la défense qui se poursuit, demeure une figure tragique « à mi-chemin de la trahison et du sacrifice ». L'accusation d'intelligence avec l'ennemi, au sens traditionnel de la trahison, ne convient pas au pacte avec le diable que le vainqueur de Verdun crut pouvoir passer. À ce niveau, la qualification pénale de trahison n'est pas appropriée. « Tout ce que j'ai accepté, consenti, subi, que ce fût de gré ou de force, ne l'a été que pour votre sauvegarde », déclara-t-il aux Français, qui n'en sauront rien, le 20 août 1944, au moment de partir pour Sigmaringen sous la contrainte de l'occupant.

Si le « Maréchal Nein », comme le surnomme Renthe-Finck, ou « le vieux renard », s'est obstiné avec une ténacité et une dignité qui atteignent une sorte de grandeur à la manière du roi Lear, il ne peut être dit coupable de trahison. « Pétain n'a été ni le cheval de Troie de la trahison, ni la chance de la France, écrit Jules Roy, mais simplement un vieillard qui s'est efforcé de servir de parade aux coups de l'ennemi. » Et Camus, le 26 juillet 1945 : « Nous ne saurons jamais ce qu'il a évité, nous ne saurons jamais ce qu'aurait été la France sans Vichy. » Cette réflexion doit être rapprochée de ce qu'écrivait le même jour Mauriac : « Chacun de ces deux hommes (Pétain et de Gaulle) repré-

sente infiniment plus que lui-même, et puisque le plus modeste d'entre nous partage la gloire du premier résistant de France, ne reculons pas devant cette pensée qu'une part de nous-mêmes fut peut-être complice, à certaines heures, de ce vieillard foudroyé. »

Mais il y eut les moyens employés, acceptés ou subis ! Et si des fins légitimes peuvent en politique justifier des moyens exceptionnels, il est des moyens qui déshonorent les fins : la coopération de la police de Vichy avec les Allemands pour attaquer les maquis de Haute-Savoie, l'intervention de la Milice aux côtés de la Wehrmacht pour anéantir les maquis retranchés sur le plateau des Glières, l'autorisation donnée à des Français de s'engager dans les Waffen SS, les cours martiales de la Milice siégeant dans les prisons... Cependant, la relation passionnelle des Français avec Pétain fut telle, et d'une certaine manière demeure telle, que ces moyens déshonorants furent imputés, ce qui n'est vrai que pour partie, à Laval et à son gouvernement, et non au Maréchal.

L'autre procès

Un autre procès s'est ouvert depuis. A partir de 1972, année de la publication du premier livre de Robert Paxton, *La France de Vichy*, et de la diffusion retardée du *Chagrin et la Pitié*. C'est le procès de la politique antisémite de Vichy symbolisée par la participation de la police française à la rafle du Vél' d'hiv', en juillet 1942. La mémoire juive devenue militante et une actualité judiciaire à épisodes, fondée sur l'imprescriptibilité des seuls crimes contre l'humanité, ont ensuite conduit à une relecture de l'histoire de Vichy identifiée depuis 1954 à la vulgate de Robert Aron. Les publicistes ont été entraînés après les historiens par les exigences de ce qu'on appelle le « devoir de mémoire ». La mémoire est une dette à l'égard des disparus. Il suf-

fit de consulter les bibliographies ou de regarder les rayons de livres pour constater la part prépondérante de la production historique ou polémique consacrée à la condition et au sort des juifs sous l'Occupation. La même constatation peut être faite pour les heures d'antenne et les débats politiques. Après le refoulement du génocide pendant trois décennies dans les mises en œuvre, on assiste à une « surévaluation de la question juive » dans la grille d'interprétation contemporaine de Vichy, pour reprendre l'expression d'Éric Conan et d'Henry Rousso dans un livre dont le titre parle de lui-même : *Vichy, un passé qui ne passe pas*¹. Le statut d'exclusion professionnelle et sociale des lois de 1940 et de 1941 est rapporté à la politique d'extermination des juifs qui ne sera décidée par les nazis à Wannsee qu'en janvier 1942. Jusqu'alors, c'est vers la France qu'ils refoulent les juifs allemands. Lorsque la traque s'ajoutera à l'exclusion, le recensement ordonné par ces lois facilitera les arrestations massives, même quand Vichy cessera d'apporter volontairement le concours de sa police. Mais ces lois, lorsqu'elles sont promulguées, n'ont pas en vue le crime contre l'humanité conçu par Hitler, Himmler et Heidrich. Oublier le fait premier, violent et irrésistible, de l'Occupation, attribuer à Vichy une connaissance de la destination finale que n'avaient ni les victimes, ni les Alliés, et en même temps faire l'impasse sur la décennie de l'épuration pour accuser la France collectivement de ne pas avoir jugé Vichy, tels sont les excès de cette réévaluation nécessaire après un trop long oubli, mais qui fausse l'Histoire en la réduisant. Un mélange d'anachronisme, péché majeur de l'historien, et d'ignorance de ce que fut la résistance administrative dont ne rendent pas compte les textes publiés. Le titre abusif d'un livre de Serge Klarsfeld, par ailleurs d'une grande probité dans son contenu et intéressant

1. Fayard, 1994.

par l'exhaustivité des textes qu'il présente, illustre bien cette simplification en forme d'équation : *Vichy-Auschwitz*. Il est d'ailleurs singulier que la politique de temporisation, de négociation et d'échange, politique déshonorante mais positive en nombre de déportés, soit condamnée sans réserve lorsqu'il s'agit de l'État et de ses responsables, et justifiée ou excusée quand il s'agit de l'Union générale des israélites de France. Création de la Gestapo, elle fut en même temps le refuge de beaucoup, la condition de la survie alimentaire d'un très grand nombre, et une officine de faux papiers. A ceux qui reprochent à ses dirigeants, dont les principaux seront déportés, et à son personnel, protégé par une carte spéciale, de ne pas avoir démissionné, Renée Poznanski, comme André Kaspi, répond : « L'honneur eût été sauf, mais au prix de combien de vies sacrifiées¹ ? » C'est exactement la réponse que font les hauts fonctionnaires de l'administration préfectorale qui ont refusé la solution honorable et facile de la démission pour assurer au mieux la continuité du service public, résister administrativement à l'ennemi et contribuer à desserrer l'étau. « Leur objectif fut toujours de limiter les dégâts en louvoyant, en sauvant ce qui pouvait l'être », écrit le même auteur. Cette priorité accordée au social au détriment du politique, à l'humanitaire dans l'oubli de l'honneur, aurait dû être jugée. La mise à la disposition de l'occupant de la police et des fichiers, même dans l'ignorance évidente du sort final des internés et des déportés, constitue un crime d'État, le crime d'attentat à la liberté prévu et réprimé par les articles 114 et 115 du Code pénal. Mais ce crime ne fut pas à charge dans l'acte d'accusation contre Philippe Pétain.

Ce qui fut unique dans l'histoire de l'humanité, l'extermination scientifique et industrielle de millions

1. *Op. cit.*, p. 704.

d'hommes, de femmes et d'enfants (car si on discute parfois aujourd'hui de savoir s'ils furent quatre ou six millions, c'est toujours de millions qu'il s'agit) uniquement parce qu'ils étaient juifs, partout, où qu'ils fussent, aujourd'hui pleinement reconnu, fut reléguée à la Libération après les martyrs de la Résistance, les « déportés » du travail, les prisonniers de guerre, et les soldats tombés dans la guerre. Les survivants ne réclamèrent pas d'ailleurs qu'un sort particulier fût réservé à leur malheur et en leur nom. La singularité et l'ampleur de ce qui venait de se passer ne se découvrit que progressivement, comme on le voit au procès de Nuremberg, qui s'ouvrit le 20 décembre 1945. Un procès qui révèle le génocide mais sans encore en énoncer le nom, créé en 1947 à l'aide d'un mot grec et d'un mot latin, et retenu par la convention adoptée par l'ONU le 9 octobre 1948. Même pendant les dix mois et dix jours du procès de Nuremberg au cours desquels tout, ou presque, a été dit par les témoins sur ce qu'on nomme aujourd'hui l'Holocauste, son idéologie meurtrière et sa bureaucratie gigantesque, il semble qu'on n'ait pas pris la dimension du caractère à part, irréductible et central, du génocide hitlérien. Il est significatif que moins de sept pages sur les cent quinze de l'exposition générale des crimes soient consacrées à Nuremberg à ce qu'on nomme « la persécution des juifs ». Or, c'est principalement aux débats et aux pièces produites au cours de ce procès que la mémoire de l'humanité est redevable des connaissances dont nous disposons sur la politique nazie d'extermination des juifs et sur ses victimes sans nombre. « D'où vient qu'à nous-mêmes la mesure de l'événement échappe ? » Cette question de Nietzsche hante depuis vingt ans la mémoire juive. Cette question vient sans doute de la discordance entre ce qui est l'objet de la justice, qui relève du relatif et du fini, et l'objet à juger, qui relève dans ce cas de l'absolu et de l'infini, absolu du mal par

la négation de la condition humaine et l'infini du crime commis sans autre motif contre la victime que le crime d'exister.

Aujourd'hui, la figure avachie de Pierre Laval, la face noire de Vichy, le coupable tout désigné, se brouille et s'estompe derrière le visage lumineux de Philippe Pétain qui apparaît comme le principal accusé de la politique antijuive de Vichy. Sur les couvertures des livres, sa vareuse de Verdun est rapprochée des casques des SS et de la Gestapo. Pétain est devenu le responsable emblématique de la persécution et de la déportation des juifs. Il est explicable que Vichy hante aujourd'hui la mémoire des Français. On comprend moins qu'il n'ait que peu été question de la politique antijuive dans les dix mois séparant la Libération du procès et au cours du procès. « C'est une autre question », déclare Marcel Paul lui-même, rescapé communiste de Buchenwald, devant la Haute Cour. On associait à Pétain le nom de Montoire, jamais celui d'Auschwitz. Le fait qu'aucun juif n'ait été cité au nombre des soixante-huit témoins entendus par la Haute Cour est significatif.

Il y eut cependant un israélite, Henri Hertz, pour s'adresser au procureur Mornet afin de revendiquer une place pour les juifs dans l'incrimination du Maréchal. Sa lettre fut reproduite le 25 août 1945 dans *La Terre retrouvée*, organe de l'organisation sioniste de France qui n'avait que peu de lecteurs : « On doit souhaiter que dans ce grand procès d'épuration de la France, soit levé le secret où, depuis la Libération, a été mis le problème juif, rouvert en 1940, développé, pendant cinq ans, dans le crime et l'injure, renfermé dans le silence. (...) Nous, juifs de France, concluait-il, dont presque aucune famille n'est exempte de ces plaies, nous dont la parenté ou l'amitié sont amputées de ces membres arrachés et, avant d'être arrachés, souillés ; nous qui garderons, pour toujours, attachés à

nous, outre le deuil de leur mort, le deuil, plus pesant encore, de la dégradation qu'ils ont subie et l'amertume de ne pouvoir plus jamais rien pour les en consoler et les en guérir, nous portons témoignage que l'accusé, par son silence quand il pouvait parler, par son impassibilité quand il pouvait faire un geste, par son mensonge quand il soutient que jusqu'à aujourd'hui il n'a pas su, nous portons témoignage qu'il a accepté et patronné ces tortures d'exception, aboutissement fatal de la législation d'exception concertée et développée par lui, sciemment et délibérément pendant cinq ans¹. » Cette demande demeura sans réponse et sans suite.

Il n'était pas possible de se faire, cinquante ans après, le chroniqueur du procès de Philippe Pétain, procès de l'armistice, des pleins pouvoirs et de la collaboration, sans rendre compte du procès qui n'eut pas lieu, et qui semble aujourd'hui le seul qui soit fait à l'accusé de 1945, celui des lois raciales et de la déportation des juifs. Mais le « devoir de mémoire » n'exclut pas le « devoir de vérité ». Il faudra bien dire que ce procès qui est fait aujourd'hui ne doit pas masquer l'échec relatif de la solution finale en France, échec qui est pour une part à porter au crédit du maréchal Pétain, personnellement, et aussi de son gouvernement.

Avant d'ouvrir successivement ces deux dossiers, laissons la parole à la défense en écoutant les ultimes confidences du Maréchal lui-même, le 17 juin 1944, à Maurice Martin du Gard venu le voir pour tenter d'arracher le mystère dont il se gardait enveloppé :

— Et maintenant, monsieur le Maréchal, vous ne partirez plus?

1. Cité par Renée Poznanski, *op. cit.*, p. 684.

Il avait dû entendre souvent cette question. Il ne parut pas surpris, mais un peu las. Il voulut bien me répondre :

– *Je ne suis pas parti en novembre 42, ce n'est pas aujourd'hui que je m'en irais. C'était trop facile! C'eût été lâche de ma part. Le Strasbourg chauffait à Toulon, il y avait aussi un aviateur qui voulait m'enlever. Weygand me suppliait de partir. Qu'est-ce que vous seriez devenus tous? A voir ce qu'ils font déjà contre le maquis, les Allemands, c'eût été beau! Et dans les camps de prisonniers en Allemagne? Les représailles eussent été affreuses à mon départ. En restant, je n'ai pas permis qu'ils fassent certaines choses. J'ai évité des sévices contre les Alsaciens-Lorrains réfugiés, contre les Juifs, contre les communistes. Les Juifs! si j'étais parti, les SS les auraient tous massacrés, tous, vous m'entendez? comme en Pologne! Voilà! J'avais dit une bonne fois, quand tout tombait sur nos têtes : « Je ne quitterai pas la métropole. » Je pensais : « Je veux que tout ce que je suis, tout ce que je représente, tout ce que je rappelle à l'ennemi, serve à protéger les pauvres gens. » Je n'ai qu'une parole avec les Français¹.*

1. Maurice Martin du Gard, *La Chronique de Vichy*, Flammarion, 1948, p. 502.

1945

I

DE L'HÔTEL DU PARC AU FORT DE MONTROUGE

C'est à Morvillars, dans un petit château, que, le 20 août 1944, le maréchal Pétain, gardé par la Feldgendarmerie après avoir été enlevé de force à Vichy la veille par le général von Neubronn et les SS, entend le dernier discours prononcé en son honneur. Retrouvés aux Archives ¹, ce sont les derniers mots d'amour qui lui aient été adressés :

Monsieur le Maréchal,

C'est l'âme ardente de nos plus grands poètes français qui nous a appris que la seule récompense digne des grands hommes, c'est l'ingratitude.

Vous avez pu croire que votre œuvre n'a pas été comprise. Vous avez remarqué cependant que la population, qui a été prévenue de votre arrivée, s'est portée d'un élan spontané sur votre passage pour manifester sa sympathie à l'égard du chef vénéré que vous restez.

Ce soir, c'est le Conseil municipal qui veut traduire officiellement ses sentiments et vous présenter ses hommages. Ces sentiments, ces idées, ce sont ceux que vous avez jetés dans nos cœurs. Ils germent lentement. Le blé que nous semons dans nos champs demeure de longs mois avant de présenter ses blancs épis à la clarté du soleil. (...).

Nous savons qu'il n'y a qu'une France, celle de nos ancêtres, celle qu'ont bâtie nos rois, celle qu'ont

1. Marc Ferro, *Pétain*, Fayard, 1990, p. 600.

construite les ouvriers de nos cathédrales, la France des paysans de nos campagnes. Et cette union entre les gens de l'ancienne France, vous la retrouvez intacte chez nous, paysans et ouvriers se coudoient et se soutiennent, unis dans les jours sombres ils le resteront dans les jours heureux. Vous avez montré le chemin de l'honneur. Fidèles à votre appel, nous saurons nous grouper dans les voies de l'ordre. [...] Nous nous achèminerons vers la réconciliation, la rénovation de la France par le pardon des injures et l'amour de tous les nôtres.

Vous nous avez donné l'exemple, monsieur le Maréchal. Quelle sera donc votre récompense ? Claudel nous disait que l'ingratitude était la seule qui soit possible.

Mais non, Dieu, et lui seul, pourra vous donner cette récompense vraiment digne de vous et de votre œuvre.

Cet appel à la réconciliation des Français, que leurs engagements, les circonstances, et parfois le hasard, ont conduits à des choix différents, rejoint la conviction du plus grand nombre que Vichy et Londres ont joué un jeu double, pour que la France conserve toutes les cartes. C'est l'objet de la proclamation d'adieu au peuple français que le Maréchal a montrée le 11 août 1944 à l'ambassadeur de Suisse, Walter Stucki, témoin privilégié des derniers jours de Vichy, et qu'il lui remet le 19 août à dix heures, lors de son enlèvement. Rédigée en partie par Henri Massis, et corrigée par le Maréchal, elle correspond bien à sa pensée. Ce message d'adieu, qui ne fut pas publié mais placardé en quelques endroits à Paris par les soins de l'amiral Auphan à qui elle avait été envoyée préalablement, est comme la première version, alors qu'il est encore nominalelement chef de l'État, de la déclaration liminaire qu'il fera à son procès. La métaphore de *l'épée* et du *bouclier* sera souvent reprise par ses défenseurs et ses laudateurs. En mars 1950, le colonel Rémy, le plus illustre des agents secrets de la France libre, la reprendra dans un article retentissant de l'hebdomadaire *Carrefour*, dans lequel il écrit que de Gaulle lui avait personnellement confié :

« Voyez-vous, Rémy. Il faut que la France ait toujours deux cordes à son arc. En juin 1940, il lui fallait la corde de Pétain aussi bien que la corde de De Gaulle. » Après que cette publication eut suscité des émotions et des expressions contradictoires, le général de Gaulle tança vertement Rémy pour avoir divulgué ce propos sans lui en avoir parlé auparavant, mais il n'en contesta jamais l'authenticité. Aussi le message ultime du maréchal Pétain vaut-il d'être reproduit dans son entier, car il s'agit bien d'une justification de ses intentions et de ses actes. Si elle ne fut pas évoquée lors du procès, elle appartient au procès en ce qu'elle constitue par anticipation un mémoire en défense.

La dernière déclaration

Français,

Je vous parle aujourd'hui pour la dernière fois.

Depuis le jour où j'ai reçu de l'Assemblée nationale la mission de faire vivre la France entre l'armistice et la paix, nous avons espéré ensemble, nous avons souffert sur le même sol. Le don de ma personne n'entraînait pas seulement le sacrifice de mon repos. Condamné à subir la loi d'un adversaire que j'avais autrefois vaincu, j'ai dépensé pour écarter de vos têtes l'amère conséquence des fautes d'autrui tout le prestige que m'avait acquis l'ancienne victoire de nos armées.

Ma mission fut une mission de sacrifice. Héritier de la défaite, lié par l'armistice, j'ai tenté de préserver le corps et l'âme de la France, l'Histoire dira si j'ai réussi.

Avant de rentrer dans le silence, j'adresserai un dernier message à ceux d'entre vous qui me sont restés fidèles comme à ceux qui ont cessé de me suivre.

Lorsqu'en 1940 j'ai signé l'armistice, j'avais pour moi non seulement l'Assemblée nationale, mais la presque unanimité du peuple et le plus grand nombre de ceux qui, plus tard, ont rallié l'armée d'Afrique ou les forces de la Résistance. Si j'avais consulté la France sur la nécessité de l'armistice ou sur la légitimité de mon pouvoir, combien de suffrages m'auraient été contraires ? Dans nos armées en déroute, parmi nos populations en

détresse, sur notre peuple foulé par l'ennemi, dans nos provinces menacées par l'approche inévitable de l'invasion, combien de ceux qui maintenant se détournent de moi voulaient alors continuer la lutte?

Vos malheurs ne sont pas sortis de l'armistice mais de la défaite. Depuis quatre ans, qu'ai-je fait que protéger à tout moment les Français qui ne pouvaient ou ne voulaient quitter le sol national contre les suites d'une bataille que d'autres avaient engagée et perdue?

Je l'ai fait sans autre ressource que notre gloire séculaire, le prestige de la Marne et de Verdun, le secours de votre confiance, la disposition que l'armistice m'avait laissée de notre empire éloigné du combat et de notre flotte libre sur la mer : l'Histoire impartiale reconnaîtra que la perte de notre unité, de notre empire, de notre flotte, même si elle a favorisé le succès des Alliés, a terriblement aggravé les difficultés de ma mission. Aux prises avec les exigences d'un occupant de plus en plus méfiant, de plus en plus exigeant, de plus en plus engagé dans un conflit qui devenait universel, je ne disposais plus des cartes maîtresses de cette négociation permanente que j'avais, *par nécessité*, substituée à la force de nos armes rompues. Qui oserait soutenir, de bonne foi, que cette négociation permanente ne vous a pas épargné chaque mois, chaque jour, des sacrifices plus durs que ceux auxquels vous fûtes soumis? Qui prétendrait de bonne foi que mes volontés, mes paroles, furent toujours libres, et que mes intentions pouvaient aboutir si je les avais expliquées? Est-il un seul d'entre vous-mêmes parmi mes rares adversaires des premiers jours, qui n'ait compris l'utile dureté des disciplines auxquelles je me suis plié pour sauvegarder au prix de ma fierté et de mon repos, la vie de notre peuple, dont disposait sans réserve un vainqueur alors tout-puissant? Ceux qui me reprochent d'avoir trop accepté, je leur pardonne, puisque j'étais condamné par les lois mêmes de mon action, à ne l'expliquer jamais.

En réalité, j'ai négocié les mains vides, gêné par des Français qui ne tenaient pas compte du réel. L'intraitable patriotisme des uns m'a privé des seules armes que l'armistice m'avait laissées. Le fanatisme collaborationniste des autres n'a pas cessé de stimuler les exigences, d'alerter les méfiances des Allemands. D'un côté, quand je négociais pour la France, j'étais dénoncé

comme un auxiliaire de l'Allemagne. De l'autre, des hommes qui ne voyaient le salut de la France que dans la victoire allemande dénonçaient mon attentisme comme une trahison.

Français, vous le savez bien, je ne suis ni anglophile ni germanophile. Soldat de Verdun et de la Marne, votre vieux chef n'a qu'une passion, la FRANCE. C'est pour elle, c'est pour vous que durant ces quatre années j'ai supporté en silence l'humiliation de parler au nom d'un pays vaincu, moi qui avais chevauché à votre tête sous l'Arc de triomphe. C'était pour la FRANCE, c'est pour vous que je suis resté à mon poste, en dépit de l'injustice et de la déception, discutant et transigeant, moi qui porte l'épée, pour que les fils de mon pays supportent des peines moins lourdes, et jetant sur la table des négociations mes lauriers anciens, mes étoiles, mon bâton de maréchal, les travaux de ma longue vie, comme autrefois nos rois dans la détresse nationale portaient à la Monnaie leur vaisselle d'or.

S'IL EST VRAI QUE DE GAULLE A LEVÉ HARDIMENT L'ÉPÉE DE LA FRANCE, L'HISTOIRE N'OUBLIERA PAS QUE J'AI TENU PATIEMMENT LE BOUCLIER DES FRANÇAIS.

Des principes que j'enseignais, de toutes les choses que j'ai librement dites, je ne retire rien. Il reste vrai que notre pays a commis contre lui-même des fautes qui ont failli le perdre et qui laissent son avenir pour un temps compromis. Il reste vrai que, s'il persiste dans les mêmes erreurs, il ne retrouvera ni son rang ni sa force. Il reste vrai que la France et l'Allemagne, condamnées par la géographie à un voisinage éternel, devront chercher dans un effort de compréhension mutuel les conditions d'une paix durable. L'Allemagne a connu qu'elle était impuissante contre une coalition, la France a connu qu'elle ne pouvait lutter seule contre sa voisine de l'Est, *il est temps que les nations de l'Europe se déterminent à ne pas mourir.*

Cette vérité peut être obscurcie par la fumée du combat, le trouble des âmes, la rancune d'un peuple fier. Mais un soldat chargé d'ans a le droit de le redire devant son vieil adversaire abattu comme il l'affirmait devant cet adversaire triomphant.

Mes amis, je n'ai pas toujours fait la politique de vos préférences. Mais je suis assuré d'avoir fait la politique de votre salut.

J'aurais pu partir en silence, remettre mon action au jugement du temps. Mon action ne m'appartient pas en propre : commandée par le salut public, elle l'a été aussi par la volonté de la France, à laquelle je dois des comptes.

Soutenue d'abord par l'unanimité nationale et jusqu'à la fin par la fidélité d'un grand nombre de braves gens, elle appartient plus particulièrement à mes fidèles. Pour eux je devais l'expliquer et la défendre avant que l'Histoire la justifie. Je n'avais pas le droit d'abandonner aux injustes passions de la foule les Français qui m'ont obéi.

Ceux qui m'ont obéi ont bien servi la France. Qu'ils s'unissent autour du chef le plus capable de les unir, je ne les livre pas à l'indulgence d'un guerrier; je les confie à la sollicitude fraternelle de ceux qui me succèdent au pouvoir. De ceux-là qui furent mes officiers ou mes soldats, j'absous la désobéissance non pour le succès qui l'a couronnée mais pour le sentiment qui l'inspira. Je la leur pardonne au nom de l'unité nationale, comme je l'ai condamnée jadis pour tenter de garder cette unité. Plus heureux que moi, je leur souhaite de ne jamais connaître à l'exercice de leur autorité les obstacles qui m'ont empêché de faire à la France tout le bien que j'ai voulu. Qu'ils m'oublient s'il leur plaît; mais au terme d'une période tragique, qu'ils se souviennent de l'exemple du roi Henri. Restaurateur de la paix intérieure, le héros de tant de combats voulut n'être, après les troubles, que le souverain de la concorde. Comme lui, soyez avare de notre beau sang. Comme lui, appelez tous les Français à refaire la FRANCE. Assez d'entre vous ont changé de camp depuis l'armistice pour savoir d'expérience personnelle que le plus pur patriotisme peut inspirer des actes opposés. Souvenez-vous-en quand vous serez tentés de juger les autres.

Je vais partir, ma tâche finie. Recevez d'un cœur filial ma dernière adjuration paternelle. A tous les hommes de bonne volonté, donnez la paix sur la terre de France. Pour être douce à ceux qui vont rentrer, et que j'avais souhaité d'accueillir, elle n'a plus besoin de moi.

Elle a besoin de votre sagesse, elle a besoin de tous ses fils.

C'est le 20 août à Belfort, où il a été conduit par la Wehrmacht avec l'assurance donnée par les ambassadeurs qu'il ne quittera pas le territoire français comme il en avait fait le serment, que l'ordre lui est donné de partir pour l'Allemagne. Il déclare solennellement qu'il cesse d'exercer ses fonctions de chef de l'État français. Il adresse une lettre de protestation véhémente « à Monsieur le Chef de l'État Grand Allemand » :

Le 20 août 1944. J'ai dû, sous la contrainte, et par la force, quitter Vichy où j'avais fixé librement, selon les conventions d'armistice, le siège du gouvernement, et le gouvernement du Reich m'avait donné, le 19 août 1944, l'assurance qu'en toutes circonstances je resterais sur le sol français. Aujourd'hui, en dépit de cet engagement solennel, je suis emmené en captivité en Allemagne. C'est une nouvelle contrainte qui s'ajoute à tant d'autres, à laquelle je refuse de me plier, comme j'ai refusé de quitter la France en 1940. Je reste dans l'impossibilité d'exercer les fonctions de chef de l'État français dont j'ai été investi par l'Assemblée nationale, et j'élève une fois encore, contre cette violence, la protestation la plus solennelle.

A Sigmaringen

Le Maréchal est alors conduit sous escorte, en compagnie d'un gouvernement fantôme, à Sigmaringen. Dans ce château des Hohenzollern, au sommet d'un piton rocheux, sont réunis par les Allemands, et gardés par eux, le Maréchal, roi sans royaume, sa maison, les principaux chefs et journalistes de la Collaboration, Brinon, Déat, Doriot, Darnand, Abel Bonnard, Luchaire. Céline a fait l'inoubliable description, dans *D'un château l'autre* de ce château fantastique. Le Maréchal, qui depuis quelques mois n'a cessé de céder à la seule menace de la force pour demeurer au pouvoir, ou plus exactement pour s'accrocher aux appa-

rences du pouvoir, se transforme. Il se considère comme prisonnier. Il se refuse à avoir aucune relation avec les autorités allemandes qu'il regarde comme ses gardiens, comme avec le gouvernement français et ses ministres, que ce soit ceux qui autour de Laval se considèrent aussi comme des prisonniers, ou ceux qui autour de Brinon, sous la fiction d'une Délégation, font semblant de gouverner et collaborent avec les Allemands. Il a choisi d'entrer dans le silence, qui n'est pas le silence du grand âge, mais le silence volontaire de celui qui n'a plus qu'une pensée : revenir en France « pour défendre son honneur ». Il est d'ailleurs le seul des survivants de Vichy à vouloir à tout prix rentrer en France. Il a adopté le comportement le plus conforme à son rang de souverain déchu et qu'il maintiendra jusqu'au terme ultime, à l'île d'Yeu, avant d'être privé, en 1949, définitivement cette fois, de toutes les clartés de l'esprit¹, sans que d'ailleurs cet affaiblissement s'accompagne d'aucune défaillance, laissant intacts sa stature, la beauté de son visage, sa tenue et, dans les moments de lucidité, ses jugements incisifs sur les hommes et les circonstances. Mais d'avoir été ainsi associé pendant sept mois, par la presse parisienne libérée, aux miliciens de Darnand, aux francistes de Bucard, à Rebatet, à Céline, à Brinon, auquel il ne pardonnait pas d'avoir fait signer une lettre d'approbation de la LVF à son origine, à Luchaire, le prestige du Maréchal ne se releva jamais. Qui se ressemble s'assemble ! La religion nationale se dissipa en quelques mois.

Durant les sept mois passés à Sigmaringen, le Maréchal prépara son dossier avec le Dr Ménétrel, jusqu'à ce que celui-ci soit arrêté sur la dénonciation des collaborationnistes. Les mêmes qui avaient dénoncé aux Allemands l'entreprise de transfert des pouvoirs consti-

1. Jacques Isorni, *Souffrance et Mort du Maréchal*, Flammarion, 1951, p. 250 et suiv.

tutionnels du Maréchal à l'Assemblée nationale. On sait aujourd'hui que le Maréchal s'était préparé à se justifier, réunissant les pièces qui établissaient ses relations maintenues avec les États-Unis, la mission secrète de Louis Rougier auprès des Anglais, et sa condamnation des exactions de la Milice le 5 août 1945. Il ne pourra disposer, lors de son procès, de ces documents. C'est dix ans après, dans *Le Véritable Procès du maréchal Pétain*¹, que Louis Noguères, successeur de Mongibeaux à la Haute Cour, et peu favorable à l'accusé, révélera que l'autorité judiciaire avait reçu et saisi le dossier préparé avec le Dr Ménétrel, en avait placé sous scellés les dix-sept feuillets intitulés « Note pour le Maréchal », et que Noguères appelle « la Note de Sigmaringen ». Elle est tapée à la machine et corrigée de la main de Philippe Pétain. Elle comporte un double, identique, de sa main, selon son procédé qui était de corriger, puis de recopier entièrement les textes préparés par ses collaborateurs.

Le Maréchal sait, quand il prépare ainsi sa défense, que son procès est inéluctable. La Haute Cour de justice, instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, complétée par l'ordonnance du 18 janvier 1945, a en effet été appelée à juger « les personnes ayant participé, sous la dénomination de chef de l'État, chef du gouvernement, ministres, secrétaires d'État, sous-secrétaires d'État du gouvernement et des ministères, résidents généraux, gouverneurs généraux et hauts commissaires... pour les crimes et délits commis par les personnes susnommées dans l'exercice ou à l'occasion de leurs fonctions ».

Les avant-procès Pétain

L'amiral Esteva, résident général en Tunisie jusqu'en 1943, a été le premier appelé devant la Haute Cour de

1. Fayard, 1955, p. 17.

justice que préside déjà le premier président de la Cour de cassation, Mongibeaux. Le 15 mars 1945, il est condamné à la détention perpétuelle, à la dégradation militaire, à l'indignité nationale, et à la confiscation de ses biens. Requérant contre lui, le procureur général Mornet a présenté son affaire comme la préface de l'affaire Pétain. « Avec son procès, c'est le procès Pétain-Laval qui, déjà aujourd'hui, commence. » L'effet annonce et condamne la cause. À quoi le bâtonnier Chresteil put répondre : « Si la trahison d'Esteva dépend de la trahison de Pétain, si elle n'est qu'un corollaire de celle-ci, il est impossible qu'on juge le complice avant de faire justice à l'auteur principal. » Il eut aussi le courage de mettre en cause la responsabilité du procureur général Mornet, qui avait réclamé contre son client la peine de mort. Comme il le fera pour le général Dentz, le maréchal Pétain et Pierre Laval. Chresteil rappelle que le procureur général avait apporté au gouvernement qu'il accuse de trahison le prestige et le crédit de sa réputation en exécutant des fonctions dans la commission chargée de prononcer la déchéance des naturalisations abusives. Tâche qu'il remplit avec honnêteté. Mais Henri Amouroux, en exhumant du *Figaro* du 16 mars 1945 l'interpellation de l'avocat, met à mal ce manichéisme qui voulait que les accusateurs aient tous résisté depuis le 17 juin 1940, les accusés tous trahi depuis la même date :

Je défends un homme de cœur pur, celui que vous avez là devant vous, je ne défends pas le maréchal Pétain. Quand vous lui ferez son procès, qui, en bonne logique et selon les lois d'une saine justice, aurait dû précéder celui-ci, une pleine clarté, souhaitons-le, élucidera définitivement son cas. Mais, hier, vous avez reproché à l'accusé d'avoir été le complice conscient du Maréchal dont la trahison, disiez-vous, effective dès avant la guerre, était, depuis des années, évidente à tous les yeux. Et vous avez ajouté que la seule apparence de la collaboration constituait un crime, parce qu'elle

offrait de la France au monde une image avilie et mensongère. Or, vous-même, qu'avez-vous fait, monsieur le procureur général? En 1940, vous étiez à la retraite. Vous êtes rentré dans l'activité pour vous associer aux mesures judiciaires décidées par le gouvernement de Vichy. Pendant quatre ans, vous avez vice-présidé la commission chargée des retraits de naturalisation, commission dont le président est aujourd'hui en prison... Vous aussi avez péché par apparence ¹.

L'infailible justesse de ton du bâtonnier Chresteil, la sûreté de son vocabulaire et la précision de sa dialectique auront évité à l'amiral Esteva la peine de mort, mais la dégradation militaire frappa l'amiral en plein cœur plus sûrement que les balles d'un peloton d'exécution.

De même, par une nouvelle préface au procès Pétain, le procureur général Mornet déclara au procès Dentz : « L'affaire actuelle... est un épisode, mais un épisode sanglant de la conjuration qui, pendant quatre ans, a groupé autour du maréchal Pétain un noyau de partisans dont la politique n'avait d'autre but que de se maintenir au pouvoir en faisant d'une France qu'ils avaient condamnée à accepter sa défaite le satellite d'une Allemagne assez puissante pour imposer au monde sa victoire... En réalité, il n'y a qu'un seul procès, celui de la trahison, trahison à l'armistice, à Montoire, en Syrie, en Tunisie. » À quoi répondit M^e Alcide Delmont, défenseur de Dentz : « Les subordonnés ne doivent pas être jugés avant le chef et ce n'est pas la condamnation des premiers qui doit déterminer le verdict contre celui qui ordonnait. » Le général Dentz, condamné à mort le 21 avril 1945, vit sa peine commuée en détention perpétuelle après avoir porté deux cent cinq jours les fers aux chevilles. Il mourut

1. Henri Amouroux, *La page n'est pas encore tournée*, Robert Laffont, 1994, p. 483.

littéralement de froid le 13 décembre dans sa cellule. Ses lettres à sa femme, et la dernière interrompue par la mort, témoignent de son agonie :

3 décembre. – J'écris absolument frigorifié dans une cellule où l'humidité dévore tout. L'eau coule le long des murs et je suis obligé de mettre mon linge sur le lit pour le tenir un peu au sec.

10 décembre. – Je suis frigorifié. Il y avait – 9 degrés cette nuit... Le jour tombe déjà, je vais me coucher, au moins j'aurai chaud.

13 décembre. – L'humidité a gagné partout ; les murs coulent comme des cascates de grottes... Le meilleur moment est celui où l'on se couche. Il fait chaud sous les couvertures et, pendant quelques heures, on oublie tout... ¹.

Prisonnier volontaire

Pendant tout l'hiver 1944-1945, le Maréchal s'abstiendra du moindre acte politique, sauf pour notifier à Brinon qu'il lui interdit de parler en son nom et pour lui retirer symboliquement la francisque. Il suit par la radio la progression des troupes alliées, notamment des Français, qu'il attend. Lorsque, le 5 avril, il apprend, toujours par la radio, que son procès va commencer par contumace à Paris le 24 avril, il réagit avec violence. Il ne veut pas qu'on le juge hors de sa présence. Il ne sera pas dit qu'il aura fui la justice de son pays. Il écrit à Hitler une lettre qui restera sans réponse :

Le Maréchal Pétain.

Sigmaringen, le 5 avril 1945.

A Monsieur le Chef de l'État Grand Allemand,

Je viens d'apprendre que les autorités françaises se disposent à me mettre en accusation, par contumace, devant une Haute Cour de justice.

1. André Laffargue, *Le Général Dentz*, Les Iles d'Or.

Les débats s'ouvriraient le 24 avril. Cette information m'impose une obligation que je considère comme impérieuse et je m'adresse à Votre Excellence pour qu'elle me mette en mesure d'accomplir mon devoir.

J'ai reçu le 10 juillet 1940, de l'Assemblée nationale, un mandat que j'ai rempli selon les possibilités qui m'étaient laissées.

Comme chef du gouvernement, en juin 1940, à Bordeaux, j'ai refusé de quitter la France.

Comme chef de l'État, lorsque les heures graves ont de nouveau sonné pour mon pays, j'avais décidé de rester à mon poste à Vichy.

Le gouvernement du Reich m'a contraint de le quitter, le 20 août 1944.

Je ne puis, sans forfaire à l'honneur, laisser croire, comme certaines propagandes tendancieuses l'insinuent, que j'ai cherché refuge en terre étrangère pour me soustraire à mes responsabilités.

C'est en France seulement que je peux répondre de mes actes et je suis seul juge des risques que cette attitude peut comporter.

J'ai donc l'honneur de demander instamment à Votre Excellence de me donner cette possibilité.

Vous comprendrez certainement la décision que j'ai prise de défendre mon honneur de chef et de protéger par ma présence tous ceux qui m'ont suivi. C'est mon seul but. Aucun arrangement ne saurait me faire renoncer à ce projet.

A mon âge, on ne craint plus qu'une chose : c'est de n'avoir pas fait tout son devoir, et je veux faire le mien.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef de l'État Grand Allemand, les assurances de ma haute considération.

PHILIPPE PÉTAÏN

Dans l'attente, le Maréchal suit en s'en réjouissant sincèrement la percée foudroyante de la 1^{re} armée française, dont la 5^e DB avance en direction de Tübingen et la 1^{re} DB en direction de Sigmaringen. On sait depuis que le général de Lattre de Tassigny a écrit le 21 avril au général Béthouart : « J'apprends que tu es à Donaueschingen et à Tuttlingen et que tu as franchi le Danube à Mülheim. Bravo ! Pousse plein gaz sur Sig-

maringen. – Sigmaringen, depuis Mülheim par les routes nord et sud du Danube ; – Sigmaringen depuis la transversale Tuttlingen-Stockach en passant par Messkirch. A Sigmaringen, boucle tout – tiens-le en force – mets-y un patron solide et dur – quelqu'un auprès de lui qui boucle les " politiques ", et garde silence jusqu'à ma venue¹. »

Les Allemands comprirent le péril. Le 20 avril, le général Debeney fut averti par l'ambassadeur von Reinebeck de la décision prise d'évacuer le Maréchal vers le sud-est. Ce n'était pas une proposition mais un ordre. Le chef des SS chargé de la protection du convoi qui est mis en place déclare : « S'il faut passer les menottes au Maréchal, je suis prêt à le faire. » Le Maréchal établit alors de sa main cette note verbale qui n'eut évidemment pas plus de suite que sa lettre à Hitler :

Le Maréchal Pétain.

Sigmaringen le 20 avril 1945

Note verbale

Depuis mon départ de Vichy, le 20 août 1944, je n'ai cessé d'exprimer ma volonté de rentrer en France.

J'ai souligné cette volonté dans ma lettre du 5 avril.

Il m'est notifié maintenant que des mesures sont prises pour me transférer dans une zone, plus à l'est. Je suis obligé de constater que cette décision n'a pas pour effet de favoriser mon retour en France, comme je l'avais demandé, retour que je considère comme l'accomplissement d'un devoir.

J'insiste donc pour obtenir une réponse à ma lettre du 5 avril.

PHILIPPE PÉTAÏN.

L'enlèvement

Et le 21, 4 h 30 du matin, le SD et la Gestapo encadrent les voitures du Maréchal et de son entou-

1. André Brissaud, *Pétain à Sigmaringen*, Perrin, 1966, p. 459.

rage immédiat pour les emmener vers le nord. À Vangen, hébergés au château de Zeil, chez le prince de Waldburg, les prisonniers apprennent qu'Ulm est pris par les Français et que les Américains avancent. À minuit, le ministre von Tangstein, représentant personnel de Ribbentrop auprès du Maréchal, annonce qu'il faut partir. Il s'engage à conduire le Maréchal en Suisse, contrairement à ses ordres qui sont de l'emmener en Bavière. Il a reçu une instruction permanente de ne jamais laisser le Maréchal tomber aux mains des troupes alliées. Hitler ne veut pas d'une entente du Maréchal et des Américains, qu'il a toujours soupçonné le « vieux renard » d'avoir préparée en secret. Lorsque cet ordre a été donné à von Tangstein, il s'agissait de maintenir la fiction de la délégation gouvernementale. Mais le 21, pour von Tangstein, cet ordre a perdu tout sens. Le Maréchal, qui ne le croit pas, refuse obstinément, allant jusqu'à se déshabiller, se coucher et même, à 6 heures du matin, à s'endormir. Son lit, à Sigmaringen comme à Vichy, est devenu l'ultime forme de sa résistance. La Maréchale, dans une note rédigée au fort de Montrouge et remise à la commission d'instruction de la Haute Cour, rapporte la scène incroyable qui a duré jusqu'au matin :

Tangstein. – Monsieur le maréchal, la situation militaire exige que vous partiez d'ici. Je viens vous le demander.

Le Maréchal. – Non, je refuse de partir.

Tangstein. – Ce n'est pas possible, monsieur le maréchal, il faut assurer la sécurité de votre personne ; il faut partir.

Le Maréchal. – Non. J'attendrai ici les troupes françaises ou américaines. Ma sécurité n'est pas en péril.

Tangstein. – Monsieur le maréchal, je dois obéir. Je vous en supplie.

La discussion s'envenime ; la voix du Maréchal devient dure.

Le Maréchal. – C'est inutile. Vous n'avez fait que me mentir depuis Vichy. Où voulez-vous m'emmener ?

Tangstein. – Mais, vers la frontière suisse...

Le Maréchal. – Je ne vous crois pas. Avez-vous l'assurance de la Suisse qu'elle me laissera entrer pour rejoindre la France?

Tangstein (*gêné*). – Non, mais on pourra la demander de là-bas.

Le Maréchal. – Je n'ai aucune confiance. Vous m'emmèneriez vers l'Est. On m'a toujours trompé. Votre Renthe-Fink a toujours menti. Je reste ici.

Tangstein. – Mais ce n'était pas moi, monsieur le maréchal. Je vous assure que je vous dis la vérité.

Et à la Maréchale :

Tangstein. – Madame, je vous en supplie, aidez-moi. Je ne fais qu'obéir, je dois assurer la sécurité du Maréchal. Je suis de bonne foi; nous irons vers la Suisse. Il est vrai que nous avons l'ordre de vous emmener en Bavière, mais, cela nous ne le ferons pas.

La Maréchale. – Que dira votre gouvernement?

Tangstein. – Il n'y a plus de gouvernement. On ne sait pas où est M. Ribbentrop; nous agissons de nous-mêmes.

Ce n'est que lorsque arrive le chargé d'affaires suisse, appelé par Reinebeck et Tangstein, avec l'annonce que le Conseil fédéral s'est réuni et a décidé d'ouvrir les frontières au Maréchal et à ceux qui l'accompagnent – asile qu'il refusera ensuite à Laval – que le départ, sous les bombardements, peut avoir lieu. Le 24 avril, à sept heures du matin, les barrières s'ouvrent à Sainte-Marguerite.

– Bon anniversaire, monsieur le Maréchal, lui dit un douanier suisse.

C'est en effet le jour anniversaire du Maréchal qui entre dans sa quatre-vingt-dixième année. Cette arrivée en Suisse est le cadeau le plus approprié qu'on pouvait lui faire. Le Maréchal remercie Reinebeck et Tangstein qui prennent congé de lui. « Nous devons aller à Weesen, au bord de la Wallensee, écrit la Maréchale, dans

un site entouré de montagnes, jusqu'au moment où le gouvernement français, prévenu, fera connaître sa réponse pour notre retour en France. »

Le Maréchal n'a pas changé d'avis. Il ne veut pas être condamné par contumace et veut se défendre et se justifier devant la Haute Cour où on annonce l'ouverture imminente de son procès. Le général de Gaulle ne le souhaite pas. Mais l'ambassadeur de la Confédération à Paris, à qui il a fait savoir que le « gouvernement français n'était aucunement pressé de voir extraditer Pétain », ne peut que répondre : « Le Maréchal demande à regagner la France. Mon gouvernement ne peut pas s'y opposer. Philippe Pétain va donc être conduit à votre frontière. » Il a en effet déclaré à Walter Stucki, qui lui annonçait que le Conseil fédéral était disposé à le garder en Suisse : « Je vois la manœuvre. On veut me mettre dans mon tort. On veut m'empêcher de sauver mon honneur. Je ne veux pas rester en Suisse. Je veux aller en France, aussi vite que possible. » Walter Stucki en rend compte au Conseil fédéral¹.

Le général de Gaulle, devant ses ministres Jules Jeanneney, Adrien Tixier, René Mayer et le général Koenig, qu'il a aussitôt convoqués, ne peut dissimuler sa tristesse et son accablement : « Ah, ils nous le rendent. Il va revenir... Que tous les hommes coupables de Vichy soient arrêtés, mais le Maréchal, je ne tenais pas à le rencontrer... Quel dommage!... Il nous aura embêtés jusqu'au bout... Il possédait tant de qualités... Pourquoi a-t-il fait tout ce qu'il a fait sous l'Occupation?... C'était un grand homme. Ah! la vieillesse est un naufrage. Il ne faut pas se laisser vieillir aux affaires². »

1. Cité par J.-R. Tournoux, *Pétain et la France*, Plon, 1980.

2. *Ibid.*, p. 347.

Koenig accueille Pétain

Tandis que le général Koenig partait pour Pontarlier-Vallorbe « prendre livraison » du prisonnier avec la consigne : « Je ne veux pas de choses médiocres. Qu'il ne lui arrive rien », le Maréchal traverse la Suisse de Weesen à Vallorbe sous un cortège d'applaudissements, de fleurs et de cadeaux ¹. Le 26 avril à 19 h 27, après deux jours de liberté, le « vainqueur de Verdun » se trouve face au « héros de Bir Hakeim ». Le Maréchal tend la main au général Koenig, celui-ci la lui refuse, figé dans un garde-à-vous réglementaire. Selon J.-R. Tournoux, il aurait prononcé à deux reprises : « Mes respects, monsieur le Maréchal », et salué le Maréchal, la main au képi. Il pensait, dira plus tard le général Koenig, que c'était l'attitude la plus convenable et la plus déférente ². Mais le rapport du commissaire de la Police fédérale qui fut le témoin de l'arrestation du Maréchal fait un récit différent : « Arrivé du côté français, le Maréchal descend de voiture et voulut tendre la main au général Koenig qui était là. Ce dernier resta dans la position du garde-à-vous, sans saluer, et refusa de tendre sa main au Maréchal. De même le personnel de police en uniforme et le personnel militaire ne rendaient pas les honneurs. »

Les représentants de la justice et de la police notifient le mandat d'arrêt dont ils sont porteurs après avoir demandé à leur interlocuteur de décliner ses nom, titre et qualités... avant de le conduire sous escorte pour l'embarquer dans un train spécial. A Pontarlier, le train fut arrêté par une sorte d'émeute. Des manifestants jetaient des pierres sur les wagons et des

1. Voir le rapport du commissaire de la Police fédérale reproduit dans *C'est un péché de la France* de Jacques Isorni, Flammarion, p. 194.

2. L.-G. Robinet, *Koenig, un chevalier*, France-Empire, 1973.

crachats atteignirent les vitres du compartiment du Maréchal. « A mort... Pétain au poteau... Pétain-Bazaine au poteau. » A quelques kilomètres et quelques semaines plus tôt, à Morvillars, d'autres Français l'avaient acclamé. Le lendemain matin, sous une pluie froide, le Maréchal et Mme Pétain, exténués de fatigue, étaient incarcérés au fort de Montrouge où ils allaient résider jusqu'à l'ouverture du procès devant la Cour de Justice. A Montrouge où venaient d'être fusillés Georges Suarez, Paul Chack et Robert Brasillach. Ainsi s'accomplit le retour de l'ancien chef de l'État.

Le complot

Dès le lendemain, M^e Tard, huissier, consterné d'avoir à exercer cette fonction si contraire à son attachement pour le Maréchal, notifie l'acte d'accusation signé Mornet. Mornet, procureur général, à la différence de Mongibeaux et de Pierre Bouchardon, président de la commission d'instruction près la Haute Cour de justice, ne peut se voir reprocher d'avoir prêté serment au chef de l'État, comme tous les magistrats l'avaient fait, sauf un. Il était à la retraite. En le rappelant, le gouvernement veut identifier la poursuite à la volonté de vaincre de Clemenceau en 1917. C'est Mornet qui avait requis contre le *Bonnet Rouge* et contre Mata-Hari.

Le Maréchal fut stupéfait de lire cet acte d'accusation. Daté du 23 avril, la veille de l'annonce de son retour, il est, selon l'appréciation de Marc Ferro, d'une insigne faiblesse¹. Préparé à une époque où le Maréchal devait être jugé par contumace, il est fondé sur le souci de démontrer l'illégitimité du régime de Pétain. Mornet fait en effet de l'armistice de juin 1940 – le seul acte sur lequel les Français ont été presque unanime-

1. Marc Ferro, *op. cit.*, p. 62.

ment en accord avec Pétain – « l'aboutissement d'un *complot* fomenté depuis longtemps contre la République, un complot qui, grâce à la défaite, avait réussi, mais dont le succès définitif n'était assuré qu'à la condition que cette défaite ne fût pas remise en question. »

Ce complot se serait traduit par la connivence avec Hitler, l'armistice et le renversement de la République. La participation imaginaire de l'accusé à la Cagoule occupe un sixième de l'acte d'accusation : « Le rôle de Pétain dans la préparation de ce complot au cours des années qui ont précédé la guerre apparaît comme celui de l'homme sur le nom de qui l'on compte pour prendre en main le pouvoir sans d'abord attendre de lui autre chose que l'apport de son nom et de son autorité. Il n'est d'ailleurs pas douteux qu'il ait nourri des sentiments hostiles au régime républicain, communiant en cela avec Maurras, aux idées duquel il rendait volontiers hommage, ainsi que cela résulte de la correspondance échangée entre eux, et singulièrement d'un document saisi à l'hôtel du Parc où, sans désigner le délai à la réalisation de ses vœux, Pétain n'en exprime pas moins l'espoir de voir revenir la France aux principes de l'hérédité monarchique ; mais sans doute estimait-il nécessaire d'instaurer au préalable un régime autoritaire auquel il se sentait prêt pour l'incarner à faire don de sa personne. »

Cette accusation d'un complot noué par un « Pétain cagoulard ¹ », encore soutenue à la première audience du 23 juillet 1945, ne sera pas reprise dans le réquisitoire du 11 août où Mornet ne l'évoque que sous une forme insinuante : « Je n'ai pas trouvé la preuve d'une ingérence directe de Pétain, mais ce que je constate c'est, lorsqu'il est au pouvoir, la présence autour de lui

1. Philippe Bourdrel, *La Cagoule*, Albin Michel, 1992, p. 205 et suiv.

d'hommes qui ont joué un rôle important dans la Cagoule. »

Mais à l'heure où il signe l'acte d'accusation, Mornet n'hésite pas à asseoir son explication de la défaite et de l'armistice par un complot sur « un document décisif » : le procès-verbal de révélations qu'aurait faites Alibert, ancien cagoulard, l'un des artisans du vote des pleins pouvoirs à Bordeaux par l'Assemblée nationale, et futur ministre de la Justice :

Un document décisif vient d'être porté à la connaissance des magistrats instructeurs : il s'agit du procès-verbal relatant les révélations faites par Alibert en novembre 1942, et d'où il résulte que ledit Alibert faisait partie de la Cagoule. En faisaient partie également Darlan, Huntziger, Déat, Laval et autres, et aussi le maréchal Pétain qui en était le drapeau ; que leur intention était de prendre le pouvoir pour instituer un régime sur le modèle de Franco, en utilisant les services de celui-ci et au besoin l'appui de Hitler.

Profitant de son ambassade à Madrid, Pétain, selon les dires d'Alibert, s'était servi de Franco comme intermédiaire auprès de Hitler, lequel s'était montré favorable au projet des conjurés, leur avait même fourni un concours financier en même temps que promis un appui militaire. Alibert ajoutait qu'après que la guerre eut éclaté et que l'armée française eut été vaincue, l'armistice fut demandé selon les termes qui avaient été convenus d'avance avec Hitler mais que celui-ci ne tint nullement ses promesses, et au lieu d'aider à refaire la France sans République, il laissa son parti nous imposer des conditions draconiennes, d'où rupture entre ceux qui, comme Alibert, ne voulaient plus avoir de relation avec Hitler et ceux qui, comme Laval et Déat, voulaient au contraire s'engager dans la voie de la collaboration.

L'évolution du complot contre la sûreté intérieure de l'État est ainsi nettement indiquée, et comment il devait aboutir à une entente avec l'ennemi en vue d'un résultat qui ne pourrait être obtenu qu'en favorisant ses entreprises. »

Ce procès-verbal, personne ne l'a vu. Cet usage d'un faux dans un acte authentique est significatif de ce qu'est le véritable enjeu du procès à son origine : il faut que l'armistice, forfaiture originelle, s'explique par un complot pour que Vichy soit illégitime et que le gouvernement de Londres porte la seule légitimité.

La machine judiciaire était en marche depuis le 3 septembre 1943. Ce jour-là, le Comité français de libération nationale, sous la signature des généraux Giraud et de Gaulle, déclare Philippe Pétain *coupable* de trahison, crime prévu et réprimé par les articles 75 et suivants du Code pénal, « pour avoir signé le 22 juin 1940 un armistice contraire à la volonté du peuple ». Il s'engage « à le livrer à la justice dès la libération du territoire ». Ce texte ne fut révélé qu'en 1963 par un juge¹ voulant se justifier d'avoir jugé et condamné à mort Pierre Pucheu qui avait rejoint le Maroc pour s'engager dans l'armée d'Afrique avec un sauf-conduit du général Giraud. L'ordre officiel d'informer « contre Pétain et tous les autres », qui est à l'origine de la procédure judiciaire, est du 13 septembre 1944. La Haute Cour pour le juger fut instituée le 18 novembre 1944. Ce sont les suites de l'ordonnance du 9 août 1944, prise à Alger, relative au rétablissement de la légalité républicaine, texte fondateur :

Art. 1^{er}. – La forme du gouvernement de la France est et demeure la République. En droit, celle-ci n'a pas cessé d'exister.

Art. 2. – Sont, en conséquence, nuls et de nul effet tous les actes constitutionnels, législatifs ou réglementaires, ainsi que les arrêtés pris pour leur exé-

1. Gaston Schmitt, *Toute la vérité sur le procès Pucheu*, Plon, 1963.

cution, sous quelque dénomination que ce soit, promulgués sur le territoire continental postérieurement au 16 juin 1940 et jusqu'au rétablissement du Gouvernement provisoire de la République française. Cette nullité doit être expressément constatée¹.

1. *Journal officiel de la République française*, Alger, 10 août 1944, 688.

II

L'ÉPURATION

La Haute Cour qui juge Pétain est l'étage supérieur de l'épuration légale. Elle prend place dans le dispositif conçu dans la clandestinité dès 1942 et promulgué par le Gouvernement provisoire le 26 juin 1944.

Le Comité général des études

Dès 1942, à Lyon, avait été constitué à l'initiative de François de Menthon un Comité général des études (CGE) dont la mission, avec l'accord de Jean Moulin – et bientôt connue et approuvée de Londres – était de préparer « les mesures immédiates » à appliquer à la Libération. Il s'agissait de réussir la quadrature du cercle : que la répression soit à la fois rapide, efficace et équitable. Le texte de présentation du projet qui servira d'exposé des motifs et de base à l'ordonnance du 26 juin 1944 rétablissant la légalité judiciaire républicaine concorde d'ailleurs avec les instructions données en mai 1944 par Michel Debré aux comités départementaux de la Libération pour que les passions politiques et les animosités locales ne devancent pas l'action de la justice nécessaire : « La répression, malheureusement indispensable, doit, dans toute la mesure du possible, concilier deux exigences contradictoires. Il faut qu'elle soit efficace et rapide, pour

satisfaire la conscience nationale et empêcher des réactions spontanées, forcément sommaires, qui risqueraient d'être injustes; il faut qu'elle soit équitable, c'est-à-dire proportionnée à la culpabilité, et organisée de façon que celle-ci puisse être déterminée avec exactitude et que les droits de l'accusé et de la défense ne soient pas sacrifiés¹. »

Le Comité général des études et le Comité national judiciaire, agissant de concert, eurent pour fonction de répondre à ces instructions et au souci du général de Gaulle. S'y trouvaient réunis Paul Bastide, Robert Lacoste, Alexandre Parodi, maître des requêtes au Conseil d'État et futur délégué du général de Gaulle dans Paris libéré, le professeur Pierre-Henri Teitgen, les magistrats Maurice Rolland, Robert Vassard, Charles Zambeaux, André Boissarie, qui sera remplacé après son arrestation par Mornet, avant d'être nommé procureur de la République à la Libération, le bâtonnier Jacques Charpentier et Joë Nordmann, délégué par le Parti communiste.

« La Raison d'État », expliquera plus tard François de Menthon, en écho au général de Gaulle, exige que la justice suive rapidement son cours « pour que la nation puisse dans le calme réparer ses blessures et reconstruire », d'où le choix de règles judiciaires appropriées aux circonstances, mais la même raison d'État demande autre chose, plus important sans doute aux yeux du général de Gaulle. Il faut qu'au regard des Alliés son gouvernement soit le seul légitime et que le gouvernement du maréchal Pétain, auprès duquel ont été accrédités, entre autres diplomates, les ambassadeurs des États-Unis et de Suisse et le nonce apostolique, soit « un pseudo-gouvernement ». D'où la compétence des cours de justice, qui sera étendue de

1. Henri Amouroux, *La Grande Histoire des Français sous l'Occupation*, t. VIII, *Joies et Douleurs du peuple libéré*, Robert Laffont, p. 467 et suiv.

la répression des faits de collaboration (ordonnance du 26 juin 1944) aux actes postérieurs au 16 juin 1940 (ordonnance du 14 septembre) lorsque ces actes pouvaient être considérés comme ayant servi les intérêts de l'ennemi.

Le fondement légal de l'épuration, ce sont les articles 75 à 87 du Code pénal tels qu'ils résultaient de la rédaction de juillet 1939. Le principal texte était l'article 75, qui fera imaginer à Henri Béraud, dans sa cellule de Fresnes, une association des « anciens du 75 » :

« Sera coupable de trahison et puni de mort :

1° Tout Français qui portera les armes contre la France;

2° Tout Français qui entretiendra des intelligences avec une puissance étrangère en vue de l'engager à entreprendre des hostilités contre la France (...)

4° Tout Français qui, en temps de guerre, provoquera des militaires ou des marins à passer au service d'une puissance étrangère (...)

5° Tout Français qui, en temps de guerre, entretiendra des intelligences avec une puissance étrangère ou avec ses agents, en vue de favoriser les entreprises de cette puissance contre la France. »

Ce texte était bien évidemment inadapté mais un texte adapté eût été rétroactif. On ne pouvait imiter Vichy pour mettre en accusation Vichy. Il fallait donc se satisfaire de l'arsenal juridique disponible. Ainsi, si la procédure est nouvelle – la tradition juridique admet la rétroactivité des lois de procédure – la loi pénale applicable n'est pas rétroactive.

L'épuration à venir, et celle à développer localement et plus énergiquement en Algérie, fut l'objet de plusieurs débats à l'Assemblée consultative provisoire. Fernand Grenier, représentant communiste, fut particulièrement ardent, obligeant François de Menthon,

commissaire à la Justice, à s'engager à ce qu'on n'attende pas la Libération pour commencer l'épuration. « Chaque fois que possible, des poursuites seraient exercées en Afrique du Nord, jusqu'à l'exécution de la condamnation. Agir autrement aurait été un signe de lâcheté, puisque parmi les armes que nous possédons pour défendre nos camarades de la Résistance, il y a la justice contre les traîtres qui sont entre nos mains. » L'Assemblée vota néanmoins une motion déplorant « les lenteurs de l'épuration administrative et les retards apportés au châtiment des traîtres et des collaborateurs ». Elle demandait au gouvernement d'instituer « des procédures spéciales » pour assurer « une justice rapide et totale ». Évoquant plus tard ces événements, de Gaulle écrit dans ses *Mémoires de guerre* qu'il comprenait parfaitement les inquiétudes de « l'Assemblée de la Résistance », mais « je ne m'en tins pas moins à la ligne que je m'étais fixée : limiter les sanctions aux personnages qui avaient joué un rôle éminent dans la politique de Vichy et aux hommes qui s'étaient faits les complices directs de l'ennemi ». Il note aussi que l'état d'esprit révélé par ces débats lui fit clairement percevoir qu'il n'allait pas être facile, après la libération de la métropole, de « contenir la vengeance et (...) laisser la seule justice se prononcer sur les châtiments ». « Eu égard aux épreuves subies, la Libération déclenchera, sans nul doute, une impulsion élémentaire de châtiment... Pourtant, en dépit de tout, nul particulier n'a le droit de punir les coupables. C'est l'affaire de l'État. Encore faut-il que celui-ci le fasse et que, dans les moindres délais, sa justice instruisse les causes et rende les verdicts, sous peine d'être débordée par la fureur des groupes ou des individus. » La justice ne se distingue pas de l'État.

Pour qu'avec la liberté retrouvée règnent à nouveau l'ordre et la sécurité, il faut que la justice s'exerce. « Le pouvoir de rendre la justice revient exclusivement aux

magistrats et aux juges commis pour le faire par l'État », déclare le général de Gaulle en octobre 1944 à l'occasion d'une tournée en Normandie ¹. « Montrez-vous dignes de la liberté reconquise », enjoignait la proclamation des FFI de l'Eure : « Une justice impartiale frappera tous ceux qui ont trafiqué avec l'ennemi, dénoncé les patriotes, abusé des misères des populations affamées. Mais seuls les tribunaux régulièrement constitués sont qualifiés pour rendre cette justice; vous n'exercerez aucune violence contre quiconque; votre devoir sera de signaler aux autorités constituées tous les cas délictueux ². » Cette mise en garde fut mieux entendue dans la zone occupée dès l'origine que dans la zone dite libre, non occupée jusqu'au 8 novembre 1942. Et pourtant François de Menthon, commissaire de la Justice à Alger, futur ministre de la Justice, planificateur de l'épuration légale, avait dans un préambule à ce qui allait devenir l'ordonnance du 26 juin 1944 déclaré : « Il est nécessaire que justice soit faite et que l'État s'en charge si l'on veut éviter l'exaspération de la conscience populaire et des mesures individuelles de sanctions, voire de vengeances, qui risqueraient de conduire à des troubles graves. » Et de conclure : « Il est nécessaire que la justice soit faite dans le respect de la légalité et des droits de la défense, avec équité et discernement ³. »

L'avant-procès de Vichy

Le procès de l'ancien ministre de l'Intérieur de Vichy, Pierre Pucheu, arrêté au Maroc durant l'été 1943, fut l'occasion réclamée par les représentants

1. *Discours et Messages*, t. I, Plon, p. 545.

2. Marcel Baudot, *L'Opinion publique sous l'Occupation*, PUF, 1960, p. 202.

3. 5 janvier 1944, cité par Herbert Lottman, *L'Épuration*, Fayard, 1986, p. 59.

communistes de mettre en jugement les anciens ministres et les hauts fonctionnaires du « pseudo-gouvernement de Vichy ». Juger Pucheu, c'était déjà juger Pétain encore hors d'atteinte.

Les pressions de Roosevelt et de Churchill avaient empêché les procès en Afrique de Marcel Peyrouton – artisan en 1940 de l'éviction de Laval, ambassadeur ensuite en Argentine, et qui était venu, après sa démission, se mettre à la disposition du général Giraud –, de l'ex-gouverneur général du Sénégal, Pierre Boisson, dont le ralliement avait économisé le coût d'une difficile expédition sur Dakar, et de Pierre-Étienne Flandin, président du Conseil quelques mois à Vichy, mais fidèle ami de l'Angleterre. Churchill télégraphia à Roosevelt : « Je suis indigné par les arrestations de Boisson, Peyrouton et Flandin que j'ai apprises ce matin. On dit même que les deux premiers en tout cas seront fusillés. Je considère que j'ai une certaine obligation envers eux étant donné que, appuyant votre politique et celle du général Eisenhower, j'ai assurément encouragé ces hommes, à Alger en février 1943, à tenir bon et à nous aider à lutter pour Tunis ; j'ai dit aussi à cette occasion : " Comptez sur moi. " L'obligation des Américains me semble plus grande encore car de l'avis général nous suivons vos directives générales. » Le lendemain, Roosevelt ordonna à Eisenhower d'informer le Comité français de Libération nationale que « en raison de l'aide apportée aux armées alliées pendant la campagne d'Afrique par Boisson, Peyrouton et Flandin, vous avez l'ordre de ne prendre aucune initiative contre ces individus pour l'instant. » Churchill écrivit au Président américain que « bien au-delà des individus, c'est toute la question de nos rapports avec la France qui se joue. La France ne peut être libérée que par les forces britanniques et américaines et sans effusion de sang. Admettre qu'une poignée d'émigrés s'abritent derrière ce bouclier tout-puissant pour

s'emparer du pouvoir et faire naître la guerre civile en France serait condamner l'avenir de ce malheureux pays et empêcher l'ensemble de son peuple de pouvoir un tant soit peu exprimer sa volonté... » Les conversations militaires avec la France furent interrompues. Roosevelt exigea « l'assurance formelle de la part du Comité français qu'aucun des procès concernant ces personnes n'aurait lieu avant que soit accomplie la restauration de la France, et qu'alors ils s'effectuent conformément aux lois constitutionnelles de la République française ». Le 30 décembre, un responsable américain « fit comprendre [à de Gaulle] qu'il ne pouvait différer plus longtemps la mise en œuvre des instructions très graves qu'il avait reçues et le pressa de lui fournir une assurance dans le sens qu'il souhaitait. L'assurance fut fournie par Massigli pour que le Général ne donnât pas l'impression de céder. Tous trois seront tout de même arrêtés, le 21 décembre 1944, puis internés dans les bonnes conditions promises par Massigli aux Alliés, en attendant d'être jugés par la Haute Cour de la France libérée, et d'être d'ailleurs libérés par elle.

Le cas de Pierre Pucheu est tout autre. Le général Schmitt, l'un de ses juges, s'en est justifié, et l'un de ses avocats, Paul Buttin, a fait le récit de son procès¹. Celui-ci s'ouvrit devant le tribunal militaire dans la salle des assises du palais de justice d'Alger, le 4 mars 1944, sur les injonctions de la presse dominée par les communistes, tandis que la majorité de la population encore maréchaliste se comportait en « majorité silencieuse ». Les arguments avancés par l'accusation étaient accablants : une circulaire signée par Pucheu le 31 décembre 1941 pour encourager le recrutement de la LVF, l'ordonnance du 14 août 1942 instituant les Sections spéciales habilitées à sanctionner de peine

1. Gaston Schmitt, *op. cit.* Paul Buttin, *Le Procès Pucheu*, Amiot-Dumont, 1947.

de mort rétroactive des délits politiques, l'ordonnance du 7 septembre 1942 créant le tribunal d'État sans appel pour juger les résistants... « Il me paraît assez extraordinaire, protesta Pucheu, que le principe du tribunal d'exception soit discuté en cette salle. » Le président Vérin : « Il faut distinguer entre le tribunal d'exception et la procédure d'exception. » « Seul le peuple de France, riposta Pucheu, pourra se prononcer sur le point de savoir si on rendait service alors à la cause nationale en décourageant les attentats. » Et il ajouta : « En tout cas, le Maréchal était seul responsable de la politique suivie (...) Tous les acteurs du drame devaient être rassemblés pour qu'un jugement équitable pût être prononcé. » Le général Weiss, dans son réquisitoire, est d'accord avec lui sur ce point : « L'affaire Pucheu est un épisode dans une vaste entreprise d'asservissement et de nazification de la France. Le chef de cette conjuration est sans conteste le vieillard que, pour son malheur, notre pays a trouvé sur sa route en 1940. » Mais l'accusateur revendique la « légalité absolue » du procès : « C'est un procès de droit commun qui est en cours. On n'a créé ni peine spéciale, ni procédure spéciale. Personne ne doit donc douter que, comme l'a dit M. de Menthon, la République qui renaît à Alger n'a rien de commun avec les méthodes de Vichy. Cette République doit rester pure. » Le procès d'intention se développa pendant le procès même. *Liberté*, hebdomadaire communiste, titre : « Condamné par le Conseil national de la Résistance, Pucheu doit payer ses crimes de trahison, de forfaiture, du châtimement suprême : la mort. » *La Marseillaise* : « Le devoir est d'être implacable. Pucheu n'est pas un égaré. Pucheu est une des meilleures têtes de l'industrie française. Pucheu a trahi. Cette tête doit tomber. » Fred Kupferman commente : l'ancien ministre de l'Industrie est condamné

d'avance¹. Les juges militaires n'ont pas alors les preuves palpables de sa trahison, et notamment de ce qu'il a personnellement désigné au général von Stülpnagel les internés communistes « les plus dangereux » internés à Châteaubriant et qui seront fusillés comme otages, dont le jeune Guy Mocquet, qui n'avait que dix-sept ans. On sait que le maréchal Pétain envisagea pendant quelques heures de se rendre sur la ligne de démarcation pour s'offrir en otage. Au Conseil des ministres, Lucien Romier avait interpellé Pucheu :

– Comment avez-vous pu mettre le doigt dans l'engrenage, Pucheu? Comment avez-vous pu désigner vous-même les otages?

– Je ne les ai pas désignés. J'ai laissé seulement les Allemands substituer une nouvelle liste à la précédente.

– Vous n'en aviez pas le droit, mon pauvre ami. Anciens combattants ou communistes, c'était tous de bons Français. Vous n'aviez pas à faire un choix. Vous n'aviez pas à prendre parti. Il fallait laisser aux Allemands la responsabilité de ce massacre. Vous la partagez maintenant avec eux. Comment n'avez-vous pas senti tout cela²?

Mais qu'importe alors les preuves. Selon le commentaire de Fred Kupferman : « Le procès sans base juridique est avant tout politique. La Résistance et la France libre répondent à la terreur instituée avec le consentement de Laval en France occupée... Œil pour œil, dent pour dent. »

Pierre Pucheu, dès l'ouverture du procès, prend position sur ce qu'il nomme « un simulacre de procès » : « Je ne reconnais aucune valeur juridique au procès qui commence. Aucune instruction sérieuse n'a été menée. Vous n'avez entendu ni mes chefs, ni mes

1. *Le Procès de Vichy. 1944-1945. Pucheu, Pétain, Laval*, Éditions Complexe, 1981, p. 35-36.

2. Du Moulin de Labarthète, *Le Temps des illusions*, Genève, 1947, p. 354-355.

collègues de gouvernement, ni aucun des fonctionnaires d'exécution qui étaient mes subordonnés. Enfin, messieurs les juges, et voici la plus forte de mes raisons, vous sentez-vous qualifiés pour juger dès maintenant la crise politique sans doute la plus grave de l'histoire française? Je ne me dérobe pas à rendre des comptes devant le peuple français ou ses représentants régulièrement mandatés. » Mais c'est en vain que ses avocats soutiennent que le procès doit être ajourné jusqu'à ce qu'une Haute Cour soit constituée, après la Libération, et que l'accusé puisse produire tous ses témoins et documents. Les débats ne lui laisseront pas d'illusions et Pucheu, dans une ultime déclaration, pourra dire qu'il ne pensait pas que sa mort apaiserait « tant d'appétits aussi féroces. Je crois que le sang appelle le sang. Lorsqu'un gouvernement, qu'il soit de fait ou de droit, commence le massacre des Girondins, il s'engage sans retour sur cette route qui va inexorablement le conduire à Thermidor ». Et, s'adressant aux Français d'Algérie et de la métropole, il délivre son dernier message avant d'être fusillé, au petit matin, le 20 mars 1944, dans la cour de la prison d'Hussein-Dey après avoir été autorisé à conduire lui-même le feu, sans avoir été attaché au poteau infamant ni avoir eu les yeux bandés : « Je veux rendre un dernier service à mon pays. Ce qu'on attend de vous, messieurs les juges, c'est non un geste de justice, mais un acte politique aux dépens de ma vie. Ce procès atteint au cœur les Français qui n'ont jamais abdiqué et ont suivi la route tracée par le Maréchal dans la mesure et jusqu'au point où ils étaient assurés de servir la France. Pour ma part, je suis en paix avec moi-même. J'ai tout donné à mon pays. Je crois l'avoir servi honnêtement, sincèrement, utilement ¹. » Et au moment de quitter sa cellule, à l'aube du 20 mars, il confie à M^e Trapp : « Ma mort sera plus utile à la France que ma grâce. »

1. Paul Buttin, *op. cit.*, p. 287.

La demande du Tribunal qu'il soit sursis à l'exécution de la condamnation à mort prononcée le 15 mars et l'ultime démarche du général Giraud, qui avait autorisé Pucheu en 1943 à rejoindre en Afrique du Nord une unité combattante et lui avait fait délivrer un sauf-conduit, ont été rejetées. « La décision a été prise d'après la raison d'État dont le gouvernement, responsable de l'État, est le seul juge qualifié », a répondu le général de Gaulle¹. C'est en effet la raison d'État, dit-il aux avocats, qui exige l'exécution. La raison d'État qui ne se confond pas avec la justice. Le message que le général de Gaulle a demandé aux avocats de Pierre Pucheu, venus solliciter sa grâce, de lui transmettre est clair : « Faites-lui savoir que je suis persuadé que ses intentions étaient bonnes, qu'il était sincère... Nos personnes ne comptent pas, notre seul guide doit être la raison d'État. » Et il ajoutait : « Dites à M. Pucheu, dites-lui bien que si un jour je vais en France, je lui donne l'assurance la plus formelle sur mon honneur, j'en prends l'engagement devant vous deux, j'ai des enfants, M. Pucheu en a, je ferai personnellement, j'insiste, tout ce que je pourrai humainement faire pour assurer leur éducation physique et morale, que je ferai tout pour qu'ils n'aient pas à souffrir trop de la décision que je peux être amené à prendre². »

Pour l'essentiel, le récit de M^e Trapp ne diffère pas du jugement que de Gaulle exprime dans ses *Mémoires* : « C'est le moment où la Résistance va devenir, pour la prochaine bataille, un élément essentiel de la défense nationale. C'est le moment où le ministère Laval, dont Darnand fait partie, comme chargé du maintien de l'ordre, s'acharne à la briser, de conni-

1. 24 mars 1944, *Charles de Gaulle. Lettres, notes et carnets (juin 1943-mai 1945)*, Plon, 1987, p. 174 et suiv.

2. Cité par J.-H. Jaffré, *Les Tribunaux d'exception (1940-1962)*, Nouvelles Éditions Latines, 1962.

vence avec les Allemands. Il faut que nos combattants, il faut que leurs adversaires aient sans délai la preuve que les coupables ont à répondre de leurs actes. » Et au général Schmitt : « Il m'était absolument impossible de conformer ma décision au vœu du tribunal ni d'accorder la grâce. C'eût été la consécration comme moyen de défense de l'excuse du double jeu, excuse qui sera sans doute invoquée par tous les futurs accusés... » « Sa grâce aurait scandalisé et peut-être découragé bien des camarades de la Résistance, devait dire François de Menthon en évoquant cet épisode. Son exécution était un défi à Vichy qui menaçait directement nos familles restées en France. » Et Maurice Schumann, annonçant le verdict sur Radio Londres, rappela à ses auditeurs ce que Pucheu avait dit en août 1941, alors qu'il était ministre de l'Intérieur : « Nous serons impitoyables. » « Ce pari stupide et sanglant, il eût été gagnant si l'Allemagne avait gagné, commenta Schumann. Il est perdant, parce que l'Allemagne a perdu ¹. »

Ce procès d'un des ministres de Vichy, démissionné en 1942, et qui vise à sanctionner, au moment où l'accusé est jugé, un gouvernement dont il ne fait plus partie, est la répétition des procès qui vont suivre. Celui d'abord de l'amiral Edmond Derrien, devant le tribunal militaire d'Alger. Il est accusé de « crimes contre le devoir maritime et le devoir militaire » pour avoir mis à la disposition des Allemands la base navale de Bizerte. Son procès, avant celui de l'amiral Esteva et du général Dentz devant la Haute Cour à Paris, pose la question de l'obéissance militaire, celle du chef qui, sur ordre, a ordonné la résistance aux Alliés. Dans son réquisitoire prononcé à huis clos, pour motifs de défense nationale, le général Pierre Weiss, toujours commissaire du gouvernement, déclare d'ailleurs :

1. *Les Voix de la Liberté*, t. IV, p. 207.

« Chaque fois qu'un crime de lèse-patrie est commis, le criminel principal apparaît en pleine lumière et c'est toujours et partout le Maréchal ! L'amiral Derrien ne serait pas au banc des accusés sans Pétain... Ceci ne suffit pas à excuser ses complices et ses instruments ¹. » C'est l'argument qu'emploiera en 1948 le R.P. Bruckberger, qui avait accompagné au poteau d'exécution son compagnon des Corps francs, Joseph Darnand, et plus tard le capitaine Jean Bassompierre, de la LVF. Ses titres dans la Résistance permettent à ce dominicain de choc de se faire entendre. En guise de défense, il dénonce la responsabilité de Pétain dont le nom, l'autorité et la gloire ont entraîné beaucoup parmi les meilleurs des Français. En premier lieu, beaucoup de soldats. Et il cite Chateaubriand parlant des émigrés : « et l'honneur comptait autant que la patrie ». Ceux-là se sont enfermés avec désespoir dans la fidélité au serment dont ils ne furent jamais relevés. C'est Pétain qui est, écrira-t-il ², le premier responsable de cette fidélité – plus encore que d'avoir signé l'armistice et d'être allé à Montoire – et de ses ultimes conséquences.

Raison d'État, opinion publique, motion des mouvements de résistance et de l'Assemblée consultative qui réclament une répression sévère, tout concourt à ce que le chef de l'État, qui voudrait certes limiter celle-ci « à un très petit nombre d'hommes indignes qui ont trahi », soit conduit à donner lui-même l'impulsion à une épuration active et qui vise, au-delà de cette « poignée de traîtres », ceux que leurs choix ont rendus « indignes ». Cette justice, rapide et sévère, mais aussi générale et politique, le général de Gaulle, dans ses *Mémoires de guerre*, la justifie, à la fois pour éviter la répression spontanée qui s'est en effet déclarée dans le Sud-Ouest, en réaction aux exactions meurtrières des troupes d'occupation et de la Milice à la fin de

1. Cité par Herbert Lottman, *op. cit.*, p. 76.

2. In *Une si grande peine*, Grasset, 1967.

l'Occupation, et parce que « passer l'éponge sur tant de crimes et d'abus, c'eût été laisser un monstrueux abcès infecter pour toujours le pays ». En fait, le « déferlement d'exigences vindicatives » ne se heurta à aucune autorité solide et armée, capable de l'endiguer. Car avant que le Gouvernement provisoire et ses commissaires de la République puissent assumer leurs fonctions, à mesure que reflue « l'abominable marée », selon le mot du général de Gaulle, et alors que se découvrent les crimes cachés des Allemands et de leurs collaborateurs français, les exécutions sommaires, les tribunaux populaires et les cours martiales, juridictions de fait, vont traduire l'exaspération de la conscience populaire, le sentiment naturel de vengeance des proches des victimes, et parfois aussi la revanche des vainqueurs politiques.

Bilan de l'épuration

Le bilan des exécutions sommaires qui ont précédé et suivi la Libération est, à la différence du bilan des exécutions légales, incertain. Si l'on compare les enquêtes de la Gendarmerie en 1948, les statistiques du ministère de l'Intérieur, les enquêtes du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, qui sans doute les sous-estiment, celles de Robert Aron qui au contraire les surestime, les études de Peter Novick, Herbert Lottman, Henri Amouroux et Philippe Bourdrel¹, le chiffre de dix mille à quinze mille exécutions sommaires doit être retenu. Avec cette particularité que cette justice expéditive a eu pour cadre essentiel l'ancienne zone libre : Ardèche, Ariège, Aude, Charente, Dordogne, Isère, Haute-Garonne, Lozère, Haute-Savoie et Haute-Vienne.

1. Philippe Bourdrel, *L'Épuration sauvage*, 2 vol., Perrin, 1988-1989.

Le chiffre affirmé en 1950 à l'Assemblée nationale à l'occasion du débat sur l'amnistie, et souvent repris, de 105 000 exécutions individuelles, collectives ou par des tribunaux de fait, est mythique. Les vengeances de septembre 1944 et des mois qui vont suivre sont, pour être comprises, inséparables de la découverte par une opinion chloroformée par la censure des exécutions, massacres et tortures qui se révèlent alors et qui dépassent l'entendement humain. Les exhumations des corps torturés ou des otages exécutés, avant même le retour des rescapés de la déportation, suscitent un besoin incoercible de vengeance qui submerge alors tout sentiment de pitié. Les miliciens, les collaborateurs actifs et les délateurs seront les premières victimes de cette énorme colère qu'alimentent les révélations et dénonciations quotidiennes par la presse ; mais aussi des demi-coupables, des ennemis politiques, des ennemis de classe, et simplement des ennemis personnels des exécuteurs.

On a donné le nom d'*épuration* aux différentes formes de la justice et de la vengeance, associant ainsi, au préjudice dans l'opinion de la première, l'épuration légale et l'épuration sans loi ni juge. L'exhortation du Conseil national de la Résistance ne fut pas toujours entendue, qui demandait « une justice impitoyable au nom de ce que nous avons souffert, une justice inattaquable au nom du droit pour lequel nous avons souffert ». Et de condamner à l'avance « les tribunaux improvisés qui rendront la justice à la façon des cours martiales de la Milice ». Mais ce sont Georges Cogniot et Marcel Cachin qui, quand reparaitra *l'Humanité*, évoquant les précédents de la justice révolutionnaire et les instructions données par les FTP, l'emporteront, principalement dans l'ancienne zone libre. Il suffit de lire Marcel Cachin : « On pourra épiloguer à perte de vue sur la légalité, la légitimité de ces exécutions rapides mais il est nécessaire de frapper vite et fort. » Les tribunaux du peuple, tribunaux populaires et cours

martiales, qui vont donner les apparences de la justice à cette épuration sauvage, n'ont pas été institués par Londres, Alger ou Paris. Ils ne devraient pas être confondus avec l'épuration officielle, préparée et organisée dans la clandestinité, et placée au fur et à mesure de la Libération sous l'autorité des commissaires de la République.

Henri Amouroux, à partir des rares documents et témoignages qui n'émanent pas des familles et des amis des épurés, et qui se multiplieront dans la décennie qui suivra 1945, a pu reconstituer quelques-unes de ces juridictions révolutionnaires, ces pelotons de juges de circonstance à Montpellier, Nîmes, Périgueux ou Limoges. Ainsi cette instruction d'un commandant de FFI de l'Ariège à un capitaine : « Je vous prie de convoquer d'urgence un tribunal militaire de quatre membres que vous prendrez pour juger sommairement tous les Français ayant collaboré directement avec l'ennemi et de faire exécuter les coupables dans les vingt-quatre heures. » Devant ces cours martiales non habilitées par le Gouvernement provisoire, à la justice expéditive, les avocats, quand ils interviennent, ne disposent que de deux à trois minutes. M^e Henri Antoni en fait l'expérience devant la cour martiale de Montpellier qui ne se donne, selon le mot de Couthon, que le temps de « reconnaître les ennemis de la République » pour les punir. Il confiera au *Monde* du 17 janvier 1980 :

J'ai assisté à l'un de ces procès. Je ne pourrai jamais oublier l'interrogatoire de l'un des accusés.

- Quel âge avez-vous ?
- Quinze ans.
- Vous êtes milicien ?
- Oui.
- Avez-vous porté les armes contre les maquis ?
- Jamais. J'avais suivi un stage d'infirmier.
- Si vous étiez allé en opération contre les maquis, auriez-vous soigné les miliciens blessés ?...

Que pouvait-il être répondu?... Le milicien de quinze ans, infirmier, fut condamné à mort. Je l'ai vu mourir.

C'est « à chaud » le reportage de Marcel Picard, correspondant de guerre, qui a débarqué en Provence avec les troupes américaines. Il se trouve lui aussi à Montpellier où l'on juge vingt miliciens. Il décrit l'audience dont il approuve la procédure comme il approuvera le verdict :

Je vous jure que ça a de la gueule.

Ça a même une gueule énorme. Ce n'est plus le cadre sévère du vieux palais de justice, une simple cour martiale qui siège là : c'est le tribunal révolutionnaire. Celui de 1793. Pas besoin de cartes pour entrer. Pas besoin d'être Monsieur X... ou Madame Z... pour avoir droit à la tribune.

Les premiers arrivés choisissent leur place et c'est maintenant une foule qui se presse dans toutes les enceintes, débordant le prétoire, envahissant les bancs du jury. Là, aujourd'hui, il n'est pas besoin de jury¹.

Comme un prévenu, le visage tuméfié, déclare ne pas avoir fait partie de la Milice, et n'avoir avoué que sous les coups, le président :

- Je vous conseille de ne pas parler des coups que vous avez reçus ! Nous savons ce que vous avez fait aux nôtres ; estimez-vous encore heureux !

Et je pense à la belle envolée de manches d'avocat devant une cour d'assises d'avant guerre, si l'accusé s'était plaint d'avoir été rossé par les gendarmes... Mais aujourd'hui nous sommes au tribunal révolutionnaire. On juge des fauves, et l'avocat ne relèvera pas les paroles du Président. L'accusé lui-même, dompté, n'insiste pas.

Les débats sont courts. On a supprimé la fastidieuse lecture de l'interminable acte d'accusation, et il n'y a pas de témoins : les témoins, c'est toute la salle.

1. Marcel Picard, *Grands Reportages*, Éd. Arléa.

Et elle sait à quoi s'en tenir. Quant aux plaidoiries, elles s'inspirent de l'atmosphère; elles sont courtes, ce qui ne les empêche pas d'être éloquentes. Tous les avocats ont été désignés d'office.

Mais le record de la brièveté est détenu par l'accusation. Le réquisitoire tient en dix mots. Pas un de plus.

— Je demande la peine de mort contre tous les accusés.

Dix-neuf des vingt miliciens seront condamnés à mort et fusillés. Il faut du courage au préfet Maxime Roux, parlant à Périgueux le 26 août devant les cercueils des maquisards et otages fusillés par les Allemands avant leur fuite, pour dénoncer cet état d'injustice : « Une chose me tient à cœur, déclare-t-il, c'est de dire que jamais personne, chez nous, ne doit s'abaisser à de pareils actes. Nous les réprouvons profondément. S'ils ont jamais été commis, ils l'ont, à coup sûr, été à notre insu et contrairement à mes ordres et à mes sentiments profonds, car nous pensons qu'ayant combattu pour le respect de la dignité et de la personne humaine nous devons donner l'exemple de ce respect, juger sans crainte et sans passion, condamner sévèrement, mais en tout cas nous respecter nous-mêmes pour ne donner dans aucun excès de cet ordre¹. » C'est ce qu'avait développé Maurice Schumann à la BBC le 28 septembre 1943 : « Si l'ennemi vaincu parvenait à nous faire oublier les principes mêmes au nom desquels nous lui avons tenu tête(...) il aurait remporté contre nous la victoire morale, qui seule compte en définitive. » Et mettant son comportement en accord avec ses déclarations, le préfet du maquis se rend dans les locaux où collaborateurs et collaboratrices ont pris la place des résistants. Le Comité de Libération publie un communiqué : « Aujourd'hui, ceux-là mêmes qui ont souffert veulent que les conditions de vie des pré-

1. Cité par Henri Amouroux, *op. cit.*, t. IX, *Les Règlements de comptes*, p. 130.

venus ne soient pas exemptes de toute dignité; ils ne voudraient pas, s'il s'était glissé par mégarde un innocent, que cet innocent soit torturé et endure ce qu'ils ont souffert. »

Mais les cours martiales continueront à siéger à Périgueux jusqu'au 22 octobre 1944. Face aux journaux communistes qui réclament une justice plus rapide encore et plus sévère encore et qui publient de véritables listes de proscription, un seul journaliste va élever la voix, avec une audace que la prudence de ses confrères, et leur conformisme, fait apparaître plus grande encore. François Mauriac, que son engagement dans la Résistance rend inattaquable, se déclare vite contre « le parti unique, la presse unique et les milices armées ». Dès le 4 septembre 1944, il écrit dans *Le Figaro* des problèmes de l'heure : « Il en est un qui tous ces jours-ci, m'obsède : celui de la justice. Oh ! je sais bien que ce terrain brûle. Raison de plus pour s'y engager. Vivre dangereusement signifiera pour nous, désormais, écrire dangereusement. » Celui dont *L'Humanité* dénonce les « plaidoyers larmoyants » et que *Le Canard enchaîné* appelle désormais saint François des Assises prêche en effet le retour à la politique d'Henri IV, en 1593, et à celle de Louis XVIII en 1814.

C'est pour imposer l'autorité de l'État et la loi de la République que le général de Gaulle décide dans les jours qui suivent la formation de son gouvernement, le 8 septembre 1944, de se rendre aux points les plus sensibles : Lyon, Marseille, Toulon, Bordeaux. Trois de ces capitales provinciales s'étaient trouvées en zone non occupée. C'est chez elles que le pétainisme exalté avait laissé la place en refluant et en s'évanouissant à un résistancialisme bruyant et féroce. Le chef du gouvernement provisoire se rend au-devant des commissaires de la République et de leurs préfets, désignés souvent dès juillet 1944 avec les pouvoirs les plus étendus, pour

les aider à reprendre en main les pouvoirs de l'État. « C'est à l'État, à la justice de l'État, à l'autorité de l'État, à la force de l'État et seulement à sa force, à sa justice, à son autorité, qu'il appartient de s'imposer en France », déclare-t-il dans un discours prononcé à Rouen en octobre 1944.

Il y avait dans le pays un impérieux besoin de justice. Il n'est pas assuré qu'il ait été satisfait par les instruments de répression forgés par le régime provisoire issu de la Libération, et aussi exceptionnels dans leur composition que leurs procédures. Une justice d'exception va répliquer à la justice d'exception créée par Vichy. Une partie de la France juge l'autre. Les partisans éliminent des adversaires.

La Haute Cour

« Il fallait que la justice passe. Elle passa. » Cette formulation du général de Gaulle à l'heure de la Libération fait de l'épuration judiciaire un rouleau compresseur mis en mouvement par l'État. D'Alger, il constatait : « Il va de soi que les juridictions criminelles et correctionnelles ordinaires ne sont pas faites pour juger de telles causes. Elles ne le sont pas par leur nature. Elles ne le sont pas par leur composition, car beaucoup de magistrats ont été contraints de prêter serment au Maréchal et de rendre des arrêts conformes aux ordres de Vichy. Il nous faut donc innover. C'est ce que fait le Comité de Libération, en prescrivant par avance la création de cours de justice auprès du siège des cours d'appel. » De plus, à tous les égards il paraît indiqué d'associer la Résistance à l'œuvre officielle de la justice. Quant à ceux qui ont pris, soit au gouvernement, soit dans les principaux emplois, une responsabilité éminente dans la capitulation ou dans la collaboration, ils seront justiciables de la Haute Cour ». Et, dans ses *Mémoires de guerre*, il justifie de même la création de la Haute Cour :

Il m'avait paru nécessaire que les hommes qui avaient pris, dans les plus hautes fonctions, la responsabilité des actes du régime de Vichy eussent à comparaître devant une juridiction instaurée à cet effet. Ni les tribunaux ordinaires, ni les cours de justice, ni les conseils de guerre, ne se trouvaient au plan de telles causes. Comme les personnages visés avaient, soit comme ministres, soit comme hauts-commissaires, résidents généraux ou secrétaires généraux, joué un rôle politique, il fallait une capacité politique à la cour qui les jugerait. Pour tous les cas du même ordre, en tous temps, dans tous les pays, cette condition s'était imposée. C'est pour l'observer moi-même que j'instituais la Haute Cour par ordonnance du 18 novembre 1944. Cette création avait lieu dans des conditions juridiques à coup sûr exceptionnelles. On eût pu imaginer que je laisse aux pouvoirs publics qui seraient plus tard établis en vertu d'une légalité formelle le soin de faire le nécessaire. Mais l'ordre intérieur et la position extérieure de la France exigeaient que la capitulation, la rupture des alliances, la collaboration délibérée avec l'ennemi, fussent jugées sans tarder dans la personne des dirigeants qui s'en étaient rendus responsables... En cette matière, comme en tant d'autres, je pris sur moi de faire ce qu'il fallait.

Aussi le personnel judiciaire est-il très minoritaire au sein de cette Haute Cour : le premier président de la Cour de cassation en assure la présidence, ses assesseurs sont le président de la chambre criminelle de la Cour de cassation, le premier président de la Cour d'appel de Paris, les deux conseillers les plus anciens de la même chambre criminelle sont membres suppléants, mais les vingt-quatre jurés titulaires et les huit suppléants ne sont pas des magistrats. Ces jurés qui constituent ainsi la majorité de la Haute Cour sont choisis par voie de tirage au sort sur deux listes.

La première de ces listes comprend cinquante sénateurs ou députés, en cours de mandat au 1^{er} septembre 1939 ; la seconde comprend cinquante autres personnes choisies librement par l'Assemblée. Cette

Assemblée consultative n'est pas élue mais constituée de délégués des partis et des mouvements de la Résistance, d'anciens parlementaires, de représentants de la France d'outre-mer, d'anciens prisonniers et déportés : ce sont les organisations qui désignent les jurés. Le 24 février 1945, l'Assemblée ratifie la première liste proposée par le groupe de la Résistance parlementaire et la seconde établie par la Commission de la justice et de l'épuration : les membres désignés sont choisis uniquement parmi les 80 parlementaires ayant refusé de voter la loi accordant en 1940 les pleins pouvoirs à Pétain et parmi les résistants non parlementaires.

Il faut retenir la date à partir de laquelle la Haute Cour était compétente pour demander des comptes aux responsables du régime aboli : le 17 juin. Cette date coïncidait en effet avec le départ pour Londres du général de Gaulle. Le gouvernement provisoire qui niait la légitimité du gouvernement de Vichy voulait ainsi fonder l'existence d'une autre légitimité affirmée par le geste historique du général de Gaulle. Né d'une rébellion, le gaullisme ne peut appeler qu'au châtiement pour légitimer celle-ci et l'impulsion qu'elle a donnée. Jean Lacouture rappelle qu'en 1953 Charles de Gaulle évoquera avec nostalgie le retour sur le trône de Charles VII précédé de hérauts criant : « Le roi a tout oublié », devant les notables depuis longtemps vendus aux Anglais. « Mais moi je n'étais pas le roi(...) je ne pouvais pas le faire. » Il avait dans ses discours mobilisé les « patriotes » contre les « traîtres ». Témoin le discours prononcé le 8 août 1943 à Casablanca. Citant Clemenceau, « le pays connaîtra qu'il est défendu », il ajoutait : « Nous disons : le pays, un jour, devra connaître qu'il est vengé!... Il n'y a qu'un seul mot à dire " trahison ", qu'une seule chose à faire " justice " ! » Il fallait aussi canaliser les pulsions de vengeance pour prévenir l'irruption des septembriseurs dans les prisons. Mais il est difficile alors de parler de

justice, et plus encore d'équité, surtout à l'heure du retour des déportés, spectres vivants contre la spirale de la vengeance que l'action de la justice a précisément pour fonction depuis toujours d'exorciser.

L'ordonnance du 18 novembre 1944 et les différents textes la modifiant font de la Haute Cour une juridiction d'exception à la disposition du pouvoir politique. Son caractère particulièrement solennel ne convient pas toutefois pour juger les subalternes. Pour eux ce sont les cours de justice, les chambres civiques, et à côté d'elles les comités d'épuration qui sont, écrira le bâtonnier Jacques Charpentier, des caricatures de tribunaux, dont la fonction est d'éliminer socialement les adeptes du régime de Vichy en les stigmatisant comme « indignes nationaux ». La justice doit donner au Gouvernement provisoire les garanties qu'il attend, c'est-à-dire des sanctions rapides et sévères. D'où le choix de jurés sur la liste établie par les Comités de Libération et dont on ne pouvait attendre, après les épreuves qu'ils avaient subies ou le parti qu'ils avaient choisi, l'impartialité à défaut d'indépendance. Une partie de la France juge l'autre. Le Conseil de l'Ordre des avocats de Paris, dans une délibération en date du 15 octobre 1945, eut le courage de stigmatiser cette justice partisane : « Considérant qu'en fait des incidents nombreux ont démontré que trop souvent les jurés ne se considéraient pas comme juges libres de tout lien mais comme des *délégués de ceux qui les avaient désignés* et que leur attitude même à l'audience révélait moins le désir de s'éclairer que celui *d'affirmer une opinion préétablie...* »

Dans son livre, *Au service de la liberté*, le bâtonnier Charpentier le dit tout autant : « Les jurés étaient le plus souvent des gens de bonne foi, mais quelle impartialité l'accusé pouvait-il attendre d'un déporté qui revenait de Buchenwald ou d'une mère dont le fils

avait été fusillé par des miliciens? Il y a pire : pour le juré qui a reçu des ordres de son parti, l'épuration n'est trop souvent que le prétexte d'une opération politique. On s'en sert pour éliminer les éléments modérés de certaines administrations, pour discréditer le patronat, pour nationaliser les industries... Trop souvent, le juré a son opinion faite avant l'ouverture des débats. Son comité en a délibéré; il arrive à l'audience avec un mandat impératif. Quelques-uns ont été surpris leur papier en poche. Ces jurés ne se donnent même pas la peine de dissimuler leur parti pris. Les avocats expérimentés ne s'y trompent pas. Après quelques minutes d'audience, ils peuvent dire quels sont les jurés communistes. »

Dans un discours devant l'Assemblée nationale, M. Pierre-Henri Teitgen fut, du reste, obligé de reconnaître le caractère partisan de ces jurys. Mais il l'excuse. Et il trouve normal que des témoins à charge soient juges alors qu'ils sont hors d'état de juger. « J'ai toujours dit qu'il était facile de trouver douze jurés bien calmes et bien rassis pour juger un criminel de droit commun. Il est beaucoup plus difficile, je le sais bien, de trouver quatre bons Français capables d'aborder en toute sérénité un procès de trahison, s'ils ont souffert dans leur chair et dans leur cœur l'humiliation et le déshonneur de la France. Rien qu'à voir cet accusé et à entendre l'énumération des crimes qui lui sont reprochés, leur sang ne fait qu'un tour. C'est normal... » C'est le même qui, le 6 août 1946, en faisant le bilan de l'épuration judiciaire, devait la justifier en ces termes : « Vous pensez sans doute que, par rapport à Robespierre, Danton et les autres, le garde des Sceaux qui est devant vous est un enfant. Eh bien, ce sont eux qui sont des enfants si on juge par les chiffres. » Ce qui constitue un argument de séance, car la Terreur de 1793-1794 fit vingt fois plus de victimes que l'épuration de 1944-1945. Si l'on excepte les

15 000 exécutions sommaires, individuelles et collectives, et les 800 condamnés à mort et exécutés par des cours martiales et tribunaux militaires, chiffre souvent oublié, les cours de justice, y compris la Haute Cour, ont eu à connaître 310 000 dossiers, mais, après en avoir classé 140 000 et prononcé 43 000 non-lieux, elles ont renvoyé 69 000 autres dossiers devant les chambres civiques et 58 000 Français devant les cours de justice et la Haute Cour. L'éventail des sentences est très ouvert : 12 % de condamnés à mort dont 767 exécutés, 70 % de peines d'emprisonnement, 12 % d'acquittements et 6 % de dégradations nationales. Les chambres civiques ont pour leur part jugé 115 000 affaires, prononcé 95 000 condamnations à l'indignité nationale et 20 000 acquittements. Ajoutons que 30 000 – et non 11 343, chiffre officiel – fonctionnaires ont fait l'objet de sanctions. Il est difficile de dire et d'écrire, comme on le fait trop souvent, que le procès de Vichy n'a pas eu lieu. Le bilan est au contraire lourd. Et le Parlement, presque unanime, se préoccupa par des lois d'amnistie successives d'en modérer les effets. Le devoir de mémoire ne signifie pas le droit à l'ignorance.

Il faut dire aussi que l'institution des cours de justice et de la Haute Cour constitue un compromis avec les actes de représailles, les cours martiales et les exécutions sommaires qui ont accompagné et suivi la Libération. Elles donnent aux inculpés des garanties : un minimum d'instruction, le droit de choisir un défenseur et le recours en grâce qui joua souvent le rôle de correcteur des arrêts. Le général de Gaulle exerça pleinement ce qu'il considérait comme la prérogative essentielle du chef du gouvernement, le droit de grâce. Il l'exerça largement en gracieant plus des deux tiers des condamnés à mort dont il eut à examiner le dossier, notamment les femmes, les mineurs et les subalternes. Il gracia Henri Béraud dont l'anglo-

phobie ne s'était jamais accompagnée d'intelligence avec l'ennemi, mais n'épargna pas Robert Brasillach, malgré la pétition des écrivains, parce qu'il avait engagé sa responsabilité d'intellectuel. Chaque soir il s'enfermait avec le conseiller Maurice Patin, directeur des Affaires criminelles et des Grâces, pour examiner les dossiers, étudier chaque cas, et fit preuve ainsi de plus de mansuétude que son fugitif successeur, le président Pierre Gouin. Lorsque René Brouillet, directeur adjoint de son cabinet, eut l'idée de le décharger de cette lourde fonction au profit de Jules Jeanneney, il répondit : « Il n'en est pas question, Brouillet. C'est là le pouvoir régalien par excellence, la plus haute responsabilité d'un chef d'État, la seule qui ne saurait se déléguer. Songez que de cela, et de rien d'autre, je n'ai à rendre compte qu'à Dieu...¹. »

Faute d'indépendance et d'impartialité, les juges d'exception ne répondront pas au besoin de justice qui émane du peuple, au nom duquel fut menée l'épuration judiciaire. Celle-ci ne répondait pas non plus à l'appel que le général de Gaulle avait adressé au pays le 14 octobre 1944 avant de promulguer lui-même les ordonnances des 18 et 28 novembre : « A part une poignée de misérables et d'indignes dont l'État fait et fera justice, l'immense majorité d'entre nous furent et sont des Français de bonne foi. » Il ajoutait : « Il est vrai que beaucoup ont pu se tromper à tel moment ou à tel autre, depuis qu'en 1914 commença cette guerre de trente ans. Je me demande même qui n'a jamais commis d'erreur. Il est vrai que certains ont pu céder à l'illusion ou au découragement tant le désastre et le mensonge avaient submergé notre pays. Mais quoi ! La France est formée de tous les Français. Elle a besoin sous peine de péril, des cœurs, des esprits, des bras de tous ses fils et de toutes ses filles. » C'est dans cet esprit

1. Henry Roussio et Éric Conan, *op. cit.*, p. 17-18.

qu'un procès exemplaire du chef de l'État eût satisfait au besoin de vérité sur cette période douloureuse et confuse où il fut parfois plus difficile de connaître son devoir que de le suivre. Ce qui se déroula au Palais de Justice de Paris, du 23 juillet au 15 août 1945, fut moins un procès qu'un cérémonial pathétique pour condamner une politique.

III

LA PRÉPARATION DU PROCÈS

L'acte d'accusation était signé du 23 avril 1945. L'arrivée de l'accusé le 26 avril ne le remit pas en cause dans sa structure essentielle. Le roman du complot contre la sûreté intérieure de l'État dans la période précédant la guerre, si contraire à la prudence du maréchal Pétain, fut maintenu, avec l'accusation d'intelligence avec l'ennemi, qui trouve effectivement son fondement dans la collaboration avec l'ennemi, l'armistice n'étant pas la paix. Ce qui fut ajouté, sous le titre de « complément à l'acte d'accusation », daté du 11 juillet, ne retranche rien sur le complot et ajoute aux charges retenues contre l'accusé : la résistance armée en Syrie et au débarquement américain de novembre 1942. Rien de ce qui a été établi à décharge par l'instruction ne trouve écho dans cet acte d'accusation.

Le choix des avocats

Le 30 avril, à 14 h 30, Pierre Bouchardon, le juge d'instruction de Joseph Caillaux en 1917, rappelé de sa retraite pour présider la commission d'instruction de la Haute Cour de justice, se rend à Montrouge pour notifier à l'accusé les inculpations et l'inviter à choisir un conseil. Le procès-verbal des Archives nationales

souvenir de cette négociation secrète. Il n'avait plus à sa disposition les notes de Sigmaringen. C'est à peine s'il se souvenait du nom de Louis Rougier qui avait rencontré Churchill le jour même de Montoire, le 24 octobre 1940. Il cherchait en vain, se lamentait : « Rien. Rien. Mais j'ai signé. »

Isorni rédige alors de chic le texte suivant :

« Il est exact que j'ai fait négocier un traité, devant demeurer secret, avec M. Winston Churchill. Ce traité, dont la négociation a commencé le jour même de Montoire, ce qui donne à Montoire son véritable caractère, a inspiré ma politique, même quand les Anglais semblaient s'en écarter. M. Flandin en a fait état dans une déposition dont j'ai eu connaissance. J'estime qu'il serait contraire aux usages diplomatiques que ce soit moi qui fournisse les indications sur la manière dont ce traité a été négocié, tant que le gouvernement anglais n'aura pas donné son consentement. »

Le Maréchal recopie ce texte qui est remis à la commission d'instruction. A l'audience, à défaut de Louis Rougier qui n'avait pas obtenu la garantie qu'il ne serait pas arrêté s'il rentrait du Canada, Jacques Chevalier, sorti de Fresnes, et le prince Xavier de Bourbon-Parme, rescapé de Dachau, confirmeront ces accords. Churchill, sachant que le Maréchal a brûlé la lettre de George V qui les authentifiait, les avait démentis. Mais la publication tardive, qui servira en 1978 à introduire une nouvelle et infructueuse requête en révision, d'une lettre secrète de Lord Halifax du 19 décembre 1940 au cabinet britannique établit son exactitude.

Si Béteille confie à Joseph Simon que « l'information a été très mal faite, il aurait fallu au moins vingt interrogatoires, alors qu'il n'y en eut que huit », cette instruction, soit par Bouchardon ou Béteille, soit par la commission tout entière en séance plénière, notamment les 1^{er} et 8 juin, comprenant une vingtaine de

juges, magistrats et résistants, semble ne pas avoir été véritablement exploitée depuis lors par les historiens. Elle n'a jamais en effet été publiée, alors que le compte rendu sténographique *in extenso* des audiences de la Haute Cour a donné lieu à quatre éditions¹. Ni P.-L. Michel², ni Jules Roy³, ni Frédéric Pottecher⁴ ne se réfèrent à l'instruction. Et si Herbert Lottman⁵ et Marc Ferro⁶ citent quelques extraits, c'est à partir des écrits de Jacques Isorni et notamment du *Condamné de la citadelle*⁷. Si les réponses aux questions impromptues des questionneurs, au gré de ceux-ci, sans que l'interrogé en ait toujours la maîtrise et les moyens, sont d'un assez faible intérêt, il en est autrement des notes nombreuses déposées sur les sujets en débat. Écrites de la main de l'accusé, elles ont été préparées pour la plupart par Jacques Isorni qui en établissait le brouillon dans l'esprit, le tempérament et le style du Maréchal afin que le texte en soit pétainisé par une collectivité rédactionnelle où la part de l'avocat était certes la plus importante mais qui aboutissait au « style Pétain » des Discours et Messages. La volonté de Pétain d'être simple est rapportée par Laustanau-Lacau à qui il disait : « Il faut que ce texte ait pu venir de moi. » Il les passait au rabot jusqu'à ce qu'ils expriment sa pensée et qu'ils s'identifient à ses discours comme à ses notes et à sa dernière déclaration.

Pour un avocat, écrire ou parler au nom de celui qui lui a confié sa défense, c'est s'identifier existentiellement à lui, sympathiser avec lui, c'est-à-dire au sens

1. République française, Haute Cour de justice 1945. Imprimerie des *Journaux officiels*, 2 vol., 1945. Albin Michel, 1945. Éditions Louis Parienté, 1976.

2. *Le Procès Pétain*, Éditions Médicis, 1945.

3. *Le Grand Naufrage*, Julliard, 1966.

4. *Le Procès Pétain*, J.-C. Lattès, 1980.

5. *Pétain*, Le Seuil, 1984, p. 545.

6. *Op. cit.*, p. 631.

7. P. 29 et suiv.

étymologique, souffrir avec lui, pour être le plus court chemin de lui-même à ses juges. Ce n'est pas faire écran, mais au contraire prendre ses distances avec soi-même pour être le plus près possible de celui qu'on défend et le libérer de la parole qui est en lui. Cette mystérieuse gestation trouve sa récompense lorsque le « client » se cite lui-même. Ainsi, le Maréchal, le soir de la déclaration qu'Isorni avait écrite pour lui et qu'il venait de prononcer devant la Haute Cour, déclara à Joseph Simon : « J'ai fait un beau discours. »

L'instruction

Il est une note à laquelle le Maréchal avait attaché une grande importance, c'est celle faite en réponse à des juges sur le dilemme possible de juin 1940 : capituler, comme le voulait Paul Reynaud, ou demander l'armistice. C'est la réponse à ce qui meut la poursuite, nous l'avons vu, car pour le général de Gaulle, qui l'écrira, le procès devant la Haute Cour devait être celui de l'armistice : « Si, au lieu de faire donner un simple ordre de "cesser le feu", j'ai demandé un armistice, c'est que j'ai estimé que c'était le meilleur moyen de préserver la France, dont on paraît oublier aujourd'hui dans quel état elle se trouvait. Plus que jamais, je pense que l'armistice a été sauveur. Il a assuré, notamment, la liberté de centaines de milliers de soldats qui eussent été faits prisonniers ; l'existence d'une zone libre ; l'intégrité de l'Empire, intégrité qui favorisera plus tard le débarquement anglo-saxon ; l'existence d'une autorité qui a permis aux Français de vivre par sa résistance continuelle aux exigences de l'ennemi ; en un mot, l'armistice a évité que la France ne devînt une Pologne. »

Louis Noguères qui affirme fonder son *Véritable Procès du Maréchal Pétain*¹ sur les documents du dossier

1. *Op. cit.*, p. 65 à 138.

de la Haute Cour, sur l'instruction par conséquent, et notamment sur les notes rédigées par les ministres des cabinets de Paul Reynaud, par les ministres ayant appartenu au cabinet Pétain du 16 juin, sur les déclarations d'Albert Lebrun, président de la République et du général Weygand devant la cour de Riom, ne reproduit pas cette note qui est comme le concentré de la défense de celui qui a demandé l'armistice. Il est vrai qu'il ne cite aucune des autres notes. Ainsi, sur le sujet des sections spéciales, solution inhumaine acceptée sous la menace des représailles qui étaient la hantise du chef de l'État, et qui demeure attachée comme une honte ineffaçable au régime de Vichy, Noguères, énumérant les juridictions d'exception qui s'inscrivent dans la détestable tradition jacobine : la cour de Riom, les sections spéciales et le tribunal d'État, réponses judiciaires, à la « dissidence », ne cite pas la note suivante :

Les sections spéciales ont été créées au moment des attentats individuels contre les soldats des troupes d'occupation.

Elles étaient destinées à éviter, dans la mesure du possible, que les Allemands ne fusilles des otages en grande quantité. C'est mon garde des Sceaux qui était chargé de l'exécution de la loi qui les créait.

En ce qui concerne les condamnations qu'elles ont prononcées, je ne puis répondre, ayant toujours eu pour principe de respecter l'indépendance¹ de la magistrature qui doit se prononcer librement.

En ce qui concerne le droit de grâce, je reconnais que je n'ai pas été mis en mesure de l'exercer, aucun recours ne m'ayant été transmis.

1. Comment parler d'indépendance alors que les magistrats avaient reçu des ordres pour que des condamnations prononcées en nombre limité permettent de sauver un plus grand nombre de vies ? Il eût fallu alors parler de la sécurité de la Nation et faire procéder à des exécutions sans y engager la Justice. La tradition des tribunaux d'exception de la Terreur s'inscrit dans cette parodie.

Si des condamnés ont été guillotinés au lieu d'être fusillés – ce qui les assimile à des condamnés de droit commun –, je l'ai ignoré. En tout cas, je réproouve ce procédé.

Si j'ai souffert en pensant que des Français – 6 – avaient été condamnés et exécutés, je ne pouvais m'empêcher de songer à tous les otages innocents qui avaient échappé à la mort.

J'ai d'abord prévenu les Français d'avoir à cesser cette forme de résistance dont les conséquences étaient graves, parce qu'elle faisait plus de mal à nos compatriotes qu'à l'armée allemande.

Le 7 juin, Villard, membre de la commission d'instruction, communiste, accuse l'accusé de trahison économique en se référant de façon confuse à des procédures en cours contre des collaborateurs économiques. Ce qui lui valut cette réplique :

Une chose surtout est « claire » : c'est que l'auteur de cette question à allure de réquisitoire considère d'ores et déjà comme établi que tous les ministres par la pression qu'ils ont exercée sur les industriels et financiers ont contribué à livrer à l'ennemi la majeure partie du capital national et de la force de travail du Pays, de telle sorte que le peu qui a pu être sauvegardé l'a été malgré eux et malgré moi...

Pour justifier une telle accusation, le rédacteur de la question invoque uniquement « les affirmations de ces industriels et financiers actuellement poursuivis, paraît-il, devant la cour de justice, section financière ».

Il paraît naturel dans ces conditions que je veuille savoir sur quels faits précis à moi imputables lesdits industriels et financiers basent leurs affirmations, et je réclame en conséquence communication des interrogatoires qu'ils ont subis. Il m'est impossible, sans cela, et il serait impossible à mes avocats, de répondre avec précision.

Je ne veux dire qu'une chose pour le moment, c'est que ces affirmations sont entièrement inexactes.

Le même jour, Jacques Isorni et Jean Lemaire, après avoir vainement essayé de joindre personnellement

l'ambassadeur Stucki et l'amiral Leahy, représentants de la Suisse et des États-Unis auprès de Vichy, persuadent Fernand Payen d'adresser au président de la commission d'instruction une lettre indiquant les témoins à faire entendre :

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de demander à la Commission de bien vouloir entendre comme témoins :

le général Debeney, actuellement à Fresnes,

le général Bergeret, actuellement au Val de Grâce,

le général Héring, ancien gouverneur militaire de Paris, 9, rue Volney,

le général Campet, ancien chef du cabinet militaire du Maréchal Pétain,

le général Lacaille, 1, villa Ségur à Paris,

M. André Lavagne, ancien chef du cabinet du Maréchal,

M. Paul Estèbe, ancien chef adjoint du cabinet du Maréchal, l'Étang la Ville (S. & O.),

M. Norguet, ancien secrétaire général à la Production industrielle, .

M. Jarillot, ancien secrétaire général à la Production industrielle,

M. Culmann, ancien secrétaire général à la Production industrielle,

M. François-Martin, ancien député de l'Aveyron, ancien préfet, (...)

Permettez-moi de vous rappeler que j'ai demandé il y a plusieurs semaines que vous veuillez bien faire citer (au besoin par la voie diplomatique) :

M. Stucki, ancien ambassadeur de la République helvétique actuellement à Berne,

l'amiral Leahy, ancien ambassadeur des États-Unis, actuellement à Washington,

Mgr Valerio Valeri, ancien nonce du pape, actuellement à Rome,

Veillez agréer, Monsieur le Président...

Cette demande de M^e Payen resta sans réponse. Comme ne furent pas versées aux débats les notes du Dr Ménétrel trouvées le 1^{er} août 1944.

Jacques Isorni pourra dès le 23 juillet 1945, devant la Haute Cour, sans pour autant demander le renvoi de l'affaire, constater : « Il n'y a pas eu d'instruction. » L'accusé n'a en effet pas été entendu sur sa politique en Afrique. Ni sur la Syrie. Ni sur l'Indochine. Ni sur le renvoi de Laval et son remplacement par Flandin. Et, comme de Sèze au procès de Louis XVI, Isorni constatera que la défense n'a pas eu accès à « des caisses entières de documents [qui] n'ont pas été ouvertes et nous ignorons ce qu'elles contiennent. Et si elles ne pourraient pas nous servir. Des pièces sont dispersées à travers tous les dossiers dans un tel désordre, avec une telle absence de méthodes qu'il est impossible, même à trois avocats, de les retrouver. » Enfin, il relève cette mesquinerie : alors que le Code d'instruction criminelle prévoit que tout accusé peut bénéficier de la copie intégrale du dossier, on l'a refusé à la défense, à l'exception d'une vingtaine de copies de pièces, sous prétexte d'économie et d'absence de papier.

Le renvoi devant la Haute Cour

Après trois mois d'une instruction incomplète et inexploitable, un décret est pris pour renvoyer l'accusé devant la Haute Cour de justice. L'ordonnance qui avait créé la Haute Cour prévoyait qu'elle serait présidée par le premier président de la Cour de cassation, assisté du président de la Chambre criminelle de la Cour de cassation et du premier président de la cour d'appel. Le dernier président de la Cour de cassation étant en prison, on lui avait trouvé difficilement un successeur en la personne de Mongibeaux, sept refus ayant précédé son acceptation. Leur siège désignait les deux autres, Donat-Guigue et Picard. Les magistrats professionnels étaient, répétons-le, assistés de douze jurés parlementaires n'ayant pas voté les pleins pou-

voirs le 10 juillet 1940 au maréchal Pétain et de douze jurés issus d'organisations de la Résistance. Ce sont ses adversaires, disons mieux ses ennemis, qui composent, avec les magistrats qui ont prêté serment le 14 août 1941 cette juridiction exceptionnelle à tous les points de vue.

Les communistes, qui disposent à l'Assemblée d'une forte représentation que renforce leur présence au Gouvernement provisoire et d'une audience alors importante, vont exercer sur la Cour, à l'intérieur et à l'extérieur, une pression morale considérable. Bénéficiant de la propagande de Vichy – résistance = communisme –, les communistes sont en effet dans la situation de s'identifier à la Résistance, dont ils ont été une part importante, et d'être les procureurs de l'Épuration. Jacques Duclos : « Il faut juger avec une haine sacrée. » Ils sont sur ce point en accord avec le gaullisme de guerre qui a trop dénoncé la trahison de Vichy pour ne pas appeler à une justice sans mesure.

Le samedi précédant le jour d'ouverture du procès, fixé au 23 juillet, les avocats assistent à la chambre civile de la Cour de cassation au tirage au sort des jurés. Jean Lemaire, en accord avec le bâtonnier Payen, exerce le droit de récusation de la défense sur trois jurés communistes, ce qui soulève murmures et ricanements des jurés que le président doit rappeler à l'ordre. Un de ceux qui sont écartés du jury s'écrie : « Ça n'empêchera pas le traître Pétain de recevoir douze balles dans la peau. » Pour les jurés, le procès est une revanche. Un autre juré, le commandant Lévêque, ne cachera pas à Isorni ses sentiments : « Que voulez-vous ? " Il " nous a embêtés ! Maintenant c'est notre tour ¹. »

La défense ne récusé pas, par ignorance de son appartenance, un juré parlementaire communiste, sou-

1. *Souffrance et Mort*, op. cit., p. 100.

mis à la discipline du parti qui appelle tous les jours à la mort dans sa presse, alors que la mort ne sera votée qu'à une voix de majorité.

Avant d'être transféré de Montrouge au Palais de Justice pour l'audience, le Maréchal demande au président Bouchardon de pouvoir recevoir son notaire, M^e Bonel. Il le reçoit seul le 21 juillet et, en sa seule présence, annule son précédent testament et signe celui qui fait de sa femme sa légataire universelle, et de son beau-fils, Pierre de Hérain, son héritier. Il a aussi demandé au chanoine Michel Poitevin, que le cardinal Suhard a désigné comme aumônier, de « mettre ses affaires en règle ». Il se confesse et communie dans sa cellule.

Dans l'après-midi du dimanche 22 juillet, ayant préparé une petite valise, tandis que la cantine acheminait son uniforme, le Maréchal et sa femme se présentent dans la cour du fort pour être transférés. Il ne peut maîtriser un haut-le-corps en voyant que le directeur de l'administration pénitentiaire, l'avocat général Amor, en accord avec le ministre de la Justice Pierre-Henri Teitgen, n'a pas prévu une voiture.

C'est un panier à salade qui l'attend. Une grosse voiture noire, véritable cellule roulante, composée de placards étroits, sans fenêtres, où il vaut mieux se tenir debout. La voiture des droits communs pour ce procès que la composition de la Haute Cour désigne comme politique. Ce détail significatif traduisait la volonté d'humilier par ce modeste appareil celui qui avait connu, comme aucun chef de l'État en France depuis deux siècles, les grandeurs d'établissement et l'accueil enthousiaste des foules jusqu'au dernier instant de son règne¹. Le procès de légitimation du gouvernement provisoire ne débutait pas comme celui de la jeune

1. Henri Amouroux, *op. cit.*, t. II, *Quarante Millions de pétainistes*; t. IX, *Les Règlements de comptes*, p. 188 à 190; t. X, *La page n'est pas tournée*.

République qui fit conduire pour le juger Louis XVI du Temple au Manège en carrosse, escorté de cent cavaliers et de six cents fantassins, dans une contrefaçon symbolique des grands rites de cour pour que le sacré s'échange en s'inversant. Craignait-on que la foule parisienne se souvienne à son passage qu'elle l'avait ovationné interminablement, et au chant d'une *Marseillaise* formidable, lorsqu'il était apparu le 26 avril 1944, quatre mois avant la libération de Paris, au balcon de l'Hôtel de Ville! Shakespeare fait dire par Edmond au duc d'Albany, dans *Le Roi Lear*: « Monsieur, j'ai jugé bon d'envoyer l'infortuné vieux roi, en détention et sous bonne garde, car son âge a des charmes et plus encore son titre, capable d'incliner à sa cause le cœur vulgaire et de tourner les lances levées par notre autorité contre ceux qui les commandant. J'ai envoyé la reine avec lui, pour semblable raison. Ils sont prêts à comparaître, demain ou dans un temps plus éloigné, là où vous tiendrez vos assises¹. »

1. Acte V, scène 3.

IV

LE PREMIER JOUR

La chaleur était accablante ce lundi 23 juillet 1945 à Paris. De grands titres de journaux, qui paraissent sur grand format grâce à une allocation supplémentaire de papier, annoncent le procès aux entrées des métros. Sur les murs, face au Palais de Justice, sont placardées des affiches représentant Hitler et Pétain se serrant les mains sur un monceau de cadavres. Quelques jours auparavant, le 14 juillet, des déportés dans leurs pyjamas rayés ont descendu les Champs-Élysées. Les cours de justice, en province, condamnent chaque jour à mort. Le prix Goncourt vient d'être attribué à Elsa Triolet. Au Vieux-Colombier, Jean Vilar joue *Meurtre dans la cathédrale* de T.S. Eliot. Paul Valéry s'éteint ce jour-là. On annonça que le général de Gaulle était venu s'incliner devant son cercueil avant d'ordonner pour lui des obsèques nationales. Valéry ! En 1942, en rajoutant sur les couronnes qu'il avait dressées au maréchal Pétain en le recevant à l'Académie française, au chef providentiel placé à la jointure des catastrophes, il avait participé à un livre d'hommage offert par la Ville de Paris au chef de l'État : « S'il y aura un Plutarque français pour écrire la vie de nos hommes illustres, celle-ci lui proposera un thème prodigieux : la tâche la plus lourde, la plus incertaine, la plus exposée, la plus troublante, la plus douloureuse aussi, reportée à

l'extrême de l'âge, acceptée dans les conditions les plus difficiles, et parfois les plus pénibles, consistant à sauver l'ordre, l'honneur, le moral de la nation au milieu du désarroi et de la dissolution générale. Quels états de service! »

La veille, le panier à salade qui avait amené le Maréchal, avec sa petite valise, était entré par le 34 du quai des Orfèvres. L'accusé avait été conduit au greffe de la première chambre de la Cour, les coulisses du spectacle judiciaire, où l'on avait dressé deux lits jumeaux d'hôpital pour lui et sa femme. Le lavabo des magistrats leur servira de toilettes pour la durée du procès. La garde avait dressé les fusils en faisceaux dans l'antichambre de la présidence, à côté des canapés de velours. Dans le cabinet des présidents, Edgar Pisani, secrétaire général du préfet de police, est prêt à déclencher l'envoi de renforts.

Le choix de la première chambre de la cour d'appel de Paris, plutôt que celui de l'hémicycle du Sénat comme pour Malvy et Caillaux en 1917, ou de l'Assemblée, n'était pas seulement motivé par le souhait des poursuivants de restreindre le public, d'éviter peut-être que le procès ne prenne l'air d'une corrida au milieu des arènes, et aussi qu'il ne baigne dans l'atmosphère émotive qu'un vaste auditoire provoquerait. Mornet et Payen, à cause de la faiblesse de leur voix, avaient présenté le même souhait. Il ne fallait pas, surtout pas, illustrer par le choix du lieu le moyen d'incompétence que la défense allait soulever en faveur de la Haute Cour telle qu'elle était composée et compétente selon la Constitution de 1875 en vigueur. « Ce n'est pas la gêne physique, ce n'est pas la chaleur gluante qui font regretter surtout que soit si exiguë la salle où est jugé Philippe Pétain, écrit Joseph Kessel, c'est que ce procès géant, à cause des dimensions de l'enceinte où il se déroule, prenne figure d'un pauvre drame bourgeois. »

Dans l'enceinte comble de la première chambre agrandie par des gradins de bois qui sont demeurés, sous la verrière de gauche derrière laquelle se profilent la flèche dorée de la Sainte-Chapelle et ses anges sonneurs de trompettes, le corps diplomatique, les journalistes, des invités et les témoins entourent les stalles où vont prendre place les jurés. Au centre de la salle d'audience, devant la barre de la défense et des témoins, un fauteuil de style Directoire, au dossier incurvé, tapissé d'étoffe bleue, inoccupé, et une tablette de chêne attirent tous les regards. Derrière les barrières gardées, s'entassent des spectateurs et des avocats en robe, à chaque instant plus nombreux. « On distingue mal les avocats des témoins, les témoins des policiers, les policiers du public, le public des journalistes, les journalistes des jurés. Il n'y avait aucune perspective dans ce débat », écrit encore Kessel, confirmant l'impression d'étouffement et de confusion que donnent les photographies du procès. Comme au théâtre, avant la représentation, un bourdonnement de guêpes s'enflait chaque fois que s'ouvrait sur la droite la porte de cuir donnant sur l'antichambre de la première chambre.

L'ouverture de l'audience

Brusquement le silence se fit, et la salle presque entière se leva, lorsque, précédé d'un garde et suivi de ses trois avocats, l'accusé parut, en tenue de ville des officiers, tenant fermement son képi à triple couronne de feuilles de chêne et or. Sur ses manches, sept étoiles. Dans sa main gauche, des gants en peau de chamois et un rouleau de papier bleu qu'on prit d'abord pour son bâton de Maréchal. Mais il avait repoussé comme théâtrale la proposition que lui avait faite Isorni de comparaître en le tenant à la main. Sous les éclats de magnésium des photographes qui le mitraillent à bout portant, il dépose devant lui son

képi, ses gants et le rouleau de papier qu'il déploie. Ses traits sont tirés par la tristesse et l'absence, mais c'est sa jeunesse qui frappe les spectateurs. « Le front net, les joues roses, les yeux d'un bleu délavé, le torse droit et les mains sans cesse machinalement frémissantes ne livrent rien », écrit Kessel; et Jean Schlumberger dans *Le Figaro* : « Si sévère que l'on se sente pour le rôle qu'a joué le Maréchal, on est soulagé d'avoir devant soi, non pas une victime aux abois, mais un homme qui porte vingt ans de moins que son âge et qui, s'il doit s'effondrer, ne le fera pas sous le poids de la sénilité, mais bien d'arguments irréfutables¹. »

A 13 h 10, par la porte du fond entrent les deux magistrats de la Cour, alourdis par leurs robes, et les vingt-quatre jurés. Alors qu'ils prennent place derrière la longue et lourde table de la Cour, un étrange personnage les dépasse, que Jules Roy décrit se frayant un passage : « Oiseau de proie, emplumé de rouge, un collier de la Légion d'honneur sur son camail de fausse hermine, serrant sa lourde serviette de cuir contre sa poitrine, l'œil sur le parquet, le bec aigu, le visage hérissé de poil gris, le procureur général grimpa jusqu'à sa stalle, et s'y installa, comme un vautour sur son nid, en s'ébrouant dans un remuement d'ailes décharnées². » « Quand je regarde au fond de ses yeux, je vois ses dents », disait de lui Anatole de Monzie.

Le premier président Mongibeaux, d'une voix claire rehaussée par l'accent gascon, prononce le petit sermon d'usage :

M. le premier président. – Avant d'ouvrir les débats, je tiens à faire une déclaration. Le procès qui va commencer est un des plus grands de l'Histoire. Il importe qu'il se déroule dans la sérénité et dans la dignité. C'est une question qui nous intéresse tous au premier chef.

1. Jean Schlumberger, *Le Procès Pétain*, Gallimard, 1949, p. 52.

2. Jules Roy, *op. cit.*, p. 26.

C'est la raison pour laquelle je suis disposé à prendre les mesures les plus sévères et les plus fermes pour assurer la police, la sécurité et la dignité de cette audience.

L'accusé, qui comparait aujourd'hui, a suscité pendant de longues années les sentiments les plus divers : un enthousiasme que vous vous rappelez, une sorte d'amour. A l'opposé, il a également soulevé des sentiments de haine et d'hostilité extrêmement violents.

A la porte de cette audience, où les sentiments de passion s'éteignent, s'arrêtent, nous ne connaissons ici qu'une seule passion sous un triple aspect : la passion de la vérité, la passion de la justice et de la passion de notre pays.

Sous le bénéfice de ces très courtes observations, je renouvelle l'avertissement que je viens de faire et je demande au public de se rappeler que si, ici, nous jugeons un accusé, l'Histoire jugera un jour les juges et elle jugera même très certainement l'atmosphère dans laquelle le procès se sera déroulé.

Ceci dit, je déclare les débats ouverts.

Il eût pu ajouter que l'histoire jugerait peut-être avec sévérité que celui qui avait prêté serment au Maréchal et appliqué sans trouble de conscience les lois de Vichy ait pu déclarer à un journaliste, peu de temps avant l'audience : « Pétain s'est vautré dans l'abjection jusqu'à la trahison. » Son ignorance du dossier ne favorisait pas non plus l'indulgence. Mais la suite secrète, révélée par deux jurés, montrera qu'il ne manquerait pas de courage le moment venu.

— Accusé, levez-vous.

La phrase terrible à laquelle Pétain était préparé, n'est pas reproduite dans la sténographie des débats. Elle a cependant été entendue par les chroniqueurs judiciaires, sous cette forme conventionnelle. C'est alors l'interrogatoire d'identité : « Quels sont vos nom, prénom, âge et qualité ? — Pétain, Philippe, Maréchal de France. » Ce n'est sans doute pas par coquetterie qu'il a omis son âge : 89 ans.

Les incidents de procédure

Aussitôt, le bâtonnier Payen se dresse. Il demande et reçoit l'autorisation de déposer des conclusions et de les développer. Le Maréchal se rassoit. Cette première passe d'armes a l'air d'une représentation réglée d'avance de conclusions d'incompétence et d'irrégularités de la part des avocats, auxquelles répond, avec les apparences d'une délibération, la jonction tout aussi prévue de l'incident au fond. Mais ce que soulève la défense dépasse de beaucoup l'incident rituel. C'est l'arbitraire de la poursuite que dénonce Payen, malheureusement d'une voix faible, coupée de tics violents qui le font aboyer. L'arbitraire, il le montre, est dans le choix d'une juridiction créée pour la circonstance, composée de jurés tirés au sort sur une liste dressée encore plus arbitrairement parmi les adversaires de l'accusé, dont certains ont déjà publiquement pris parti, et de magistrats qui ont appliqué les lois dont on vient demander de condamner l'auteur. Il eut cette bonne formule : « Le Gouvernement provisoire a manqué à tous les devoirs que lui impose le plus élémentaire souci de la dignité de ses magistrats. Il les met dans une situation que je peux qualifier d'intenable et d'impossible. Au maréchal de France qu'on leur demande de juger et de condamner ils ont prêté serment il n'y a pas si longtemps alors qu'il était chef de l'État. Ils lui ont prêté serment de fidélité. Comment voulez-vous qu'ils le jugent?... Comment le gouvernement pourrait-il avoir l'idée de les inviter aujourd'hui à condamner leur ancien chef? » Fernand Payen oppose à la Haute Cour de justice créée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 la compétence du Sénat constitué en Haute Cour dans les cas de haute trahison sous mise en accusation par la Chambre des députés selon la Constitution de 1875. C'est rappeler que l'Assemblée

nationale a légalement et régulièrement le 10 juillet 1940 confié au maréchal Pétain le gouvernement de la République et qu'elle seule peut donc juger. L'ordonnance de 1944 n'avait pas qualité pour modifier la Constitution de 1875, toujours en vigueur puisque la République n'a pas cessé d'être le régime constitutionnel. Ses bustes n'ont pas été enlevés des mairies et des établissements publics, les monuments n'ont pas cessé de porter les mots République française, et la formule exécutoire des arrêts de justice est toujours ainsi énoncée : « République française, au nom du peuple français », en foi de quoi le Maréchal, chef de l'État « mande et ordonne ». C'est donc à la Haute Cour sénatoriale qu'il doit rendre compte du « mandat que j'ai rempli suivant les possibilités qui m'étaient laissées », suivant la formule de sa lettre du 5 avril précédent au chef de l'État allemand après son enlèvement par la force. C'est cette lettre que lit Payen en exergue de ses explications : « C'est en France seulement que je peux répondre de mes actes et je suis seul juge des risques que cette attitude peut comporter... A mon âge, je ne crains qu'une chose, c'est de n'avoir pas fait tout mon devoir. Je veux faire le mien jusqu'au bout. »

M. Jean Lot, greffier de la Haute Cour, donne alors lecture, de la voix lointaine et abstraite de circonstance, de l'acte d'accusation du 23 avril 1945 et du complément du 11 juillet, précédé de l'arrêt de la commission d'instruction ordonnant la mise en accusation du :

susnommé Pétain pour avoir :

1/ commis le crime d'attentat contre la sûreté intérieure de l'État

2/ entretenu des intelligences avec l'ennemi en vue de favoriser ses entreprises en corrélation avec les siennes, « crimes prévus et réprimés par les articles 87 et 75 du Code pénal ».

L'accusation lui reproche d'avoir obtenu de l'Assemblée nationale le 10 juillet 1940 les pleins pouvoirs constitutionnels et législatifs comme « aboutissement d'un complot fomenté depuis longtemps contre la République, complot qui, grâce à défaite, aurait réussi ». Ce qui qualifie l'attentat contre la sûreté intérieure de l'État. La « trahison » en découle : « La France est en droit de reprocher au Maréchal, en premier lieu, d'avoir fait de l'acceptation définitive de sa défaite l'article fondamental de la politique à suivre et d'avoir ensuite admis le principe de sa responsabilité dans le passage de l'état de paix à l'état de guerre. Elle peut lui reprocher, en outre, comme une atteinte à sa dignité, l'accord de Montoire en tant que collaboration du vaincu avec son vainqueur, et lui reprocher encore en tant qu'il ne consacrait pas seulement une collaboration humiliante, mais bien l'asservissement de la France à l'Allemagne. » La légion antibolchevique, les lois raciales, les sections spéciales, les STO sont traités en deux phrases.

A peine Payen était-il rassis que Mornet surgit pour s'expliquer sur le fameux serment. Il était d'autant plus à l'aise pour s'en expliquer qu'il ne l'avait pas prêté, lui. Il était à la retraite depuis dix-huit ans quand ce serment fut imposé aux fonctionnaires, et que tous les magistrats le prêtèrent, sauf un. Il n'a donc pas eu à se poser la question.

« Aurais-je prêté serment ? Peut-être. Peut-être, je le dis sans hésiter, parce que je considère qu'un serment imposé à des fonctionnaires publics par les détenteurs d'une autorité sous le contrôle de l'ennemi, un pareil serment n'a aucune espèce de valeur et que, par conséquent [*mouvements dans la salle, note le sténographe*] :

M. le premier président. – Pas de manifestation ! J'invite la cinquième colonne à cesser ses manifestations. Nous ne sommes pas en réunion publique [*nouveaux murmures*].

C'est le premier et dernier avertissement, ou je fais évacuer la salle.

M. le procureur général. – Je dis qu'un serment imposé par une autorité qui ne s'exerce que sous le contrôle de l'ennemi, un tel serment est dépourvu de toute portée morale aussi bien que juridique...

Il est significatif que pour assumer le poids d'une telle responsabilité on ait fait appel à un retraits, comme Vichy l'avait fait pour présider le tribunal d'État. Paul Devise, ex-président de chambre à la cour d'appel de Paris, était à la retraite depuis 1937 et âgé de soixante-quatorze ans, lorsqu'il répondit avec empressement à l'offre de se porter volontaire pour un poste que peu de magistrats ambitionnaient. La passion de juger, si tenace, se trouvait jointe à une dimension sénile déjà caractérisée. Les rapports médicaux ordonnés par le juge d'instruction l'établiront à la Libération. A la demande de son avocat, proche de la Résistance, un troisième rapport des docteurs Abely, Heuyer et Logre, établira qu'il était atteint d'une « démence artério-sclérose évolutive » qui lui valut d'être interné.

Pour repousser les conclusions d'incompétence, le procureur général Mornet n'a qu'un argument : le vote du 10 juillet 1940 a fait du Maréchal le gestionnaire de la République, mais ne l'a pas élu président de la République. La Constitution de 1875 ne vise que le président de la République. La Haute Cour, après avoir délibéré une demi-heure, rejette les conclusions pour le motif que l'autorité judiciaire n'est pas juge de la constitutionnalité des textes législatifs. Commise pour juger, elle jugera. C'est alors l'appel des témoins cités par l'accusation et par la défense, invités ensuite à se retirer dans la salle qui leur est réservée. Puis, selon le scénario mis au point par la défense, c'est à l'accusé de prendre la parole :

M. le premier président. – Monsieur le bâtonnier, messieurs les avocats, je vais procéder à l'interrogatoire de l'accusé. Étant donné son grand âge, croyez-vous qu'il soit nécessaire d'avoir une suspension d'audience, ou bien désirez-vous qu'on l'interroge tout de suite?

M. le bâtonnier Payen. – Il désire qu'on procède à son interrogatoire.

M. le premier président. – Il est bien entendu qu'il peut rester assis, car toutes les mesures qui sont compatibles avec l'humanité, en même temps qu'avec la Justice, seront prises, soyez-en certain.

M. le bâtonnier Payen. – Il a, d'ailleurs, une déclaration à faire d'abord, si vous le permettez, monsieur le premier président.

M. le premier président. – Nous écoutons sa déclaration.

Les sept minutes

L'accusé se lève, très droit, tenant ferme ses feuillets dactylographiés en gros caractères, ce qui lui permet de lire sans lunettes. Il lit d'une voix un peu sourde, qui s'affirme progressivement. « Une voix beaucoup plus ferme que celle dont nous gardons le souvenir, écrit Schlumberger, ce chevrottement, à la radio, qui si souvent nous a consternés ou désespérés ¹. » Vingt fois il avait lu et relu ces pages. Il les connaissait par cœur. Il voulait atteindre au cœur le peuple qui l'avait appelé hier et au nom duquel on le jugeait aujourd'hui. « C'est l'abominable voix du désastre, celle de nos humiliations, la voix qui jeta à la fois le venin et la trahison », écrit Madeleine Jacob dans *Franc-Tireur*.

M. le maréchal Pétain. – C'est le peuple français qui, par ses représentants, réunis en Assemblée nationale le 10 juillet 1940, m'a confié le pouvoir, c'est à lui que je suis venu rendre des comptes.

1. *Op. cit.*, p. 53.

La Haute Cour, telle qu'elle est constituée, ne représente pas le peuple français, et c'est à lui seul que s'adresse le Maréchal de France, chef de l'État.

Je ne ferai pas d'autre déclaration.

Je ne répondrai à aucune question.

Mes défenseurs ont reçu de moi la mission de répondre à vos accusations qui veulent me salir, qui n'atteignent que ceux qui les profèrent.

Ayant passé ma vie au service de la France, aujourd'hui âgé de près de 90 ans, jeté en prison, je veux continuer à la servir, en m'adressant à elle une fois encore. Qu'elle se souvienne. J'ai mené ses armées à la victoire en 1918. Puis, alors que j'avais mérité le repos, je n'ai cessé de me consacrer à elle.

J'ai répondu à tous ses appels quels que fussent mon âge et ma fatigue.

Le jour le plus tragique de son histoire, c'est encore vers moi qu'elle s'est tournée.

Je ne demandais ni ne désirais rien. On m'a supplié de venir : je suis venu.

Je devenais ainsi l'héritier d'une catastrophe dont je n'étais pas l'auteur, les vrais responsables s'abritaient derrière moi pour s'écarter la colère du peuple.

Lorsque j'ai demandé l'armistice, d'accord avec nos chefs militaires, j'ai rempli un acte nécessaire et sauveur.

Oui, l'armistice a sauvé la France et contribué à la victoire des Alliés en assurant une Méditerranée libre et l'intégrité de l'empire.

Le pouvoir m'a alors été confié légitimement et reconnu par tous les pays du monde, du Saint-Siège à l'Union soviétique. De ce pouvoir, j'ai usé comme d'un bouclier pour protéger le peuple français. Pour lui je suis allé jusqu'à sacrifier à mon prestige. Je suis demeuré à la tête d'un pays sous l'Occupation.

Voudra-t-on comprendre la difficulté de gouverner dans de telles conditions ? Chaque jour un poignard sur la gorge, j'ai lutté contre les exigences de l'ennemi. L'Histoire dira tout ce que je vous ai évité, quand mes adversaires ne pensent qu'à me reprocher l'inévitable.

L'Occupation m'obligeait à ménager l'ennemi, mais je ne le ménageais que pour vous ménager vous-mêmes en attendant que le territoire soit libéré.

L'Occupation m'obligeait aussi, contre mon gré et contre mon cœur, à tenir des propos, à accomplir certains actes dont j'ai souffert plus que vous, mais devant les exigences de l'ennemi je n'ai alors rien abandonné d'essentiel à l'existence de la Patrie.

Au contraire, pendant quatre ans, par mon action, j'ai maintenu la France, j'ai assuré aux Français la vie et le pain, j'ai assuré à nos prisonniers le soutien de la nation.

Que ceux qui m'accusent et prétendent me juger s'interrogent du fond de leur conscience pour savoir ce que sans moi ils seraient peut-être devenus.

Pendant que le général de Gaulle, hors de nos frontières, poursuivait la lutte, j'ai préparé les voies à la libération, en conservant une France douloureuse mais vivante.

A quoi en effet eût-il servi de libérer des ruines et des cimetières? C'est l'ennemi seul qui, par sa présence sur notre sol envahi a porté atteinte à nos libertés et s'opposait à notre volonté de relèvement.

J'ai réalisé pourtant des institutions nouvelles; la Constitution que j'avais reçu mandat de présenter était prête mais je ne pouvais la promulguer.

Malgré d'immenses difficultés, aucun pouvoir n'a plus que le mien honoré la famille, et pour empêcher la lutte des classes, cherché à garantir les conditions du travail à l'usine et à la terre.

La France libérée peut changer les mots et les vocables. Elle construit, mais elle ne pourra construire utilement que sur les bases que j'ai jetées.

C'est à de tels exemples que se reconnaît, en dépit de haines partisans, la continuité de la Patrie. Nul n'a le droit de l'interrompre.

Pour ma part, je n'ai pensé qu'à l'union et à la réconciliation des Français, je vous l'ai dit encore le jour où les Allemands m'emmenaient prisonnier parce qu'ils me reprochaient de n'avoir cessé de les combattre et de ruiner leurs efforts.

Je sais qu'en ce moment-ci, certains ont oublié, depuis que je n'exerce plus le pouvoir, ce qu'ils ont dit, écrit ou fait.

Des millions de Français pensent à moi qui m'ont accordé leur confiance et me gardent leur fidélité.

Ce n'est point à ma personne que vont l'une ou l'autre mais pour eux comme pour bien d'autres à travers le monde, je représente une tradition qui est celle de la civilisation française et chrétienne, face aux excès de toutes les tyrannies.

En me condamnant, ce sont ces millions d'hommes que vous condamnerez dans leurs espérances et dans leur foi. Ainsi vous aggraverez ou vous prolongerez la discorde de la France, alors qu'elle a besoin de se retrouver et de s'aimer pour reprendre la place qu'elle tenait autrefois parmi les nations.

Mais ma vie importe peu. J'ai fait à la France le don de ma personne. C'est à cette minute suprême que mon sacrifice ne doit plus être mis en doute.

Si vous deviez me condamner, que ma condamnation soit la dernière et qu'aucun Français ne soit plus jamais condamné ni détenu pour avoir obéi aux ordres de son chef légitime.

Mais je vous le dis à la face du monde. Vous condamneriez un innocent en croyant parler au nom de la Justice et c'est un innocent qui en porterait le poids, car un Maréchal de France ne demande de grâce à personne.

A votre jugement répondront celui de Dieu et celui de la postérité. Ils suffiront à ma conscience et à ma mémoire.

Puis, après un temps :

Je m'en remets à la France.

Le Maréchal se rassied dans un silence impressionnant. « Aujourd'hui encore, elle a de l'allure, écrit Jules Roy de cette déclaration. Bien que ce fût Isorni qui en ait eu l'idée et l'ait jetée sur le papier, elle est de lui. Il l'avait recopiée de sa propre main, de son écriture puérile et appliquée, et en avait corrigé et raboté les expressions et les tournures jusqu'à ce qu'elle

devienne de l'accent Pétain ¹. » De cette lueur fulgurante sur le passé immédiat, Madeleine Jacob écrit le lendemain : « Pétain, dans ce message, a dépassé tout ce qu'on pouvait attendre de lui dans le domaine de l'hypocrisie et du cynisme. On crut rêver... » Pour le général de Gaulle, dans ses *Mémoires*, écrits cinq ans après, la voie choisie était « celle de la sagesse ». « En se taisant, il accorda comme un ultime ménagement à la dignité militaire dont l'avaient revêtu ses grands services d'autrefois. »

L'accusateur public

Le président, lui, fut déçu d'avoir à rentrer son interrogatoire, alors qu'il s'apprêtait à énoncer les charges retenues contre l'accusé – il ne dira jamais le Maréchal – « en toute objectivité, bien entendu ». « Bien entendu, je n'en doute pas », répond Payen. Isorni se lève à son tour pour déposer des conclusions sur l'insuffisance de l'instruction et la partialité des déclarations que les magistrats ont faites à la presse, ou que celle-ci leur a prêtées. Ainsi le procureur général : « Il est évident que le pouvoir judiciaire ne peut pas quand il s'agit des actes plus graves ne pas demander la peine de mort mais je le ferai... » Jean Lemaire le relaie avec vigueur. Il cite les déclarations des uns et des autres et dit tout ce qu'il y avait à dire sans s'arrêter à la réprobation hautaine des magistrats, ni même à l'invitation à la modération du bâtonnier Payen qui n'hésite pas à tirer son épitoge pour le faire taire ².

Le procureur général, mis ainsi personnellement en cause, l'interrompt pour démentir l'évidence avec un art qui provoque des murmures dans la salle et un incident :

1. *Op. cit.*, p. 33.

2. *Souffrance et Mort*, *op. cit.*, p. 106.

M. le procureur général Mornet. – Il y a en vérité trop d'Allemands dans cette salle.

Le *Journal officiel* note : « Nouvelles protestations dans le public, applaudissements et bruits divers ».

Comme le procureur général tente de continuer à s'expliquer sur l'opinion qu'il a exprimée en s'adressant à la presse trois mois plus tôt, avant que l'accusé ait été entendu, il est à son tour interrompu par Isorni :

M^e Isorni. – Si vous le permettez, avant que vous continuiez, vous allez certainement retirer ce que vous venez de dire.

M. le procureur général Mornet. – Comment !

M^e Isorni. – Vous avez dit : il y a trop d'Allemands dans cette salle.

M. le procureur général Mornet. – Non, j'ai dit qu'il y avait trop de gens qui faisaient le jeu des Allemands dans cette salle.

Le jeu des lectures et des protestations, souligné par les murmures de l'auditoire, amène le premier président à suspendre l'audience. Le service d'ordre fait évacuer le public. Des avocats refusent d'obtempérer. Un avocat montre du doigt les caissons ou les mots JUS et LEX sont peints en lettres dorées : « *Jus*, le droit vous savez ce que ça veut dire ? Nous sommes le droit, et l'ordre ne prime pas le droit ¹ ». Un jeune capitaine amputé d'un bras profite de la bousculade pour s'approcher du Maréchal et lui serrer la main. L'audience reprend à 16 h 35, après que l'habituelle médiation du bâtonnier en exercice a apaisé l'incident.

M. le premier président. – Je pense que l'atmosphère de la salle est un peu moins chargée d'électricité, aussi je demande à la défense de reprendre le développement de ses

1. Jules Roy, *op. cit.*, p. 33.

conclusions, mais j'espère qu'elle saura donner à ce développement les limites que comporte la modération due à cette sorte d'intervention des avocats, et due également à l'intérêt que ceux-ci doivent porter à leur client. Des incidents comme celui-là tournent certainement au détriment de la justice et peuvent éventuellement tourner au détriment de l'accusé.

M^e Lemaire. – Nous ne sommes qu'à la recherche de la vérité.

M. le premier président. – Je demande à M. le bâtonnier de fournir quelques explications au nom du barreau concernant non les responsabilités, mais les développements donnés à l'incident qui s'est produit.

M. le bâtonnier Jacques Charpentier. – Je me suis expliqué tout à l'heure avec M. le premier président et M. le procureur général, sur le pénible incident qui a troublé cette audience. Je puis dire à mes confrères que j'ai recueilli de la bouche de M. le procureur général l'assurance que les paroles qu'il avait prononcées ne contenaient aucune injure à l'égard du barreau. Du côté du barreau, je prends, au nom de mes confrères, l'engagement qu'ils assisteront à cette audience dans le plus grand calme avec la sérénité qui convient à la dignité de leur robe; et que l'audience ne sera troublée par aucune initiative de leur part.

M^e Lemaire. – Enfin, il est aussi une institution pour laquelle nous avons un respect et une affection totale; nous avons dans l'esprit et aussi dans le cœur le nom des hauts magistrats qui ont occupé les plus grands sièges de la Cour de cassation. Et c'est pourquoi, messieurs, nous avons été aussi remplis de tristesse lorsque nous avons lu cette déclaration dans la presse le 21 juillet 1945, dans le journal *Franc-Tireur*, et c'est, monsieur le premier président, dans votre bouche, et nous attendions le démenti, et il n'est pas venu, si bien, messieurs, qu'à l'orée de cette affaire...

M. le premier président. – Je répondrai d'un mot: « Qui s'excuse s'accuse », et je n'ai pas l'habitude de donner des démentis aux journaux; je ne suis pas responsable de ce que les journaux me font dire.

M^e Lemaire. – Mais, comme nous vous aurions remercié, monsieur le premier président, de nous rassurer en nous donnant un démenti.

M. le premier président. – Les journaux n'y suffiraient pas...

M^e Lemaire. – Et nous vous en remercions aujourd'hui, car tout de même ici nous faisons de la procédure et nous avons demandé acte. Je demande à la Haute Cour l'autorisation de replacer sous ses yeux les paroles de M. le premier président :

« Il importe, nous a dit M. Mongibeaux, de dissiper avant tout l'équivoque qui veut faire de Pétain l'homme qui a essayé de sauver ce qu'il pouvait de notre malheureux pays, mais au contraire celui qui, pour satisfaire ses ambitions personnelles et ses visées politiques, s'est vautré jusqu'à la trahison... »

M. le premier président. – Je crois avoir assez conscience de la gravité des paroles que j'aurais prononcées; je n'aurais jamais été confier des paroles semblables à celles-là à l'oreille d'un journaliste.

M^e Lemaire. – Il nous fallait un démenti, monsieur le premier président, vous venez de nous le donner, nous vous en remercions.

Après la réplique du procureur général, la Cour se retire pour délibérer sur les conclusions : il s'agit bien évidemment de joindre l'incident au fond. Dans l'arrêt de condamnation elles seront rejetées au motif, pour ce qui concerne les positions aventurées des magistrats, que la Haute Cour n'a pas à donner acte des prétendus propos antérieurs à sa constitution, et pour la carence de l'instruction qu'il y a été suppléé en tout état de cause par les « abondantes explications présentées au cours des longs débats contradictoires de l'audience au nom et en présence de l'accusé ». Ce qui n'est pas exact, l'instruction préparatoire ne servant qu'à préparer l'examen à l'audience, aux résultats duquel les juges devaient édifier leur conviction.

De sa mise en cause, le premier président tire aussi la conclusion qu'il renonce à l'exposé préliminaire qu'il se proposait de faire et décide subitement

d'entendre le premier témoin de l'accusation, Paul Reynaud.

M. le premier président. – L'audience est reprise.

Pour l'incident qui s'est produit, qui a été développé assez longuement, la Cour, après délibération, joint l'incident au fond.

Cet incident a eu un avantage. Même les atmosphères chargées d'électricité peuvent développer, chez ceux qui ont pu en être victimes, une certaine philosophie.

En ce qui me concerne, je fais un aveu : j'avais l'intention de présenter les charges qui sont portées contre le maréchal Pétain. Je ne les aurais certainement pas prises à mon compte ; j'aurais fait, dans la plus large mesure, mon exposé avec toute l'objectivité désirable. Néanmoins, comme je tiens essentiellement à la réputation de magistrat impartial que j'ai toujours eue, je ne veux pas qu'on puisse, en quoi que ce soit, suspecter l'attitude que je prends dès le début de ce débat.

Aussi, en ce qui concerne les charges qui ont été relevées contre le maréchal Pétain, et puisque le maréchal Pétain se refuse à répondre à mon interrogatoire, je m'en rapporte aux charges telles qu'elles sont contenues et développées dans l'acte d'accusation. Ainsi, nous allons pouvoir procéder tout de suite à la continuation des débats et entendre le premier témoin que va nous indiquer M. le procureur général.

V

PAUL REYNAUD TÉMOIN POUR LUI-MÊME

M. le procureur général. – M. Paul Reynaud.

M. le bâtonnier Payen. – Monsieur le premier président, nous sommes un peu surpris. Nous ne nous attendions pas à ce qu'on commençât aujourd'hui l'audition des témoins, et M. Paul Reynaud lui-même, sauf erreur de ma part, ne s'y attend pas lui-même.

M. le premier président. – Je crois que M. Paul Reynaud est là. Il est à notre disposition. Je ne pense pas que la défense refuse d'entendre le président Paul Reynaud. C'est un des témoins principaux de l'accusation.

M. le bâtonnier Payen. – Il n'est pas question de cela, nous n'avons pas nos dossiers. Mais enfin, demain viendra.

M. le premier président. – Nous allons entendre M. le président Paul Reynaud.

Cette audition commence dans un climat de malaise que la défense a réussi à créer. L'instruction qui apparaît sommaire, l'absence de témoins à décharge empêchés de rentrer en France, la vindicte du procureur général, le doute qui pèse sur la sérénité du premier président et que celui-ci justifie par ses interventions, la partialité manifeste de beaucoup de jurés y contribuent. Jusqu'à l'exiguïté de la salle, qui n'apparaît pas à la mesure des débats. Camus dans un éditorial de *Combat* du 18 juillet avait eu la prescience de ce malaise : « Le procès Pétain ne se présente pas dans les

meilleures conditions. M. le procureur général Mornet ne peut afficher une si bonne conscience, ni une grande sûreté de soi, ni une dignité humaine sans que l'on éprouve pour lui quelque gêne. Il fait songer à ces passants qui, dans la rue, affectent une noblesse d'allure d'autant plus grande qu'ils viennent de mettre le pied où il ne faut pas. »

Paul Reynaud est le conseiller de l'accusation en même temps que son principal témoin. Il a eu accès, privilège exorbitant, au dossier, pour construire son témoignage-réquisitoire. Car ce fut un réquisitoire de plus de cinq heures, en deux audiences. « A vrai dire, il parle de lui-même plus que de l'accusé », observe le chroniqueur du *Figaro*. Son conflit dramatique avec le maréchal Pétain en juillet 1940, l'appel de celui-ci par l'Assemblée nationale, son emprisonnement au Portalet et sa déportation par les Allemands expliquent et justifient que son témoignage soit à charge. Mais celui-ci perd de son crédit tant il devint évident à son audition, comme aujourd'hui à sa lecture, que le témoin voulait aussi faire sa rentrée politique. Il s'auto-justifie dans cette occasion judiciaire. Il abaisse Pétain pour mieux se grandir. Tournant le dos à l'accusé, sans un regard pour lui, dressé de toute sa petite taille sur la pointe de ses pieds, d'une jeunesse stupéfiante à soixante-dix ans, ayant l'éloquence et le physique de l'escrimeur, avec parfois une stridence aiguë dans la voix d'ordinaire métallique, après avoir accablé celui dont le crime principal était de l'avoir fait emprisonner, ce qui lui aurait ouvert les yeux, Paul Reynaud prononce un plaidoyer éloquent pour lui-même. Il est d'ailleurs plus éloquent dans ce plaidoyer pour l'histoire que dans les deux volumes de *Mémoires* qu'il a signés. C'est un exposé bien composé par un orateur maître de lui-même, qui n'émeut pas et ne s'émeut pas. Il se présente comme une réponse à trois questions qui ne lui ont pas été posées :

M. le premier président. – Que savez-vous des faits qui sont reprochés à l'accusé?

M. Paul Reynaud. – Messieurs, ma déposition comprendra trois parties; elle répondra aux trois questions suivantes :

Première question : pourquoi, le 18 mai 1940, ai-je fait entrer le maréchal Pétain dans mon gouvernement?

Deuxième question : quels sont les événements qui ont abouti, le 16 juin 1940, à la demande d'armistice?

Enfin, troisième question : quels sont les faits survenus depuis l'armistice, ou révélés depuis l'armistice, qui ont apporté, à mon sens, la preuve que le maréchal Pétain s'était livré à un complot pour s'emparer du pouvoir au prix d'un armistice qui servait puissamment l'ennemi?

J'espère, messieurs, que la Haute Cour me fera l'honneur de penser que les griefs que le maréchal Pétain a donnés contre moi n'influeront en rien sur la déposition que je vais faire.

Au temps où il était au faite du pouvoir, je le méprisais et, au fond de mes prisons, je le lui faisais savoir. Aujourd'hui, je le plains. Il est vrai qu'il m'a emprisonné pendant des années, par lettre de cachet, sous le régime du bon plaisir, faute d'avoir pu trouver en France – je le dis à l'honneur de la magistrature – un seul juge, civil ou militaire, qui ait consenti à apposer sa signature sur un mandat d'arrêt délivré contre moi.

Il est vrai que sa presse, sa radio et jusqu'à son cinéma, pendant des années, m'ont attaqué, m'ont calomnié, alors qu'il m'avait mis dans l'impossibilité de dire un mot pour ma défense.

Il est vrai que, faute d'avoir trouvé des juges pour me condamner, il a prononcé lui-même ma condamnation. Il m'a condamné pour un crime inconnu, sans que j'aie été inculpé, sans que j'aie été entendu et sans me faire l'honneur de me dire pourquoi.

Il est vrai que, fait sans précédent dans notre Histoire, il m'a livré à l'ennemi et que c'est par miracle que je suis ici. Mon camarade Georges Mandel est absent...

Mais, messieurs, ce n'est pas d'hommes qu'il s'agit dans ce procès. Ce n'est ni de leurs souffrances, ni de leur mort qu'il s'agit. Il s'agit d'opérer la réconciliation française qui est à faire, vous le sentez. Et, pour cela, il faut que la vérité soit

connue. Et ma seule ambition, venant déposer ici comme témoin, et remplissant mon devoir de témoin, en éclairant la justice, c'est d'éclairer en même temps beaucoup de bons Français qui ont été égarés par le maréchal Pétain, car nous avons assisté à ce drame affreux de voir l'élite française se scinder en face de l'ennemi, parce qu'un homme a trompé une partie de cette élite.

Ah ! certes, les plus purs, les plus nobles, les plus forts sont allés à la Résistance. Mais il y a eu aussi des hommes qui étaient purs, qui étaient nobles et qui étaient forts, qui ont été détournés de leur devoir national par une autorité qui apparaissait alors comme dominant toutes les autres : celle du maréchal Pétain.

Car, s'il y a dans ce procès, messieurs, un accusé, il y a aussi une victime, et la victime, c'est la France. C'est à elle qu'il faut songer.

On parle de reconstruire la France. On ne reconstruira pas la France tant que les Français ne se seront pas mis d'accord et ne seront pas redevenus unanimes sur les questions d'honneur. Et, ce qui est au fond de ce procès, c'est l'honneur de la France.

Maintenant, messieurs, je passe aux faits.

Paul Reynaud explique alors pourquoi il a fait appel au maréchal Pétain le 16 mai 1940 et l'a fait entrer au gouvernement le 18 mai comme vice-président. Il venait d'assister à ce qu'il avait, dit-il, prévu et annoncé, l'invasion par la Belgique, et il n'ose pas ajouter, par Sedan. « Les états-majors stupéfaits virent arriver des panzers à la porte des PC alors qu'ils les croyaient très loin. Les artilleurs les virent à la gueule de leurs canons qui continuaient à tirer à huit kilomètres. Ce fut une stupeur incroyable. C'était, messieurs, la révolution dans l'art de la guerre, que le général de Gaulle avait annoncée et qu'après lui j'avais si souvent annoncée à la Chambre, dans des discours, dans des conférences, dans des articles de presse. » On s'étonne que, s'étant ainsi trouvé en désaccord avec le généralissime et le comité de guerre, ayant prévu ce

qui se déroulerait, il ait attendu le désastre, qu'il aurait « décrit plus de cinq ans plus tôt, à la Chambre, le 15 mai 1935 », pour changer le général Gamelin!

Reynaud justifie son appel au maréchal Pétain et au général Weygand le 18 mai 1940 par leur immense prestige dans l'armée. Du premier, il déclare :

« La marque particulière de la gloire du maréchal Pétain, c'est que les généraux, les maréchaux ont une audience naturelle dans la droite des assemblées ou de l'opinion publique. Lui l'avait, mais il avait, en outre, l'audience de la gauche puisqu'il était l'homme de la défensive, et que la défensive était de gauche. Il passait pour le chef ménager du sang de ses soldats. » Et il rapporte l'accueil unanime des parlementaires lorsqu'il annonça que le Maréchal entrait au gouvernement. Ce fut : « Enfin ! » « Voilà la raison pour laquelle, ne m'étant pas adressé à lui lorsque j'ai formé le gouvernement, je me suis adressé à lui lorsque la catastrophe a été acquise. » Cette dernière phrase se trouve bien dans la sténographie du *Journal officiel*. Elle n'a pas été ensuite corrigée par le témoin. Elle signifie sans doute, comme Reynaud l'avait dit au Sénat le 21 mai 1940, que pour lui Pétain était « celui qui sait comment une victoire française peut sortir d'un gouffre ». C'est un appel au secours que Paul Reynaud a lancé et c'est à cet appel au secours que Pétain répondit. Franco lui avait pourtant dit, lorsqu'il vint prendre congé de lui : « N'y allez pas, ne donnez pas votre nom à ce que d'autres ont perdu. » « Je le sais, aurait répondu Pétain, mais ma patrie m'appelle et je me dois à elle. C'est peut-être le dernier service que je pourrai lui rendre ¹. » « C'est vrai que je ne les cherchais pas, fait dire Byron au doge Marino Faliera, rappelé à quatre-vingts ans. Ces chaînes dorées sont venues me trouver à mon retour de mon ambassade de Rome, et, ne

1. Interview du général Franco dans *Le Figaro* du 12 juin 1958.

m'étant refusé jusqu'alors à aucune fatigue, à aucun fardeau imposé par l'État, je crus, malgré mon grand âge, devoir accepter cette charge, la plus élevée de toutes en apparence, mais la plus avilissante, en effet, par les devoirs et les humiliations qu'elle imposait. »

Mais, à entendre Paul Reynaud, on comprit le malentendu. Reynaud fait appel au Maréchal pour combattre contre ceux qui, autour de lui, veulent de plus en plus nombreux négocier. Il s'agit pour lui de prolonger sur le terrain l'engagement souscrit le 28 mai avec l'Angleterre de ne négocier ni conclure d'armistice et de traité de paix sans son accord. Pour gagner, il faut tenir. Il n'y a pas d'autre recours qu'au-delà de la Méditerranée. Le choix de Georges Mandel, collaborateur de Clemenceau, au ministère de l'Intérieur, et celui du général Weygand à la tête des armées sont significatifs. Il faut se reporter à la raison qu'il donne à la Cour d'avoir également fait appel à Weygand : « Le général Weygand, qui avait alors soixante-treize ans, était doué d'une prodigieuse agilité physique et cérébrale. Il était venu à Paris, un mois plus tôt, devant le cabinet de guerre que je présidais, et nous avait parlé avec une telle vivacité, une telle ardeur, un tel désir de combattre, que moi-même je me disais : " Vraiment, c'est la maison Foch ". »

Ce fut effectivement l'enthousiasme : « Le couple Pétain-Weygand crée une même impression de sérénité », écrit Wladimir d'Ormesson. Mais les applaudissements ne couvraient pas le bruit des chars et des Stukas. Le 23 mai, c'est le désastre, alors que Weygand se déclare encore pour la lutte à outrance. Les Anglais, malgré le dramatique appel du général Vuillemin, qui commande l'aviation, retirent leur aviation de chasse et font se replier leurs troupes vers Dunkerque. On sait la suite. Pour Pétain et Weygand, le vrai courage, c'est alors de traiter avec l'ennemi, d'arrêter les hostilités, de limiter les souffrances des Français, de reconstruire

le pays. Reynaud reconnaît à la barre qu'il ne put à ce moment imposer à ces deux chefs de se soumettre ou de se démettre, car le pays n'aurait pas compris qu'il nomme un troisième chef alors que la bataille de France était sur le point de s'engager. « Le départ simultané de ces deux hommes aurait été dans le pays une catastrophe pour le moral de l'armée. »

Reynaud montre bien dans sa déposition le conflit qui se noue entre lui-même et Pétain et Weygand alors que les troupes allemandes progressent avec la vitesse de l'avalanche. Pour lui, il faut que le gouvernement gagne l'Afrique du Nord et poursuive la lutte outre-mer, avec sa flotte intacte et les moyens de l'Empire. Pour Weygand, il faut demeurer en France avec les Français quoi qu'il advienne. Weygand l'adjure de demander l'armistice sans perdre de temps. Reynaud lui répond qu'il l'autorise à faire capituler ses troupes sur place. Reynaud rapporte, sans comprendre, que Weygand se serait récrié et indigné : « Jamais je n'accepterais de jeter une telle honte sur le drapeau de l'armée française. » Et c'est alors que Reynaud met en cause les mobiles de Pétain et de Weygand, dont il reconnaît en même temps qu'ils avaient compromis en entrant dans son gouvernement « la gloire militaire qu'ils avaient acquise ». « J'ai commis une erreur fondamentale de laquelle tout se découle. J'ai cru au patriotisme de ces deux hommes-là, ou, pour serrer de plus près ma pensée, j'ai cru que le patriotisme de ces deux hommes passerait avant leurs haines politiques et leurs ambitions personnelles. Je l'ai cru comme tous les Français; comme tous les Français, je me suis trompé; mais comme c'était moi le chef, c'est moi qui suis responsable. »

Alors qu'il s'apprête à relater les événements qui devaient aboutir à la demande d'armistice du 16 juin 1940, l'audience est suspendue jusqu'au lendemain à treize heures. C'est alors que va commencer ce qui

était pour le général de Gaulle le véritable procès, le procès de l'armistice, frappé à ses yeux de nullité. « Toutes les fautes que les Français avaient été amenés à commettre ensuite, écrira-t-il dans ses *Mémoires*, découlaient infailliblement de cette source empoisonnée. »

VI

L'ARMISTICE

Nous avons vu que la substance de l'accusation, c'est le complot contre la République, fomenté pendant la période précédant la guerre. La collaboration, c'est-à-dire la trahison, n'est, selon l'accusation, que la résultante de ce complot. Le complot, l'armistice, l'attentat contre la République, la collaboration sont les quatre chefs d'accusation, dont les trois derniers se déduisent du premier : le crime d'intelligence avec Hitler, dont les éléments constitutifs sont réunis avant la guerre. Bien que l'ordre des accusations eût voulu que l'examen du complot, qui n'allait pas résister à la seule audition des témoins de l'accusation, précède celui de l'armistice, c'est l'armistice qui mobilise les premiers et principaux témoins : Paul Reynaud, Édouard Daladier, Léon Blum, Albert Lebrun, Édouard Herriot, le général Doyen, Michel Clemenceau, et pour la défense le général Weygand.

Nous avons vu Paul Reynaud, dans la première partie de son témoignage, expliquer qu'ayant appelé les deux gloires militaires, Pétain et Weygand, il ne put les congédier après avoir découvert qu'ils concluaient à l'armistice immédiat après l'échec de la bataille de France et la dislocation du front. Tout le débat est dans cette première déposition : fallait-il demander l'armistice pour éviter l'occupation de toute la métropole et

préservé l'Empire, ou était-il préférable de continuer la guerre en Afrique du Nord? L'utilité était invoquée par les tenants de l'armistice nécessaire et l'honneur par les autres. Le débat se poursuivit pendant dix-sept jours et se poursuit toujours. Pour Jules Roy, aviateur de combat devenu chroniqueur judiciaire : « Seuls sont capables d'imaginer que l'armistice n'était pas nécessaire ceux qui n'ont pas vécu ces jours-là : la moitié de l'armée française prisonnière, l'autre refluant en désordre sur des routes encombrées de convois et de réfugiés. La panique décomposant un pays auquel personne n'osait dire la vérité et qu'on avait préparé à la guerre comme à une entreprise ordinaire. Le monstre surgissait, tout s'écroulait et la déroute gagnait ¹. »

L'audition fleuve de Paul Reynaud se poursuivit pendant toute la journée du mardi 24 juillet. A la différence de Daladier et de Lebrun qui éviteront de qualifier de trahison l'armistice décidé par la majorité des ministres, Paul Reynaud accuse. Dressé sur la pointe de ses pieds comme pour se grandir, le corps souple et la répartie prompte, il accusera pendant des heures. Il accusera pour se justifier. C'est lui en effet qui avait fait revenir le Maréchal de son ambassade d'Espagne. C'est lui qui l'avait appelé au gouvernement. C'est lui surtout, quand il fut mis en minorité sur la question de la poursuite de la guerre, qui avait suggéré au président de la République de l'appeler à sa succession. C'est aussi lui qui avait accepté du Maréchal, ce qu'il dut reconnaître dans l'après-midi, l'ambassade de Washington. C'est lui aussi qui ne s'était pas présenté à l'Assemblée le jour où celle-ci se démit entre les mains du Maréchal. Ce même 10 juillet 1940, il écrit au Maréchal une lettre que Jacques Isorni devait produire, provoquant un moment de trouble dans la diatribe du témoin :

1. *Le Grand Naufrage*, op. cit., p. 53.

M^e Isorni. – Monsieur Paul Reynaud, vous avez considéré qu'en signant l'armistice ou en demandant l'armistice, le maréchal Pétain avait commis un acte de trahison.

Comment se fait-il que le 10 juillet 1940, vous lui ayez écrit – surtout lorsqu'on sait tout ce que vous avez articulé contre lui dans votre déposition –, comment se fait-il que vous lui ayez écrit la lettre suivante :

« Monsieur le Maréchal,

« Ayant appris qu'un membre du Gouvernement m'aurait mis en cause au cours d'une réunion de sénateurs, je suis venu ici, malgré l'ordre formel de mes médecins, pour répondre aux critiques qui me seraient adressées.

« Je n'ai pas besoin de vous dire que je serais heureux de répondre à celles qui auraient pu être déposées dans votre esprit... »

Voilà la phrase sur laquelle je vous demande de vous expliquer :

« J'ai gardé de notre travail en commun un tel souvenir qu'il me serait odieux qu'il pût être terni par un soupçon. »

M. Paul Reynaud. – Eh bien, messieurs, rien de plus naturel. Comment ! J'ai déjà expliqué à la Haute Cour que c'est seulement dans mes prisons que peu à peu j'ai compris qui était le maréchal Pétain.

M^e Isorni. – Mais l'armistice était avant vos prisons ?

M. Paul Reynaud. – De même que lorsqu'on développe une plaque photographique on voit l'image apparaître et se préciser, de même c'est dans mes prisons que peu à peu j'ai compris. Je croyais encore à ce moment-là au patriotisme du maréchal Pétain, c'est vrai...

M^e Isorni. – Voulez-vous me répondre d'une manière brève ? L'armistice a été signé le 25 juin. Vous avez considéré que c'était une trahison ?

M. Paul Reynaud. – Je n'ai jamais dit que l'armistice était une trahison. J'ai déclaré que l'armistice était contraire à l'honneur et à l'intérêt de la France. Je l'ai écrit dix fois au maréchal Pétain. J'espère m'être fait comprendre de lui.

M^e Isorni. – Donc, le 25 juin 1940, vous estimez que le maréchal Pétain vient de commettre un acte contraire à l'honneur de la France...

M. Paul Reynaud. – C'est exact.

M^e Isorni. – ...et le 10 juillet vous lui écrivez une lettre pareille?

M. Paul Reynaud. – Oui, parce que j'avais gardé, pour le maréchal Pétain, je l'avoue...

M^e Isorni. – Malgré l'armistice?

M. Paul Reynaud. – Malgré l'armistice, parfaitement. Comme l'immense majorité des Français...

M^e Isorni. – Vous cherchiez à ce que, dans le souvenir du Maréchal auquel vous attachiez une telle importance, il ne puisse s'introduire aucun soupçon? Allons! voilà la lettre en présence de laquelle vous êtes et que je ferai passer à la Haute Cour.

M. Paul Reynaud. – Je le répète : comme la majorité des Français. Si on avait fait voter les Français à ce moment-là, les Français croyaient au maréchal Pétain.

M^e Isorni. – C'est-à-dire au nom de la démocratie, puisque la démocratie c'est la souveraineté du peuple, la France croyait et était pour le maréchal Pétain.

M. Paul Reynaud. – A ce moment-là il n'est pas douteux que s'il y avait eu un référendum, la majorité des Français aurait voté pour le maréchal Pétain, parce que, pas plus que moi, la majorité des Français ne savait ce qui s'était passé et ce qui a été révélé depuis...

Le Conseil des ministres du 12 juin, à Cangé, n'avait été que stupeur tragique lorsque le général Weygand, en tenue de campagne, était venu demander l'armistice pour des raisons militaires. Le mot fut alors prononcé. « C'est encore une armée, mais je la tiens à bout de bras. Vous voulez aller jusqu'au bout, mais vous y êtes manifestement, au bout... » Et au Premier ministre qui demande d'attendre l'accord de l'Angleterre et propose de se replier sur le réduit breton, Weygand oppose l'urgence d'une décision : « Si l'armistice n'est pas demandé sans aucun retard, le désordre gagnera les armées, comme les populations locales et

les réfugiés. Dès lors l'armistice sera sans intérêt, le mal étant accompli. » Les ministres sont atterrés :

Cette nouvelle si brutale, relate Ybarnegaray, dans la sténographie non publiée de son procès, en qualité de secrétaire d'État à la Jeunesse et à la Famille, fut pour moi quelque chose d'épouvantable, car nous avions beau être battus en Belgique, battus sur la Somme, battus dans l'Aisne, ayant vécu la retraite de 1914, j'étais convaincu que quelque part, soit sur la Seine, soit sur la Loire, nous effectuerions le redressement de 1914 et que nous ferions front ; et d'apprendre tout d'un coup de la part du généralissime que c'est fini, que tout espoir est perdu, non seulement moi, mais mes collègues du Cabinet comme moi, nous fûmes effondrés. Je me souviens très bien d'avoir dit au général Weygand : « Enfin, mon Général, tout de même vous avez des réserves ; est-ce que toutes les réserves sont engagées ? » Et il me répondit : « Non, soit dans les casernes, soit dans les camps, j'ai encore 800 000 hommes, mais je n'ai pas de quoi les armer. » Et entendant murmurer que le chef de l'armée ne peut pas renoncer à se battre, Weygand déclare : « Si je n'écoutais que mon sentiment de soldat, à l'âge que j'ai, je ne penserais qu'à aller me faire tuer à la tête du dernier carré. Je suis prêt, moi qui ai eu l'honneur de remettre à l'Allemagne vaincue les conditions du vainqueur de 1918, à accepter, pour éviter à la France un tragique destin, la mortification d'aller recevoir en vaincu les conditions de l'Allemagne victorieuse. » Il acheva en disant : « C'est la plus grande humiliation de ma vie, je la termine dans le déshonneur. »

Pétain donne alors son accord à Weygand : « Je suis de l'avis des chefs militaires seuls au courant. » Le 13, alors que commence la crise ministérielle, Pétain lit une note d'où il résulte que l'armistice est la seule issue. Les mots qu'il emploie sont des mots durs : émigrer c'est désertier. Et il prend position : hors du gouvernement, s'il le faut, il restera sur le territoire métropolitain. Et cette position émane de l'homme alors le plus unanimement respecté. Il lit au Conseil des ministres une déclaration qu'il a préparée :

Si l'on admet l'idée de persévérer grâce à la consultation d'un réduit national, on doit reconnaître que la défense de ce réduit ne pourrait être organisée par les troupes françaises en débandade, mais par des troupes anglaises fraîches.

Mais, si ce réduit, établi dans une région maritime, pouvait être organisé, il ne constituerait pas, à mon avis, une garantie de sécurité et exposerait à la tentation d'abandonner ce refuge incertain.

Or, il est impossible au gouvernement, sans émigrer, sans désertier, d'abandonner le territoire français. Le devoir du gouvernement est, quoi qu'il arrive, de rester dans le pays, sous peine de n'être plus reconnu pour tel. Priver la France de ses défenseurs naturels dans une période de désarroi général, c'est la livrer à l'ennemi. C'est tuer l'âme de la France, c'est par conséquent rendre impossible la renaissance.

Le renouveau français, il faut l'attendre en restant sur place plutôt que d'une conquête de notre territoire par des canons alliés, dans des conditions et dans un délai impossibles à prévoir.

Je suis donc d'avis de ne pas abandonner le sol français et d'accepter la souffrance qui sera imposée à la patrie et à ses fils. La reconnaissance française sera le fruit de cette souffrance...

Je déclare, en ce qui me concerne, que, hors du gouvernement s'il le faut, je me refuserai à quitter le sol métropolitain. Je resterai parmi le peuple français pour partager ses peines et ses misères.

L'armistice est à mes yeux la condition nécessaire de la pérennité de la France éternelle.

Tout est déjà dit, annoncé : il fait don de sa personne, il ne reviendra jamais sur cet engagement, ni pour rejoindre Alger après le débarquement américain du 8 novembre 1942, ni pour gagner un maquis en avril 1944 à la veille de son enlèvement par les Allemands, ni pour demeurer en Suisse après son évasion d'Allemagne comme l'aurait souhaité le général de Gaulle.

C'est déjà l'esprit de son appel du 17 juin. Ce sont presque les mêmes mots. Ybarnegaray prend la parole

au nom de tous : « Puisque le maréchal Pétain, puisque le général Weygand nous disent notre devoir, nous n'avons qu'à obéir. Moi, je suis un soldat, et je me range à l'avis des chefs militaires. »

Le 16 juin, le Conseil se réunit à Bordeaux comme deux fois déjà, en 1871 et en 1914. Paris est occupé depuis la veille. Un télégramme de Roosevelt en réponse à un appel pathétique de Paul Reynaud exclut tout engagement d'ordre militaire et deux communications de Lord Halifax exigent le transfert de la flotte vers des ports britanniques en cas d'armistice. L'offre stupéfiante faite ensuite par Churchill et transmise de Londres par le général de Gaulle, secrétaire d'État que Paul Reynaud avait envoyé pour le représenter, d'une union indissociable entre les pays, impliquant immédiatement un gouvernement commun, un Parlement unique et la double citoyenneté, a un tel effet sur le Conseil des ministres que Paul Reynaud n'ajoute pas l'invitation pressante de remettre la flotte entre les mains de l'Angleterre. Ce projet avait pour objet d'insuffler un autre esprit que celui qui allait conduire à la cessation des combats. Le condominium rejeté, sur la question à nouveau posée de savoir si la guerre sera ou non poursuivie, Camille Chautemps, vice-président, déclare, reprenant une proposition faite la veille, qu'il était impossible de quitter la France sans avoir demandé à l'ennemi de faire connaître ses conditions. Il s'agit de mettre les Allemands à l'épreuve. Paul Reynaud avait jugé que cette proposition enclencherait un processus irréversible :

M. Paul Reynaud. – M. Camille Chautemps, qui est un homme extrêmement intelligent et un esprit extrêmement souple, se garda bien de prendre une position analogue à celle du maréchal Pétain et du général Weygand. Il me dit : « Vous nous demandez de quitter la France. C'est très grave. Mais enfin, nous ne répondons pas par un refus. Seulement,

rendez-vous compte de notre situation d'hommes politiques. Pour quitter la France, il faut que nous puissions établir que nous avons tout fait pour éviter de la quitter. Et pour cela, il faut demander les conditions de l'ennemi. Elles seront inacceptables. Mais quand nous aurons fait la démonstration qu'elles sont inacceptables, nous pourrons alors vous suivre. »

C'était une solution, messieurs, dans un pays où on adore les solutions moyennes, c'était une solution qui ne fut pas sans produire une très forte impression, en particulier sur les membres du secteur gauche de mon gouvernement.

Je n'ai pas besoin de vous dire que je répondis qu'on briserait les reins de la résistance française si l'on demandait à capituler.

Quoi qu'il en soit, mon impression fut telle que je pris une feuille de papier, que je la divisai en deux dans la hauteur; j'inscrivis, à droite, les noms de ceux qui parlaient pour la proposition Chautemps et, à gauche, ceux qui parlaient dans mon sens. Et j'ai le souvenir très net qu'il y avait treize noms à droite, pour la proposition Chautemps et six à gauche pour la mienne.

Cette majorité se retrouve le 16 juin, d'autant que le Maréchal, qui s'impatiente, a mis sa démission dans la balance, lorsque Camille Chautemps reprend sa proposition :

M. Paul Reynaud. – Il fut malheureusement, j'ai le regret de le dire, suivi par un grand nombre de mes collègues.

Mais je n'ai pas l'intention de les accabler; il faut, messieurs, se replacer dans l'atmosphère de l'époque. Ces hommes voyaient la force allemande qui paraissait irrésistible, et puis la foule de ces malheureux réfugiés qui roulaient vers le sud avec des matelas sur leurs voitures, qui roulaient vers les Pyrénées sans savoir où ils s'arrêteraient jamais.

J'ai été beaucoup plus sévère pour ceux qui leur disaient, parce qu'ils avaient autorité pour le leur dire – ce n'est pas au conseil que cela a été dit, mais dans les coulisses du

conseil – que l'Angleterre aurait en trois semaines le « cou tordu comme un poulet ».

En proposant, pour conduire la politique de la majorité du Conseil, d'appeler l'adversaire de sa politique, Paul Reynaud espère que les conditions de l'armistice seront inacceptables et qu'il sera rappelé :

M. Paul Reynaud. – Pourquoi ai-je dit le maréchal Pétain plutôt que Camille Chautemps ?

J'ai dit le maréchal Pétain parce que je me rappelle qu'à l'époque et longtemps encore j'eus de grandes illusions sur le maréchal Pétain, parce qu'en Conseil des ministres je lui avais fait reconnaître que le fait de livrer notre flotte à l'Allemagne pour poignarder dans le dos notre alliée serait une lâcheté et un crime. Il l'avait reconnu. Aussi me suis-je dit : comment se présente le problème pour l'Allemagne ? La France est abattue, il s'agit pour elle au plus tôt d'abattre l'Angleterre qui a toujours été la déesse des coalitions. Pour abattre l'Angleterre elle a besoin du concours de la flotte française, elle va donc demander la flotte française dans l'armistice. Et comme le maréchal Pétain ne peut pas la lui donner après ce que je lui ai fait reconnaître, en conseil des ministres, à ce moment-là je reprendrai le pouvoir et peut-être nous continuerons la guerre.

C'est dans ces conditions que le président Lebrun, le soir du 16 juin, appelle Pétain et lui confie le soin de constituer le gouvernement. A son « heureuse surprise », dont il fera part à la Haute Cour, le président voit Pétain sortir de sa poche la liste des membres du gouvernement : « Dans la grande tristesse du moment, il avait tout de même eu un petit soulagement : alors que des constitutions de ministères duraient parfois trois ou quatre jours, il en avait un à la minute... » « Je n'étais pas habitué, écrit-il dans ses Mémoires, à une telle rapidité ; je me rappelais, non sans amertume, les constitutions de ministères si pénibles auxquelles j'avais présidé pendant mon séjour à l'Élysée. »

A 22 heures, le ministère est constitué. Pierre Laval, à qui on a offert le ministère de la Justice, et qui voulait les Affaires étrangères, ce qui ne fut pas jugé souhaitable à l'égard de l'Angleterre par Charles-Roux, secrétaire général du Quai d'Orsay, et par le général Weygand, n'en est pas. Il quitte le bureau du Maréchal en claquant la porte. Marquet, maire de Bordeaux, se solidarise avec lui. Ceux qui ont soutenu Chautemps restent avec lui au gouvernement : Paul Baudouin, Yves Bouthillier, Ybarnegaray. Le général Weygand est nommé à la Défense nationale et l'amiral Darlan à la Marine. Le premier président de la Cour de cassation, Frémicourt, à la Justice, le professeur Albert Rivaud à l'Éducation nationale. Robert Schuman est sous-secrétaire d'État aux Réfugiés. Le général de Gaulle est parmi les manquants. Le maréchal Pétain n'a pas voulu de lui. C'est pourtant à Pétain que revient le mérite d'avoir distingué le capitaine de Gaulle en 1913, de l'avoir appelé auprès de lui après la guerre, et de l'avoir imposé en 1927 à l'École de guerre. Mais la publication en 1938 de *La France et son Armée*, issue du manuscrit que l'officier d'état-major avait écrit pour son patron mais qu'il n'avait pas accepté de voir modifier par d'autres « nègres », avait provoqué la rupture. La dédicace, surtout, avait constaté le parricide : « A Monsieur le Maréchal, qui voulut que ce livre fût écrit. »

Le 17 juin, le Maréchal adresse son premier message au pays :

Français,

A l'appel de M. le président de la République, j'assume à partir d'aujourd'hui la direction du gouvernement de la France. Sûr de l'affection de notre admirable armée qui lutte, avec un héroïsme digne de ses longues traditions militaires, contre un ennemi supérieur en nombre et en armes. Sûr que par sa magnifique résistance elle a rempli nos devoirs vis-à-vis de nos alliés. Sûr de l'esprit des Anciens Combattants que j'ai

eu la fierté de commander. Sûr de la confiance du peuple tout entier, je fais à la France le don de ma personne pour atténuer son malheur.

En ces heures douloureuses, je pense aux malheureux réfugiés qui, dans un dénuement extrême, sillonnent nos routes. Je leur exprime ma compassion et ma sollicitude. C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat.

Je me suis adressé cette nuit à l'adversaire pour lui demander s'il est prêt à rechercher avec nous, entre soldats, après la lutte et dans l'honneur, les moyens de mettre un terme aux hostilités.

Que tous les Français se groupent autour du gouvernement que je préside pendant ces dures épreuves et fassent taire leur angoisse pour n'écouter que leur foi dans le destin de la Patrie.

Entendu de tous, ce message est pris au pied de la lettre par les troupes qu'il désarme : il faut cesser le combat. Son discours tremble encore dans la mémoire de ceux qui l'entendirent, le cœur serré, eux aussi, et qui pleurèrent à l'écoute de ce « son presque intemporel », comme l'a écrit alors François Mauriac. Le lendemain, le général de Gaulle prononce à Londres son appel que peu de gens ont entendu : « La flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas. »

Sans doute n'était-ce pas la première fois que les Français avaient plébiscité un sauveur : Thiers, Clemenceau, Poincaré... chacun à leur manière, étaient apparus comme des recours. Mais jamais sans doute « responsabilité plus lourde n'avait pesé sur un homme d'État français », comme l'a déclaré le communiqué qui, le 17 juin, a annoncé le changement de gouvernement de la France, « confié à une haute personnalité, recueillant le respect unanime de la Nation ». La formulation, presque analogue à celle qui sous la III^e République annonçait l'issue des crises ministérielles, n'exprime pas le mouvement unanime des

Français, abasourdis et traumatisés par un désastre militaire sans précédent, pour s'en remettre à la figure emblématique de celui que l'on ne nomme plus que *le Maréchal*. Son arrivée est accueillie, selon le mot de Charles Maurras, comme une « divine surprise ». Ce mot exprime religieusement le sentiment de soulagement général d'apprendre qu'il reste encore quelqu'un à la tête de l'État et qu'il s'agit du « vainqueur de Verdun ». Le Cincinnatus des temps modernes, comme le nomme Pierre Servent dans *Le Mythe Pétain*, puise sa renommée dans le culte rendu durant l'entre-deux-guerres à la bataille de Verdun, à ses héros et à leur chef, et qu'il a su gérer comme un capital. Verdun, dans la représentation collective, c'était le lieu où un peuple de paysans français avait arrêté l'invasion des barbares modernes. La défense de Verdun, ce corps à corps gigantesque, associé dans la mémoire à la Voie Sacrée, Douaumont, le Mort-Homme, le fort de Vaux, la Cote 304, la tranchée des Baïonnettes..., résumait pour les survivants la Grande Guerre. C'est là que le général Pétain, le théoricien de la défense contre les chantres de l'attaque à outrance – car le feu tue, selon sa formule – avait acquis la réputation d'un chef économe du sang de ses soldats. La postérité avait aussi retenu qu'en 1917 il avait su mettre fin aux mutineries et rétablir le moral de l'armée. Les Français attendaient que celui qui leur avait fait don de sa personne et qui était resté parmi eux arrête les hostilités, limite les souffrances des Français, après la tragédie de la débâcle et l'exode, et reconstruise le pays. Et de fait, les Allemands acceptent d'ouvrir des négociations et les conditions de l'armistice, pour dures qu'elles soient, seront moins dures que celles que l'on avait imaginées parce que ni la flotte, ni l'empire ne sont menacés. Une fois de plus, Pétain arrêta l'invasion et faisait même reculer les Allemands qui évacuaient Lyon, qui rentre dans la « zone libre ».

Pétain, quant à lui, a présent à l'esprit l'exemple de la Prusse en 1806 après la victoire de Napoléon à Iéna et l'effondrement militaire. Le désastre avait suscité la régénération intérieure d'où l'Allemagne était sortie renforcée. De la stratégie de survie, dont l'armistice est la condition, doit naître également une politique de régénération qui devra préparer et précéder la libération de la patrie. Dans son ombre, Raphaël Alibert, sous-secrétaire d'État à l'Intérieur, et René Gillouin, et bientôt avec eux le Dr Bernard Ménétreï, les uns et les autres disciples de Charles Maurras, les uns et les autres comme lui anti-Allemands, jusqu'à l'obsession, vont être les maîtres à penser de cette réforme intellectuelle et morale. L'expression est de Renan en 1870. Et si Pétain méprise les jusqu'au-boutistes qui, « de palabres en palabres », ont retardé la décision qu'il jugeait inévitable depuis son arrivée aux affaires, et sans doute avant, il se veut prudent dans sa démarche. Il n'a jamais été un général de coup d'État. D'où sa réputation à gauche de général républicain. Sa première intervention est d'ailleurs légaliste : « A l'appel de M. le président de la République, j'assume aujourd'hui... »

Pour comprendre comment le mythe Pétain va remplir, selon la classification de Raoul Girardet, sa « fonction de restauration mentale » et de « reconquête d'une identité compromise ¹ », dans la situation tragique où l'esprit public, tétanisé par une réalité inacceptable, se trouve brutalement plongé, il convient de lire, plutôt que les thuriféraires emphatiques comme Henry Bordeaux et René Benjamin, Paul Valéry. Le jeudi 22 juin 1931, lors de sa réception à l'Académie française où le Maréchal a été élu à l'unanimité au siège de Foch, le poète marque le rôle de Pétain à Verdun :

1. *Mythes et Mythologies politiques*, Le Seuil, 1986.

Vous, Monsieur, renfermé dans ce grand calme presque légendaire, qui atteste la confiance dans la durée; préservé par cette raison vigilante qui vous distingue, par cette prudence et cette prévoyance qui ont fait de vous la sagesse de l'armée; vous qui gardez, comme une frontière de vos pensées, un silence que l'on sent fortifié de faits, solidement organisé en profondeur – vous êtes du moins l'homme rare que les critiques les plus difficiles, les polémistes les plus aigres, ceux mêmes qui exercent sans relâche la fonction de diminution des renommées et qui se donnent pour emploi de ruiner dans l'esprit public toute grandeur qui s'y dessine, aient dû à peu près épargner. La politique même semble vous respecter – elle qui vit des choses injustes (...). C'est que votre attitude froide et nette, la réserve dans les propos, l'économie de promesses et de pronostics séduisants, votre règle constante d'accepter le réel, de vous tenir au vrai, de le dire à tout risque, ont fait que l'on gardât la mesure avec vous, et que vous puissiez demeurer assez impassible, ne redoutant ni les révélations tardives, ni le retour sur vos actes, ni l'analyse des événements.

Et sur la dimension sacrificielle de Verdun : « Tous vinrent à Verdun, comme pour y recevoir je ne sais quelle suprême consécration; comme s'il eût fallu que toutes les provinces de la patrie eussent participé à un sacrifice d'entre les sacrifices de la guerre, particulièrement sanglant et solennel, exposé aux regards universels. Ils semblaient, par la Voie Sacrée, monter, pour un offertoire sans exemple, à l'autel le plus redoutable que jamais l'homme eût élevé. »

En 1942, Paul Valéry, dans un ouvrage offert par la Ville de Paris au chef de l'État, se rapportant à son discours de réception :

Qui m'eût dit, le 22 janvier 1931, au sortir de la séance de l'Académie où j'avais eu l'honneur de recevoir notre nouveau confrère, le maréchal Pétain, que cette grande carrière que je venais de célébrer était fort loin d'être accomplie, que sa phase la plus tragique et son point le plus éminent n'étaient pas atteints, que la

plus haute dignité militaire, la gloire éclatante de Verdun, le commandement de toutes les forces françaises à l'heure la plus critique et la plus décisive n'étaient qu'une sorte de préparation à des destins plus extraordinaires, à des épreuves plus poignantes, à une autorité bien plus relevée, et qu'enfin, une défaite totale de la France devait, dix ans après ce jour, obliger mon illustre récipiendaire à assumer une charge d'un poids écrasant, d'une importance essentielle, celle d'une nation dont l'édifice croule, dont toutes les forces s'abandonnent, et qui n'a plus qu'un vieux soldat pour lui maintenir quelque unité et préserver quelque avenir?

Vénération. C'est le même mot qu'emploient Édouard Herriot et Jules Jeanneney, présidents de la Chambre des députés et du Sénat, lorsque cinq cent soixante-neuf parlementaires, reflets de la peur et de l'espoir collectifs du pays, votent les pleins pouvoirs au Maréchal. Et, alors que le culte du chef qui se développe à Vichy n'est pas encore entrepris et que Maurice Rostand et Paul Claudel n'ont pas encore écrit leurs *Odes au maréchal Pétain*, les socialistes ne sont pas les derniers à se rallier. Deux d'entre eux sont entrés au gouvernement avec l'accord de Léon Blum qui l'avait jugé « le plus humain de nos chefs militaires ». A ce mot de vénération, venu spontanément dans la bouche des radicaux peu enclins à croire en un homme providentiel, il faut ajouter celui de photogénique. Le Maréchal était photogénique. Le « regard d'azur », et son « visage marmoréen » sont les expressions habituelles des journalistes et elles correspondent à cette représentation de ce qu'il faut appeler sa beauté, faite de régularité et de clarté, qui explique beaucoup de son ascendant. Ses portraits, en Maréchal soldat et en patriarche paysan, seront autant que ses paroles dont il est économe des relais d'opinion. Pierre Servent cite Léon Blum qui témoigne au procès : « Je l'avais rencontré à d'assez fréquentes reprises dans des

occasions officielles. J'avais été frappé et je puis dire séduit, comme tous ceux qui l'approchaient, par la noblesse de sa stature et de son port, par le regard simple et bon de ses yeux bleus à fleur de tête, par l'air de gravité et de noblesse qu'exprime son beau visage. » Même Camille Chautemps ne peut cachet l'effet de séduction : « Il était impossible, si l'esprit n'était pas prévenu contre lui, de ne pas subir plus ou moins son ascendant physique. Ce vieillard robuste, de haute taille, au regard étonnamment bleu, dont les traits fins étaient encadrés d'une couronne de cheveux blancs, avait incontestablement une allure digne et noble, respirant à la fois l'autorité et la bienveillance. Je ne suis pas certain que cet aspect extérieur correspondît pleinement à l'état réel de son intelligence et de son cœur. Mais, tel qu'il s'offrait au regard d'un nouveau venu, il produisait une assez profonde impression. » La divinisation restait à venir.

C'est naturellement dans des situations de déséquilibres sociaux extrêmes, comme celle provoquée par l'exode d'un quart de la population en déroute, et la rupture de l'environnement identitaire provoquée par la plus rapide et la plus totale défaite, que se développent les mythes du sauveur et de l'unité sacralisée. Raoul Girardet a montré comment le mythe politique, dans sa fonction de restructuration mentale, s'est constitué dans l'instant où la transmission sociale s'est muée en transmission psychique. On comprend que, le 17 juin 1940, le maréchal Pétain ait incarné le rôle héroïque du père recherché et retrouvé substitué à la réalité du père absent, et qu'il se soit vu confier « le soin primordial d'assurer la perpétuation de la communauté dont il porte désormais la responsabilité ».

VII

LES TÉMOINS DE L'ACCUSATION

Paul Reynaud

Paul Reynaud, qui n'a pas contesté que la France unanime se soit confiée au Maréchal dans le temps de sa pire épreuve, au « sauveur de la France », comme les enfants des écoles l'ont chanté, et qui est convaincu que le Maréchal ne trahissait pas et ne pouvait trahir la France, va s'employer à démythifier Pétain devant la Haute Cour. C'est parce qu'il a été arrêté, et poursuivi avec les responsables d'un aussi incompréhensible désastre, à la demande du pays encore tétanisé par cette grande peur collective de juin 1940, que Paul Reynaud est mieux à même de remettre en cause le socle du mythe, le vainqueur de Verdun :

M. Paul Reynaud. – Et, maintenant, Messieurs, l'armistice est signé et je suis peu après en prison car, à Georges Mandel et à moi, le fait de nous être opposés à l'armistice nous a coûté des années de prison et à lui la vie, par surcroît. Mais, en prison, j'étudie les causes de la défaite et je me suis dit : mais il n'est pas vrai que les hommes changent. Les hommes, ni d'ailleurs les peuples, ne changent jamais. Comment est-il possible qu'un homme qui vient d'avoir l'attitude dont j'ai été le témoin ait pu être un grand homme pendant la guerre précédente ? Alors, je me suis mis à étudier la guerre précédente.

Alors, s'appuyant sur les *Mémoires* de Joffre, il décerne à Nivelles le mérite de la défense victorieuse de Verdun. Il plaisante ensuite la formule que le maréchal Pétain avait fait sienne et qui avait été honorée par Paul Valéry faisant l'éloge du récipiendaire sous la Coupole : il a découvert que le feu tue. Il en fait la parole d'un défaitiste qui ne doit son étonnante carrière qu'à son apparence. Il cite le général Mangin qui aurait dit à Michel Clemenceau : « C'est malgré Pétain que nous avons gagné la guerre. »

M. Paul Reynaud. – Et alors, messieurs, tout devient lumineux. Cette carrière se poursuit suivant une norme que nous connaissons maintenant. Nous avons le fil. Je vous ai dit que c'est un homme qui a de grandes qualités, qui a une magnifique prestance, qui a une tête marmoréenne qui impose le respect à ceux qui le voient.

Depuis trois siècles, les Français, dans leur enfance, apprennent le dicton de La Fontaine : « Gardez-vous de juger les gens sur la mine. » Mais, quand ils sont arrivés à l'âge adulte, ils l'oublient toujours et c'est ce qu'il y a au fond de ce drame.

Ce n'est pas tout. C'est au ministre de la Guerre du gouvernement Doumergue que Reynaud s'attaque ensuite, lui reprochant de s'être opposé à la construction de fortifications dans la région de Sedan. Et de n'avoir pas imposé le service militaire de deux ans pour pallier les arrières des classes creuses alors qu'il en affirmera la nécessité plus tard dans *La Revue des deux mondes*. Il lui reproche encore d'avoir préfacé un livre ridiculisant l'emploi des chars dans la guerre.

Le témoin donne alors, pour la première fois, des signes de faiblesse. Il commence à transpirer, comme il arrive aux orateurs qui perçoivent qu'ils ne sont plus écoutés du public. Le président, plein de sollicitude, le prie de prendre un siège doré affecté au service des sté-

nographes. Paul-Louis Michel rapporte qu'il enlève la chaise comme un athlète qui fait du poids; mais, au lieu de s'asseoir, il se sert du dossier de sa chaise comme d'une barre, cette barre absente de la première chambre de la Cour et si utile pour permettre aux témoins d'employer leurs mains pendant qu'ils déposent. Il reprend alors l'histoire selon laquelle Pétain, revenu quelques jours incognito de Madrid, aurait dit en mars 1940 à Anatole de Monzie, parlant des hommes au pouvoir : « Dans la deuxième quinzaine de mai, ils auront besoin de moi », pour en tirer la preuve du complot. Ce sont ensuite les faits postérieurs à l'armistice : « Le premier soin du maréchal Pétain était de renverser la République. » Il fustige Darlan plus encore que Laval. Et le double jeu : « Qu'importe qu'il y eût deux jeux, si l'un d'eux est infâme ! » On sent que la déposition, ou plutôt le réquisitoire, de l'ancien prisonnier du Portalet touche à sa fin, et à l'agitation sur les bancs de la défense qu'un désaccord oppose le bâtonnier à Jacques Isorni derrière leurs mains dissimulant leur bouche. « Naturellement, nous ne poserons aucune question », murmure Payon. Isorni expose à voix basse son étonnement : « Nous aurions l'air de nous dérober ? – Nous répondrons au cours de la plaidoirie. »

Le bâtonnier Payen, qui n'avait pas l'expérience des affaires pénales, ne savait pas qu'il faut répondre tout de suite pour atténuer une impression d'audience en rappelant quelques vérités. Attendre pour répliquer eût été perdre la face. Isorni le rappelle sèchement au bâtonnier :

M. le bâtonnier, si vous ne posez pas de questions, j'en poserai.

– Isorni, je vous interdis de poser des questions.

– Je les poserai quand même !

– Si vous en posez, je me lève et je fais un incident public.

– Levez-vous et faites un incident. Cela m'est totalement égal ¹.

Et c'est la péroration qu'on sent prête dans la mémoire de Paul Reynaud :

M. Paul Reynaud. – Messieurs, j'ai fini, car je crois que ma démonstration est faite. Si je devais résumer ce que je vous ai dit, je vous dirais que jamais un peuple ne s'est aussi entièrement trompé sur un homme que le peuple français sur le maréchal Pétain, et que jamais un homme n'a fait autant de mal à un peuple que le maréchal Pétain au peuple français.

Le spectacle qu'il nous a donné quand il a été au pouvoir a été celui d'un homme qui ayant une première fois manqué à l'honneur, ne peut plus jamais se redresser, à qui on peut tout imposer et que nous avons vu descendant, courbé, marche à marche, aux applaudissements insultants de la presse allemande, l'escalier du déshonneur.

Le bâtonnier, éperonné, croit devoir se lever et pose, agressivement des questions à propos du roi Léopold contre lequel Paul Reynaud avait tenu des propos outrageants. La riposte est sévère, car Paul Reynaud ne manque pas de repartie :

M. Paul Reynaud. – M. le bâtonnier Payen, qui m'avait accoutumé à plus de courtoisie ou à plus de maîtrise de lui-même, vient de déclarer que je suis un professionnel de la diffamation, mais qu'au lieu de me poser toutes les questions que lui suggère ma déposition, ce qui me permettrait d'y répondre, il se garde de procéder ainsi, et que, parlant le dernier, il se propose de m'accabler sans que j'aie la faculté de répondre dans un débat loyal et contradictoire. Je lui donne acte de cette procédure.

Le bâtonnier s'écroule à son banc :

– Vous voyez ce qui arrive quand on pose des questions!

1. *Mémoires, op. cit.*, t. I, p. 458 et suiv.

– C'est ce qui arrive quand on les pose mal, réplique Isorni qui se lève à son tour.

Il allait, comme l'atteste la lecture de la sténographie, avec une courtoisie de façade, réduire la superbe du témoin accusateur. Nous avons lu comment il lui fit reconnaître qu'il avait accepté de représenter le Maréchal à Washington et que c'est Roosevelt qui trouva ce choix inopportun, qu'il s'était abstenu de voter le 10 juin, pour cause de blessures, et qu'il aurait exprimé neuf jours après l'armistice son estime au Maréchal alors qu'il désigne au procès l'armistice comme une trahison. La copie de cette lettre était parvenue sous enveloppe, avec d'autres, sans indication d'origine, au cabinet de Jacques Isorni.

C'est à Jean Lemaire que revient de produire une autre lettre, du Maréchal à Otto Abetz, protestant solennellement contre l'enlèvement de Paul Reynaud et de Georges Mandel et leur transfert en zone occupée, puis en Allemagne. Le commentaire de Jean Lemaire provoque les interventions indignées des jurés résistants qui se relaient avec le premier président Mongibeaux pour signifier leur opinion sur l'accusé :

M^e Lemaire. – Ma deuxième question est celle-ci : Monsieur Paul Reynaud, hier, à cette audience, vous avez déclaré ceci :

« ... Il est vrai que, fait sans précédent... »

Je reprends exactement votre phrase.

« ... Il est vrai que, fait sans précédent dans notre histoire, il m'a livré... »

C'était le maréchal Pétain, si nous avons bien compris.

« ... il m'a livré à l'ennemi, et que c'est par miracle que je suis ici, mon camarade Mandel est absent. »

Alors, monsieur Paul Reynaud, je viens vous poser cette question : est-ce que vous connaissiez cette lettre du Maréchal, en date du 24 novembre 1942, que je vais avoir l'honneur de lire à la Cour ?

Monsieur l'ambassadeur,

Les autorités allemandes d'occupation ont cru pouvoir s'emparer des personnes de MM. Reynaud et Mandel et, après les avoir retirées du Portalet, où elles étaient régulièrement détenues, les ont transférées en zone occupée.

MM. Reynaud et Mandel ont été condamnés à l'internement dans une enceinte fortifiée...

Cela est adressé aux Allemands.

... par ma décision du 16 octobre 1941, que j'ai prise sur l'avis du conseil de justice politique institué par le décret du 29 septembre 1941. Cette condamnation a été motivée par des faits qui concernent exclusivement la politique française. Ces deux hommes politiques français ne relèvent donc que de la justice française et, seul, le Gouvernement français a qualité pour décider du lieu de leur détention; la France seule a le droit d'en connaître et la puissance occupante ne peut s'immiscer dans ces questions sans commettre une grave infraction aux principes fondamentaux du droit des gens...

C'est le Maréchal qui parle.

... Je proteste solennellement contre cette mesure de force, et je demande au gouvernement allemand de restituer sans délai MM. Reynaud et Mandel. Il n'appartient qu'au Gouvernement français de prendre toutes mesures utiles pour assurer l'exécution de ma décision du 16 octobre 1941.

Je veux demander simplement ceci à M. Paul Reynaud : connaissiez-vous cette protestation solennelle... (*Murmures*)... adressée par le maréchal Pétain aux autorités d'occupation ? Et alors, puisque vous ne la connaissiez pas – car je pense que vous ne la connaissiez pas – je suis convaincu que maintenant que vous la connaissez vous ne reprendriez pas votre terme d'hier : « Il m'a livré à l'ennemi. » Car, je vous le dis, monsieur le président Paul Reynaud, y a-t-il beaucoup de gens qui se disent avoir été des résistants, qui peuvent, dans leur dossier de résistance, inclure une lettre qui soit une protestation aussi solennelle que la protestation du maréchal Pétain en date du 24 novembre 1942 ? (*Protestations.*)

Un juré. – Nous protestons très énergiquement au nom de la Résistance. Vous n'avez pas le droit de dire cela.

Un juré. – Nous avons tous été pris à partie. Monsieur le président, vous avez été pris à partie ; tout le monde a été

pris à partie. Seulement, nous serions très désireux qu'on ne s'adressât pas à nous continuellement et qu'on ne nous adressât pas, je ne dirai pas des injures, mais tout de même...

M. le procureur général Mornet. – Monsieur Paul Reynaud veut-il me laisser la parole une seconde?...

Je répondrai à la question. C'est la réponse d'un mort : c'est la réponse de Georges Mandel :

Je vous rappelle qu'au moment où le Maréchal m'a fait arrêter...

C'est une lettre adressée à Laval.

... et quand depuis vingt-neuf mois sans que j'aie jamais été jugé ni même entendu, je suis détenu au mépris de tout droit, me maintenir au Portalet quand la France entière va être occupée...

Nous sommes à la veille du 11 novembre 1942.

... me maintenir au Portalet quand la France entière va être occupée équivaut à me livrer à l'ennemi.

M. le premier président. – J'espère que cet incident terminera l'affaire Paul Reynaud et que nous pourrons revenir à l'affaire Pétain.

Édouard Daladier

La journée, à 17 h 45, n'est pas encore terminée. On appelle Édouard Daladier. L'ancien président du Conseil, qui se présente comme agrégé de l'Université, revient d'Allemagne comme Reynaud, Blum et Weygand. Sa dignité et sa réserve en imposent : « C'est sans aucun ressentiment, mais plutôt avec quelque tristesse que je parlerai. » Et, lorsqu'il témoigne qu'en 1934, ministre de la Guerre du gouvernement Doumergue, Pétain a accepté la réduction de 20 % des crédits militaires, il ajoute pour commentaire de cette « erreur » : « Nous en avons tous commis ! » Il rappelle que c'est lui qui l'a nommé en 1939 ambassadeur en Espagne pour éviter qu'il y eût, en cas de guerre, un troisième front à défendre. Il cite Léon Blum comme le seul opposant à cette nomination, qui a écrit dans *Le Populaire* du 3 mars 1939 : « Le plus noble et le plus humain

de nos chefs n'est pas à sa place auprès du général Franco. »

Le lendemain, il reprend son récit avec l'expédition du *Massilia* au Maroc, sa vaine tentative pour inciter le général Noguès, le résident français, à résister, le procès de Riom qui établit que le Front populaire n'avait pas désarmé la France. Les juges et les jurés, incrédules, eux qui se souvenaient comme tous les Français du ciel occupé par les Stukas et des chars déferlant des Ardennes, apprennent que l'armée française avait plus de chars que l'Allemagne et autant d'avions. Ils entendent l'ancien président du Conseil détailler les matériels inutilés :

M. le président Daladier. – Mais, me direz-vous, comment ? du matériel ? L'armée française n'avait pas de matériel.

Pour rester ce soir sur ce point, je voudrais dire – et je ne cite que les chiffres des experts de l'accusation, non pas les miens, les chiffres du contrôleur général Chaussat que la cour de Riom avait choisi comme expert et qui a fait un travail honnête – me sera-t-il permis de dire que la cour de Riom a fait aussi un travail honnête. Je rends hommage aux magistrats qui se sont refusés à me poursuivre comme responsable de la guerre, qui ont répondu comme des magistrats français, qui ont eu un sursaut de honte à l'idée qu'on pouvait leur demander, en 1942, de déclarer que c'était le Gouvernement français qui était responsable de la guerre et non pas M. Hitler, et non pas toute la meute des hitlériens.

A cette cour de Riom, le contrôleur général, chargé d'examiner les problèmes de l'aviation, a établi que plus de 2 000 avions de guerre modernes étaient en état de continuer la lutte au moment où fut signé l'armistice, et lorsque j'ai vu le général Noguès à Rabat, quelques semaines après, pour le supplier, dans l'honneur de la France et dans son propre honneur, de tirer l'épée du fourreau pour donner le signal de la résistance française en Afrique du Nord, prolongement naturel de la France, il a reconnu que plus de 1 000 avions étaient déjà parvenus en Afrique du Nord sur

l'ordre du général Vuillemin, témoignage qui se trouve au dossier de la cour de Riom avec beaucoup d'autres pièces que l'on évoquera si on le veut – ce n'est pas moi qui y contredirai.

Déjà, un pays comme la France qui, en 1936, n'avait en service qu'une quarantaine de chars de tous modèles, qui n'a ni le charbon, ni l'acier, ni la fonte de l'Allemagne, qui n'a pas ses immenses usines et ce peuple ouvrier gigantesque par son nombre, lorsque la bataille suprême s'est engagée, avait 3 600 chars. Et savez-vous avec quoi les Allemands nous ont attaqués? Non pas avec les 10 000 chars, avec les 12 000 chars que l'on a évoqués pour justifier de terribles défaillances intellectuelles et morales, mais au témoignage du général Guderian qui a été le véritable créateur des divisions blindées, qui les a conduites à la bataille contre la France, au témoignage, dis-je du général Guderian parlant aux officiers américains qui l'avaient fait prisonnier il y a quelques mois, c'est avec 3 200 chars, dont la majorité était des chars légers, que les frontières de la France ont été attaquées.

Le lendemain, à la fin de la déposition d'Édouard Daladier, une question lui est posée qui a été convenue avec le bâtonnier Ribet, son avocat devant la cour de Riom.

M. le bâtonnier Payen. – Le Maréchal ici présent n'est pas accusé de fautes, d'erreurs politiques ou autres, il est accusé d'avoir volontairement trahi son pays, ce pays qu'il a servi toute sa vie, on l'accuse sur ses vieux jours, c'est le cas de le dire, de l'avoir volontairement trahi. Vous me direz peut-être que vous n'êtes pas juré, que vous n'avez pas à prendre parti; mais j'ai le droit tout de même, étant donné l'atmosphère de sincérité que vous avez créée par votre très belle déposition, de vous demander de me répondre.

M. le président Daladier. – Je vous répondrai.

M. le bâtonnier Payen. – Croyez-vous qu'il ait trahi son pays?

M. le président Daladier. – En toute conscience je vous répondrai que, selon moi, le maréchal Pétain a trahi les devoirs de sa charge.

Jacques Isorni commente cette réponse :

Ce n'était donc plus la trahison de la patrie. A l'époque, il ne fallait guère se montrer exigeant. Nous acceptâmes ce maigre plat de lentilles et consentîmes à abandonner nos dossiers sur les responsabilités de la défaite, et à rentrer nos griffes. Peut-être avons-nous eu tort ? Peut-être ne devons-nous faire aucune concession et « durcir » la défense ? Nos intentions, en tout cas, furent pures et je ne les regrette pas dans la mesure où je pus constater combien Daladier devint, par la suite, la cible des communistes. Rétrospectivement, je me réjouis de n'avoir pas apporté de l'eau à leur moulin. Ce mot d'Édouard Daladier sur la trahison des « devoirs de sa charge » impressionna beaucoup le Maréchal. Avec une sincérité émouvante, un scrupule sans doute jamais rencontré chez les hommes publics de modèle courant, il se demandait quelquefois si, sans le vouloir, il n'avait pas véritablement mal compris ses devoirs. Lorsque nous le vîmes au Portalet, il en était encore hanté dans sa conscience d'honnête d'homme ¹.

La défense ne semble pas avoir pris alors la mesure de celle-ci, puisque le bâtonnier Payen insiste, et que la réponse, au lieu de retrancher, ajoute :

M. le bâtonnier Payen. – Ce n'est pas la même chose.

M. le président Daladier. – Je vous répondrai que le mot de trahison a des sens divers et nombreux. Il y a des hommes qui ont trahi leur pays pour de l'argent, il y a des hommes qui l'ont trahi quelquefois par simple incapacité, et ce fut, je crois, le cas du maréchal Bazaine. Du maréchal Pétain je dirai franchement, et bien que cela me soit pénible, qu'il a trahi son devoir de Français.

1. *Souffrance et Mort du Maréchal*, op. cit., p. 113.

Albert Lebrun

Daladier se retire pour céder la place à Albert Lebrun, l'ancien président de la République qui est appelé avec le cérémonial d'usage, c'est-à-dire qu'il entre accompagné d'un huissier, d'un commandant de la garde et d'un substitut du procureur général en robe rouge à jabot de dentelle. Il fait objectivement le récit de cette période tragique, à partir du 18 mai 1940 jusqu'à son départ au lendemain du vote du 10 juillet. Son ombre bienveillante et ses yeux inquiets sont à l'image de son rôle. On ne peut dire en effet qu'il ait été dans ces événements, avec beaucoup de conscience et la ferveur d'un patriote lorrain, autre chose que l'ordonnateur débordé des cérémonies ministérielles. Lorsque la volonté des Chambres lui enlève le 10 juillet 1940 ses derniers pouvoirs, avant de se replier à Vizille, il reçoit la visite de son successeur :

M. le président Lebrun. – Le lendemain je reçois la visite du maréchal Pétain. Je le revois toujours entrant dans mon cabinet. « Monsieur le président, me dit-il, le moment pénible est arrivé ; vous avez toujours bien servi le pays, vous partant, l'Assemblée nationale a créé une situation nouvelle. D'ailleurs je ne suis pas votre successeur ; un régime nouveau commence. »

Et moi de lui répondre : « Monsieur le Maréchal, soyez sans souci pour moi. J'ai toujours été un serviteur, toute ma vie politique, de la loi, même si elle n'avait pas mon adhésion morale. Eh bien, aujourd'hui, je constate que l'Assemblée nationale a prononcé ; cela me suffit. »

Je n'ai jamais considéré, messieurs, que mon effacement a été le résultat d'une menace ou de n'importe quoi de ce genre ; je l'ai considéré comme étant le résultat du vote de l'Assemblée nationale. Que dit, en effet, la loi ? Ceci :

« Donne tous pouvoirs au Gouvernement de la République, sous l'autorité et la signature du maréchal Pétain pour... etc. »

Sous la signature ! Mais quel est donc l'office essentiel, je ne dis pas que c'est ce qui lui prend le plus de temps, mais dans la hiérarchie des obligations du Président de la République ? Signer les lois et ensuite les promulguer. C'est l'article 3 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875. Eh bien, puisqu'on m'enlevait la signature de cette loi qui n'était pas une loi quelconque, mais qui allait être la constitution future, j'ai pensé, messieurs, et je ne crois pas m'être trompé, que c'était là une façon indirecte de me dire que je n'avais plus de place dans les pouvoirs publics, à partir du moment où on donnait la signature à un autre homme.

Donc je partis.

Avant de partir, je rendis au Maréchal la visite qu'il m'avait faite. On m'en a blâmé, Messieurs, j'ai pensé qu'au lieu de marquer une méchante humeur par un départ précipité, je pouvais faire cela. C'était conforme à la vieille politesse française et à mon tempérament personnel.

Puis le témoin termine sa déposition par ces mots appris par cœur :

M. le président Lebrun. – Messieurs, je vais en avoir fini avec cette déposition que j'ai faite aussi objective que possible, mais je vous ai parlé – vous avez vu – librement, avec mon cœur.

Je ne puis pas ne pas dire l'infinie tristesse, la détresse profonde où se trouve aujourd'hui l'ancien chef d'État, de voir dans cette situation misérable un homme, un maréchal de France, que j'avais vu au faite de l'honneur et de la gloire.

Je l'avais vu, en effet, à l'automne de 1918, lorsqu'il recevait des mains du président Raymond Poincaré son bâton de maréchal, sur l'esplanade de ma chère cité messine, au pied de la statue du brave des braves, le maréchal Ney, son ancêtre, et entouré d'une garde d'honneur formée par des chefs de toutes les armées alliées d'alors.

Je l'avais vu aussi, au 14 juillet de la victoire descendant triomphalement l'avenue des Champs-Élysées à côté et sur le même rang que Joffre et Foch, et formant avec eux le groupe de nos trois maréchaux victorieux de la grande guerre.

Je l'avais vu encore, messieurs, un jour de tristesse, à Belgrade, où je représentais la France aux obsèques du roi Alexandre 1^{er} de Yougoslavie, alors que montait vers lui – je le voyais, je n'avais qu'à regarder – dans un sentiment unanime d'admiration et de respect, les regards de tous ces délégués venus de toute l'Europe.

Être monté si haut ! Être tombé si bas ! Quel sort funeste et diabolique s'est attaché à ses pas ! Quelles erreurs ont faussé son jugement ! Quelles mauvaises passions ont troublé son âme de soldat ! Je vous le dis tout net : ce sont des questions auxquelles je n'ai pas pu encore répondre pour ma gouverne personnelle.

J'ai terminé, monsieur le président.

M. le premier président. – Je crois me faire l'interprète de la Cour, et même de la défense, en vous remerciant de la déposition si noble, si mesurée, si objective et, je dirai, si humaine que vous venez de prononcer.

Mais c'est de nouveau le jeu des questions. Pierre Bloch estime importante la déclaration du président Lebrun, rapportée avec naïveté, affirmant que le Maréchal avait sorti de sa poche la liste de son ministère dans lequel se trouvait Pierre Laval :

M. Pierre Bloch, *juré*. – J'estime qu'il est important de demander à nouveau à l'accusé depuis combien de temps sa liste ministérielle était préparée. J'insiste, car j'estime que pour la lumière, pour la vérité, et pour me faire une opinion, il faut demander à nouveau à l'accusé depuis combien de temps il avait cette liste ministérielle prête.

Comme le Maréchal ne bouge pas, le président, perdant, semble-t-il, un peu de son sang-froid, intime à l'accusé la formule sacramentelle :

M. le premier président. – Accusé, levez-vous ! (*le maréchal Pétain ne se levant pas*) Garde, veuillez faire lever l'accusé !

Le moment est pénible, mais l'ordre reçu par le garde rougissant qui veille à la gauche du Maréchal n'est pas exécuté sur l'intervention du bâtonnier Payen qui se penche vers lui et oppose au président sa surdité. Le Maréchal semble alors sortir de son mutisme ou de son indifférence, il y a dans le public un moment d'attente puis de déception qui l'éloigne un peu plus de l'accusé :

M. le premier président. – Je veux bien lui poser de nouveau la question. Répétez-la-lui! Depuis combien de temps...

M. le maréchal Pétain. – Je ne peux pas répondre, puisque je n'ai pas entendu.

M. le premier président. – Je répète la question : Depuis combien de temps aviez-vous préparé la liste du conseil des ministres que vous deviez proposer à M. le président Lebrun?

M. le maréchal Pétain. – Quelle était la question?

M. le bâtonnier Payen. – On vous demande à quelle date vous aviez préparé la liste de ministres que vous avez ensuite proposée à M. le président Lebrun. Si vous vous rappelez cela?

M. le maréchal Pétain. – D'abord j'ai pu réfléchir à quelques noms, mais la liste que j'ai proposée n'a pas été celle... c'est-à-dire que la liste que j'avais dans ma poche n'était pas celle qui a été réalisée.

J'ai répondu.

M. Pierre Bloch, *juré*. – Je pense que ce n'est pas la réponse à la question que j'ai posée.

M. le premier président. – Je ne peux pas obtenir davantage.

Avant de quitter la barre, le témoin est contraint de reconnaître, après bien des hésitations et des dérobades, qu'il a bien déclaré à l'instruction, en demandant que cette déclaration demeurât secrète jusqu'à la cessation des hostilités, que l'armistice n'avait pas été conclu en violation des accords du 28 mars 1940 entre la France et l'Angleterre interdisant à l'un des pays de

demander un armistice séparé. L'Angleterre avait en effet retiré une partie de ses forces, et notamment son aviation de chasse, sans l'accord de son allié :

M^e Isorni. – Je vais faire une lecture et après cette lettre, je voudrais demander à M. le président Lebrun si lorsqu'il a fait la déclaration suivante, celle-ci a exprimé fidèlement sa pensée :

« ... à partir du moment où l'un des deux pays signataires d'une convention comme celle du 28 mars retient une partie de ses forces pour sa défense propre au lieu de les risquer au combat commun, comme l'a fait l'Empire britannique, il peut toujours dans la forme s'armer d'un papier pour nous rappeler les obligations qui y sont inscrites, il n'a plus l'autorité morale nécessaire pour dire : je ne puis vous délier de votre engagement ».

M. le président Lebrun. – C'est tout à fait ma façon de penser.

Ce qui était justifier moralement l'armistice : c'était l'Angleterre et non la France qui avait manqué à ses engagements. Après l'audience, Paul Reynaud, dont la thèse se trouvait ruinée, dit loyalement à Isorni : « Vous avez marqué un point très important. » C'est ensuite Jules Jeanneney, l'ancien président du Sénat, qui avait couvert d'éloges le Maréchal le 9 juillet 1940 sous les applaudissements de l'Assemblée, qui vient condamner l'armistice après l'avoir approuvé. Il s'excuse d'avoir témoigné publiquement de sa vénération :

M. Jules Jeanneney. – Et puis, à vrai dire, avait-on le choix ? Il est incontestable qu'à ce moment, tous les yeux étaient tournés vers le maréchal Pétain. Il était même une sorte de bouée de sauvetage vers laquelle toutes les mains se tendaient. Il était certainement le seul nom autour duquel on pourrait faire l'union et la concorde dans notre pays.

C'est pour avoir voulu cela que je me suis exprimé. Je vous laisse le soin de dire si j'ai eu tort.

Je peux me reprocher aujourd'hui ces paroles. Il serait trop facile d'exprimer ici des reproches envers moi à la lueur des faits accomplis.

Tout le monde a oublié le témoin suivant, Louis Marin, oublions-le.

Léon Blum

Le 27 juillet, au début de la cinquième audience, on annonce Léon Blum. Pas plus que Paul Reynaud et Daladier, ses compagnons de captivité, il n'a changé. Sa belle moustache gauloise, un peu blanchie peut-être, mais la même stature, vêtu avec élégance, le veston fleuri d'une pochette. De sa voix insinuante, au bord du gémissement, donnant l'impression de vulnérabilité, mais cette faiblesse étant étudiée, le tribun manifeste aussitôt son habitude des assemblées. Il témoigne au sens fort du mot avec un souci évident de vérité et de sérénité. Discret sur ses malheurs et sans un mot de reproche personnel. Un grand témoin, écrit Isorni. « Léon Blum déposa en seigneur. Les israélites, qui occupaient fort nombreux les bancs de la presse, étaient dans un ravissement extasié. Parlait le pape ! Il faut reconnaître qu'il le faisait avec une aisance, une précision, une sûreté de termes qui étaient du grand art et lui donnaient, malgré la voix fluette et presque expirante, une autorité qu'aucun témoin n'avait manifestée avant lui. Il avait aussi cette force qui provenait de l'absence – apparente tout au moins – de passion. Il eût mérité se voir répondre par de vives attaques ; cela eût apparu, à n'en pas douter, comme une véritable inconvenance. »

Il ne juge pas l'armistice. Sur ce point, il se tait. C'est la trahison envers la République qu'il juge en termes impitoyables. Ce sont les pleins pouvoirs. Et il appelle trahison la confiance abusivement obtenue sous la pression des bandes de Doriot à Vichy, des soldats de

Weygand à Clermont-Ferrand, et des Allemands à Moulins :

M. Léon Blum. – Maintenant je sais que tout à l'heure, ou du côté du jury, ou du côté de la défense, on me posera la question qu'on a déjà posée aux témoins qui m'ont précédé ; je ne veux pas me laisser arracher la réponse, j'aime mieux prendre les devants et y répondre spontanément.

Je ne suis pas un criminaliste de profession et je ne suis pas en état de discuter, du point de vue du droit pénal, sur les diverses acceptions du mot « trahison ».

Trahir, cela veut dire : livrer. Je pourrais dire qu'alors que l'armistice, malgré tout, par les limitations mêmes qu'il contenait, créait en faveur du peuple français un certain nombre de garanties et de protections qu'il était du devoir, tout au moins, du gouvernement qui l'avait signé, de le faire respecter par l'ennemi : cet armistice a été livré point par point, pièce par pièce, comme le reste.

Je pourrais dire qu'alors que, dans l'hypothèse la plus favorable, le maréchal Pétain n'avait reçu mandat que de réviser, que de réformer les institutions républicaines, le fait de les avoir détruites, de n'en rien avoir laissé subsister, d'avoir créé à son profit et autour de la bande d'ambitieux, d'arrivistes, de pleutres qui l'entouraient un pouvoir presque bouffon par son énormité même, un pouvoir comme je ne sais pas si aucun despote oriental en a connu, un pouvoir qui ressemble au pouvoir d'un roi nègre, je crois que, cela, c'était une trahison vis-à-vis de la République et que c'était livrer la République.

Mais avoir trahi « les intérêts de la France », avoir trahi « les devoirs de sa charge », avoir trahi « la République », ce sont, à mon avis, des expressions encore équivoques, mais l'essentiel, pour moi, c'est ceci :

Il y avait en juin 1940 un pays que j'ai vu, que vous avez tous vu, un pays qui, sous le coup de sa défaite et de ce qu'elle avait de brutal, de démesuré, d'incompréhensible, restait comme stupide et abasourdi sous le coup, qui restait dans l'état de commotion où les bombardements mettent certains grands nerveux, et qui n'a pas encore retrouvé complètement, si j'en juge bien, sa capacité de réaction phy-

sique. Ce peuple, il était là, atterré, immobile, et en effet, se laissant tomber à terre dans sa stupeur et dans son désespoir. Et on a dit à ce pays : « Eh bien ! non, non, l'armistice que nous te proposons, qui te dégrade, et qui te livre, ce n'est pas un acte déshonorant, c'est un acte naturel, c'est un acte conforme à l'intérêt de la patrie. » Et un peuple qui n'en connaissait pas les termes, qui ne l'avait pas lu, qui ne le comprenait pas, qui n'en a saisi la portée peu à peu qu'à l'épreuve, a cru ce qu'on lui disait parce que l'homme qui lui tenait ce langage parlait au nom de son passé de vainqueur, au nom de la gloire et de la victoire, au nom de l'armée, au nom de l'honneur.

Eh bien ! cela qui, pour moi, est l'essentiel, cette espèce d'énorme et atroce abus de confiance moral, cela, oui, je pense, c'est la trahison.

Mais avant cette flétrissure terrible, qui fut suivie d'un long silence, Blum avait stigmatisé les juges de Riom auxquels Daladier avait rendu hommage de ce qu'ils n'avaient pas voulu proclamer la responsabilité de la France pendant la guerre. Le procureur général s'était hérissé sous l'attaque et le premier président s'était recroquevillé dans ses fourrures. Le procureur général n'a pas encore entendu le président Caous, sur une question d'Isorni, révéler à la barre qu'il avait accepté de siéger à la cour de Riom et qu'il n'avait pas dépendu de lui qu'il n'en eût pu faire partie... La déclaration de Léon Blum va faire grand bruit dans la magistrature.

M. Léon Blum. – Il n'en reste pas moins qu'ils ont accepté de faire comparaître devant eux et, je le répète, sous les mêmes inculpations et à raison des mêmes faits, des hommes qui étaient déjà des condamnés. Il n'en est pas moins vrai que, dans l'arrêt par lequel ils justifiaient et définissaient leur compétence, ils ont altéré jusqu'à la falsification le texte même qu'ils étaient chargés d'appliquer. Et je suis parfaitement sûr, quant à moi, que si ce procès était allé jusqu'au bout ils nous auraient condamnés.

Comment, par leur arrêt, se seraient-ils mis en contradiction avec le serment de fidélité personnelle qu'ils avaient prêté au Maréchal?

Je le répète, je ne leur en veux pas. Il y en a même parmi eux que je serais presque porté à plaindre, mais je ne peux pourtant pas m'associer à l'hommage qui leur a été rendu.

Je veux dire ici ce que je pense : le serment, pour ma part, je ne considère pas que c'était une formalité dérisoire. J'ai lu un jour que le vieux chancelier Pasquier disait au jeune duc de Broglie, qui venait de refuser le serment comme conseiller général après le 2 décembre : « Un serment politique, il est aussi ridicule de le refuser que de le demander. »

Je ne trouve pas, moi, qu'il aurait été ridicule de le refuser. Et je pense que les magistrats républicains, après le 2 décembre, et à côté de nous les magistrats belges, ont donné des exemples qui auraient pu être suivis.

Je dis cela parce que c'est une des occasions aujourd'hui où un homme doit dire tout ce qu'il pense et tout ce qu'il sent, et je dis cela ici, dans cette chambre, sous cette voûte où j'ai plaidé devant des magistrats, en pensant que j'ai été moi-même pendant un quart de siècle membre d'un corps de l'État dont les membres n'ont pas montré beaucoup de courage. Voilà ce que je voulais dire à la cour.

Et comme le procureur général croit devoir faire peu de cas d'un serment imposé et demande au témoin s'il croyait que les magistrats qui auraient refusé de prêter serment auraient été remplacés, la réponse fuse :

M. Léon Blum. — On me demande ce qui serait arrivé si un mouvement de démission générale avait empêché la justice de fonctionner. J'en demande pardon à la Haute Cour, mais j'irai encore jusqu'au bout de ma pensée : il aurait mieux valu qu'en France le cours de la justice fût interrompu plutôt que de voir, comme on l'a vu dans certains cas, la justice rendue au profit de l'ennemi!

Et en réponse au rappel de ses propres déclarations de 1939, et sur l'illusion partagée de 1914 à 1939, et sur

l'accusé, Léon Blum regarde le Maréchal longtemps et déclare :

M. Léon Blum. – Je crois qu'on peut se méprendre très longtemps sur la réalité d'un homme et je pense aussi qu'il arrive que des hommes changent, que, chez les hommes, l'équilibre des mobiles et des passions se déplace, et je pense aussi que les hommes peuvent changer lorsque, au sortir d'une vie de devoir quotidien, d'astreinte et de discipline, ils se trouvent engagés dans des activités et dans des préoccupations nouvelles.

Le Maréchal fit un geste de dénégation de la main.

Le premier président Caous demanda aussitôt à être entendu, en vertu du pouvoir discrétionnaire du président Mongibeaux, pour défendre les magistrats de la cour de Riom, ce qu'il fit, avec une politesse hautaine qui impressionna. Il rappela d'abord que les juges de Riom étaient les seuls magistrats à n'avoir pas prêté de serment de fidélité au Maréchal, mais le serment selon l'ancienne formule, car ils avaient été installés dans leur nouvelle fonction avant l'institution du serment de fidélité au Maréchal. Il rappelle que conformément au serment prêté de se comporter en « digne et loyal magistrat », il a fait savoir aux accusés que les décisions politiques prises à l'égard de certains d'entre eux et les motifs publiés sont « pour la Cour, comme s'ils n'existaient pas ».

M. le premier président Caous. – Il importait qu'à l'ouverture des débats, et immédiatement, fût posé ce principe que la Cour était libre de ses décisions, que la Cour entendait n'être gênée par aucune des condamnations qui avaient été prononcées par le Maréchal, que la Cour était composée de juges qui entendaient rester et n'être que des juges dignes de ce nom.

Alors que signifie la formule de M. Blum : « ... Ils auraient condamné parce qu'ils avaient prêté serment de fidélité » ?

Ils auraient condamné? Qu'en sait-il? Qui le sait? Je ne sais pas, je n'ai jamais su quelle était l'opinion d'aucun de mes collègues sur le procès. Vais-je vous confier que, pendant les suspensions d'audience et après les audiences, nous ne parlions pas, entre nous, du procès. Nous n'avons jamais émis, entre nous, d'opinion ni sur les dépositions qui venaient d'être reçues, ni sur les déclarations des accusés qui avaient été interrogés. Nous étions des magistrats et nous savions qu'un magistrat, maître de lui, se réserve et ne se forme pas d'opinion avant la fin des débats.

Nous savions que certains des accusés avaient refusé de répondre à l'instruction, voulant réserver leurs explications pour l'audience, comme c'était leur droit. Et à cause de cela, et parce que nous étions des magistrats, simplement conscients de leur devoir, nous n'avions aucune opinion sur le fond du procès.

Je dénie à qui que ce soit de dire que nous aurions condamné. Personne au monde n'en sait rien.

Le procureur général, que cinquante ans de pratique de sa fonction auraient dû rompre à tous les dangers de l'attaque, se lève alors, sans se méfier, pour un long réquisitoire contre l'ignominie du rôle qu'on voulait faire jouer à la cour de Riom. A peine s'est-il assis qu'Isorni, faussement ingénu :

M^e Isorni. – Je suis persuadé, monsieur le président, étant donné ce que M. le procureur général vient de dire sur la cour de Riom, qu'il profitera de cette circonstance exceptionnelle pour démentir publiquement la rumeur qui a couru tout Paris, aux termes de laquelle il aurait sollicité de faire partie de la Cour.

M. le procureur général Mornet. – C'est une infamie!

M. le premier président Caous. – Je demande la parole. Je n'ai jamais entendu dire que M. Mornet, à ce moment-là, président honoraire de la Cour de cassation, ait demandé à faire partie de la Haute Cour.

Il y a quelque chose qui est exact, c'est que moi, je lui ai offert d'en faire partie, au commencement du mois d'août 1940, mais lui n'a jamais demandé à en faire partie. Je lui ai

offert d'en faire partie, parce que je savais qu'il avait été mêlé à des affaires importantes dans un conseil de guerre, de l'autre guerre, et que ses lumières, son expérience, pouvaient nous servir.

A ce moment-là, il a accepté d'en faire partie. Il n'a pas été désigné. Ceci est en dehors de lui et en dehors de moi.

La rectification est tombée. Le procureur général se relève et se rue à sa défense. Il déclare avoir regretté sa lettre. Et il croit devoir ajouter avec grandiloquence : « Je serais peut-être allé à Riom, mais le soir j'aurais été révoqué et le lendemain, j'aurais couché dans un camp de concentration ! » Très droit, très net, et les yeux braqués sur le procureur général, M. Caous répond alors seulement : « Vous n'auriez fait ni plus, ni mieux que nous, monsieur le procureur général. » C'est tellement cinglant que, par pudeur, tout le monde a presque envie de baisser les yeux, confie Paul-Louis Michel.

VIII

LE DUEL REYNAUD-WEYGAND

Le débat sur l'armistice, inauguré par Paul Reynaud, a été entretenu par Édouard Daladier, Albert Lebrun, Jules Jeanneney, Léon Blum, Édouard Herriot, Louis Marin, François Charles-Roux, Michel Clemenceau, le général Doyen, Léon Noël. Lui ont fait défaut, pour cause de mort, le général Huntziger et l'amiral Darlan, d'absence, Paul Baudouin, ou d'interdiction de comparaître, le général Juin et quelques autres. Ce débat eût été incomplet sans le général Weygand.

Lorsque ce dernier entra, petit homme décharné qu'une force intérieure animait et durcissait, et qu'il se fut incliné devant le Maréchal – ce que seul François Charles-Roux avait osé – on sut que le débat était noué. Reynaud-Weygand, ils étaient du même type physique. Ils avaient été opposés. Ils étaient adversaires. Ce fut en effet un duel extraordinaire. Le procès de l'armistice se résume dans leur face-à-face. Et ce ne fut pas Paul Reynaud qui l'emporta sur celui qui, de plus de dix ans son aîné, sortait du Val-de-Grâce où il était en traitement, prisonnier, et accusé lui aussi.

Sa seule déposition dura trois heures. Elle commence avec son rappel du Levant d'où Reynaud le pressa d'accourir pour succéder à Gamelin, et elle porte sur l'armistice.

M. le premier président. – Je vous autorise à vous asseoir tout de suite. Je ne vois même pas d'inconvénient à ce que vous prêtiez serment assis.

M. le général Weygand. – Je vous en remercie, monsieur le président, pour le moment, je peux me tenir debout. Je vous demanderai de m'asseoir si je me sentais fatigué.

M. le premier président. – Je vous accorde tout de suite cette autorisation.

Veillez indiquer vos nom et prénoms, âge, qualité, domicile.

M. le général Weygand. – Weygand Maxime, général d'armée, 22, avenue Friedland, à Paris, actuellement prisonnier, Val-de-Grâce, en traitement.

(Le témoin prête serment.)

M. le premier président. – Que savez-vous des faits qui ont motivé la comparution du maréchal Pétain sur ces bancs?

Et son témoignage est aussitôt une attaque, puisque la meilleure défense c'est encore l'attaque. L'attaque contre Paul Reynaud qui a osé dire qu'il avait commis « l'erreur fondamentale de croire au patriotisme du maréchal Pétain » et au sien.

M. le général Weygand. – Monsieur le président, mon témoignage portera sur la question de l'armistice.

Je tiens tout d'abord à dire à la Cour, qu'appelé aujourd'hui comme témoin, je suis, d'autre part, prévenu, et il peut se faire que, dans quelque temps, je comparaisse devant la Cour comme accusé. Comme dans les témoignages dont j'ai eu l'écho par les journaux, je me suis trouvé personnellement très attaqué, j'ai vu un véritable réquisitoire prononcé contre moi, j'estime qu'il est nécessaire, de façon que si, plus tard, j'avais à comparaître devant la Cour comme accusé, que je ne laisse rien dans l'ombre. C'est pourquoi je m'excuse à l'avance si ma déposition est un peu plus longue que je ne l'aurais désiré.

M. le premier président. – Nous sommes ici pour connaître la vérité. Vous pourrez donner à votre déposition tous les développements que vous jugerez à propos.

M. le général Weygand. – Je veux, dans ce témoignage, aborder deux domaines successifs : le domaine des appréciations – appréciations qui s'adressent aux sentiments et aux passions – et un autre domaine qui est celui des faits, lesquels, seuls, permettent de dégager la vérité et qui s'adressent à la raison.

Je prends d'abord le domaine des appréciations.

Je vous demande, monsieur le président, d'être autorisé à lire une parole qui a été prononcée ici. M. le président Reynaud a déclaré avoir commis l'erreur fondamentale de croire au patriotisme du maréchal Pétain et au mien, ou plutôt, que « le patriotisme de ces deux hommes passerait avant leur haine politique et leurs ambitions personnelles ». Je ne sais pas ce qui peut permettre à l'homme qui nous a appelés tous les deux, dans un moment de désarroi, de lancer une pareille accusation ? Sont-ce mes antécédents politiques ?

Je n'en ai pas. Comme j'ai eu l'honneur de le dire à M. le magistrat instructeur, je défie quiconque de trouver dans ma vie un acte politique.

Quant à mes ambitions, messieurs, mes ambitions militaires ont été satisfaites au-delà de tout ce qu'un homme peut désirer dans ses rêves de jeunesse. J'ai été appelé aux plus hauts postes et, surtout, pendant neuf ans, j'ai eu l'honneur de servir le grand chef à qui la France doit ce qu'elle sait, le maréchal Foch. Cela suffit à mes ambitions.

Le récit que fait alors le général Weygand des événements militaires qui se succèdent et des événements politiques qui les suivent, alors que le meilleur de l'armée est captif, est incompatible avec les affirmations du témoin précédent. Il ne se justifie pas. Il n'est pas candidat à sa propre succession. Il rend compte. Aucun récit de la bataille de France n'est comparable à cette déposition. Le 10 juin, Weygand n'a pas perdu tout espoir. « Il n'est pas question d'armistice, ni sous ma plume, ni dans mon esprit. » Les troupes sont débordées mais se battent bien. Pourtant, à ce moment-là, le président du Conseil parle de réduit breton et du concours de l'Amérique. Ce sont des gestes

symboliques, alors que c'est avec des forces que l'on gagne les batailles. Deux jours plus tard, la Seine franchie, le front tourné, le général Weygand voit qu'il n'y a pas d'autre issue que de cesser les hostilités, dans l'intérêt et pour l'honneur de la France. Par un armistice et non par une capitulation que lui propose Paul Reynaud à l'exemple de l'armée hollandaise. Le général examine alors parallèlement les deux solutions qui se présentaient : celle de la capitulation, qui lui était demandée, et celle de l'armistice :

M. le général Weygand. – Messieurs, la capitulation, mais c'est une action déshonorante ! On vous parle d'honneur et on demande la capitulation !... Déshonorante pour l'armée, déshonorante pour la France, déshonorante pour une nation militaire qui a les fastes militaires de la France, définitivement déshonorante : on ne s'en relève pas.

Notre code de justice militaire punit de mort le chef qui capitule en rase campagne.

On a parlé d'autorisation qui m'aurait été donnée. On a parlé même d'une tentative qu'aurait faite le maréchal Pétain auprès de moi pour me décider. Cette tentative n'a pas eu lieu ; cette autorisation ne m'a pas été donnée.

Mais, monsieur le maréchal Pétain aurait-il fait cette tentative, cette autorisation écrite et signée m'aurait-elle été donnée, j'aurais refusé, parce que mon devoir de chef m'obligeait à le refuser...

Il faut voir cette capitulation dans ses conséquences.

Admettons, pour un instant, que nous passions devant ce déshonneur, que nous le considérions simplement comme un déshonneur militaire, et que le Gouvernement veuille le faire passer après l'intérêt du pays, après l'honneur du pays même.

Cette question-là, qu'il faut examiner maintenant ; cette supposition, je ne l'accepte pas, parce que jamais je n'aurais capitulé ; mais pour le raisonnement, je vous demande de me suivre un instant et de l'accepter ; cela nous laissera très libres pour examiner toutes les conséquences.

Quelle était, Messieurs, la conséquence inévitable, indiscutable ? C'était le territoire français livré tout entier à

l'ennemi, d'un coup, en 1940 ; livré sans une convention, car j'entends bien que la capitulation aurait pu être signée avec une convention, mais cette convention qui aurait été une convention militaire, aurait simplement disposé de questions de détails militaires, mais nullement de questions politiques.

La France était livrée tout entière, le territoire français métropolitain était livré tout entier à l'ennemi par la capitulation.

Quelles étaient les conséquences politiques ? Un gouvernement, un gauleiter ou bien un Français qui ne valait pas mieux, une administration tout entière allemande.

Conséquences militaires ? Plus d'armée, et, partant, plus de possibilités de conserver des cadres, plus de possibilité de camoufler du matériel, plus de possibilités de faire tout ce qu'il était possible de faire dans un armistice, sorte de veillée d'armes (armistice, les armes s'arrêtent un instant, pour quoi ? Pour permettre de préparer l'avenir), plus d'armée française pour faire cela !...

Conséquences sociales et économiques ? Mais, messieurs, c'était tout de suite la déportation, c'était le travail forcé, c'étaient toutes les ressources de la France prises par l'ennemi, sans aucun frein, sans aucune convention, encore une fois, qui puisse les maintenir dans certaines règles d'application.

C'était, en somme, la France livrée à partir du mois de juin 1940 au sort de la Pologne, au sort de l'Allemagne maintenant, au sort de la Hollande, qui, de l'avis de tous, est celui des pays envahis qui a le plus souffert ; cependant, elle avait pris la solution que préconisait Monsieur le président du Conseil, et que je n'ai pas voulu suivre.

Puis, messieurs, admettons que cette France sacrifiée – car elle l'était –, il eût fallu la sacrifier, parce qu'il y avait un intérêt supérieur. Lequel ? Mais celui de trouver dans l'empire, à la fois un bastion de la défense et un tremplin pour la victoire future.

Alors, il faut considérer ce qu'était la question de la défense de l'Afrique à ce moment...

Le général montre alors l'Afrique livrée à ses seuls moyens. Sans que les troupes britanniques puissent la

renforcer. Sans les troupes américaines, l'Amérique n'étant pas encore en guerre, non plus que la Russie. L'Afrique face à l'Allemagne, aux portes de l'Espagne, qui peut lui accorder le passage, et qui a elle-même ses visées sur le Maroc, et l'Italie qui est déjà en Libye, et qui a des bases aéronavales en Sicile et en Sardaigne, l'Afrique sans industrie de guerre, sans matière première, sans réserves, ne pouvait résister longtemps. « On aurait perdu l'honneur, les territoires français et l'Afrique. »

Il rappelle les instructions reçues du maréchal Pétain par la délégation commandée par le général Huntziger, en sa présence et en celle de Paul Baudouin : « Vos instructions formelles sont les suivantes : rompre immédiatement la négociation si l'Allemagne exige premièrement la remise totale ou partielle de la flotte, deuxièmement l'occupation de la métropole, troisièmement l'occupation d'une partie quelconque de l'empire colonial¹. » Jean-Baptiste Duroselle a découvert une note du Quai d'Orsay qui donne la « liste succincte des concessions qui ne pourraient être faites sans porter atteinte à l'honneur ». Ce sont les mêmes, plus deux autres, la livraison de l'aviation et la prétention de porter atteinte à nos institutions². Effectivement, la délégation qui reçoit du général Keitel, dans le wagon de Rethondes, les conditions de l'armistice peut transmettre par téléphone au général Weygand que celles-ci, très dures, ne renferment rien qui soit contraire à l'honneur : une ligne de démarcation dessinant la zone sous contrôle allemand, la flotte désarmée, et il n'était pas question de l'empire. Une zone libre demeure avec cent mille soldats pour maintenir la fiction de la souveraineté française. Ces clauses, nul ne le conteste, sont moins contraignantes

1. Marc Ferro, *op. cit.*, p. 97.

2. Jean-Baptiste Duroselle, *L'Abîme, 1939-1945*, Imprimerie nationale, 1983, p. 106.

qu'on ne l'avait imaginé, car ni la flotte ni l'Empire ne sont directement menacés. Une concession est cependant contraire à l'honneur, et sur laquelle Keitel est intraitable, « la livraison des incitateurs de la guerre de nationalité allemande ». Mais sur ce point, Léon Noël, qui a été dur pour la précipitation avec laquelle le cessez-le-feu a été annoncé, mettant les négociateurs de l'armistice en état d'infériorité, attestera l'insistance réitérée du Maréchal pour faire supprimer la clause de livraison des réfugiés politiques allemands. C'est bien l'économie de cet armistice qu'expose le général Weygand :

M. le général Weygand. – L'armistice, qu'est-ce qu'il nous donnait en France ?

L'armistice en France nous donnait des avantages politiques. Il nous conservait une partie de la France non occupée ; il conservait un gouvernement français, il conservait une administration française.

Au point de vue militaire, il conservait une armée française de 100 000 hommes, grâce à la présence de laquelle nous avons pu cacher du matériel, conserver des gradés, préparer, mettre dans l'administration civile tous les services de recherche, de recrutement, de préparation à la mobilisation qui étaient nécessaires pour préparer les événements futurs.

Du point de vue économique, c'était l'inverse des désavantages économiques qui se sont présentés pour la capitulation, étant donné les conditions qui nous ont été faites, c'est-à-dire que la flotte n'était pas prise par les Allemands mais conservée dans nos ports et que les Allemands se sont engagés (pour une fois ils n'ont pas contrevenu pendant deux ans à ce qu'ils avaient dit) à ne pas prendre la flotte pour leur service. Étant donné qu'il n'y avait aucune occupation de l'Afrique du Nord, ni de la Syrie, nous avons conservé dans ces territoires : en Afrique du Nord, une armée de 120 000 hommes ; en Syrie, une armée d'une trentaine de mille hommes ; en Afrique occidentale française, une armée de 30 à 40 000 hommes environ. Soit 200 000 hommes armés que nous avons pu conserver avec tous les avantages que

cela comporte, qui sont les mêmes que ceux du territoire français.

Grâce à la façon dont l'armistice a été appliqué en Afrique du Nord, à la résistance qui a été imposée aux Allemands pour que, malgré les progrès qu'ils cherchaient à faire chaque jour en Afrique du Nord, ils n'aient pas pu les faire, lorsque les Alliés sont arrivés en Afrique du Nord, on a trouvé une Afrique qui était libre; on a trouvé une armée africaine et le noyau de l'armée qui a combattu en Afrique du Nord, d'abord, puis en Sicile, puis en Italie, puis dans le Sud de la France et en Alsace, et qui a traversé le Rhin et le Danube, c'est l'armée d'Afrique que nous avons conservée.

Weygand peut rappeler que les Allemands, satisfaits sur le moment de n'avoir pas la responsabilité administrative d'une occupation totale, se reprocheront d'avoir accepté de ne pas prendre pied en Afrique en occupant des bases, des ports et des aérodromes :

M. le général Weygand. – Songez, messieurs, à ce qu'eût été la bataille de novembre 1942 si l'Afrique avait été occupée par les Allemands. Les Anglo-Américains auraient payé cher probablement leur conquête de l'Afrique.

Voilà, messieurs, ce que je voulais dire :

D'un côté, une solution qui était un déshonneur pour la France, et une catastrophe pour la France qui était grosse de conséquences, désastreuses, immédiates pour la France et pour l'Afrique et qui était vide de toute espèce de garanties pour l'avenir pour reprendre la lutte.

De l'autre, une suspension d'armes, demandée pour les raisons que je vous ai dites et pour nulle autre, et qui, pour tous les hommes de cœur était la solution la moins désavantageuse que l'on pût prendre. Je dis : « pour tous les hommes de cœur », car il y en avait tout de même dans ceux qui étaient restés en France; il y en avait dans ceux qui étaient à la tête des affaires parce qu'il faut quelquefois du courage pour rester à la tête des affaires dans les situations graves, car si tout le monde s'en allait à ce moment-là, où irait-on? Tout le monde ne peut pas partir. Il faut qu'il y en ait qui restent et qui prennent les résolutions.

C'est aussi l'avis de Churchill qui en a fait la confiance au général George, ancien commandant en chef du Nord-Est puis du Sud-Est en 1940, qui témoignera à son tour au procès.

M. le général George. – Je crois que l'armistice, qui nous a permis tout de même de garder l'Afrique du Nord, dans une indépendance relative, c'est entendu, et d'y vivre, eh bien ! a permis en même temps aux Anglo-Américains de trouver sur ce territoire les possibilités d'établir leurs bases en vue de la reconquête de la Méditerranée, d'une part, en vue de l'attaque de l'Europe, par le Sud, d'autre part, et, par conséquent, d'amorcer les opérations qui, depuis, nous ont conduits à la libération.

J'ajouterai que les jugements sévères qui ont été portés dans cette enceinte sur l'armistice n'apparaissent pas à tous, avec le recul des faits et des événements, avec cette même sévérité.

Je voudrais en donner un exemple et, pour cela, je me permettrai de faire allusion à une conversation que j'ai eue le 8 janvier 1944 à Marrakech avec M. Winston Churchill, qui m'honorait de sa confiance et de son amitié.

Pour me permettre de rapporter ces souvenirs avec toute la fidélité possible, je demanderai à la Haute Cour, monsieur le président, la permission de lire le texte du document que j'ai rédigé le soir dans ma chambre, alors que mes souvenirs étaient tout frais... Ce document est, d'ailleurs, très court et très simple.

M. le premier président. – Vous pouvez le lire.

M. le général George. – Donc, nous avons, ce jour-là, parlé de la situation générale, qui était alors pleine d'espoir – janvier 1944, et nous avons évoqué, aussi, les sombres jours du passé. Et M. Winston Churchill de conclure, avec cette sérénité qui ne pouvait appartenir alors qu'au chef d'une grande nation amie, déjà victorieuse, comme il le disait ce jour-là – je cite :

« En juin 1940, après la bataille du Nord, l'Angleterre n'avait plus d'armes. Nous n'avions pas vu la question des chars et celle de l'aviation sur un plan suffisant. L'armistice

nous a, en somme, rendu service. Hitler a commis une faute en l'accordant. Il aurait dû aller en Afrique du Nord, s'en emparer pour poursuivre sur l'Égypte. Nous aurions eu alors une tâche bien difficile. »

Monsieur le président, j'ai terminé.

Une question d'un juré permet au général Weygand de dire à nouveau que l'armistice répondait à une nécessité militaire et à un devoir.

Il paraît s'appuyer un peu plus sur sa canne, imperturbable, intraitable, tragique comme les événements qu'il a vécus et qu'il vient de rapporter. Et il répond sèchement au juré résistant, en uniforme de commandant d'aviation, qui l'interroge sur la LVF :

M. Marcel Lévêque, *juré*. – Je reviens au cœur du procès. Vous avez dit tout à l'heure : l'armistice n'est pas la paix. Nous étions donc toujours en guerre.

Que pensez-vous de l'effroyable trahison de votre chef, le maréchal Pétain, qui a créé les légions qui devaient se battre contre les Alliés qui étaient toujours nos alliés, et qui a donné l'ordre de se battre, car il l'a donné. Il a dit : Nous sommes attaqués, nous nous défendrons. Après le 8 novembre, qui a donné l'ordre qui a abouti à la campagne de Syrie ? Qu'en pensez-vous ? Parce que c'est tout le procès!...

M. le général Weygand. – Non, monsieur le juré, ce n'est pas tout le procès. Tout le procès, c'est : armistice ou capitulation.

M. Marcel Lévêque, *juré*. – Oh ! non. (*Protestations dans la salle.*)

M. le général Weygand. – Si vous coupez la parole au témoin... Moi, je vous dis que je connais la question. Le procès, c'est armistice ou capitulation. Voilà le procès, et on ne peut pas passer à côté, car il sera dit que le procès n'aura pas été jugé.

M. Marcel Lévêque, *juré*. – La question, c'est trahison.

M. le général Weygand. – Non, monsieur. En tout cas, parlant du maréchal Pétain, jamais on ne me fera prononcer un mot pareil, parce que ma conscience s'y refuse.

M. Marcel Lévêque, *juré*. – Monsieur le président, je vous demande de poser la question au général Weygand : Puisque nous étions toujours en guerre, puisqu'il y avait encore des alliés, que pensez-vous de l'attitude du maréchal Pétain qui a donné l'ordre de se battre contre eux et qui a, contre eux, créé des légions.

M. le général Weygand. – J'ai parlé tout à l'heure de la question de la légion ; j'ai dit que c'était une question que je réprouvais, et que les militaires qui avaient porté l'uniforme allemand étaient, à mes yeux, des militaires déshonorés.

M. Marcel Lévêque, *juré*. – Et le Maréchal qui était leur chef, aussi.

M. le général Weygand. – Je ne parle pas du Maréchal, je parle de votre question. Vous en tirerez les conclusions que vous voudrez. Vous ne me ferez pas dire que le Maréchal est un traître.

Alors on voit le Maréchal bouger, se lever, sous les yeux inquiets de ses avocats qui l'entourent. Le silence plane soudain, et la voix embarrassée, et si familière à tous, se fait entendre :

M. le maréchal Pétain. – Monsieur le président, je n'ai jamais regretté autant qu'aujourd'hui d'être dur d'oreille. J'entends quelquefois prononcer mon nom, j'entends des morceaux de réponse, mais je ne peux pas complètement lier la conversation. Aussi, je ne puis pas y prendre part. Et cependant, dans ce que j'ai suivi en particulier du général Weygand, parce que j'étais le plus près de lui, il m'a semblé qu'il suivait complètement ma doctrine. Par conséquent, j'aurais pu le soutenir si j'avais pu prendre la parole. Je regrette beaucoup de ne pas l'avoir fait.

Le général Weygand est un esprit sûr sur lequel on peut avoir confiance. Il traite les questions militaires avec beaucoup d'opportunité et de précision. Pour tout ce que j'ai entendu, le peu que j'ai entendu, parce que je n'ai pas pu tout voir, je lui donne mon affirmation complète.

La salle attendait le duel entre Weygand et Reynaud. Le duel eut lieu entre deux vérités cherchant à se fou-

droyer l'une l'autre, mais Paul Reynaud ne fut pas de taille. En terminant son ultime déposition, Weygand eut ces derniers mots de mépris :

M. le général Weygand. – Voici ce que je veux dire en terminant.

L'échange de vues – si je peux m'exprimer ainsi – entre M. Paul Reynaud et moi a été à peu près jusqu'au point où peut aller la violence tempérée par une bonne éducation. Messieurs, tout cela s'explique. M. Paul Reynaud – et cela, c'est le procès du maréchal Pétain – a appelé, dans un moment de détresse où ses épaules trop faibles étaient incapables de supporter le poids dont elles s'étaient avidement chargées, le maréchal Pétain et moi, bien heureux de nous trouver. Depuis que s'est-il passé? C'est que, quand on est avide d'autorité, on doit être avide de responsabilités. Eh bien, M. Reynaud ne s'est pas montré avide de responsabilités. J'ai montré comment il n'a pas osé se débarrasser du chef qu'il trouvait incapable et coupable. J'ai montré comment il n'avait pas osé le destituer quand le moment était venu, à propos de cette question de capitulation. J'ai montré comment M. Paul Reynaud, au lieu de continuer dans la voie où il avait estimé trouver le salut de la patrie, s'est démis et comment, s'étant démis, il a demandé que ce soit le maréchal Pétain qui prenne le gouvernement alors qu'il savait que la solution qu'il vient d'honnir au point que vous avez entendu, était nécessairement la solution que prendrait le maréchal Pétain.

Dans cette affaire M. Paul Reynaud, président du Conseil, dans des circonstances graves, a fait preuve du crime le plus grave que puisse commettre un chef de gouvernement, il a manqué de fermeté et il n'a pas suivi les grands ancêtres, certes pas.

Et alors, que se passe-t-il? C'est que, maintenant, retiré des responsabilités, après qu'à l'Assemblée du 10 juillet il n'a même pas osé voter – il s'est abstenu – après qu'il a accepté du maréchal Pétain d'aller à Washington, après tout cela, il ose dire ce qu'il dit, et nous accuser, nous – des hommes comme nous – de trahison!... Ah! messieurs, non!...

On vit alors Paul Reynaud, comme sous un coup de cravache, rougir, tenter de se lever, puis ses « faibles épaules » fléchirent un instant et il se rassit : « Je n'ai pas besoin de dire que ce n'est qu'un commencement. »

Ce fut en fait la fin du débat judiciaire sur l'armistice. La cause était entendue. Le procureur général Mornet en avait tiré les conclusions dès le début de l'audience par une déclaration liminaire capitale : « L'armistice est un fait. L'armistice ne constitue pas un des chefs de l'accusation... C'est la préface de l'accusation. Le procès de la trahison commence à partir du 11 juillet 1940. » L'accusation reporte ainsi au 11 juillet 1940 le début de ce qu'on entend reprocher à l'accusé. Et comme le bâtonnier Payen lui rappelle que l'acte d'accusation reproche à l'accusé d'avoir participé à un complot dont l'armistice est l'un des éléments constitutifs, Mornet précise sa pensée en des termes dépourvus d'ambiguïté et qui ne sont pas lancés dans le feu d'une improvisation d'audience. Ce n'était d'ailleurs que le prélude à l'abandon ultérieur de l'accusation portée contre l'ancien commandant en chef, considéré à juste titre comme le principal instigateur de l'armistice de juin 1940¹ : « J'estime qu'il est temps que le procès Pétain commence. Un témoin vous a dit hier que le procès qui se débattait ici, c'était le procès de l'armistice ou de la capitulation. Eh bien non, ce n'est pas le procès de l'armistice. Ce n'est pas davantage le procès du vote du 10 juillet 1940. L'armistice, comme le vote du 10 juillet 1940, ont été la préface du procès qui doit se juger ici. » Cet abandon fut un coup de théâtre.

L'armistice, pour le général de Gaulle, c'était au contraire l'essentiel du procès dont l'Occupation et la

1. Guy Raïssac, *Un soldat dans la tourmente*, Albin Michel, 1960, p. 368 et suiv.

Collaboration n'étaient que les séquelles. Mais l'accusation avait échoué à démontrer ce que le général de Gaulle aurait voulu voir établir pour que sa légitimité remonte au 17 juin 1940 :

Ce qui dans l'accusation me paraissait essentiel, écrit-il, l'était moins aux yeux de beaucoup. Pour moi la faute capitale de Pétain, et de son gouvernement, c'était d'avoir conclu avec l'ennemi, au nom de la France, le soi-disant « armistice ». Certes, à la date où on l'avait signé, la bataille dans la Métropole était indiscutablement terminée. Arrêter le combat... cet acte militaire et local eût été justifié. Il appartenait au commandement des Forces intéressées – quitte à ce que la tête en fût changée – de faire le nécessaire sur ordre du gouvernement. Celui-ci aurait gagné Alger emportant le trésor de la souveraineté française, qui depuis quatorze siècles n'avait jamais été livré, continuant la lutte jusqu'à son terme, tenant parole aux alliés et en échange exigeant leur concours. Mais avoir retiré de la guerre l'Empire indemne, la flotte intacte, l'aviation en grande partie intacte, les troupes d'Afrique et du Levant qui n'avaient pas perdu un soldat, toutes celles qui depuis la France même pouvaient être transportées ailleurs; avoir manqué à nos alliances, par-dessus tout avoir soumis l'État à la discrétion du Reich, c'est cela qu'il fallait condamner de telle sorte que la France fût dégagée de la flétrissure. Toutes les fautes que la France avait été amenée à commettre ensuite... découlaient infailliblement de cette source empoisonnée; Aussi étais-je contrarié de voir la Haute Cour, les milieux parlementaires, les journaux, s'abstenir dans une large mesure de stigmatiser l'armistice ¹.

1. *Mémoires de guerre*, t. III, *Le Salut*.

IX

L'ÉTAT FRANÇAIS

Mornet a donc abandonné l'accusation d'un armistice criminel. Mais, pour lui, l'armistice demeure comme « la préface de l'accusation ». L'attentat contre la République, dans l'acte d'accusation, commence avec le vote qui, tout massif qu'il ait été, doit avoir été escroqué pour innocenter la représentation nationale. Il est en effet rassurant, en 1945, d'imaginer un complot pour expliquer que l'assemblée du Front populaire ait aboli la Constitution de 1875, délégué, ce qu'elle ne pouvait faire, le pouvoir constituant, et mis fin au parlementarisme en donnant au maréchal Pétain tous les pouvoirs pour gouverner. L'abdication fut totale, et, si pressant qu'ait été Pierre Laval, sans manœuvre ni violence faite aux suffrages. Mais le mythe du complot pour abattre la République, dont Jules Jeanneney va reconnaître devant la Haute Cour qu'il n'en a jamais entendu parler, a la vie dure. La Haute Cour ne le retiendra pas, avec regret, mais elle fera de la prise du pouvoir pour changer la forme du gouvernement un crime. *Le crime.*

Le 10 juillet 1940, en fin d'après-midi, l'Assemblée nationale, après le vote séparé de la Chambre et du Sénat approuvant la réforme des institutions, avait mis fin à la III^e République. Le vote fut acquis par cent soixante-neuf voix contre quatre-vingts et dix-sept

abstentions : « L'Assemblée nationale donne tous pouvoirs au gouvernement de la République, sous l'autorité et la signature du maréchal Pétain, à l'effet de promulguer par un ou plusieurs actes une nouvelle constitution de l'État français. Cette constitution devra garantir les droits du travail, de la famille et de la patrie. Elle sera ratifiée par la Nation et appliquée par les Assemblées qu'elle devra créer. » Il n'est pas question de la République. Et, le lendemain, le maréchal Pétain, doté par l'Assemblée des pouvoirs constitutants, promulgue trois actes constitutionnels. Cette majorité écrasante des députés et sénateurs élus en mai 1936 a été librement obtenue. Certes, Léon Blum a fait à la Haute Cour une description frémissante de l'atmosphère dans laquelle s'est déroulé le vote :

M. Léon Blum. – J'ai vu là, pendant deux jours, des hommes s'altérer, se corrompre comme à vue d'œil, comme si on les avait plongés dans un bain toxique. Ce qui agissait, c'était la peur : la peur des bandes de Doriot dans la rue, la peur des soldats de Weygand à Clermont-Ferrand, la peur des Allemands qui étaient à Moulins. Ce qu'on appelait le Marais dans les assemblées révolutionnaires a connu une peur de ce genre, le 31 mai ou le 9 Thermidor. J'ai compris, je vous assure, pourquoi on avait appelé cela le Marais. C'était vraiment un marécage humain dans lequel on voyait je le répète, à vue d'œil se dissoudre, se corroder, disparaître tout ce qu'on avait connu à certains hommes de courage et de droiture.

Mais nul n'a menacé la représentation nationale que protégeaient la police et l'armée. Le vote répondait à l'attente du pays.

Le complot

« Ils étaient [les actes constitutionnels] l'aboutissement d'un complot fomenté depuis longtemps contre

la République. » Tel est le premier chef de l'acte d'accusation. La défaite en avait été le moyen. Les preuves? La brochure diffusée avant la guerre par le pacifiste Gustave Hervé: « C'est Pétain qu'il nous faut », ses relations établies avec la Cagoule dont beaucoup de membres se retrouvent dans son entourage à Vichy, un « document décisif », le procès-verbal de révélations faites par Alibert en novembre 1942, établissant l'intention de Darlan, Huntziger, Déat et Laval, membres de la Cagoule, et aussi du maréchal Pétain leur porte-drapeau, de prendre le pouvoir, ses relations avec Hitler par l'intermédiaire du général Franco. Et l'acte d'accusation avait conclu sur ce point :

A ce point de l'exposé des faits reprochés à l'inculpé, la preuve de l'attentat contre la sûreté intérieure de l'État, dont il s'est rendu coupable, est incontestablement établie, celle du crime d'intelligences avec Hitler dans la période précédant la guerre ne l'est pas moins. Reste à exposer comment, après la défaite, et l'accession, grâce à elle, du maréchal Pétain au pouvoir, a continué de se manifester la politique de trahison dont la France a été victime.

Mais ici les faits parlent suffisamment haut : il suffira de les rappeler et de les coordonner.

Nous avons vu que le procès-verbal d'Alibert était un faux accepté sans aucune vérification qui suscita une lettre de protestation au président de la commission d'instruction, rédigée par Jacques Isorni dans le tempérament du Maréchal. Voici ce que signe le Maréchal :

A propos des prétendues révélations prêtées à Alibert, et qui me représentent comme un traître ayant comploté avec Hitler avant l'armistice, en accord avec Darlan, Huntziger, Laval, Déat, etc., pour prendre le pouvoir, je tiens à élever une protestation indignée.

Dans son réquisitoire par contumace, le procureur général Mornet a osé écrire que l'accusation détenait

un document décisif, à savoir un procès-verbal relatant les révélations faites par Alibert.

Or, des documents qui m'ont été communiqués par mes défenseurs la veille de cet interrogatoire, il résulte que ce procès-verbal est le compte rendu de propos qu'un dénommé Rist aurait recueillis de la bouche d'un interlocuteur d'Alibert. Leur conversation se plaçait vers octobre 1942.

Cet interlocuteur retrouvé, M. Vergniaud, a déclaré n'avoir pas vu Alibert depuis l'année 1935 ou 1936 et reconnu, s'il a tenu de pareils propos, que c'était seulement ceux en cours dans les milieux républicains appartenant à la Résistance.

On ne tient aucun compte du démenti de M. Vergniaud.

Je trouve grave qu'un procureur général près la Haute Cour ait cru pouvoir considérer comme un « document décisif » des ragots infâmes afin de chercher à déshonorer un Maréchal de France. Cette attitude ne peut s'expliquer que par l'espoir, qu'il nourrissait sans doute, que, retenu en captivité, je ne pourrais répondre à cette accusation mensongère et qu'ainsi je serais condamné et déshonoré sans avoir pu parler.

L'acte d'accusation n'en a pas moins été lu tel quel en ouverture du procès, et il figure intégralement dans les comptes rendus sténographiques. Et l'accusation fit citer deux témoins de dernière heure, Paul Winckler et Mlle Denise Petit. Paul Winckler commença imprudemment sa déposition en faisant savoir que c'était Paul Reynaud qui lui avait dit de venir déposer :

M. le premier président. – Que savez-vous des faits reprochés au Maréchal Pétain ?

M. Winckler. – Messieurs, avant de commencer ma déposition, je voudrais dire que je n'ai pas demandé à venir ici. J'ai pu recueillir, au cours de voyages en Espagne, certains renseignements qui ont été portés à la connaissance du président Reynaud, qui m'a prié de venir en témoigner. Il m'a fait citer. Donc me voici.

M. le premier président. – Ce n'est pas M. le président Reynaud qui vous a fait citer, c'est M. le procureur général.

M. le procureur général Mornet. – Vous êtes cité à ma requête, à la suite des déclarations que vous avez faites devant le juge d'instruction.

M. Winckler. – Avant 1940, je n'avais nulle haine, nul sentiment personnel à l'égard du maréchal Pétain.

M. le premier président. – Je suis convaincu que vous n'avez encore nulle haine. Vous avez juré de parler ici sans haine et sans crainte.

M. Winckler. – Je parlerai sans haine et sans crainte, mais j'ai certainement des sentiments à l'heure actuelle.

Je dois dire d'ailleurs, monsieur le président, que depuis 1940, j'ai fait ce qu'on pourrait appeler de l'antipétainisme actif et acharné, et aujourd'hui ma déposition consistera à vous dire pourquoi.

M. le premier président. – Déposez surtout, autant que possible sur des faits.

M. le procureur général Mornet. – Sur les faits précis que vous avez apportés à l'instruction.

M. le premier président. – Ne vous étendez pas sur des sentiments qui intéressent la Cour, mais ce que nous voudrions, ce sont surtout des faits précis.

Son fameux témoignage n'est qu'un propos rapporté par un tiers – dont il ne fut pas l'auditeur –, selon lequel ce témoin, par ouï-dire, aurait assisté en novembre 1939, à Hendaye, à un dîner au cours duquel le Maréchal aurait déclaré au fils de Primo de Rivera : « Attendez au printemps prochain, nous aussi nous aurons notre révolution nationale et alors, tout changera. »

Mais Jean Lemaire ne le tient pas quitte de son témoignage par ouï-dire. En quelques phrases, il lui fait reconnaître qu'il a servi pendant la Première Guerre mondiale dans l'armée autrichienne :

M^e Lemaire. – Il est bon aussi de préciser que M. Winckler n'a pas lui-même entendu ces propos et qu'il ne fait que rapporter un propos qui aurait, paraît-il, été tenu.

M. le procureur général Mornet. – Nous sommes d'accord.

M^e Lemaire. – Puisque nous sommes d'accord maintenant, je voudrais simplement demander à M. Winckler – qui est, actuellement, nous dit-il, domicilié à New York – s'il n'est pas d'origine hongroise?

M. Winckler. – Monsieur, je suis d'origine tchèque, né en Hongrie, et d'origine alsacienne, de trois générations.

M^e Lemaire. – Vous avez je crois, monsieur, fait votre devoir pendant la guerre 1914-1918?

M. Winckler. – J'étais dans un régiment tchèque qui est passé chez les Alliés, monsieur.

M^e Lemaire. – Dans quelles conditions? Vous pourriez peut-être le préciser aux jurés?

M. Winckler. – Qu'est-ce que vous voulez dire?

M^e Lemaire. – Vous serviez dans quel régiment, dans quelle formation?

M. Winckler. – Je servais dans un régiment dépendant de la Tchécoslovaquie.

M^e Lemaire. – De l'armée autrichienne.

Dans ces conditions, monsieur le procureur général, permettez-moi de vous dire que, pour mettre en accusation un maréchal de France, qui a été généralissime pendant la guerre de 1914-1918, votre accusation est bien faible puisqu'elle doit recourir à un homme qui, pendant la guerre de 1914-1918, a porté les armes contre la France!...

M. Winckler. – J'ai conscience d'avoir fait mon devoir, depuis, beaucoup mieux que le maréchal Pétain, mon devoir de Français, monsieur!

M. le procureur général Mornet. – D'origine tchèque et alsacienne, faisant partie d'un régiment autrichien, et nous savons que beaucoup de régiments autrichiens, qui étaient composés de Tchèques, ont fait...

M^e Lemaire. – ... la guerre contre la France!

M. le procureur général Mornet. – ... ce que les Saxons avaient fait à Leipzig.

Et le lundi 30 juillet, M^e Lemaire, non content d'avoir établi que le témoin de la dernière audience avait appartenu à l'armée autrichienne, communique à la Cour un rapport de police de 1944, établi sur commission rogatoire d'un juge d'instruction, selon

lequel l'agence Opera Mundi que dirige Paul Winckler aurait été avant-guerre « une sorte de bureau au service de la propagande nazie... ».

Mme Petit ne fit pas meilleure impression. De 1935 à 1941, elle a été la secrétaire du directeur de *l'Italie nouvelle*, M. Giobbi, l'Abetz italien à Paris. Elle aurait ainsi appris que Laval avait rencontré son patron et lui aurait annoncé qu'un complot se préparait pour le porter au pouvoir sous le paravent d'une « haute personnalité militaire ». Elle identifie cette « haute personnalité militaire » en 1940 en lisant *Gringoire*...

Mlle Petit. – C'est au mois de mars 1940 que j'ai eu un premier soupçon sur la complicité du maréchal Pétain. Le journal *Gringoire* avait publié un dessin représentant un portrait de Pétain, képi en tête, avec la légende suivante : « Hier, grand chef de guerre. – Aujourd'hui, grand ambassadeur. – Demain... » trois points de suspension. Sachant ce que je savais, j'ai trouvé que ce dessin pouvait signifier quelque chose de plus grave, de plus réel.

M^e Lemaire. – Vous étiez donc la secrétaire d'un homme qui se qualifiait d'Abetz italien. Vous étiez à ce poste, je crois, depuis 1935 ?

Mlle Petit. – Exactement.

M^e Lemaire. – A ce moment-là, mademoiselle, vous n'étiez pas un peu gênée de sentir que, dans ces officines auxquelles vous apparteniez, il se faisait une propagande spécialement antifrançaise ?

Mlle Petit. – J'ai dit, maître, que je suis entrée à *l'Italie nouvelle* à partir de 1935, que j'y suis restée jusqu'en 1941, et que c'est à partir de 1938, au moment de Munich, que j'ai eu conscience des activités antifrançaises auxquelles se livrait le directeur de ce journal.

Il m'a semblé qu'au lieu de partir, beaucoup mieux valait rester, pour observer l'attitude de ces ennemis de la France. Et je suis restée uniquement pour ce motif.

M^e Lemaire. – Vous pourriez alors, peut-être, exposer à la Haute Cour les conditions dans lesquelles vous avez été rédactrice, pendant la guerre, à la *Parizer Zeitung*?...

Car enfin, Messieurs, vous venez déjà d'entendre un Hongrois qui a porté les armes contre la France. Maintenant, nous entendons un témoin qui a fait partie de la *Parizer Zeitung*!

Mademoiselle, expliquez cela à MM. les jurés!

Mlle Petit. – Je suis entrée, effectivement, à la *Parizer Zeitung*, à l'agence Inter-France, et au groupement des journalistes étrangers qui dépendait de la Propagandastaffel en 1941, pour les mêmes raisons qui m'ont fait demeurer à *L'Italie nouvelle* jusqu'en mars 1941.

M^e Lemaire. – Vous n'avez pas le sentiment, lorsque vous faisiez paraître de nombreux articles, dont j'ai la liste, dans le journal allemand qui paraissait à Paris, la *Parizer Zeitung*, articles de propagande allemande, que vous assumiez un rôle peut-être un peu délicat, et que lorsqu'on lisait vos articles, on pouvait considérer comme une propagande proallemande la façon dont ils étaient rédigés, comme par exemple cet article, dont je ne veux citer que le titre, qui était intitulé : « Les amitiés allemandes de la reine », – il s'agit de Marie-Antoinette?

Voyez-vous, mademoiselle, je crois que votre déposition n'a guère de poids devant la Haute Cour, parce que, venant après celui qui a porté les armes contre la France, j'ai l'impression que la déposition de la collaboratrice de la *Parizer Zeitung* ne peut pas avoir beaucoup de poids auprès du jury.

M. Le procureur général Mornet. – Mademoiselle, vous étiez en contact avec d'autres organisations que la *Parizer Zeitung*?

Mlle Petit. – Certainement.

M^e Lemaire. – Avec Inter-France, de Dominique Sordet?

M. le procureur général Mornet. – Et avec la Résistance?

Mlle Petit. – Je voudrais dire un mot. J'ai été, en effet, en contact avec Dominique Sordet.

M^e Lemaire. – Vous étiez même déléguée du personnel?

Mlle Petit. – Exactement, parce que j'étais gaulliste.

M^e Lemaire. – C'était le double jeu.

La question du complot fut définitivement réfutée par celui qui savait mieux que quiconque ce qu'était

un complot. Il avait comploté, avant la guerre, contre la République « qui désarmait la France ». Il avait été l'un des membres de l'état-major du maréchal Pétain et l'un des rédacteurs de ses discours. Il avait servi l'État français comme délégué général de la Légion des combattants avec Péricard et Valentin. Il avait été désavoué par le chef de l'État quand son activité protéiforme de résistant l'avait compromis. Il avait été arrêté, s'était évadé, avait été repris et torturé par la Gestapo. Condamné à mort, déporté, il revenait de Mauthausen. Ce lundi 30 juillet, le commandant Loustau-Lacau avance vers la Cour, squelettique, comme un robot, lançant ses jambes en avant tout d'une pièce, appuyé sur des cannes, le visage émacié couvert de cicatrices. Pierre Bloch, juré, avait demandé son témoignage le 28 juillet. On attend, par ses relations avec la Cagoule avant guerre, et comme ancien député, comme résistant livré à la Gestapo par la police de Vichy, qu'il soit un témoin à charge. Ce sera le cas après lui de Paul Arrighi, futur bâtonnier du barreau de Paris qui revient lui aussi de Mauthausen, où son fils est mort, mort sous ses yeux. Il avait le droit d'être injuste. L'impression du témoignage de Loustau-Lacau fut vive. Il détruisit la rumeur entretenue sur les prétendus rapports de Philippe Pétain avec la Cagoule. Il le fit avec noblesse, et une amère ironie, alors qu'il ne pardonnait pas au Maréchal, qui l'avait soutenu lorsqu'il avait commencé à constituer un réseau de résistance et d'action antiallemande sous le couvert de la Légion, de l'avoir éloigné et même abandonné lorsqu'il fut devenu encombrant. Il donnait une leçon aux absents. Et à l'accusé si prompt à éloigner ses fidèles quand ils avaient servi :

M. le commandant Loustau-Lacau. – J'ai été arrêté en Afrique, le 22 mai 1941, pour dissidence, sur l'ordre du général Weygand. Je tiens à préciser immédiatement que si je faisais de l'agitation en Afrique, c'est parce que j'estimais

– et je l'estime toujours – que, vis-à-vis de nos Alliés, la réaction française de guerre devait partir du sol français, et que cela eût été infiniment préférable pour la suite des choses.

Quoi qu'il en soit, évadé d'Afrique, j'ai été repris dans le maquis le 15 juillet 1941. Condamné, au cours d'une séance de tribunal parfaitement malhonnête, à deux ans de prison et à la confiscation de mes biens, j'ai fait quinze mois de cellule à Clermont-Ferrand, dans un isolement rigoureux. Cela ne suffisait pas : j'ai été livré à la Gestapo, physiquement, par le gouvernement de Vichy, entre les mains d'une compagnie de 300 SS. J'ai subi, à cinquante mètres de l'hôtel du Parc, six mois de caveau, au pain et à l'eau, sans lumière, dans les caves du commandant Geisler, j'ai subi 54 interrogatoires. Condamné à mort au cours du dernier, j'ai été envoyé au bagne de Mauthausen, avec l'étiquette NN¹, celle qui clôt toutes les discussions. Dans ces conditions, je crois pouvoir dire que je ne dois rien au maréchal Pétain, ni à personne d'ailleurs, sauf aux hommes qui ont été tués sous mes ordres.

Je ne dois rien au maréchal Pétain, mais cela ne m'empêche pas d'être écœuré par le spectacle de ceux qui, dans cette salle, essaient de refiler à un vieillard presque centenaire l'ardoise de toutes leurs erreurs.

A partir de cette phrase qui cinglait les Reynaud, Herriot, Jeanneney... il raconte comment il avait constitué des cellules anticomunistes dans l'armée pour prévenir les menaces antinationales, découvert à cette occasion l'existence de la Cagoule, rencontré Eugène Deloncle, son chef, le général Duseigneur, le maréchal Franchet d'Esperey. Du maréchal Pétain, il dit :

– Je viens affirmer ici, sous la foi du serment, que le maréchal Pétain n'a jamais fait partie de la Cagoule sous une forme quelconque, à titre quelconque, car s'il en avait été ainsi, je l'aurais su.

1. *Nacht und Nebel*, « Nuit et Brouillard » : décret du maréchal Keitel du 21 mars 1941. Cf. J.-M. Varaut, *Le Procès de Nuremberg*, op. cit., p. 200 et ss.

Et il termine, avant de repartir, sans un salut pour quiconque, sur ses cannes, dont le petit bruit seul troue le silence qui accompagne la sortie du spectre qui semble repartir dans la nuit et le brouillard :

– En ce qui concerne le maréchal Pétain, je veux dire que, bien qu'il m'ait odieusement lâché, je demande ici que l'on réfléchisse qu'il y a assez, pour le malheur de la France, du sang de Marie-Antoinette et de celui du maréchal Ney.

Un autre spectre entre dans la salle, alors que l'émotion suscitée par le commandant dure encore. Celui du lieutenant Michel Revault d'Allonnes. Sa mère, Henriette Psichari-Renan, a demandé à venir témoigner au nom des mères qui ont perdu leur fils le 8 novembre 1942 lorsque l'amiral Darlan donna l'ordre de résister au débarquement américain :

Mme Psichari-Renan. – J'avais un fils – naturellement, je dis qu'il était le plus beau, le plus intelligent et le plus brave des fils, toutes les mères le diront comme moi – j'avais un fils qui était enseigne de vaisseau, il avait vingt-cinq ans. Ce garçon-là avait choisi, avec des affres qu'il m'a contées avant sa mort, d'obéir au gouvernement qui représentait pour lui le gouvernement de la France. Il avait eu pendant huit jours, comme tous les marins, comme tous les officiers de marine, il avait eu, entre l'armistice et dix jours après l'armistice, la certitude qu'il allait se rallier à la France libre. Mais le dixième jour, il est arrivé un ordre de leur chef qui leur a dit qu'il ne fallait plus y penser. Mon fils a obéi. Il n'avait peut-être que ce défaut, cet unique défaut : il obéissait, il obéissait jusqu'à la mort.

Elle apprit que son fils était mort, sur l'*Argonaute*, dans un combat, le 8 novembre 1942, au large d'Oran, pour s'opposer au débarquement : « Nos enfants sont morts, j'ai honte et j'ai peine à le dire, au service de l'Allemagne. »

Tout un pan de l'accusation, le complot, s'était écroulé, mais il restait cette phrase qui dit le prix sanglant du double jeu ou de la double méprise. Avant que l'amiral Darlan, conforté par un télégramme secret, désavoue les messages et ordres officiels du Maréchal de résister – « vous avez toute ma confiance. Faites au mieux. Je vous confie le destin de l'Empire » – et ordonne la cessation des hostilités, le Maréchal, voulant finasser entre les deux belligérants, l'envahisseur de l'Empire et l'occupant de la métropole, avait hésité. Écartelé entre ceux qui le suppliaient de partir pour Alger, et sa promesse de ne jamais abandonner la France menacée d'être entièrement occupée, il laissa se succéder ordres et contre-ordres.

Le 10 juillet 1940

Revenons au procès et à l'histoire qu'il relate : l'armistice signé, Laval entre au gouvernement avec Marquet, le maire néo-socialiste de Bordeaux. Il est vice-président du Conseil et Marquet ministre de l'Intérieur. Persuadé de la toute prochaine défaite de l'Angleterre et de la suprématie allemande, il veut faire passer la France du camp des vaincus au camp des vainqueurs. Il veut que la France devienne l'alliée de l'Allemagne. Déjà, l'armistice place la France dans une situation plus favorisée que celle des autres pays occupés. Laval verra sa tâche facilitée par l'attaque d'une partie de la flotte française à Mers el-Kébir par la marine anglaise, alors que les conditions d'armistice et les ordres de Darlan sont connus : la flotte française reste française sous panache français dans les ports français avec ses équipages français et ne sera à la disposition d'aucune puissance ou se sabordera. L'agression est ressentie avec indignation par la quasi-totalité de l'opinion qui se souvient de l'abandon des soldats français sur la plage de Dunkerque et du non-

engagement des avions anglais dans la bataille de France. Mais Pétain saura conserver son sang-froid et imposer une réaction mesurée, contre l'avis de Darlan et de Laval. Ce qu'il veut alors, a-t-il déclaré à Albert Rivaud, le futur ministre de l'Éducation nationale, qui l'a rapporté à Jean Guittou, le 16 juin, c'est se donner les moyens d'attendre : « Il y en a pour longtemps. Les Américains gagneront comme en 1918. Il faut durer jusque-là. » Déjà s'amorce la divergence qui conduira à l'éviction de Laval le 13 décembre 1940. En attendant, il faut établir un ordre nouveau, pour lequel le Maréchal demande à Laval de lui offrir les moyens constitutionnels qui empêcheront le Parlement de le harceler. Deux discours, écrits par Emmanuel Berl, écrivain de gauche d'origine israélite, traduisent bien sa pensée. Le 20 juin :

Moins forts qu'il y a vingt-deux ans, nous avons aussi moins d'amis. Trop peu d'enfants, trop peu d'armes, trop peu d'alliés, voilà les causes de notre défaite.

Le peuple français ne conteste pas ses échecs. Tous les peuples ont connu tour à tour des succès et des revers. C'est par la manière dont ils réagissent qu'ils se montrent faibles ou grands.

Nous tirerons la leçon des batailles perdues. Depuis la victoire, l'esprit de jouissance l'a emporté sur l'esprit de sacrifice. On a revendiqué plus qu'on n'a servi. On a voulu épargner l'effort; on rencontre aujourd'hui le malheur.

J'ai été avec vous dans les jours glorieux. Chef du gouvernement, je suis et resterai avec vous dans les jours sombres. Soyez à mes côtés. Le combat reste le même. Il s'agit de la France, de son sol, de ses fils.

et le 25 juin :

C'est vers l'avenir que, désormais, nous devons tourner nos efforts. *Un ordre nouveau commence.* Vous serez bientôt rendus à vos foyers. Certains auront à reconstruire.

Vous avez souffert.

Vous souffrirez encore. Beaucoup d'entre vous ne retrouveront pas leur métier ou leur maison. Votre vie sera dure. Ce n'est pas moi qui vous bernerai par des paroles trompeuses. Je hais les mensonges qui vous ont fait tant de mal. La terre, elle, ne ment pas. Elle demeure votre recours. Elle est la patrie elle-même. Un champ qui tombe en friche, c'est une portion de France qui meurt. Une jachère de nouveau emblavée, c'est une portion de France qui renaît. N'espérez pas trop de l'État qui ne peut donner que ce qu'il reçoit. Comptez pour le moment sur vous-mêmes et, pour l'avenir, sur les enfants que vous aurez élevés dans le sentiment du devoir.

Nous avons à restaurer la France. Montrez-la au monde qui l'observe, à l'adversaire qui l'occupe, dans tout son calme, tout son labeur et toute sa dignité. Notre défaite est venue de nos relâchements. L'esprit de jouissance détruit ce que l'esprit de sacrifice a édifié. C'est à un redressement intellectuel et moral que, d'abord, je vous convie. Français, vous l'accomplirez et vous verrez, je le jure, une France neuve surgir de votre ferveur...

Le 1^{er} juillet 1940, les autorités arrivent à Vichy, croyant qu'il ne s'agit que d'une étape, alors que la cité thermale va devenir pour quatre ans la capitale de la France. Laval monte son opération. Si les politiques extérieures de Pétain et de Laval ne sont pas identiques, elles commandent l'une et l'autre une nouvelle politique intérieure. Il s'agit de changer le régime. Dans l'esprit de Laval, le Maréchal en est le symbole. Mais son pouvoir effectif : « Un dessus de cheminée, une statue sur un socle. Son nom ! son prestige ! pas davantage », écrivait-il au journaliste Élie-Jean Bois en octobre 1939¹. Ils sont six cent soixante-six parlementaires à Vichy. Paul Ramadier, député socialiste, a décrit leur psychologie : « Effrayés par le renversement des habitudes, inquiets pour eux-mêmes, pour les leurs, ils ont été emportés par la panique, roulés

1. Cité par J.-P. Cointet, *Laval*, Fayard, 1993, p. 256.

d'assurer le salut de notre pays. C'est à cela que je vous convie, et ce soir, j'en suis sûr, il ne manquera pas un suffrage pour l'adoption du projet, parce que c'est à la France que vous le donnerez (*applaudissements prolongés sur de nombreux bancs*)¹. »

L'abdication est totale et consciente, sans opposition des présidents de l'Assemblée et du Sénat, même si Herriot s'abstient au dernier moment, sans opposition du président de la République qui s'éclipse. Le vote des pleins pouvoirs a été consenti par le Parlement quasi entier : quatre-vingt-dix socialistes votent pour, trente-six contre ; cent soixante-dix radicaux votent pour, vingt-sept contre. Les communistes, déchus de leur mandat, ne peuvent participer au vote. Le Parlement voudra croire plus tard, et l'accusation le suivra, qu'il y a eu complot. Mais en réalité, il y a à ce moment-là une approbation presque unanime de l'opinion publique et parlementaire à la politique incarnée par la demande d'armistice et les pleins pouvoirs. L'avènement du régime fut légal et s'y opposer impliquait donc de s'opposer au droit en vigueur².

Le premier, Daladier fait l'impasse dans sa déposition du 25 juillet 1945 sur le sens très clair du vote du 10 juillet 1940 :

M. le président Daladier. – Monsieur le président, je m'étais arrêté hier à la signature de l'armistice, c'est-à-dire à la date du 25 juin.

Le 27, paraissait un message qui annonçait à la France qu'enfin on allait construire un ordre nouveau. L'ordre nouveau, c'était la destruction du régime républicain et de la démocratie.

1. *Journal officiel*, II, 740. Jean Montigny : *Toute la vérité sur un mois dramatique de notre histoire*, Clermont Édi. Montlouis, p. 72-85, cité par J.-P. Cointet, *op. cit.*, p. 263-264.

2. Olivier Duhamel, *Droit constitutionnel et Politique*, Seuil, 1994, p. 758.

Le 10 juillet, l'Assemblée nationale se réunissait à Vichy. Elle votait un texte clair et précis, sous la pression d'ailleurs des baïonnettes allemandes qui se trouvaient à Moulins, de sorte que Léon Blum avait raison de dire au procès de Riom que l'Assemblée n'était pas libre.

Malgré la contrainte, cette Assemblée a voté le texte que vous connaissez bien : elle donnait mandat au Gouvernement de la République, sous l'autorité et la signature du maréchal Pétain, de réviser la constitution ; elle décidait aussi que cette constitution serait soumise à la ratification du peuple français.

Deux jours après, il n'était plus question du Gouvernement de la République. Deux jours après, la République était détruite, contrairement à la volonté de l'Assemblée nationale, et on voyait apparaître, sous le nom d'État français, un régime qui allait chercher son point d'appui sur toute une meute d'aventuriers, de conspirateurs et de traîtres.

Il est bien question du pouvoir donné au gouvernement sous l'autorité et la signature du Maréchal de promulguer une nouvelle Constitution de l'État français qui garantisse les droits du travail, de la famille et de la patrie. Laval n'a pas caché qu'il s'agit d'un changement de régime. Il faut inverser, dit-il, la marche « de la totalité des pouvoirs constitutionnels » ; le lendemain du jour où les pouvoirs lui auront été ainsi accordés, le Maréchal procédera, non par lois ou décrets, mais par « actes ». Aux termes d'un premier acte, il se donnera à lui-même tous les droits actuellement exercés par le président de la République, le Parlement, le président du Conseil, les ministres. Puis, par un second acte, il désignera la personne qui, dans le cas où il serait empêché d'exercer le pouvoir, « l'exercera à sa place ».

C'est un député socialiste, Charles Spinasse, ami de Léon Blum, qui exprime le mieux que le Parlement se saborde après avoir suspendu la constitution, et accordé les pleins pouvoirs jusqu'à la conclusion de la paix. Léon Blum, lui, n'intervient pas.

Le Parlement, dit Spinasse, va se charger des fautes communes. Ce crucifiement est nécessaire pour éviter que le pays ne sombre dans la violence et dans l'anarchie. Notre devoir est de permettre au gouvernement de faire une révolution sans que coule le sang. Si l'autorité du maréchal Pétain rend possible cette tâche, alors le don qu'il nous a fait de sa personne n'aura pas été vain. Que notre décision soit sans appel : elle engage définitivement la France. Nous devons aussi rompre sans esprit de retour avec le passé. Celui-ci était plein d'illusions et si les horizons du monde ont paru s'en approcher, ce n'était qu'un mirage. Nous avons cru à la liberté individuelle, à l'indépendance de l'homme. Ce n'était qu'une anticipation sur un avenir qui n'était pas à notre portée. Une nouvelle foi doit naître sur des valeurs nouvelles...

Le Président du Sénat

Jules Jeanneney, président du Sénat, déclare au procès qu'il a été, comme la représentation nationale, « entôlé ». Il ne peut expliquer qu'il ait salué le Maréchal avec enthousiasme, présidé à la tenue de l'Assemblée réunissant le Sénat et la Chambre, qu'il ait voté les pleins pouvoirs et attendu janvier 1941 pour refuser courageusement de fournir la liste qui lui était demandée des sénateurs juifs. Il ne conteste pourtant pas la légalité du vote :

M. le président Jeanneney. – Les choses se déroulèrent comme il était légal, à savoir que, le lendemain, deux décrets parurent au *Journal officiel*, l'un qui clôturait la session ordinaire, l'autre qui convoquait l'Assemblée en session extraordinaire. Il ne s'agissait, dès lors, plus pour moi que d'assurer avec impartialité, cela va de soi, c'est l'essence de mes fonctions, et avec toute la clarté qui se pourrait, les délibérations des deux Assemblées.

Le 9 juillet, en ouvrant la séance du Sénat, j'ai, dans mon allocution, eu, à l'égard du maréchal Pétain, des paroles bienveillantes, très bienveillantes même et qui ont été couvertes d'applaudissements. L'événement n'a nullement justi-

fié, certes, ni les applaudissements, ni les paroles elles-mêmes.

Il ajoute :

M. le président Jeanneney. – Avait-on le choix ? Il est incontestable qu'à ce moment, tous les yeux étaient tournés vers le maréchal Pétain. Il était même une sorte de bouée de sauvetage vers laquelle toutes les mains se tendaient. Il était certainement le seul nom autour duquel on pourrait faire l'union et la concorde dans notre pays.

C'est pour avoir voulu cela que je me suis exprimé. Je vous laisse le soin de dire si j'ai eu tort.

Je peux me reprocher aujourd'hui ces paroles. Il serait trop facile d'exprimer ici des reproches envers moi à la lueur des faits accomplis.

Quoi qu'il en soit, sur ce point, j'avais à pourvoir à la tenue de l'Assemblée nationale.

S'il critique, au nom du règlement, la priorité donnée au projet de loi du gouvernement sur les contre-projets et l'absence d'explications du vote, il préside au vote, il le reconnaît :

M. le président Jeanneney. – Voilà comment, entre 17 h 15 et 19 heures, les pleins pouvoirs ont été donnés pour que la France reçoive une Constitution nouvelle. Il n'y a, je crois, aucun doute pour personne aujourd'hui qu'un pareil vote a été un vote véritablement extorqué.

Je me suis, le soir même, permis une expression que je me permets de réitérer : ce fut un « entôlage » et je crois que le mot n'a pas cessé d'être véridique.

Mais, interrogé par Isorni, il doit reconnaître que les pleins pouvoirs qu'il a contribué à faire voter par son allocution du 9 juillet n'ont pas été extorqués et que l'usage qui en a été fait n'était pas contraire à la lettre de la loi constitutionnelle. Ajoutant : « C'est cela qui a empêché toute intervention de ma part. »

M^e Isorni. – Monsieur le président, un membre de la Haute Cour désirait savoir hier si la réunion de l'Assemblée nationale avait été régulière. La question avait été posée à M. le président Lebrun et je crois bien que ce dernier avait demandé qu'elle vous fût posée.

M. le président Jeanneney. – La réponse est aisée, au moins quant à la forme.

L'Assemblée nationale a été convoquée régulièrement par un décret, par le pouvoir qui en avait le droit, à une date qui, comme je l'ai dit, était trop proche, mais rien dans la loi ne s'opposait à cela.

Les deux assemblées convoquées séparément ont délibéré et, séparément, comme la loi constitutionnelle l'exige, elles ont décidé qu'il y avait lieu de réviser la Constitution.

Jusque-là, rien que d'irréprochable. L'Assemblée nationale se tint, régulièrement convoquée sous la discipline de son bureau, comme il est de règle, et elle délibère dans les conditions que je viens de dire.

Quelle a été sa valeur morale? Quelle appréciation portera-t-on par la suite sur les décisions qu'elle a prises? Ceci est une autre affaire; mais, du point de vue de la forme, je le répète, les conditions dans lesquelles l'Assemblée nationale a siégé ont été régulières.

M^e Isorni. – Dans ces conditions, monsieur le président, les pouvoirs accordés au maréchal Pétain lui ont été juridiquement accordés d'une manière légale?

M. le président Jeanneney. – Dans la forme, oui, dans la mesure où ces pouvoirs ont été moralement donnés d'une façon valable; et c'est là, précisément, que j'insiste sur la distinction que j'ai faite tout à l'heure. Je ne crois pas que, dans les conditions véritablement dolosives dans lesquelles un vote a été arraché à l'Assemblée nationale, il y avait eu vraiment un pouvoir, sinon régulier, au moins valable. Voilà ma pensée.

M^e Isorni. – Ne pensez-vous pas, monsieur le président, que votre discours était de nature à donner à ce vote une autorité considérable en raison, précisément, de l'autorité de votre personne.

M. le président Jeanneney. – Oh, je n'ai eu nullement cette ambition. J'ai pris soin d'expliquer par avance quel était

mon état d'esprit. Nous étions à un moment de désarroi complet où chacun cherchait un guide et où tout le monde se montrait heureux d'en avoir découvert un, qui fut mauvais, mais qui était le seul qui existât à ce moment-là.

Un juré. – Je demande à poser une question. M. le président Jeanneney se souvient-il qu'il y a eu 80 parlementaires qui ont voté contre et protesté ?

M. le président Jeanneney. – Il y a eu 569 voix pour et 80 contre.

Le même juré. – Seconde question : vous déclarez que les pouvoirs ont été régulièrement donnés au maréchal Pétain...

M. le président Jeanneney. – Dans la forme.

Le juré. – Dans la forme. Le texte de la résolution du 10 juillet, contre lequel 80 parlementaires ont voté, donnait au maréchal Pétain, au Gouvernement de la République plus exactement, sous sa signature, le pouvoir de promulguer par un ou plusieurs actes une Constitution nouvelle, mais cette Constitution nouvelle devait être ratifiée par la nation consultée. Savez-vous si le maréchal Pétain dès le lendemain a ou non publié des actes constitutionnels qu'il a appliqués immédiatement et, en cela, n'a-t-il pas dépassé, usurpé le pouvoir ? N'a-t-il pas pris le pouvoir législatif qu'il n'avait pas le droit de prendre, étant donné qu'il ne pouvait que promulguer une constitution qui ne pouvait être appliquée qu'après les hostilités ; et, par conséquent, si, dans la forme, des pouvoirs lui ont été donnés, il a dépassé ces pouvoirs ? Ne vous semble-t-il pas – c'est la question que je pose, je ne l'affirme pas – qu'il a dépassé ses pouvoirs et a usurpé des pouvoirs qui ne lui avaient pas été donnés ?

M. le président Jeanneney. – Je ne le pense pas, pour la raison que la loi constitutionnelle donnait au maréchal Pétain le pouvoir de promulguer en un ou plusieurs actes. Il avait tout le pouvoir constitutionnel et dans ce pouvoir constitutionnel était inclus nécessairement le pouvoir législatif. Il l'avait de droit. Il y a eu certainement abus de sa part de s'attribuer dans l'ordre législatif des pouvoirs exclusifs, contrairement aux promesses formelles qu'il avait faites au Parlement, mais ceci est une autre question.

M^e Isorni. – Une dernière question, monsieur le président. Lorsque, en vertu des pleins pouvoirs qui lui avaient été accordés par l'Assemblée nationale le 10 juillet, le maréchal

Pétain est devenu, le 11 juillet, chef de l'État français, avez-vous considéré que c'était en violation des pouvoirs qui lui avaient été accordés et, si oui, avez-vous adressé une protestation solennelle?

M. le président Jeanneney. – Je considérais l'usage qui était fait des pouvoirs donnés comme exorbitant, mais non contraire à la lettre de la loi constitutionnelle. Et c'est cela qui a empêché toute intervention de ma part.

Le président de la Chambre des députés

Le 30 juillet, Édouard Herriot, le dernier témoin de l'accusation, est entendu. « Soixante-treize ans, professeur », annonce-t-il. Lui aussi rappelle qu'il a condamné l'armistice et la tentative empêchée des parlementaires de rejoindre l'Afrique du Nord. Il défend ses collègues qui sont partis sur le *Massilia*. Sur Georges Mandel, dont il fut l'adversaire politique, mais qu'il salue comme « patriote admirable, patriote indomptable, patriote inflexible », il a cette belle formule : « Il est mort, lui aussi, et je m'incline devant sa mémoire puisque je ne sais où je pourrais le faire devant son tombeau. » Et il conclut sur le vote des pleins pouvoirs et leur détournement :

M. le président Herriot. – Le texte voté par l'Assemblée nationale de Vichy, ce texte dont on a tant discuté, que dit-il essentiellement?

Il dit que tous pouvoirs sont donnés; mais à qui? au Gouvernement de la République.

Ainsi, comme nous le soutiendrons, M. le président Jeanneney et moi, dans notre lettre du 31 août 1942, c'est à l'intérieur de la République, c'est dans les limites de la République, c'est sous la tutelle de la République, sous son contrôle, que la réforme constitutionnelle doit être faite.

L'acte constitutionnel numéro 1 dit : « Nous déclarons assumer les fonctions de chef de l'État. » Entre le premier texte voté par l'Assemblée et le premier acte constitutionnel, il y a le coup d'État; c'est là qu'il se place.

Il est d'ailleurs illustré bientôt par des faits qui le rendent sensible aux plus prévenus en sa faveur : on efface des monuments, là où on peut le faire, cette devise : « Liberté, Égalité, Fraternité », qui est, je le crois profondément pour ma part et j'en ai eu encore tout récemment des preuves, la meilleure caution et le meilleur symbole de la France à l'étranger. On enlève les bustes de la République de nos écoles ; on enlève son effigie des timbres, des monnaies. On va même jusqu'à remplacer les procureurs de la République par des procureurs d'État. Nous sommes en pleine dictature ; la dictature est réalisée.

Mais l'ancien président de la Chambre des députés a oublié quelque chose. Tout le monde l'a senti. Le président Mongibeaux lui rappelle l'épisode singulier de son retour de captivité en août 1944 pour un bref séjour dans la capitale. Il reconnaît en effet que le 12 août il a eu la surprise de recevoir à Mareille, près de Nancy, dans la clinique où il est interné, la visite de Laval qui le ramène à Paris – « vous êtes libre ». A Paris, à l'Hôtel de Ville : « Laval m'a tâté du bout des doigts. Il m'a annoncé son intention de convoquer l'Assemblée nationale. » Ce fut l'ultime combinaison de Laval, car il savait qu'Herriot avait la confiance de Roosevelt, pour transmettre ses pouvoirs à l'Assemblée nationale et préparer la constitution d'un gouvernement qui ne soit pas l'otage des communistes et des gaullistes. C'est sa réponse au projet de réforme constitutionnelle du Maréchal, que celui-ci a tenté sans lui et en se désolidarisant de lui. Selon Herriot : « Je lui ai dit que c'était son affaire mais qu'en tout cas ce n'était pas la mienne, car le président de l'Assemblée nationale c'est le président du Sénat. Je l'ai prié de s'adresser à une autre porte. »

Si le pari fut perdu par Laval, Herriot ne semble pas avoir eu une attitude aussi catégorique que celle qu'il expose à la Haute Cour. Prudent, il a tenté de gagner du temps. Il voulait attendre l'arrivée des Alliés en lan-

ternant Laval. Après un déjeuner avec Otto Abetz, le 17 août, à l'hôtel Matignon, dont Josée de Chambrun, la fille de Laval, a fait le pittoresque récit, et après que les deux hommes se sont donné l'accolade, Herriot confie qu'il ne serrera jamais la main de Pétain : « Vous Laval, c'est différent; vous vous expliquez, mais serrer la main de Pétain, jamais. Il est l'ennemi de la République, je n'ai pas plus confiance en lui qu'en de Gaulle; ce sont des ambitieux et c'est la raison pour laquelle je suis rentré. On me ramène par la force. Je n'y peux rien, que la subir. » Knochén a reçu de Ribbentrop, alerté par Déat et Doriot, l'ordre de mettre fin à l'expérience dont il ne semble pas avoir été informé au préalable. L'ordre est donné le même jour d'emmener le gouvernement à Belfort.

Herriot a aussi oublié sa fameuse allocution, le 9 juillet 1940, devant la Chambre des députés :

M. le bâtonnier Payen. – Vous nous avez dit tout à l'heure, si j'ai bien compris, que vous considérez que l'armistice était une faute contre l'honneur?

M. le président Herriot. – Oui.

M. le bâtonnier Payen. – Avez-vous le souvenir d'une allocution que vous avez prononcée une quinzaine de jours après l'armistice?

M. le président Herriot. – Le 9 juillet.

M. le bâtonnier Payen. – Exactement, vous avez bonne mémoire, monsieur le président.

M. le président Herriot. – Assez bonne.

M. le bâtonnier Payen. – Alors vous allez certainement reconnaître ce texte qui, à première vue, paraît difficilement conciliable avec l'opinion que vous aviez de l'armistice. Vous vous adressiez à celui qui avait demandé l'armistice, qui l'avait obtenu, et vous lui disiez, ou plutôt vous disiez à vos collègues – c'était dans une séance solennelle :

« Mes chers collègues, si l'on veut bien méditer sur de tels sacrifices, comme on se sent éloigné des passions qui pourraient tendre encore à se manifester, et comment, alors que le sol français n'est pas libre, ne serions-nous pas contraints

de nous imposer à nous-mêmes la discipline la plus rude? Autour de M. le maréchal Pétain, dans la vénération que son nom inspire à tous, notre nation s'est groupée en sa détresse. Prenons garde de ne pas troubler l'accord qui s'est ainsi établi sous son autorité. »

C'était l'auteur de l'armistice.

M. le président Herriot. – Oui, maître, je vais vous répondre. Je m'attendais d'ailleurs un peu à votre question.

M. le bâtonnier Payen. – Je m'en doute.

M. le président Herriot. – Pardonnez-moi car vous en avez posé une qui était un peu du même ordre. Je vais vous dire, en effet, sur ce point, ma pensée : je n'avais – et en voici une nouvelle preuve – aucune prévention contre M. le maréchal Pétain. J'ai été ministre en même temps que lui. J'ai été au Conseil des ministres assis à côté de lui. Sans être intime, nos relations ont toujours été correctes, je crois pouvoir même dire courtoises. Il avait sa légende. J'ai désiré y croire. J'ai fait tout le possible pour y croire. J'ai dû renoncer à y croire. Voilà ma réponse.

M. le bâtonnier Payen. – Vous n'aviez pas renoncé à y croire encore le 9 juillet.

M. le président Herriot. – Il n'y avait pas les actes constitutionnels.

M. le bâtonnier Payen. – Mais vous saviez qu'il était l'auteur de l'armistice...

M. le président Herriot. – Je savais.

M. le bâtonnier Payen. – ... de cet armistice que vous trouvez déshonorant pour le pays.

M. le président Herriot. – Oui.

M. le bâtonnier Payen. – Et vous lui adressez les paroles dans les termes que je viens de lire.

M. le président Herriot. – Je ne renie pas ces paroles.

La réforme constitutionnelle du 13 novembre 1943

Chacun savait à l'Assemblée qu'en déléguant au maréchal Pétain le pouvoir constituant, l'Assemblée du Front populaire avait mis fin à la Constitution de 1875 et au parlementarisme. Le lendemain paraît le premier des actes constitutionnels, sous la signature de Pétain,

par lequel il déclare assumer les fonctions de chef de l'État français :

Nous, Philippe Pétain, Maréchal de France,
Vu la loi constitutionnelle du 10 juillet 1940...

Le second acte fixe les pouvoirs du chef de l'État :

Nous, Maréchal de France, chef de l'État français,
Vu la loi constitutionnelle du 10 juillet 1940...

Ce qui ne fut jamais dit au procès – bien que les preuves se soient trouvées dans les dossiers où Louis Noguères les retrouvera – et ce que Marc Ferro et F.-G. Dreyfus ont reconstitué à partir des Archives nationales, de celles des Affaires étrangères et des documents allemands, c'est que l'histoire constitutionnelle de Vichy ne s'arrête pas le 11 juillet 1940. Le 13 novembre 1943, le Maréchal, qui avec l'aide de son entourage tente de rééditer le coup d'État du 13 décembre 1940 et de se débarrasser de Laval, enregistre un message qui annonce la mise au point de la nouvelle Constitution que l'Assemblée nationale lui avait donné mission de préparer et de promulguer. Il annonce ainsi un acte constitutionnel numéro 4 *sexiès* qui, en cas de décès du Maréchal, restitue à la Chambre des députés et au Sénat réunis en Assemblée nationale le pouvoir constituant. Laval, qui a compris qu'il n'est plus alors le successeur désigné selon l'acte 4 et 4 *quinquiès*, s'exclame, selon les carnets de sa fille : « Tiens, vous êtes républicain maintenant ? » Sur ordre de Berlin la censure allemande interdit la diffusion du message, déjà envoyé à imprimer et prévu pour 19 h 30 :

Français, le 10 juillet 1940, l'Assemblée nationale m'a donné mission de promulguer par un ou plusieurs actes une nouvelle Constitution de l'État français. J'achève la mise au point de cette Constitution. Elle concilie le

principe de la souveraineté nationale et le droit de libre suffrage des citoyens avec la nécessité d'assurer la stabilité et l'autorité de l'État. Mais je me préoccupe de ce qui adviendrait si je venais à disparaître avant d'avoir accompli jusqu'au bout la tâche que la Nation m'a confiée. C'est le respect de la légitimité qui conditionne la stabilité d'un pays. En dehors de la légitimité, il ne peut y avoir qu'aventures, rivalités de factions, anarchie et luttes fratricides. J'incarne aujourd'hui la légitimité française. J'entends la conserver comme un dépôt sacré et qu'elle revienne à mon décès à l'Assemblée nationale de qui je l'ai reçue si la nouvelle Constitution n'est pas ratifiée. Ainsi, en dépit des événements redoutables que traverse la France, le pouvoir politique sera toujours assuré conformément à la loi. Je ne veux pas que ma disparition ouvre une ère de désordres qui mettrait l'unité de la France en péril. Tel est le but de l'acte constitutionnel qui sera promulgué au *Journal officiel*. Français, continuons à travailler d'un même cœur à l'établissement du régime nouveau dont je vous indiquerai prochainement les bases et qui seul pourra rendre à la France sa grandeur.

Le message ne sera pas publié ni diffusé. Le Maréchal reçoit à la même heure Krug von Nidda et lui remet une protestation solennelle qui paraîtra comme son message dans la presse suisse : « Je constate le fait et je m'incline. Mais je vous déclare que, jusqu'au moment où je serai en mesure de faire publiquement cette déclaration, je me considère comme dans l'impossibilité d'exercer mes fonctions. » La solennité tourne en tragi-comédie, puisque le Maréchal cède une fois de plus.

La stratégie de Pétain avait été de conduire une reprise en main des institutions de l'État, pour transmettre la légitimité à l'heure de la libération par les Américains. La différence de stratégie avec Laval vient de ce que Pétain ne crut jamais à la victoire allemande alors que Laval exprima toujours la croyance contraire. Un petit groupe a préparé le projet de Constitution : Lucien Romier, qui a toute la confiance

du Maréchal, Henri Moysset, Yves Bouthillier, et Gilbert Gidel, recteur de l'Université de Paris. Il s'agit d'associer les grands principes républicains aux grands principes de la révolution nationale dans une synthèse originale.

Cette stratégie de transition est confortée dans leur esprit par la popularité que conserve le Maréchal et dont témoignent les rapports des préfets. A l'opposé, la presse collaborationniste demande la constitution d'un gouvernement national-socialiste, le contrôle de la police par la Milice, l'épuration de l'Administration, la préparation d'un parti unique... « Non, l'espérance ne peut être républicaine », écrit Pierre-Antoine Cousteau dans *Je suis partout*. Les maréchalistes et les collaborationnistes, pour des raisons opposées, veulent se débarrasser de Laval : parce qu'il parle comme s'il croyait à la victoire allemande et que son impopularité déteint sur le Maréchal, et qu'il compromet ainsi la stratégie de transfert, selon les premiers ; parce qu'il n'entre pas dans la collaboration totale, se plaignent les seconds avec Déat. Et paradoxalement Pétain, pour marquer ses distances vis-à-vis de Laval, et Laval, pour compenser sa persévérance dans la collaboration, veulent séparément retourner devant le Parlement pour revivifier la légitimité de l'État français.

C'est alors que Ribbentrop, par l'intermédiaire d'Otto Abetz, adresse au Maréchal une longue lettre comminatoire, datée du 27 novembre 1943. Elle marque que les autorités allemandes ont bien vu la signification de la réforme constitutionnelle :

Le Führer m'a chargé, Monsieur le Maréchal, de vous notifier en son nom ce qui suit :

1. - le projet de révision de la Constitution qui nous a été soumis tend à mettre la désignation future du chef de l'État français, même pendant la guerre, entre les mains d'un organisme qui constituait, dans le passé, l'Assemblée nationale française. Il semble, Monsieur le Maréchal, que vous avez, en cela, totalement perdu de

vue que cette Assemblée nationale est le même corps qui, en septembre 1939, a déclaré sans le moindre motif la guerre à l'Allemagne, malgré les assurances solennelles de paix échangées encore le 6 décembre 1938 entre la France et l'Allemagne, et qu'au surplus une partie non négligeable des membres de ce corps, violent, une fois de plus, d'une manière flagrante, l'accord intervenu entre nos deux pays, c'est-à-dire l'armistice, lutte à nouveau contre l'Allemagne. Le gouvernement du Reich doit repousser avec indignation et comme une prétention impossible l'intention du chef de l'État français de remettre en fonction une pareille Assemblée par l'acte constitutionnel projeté, afin de légaliser, pour ainsi dire, par là, une nouvelle activité de traîtres et de gens qui ont violé le droit (...).

3. - Cet incident donne au Führer l'occasion de faire, en toute clarté, sur l'évolution politique en France pendant ces derniers temps, la constatation suivante : l'Allemagne pouvait espérer, au moins depuis Montoire, qu'en réponse à la politique généreuse du Führer, vous consolideriez, Monsieur le Maréchal, de plus en plus la situation en France après la guerre perdue et que vous rendriez toujours plus féconde la collaboration, tant de fois promise, avec l'Allemagne. Or, si l'on jette un regard sur les trois dernières années des rapports franco-allemands, on ne peut que constater que cet espoir n'a été réalisé que partiellement et que les mesures que vous avez prises, Monsieur le Maréchal, en votre qualité de chef de l'État français, n'ont eu malheureusement que trop souvent pour résultat de rendre plus difficile la collaboration...

Et le ministre allemand, au nom du Führer, constate les actes de résistance permanente du Maréchal :

La trahison de vos généraux et amiraux en Afrique du Nord et la participation indirecte à cette trahison de personnalités très haut placées de Vichy, la violation avérée de nombreuses dispositions militaires de la Convention d'armistice et, maintenant, la récente tentative d'une révision constitutionnelle, dirigée encore, en fin de compte, contre l'Allemagne et apparemment destinée, par la remise en activité de l'ancienne Assemblée

nationale française, devenue entièrement illégale, à jeter des ponts en direction du Comité d'Alger et, par la suite, des Anglais et des Américains, tout cela caractérise les étapes d'un chemin qui s'éloigne, de plus en plus, de Montoire.

Cette lutte constante contre tout travail positif de reconstruction française a eu comme conséquence de rendre impossible, par votre résistance permanente, monsieur le Maréchal, la nomination aux postes décisifs du gouvernement et de l'administration française d'hommes dont l'attitude loyale aurait permis de faire une politique raisonnable de consolidation intérieure de la France et d'éliminer, à tout le moins, les pires manifestations d'injustice sociale.

Pour toutes ces raisons, vous ne serez pas surpris, monsieur le Maréchal, si le gouvernement du Reich a observé votre activité comme chef de l'État avec une réserve toujours croissante.

Le double jeu est ainsi dénoncé, et cette lettre eût constitué un moyen de défense capitale si le Maréchal n'avait en définitive obtempéré au diktat en reprenant sa démission, en s'engageant à soumettre les projets de loi à l'approbation allemande, en remaniant le gouvernement dans le sens de la Collaboration et en écartant ceux que l'occupant juge indésirables, dont Lucien Romier, le principal rédacteur de la Constitution projetée.

4. - Pour mettre fin à l'état de choses actuel qui est devenu intolérable, le gouvernement du Reich se trouve aujourd'hui dans l'obligation de demander à la direction suprême de l'État français : - que, désormais, toutes les modifications de lois projetées soient soumises à temps à l'approbation du gouvernement du Reich ; - qu'en outre, M. Laval soit chargé de remanier, sans délai, le cabinet français dans un sens acceptable pour le gouvernement allemand et garantissant la collaboration. Ce cabinet devra jouir de l'appui sans réserve de la direction suprême de l'État ; - enfin, la direction suprême de l'État sera responsable des mesures prises en vue d'éliminer immédiatement tous les éléments

gênant le travail sérieux de redressement dans les postes influents de l'Administration ainsi que de la nomination à ces postes de personnalités sûres.

Ce texte a été produit par Louis Noguères, successeur de Mongibeaux comme président de la Haute Cour, dans *Le V véritable Procès du maréchal Pétain*¹. C'est la lettre la plus insultante que le chef de l'État ait jamais reçue, commentera le procureur général Mornet, après sa lecture partielle. Ce à quoi le bâtonnier Payen oppose qu'elle témoigne des sentiments anti-allemands du Maréchal et de ses efforts, reconnus par l'autre partie, pour contrarier la Collaboration. Ce qui eût été vrai si le destinataire n'avait pas abdiqué, éloigné Romier et nommé Déat ministre. Le codicille à la lettre du 11 décembre 1943 au Führer est l'expression concise de sa capitulation : « Monsieur le Chancelier, comme suite à ma lettre du 11 décembre et au désir que vous avez fait exprimer, je précise que les modifications de lois seront soumises, avant publication, aux autorités d'occupation. »

Les nazis avaient estimé que le Maréchal refuserait de s'incliner devant leurs exigences et se retirerait, et Otto Abetz avait préparé l'argumentation justificative, à faire diffuser par la presse et la radio françaises, dans un télégramme secret n° 7606 dans lequel on lit :

Le 13 novembre de cette année, le Maréchal et ses acolytes ont entrepris la tentative de rétablir dans ses droits, par une révision de la Constitution, l'Assemblée nationale, c'est-à-dire les anciens parlementaires qui, en déclarant la guerre, se sont rendus coupables de la débâcle française et ont définitivement démissionné le 10 juillet 1940. Cela devait préparer le rattachement à la démocratie des Anglo-Américains et jeter un pont vers la dissidence, tentative qui, à vrai dire, vue du côté des Anglo-Américains et de leurs satellites à Alger, ne fait

1. P. 579 et suiv.

que récolter raillerie et dérision. En cherchant à légitimer le nouveau parlementarisme de la III^e République, le Maréchal a définitivement manqué à la mission historique que lui avait confiée le peuple français en juillet 1940 et s'est déclaré lui-même en faillite. Son départ et la liquidation définitive de sa camarilla ont maintenant ouvert le champ libre à la vraie France nationale; qui aspire à la sécurité, à la tranquillité et à la justice sociale dans une nouvelle Europe protégée contre les attaques du dehors, et qui désire une réconciliation définitive avec l'Allemagne¹.

L'échec de l'ultime sursaut du Maréchal avant la déchéance qui fera de l'État français un satellite du Reich a conduit à écarter un projet constitutionnel qui aurait mérité un meilleur sort. Sa parenté est grande avec la Constitution de 1958. Il institue en effet un véritable régime présidentiel, puisque c'est le Président qui nomme et révoque le Premier ministre, et décide que « le maintien des droits et des libertés ainsi que le respect de la Constitution sont garantis par une Cour suprême de justice devant laquelle tout citoyen peut introduire un recours². » Ce sont les garanties les plus élaborées d'un État de droit, tel que l'assurera le Conseil constitutionnel en France en 1974, qui étaient projetées à l'aube d'une année qui verra s'évanouir les dernières garanties de droit. Mais le procès de la Collaboration constitue un autre chapitre, et l'accusation la plus lourde et la plus justifiée.

1. Cité par Marc Ferro, *op. cit.*, p. 471 et suiv.

2. F.-G. Dreyfus, *op. cit.*, p. 734 et suiv.

X

PÉTAIN ET LAVAL OU LE DOUBLE JEU DE LA COLLABORATION

Il restait à juger la politique du Maréchal sous l'Occupation. C'était le véritable sujet du procès. Il fut escamoté. L'accusation avait fait en effet porter l'essentiel de son effort et mobilisé ses premiers témoins sur le complot, sur l'armistice, et sur le renversement de la République. Ce qui se justifiait au nom de la raison d'État pour un procès en légitimité, celui qu'avait voulu le général de Gaulle. Mais, pour l'opinion publique, ce qui comptait c'était de savoir si le Maréchal avait accepté de collaborer pour éviter à la France le sort de la Pologne et préparer la revanche, ou si la Collaboration avait été effective et voulue pour elle-même. La question était de savoir si le Maréchal en était le responsable. La hâte avec laquelle avait été conclue la procédure n'avait pas non plus permis d'approfondir, au-delà des actes et des paroles publics, ce qu'avait été la politique du Maréchal pendant ces quatre années. « Ces quatre années à rayer de notre histoire », devait écrire Mornet comme pour se justifier de ne pas les avoir écrites.

Ce procès devait, plus qu'aucun autre procès politique, se poursuivre devant l'opinion faute d'avoir été instruit et donner naissance à une double mémoire. La première se trouve confortée par l'*Histoire de Vichy* de Robert Aron, celle de François-Georges Dreyfus et par

les ouvrages d'Henri Amoureux. La seconde, aujourd'hui dominante, se nourrit de Robert Paxton et de Serge Klarsfeld.

Albert Camus, dans *Combat*, marque bien dans son éditorial du 1^{er} août 1945 ce que n'était pas ce procès au moment où il allait peut-être sortir de cette atmosphère feutrée et de cette parade d'anciennes et de futures excellences préoccupées de se justifier : « L'ironie est féroce d'avoir choisi un représentant et des témoins de l'accusation qui, justement, n'ont pas qualité pour accuser... Il n'en reste pas moins que cette ironie n'est pas supportable, ni cette manière de rechercher des complots dont on est incapable de faire la preuve ou d'égarer un procès de trahison sur un armistice dont on peut dire en effet qu'il était une erreur, mais dont on ne peut pas démontrer qu'il était un crime. La vérité reste tout entière à établir... Il s'agit d'établir si Pétain a servi l'Allemagne, si sa politique a renforcé les chances de la guerre hitlérienne, s'il est responsable des déportations, tortures et fusillades... s'il a été enfin, qu'il l'ait voulu ou non, le serviteur de l'ennemi et l'agent de ses infamies... » C'est la question qui se posait lorsque fut prise par la Cour la décision d'entendre Pierre Laval, après une délibération d'une heure et demie : « Est-ce raisonnable ? Est-ce que Pierre Laval, avant que l'instruction ait été menée, ou même ouverte sur son cas, avant qu'une lumière quelconque ait été faite sur ses actes ou sur ses dires, peut venir, dans le procès actuel, qui n'est pas le sien, mais qui est si proche du sien, apporter des déclarations dont il faudra tenir compte sans qu'elles puissent être aucunement vérifiées ? Ne valait-il pas mieux, franchement, suspendre le procès en cours et en renvoyer la continuation au jour où l'instruction Laval aurait été assez avancée pour permettre de juger en toute connaissance de cause de quel poids fut ou ne fut pas l'action Laval sur l'action Pétain ? »

Ce fut l'autre temps fort du procès, égal en intensité au duel Weygand-Reynaud, que l'audition surprise de Pierre Laval. Le 1^{er} août, Pierre Laval qui, réfugié en Espagne, avait été déclaré indésirable par le gouvernement espagnol sous la pression des Alliés, puis renvoyé en Allemagne, fut transféré en France et incarcéré à Fresnes. Le lendemain, 2 août, le premier président annonce sa présence et son audition pour le lendemain, en vertu de son pouvoir discrétionnaire. C'était dans la logique du procès; c'était Laval qui était à l'origine du vote du 10 juillet 1940 et c'est lui qui avait conduit, comme chef du gouvernement, la politique de Collaboration.

La défense, qui pensait qu'elle avait à redouter que ce revenant, qui ne pouvait ignorer que le Maréchal le méprisait et le détestait, « charge » son client, ne pouvait pour autant s'opposer à cette audition sans sembler la craindre. Payen rédige en hâte des conclusions pour demander que Pierre Laval soit entendu dans le cadre d'un supplément d'informations. Les conclusions sont rejetées et Laval cité à comparaître le lendemain 3 août à 13 h 30.

C'est dans une atmosphère de grande première, ou plutôt d'arène, qu'il est entendu. La police, dans la crainte d'un attentat, est sur le pied de guerre. Laval, qui ne sait rien du procès ni de l'opinion, et qui sort du dépôt après une nuit brève à Fresnes, apparaît par la petite porte comme une bête blessée et non comme une bête de combat par l'entrée du toril. Une tête de vieillard, bien qu'il n'ait que soixante-deux ans, les cheveux blanchis, la moustache jaunie par le tabac, hagard, amaigri, considérablement amaigri, le cou décharné sortant d'une chemise blafarde. Son costume gris à rayures est orné de sa célèbre cravate blanche, mais défraîchie. Il semble avoir passé la nuit dans le train. Son teint est bilieux et sa lèvre tremblante. Il

serre contre lui une serviette qui semble vide. Il est seul, cherchant au-delà des éclairs de magnésium et des regards curieux et malveillants un sourire amical qu'il ne rencontre pas. Il attend ainsi, son chapeau mou terni à la main, qu'on veuille bien l'interroger :

M. le premier président. – L'audience est ouverte.

Monsieur l'huissier, veuillez appeler le témoin Pierre Laval. Veuillez nous dire vos nom, prénoms, âge, qualité et domicile.

M. Pierre Laval. – Laval, Pierre Jean Marie, né le 28 juin 1883, à Châteldon (Puy-de-Dôme). Domicile : 15, villa Saïd, Paris.

M. le premier président. – Je ne vous fais pas prêter serment. Je ne vous entends qu'à titre de renseignement, et j'entends, du reste, ne pas vous poser de questions qui puissent être considérées comme étant un interrogatoire anticipé d'un prévenu ou d'un accusé.

Je vous entends simplement pour que vous nous donniez des éclaircissements sur la politique qui a été pratiquée par le maréchal Pétain avec un gouvernement que vous présidiez.

Je vais procéder par questions et je vais vous demander de ne pas répondre très longuement et, surtout, de ne pas faire de diversions. Vous êtes assez familiarisé avec les assemblées pour comprendre ce que je veux vous dire en vous disant : pas de diversions, de digressions. Je vais vous poser des questions que je vais m'efforcer de rendre précises et auxquelles je vous demande de répondre brièvement ; mais, tout de même, de façon suffisamment complète pour que la lumière puisse jaillir de ce que vous allez nous dire.

Ma première question est la suivante :

A quelle date ont commencé vos relations politiques avec le maréchal Pétain ?

« Pierre Laval, Philippe Pétain ! En même temps sous nos yeux et captifs tous les deux ! les voilà tous deux rassemblés, la honte en uniforme et la honte en complet gris ! » écrit Madeleine Jacob dans *Libération*. La voix fatiguée du témoin hésite, trébuche. « On atten-

duit le vice et le crime réunis, écrit Maurice Clavel. On eut un idiot de village d'Auvergne s'adressant au juge de paix pour la première fois. » Puis, peu à peu, sa voix s'affermir. Son accent ajoute du charme à sa simplicité. Il retrouve son assurance et sa force et croit pouvoir convaincre. Certains dans la salle se souviennent sans doute de la fameuse formule d'Anatole de Monzie quand il prononça sa dernière plaidoirie d'avocat parlementaire : « Louis XI de grande banlieue, qui avance à pas feutrés avec ses petites ruses, espérant accomplir de grands desseins. »

« Je luttai obstinément contre la guerre », commence Pierre Laval. Et il entreprend de raconter ses efforts pour nouer une alliance avec l'Italie contre l'Allemagne. Les accords secrets militaires entre le général Badoglio et le général Gamelin. La concession sur le Tibesti. La guerre d'Abyssinie déclarée par Mussolini. Sa recherche d'un plan pour trouver une solution par l'intermédiaire de sir Samuel Hoare et du duc de Windsor avec lequel il déjeune secrètement sur le conseil d'Anthony Eden. Mais la Chambre des communes n'a pas suivi sir Samuel Hoare. « L'antifascisme, je le déplore mais j'ai le devoir de le dire, non seulement en France, mais ailleurs, a été plus fort que l'amour de la paix. » Le président essaie de hacher ce discours que l'assistance écoute captivée :

M. le premier président. – Je m'excuse de vous interrompre, mais vous ne répondez pas – du moins, il me semble – à la question posée : l'origine de vos relations avec le maréchal Pétain.

« Je m'excuse », « il me semble ». Laval, qui semble suivre avec respect les nombreux rappels à l'ordre, est trop conforté par cette courtoisie d'un président décontenancé par son habileté et sa propre ignorance du dossier pour ne pas reprendre le fil de sa démonstration :

M. le premier président. – Revenons au procès Pétain puisque c'est de cela qu'il s'agit.

M. Pierre Laval. – C'est aussi le mien, hum ! M'sieur le président. Je ne me souciais pas des régimes intérieurs des autres pays. L'Italie était fasciste ; l'Allemagne était nazie. Mais si l'Allemagne avait été communiste et l'Italie républicaine, j'aurais fait exactement la même chose. Les peuples ont le droit de choisir les régimes qui leur conviennent ; un autre peuple a le devoir de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de ses voisins. Voilà ma position.

Et, puisqu'il sait que Mussolini, même s'il a des affinités avec Hitler, est aussi attaché à avoir un glacier entre son pays et l'Allemagne et qu'il est alors décidé à ce que l'Allemagne ne s'empare pas de l'Autriche, il s'oppose à l'aggravation des sanctions contre l'Italie.

– Si la sanction du pétrole avait été appliquée, la guerre était certaine entre l'Italie, la France et l'Angleterre. Mais s'imaginer que le conflit aurait été localisé entre l'Italie, la France et l'Angleterre est folie pure. Le feu mis quelque part en Europe, étant donné les rapports des peuples à ce moment, c'était le feu à toute l'Europe, c'était la guerre, en 1935. Nous l'avons eue en 1939. De bons esprits me reprochent et m'ont reproché de n'avoir précisément pas fait cette guerre préventive en 1935, qui aurait évité à la France de subir des armements plus forts de l'Allemagne. J'en demande pardon, mais je suis contre la guerre. J'ai la haine de la guerre. Je suis contre la violence. Je sais que la guerre, même quand elle est victorieuse, ne paye pas. Nous avons eu l'expérience de 1914.

Il ajoute : « Et puis, j'ai trop le respect de la vie humaine. » La salle frémit. Le *Journal officiel* note : *mouvements dans la salle*. Et il conclut que les sanctions appliquées après son départ ont rapproché l'Italie de l'Allemagne et que celle-ci a annexé l'Autriche sans opposition de Mussolini. « L'Autriche annexée, c'était la guerre ».

On comprend à cet instant que l'amertume et la conviction d'être investi d'une mission, sauver le pays, avaient nourri en lui contre l'Angleterre et le Parlement français une volonté de revanche. Il le conteste dans les notes écrites à la prison de Fresnes. Mais on ressent à la lecture de son audition que c'est là que s'est nourrie une rancune profonde contre ceux qui l'ont chassé : on n'a pas voulu l'écouter et on l'a chassé, on a eu la guerre. Il l'a dit en avril 1942, au surlendemain de son retour au pouvoir, évoquant la procédure de son départ du gouvernement en janvier 1936 : « Il a suffi de trois années pour que l'incompréhension des uns, la passion partisane des autres et la trahison de certains aient eu raison de cette France. » Et c'est alors qu'il associe le recours du Maréchal à cette conviction affirmée à nouveau qu'il a eu raison, qu'il a toujours eu raison, qu'il est seul à avoir raison contre tous. Si on ne peut en déduire la preuve de l'existence d'un complot, sa déclaration éclaire sa conduite en juillet 1940, quand il se prépare à conduire la mise en bière de la Constitution de 1875. Sur la paix :

M. Pierre Laval. – Voilà l'idée maîtresse qui m'a conduit ; c'était mon droit, j'étais parlementaire, j'ai été souvent ministre, souvent chef du gouvernement, j'avais comme chacun de vous – et peut-être plus parce que j'étais mieux renseigné – le souci de tout faire, de tout tenter pour empêcher le pire et je me disais qu'un homme comme le Maréchal pourrait peut-être, par son autorité, remettre de l'ordre dans nos affaires extérieures. Voilà comment j'en étais arrivé à concevoir l'idée du maréchal Pétain au pouvoir. Je ne m'en suis pas caché à l'époque. Je le disais au Sénat, j'en parlais avec mes collègues ; ce n'était pas ténébreux, ce n'était pas un complot. D'ailleurs, mes conversations avec le Maréchal ont été fort rares et ce qui m'avait intéressé, c'est que le Maréchal m'avait semblé – pour les mêmes raisons que celles que je viens de dire, à savoir celles de protéger la paix de la France – m'avait semblé disposé, si l'occasion lui en

était offerte, à accepter la responsabilité du pouvoir. Je crois que j'ai ainsi répondu, monsieur le président, à votre question, et je m'excuse encore une fois d'avoir été long, mais je vous affirme qu'il est très difficile de résumer certains faits.

M. le premier président. – Je comprends très bien que vous n'ayez pas pu...

M. Pierre Laval. – D'autant que je ne savais pas quelles questions on me poserait ni ce qu'on a dit au cours du procès.

Sur ses rencontres avec le Maréchal avant la guerre, il est beaucoup plus évasif :

M. le premier président. – Je vous demande si, dans la période qui a précédé la guerre, c'est-à-dire de 1934 à 1939, vous avez eu des rapports fréquents et portant sur des questions politiques avec le Maréchal ?

M. Pierre Laval. – Quand j'ai rencontré le Maréchal – il m'est arrivé de le rencontrer à déjeuner –, il est possible que je lui aie parlé de politique.

M. le premier président. – Vraisemblablement, sur la situation politique extérieure et intérieure, vous aviez des suggestions à formuler sur la façon de résoudre les difficultés que vous aviez abordées vraisemblablement ?

M. Pierre Laval. – Monsieur le président, je ne peux pas inventer devant vous un roman pour être agréable à ceux que ce roman intéresse parce que je serais obligé de le fabriquer de toutes pièces.

M. le premier président. – Je ne vous demande pas un roman, je vous demande d'une façon précise si vos relations ont été suivies ; je ne vous demande pas le nombre de vos pourparlers, de vos conversations, mais je vous demande si vos relations ont été fréquentes.

M. Pierre Laval. – Elles ont été très espacées. Il m'est arrivé quelquefois d'aller le voir à l'hôtel des Invalides pour bavarder avec lui. Mais je ne peux même pas vous dire à quel moment, à quelle date.

M. le premier président. – Vous êtes allé tout de même le voir ?

M. Pierre Laval. – J'y ai été pour bavarder avec lui. C'était mon droit.

A voix basse, il demande à boire. Il boira souvent. C'est de l'eau de Vichy. Il demande à se reposer : « Vous pouvez rester assis. » Il se relève : « Non, c'est plus correct. »

Et il rappelle les conditions de la réunion de l'Assemblée et du vote du 10 juillet. Il se défend d'avoir voulu faire un coup d'État. C'est lui qui a ajouté au texte d'origine « de la République » la formule « l'Assemblée nationale charge le gouvernement » et fait écrire « ratification par la Nation » au lieu de « ratification par les Assemblées qu'elle avait créées » :

M. le premier président. – Ce coup d'État a-t-il été fait par le Maréchal seul...

M. Pierre Laval. – Jamais je n'ai fait de « coup d'État ».

M. le premier président. – Mettons, si vous voulez, cette « opération politique » si le mot vous déplaît.

M. Pierre Laval. – Le mot « coup d'État » me choque dans la mesure où je n'ai jamais rien fait pour l'accomplir. Voici un autre souvenir : le premier texte que j'avais proposé disait : « L'Assemblée nationale charge le gouvernement... » Et un collègue m'a fait remarquer : « Mais pourquoi ne mettez-vous pas : " la République ? " » Je répondis : « Dans ma pensée, c'est cela, c'est un simple oubli. Je trouve naturel, en effet, que les mots " de la République " figurent. » Tant il était dans ma pensée, dans mon esprit, dans mon intention et dans ma volonté qu'aucune atteinte d'aucune sorte ne soit jamais portée contre le principe républicain.

Et il révèle que tous les actes constitutionnels sont nuls car ils ne portent pas la mention nécessaire : « le Conseil des ministres entendu ». Par conséquent, sa propre désignation comme successeur du chef de l'État est caduque. Sur le rôle du Maréchal, le président pose ses questions avant la défense :

M. le premier président. – A propos de son âge, quelle était votre impression, non plus sur la lucidité, l'intelligence

du Maréchal, sa responsabilité, mais est-ce que cet homme vous paraissait représenter à l'âge où il était arrivé...?

M. Pierre Laval. – Monsieur le président, si je n'avais pas eu cette conviction, je n'aurais pas fait ce que j'ai fait.

M. le premier président. – Mais quelle conviction avez-vous eue?

M. Pierre Laval. – Mais la conviction qu'il était apte, la conviction qu'il était le seul apte, la conviction qu'en France, à ce moment, il n'y avait aucune autre personnalité qui pouvait remplir la mission que lui, Maréchal, pouvait remplir. Si je n'avais pas eu cette conviction...

M. le premier président. – Quelle mission? Une mission de façade ou une mission réelle?

M. Pierre Laval. – Monsieur le président, mission de façade... mission réelle...

M. le premier président. – Elle est importante, cette question-là.

M. Pierre Laval. – Je pensais que le maréchal de France aurait été un chef de l'État d'une haute qualité et jouissant d'une grande autorité en France et à l'étranger...

M. le premier président. – Sans gouverner?

M. Pierre Laval. – Je pensais qu'il aurait laissé le gouvernement gouverner sous son contrôle.

M. le premier président. – ... Qu'il aurait régné sans gouverner?...

M. Pierre Laval. – Non, monsieur le président... qu'il aurait laissé agir le gouvernement sous son contrôle. Ce n'est pas la même chose, il y a une différence sensible.

On le voit, Laval ne laisse pas dénaturer sa pensée et dire que le Maréchal aurait régné sans gouverner. C'est lui d'ailleurs qui choisit ses collaborateurs qu'il juge inexpérimentés, car le métier de ministre s'apprend. Mais il surprend à nouveau en disant qu'il n'avait pas de fonction, bien que vice-président du Conseil, dans le gouvernement :

M. le premier président. – Et cependant, vous étiez le mauvais génie!

M. Pierre Laval. – Je suis là pour essayer de rectifier la mauvaise légende.

Ce qui lui donne l'occasion d'équilibrer à nouveau son témoignage sur la corde raide en affirmant que, si sa volonté et sa lucidité étaient intactes, le Maréchal finissait toujours par dire « d'accord » à ses ministres. La raison ? Il n'avait aucune expérience politique :

M. Pierre Laval. – On allait trouver le Maréchal et il disait : « D'accord. »

M. le premier président. – Il disait : « D'accord. »

M. Pierre Laval. – Je le présume : je n'y étais pas...

Vous me posez des questions sur des choses que je n'ai pas connues.

Quand quelqu'un allait dans son cabinet, si je n'y étais pas, je ne sais pas ce qu'il lui disait, mais je présume qu'il lui disait, comme à moi : « D'accord. »

M. le premier président. – Le connaissant très bien, vous vous rendiez compte que, généralement, par faiblesse, par ignorance, par inexpérience politique, il se mettait assez facilement d'accord, même sur des mesures graves ?

M. Pierre Laval. – Vous pouvez, monsieur le président, faire un monologue ; cela, je pourrais le dire moi-même, mais je ne suis pas chargé de répondre à une question comme celle-là. Ce n'est pas que je refuse de répondre et je crois même être assez prolix, mais je ne réponds que pour ce qui me concerne.

M. le premier président. – Vous pouvez répondre avec l'expérience que vous a donnée la fréquentation du Maréchal. Il s'agit là d'un important problème de responsabilité.

M. Pierre Laval. – L'expérience que m'a donnée la fréquentation du Maréchal me permet de vous dire qu'il n'avait pas, lui, d'expérience politique, c'est tout.

M. le premier président. – Quand il prenait de ces mesures que vous-même considérez comme des mesures odieuses, ce n'était pas, en somme, lui qui les prenait, on les lui faisait prendre ?

M. Pierre Laval. – En ce qui concerne la maçonnerie – vous m'avez peut-être mal compris –, le Maréchal ne

s'occupait pas personnellement de l'application de ces lois. Le Maréchal, en 1940, avait nommé M. Alibert garde des Sceaux, et M. Marquet ou M. Peyrouton ministre de l'Intérieur; ces lois venaient de ces deux ministères.

M. le premier président. — Et vous ne lui exposiez pas ces lois, même quand elles avaient une certaine importance?

M. Pierre Laval. — Je lui exposais les miennes; quand j'étais au gouvernement, je lui ai toujours rendu compte de la manière la plus complète des choses qui devaient appeler ou retenir son attention.

M. le premier président. — Il y a là un problème d'ordre général: quand vous lui exposiez quelque chose d'important, aviez-vous l'impression qu'il était en mesure de discuter?

M. Pierre Laval. — Il le discutait avec moi.

M. le premier président. — Il ne s'inclinait pas nécessairement devant ce que vous disiez?

M. Pierre Laval. — Il faisait des réserves, je lui expliquais les difficultés et nous finissions par trouver une formule d'accord; souvent, nous exprimions l'un et l'autre le même regret d'avoir à prendre de telles mesures, auxquelles nous ne pouvions pas nous soustraire.

M. le premier président. — Il avait une volonté et une lucidité parfaites?

M. Pierre Laval. — C'est sûr.

La veille, un témoin de la défense avait eu la même expression. Charles Trochu, ancien président du Conseil municipal de Paris sous l'Occupation, ancien combattant des Corps francs, avant de repartir au combat dans l'armée d'Afrique, était venu témoigner avec courage des conversations qu'il avait eues avec le Maréchal, notamment quand celui-ci avait voulu se constituer prisonnier sur la ligne de démarcation au lendemain des fusillades de Châteaubriant, et quand, en 1943, il crut l'avoir persuadé de transférer la légalité française en Algérie. Les deux fois, l'entourage le convainquit de n'en rien faire :

M. Charles Trochu. – Voilà comment les choses se passaient à Vichy ! Quand on vient dire : « Le Maréchal était un dictateur », je me demande, moi, si l'Histoire ne lui reprochera pas plutôt de ne pas s'être servi des pouvoirs qu'il avait, plutôt que d'en avoir abusé ; car tout ce que j'ai vu est en contradiction absolue avec une idée de dictature.

Tout s'est passé, en général, comme je viens de vous l'indiquer. Car le drame est là ; le drame terrible de la responsabilité de l'Assemblée nationale est là : c'est que, quel que soit le mérite, quelle que soit la gloire, quelle que soit la verdeur, quelle que soit l'intelligence, quel que soit l'aspect de jeunesse d'un homme, quel que soit son prestige, on ne confie pas les destinées politiques d'un grand pays comme la France à un novice de quatre-vingt-cinq ans. Et je ne dis, là, rien qui soit désobligeant pour le maréchal Pétain.

Laval reprend vie. Il semble avoir fait tomber de ses épaules les banderilles. C'est presque en attaquant qu'il se défend d'avoir voulu renverser la République. D'avoir pourchassé les francs-maçons. Il ne parle pas des juifs. On ne lui en parle pas non plus : « Quelle a été la réaction du Maréchal quand l'Alsace et la Lorraine ont été réannexées ? »

Laval répond que le Maréchal et lui-même ont protesté solennellement, par écrit, contre cette annexion de fait, en violation des clauses de l'armistice :

M. le premier président. – Sans publicité, qu'était-ce qu'une protestation dont personne n'avait connaissance ?

M. Pierre Laval. – Vous en avez aujourd'hui connaissance. Il y a bien des choses que vous allez apprendre au cours de ce procès et que vous ne connaissiez pas avant. Et vous apprendrez aussi que nous étions dans l'impossibilité de la rendre publique.

M. le premier président. – Alors, c'est à peu près comme si elle n'avait pas existé et n'avait pas été adressée, du moins c'est mon sentiment.

M. Pierre Laval. – C'est votre opinion, mais ce n'est pas la mienne, et en tout cas ce n'était pas l'opinion des hauts fonc-

tionnaires qui, depuis, avaient à se baser sur ce texte pour protester.

Nous avons protesté chaque fois qu'il a été levé des classes en Alsace pour les envoyer à l'armée allemande ; nous avons protesté chaque fois que l'Allemagne s'arrogeait sur les Alsaciens et les Lorrains des droits qui étaient ceux des Alsaciens et des Lorrains et les nôtres. Le nombre de nos protestations, je l'ai encore dans la rétine, parce qu'il figure sur la note que j'avais fait rédiger par le général Debeney qui, à Vichy, avait été directeur des services de l'armistice : plus de 70 protestations ont été transmises par la commission de Wiesbaden.

Je dois ajouter d'ailleurs que l'Allemagne n'y répondait jamais, que l'Allemagne nous a opposé un mutisme total et que nous pouvions mesurer au regard et à travers la question d'Alsace-Lorraine, et les protestations que nous élevions, la triste condition de vaincu.

M. le premier président. – Vous pouvez être fatigué ; nous allons suspendre l'audience.

C'est pour dissiper la séduction que ce « mauvais génie » avait réussi à jeter avec son langage bonhomme que le premier président introduit un intermède dans l'interrogatoire en faisant entendre, après deux heures de suspension, le secrétaire du Sénat au moment du 10 juillet 1940, M. de La Pommeraye¹. Le témoin rapporte que Laval, après avoir fait signer les trois actes constitutionnels par le Maréchal, lui aurait déclaré :

1. Sur ce témoignage nous avons celui d'Henri Cannac, ancien secrétaire législatif du Sénat, directeur du secrétariat de Laval jusqu'en avril 1941, qui sera après la Libération directeur du personnel au ministère de la Justice, président de chambre à la Cour et directeur des services judiciaires de Monaco : M. de la Pommeraye était venu le solliciter pour être nommé par Laval secrétaire général du Sénat. Pour justifier sa candidature, il demanda à son interlocuteur « de ne pas omettre de rappeler au chef du gouvernement le concours qu'il lui avait apporté pour le vote de la loi constitutionnelle du 10 juillet 1940, tant au Sénat qu'à l'Assemblée nationale... ». Il ne fut pas choisi. Et ce qui était méritoire en 1940 devient scandaleux en 1945 ! Attestation déposée à la Fondation Hoover, in *Le Procès Laval* par René de Chambrun, p. 363 et suiv.

« et voilà comment on renverse la République » (*Mouvements dans la salle*, note le sténographe). Laval le regarde, plus étonné que hargneux, et répond qu'il n'est pour rien dans la rédaction et la signature des actes rédigés par Alibert. Il ne se souvient pas du propos, qui lui apparaît improbable et qui n'est en tout cas qu'une plaisanterie de mauvais goût s'il l'a tenu. Il en profite pour renouveler sa profession de foi républicaine. Il l'illustre en rapportant qu'il a reçu le comte de Paris à la demande du Maréchal : « Au cours de notre entretien, le comte de Paris me disait qu'il attendait depuis longtemps. " J'attends depuis douze ans ", me dit-il. Je lui ai répondu : " Vous attendrez encore longtemps Monseigneur, parce que la France est républicaine et parce que la France ne veut pas d'autre régime ". » C'est à son dissentiment avec le Maréchal sur l'influence dans son entourage des maurrassiens et à sa réticence vis-à-vis de la Charte du travail qu'il attribue, sans convaincre, son éviction et son arrestation le 13 décembre 1940 :

Je ne conçois pas un autre régime, pour mon pays, que le régime républicain. Si, pendant une période de malheur, nous avons dû priver les Français de leur liberté sous la contrainte de l'occupation, si nous avons dû subir des humiliations et des contraintes, à plus forte raison, j'aime ce régime qui nous donnait ces libertés et j'abhorre ceux qui nous les enlèvent.

M. le premier président. – Revenons un peu avant la période dont vous venez de parler, c'est-à-dire le 13 décembre 1940. Il y a un fait de notre histoire contemporaine extrêmement important : c'est l'entrevue de Montoire.

Comment avez-vous été amené à l'idée de l'entrevue de Montoire ? L'avez-vous préparée ? En avez-vous parlé au Maréchal ? Quelle a été la réaction du Maréchal ? Comment le Maréchal s'est-il décidé à aller à Montoire et que s'est-il passé à Montoire ?

XI

MONTOIRE

La poignée de main d'Hitler

Laval se défend d'avoir eu l'initiative de Montoire. Il raconte comment, venu à Paris le 22 octobre, à l'hôtel Majestic, pour rencontrer Ribbentrop, il a été emmené en voiture à Rambouillet, puis à Tours. En fin de journée, à Montoire, il est arrivé dans le train du Führer, en route pour Hendaye où il devait rencontrer Franco et le sonder sur un passage éventuel des troupes allemandes en Espagne. C'est bien Laval, quoi qu'il en dise à la Cour, qui prend alors l'initiative de l'entrevue qui va donner corps à la Collaboration officielle et lui fournir sa représentation emblématique : la poignée de main d'Hitler et de Pétain. Et Laval de rapporter l'entretien avec Hitler :

M. Pierre Laval. – On a parlé du mot « collaboration ». Je me rappelle que, dans la conversation avec moi, j'ai dit à Hitler :

« Si vous voulez humilier la France, si vous voulez nous imposer des conditions qui blessent notre honneur et entament nos intérêts vitaux, nos intérêts essentiels, alors rien n'est possible. Si, au contraire, vous voulez que ne recommence pas tous les 25 ans une guerre entre nos deux pays, que soient fauchées les jeunesses de nos deux nations et si vous voulez laisser à la France la place à laquelle elle a droit, alors tout est possible. »

Et Hitler m'a répondu :

« Je ne veux pas faire une paix de vengeance... »

Mais sans cesse il disait que la guerre coûtait cher et que quelqu'un devait en faire les frais; que celui qui l'avait gagnée ne devait pas payer; que si la France trouvait un mode de collaboration avec l'Allemagne, l'Angleterre pourrait faire les frais de cette guerre plutôt que la France.

C'était, je le répète, monsieur le président, une conversation de caractère général que j'ai rapportée à ce moment, du mieux que j'ai pu.

Laval déclare qu'il a rendu compte au Maréchal de l'entretien qu'il venait d'avoir. Hitler proposait un entretien avec le Maréchal à Montoire, le surlendemain, après avoir vu Franco. C'est bien en maître d'œuvre de Montoire, en ministre virtuel des Affaires étrangères, car le titulaire Baudouin a été écarté, que Laval accompagne Pétain le 24 octobre. L'entretien dure une heure et demie. Hitler parle beaucoup. Pétain peu. C'est la fameuse poignée de main qui clôt les entretiens au cours desquels on échange des vœux mais où n'est prise aucune décision. Une décision pourtant s'amorce, l'éviction de Laval qui se croit, par cette rencontre au sommet, au faîte de sa réussite. Sur la question qu'on attendait, la façon dont le Maréchal est allé à l'entretien, la réponse du témoin est nette :

M. le président. – Le Maréchal y est-il allé de son plein gré?

M. Pierre Laval. – De son plein gré, je ne l'ai pas emmené de force...

M. le premier président. – Sans l'emmener de force, il a pu se montrer plus ou moins réticent, il a pu faire des objections. A-t-il accepté le principe de l'entrevue? Et s'est-il rendu à cette entrevue avec la conscience qu'il allait se passer des choses importantes auxquelles il acquiesçait ou contre lesquelles...

M. Pierre Laval. – Je comprends bien votre position qui n'est pas la mienne. Vous voulez me faire dire des choses

que vous désirez savoir. Mais moi, je ne peux dire que ce que je sais. Ce que je sais, c'est que le Maréchal, informé par moi du désir exprimé par Hitler d'une entrevue pour le lendemain, ce désir a été accepté par lui sans difficulté.

M. le premier président. – Sans répugnance et sans difficulté... C'est ce que je veux vous faire dire.

M. Pierre Laval. – S'il a eu de la répugnance, il ne me l'a pas exprimée. Je n'en sais rien. Il n'a pas exprimé de répugnance et il est venu à Montoire...

Et sur une nouvelle demande insistante, après qu'il a justifié la politique de collaboration, Laval confirme :

M. Pierre Laval. – Il était en plein accord avec moi quand il est venu à Montoire. Cela ne fait pas de question.

M. le premier président. – Ce n'était pas vous qui l'influeniez, parce qu'il était acquis à votre politique?

M. Pierre Laval. – Je lui apportais un renseignement, c'est tout. Il n'a pas songé une seconde à me dire : « Je refuse d'aller à Montoire. »

M. le premier président. – Voilà la réponse à la question que je vous avais posée.

Mais c'est Laval qui expose et justifie la voie de la Collaboration comme voie unique. Elle est pour lui l'étape pour une bonne et juste paix dont il serait comme Thiers le négociateur. Au procès il ne s'agit pas réellement d'un choix, mais simplement de l'exploitation de l'idée d'une entente qui n'eut pas de suite :

M. Pierre Laval. – Rien n'a été arrêté à Montoire ; rien n'a été demandé de précis à Montoire ; rien n'a été proposé de précis par le Maréchal à Montoire ; rien n'a été décidé à Montoire. C'était en quelque sorte comme une rencontre, la première qui avait lieu après la victoire allemande et la défaite de notre pays, entre les chefs des deux États qui se voyaient et qui paraissaient l'un et l'autre disposés, si j'en juge par la tonalité de l'entretien, à rechercher le moyen de trouver le terrain qui nous permettrait de nous entendre avec eux. Voilà très exactement le cadre de Montoire.

En tout cas le Maréchal a dit – j'en ai le souvenir exact – : « Dans le communiqué qui sera fait, je dirai simplement qu'on a accepté le principe de collaboration sans y ajouter autre chose, car les modalités de cette collaboration doivent être examinées par le gouvernement. »

Jamais d'ailleurs, monsieur le président, il n'y a eu de suite à Montoire. Les modalités de la collaboration n'ont jamais eu à être examinées, car aucune proposition ne nous a été faite à ce moment par l'Allemagne pour une collaboration définie.

Il faudra la publication des souvenirs de l'interprète d'Hitler, le Dr Paul Schmidt, en 1951, pour que l'on dispose du compte rendu de l'entretien. Le Maréchal répondit non, avec obstination, à toutes les propositions d'Hitler. En échange, il serre la main du Chancelier. Ce qui permettra à Louis-Dominique Girard de titrer son livre : *Montoire, Verdun diplomatique*. La collaboration militaire souhaitée par le Reich n'a pas eu lieu. Mais Laval ne peut se retenir de justifier sa politique par le caractère inéluctable alors, pour tous, de la victoire allemande, et il s'identifie malgré lui à la politique de Collaboration. Sa politique jusqu'à son renvoi le 13 décembre 1940 :

M. le premier président. – Je vous ai demandé quelle avait été la réaction du Maréchal quand vous l'avez amené à Montoire et comment il a pu être conduit à tenir ces propos...

M. Pierre Laval. – Je ne sais pas ce que le Maréchal a dit ici. Il ne parle pas, mais il a lu un papier...

M. le premier président. – Il a dit : « J'entre dans la voie de la collaboration... » C'était pour le moins la préface, le préambule d'un renversement des alliances...

M. Pierre Laval. – Monsieur le président, comment osez-vous parler de renversement des alliances quand nous sommes au mois d'octobre 1940? Je voudrais que chacun mette les pieds sur la terre solide. Au mois d'octobre 1940 où était l'Angleterre? L'Amérique n'était pas entrée dans la guerre. Les Russes étaient aux côtés des Allemands... Croyez-

vous qu'en 1940 un homme de bon sens pouvait imaginer autre chose que la victoire de l'Allemagne?... (*Protestations.*)

En octobre 1940 je vous dis... (*Nouvelles protestations.*)

... J'entends bien... Je m'excuse si je dis quelque chose qui vous blesse, je parle avec les faits du moment...

M. le premier président. – Vous acceptiez, le Maréchal acceptait, de changer de camp?

M. Pierre Laval. – Mais nous ne changions pas de camp. Nous n'avions plus de camp, l'armistice était signé...

M. le premier président. – Vous êtes un juriste. Vous savez que l'armistice est une suspension d'armes, ce n'est pas la paix.

M. Pierre Laval. – Je le sais, monsieur le président. L'armistice était signé. Je sais bien que ce que je dis peut choquer ou blesser, mais je voudrais tout de même qu'on juge avec l'impression du moment – non pas du mois d'août 1945 – mais du mois d'octobre 1940.

L'intérêt de la France, à ce moment-là, eût été d'évidence de trouver, avec l'Allemagne, une formule qui nous fasse échapper aux conséquences de la défaite.

Qu'est-ce que nous désirions? Qu'est-ce que je voulais? Qu'est-ce que voulait le Maréchal? Ne pas perdre un mètre carré de notre territoire.

Pouvions-nous le prétendre? Oui, monsieur le président, et je vais vous dire pourquoi : parce que l'Allemagne était incapable, elle était impuissante à faire l'Europe sans le concours actif de la France.

Si l'Allemagne avait voulu faire une Europe et molester la France, écraser la France, eh! bien, la résistance se serait organisée, à ce moment, dans tous les pays de l'Europe parce que l'Allemagne était incapable d'avoir une hégémonie sur l'Europe; le prestige de la France en Europe centrale, en Europe orientale, partout, me faisait croire, à moi, que la politique que je faisais n'était pas dangereuse, car j'étais sûr que, le jour où l'Allemagne aurait mis bas les armes, la France retrouverait sa place.

Monsieur le président, voilà la position que j'ai prise et voilà pourquoi je l'ai prise.

Et sur une question d'un juré qui veut savoir s'il accepte « tout ce que la défense veut lui mettre sur ses

épaules », il revendique sa responsabilité, sans vouloir porter de jugement sur celle du Maréchal. Avec courage, il assume alors son choix, mais on n'en saura pas beaucoup plus sur Montoire, la politique de Collaboration et le rôle personnel du chef de l'État à l'intérieur de cette politique : « Si je me suis trompé, si les événements ont été autres que ceux que j'avais prévus, que la logique faisait prévoir, eh bien, je vous dirai une chose : je vous dirai que la France, quand il s'agit de son destin et de sa vie, doit avoir un jeu complet, qu'il ne doit pas lui manquer une seule carte dans la main et, même si la carte de l'Allemagne était incertaine, même si elle était mauvaise, parce que c'était une carte, il fallait qu'elle soit dans le jeu de la France. De Gaulle faisait la politique de l'autre côté. Il avait raison. »

Le 10 août, un témoin d'apparence insignifiante, M. Lagarde, directeur des affaires politiques aux Affaires étrangères, va apporter un témoignage précis et révélateur sur les conditions de l'armistice de Rethondes et sur les secrets de Montoire. Il révèle d'abord que la Belgique avait, en vain, demandé à passer, en juillet 1940, du régime de la capitulation à celui de l'armistice, ce qui est en montrer le côté positif :

M. Lagarde. – Les conditions en étaient rudes ; mais si rudes que fussent ces conditions, il y avait des gouvernements de pays qui estimaient que leur position était plus grave encore.

C'est ainsi que, dès le début du mois de juillet, le gouvernement belge, qui était réfugié en zone libre, demanda, par notre entremise, à l'Allemagne que la Belgique passât du régime de la capitulation au régime de l'armistice. Ce fut la délégation française à Wiesbaden qui fut chargée de présenter cette demande. Elle n'eut pas de succès.

Il rapporte encore comment la clause sur la livraison des réfugiés politiques fut interprétée et appliquée, avant et après Montoire :

M. Lagarde. – Nous avions le sentiment, individuellement et collectivement, que cette clause, si elle était exécutée rigoureusement, était de nature à entacher gravement l'honneur de notre pays. Nous pensions que, personnellement, nous étions tenus de faire l'impossible, nous les protecteurs des réfugiés politiques étrangers, pour que cette clause eût une application aussi restreinte que possible (...) dès le début, nous cherchâmes à montrer que l'obligation que nous avions souscrite contre notre gré ne commençait à naître qu'à partir du moment où l'Allemagne présenterait une demande précise, et que tant que cette obligation n'était pas née, il était de notre devoir, il était aussi dans notre pouvoir de permettre, de faire tout pour que les hommes que nous pouvions savoir être visés par cette clause pussent se mettre à l'abri au-delà des frontières du pays.

Il révèle ensuite cette manifestation de la souveraineté exercée en zone libre : les espions allemands arrêtés étaient jugés et exécutés clandestinement et les déserteurs allemands protégés.

M. Lagarde. – En tout cas, quel que fût Montoire, ce que je puis dire, c'est que Montoire ne réagit en rien sur la ligne politique qui avait été déjà définie en ce qui concerne l'exécution de l'armistice.

Montoire n'eut aucune influence sur cette politique. Je n'en veux pour preuve que le fait qu'en ce qui concerne les réfugiés politiques, les instructions précédentes furent confirmées, qui permettaient à chacun des hommes visés, qui n'avaient pas encore fait l'objet d'une demande précise de l'Allemagne, de quitter le territoire.

Nombre d'entre eux profitèrent de cette faculté.

Et il conclut sans soulever d'objection :

M. Lagarde. – Voilà la politique qui fut faite en ce qui concerne l'armistice.

Oh! certes, ce n'était pas une politique de grands moyens. Elle n'avait comme arme que la réticence, elle n'avait comme arme que l'objection, elle n'avait comme arme que

l'attribution, mais, si déprimante fût-elle, elle obtenait des résultats...

Mais cette politique, toute de tâtonnements empiriques, cette politique avait pour elle, sinon la grandeur, sinon la prétention de l'éclat, du moins elle avait tout de même pour elle la consolation du souvenir et de l'espoir.

Cette politique était parfaitement connue du Maréchal. Elle était connue du Maréchal parce que l'homme sous le couvert duquel elle se faisait était M. Rochat, qui était mon chef immédiat.

M. Rochat jouissait auprès du Maréchal d'un crédit hors de pair. Il tenait le Maréchal exactement au courant de toutes les données, de toutes les péripéties de cette politique, et je sais de source certaine que le Maréchal donnait à cette politique toute son approbation et tout son appui.

Un manifeste de la Résistance qui naît alors spontanément, attribué par Daniel Cordier à Henri Frenay¹ – qui créera le mouvement Combat – représente bien le sentiment largement dominant des Français en 1940, et jusqu'à novembre 1942. Il est rédigé quelques semaines après Montoire. C'est un document exceptionnel, et par son auteur, et par son contenu :

Depuis l'entrevue de Montoire, le gouvernement s'est engagé dans la politique de collaboration avec le vainqueur. Est-ce à dire que nous rompons délibérément avec le Maréchal? Rien n'est plus faux. Ces deux attitudes se concilient aisément : mieux, elles se complètent. Au matin du 25 juin, la France, que son armée ne pouvait plus défendre, touchait des épaules. Trois mois plus tard, l'Allemagne nous conviait à collaborer avec elle. D'un refus, nous ne pouvions rien attendre, si ce n'est des mesures encore plus dures que celles que nous subissons ; nos hommes en unités de travailleurs, le fardeau de l'armée d'occupation alourdi, des restrictions plus sévères et toute la France occupée. Sans doute le refus eût-il été noble, mais combien lourd

1. *Le Monde*, 7 novembre 1989, cité par F.-G. Dreyfus, *op. cit.*, p. 589.

de conséquences... Cette Collaboration, qui nous était instamment demandée, profitait au Reich. Il avait ainsi les mains plus libres pour continuer la lutte contre l'Angleterre. Elle pouvait aussi nous profiter. Elle nous profite. Ce mal nécessaire nous a permis de conserver une partie de nos libertés, de commencer le redressement national. Il nous a permis surtout de gagner du temps. Le mouvement de libération nationale l'utilisera. Voilà pourquoi nous sommes, une fois encore, derrière le gouvernement qui l'a contresigné. Le gouvernement doit donc conserver une attitude imposée par les circonstances. Voudrait-il s'en départir par ses paroles ou par ses actes, que le pays en subirait le châtiment. Le plus rude de tous les devoirs de notre Maréchal est d'accepter cette servitude, d'ailleurs pleine de grandeur. Cette acceptation était incluse dans la première parole qu'il a prononcée en prenant le pouvoir : « Je fais don de ma personne à la France pour atténuer son malheur. » Mais nous, nous le Peuple de France, nous n'avons rien promis ni rien signé. Nous comprenons la politique de notre gouvernement car nous savons qu'il ne peut en suivre d'autre. Mais, ce que le gouvernement ne peut pas dire, nous voulons le crier : l'ennemi d'aujourd'hui est le même que celui d'hier. Notre pays n'aura dans cette hypothèse aucun rôle à jouer. Il subira la loi du vainqueur, si faible que soit celui-ci. Il nous faut donc choisir et répondre dès maintenant à cette question : quel est celui des deux grands pays belligérants dont la victoire sera pour la France, sinon la plus profitable, du moins la moins nuisible ? Il n'est pas de faux-fuyants. Il faut répondre. Si nous pensions qu'une victoire allemande soit profitable à la France, nous oublierions l'amertume de notre défaite et nous aiderions l'Allemagne. Mais tout ce que nous savons d'elle nous indique le contraire. C'est donc vers l'Angleterre que nous nous tournons. C'est elle que nous voulons aider.

De ce sentiment, malgré l'éloignement de la majorité des résistants après novembre 1942, un résistant authentique est venu témoigner devant la Haute Cour le 10 août. Le Dr Bareiss a été le chef de la Résistance en Alsace-Lorraine jusqu'en 1942, date de son arresta-

tion par la Gestapo. Condamné à mort, il doit sa grâce à une intervention personnelle du Maréchal, et fut déporté. L'armistice, dit le Dr Bareiss, a évité à la France d'être une seconde Pologne, de devenir un immense camp de concentration, il a ainsi rendu possible la Résistance, cependant qu'il gardait intactes les positions nord-africaines. Puis le témoin ajoute, dans le silence respectueux de l'auditoire, d'une voix qui tremble d'émotion et à laquelle son accent semble donner encore plus de poids :

M. Bareiss. – Monsieur le président, si vous le permettez, je voudrais encore faire une observation.

Moi, fils de cette Alsace où le cœur de la France a battu aussi fort que dans n'importe quelle autre province, au rythme de *La Marseillaise*, et plus fort peut-être, si c'est encore possible; moi, fils de cette Alsace qui a tant souffert et plus que toute autre province française, dans son âme et dans sa chair, je voudrais déclarer, dans la sérénité de la liberté recouvrée et dans le droit à la vérité – cette liberté et ce droit à la vérité pour lesquels nous avons tant souffert et pour lesquels les meilleurs d'entre nous sont morts – je voudrais déclarer, dis-je, que mes camarades, les anciens gaulistes d'Alsace et de Lorraine, et moi, leur ancien chef, garderons toujours du Maréchal Pétain le souvenir d'un grand soldat et d'un grand Français.

Le 13 décembre 1940

L'enchaînement du 24 octobre – Montoire – au 13 décembre – l'humiliation de Laval – se fait tout naturellement. Le Maréchal a accepté de s'engager dans la Collaboration qui n'a encore aucun contenu concret et dont il attend l'assouplissement des contraintes de l'armistice et le retour des prisonniers. Laval, pour ces raisons aussi, mais avec foi, souhaite la Collaboration. Pétain la subit. Comme le montre le récit de Du Moulin de Labarthète, son directeur de cabinet à qui il dit qu'il a rencontré le Führer à la

façon dont Alexandre de Russie, vaincu à Friedland, s'entretint avec Napoléon, son vainqueur : « Vous a-t-on jamais parlé de Tilsit¹ ? » demande-t-il à son interlocuteur. Il est clair à son récit que l'inventeur de la rencontre fut Laval :

Mardi, 23 octobre à 17 h 10. Un coup de téléphone de Pierre Laval m'appelle à son bureau. Je descends. Laval a le sourire. Il vient de voir le Maréchal et lui a fait part de la grande nouvelle. Hitler recevra demain le chef de l'État dans une petite ville de l'ouest de la France, la ville même où lui, Laval, l'a vu hier « Hitler, poursuit le président, a compris le dernier message du Maréchal, il entend dominer sa défaite et veut fournir à la France une chance de sortir de la sienne... »

Le soir, à l'escalier de l'hôtel, je rencontre le Maréchal en robe de chambre. Il me contemple d'un œil étonné : « Vous n'avez pas envie de vous coucher ? – Il est un peu tôt, Monsieur le Maréchal. Je ne sais d'ailleurs pas si je dormirais facilement. Toute cette histoire est effarante. – Je la trouve surtout bien compliquée. Avez-vous réfléchi à ce qui peut se passer ? – Beaucoup plus que vous, mon ami, j'ai déjà mon plan en poche. Vous ne croyez pas que l'on aurait pu... – Retarder l'entrevue ? J'y ai bien pensé mais Laval m'a dit que ce serait faire offense à Hitler et que nous le payerions cher. A quoi bon s'énervier d'ailleurs, ce serait la lutte du pot de terre contre le pot de fer, nous ne sommes pas libres. Si le rendez-vous avait été fixé en Allemagne je ne dis pas qu'on n'aurait pas pu freiner un peu, mais en France... chez nous ! » Je le regarde. Une lueur éclaire son regard : « Il y a d'ailleurs des précédents, me dit le Maréchal, on ne vous a jamais parlé de Tilsit ? »

Et le même témoigne des réactions de Pétain au retour de Montoire :

Retour à la préfecture. J'aborde le Maréchal dans l'antichambre au moment où il se rend aux lavabos : « Êtes-vous content, monsieur le maréchal, l'entrevue s'est-elle bien passée ? – Pas mal, j'avais peur de deux

1. *Op. cit.*, p. 43 à 59.

choses. De manquer d'assurance d'abord. Je n'en ai pas manqué. Lui non plus d'ailleurs. Et puis, d'en dire trop. Mais je suis resté en deçà de la ligne que je m'étais tracée avec le général Huntziger. – Vous n'avez pas pris d'engagements immédiats? – Non, aucun. Eux non plus. C'était une simple conversation de principe, un tour d'horizon politique comme dit l'Auvergnat. »

Il est déçu. Ses réflexions aux uns et aux autres l'attestent. « Nous n'avons rien de bon à attendre de lui », dit-il au général Laure. A Carcopino : « C'est un sauvage. » A Jacques Chevalier, « un rien du tout. » Il est déçu et furieux contre Laval qui fait au Conseil des ministres un compte rendu triomphant annonçant, ce qu'il conteste devant la Haute Cour, un renversement des alliances : « C'est formidable, un vainqueur qui vient offrir sa collaboration au vaincu (...) car la victoire sur l'Angleterre est acquise (...). Les vaincus paieront. Et la France aussi, à moins qu'elle ne collabore avec nous, ont dit les Allemands. »

Mais c'est le Maréchal qui a serré la main d'Hitler et qui annonce la Collaboration dans un message aux Français : « C'est librement que je me suis rendu à l'invitation du Führer. Je n'ai subi, de sa part, aucun "diktat", aucune pression. Une collaboration a été envisagée entre nos deux pays. J'en ai accepté le principe. Les modalités en seront discutées ultérieurement (...). Cette politique est la mienne. Les ministres ne sont responsables que devant moi. C'est moi seul que l'histoire jugera. Je vous ai tenu jusqu'ici le langage d'un père : je vous tiens aujourd'hui le langage du chef. Suivez-moi ! Gardez votre confiance en la France éternelle ! »

A Roosevelt qui s'émeut, Pétain confirme le 1^{er} et le 16 novembre que la flotte ne sera jamais livrée comme il en a pris l'engagement personnel avec Churchill.

La dernière phrase du message du Maréchal aurait pu alerter Laval. Mais dans l'illusion que donne la gri-

serie de l'action, après le succès qui lui revient du changement de régime, absorbé par le grand jeu qu'il a entrepris avec les Allemands, voyant dans sa main la réalité du pouvoir, Laval est aveuglé par sa croyance en son infaillibilité. Montoire est la voie ouverte vers une politique de collaboration qui s'ouvre sur une visée géopolitique qu'il mène en négligeant les autres ministres et sans en tenir informé le chef de l'État. Comme l'écrit Yves Bouthillier, ministre des Finances, dans ses *Mémoires*, plus explicites que sa déposition à l'audience : « Du jour où il se crut sacré par sa rencontre avec Hitler, il se prit sincèrement pour le maître légitime de la France, comme s'il avait hérité d'une couronne en succédant à trente générations de rois. » Il sera en effet toujours convaincu de la victoire de l'Allemagne, malgré l'échec du projet de débarquement en Grande-Bretagne et la défaite italienne dans les Balkans. Obtenir un traité de paix après la victoire finale est son idée fixe. Laval ne s'arrête pas à l'intention exprimée dans le message du Maréchal de conduire lui-même la politique étrangère. Et de ne pas se séparer d'une opinion qui, dans sa majorité, n'admet la Collaboration que comme une concession provisoire et demeure germanophobe. Comme l'écrit le préfet du Loiret à Vichy le 10 novembre 1940 : « La Collaboration n'est admise que comme moyen, imposé par la nécessité, de résoudre les problèmes posés de la défaite et de l'occupation. »

Laval ne voit pas le complot qui se forme autour de Bouthillier, Peyrouton, Huntziger, le général Laure, Baudouin, le Dr Ménétrel, Gillouin, tous profondément anti-Allemands. Dans le long et filandreux récit que Laval fait du coup d'État du 13 décembre qui lui donne pour successeur Pierre-Étienne Flandin, dans le souci lucide de coller à l'accusé, d'associer sa politique à la sienne, et sans doute aussi parce qu'il ne conçoit qu'une explication de politique intérieure à son évic-

tion, il rejette l'explication de celle-ci par Montoire. Sans doute est-il sincère, car il ne connaît pas les missions secrètes en cours auprès des Américains et des Anglais. Cette explication est d'ailleurs celle qui convient à l'accusation qui entend démasquer le système de défense par le double jeu. Le premier président donne volontiers acte à Laval au terme de son récit où l'on sent qu'il demeure ulcéré et stupéfait que le Maréchal l'ait renvoyé. Ce qui demeure encore pour lui incompréhensible :

M. Pierre Laval. – Je vous ai raconté d'une manière peut-être incomplète, mais je crois assez nette, les conditions dans lesquelles j'ai été arrêté le 13 décembre. Je n'ai pas été arrêté pour des raisons de politique extérieure.

M. le premier président. – Je ne veux en retenir qu'une chose : c'est que vous n'avez pas été arrêté pour des raisons de politique extérieure. La politique de collaboration avec l'Allemagne, faite sous votre autorité, se poursuivait dans des conditions qui satisfaisaient tout le monde. Ce n'est pas parce que vous étiez pro-allemand, parce que vous accentuiez la politique de collaboration, que vous avez été arrêté.

M. Pierre Laval. – J'étais le dernier parlementaire qui restait dans le cabinet. Il était entendu et convenu – je ne dis pas : dans l'esprit du Maréchal, mais parmi beaucoup de ses collaborateurs – qu'aucun parlementaire ne devait appartenir au gouvernement. J'étais le dernier.

Quelques jours avant le 13 décembre, l'amiral Fernet avait dit à un de ses amis – et j'ai eu connaissance de ce propos – :

« Il n'en reste qu'un, mais avant quinze jours il sera parti. »

Cette explication est d'autant moins convaincante que c'est un grand parlementaire, Pierre-Étienne Flandrin, anglophile notoire, qui est appelé à lui succéder. Certes, les motifs sont multiples : les attaques de Déat dans la presse collaborationniste contre l'entourage du Maréchal – « il faut les chasser » – que l'on suppose téléguidées par Laval, chargé de l'Information, le

comportement désinvolte de Laval avec le Maréchal, et l'invitation-surprise de venir à Paris accueillir les cendres du duc de Reichstadt, rendues à la France par Hitler pour le centième anniversaire du retour de l'île d'Elbe :

– Il faut que vous soyez là. Si vous n'êtes pas là l'effet sera raté.

– Mais je n'ai rien à y faire. Vous me voyez à Paris par ce froid, au milieu des Allemands, présidant une cérémonie à laquelle les Français ne comprendront rien?

– Mais si, je vous y vois très bien. Et puis vous ne pouvez plus vous dérober. Ce serait faire une injure personnelle à Hitler.

– Alors quoi, toujours la carte forcée, comme à Montoire¹.

Le dernier mot est important. Le renversement de Laval et son remplacement par Flandin qui reçoit en même temps le portefeuille de ministre des Affaires étrangères n'est pas une simple mesure de politique intérieure. Laval ne s'y trompe pas vraiment, qui voit et qui verra la politique de Collaboration compromise lorsque le Maréchal, ayant demandé au cours du Conseil des ministres la démission de tous ses membres, accepte celles de Ripert et de Laval :

– Il y a une erreur, monsieur le maréchal.

– Mais non, monsieur Laval, il y a même si peu d'erreur que c'est surtout pour vous que je parle, et, tenez, je vais vous le dire tout de suite, c'est pour vous tout seul car je n'ai plus confiance en vous. Et puis vos amis font à Paris la plus détestable besogne, ils m'attaquent en attaquant mes ministres, j'en ai assez, j'exige votre départ.

Là-dessus Laval répond :

– Vous avez effacé, monsieur le maréchal, d'un geste, tout ce que j'ai préparé depuis trois mois dans l'intérêt de la France. Les Allemands sauront très bien qu'en

1. Du Moulin de Labarthète, *op. cit.*, p. 65 et suiv.

vous séparant de moi, c'est à la collaboration que vous avez voulu tourner le dos. Ils comprendront que vous êtes leur ennemi, que vous ne respectez même plus l'armistice. Vous vous lancez à la légère dans l'aventure la plus folle. Du sang peut couler, je souhaite que ce sang ne retombe pas sur vous, monsieur le maréchal ¹.

Abetz, non plus, ne s'est pas trompé. Son rapport au Führer est explicite : « Une affaire intérieure ? Certes, Laval est antipathique à l'armée, à l'Église, au grand capitalisme. On a fait croire que les funérailles du duc de Reichstadt permettraient d'arracher à Pétain la nomination de Laval comme président du Conseil et de limiter Pétain au rôle d'un ancien président de la République ; on a pu ainsi dissiper l'appréhension de Pétain, ne pas froisser les Allemands, en lui affirmant que Flandin était connu aussi comme partisan de la Collaboration. (...) Néanmoins, il y a une connotation anti-allemande dans le renvoi de Laval puisque Pétain a dit que " Laval n'était pas bien vu des gouvernements étrangers ". Il ne peut avoir songé qu'aux Anglo-Saxons. »

Et la fureur d'Otto Abetz sera indescriptible lorsque le général de La Laurencie, à Paris, sur instruction du général Laure, fera procéder à l'arrestation de Déat tandis que Laval est arrêté à Vichy. Les vociférations à la manière hitlérienne de l'ambassadeur traduiront son désarroi après l'arrestation de son principal partenaire. Et Laval signe bien le sens de son départ en acceptant d'être libéré de sa détention, surveillé par les groupes mobiles du colonel Groussard, par Otto Abetz et les SS.

C'est dans un convoi de voitures allemandes qu'il repart pour Paris. Il le signe aussi par les propos incroyables qu'il tient au Maréchal en présence d'Abetz lorsqu'il est libéré, propos qu'il regrettera à la

1. Yves Bouthillier, *op. cit.*, t. I, p. 48 et suiv.

barre - « Je trouvais la mesure prise contre moi si cruelle, si odieuse, si imméritée. » « L'intérêt de la France, dit Laval au chef de l'État, c'est de s'entendre avec son vainqueur dans l'honneur et la dignité, mais vous vous en moquez bien, de l'honneur et de la dignité ! Vous n'êtes qu'un fantoche, une baudruche, une girouette qui tourne à tous les vents. » Il le signe encore par la lettre stupéfiante qu'il écrit à Hitler pour le remercier platement de sa libération et lui offrir ses services. Comme le dira Mornet dans son réquisitoire : « La défaite est définitivement acceptée ; nous collaborerons avec celui qui nous a vaincus. Il faut renoncer à toute idée de revanche. » Et Robert Aron : « Lettre de trahison qui se croit inspirée par le seul patriotisme ¹ » :

Monsieur le Chancelier du Reich,

Par la présente, je voudrais vous exprimer ma reconnaissance.

Victime d'une agression ridicule de la part de la police, j'ai entendu à la radio, avec la plus profonde joie, au lieu de refuge qui m'a été imposé ainsi qu'à ma famille, la déclaration que Monsieur l'ambassadeur a faite à la presse.

A partir de cet instant, j'étais débarrassé du sentiment de mon isolement.

Le lendemain, j'ai appris que votre ambassadeur se rendait à Vichy, et qu'il viendrait ensuite me rendre visite à Châteldon. J'en conclus que ma libération était proche et que c'est à vous que je la devrais.

Par son action, le gouvernement français a commis une faute grave, mais j'espère de tout mon cœur que mon pays n'aura pas à en souffrir.

On ne peut pas en rendre la France responsable, car la France désapprouverait cette façon d'agir, dès qu'elle en aurait connaissance.

La politique de collaboration avec l'Allemagne est approuvée par la grande majorité des Français. Le nombre de ceux qui comprennent que c'est la seule

1. *Op. cit.*, p. 341.

voie dans laquelle nous devons nous engager croît chaque jour.

Une collaboration doit être loyale, sans ambiguïté, sans arrière-pensée. C'est ainsi que je la comprends et que je l'ai toujours pratiquée. Rien de grand ni de durable ne peut être réalisé par la duplicité.

J'aime mon pays et je sais qu'il peut retrouver une place digne de son passé dans la nouvelle Europe que vous construisez.

Je crois pouvoir conclure de votre attitude, monsieur le Chancelier du Reich, que vous avez foi dans la sincérité de mes efforts. Vous vous y êtes aussi peu trompé que je ne me suis mépris moi-même sur la magnanimité et la grandeur que vous avez exprimées en offrant à la France une collaboration au lendemain de votre victoire.

Veuillez agréer, monsieur le Chancelier du Reich, l'assurance de ma très haute considération et veuillez croire à la fidélité de mon souvenir.

Les représailles allemandes suivront, d'ailleurs : la ligne de démarcation est fermée aux ministres et aux fonctionnaires, à l'exception de Brinon, et les négociations sur les prisonniers interrompues.

Aussi Berlin, Washington et Londres s'accordent-ils pour reconnaître que le 13 décembre est incontestablement un coup d'État anti-allemand, même s'il ne fut qu'un intermède, puisque Flandin se retira le 9 février 1941 et fut remplacé par l'amiral Darlan. C'est bien ainsi que l'interprète Hitler lorsqu'il reçoit l'amiral Darlan à Berchtesgaden. Le choix du Maréchal est de ne pas choisir, de mener une politique au jour le jour, sans résister ouvertement, en prônant la collaboration économique, en refusant la collaboration militaire avec le Reich, en entretenant avec l'Angleterre, puis avec l'Amérique par l'intermédiaire de l'amiral Leahy, des relations suivies. Darlan, après une lente valse hésitation entre le Reich et les Anglo-Saxons, au rythme des communiqués de guerre, lorsqu'il aura acquis la conviction que l'Allemagne ne peut plus

gagner la guerre, rejoindra cette politique du double jeu clandestin.

« Je souhaite la victoire de l'Allemagne »

Le 18 avril 1942, Laval est rappelé aux affaires. L'éviction du général Weygand n'avait pas suffi aux Allemands. Ni les petites concessions de l'amiral Darlan. En cédant, le Maréchal, qu'il le veuille ou non, donne au retour de Laval – qu'il avait congédié – l'allure d'un retour de la politique brisée le 13 décembre 1940. Il se donne ainsi un premier ministre inamovible. Et Moysset, prophétique : « L'Allemagne a perdu la guerre. Elle entraînera dans son gouffre tous ceux qui auront marché ou semblé marcher dans son sillage. Prenez garde, monsieur le maréchal, de ne pas survivre à votre gloire. » Désormais, Laval est le véritable chef de l'État. L'acte constitutionnel n° XI imposé par les Allemands prévoit qu'il assure « la direction effective de la politique intérieure et extérieure de la France ». Le Maréchal est bien réduit au rôle de « potiche » que Laval avait prévu pour lui en juin 1940. Ses collaborateurs les plus proches sont écartés. Arrivent Bichelonne, Bousquet, l'amiral Platon, Bonnard, le sorbonnard devenu académicien de choc, ce qui ne l'empêche pas de persifler en parlant de Laval : « Il joue un drame d'Eschyle dans un costume de Mascarille. »

Devant la Haute Cour, Laval décrit son retour au pouvoir et s'explique. Il ne dit pas qu'il est convaincu que l'Allemagne ne peut perdre la guerre, ce qu'il croira pourtant jusqu'au bout, et qu'il lui faut ménager pour la France les meilleures chances pour l'après-guerre. Il croit pouvoir amadouer les nazis en affectant de les comprendre et en leur offrant en paroles ce qu'ils ne demandent pas, tout en ayant la conviction qu'il céderait peu. Sa confiance en lui est telle qu'il est

convaincu de pouvoir « rouler » les Allemands par sa méthode favorite qui est de négocier et de temporiser. C'est cette foi qu'il expose à la Cour :

M. Pierre Laval. – Je suis rentré au Gouvernement sachant que ma tâche serait effroyable, qu'elle serait redoutable, que les Français devraient souffrir, et j'ai pensé que si même j'exposais ma personne, qui si même ma responsabilité complète pouvait servir d'écran pour atténuer cette dureté, je devais l'accepter pour mieux protéger les Français ; que je n'avais pas le droit, moi qui avais gravi, dans la vie publique, partant du plus bas, tous les degrés, jusqu'au plus haut, que je n'avais pas le droit, quand mon pays était malheureux, de désertier une responsabilité.

Voilà, monsieur le président, dans quelles conditions je suis revenu au pouvoir, en juin 1942.

C'est alors qu'on en arrive à la fameuse phrase de Laval prononcée le 2 juin 1942 : « Je souhaite la victoire de l'Allemagne. » Elle n'a pas été improvisée. Elle a été voulue et pesée. Il voulait donner à ses interlocuteurs un gage de sincérité. Elle provoqua la stupeur. Même celle des Allemands qui n'en demandaient pas tant :

M. le premier président. – Vous rentrez au gouvernement le 22 avril 1942, et exactement deux mois après, vous tenez, vous vous en souvenez certainement, car c'est quelque chose de très important dans votre vie et dans la vie de votre pays, vous tenez ce fameux propos...

M. Pierre Laval. – Oui, « Je souhaite... ».

M. le premier président. – L'avez-vous tenu ?

M. Pierre Laval. – Oui, monsieur le président.

M. le premier président. – D'accord avec le Maréchal ?

M. Pierre Laval. – Je vais tout vous dire et vous allez comprendre mon propos maintenant que vous connaissez ma conversation avec Goering :

J'ai besoin de créer un climat de confiance entre nos deux pays ; j'ai besoin, dans toutes les négociations qui vont

s'ouvrir, qui étaient déjà ouvertes avec M. Sauckel, d'avoir un minimum d'autorité pour parler aux Allemands. J'ai besoin qu'ils sachent, qu'ils croient que je joue un jeu honnête avec eux, parce que s'ils doutent de moi, alors les exigences se feront plus dures et les prises plus sévères. Alors je prononce ce mot et j'écris cette phrase : « Je crois et je souhaite la victoire de l'Allemagne parce que sans elle le communisme demain s'installerait partout en Europe. »

Et Laval apporte alors des précisions sur les circonstances de la réaction et le choix des mots. Et l'on s'étonne en l'écoutant que le Maréchal n'ait pas protesté avec violence quand il a pris connaissance du projet de discours ou que sa protestation n'ait porté que sur le choix du verbe : « Je crois », que Laval supprime pour ne laisser que : « Je souhaite » :

M. Pierre Laval. – Je lis alors mon papier à M. Rochat, secrétaire général aux Affaires étrangères. Il a été autrefois mon chef de cabinet; il a son bureau à côté du mien, je le vois fréquemment. C'est un homme pondéré, honnête, français, un fonctionnaire de la plus haute qualité. Il a été successivement chef de cabinet de Barthou, de Flandin, de moi-même, de Delbos; ce n'est pas un homme politique, c'est un fonctionnaire de qualité.

Je lui lis donc mon papier; et quand j'arrive à la phrase, il me dit : « Monsieur le président, à votre place, je ne la prononcerais pas. – Pourquoi? – Vous n'êtes pas obligé de la prononcer, puisque la France est en position d'armistice. »

Je réponds à Rochat : « Vous avez certainement raison, mais cette phrase, moi, je la prononce pour d'autres raisons politiques (celles que je vous indiquais tout à l'heure). Il s'agit par un mot, par un geste, par un éclat, par quelque chose, de provoquer de la part de l'Allemagne un mouvement qui l'empêche de dire que le gouvernement français doit être molesté. »

Mais je dis tout de même à Rochat : « Puisque vous me faites cette observation (et les observations qu'il me faisait étaient toujours considérées par moi comme valables), si

vous voulez, nous allons monter ensemble chez le Maréchal. »

Je suis donc allé chez le Maréchal avec M. Rochat et j'ai soumis mon papier au Maréchal.

Le Maréchal me dit : « Vous n'êtes pas militaire, vous n'avez pas le droit de dire : "Je crois." Vous n'en savez rien. »

J'ai dit : « C'est vrai, je n'en sais rien. »

« A votre place je supprimerais "je crois à la victoire de l'Allemagne". » Alors j'ai retiré « je crois » et j'ai laissé « je souhaite ».

Et il ajoute, lucide, que son impopularité allait se transformer en haine : « J'ai rédigé mon texte, monsieur le président, sachant que cette phrase allait blesser des Français, qu'elle serait comme une goutte d'acide sulfurique qui allait tomber sur l'épiderme des gens qui souffraient. » Mais il pouvait à ce moment opposer des refus aux Allemands : moins de soixante mille travailleurs français sont partis vers l'Allemagne remplacer la main-d'œuvre défaillante contre les deux cent cinquante mille réclamés. Il fait aussi état de son refus accepté de laisser combattre sur le front de l'Ouest les Waffen SS français et la LVF « quand il y a eu l'agression en Normandie ». Le rire qui secoue la salle le surprend : « Quand il y a eu le débarquement en Normandie, je vous demande pardon, mais je parle depuis longtemps. »

Pour conclure sur « la phrase », l'œil mouillé, la main sur le cœur, il ajoute un couplet sur le village de Châteldon, mais ses auditeurs ont encore dans l'oreille le lapsus que la fatigue ne suffit pas à expliquer :

M. Pierre Laval. – J'ai prononcé cette parole, monsieur le président. Je suis né à Châteldon, dans un petit village d'Auvergne. J'aime ma terre. J'ai les pieds dans la terre de mon pays. Je vous l'ai dit tout à l'heure : je n'aime que mon pays. Comment voulez-vous que je souhaite autre chose que le bonheur et la victoire de mon pays?

M. le premier président. – Monsieur l'huissier, veuillez emmener le témoin.

(M. Pierre Laval quitte la salle d'audience.)

M. le premier président. – Je voudrais demander au Maréchal, s'il veut répondre, quelle réaction il a eue devant la phrase...

M. le bâtonnier Payen. – Il est en train de me le dire, monsieur le président.

M. le premier président. – Qu'il le dise, s'il veut le dire. C'est une question assez importante.

Et le Maréchal se lève, pâle, bouillant de colère :

M. le Maréchal Pétain. – J'ai eu une réaction très violente quand j'ai entendu, dans le discours, cette phrase de M. Laval : « Je souhaite la victoire de l'Allemagne. »

Il a dit, tout à l'heure, qu'il était venu me trouver avec M. Rochat, qui représentait le ministre des Affaires étrangères, pour me montrer cette phrase. Eh bien ! jamais M. Rochat n'aurait accepté de maintenir cette phrase, et j'étais d'accord avec lui.

Et puis, alors, quand je l'ai entendue à la radio – je croyais que c'était fait, qu'il avait arrangé l'affaire – quand j'ai entendu que cette phrase était répétée à la radio, j'ai bondi.

Je ne me suis pas rendu compte. Je croyais que c'était supprimé et je suis navré qu'elle soit restée.

M. Pierre Bloch. – Est-ce qu'on sait où est M. Rochat ?

M^e Isorni. – Il est en Suisse. Nous avons demandé son audition. Nous avons demandé un sauf-conduit. Il nous a été refusé.

Et Laval repart, embarrassé de sa serviette, après avoir, presque jusqu'à la fin, captivé par sa force persuasive ses auditeurs pendant quatre heures.

Le contre-interrogatoire

Le lendemain, sur de nouvelles questions du premier président, puis de Pierre Bloch, l'informant de l'intervention indignée du Maréchal après son départ

de l'audience, il répète : « Le Maréchal n'a manifesté aucune indignation, il m'a fait supprimer les mots " je crois " et laisser le mot " souhaite ". »

Sur la relève, l'envoi des ouvriers français en Allemagne, il explique qu'il y avait deux millions de prisonniers, un million de chômeurs, que le charbon et l'acier étaient produits en zone occupée et qu'il fallait nourrir quarante millions de Français tandis que Sauckel exigeait deux cent cinquante mille travailleurs. « Il nous fallait négocier. » Il ne dit pas que, feignant d'être l'organisateur d'une politique qui lui échappe, et qui soumet au travail obligatoire, le STO, les Français célibataires âgés de vingt et un à trente-cinq ans, et en obtenant pour les requis le statut de travailleurs volontaires, il apparaît comme le responsable de l'envoi volontaire d'une partie de la population travailler en Allemagne. Le diktat de l'occupant a pris la forme publique d'une loi française. Éternel problème de Vichy, ce qu'il gagne en nombre, il le perd en honneur. Il en assume d'ailleurs avec fierté le discrédit :

M. Pierre Laval. – La relève, c'était naturellement un moyen dont disposait le gouvernement français pour essayer d'obtenir, en compensation des ouvriers qui partaient vers l'Allemagne, des prisonniers.

M. le premier président. – Combien avez-vous envoyé de travailleurs pour avoir ces 50 000 prisonniers ?

M. Pierre Laval. – Pour 150 000 travailleurs, nous avons 50 000 prisonniers.

Je demandais naturellement un pour un, cela va de soi.

M. le premier président. – Pour autant que nos souvenirs soient précis, je crois qu'à cette époque-là on avait dit qu'il rentrait un prisonnier pour un ouvrier.

M. Pierre Laval. – Monsieur le président, je vais vous donner un autre renseignement. Il éclairera le débat.

La France a un gouvernement. La Belgique n'en a pas. Les deux pays sont occupés. Savez-vous quel est le pourcentage des ouvriers prélevés sur le monde ouvrier belge et transportés vers l'Allemagne ? 80 pour cent.

Savez-vous quel est le pourcentage des ouvriers français prélevés sur les travailleurs français? 16 pour cent.

Voilà la différence.

M. le premier président. – Je vous ferai une observation. C'est que cette mesure, qui a été très nettement impopulaire, était prise au passif de l'Allemagne, tandis que, quand le gouvernement français envoyait les ouvriers, cela avait plutôt le caractère d'une prestation volontaire. Cela ne produisait peut-être pas le même effet sur le moral du pays.

M. Pierre Laval. – Je comprends, monsieur le président, mais je vais vous répondre.

Que ceux qui sont partis m'en veuillent... mais ceux qui, par mon action – et ils sont beaucoup plus nombreux – ne sont pas partis, ceux-là, sans doute, ne me seront pas reconnaissants, mais ils seraient partis quand même.

Et quel était le devoir du chef? Est-ce que c'était de rechercher la popularité pour lui, ou de servir son pays? Je le servais en réduisant au minimum, du mieux que je le pouvais, les charges et le fardeau qu'on voulait faire peser sur ses épaules.

Cité par la défense, le 9 août, M. de Perbessac, fonctionnaire du STO, vient témoigner que la mission des fonctionnaires de ce service, en accord avec le cabinet du Maréchal, était de résister dans toute la mesure du possible au départ des jeunes gens en Allemagne :

M. de Perbessac. – Je peux affirmer que par des moyens dilatoires, par des remises successives, par des sursis prolongés, par un débat constant, permanent, avec les autorités allemandes des offices de placement, voire par des astuces dangereuses dans certains cas, les agents du STO ont sauvé des dizaines et des dizaines de milliers de Français. (...)

En bref, si on veut un exemple chiffré, mais convaincant, pour déterminer ce que furent à un moment donné les résultats partiels de notre activité, je citerai ce chiffre : pour une période allant de février 1944 à mai 1944, c'est-à-dire pour une période de quatre mois, les Allemands avaient exigé de façon la plus impérieuse et la plus menaçante – ils étaient nerveux à cette époque – un contingent de 293 000 hommes

pour la seule zone Sud. Or sur ces 293 000 hommes, 11 000 seulement sont partis et, il faut le noter, sur ces 11 000, il y avait 5 000 volontaires.

Le premier président pose la question qui est au centre du procès : « La question est évidemment de savoir si ce que vous avez pratiqué était une politique ou était un crime. C'est toute la question, elle est soumise à l'appréciation de la Haute Cour. » Pour Laval, la réponse est évidente : « Si j'avais pensé que c'était un crime, je n'aurais pas fait cette politique » :

M. le premier président. – Au cours de cette période, on vous reproche d'avoir laissé s'aggraver l'application des lois raciales. Des mesures très graves ont été prises contre les israélites, qui ont été déportés.

M. Pierre Laval. – Je vais vous répondre.

M. le premier président. – Le pasteur Boegner a dit qu'il était allé faire des démarches auprès du maréchal Pétain pour lui montrer combien ces mesures avaient un caractère odieux. Malgré cela, le maréchal Pétain et son gouvernement ont laissé faire.

M. Pierre Laval. – C'est vite dit, c'est commode à dire après. Je vais répondre à la question précise que vous me posez.

Les Allemands m'ont demandé un jour de faire adopter une loi pour faire dénaturaliser d'office tous les juifs. Je compris très bien ce qu'ils voulaient : aussitôt dénaturalisés, les juifs étaient arrêtés et déportés.

J'ai dit aux Allemands : « Je refuse. »

On m'a dit : « Il n'y a pas de discussion possible ; c'est un ordre. – Eh bien, cela a beau être un ordre, je refuse, je ne ferai pas cela. Je veux bien faire examiner par une commission les cas des juifs étrangers naturalisés ; s'ils étaient naturalisés, c'est qu'ils étaient des étrangers avant d'être français ; à ce moment, on vous donnera les résultats des dénaturalisations auxquelles on aura procédé ; mais procéder à des dénaturalisations massives, je m'y refuse. »

L'affaire a pris un caractère si aigu, si grave, que j'ai réfléchi. J'ai dit : « Mais d'ailleurs cela ne me regarde pas. » Il

s'agit de l'état des personnes; or, l'état des personnes, cela entrainait précisément dans les attributions que le Maréchal s'était réservées. J'ai donc prévenu le Maréchal. Je lui ai dit : « Voilà ce que veulent les Allemands, voilà ce qu'il ne faut pas faire. »

Je n'ai pas besoin de vous dire que le Maréchal abondait dans mon sens et a dit : « Je ne le ferai pas. »

Le Maréchal me dit : « Que peut-on faire ? » Je lui répondis : « Vous avez simplement à répondre qu'une commission existe, qu'elle est chargée d'examiner les dossiers de dénaturalisation et de voir s'il y a lieu de prendre des décrets de dénaturalisation, des retraits de nationalité; on va dire que cette commission va travailler avec un peu plus d'activité. » Et nous nous en sommes tenus là.

Voilà le fait important. Les magistrats qui ont participé aux travaux de cette commission savent parfaitement, et je les en félicite, qu'ils ont agi de leur mieux; ils ont parfaitement compris les intentions du gouvernement, en ne dénaturalisant presque personne.

C'est ce que viendra confirmer M. Roussel, conseiller d'État, cité par la défense du Maréchal le 7 août. M. Roussel fut le président de cette commission de révision des naturalisations. Il apparaîtra à la barre en col dur, veston noir et pantalon rayé, l'incarnation du fonctionnaire, si une barbe blanche, la coupe des cheveux et le profil ne lui donnaient l'aspect d'un faune. Un faune angoissé, car chacun sur le banc de la presse sait que le procureur général a été le vice-président de cette commission, qui n'a dénaturalisé qu'environ 3 pour cent des deux cent cinquante mille dossiers concernant à peu près neuf cent mille étrangers :

M^e Isorni. — Nous avons fait citer M. Roussel, qui était président de la commission de révision des naturalisations, je dois le dire, sans aucune espèce de pensée de derrière la tête, et M. le procureur général sait trop nos sentiments de respectueuse sympathie pour en douter.

Mais M. Roussel a joué, avec ses collègues, un rôle important à la commission de révision des naturalisations, et je voudrais qu'il indique à la Haute Cour dans quelle mesure les lois raciales ont été appliquées, s'il a reçu des directives du gouvernement, si, au contraire, on ne lui a pas laissé toute espèce de latitude, s'il n'a pas été saisi d'un projet de loi tendant à la suppression de la naturalisation de tous les juifs naturalisés à partir de 1927, quelle a été la réaction du Maréchal à ce sujet, et si, enfin, il n'a pas eu avec le Maréchal des conversations personnelles au sujet de l'application des lois raciales.

M. Roussel rapporte qu'il rendit compte au Maréchal le 24 mars 1942 et qu'il s'en déclara satisfait. Puis il fut reçu par lui une seconde fois, le 28 août 1943, dans des circonstances dramatiques. Les Allemands voulaient reprendre un projet de loi, se trouvant dans les cartons des ministres de la Justice, et qui prévoyait la dénaturalisation en bloc de tous les juifs naturalisés depuis 1927, et leur internement immédiat. Le Maréchal s'y opposa. Le gouvernement fit valoir que ce serait empiéter sur la tâche de la commission que de prendre une mesure d'ordre général. Convoqué à Vichy, M. Roussel fut invité à déjeuner et put faire valoir que sa commission ferait tout son possible pour ne pas dénaturer de juifs : « Vous avez raison, dit le Maréchal, et je suis très heureux de savoir que la commission prendra ces mesures. »

M. Roussel. – Lorsque je suis rentré à Paris et lorsque j'ai revu mes collègues, les deux présidents de sous-commissions, je leur ai proposé de ne plus dénaturer un seul juif dont l'adresse serait connue et qui, par conséquent, pourrait être saisi par les autorités allemandes. Comme j'avais fait arrêter les dénaturalisations de juifs qui remontaient à peu près au mois de mai ou de juin 1943, on peut dire que, depuis 1943, aucun juif n'a plus été dénaturé lorsque son adresse était connue, lorsque les Allemands pouvaient avoir barre sur lui.

Voilà, monsieur le président, je crois, tout ce que je puis dire.

M. le premier président. – Pas de questions, messieurs?

M^e Isorni. – En somme, monsieur le président, votre commission, instituée par le Maréchal, a permis au gouvernement de résister à certaines exigences allemandes, en prétendant qu'elle était là pour faire ce travail?

M. Roussel. – C'est certainement l'excuse qui a été donnée aux Allemands par le gouvernement lorsqu'ils ont réclamé que l'on fasse paraître le projet de loi qui devait dénaturer les juifs, projet de loi qui devait paraître au mois d'août 1943.

Sur la relance de la question juive par les Allemands en juin 1942, l'échange est rapide. La politique juive de Laval n'est pas évoquée. Ni la rafle du Vél' d'Hiv des juifs étrangers, exigée par les Allemands et exécutée par la préfecture de police sous la haute main de René Bousquet, et qui se déroulera les 16 et 17 juillet 1942. Ni l'autorisation donnée le 20 juillet « dans une intention d'humanité » de déporter les enfants avec les adultes :

M. le premier président. – Dans cette période de la relève, je note – parce que je suis, autant que possible, l'ordre chronologique – que les persécutions raciales se sont aggravées, notamment en juin et en juillet. Quelle a été l'attitude du Maréchal devant cet accroissement de sévérité?

M. Pierre Laval. – L'attitude du Maréchal, monsieur le président, a été celle d'un honnête homme. Il s'est indigné comme moi-même. Il a protesté. Nous avons protesté inutilement et vainement.

M. le premier président. – Protesté et cédé!

Et c'est tout. C'est Laval qui, presque spontanément, reviendra sur cette question en rappelant qu'il était opposé à la tactique allemande de dénationalisation des juifs devenus français, grâce notamment à la loi du 10 août 1927 accordant la nationalité française à tous

ceux qui le demandaient après trois ans de séjour. Il est effectif que, passées les grandes rafles de zone Sud des 27 et 28 août 1942, Laval, s'abritant derrière la volonté du Maréchal, impressionné par les protestations du Vatican et de l'épiscopat, va défendre les juifs français par les mêmes procédés d'attribution et de temps gagné. La comptabilité de ce qu'on ne sait pas alors être « la solution finale » en rend compte.

L'interrogatoire parcourt l'histoire plus que le dossier, qu'à l'évidence le président connaît mal : le débarquement américain en Afrique du Nord, les ordres officiels de résistance et les contrordres de coopération, sur lesquels Laval est évidemment mal informé, l'occupation de la zone libre, le sabotage de la flotte à Toulon. Il survole l'histoire. Il n'évoque pas la fin de l'illusion : un État sans État, une flotte sabordée, une administration hésitante, une occupation cruelle, une population en état de révolte au moins intérieure. Le Maréchal coopère tous les jours. Il résiste aussi. Mais la collaboration s'installe. Ce sont la LVF, la Milice, les sections spéciales, Déat ministre, les déportations d'hommes politiques, l'arrestation de Sarraut et de Mandel... Laval, qui a décidé de ne pas se séparer du Maréchal, est sur ces faits elliptique : il a empêché l'assassinat de Blum et de Reynaud. Il soutient que les sections spéciales et la Milice lui ont été imposées. Mais il est soudain terrible quand il s'agit du remplacement de Bousquet par Darnand. Bousquet est considéré par les Allemands comme trop faible. Il sera arrêté et déporté à son tour avec le général de La Porte du Theil, chef des Chantiers de jeunesse. Bousquet a en effet défié Oberg et Knochen :

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre communication B n° 11 Pol 1 L06/1 datée du 20 novembre 1943 concernant la consultation par les services allemands de police des listes d'israélites établies dans les préfectures. J'ai effectivement reçu le 12 novembre

1943 une communication du préfet régional de Limoges m'informant que le chef régional de la police de sûreté – SD – lui avait demandé l'autorisation de consulter les listes. Je lui ai indiqué qu'il était impossible de satisfaire à cette demande. (...) Pour les services de police et l'administration française, le fait d'être israélite ne constitue ni une présomption de responsabilité, ni en matière politique, ni en matière de droit commun. Il ne peut même comporter une aggravation de cette responsabilité, dans la mesure où un juif est poursuivi pour un crime ou un délit puni par notre législation pénale. D'autre part, les ordonnances allemandes ne concernent que la zone occupée. L'attitude de l'administration française ne peut par conséquent être différente de ce qu'elle est ¹ (...).

Laval raconte comment Bousquet ayant perdu la confiance des nazis, ils lui imposent Darnand comme secrétaire général au maintien de l'ordre. Parole terrible : « Nous avons un homme qui nous inspire confiance, disent les Allemands, nous le connaissons, il a du caractère, il est décidé, c'est Darnand. » Laval proteste. Il n'a jamais, dit-il, autant protesté. Il obtient de conserver le contrôle des passeports. Et, comme il décide du reste, il subit Darnand. Ainsi sa tactique qui était de ne pas se dissocier du Maréchal aboutit à solidariser ce dernier à sa politique. La défense, rassurée pourtant, le voit s'éloigner avec satisfaction. Lorsqu'il passa près du Maréchal, rapporte Isorni, il se tourna vers lui, découvrant ses dents noires dans un vilain sourire plein d'une véritable amabilité, il lui dit : « Au revoir monsieur le maréchal. » Mais ce dernier, faisant semblant de ne rien voir et de ne rien entendre, demeura impassible, l'œil immobile fixé au loin.

1. Serge Klarsfeld, *Vichy-Auschwitz*, 2 vol., Fayard, 1985, t. II, p. 361.

XII

LE PROCÈS DE PIERRE LAVAL

La longue déposition de Pierre Laval, les 3 et 4 août, était apparue comme une répétition de sa propre défense. Le premier président avait d'ailleurs déclaré qu'il l'entendait « à titre de renseignements » et sans lui faire prêter serment. Pourquoi? Il n'était pas condamné. C'était donc déjà le prochain accusé que la Haute Cour entendait et un accusé ne prête pas serment dans sa propre affaire. A plusieurs reprises il avait d'ailleurs renvoyé des développements à son propre procès et annoncé des pièces. Il avait manifesté au cours de ces deux jours, alors qu'il arrivait d'Espagne et avait passé la nuit au dépôt, une vitalité et une habileté qui auguraient qu'il serait, à l'épreuve, son meilleur avocat. C'est bien ainsi qu'il se voyait avec sa confiance en lui et son expérience d'avoir toujours transfiguré l'adversité en succès. René de Chambrun, son gendre, qui le défendra toute sa vie avec une fidélité admirable, confie : « Le beau-père veut un grand procès où toute la lumière sera faite ¹. » Il était convaincu que lorsqu'il aurait expliqué sa politique, la barre transformée en tribune, l'opinion l'acquitterait et entraînerait la Haute Cour. Car il pourrait s'expli-

1. Jacques Isorni, *Souffrance et Mort du Maréchal*, op. cit., p. 141.

quer. Parler, pour lui, c'est agir, oubliant les paroles précisément qu'il a prononcées et qui furent autant d'actes de Collaboration. Dans sa cellule de la 3^e division de Fresnes il n'écouterà pas ses avocats, il parlera. « C'était un soliloque de cauchemar », confiera Albert Naud. Une note saisie dans sa valise lorsqu'il est ramené en France montre son état d'esprit : « Le paradoxe est étrange. Me voilà conduit devant des juges pour me justifier d'une politique et d'actes qui devraient me valoir la reconnaissance du pays – qu'il s'agisse de la période antérieure à la guerre ou qu'il s'agisse de la période douloureuse de l'Occupation, j'ai conscience d'avoir pleinement accompli mon devoir. »

L'instruction du procès Pétain avait été bâclée. Celle de Laval fut plus que sommaire. Dans les premiers jours du mois d'août, le juge Bêteille recevait les avocats de Laval, Albert Naud et Yves-Frédéric Jaffré, premier et second secrétaires de la promotion 1934, qui avaient été rejoints par Jacques Baraduc, collaborateur du bâtonnier. Il leur remit un programme de travail prévoyant vingt-cinq interrogatoires. Le cinquième eut lieu le 12 septembre. Vers 18 h 30, le juge dit à sa greffière la phrase rituelle : « En raison de l'heure tardive, l'interrogatoire est renvoyé à une date ultérieure. » Il n'y aura pas de date ultérieure. Le 18 septembre, les avocats apprennent par la presse que l'instruction est terminée. Ils protestent, et obtiennent apparemment que l'instruction reprenne, mais elle s'achève sans que les questions fondamentales aient été abordées : le vote du 10 juillet 1940, Montoire, le retour de 1942, le STO... L'ouverture du procès est fixée au 3 octobre. Les avocats sont désespérés. Leur dossier est presque vide, alors que le dossier de l'accusation comporte des centaines de pièces auxquelles ils n'ont pas eu accès, le juge étant parti en vacances avec la clé de son bureau... Le jour de l'audience, les avocats font porter au pre-

mier président une lettre par laquelle ils renoncent à leur mission : « Nous avons constaté l'impossibilité matérielle absolue où nous sommes d'assister utilement notre client à l'audience. Une instruction préalable et complète était nécessaire, indispensable. On nous l'avait annoncée et promise. Elle a été brusquement terminée malgré nos protestations. Nous craignons que la hâte apportée à ouvrir les débats soit inspirée non par des préoccupations judiciaires, mais motivée par des raisons politiques. Les déclarations que vous auriez faites hier et qui sont reproduites par la presse ne nous laissent aucun doute. En effet, vous auriez déclaré que vous étiez décidé à siéger s'il le fallait, le matin, l'après-midi et le soir afin que le procès fût terminé pour les élections... C'est avec tristesse que nous renonçons à la mission qui nous était confiée. Nous vous exprimons tous nos regrets de ne pouvoir apporter à l'œuvre de justice une contribution que nous aurions voulue conforme aux traditions de notre Ordre. »

Albert Naud, dans ses souvenirs *Les défendre tous*, a exprimé un doute sur le bien-fondé de ce choix auquel il se rallia : « En laissant Laval seul, dans cette antichambre de la mort, j'ai éprouvé un douloureux serrement de cœur. Je le voyais vieux, usé, abandonné de tous et réduit à la plus totale impuissance. Incapable de lire et d'écrire dans son caveau obscur, il ne pouvait plus qu'attendre la volonté de ses juges. Notre geste de refus aurait-il sur ceux-ci l'influence que nous souhaitions au nom de la vraie justice ? »

Laval comparut donc seul. Le premier président ayant lu la lettre de la défense, le procureur général soutint que l'instruction n'avait pas été brusquée et qu'en tout cas elle reposait sur des faits et des déclarations connus de tous, dont l'instruction s'est faite au grand jour pendant quatre années d'Occupation. Et comme il énumère, hargneux, les charges retenues

contre l'accusé, alors que l'acte d'accusation n'a pas été lu, celui-ci s'écrie :

M. Pierre Laval. – Mais vous étiez tous aux ordres du gouvernement à cette époque ! Vous tous qui me jugez, magistrats, et vous, monsieur le procureur général... vous pouvez me condamner, vous pouvez me faire périr, vous n'avez pas le droit de m'outrager. Je suis français, j'aime mon pays, je n'ai servi que lui.

M. Pierre Laval. – Je demande deux choses : complément d'information, une remise...

M. le premier président. – Est-ce que vous me laisserez parler ?

M. Pierre Laval. – Évidemment je n'ai pas le moyen de vous en empêcher.

M. le premier président. – Je vous ai déjà adressé deux avertissements. Voulez-vous qu'au lieu de vous en faire un troisième, je vous fasse expulser ? Je vous dis que si vous n'avez pas d'avocat, ce n'est pas de notre faute.

M. Pierre Laval, *frappant sa serviette sur son pupitre*. – Condamnez-moi tout de suite, ce sera plus clair.

M. le premier président. – Gardes, emmenez l'accusé.
A ce moment dans le public un jeune homme applaudit Laval.

Un juré. – Arrêtez-le.

M. le premier président. – Arrêtez immédiatement le perturbateur et conduisez-le au Dépôt.

M. Prot, juré. – C'est la cinquième colonne, la clique.

Un juré. – Il mérite, comme Laval, douze balles dans la peau.

M. le premier président. – Demain vous appellerez le premier témoin. Je ne poursuivrai pas un interrogatoire dans ces conditions, et l'audience se poursuivra en l'absence de l'accusé.

Le Monde commente : « On imagine difficilement, dans une France républicaine, un procès se dérouler

Je comprends vos scrupules, après avoir pris note de vos doléances, ils sont à l'honneur de votre conscience professionnelle. Vous demeurez fidèles à nos plus hautes traditions lorsqu'elles affirment que les droits de la défense doivent être respectés, quelles que soient la personne et la qualité de l'inculpé à comparaître devant ses juges. Mais il est une autre règle, non moins haute, qui exige que tout accusé soit assisté d'un avocat. Notre rôle y emprunte sa noblesse humaine. Il me serait, actuellement, impossible de désigner pour vous suppléer un quelconque de nos confrères; vous devez donc demeurer, répondre aux appels de votre client quelles que soient les difficultés, à la place que la confiance de votre bâtonnier vous a assignée. Cependant, je vous autorise, présents à cette barre où se sont illustrés un si grand nombre de vos devanciers, à formuler avec mesure et modération, mais aussi avec la fermeté que vous jugerez nécessaire, les protestations solennelles de la défense.

Et Laval s'explique. Un peu longuement. Mêlant les bons arguments aux moins bons, et sans plus de relief. « Tout était noyé dans un magma torrentiel », se souvient Albert Naud. Son assurance retrouvée le conduit à adopter une attitude familière et gouailleuse. Il croit convaincre. Il croit pouvoir forcer l'avantage en lisant une lettre qu'il vient d'écrire au garde des Sceaux pour réclamer un supplément d'information. Mais le procureur général se lève et lui reproche avec véhémence de vouloir prolonger les débats. On croit entendre Fouquier-Tinville au procès de Danton. Laval veut répliquer. Le premier président le lui interdit. Le ton monte. Le premier président veut imposer le silence à l'accusé. Et les répliques qui s'échangent, le dernier débat public de Laval, constituent un morceau d'anthologie qu'il n'est pas possible de résumer ou de censurer :

M. Pierre Laval. – Monsieur le premier, je ne croyais pas provoquer un incident. J'avais dit hier à MM. les jurés que je désirais leur faire connaître les termes de la lettre que j'avais

écrite à M. le garde des Sceaux. Vous devez en avoir le souvenir, je me suis retourné essayant de la chercher dans mes papiers. Ne l'ayant pas trouvée, eh bien, je l'ai lue aujourd'hui. Je croyais simplement, monsieur le premier...

M. le premier président. – Vous l'avez lue.

M. Pierre Laval. – C'est entendu.

M. Bedin, juré. – C'est la troisième fois que vous le dites! C'est suffisant.

M. Pierre Laval. – Je ne croyais pas que sa lecture...

M. Biondi, juré. – Vous n'avez pas répondu à la question de M. le Président.

M. le premier président. – Je vous ai posé une question précise; je vous ai demandé comment vous avez pu vous maintenir auprès du Maréchal dans l'atmosphère d'hostilité qui régnait à Vichy? J'ai dit que c'était probablement... (*Sur un mouvement de Pierre Laval.*) Permettez!... J'ai encore une voix qui est susceptible de couvrir la vôtre et je m'en servirai!

M. Pierre Laval. – Je ne dis rien.

M. le premier président. – J'ai dit les raisons qui avaient fait que vous étiez maintenu auprès du maréchal Pétain et que les personnes qui vous avaient maintenu auprès du maréchal Pétain, il n'était peut-être pas très difficile de savoir qui elles étaient, puisque ce sont les mêmes qui ont obligé le maréchal Pétain à vous reprendre un an et demi après. Et je vais encore préciser: ces personnes, eh bien, elles ont un nom, ce sont les Allemands.

M. Pierre Laval. – Non, monsieur le premier!

M. le premier président. – C'est M. Abetz...

M. Pierre Laval. – Non, monsieur!

M. le premier président. – Si. Je ne veux pas prendre l'allure d'un accusateur... (*rires et mouvements dans la salle*) mais je suis obligé ici, tout de même, d'apporter ma participation à cette lumière dont parlait M. le procureur général.

M. Pierre Laval. – Je n'ai rien à répondre...

M. le premier président. – Ne répondez rien!

M. Pierre Laval. – ... après votre déclaration. Mais je pensais que j'avais le droit de répondre à M. le procureur général dont je n'avais pas sollicité l'intervention qui ne paraissait pas motivée par la lecture de ce document. M. le procureur général fait état d'un dossier que je ne connais

pas. J'ai appris un jour par la radio que j'étais condamné à mort à Marseille. Je ne savais pas par quel tribunal.

M. le premier président. – Il n'est pas question du procès de Marseille ici.

M. Pierre Laval. – On vient d'en parler.

M. Bédin, juré. – C'est vous qui en avez parlé tout à l'heure.

M. le premier président. – Même s'il en a parlé, ce n'est pas sur ce point qu'actuellement...

M. Pierre Laval. – J'en ai parlé dans la lettre au garde des Sceaux.

M. Bédin, juré. – Il ne fallait pas en parler; M. le procureur général n'aurait pas répondu.

(Bruits dans la salle.)

M. le premier président. – Je crois que, vraiment, ces débats prennent une allure de réunion publique. *(Bruits.)* Une fois encore je n'aurai qu'une ressource, ce sera de suspendre l'audience.

M. Pierre Laval. – Vous voulez tout, sauf la lumière.

M. le premier président. – Il suffit... Du côté de la barre, du côté de M. le procureur général, je demande qu'on maintienne à cette audience l'atmosphère qu'elle doit avoir...

M. Pierre Laval. – Monsieur le président, vous ne me mettez pas...

M. le premier président. – Nous ne sommes pas dans une salle d'audience de justice!

M. Pierre Laval. – Vous ne me mettez pas, monsieur le premier, en état de me défendre normalement.

M. le premier président. – Répondez de façon précise à la question que j'ai posée.

M. Pierre Laval. – Je voudrais répondre à M. le procureur général... C'est formidable, cela!

M. le premier président. – La Cour, dans son ensemble, ne désire pas que vous répondiez à M. le procureur général.

M. Pierre Laval. – Ma défense requiert que je réponde à M. le procureur général. M. le procureur général vient d'énoncer devant MM. les jurés un fait qui a tout de même son importance : M. le procureur général vient de vous dire que j'avais été condamné à mort par le tribunal militaire de Marseille pour être intervenu comme arbitre pour la cession

à un groupe allemand du *Petit Marseillais*. Eh bien, j'ai dit : C'est faux ! Et je répète : C'est faux !

M. Biondi, juré. – Les jurés ont le désir de vous entendre répondre aux questions qui vous sont posées.

M. Pierre Laval. – Bon !... Écoutez, mettez-vous, monsieur Biondi, à la place d'un accusé à qui on fait un reproche de ce genre. Doit-il rester silencieux ?

M. le premier président. – Ce reproche, nous l'avons oublié.

M. Pierre Laval. – Vous l'avez oublié, vous, mais moi ?...

M. le premier président. – Je vous ai posé une question sur laquelle nous désirons une réponse, et je suis convaincu que MM. les jurés désirent que vous répondiez à la question très précise que je vous ai posée.

M. Pierre Laval. – Je vais vous répondre clairement, monsieur le premier, mais je vous demande de convenir que ma défense n'est facilitée, ni par l'instruction incomplète...

M. le premier président. – Ni, peut-être, par les actes que vous avez accomplis pendant quatre ans, à la connaissance de la France tout entière !

M. Pierre Laval. – Je crois qu'il vaut mieux que vous répondiez à ma place à la question que vous posez !...

M. le premier président. – Vous voulez persister dans cette attitude ?

M. Pierre Laval. – Monsieur le président, vous formulez à la fois la question et la réponse. Eh bien, je crois qu'il vaudrait mieux que nous nous en tenions là pour la sérénité et la majesté de votre justice.

M. le premier président. – Dans cette situation qui est la vôtre, vous vous croyez assuré de l'impunité ?

M. Pierre Laval. – Je ne me crois pas assuré de l'impunité, mais il y a quelque chose qui est au-dessus de nous tous, au-dessus de vous, au-dessus de moi, c'est la vérité et c'est la justice dont vous devez être l'expression...

M. Bédin, juré. – Elle passera, la justice !...

Un autre juré. – Elle passera, la justice.

M. Pierre Laval. – Elle passera, oui !... Mais la vérité subsistera.

Un juré. – Elle sera française !

M. le premier président. – Quelqu'un aura le dernier mot : c'est la Haute Cour.

M. Pierre Laval. – Vous l'avez!

M. le premier président. – Réfléchissez bien à l'attitude que vous prenez!... Vous ne voulez pas répondre à mes questions?

M. Pierre Laval. – Non, monsieur le président, devant votre agression, devant la manière dont vous m'interrogez. Vous formulez les questions et les réponses. (*Bruits divers dans la salle.*)

M. le premier président. – L'audience est suspendue. Emmenez l'accusé.

Les magistrats se lèvent, mais à ce moment les jurés parlementaires lancent à l'accusé des mots qui s'entrecroisent et qui sont couverts en partie par le tumulte qui règne dans la salle. Sans pouvoir en identifier les auteurs on entend les jurés proférer des injures à l'égard de Laval.

– Salaud!

– Dans quinze jours, tu gueuleras moins!

– Douze balles!

Un juré parlementaire. – On vous a déjà jugé, et la France aussi¹.

A la reprise de l'audience, le box de l'accusé reste vide. Laval a écrit au président qu'il n'assisterait plus aux débats : « Monsieur le président, la façon injurieuse dont vous m'avez posé les questions tout à l'heure, et les manifestations auxquelles se sont livrés certains jurés, me montrent que je peux être la victime d'un crime judiciaire. Je n'en veux pas être le complice. J'aime mieux me taire. »

Il a refusé de comparaître sur la sommation de M^e Tard, huissier d'audience. Il écrit le lendemain au garde des Sceaux qu'il n'est pas en présence de véritables juges. Le procès se poursuit les 8 et 9 octobre. Un seul témoin, Léon Noël, a la dignité de refuser de témoigner en l'absence de l'accusé. Le 8, Pierre-Henri Teitgen, le garde des Sceaux, convoque les avocats pour les inviter, ainsi que l'accusé, à reprendre leur

1. *Le Procès Laval*, Albin Michel, 1946, p. 267.

place au procès tout en jugeant lamentables le procureur général et le premier président. « Je n'ai qu'un conseil à vous donner. C'est celui de reprendre votre place à la barre. Je puis vous dire que Pétain n'a été condamné à mort que par la plus petite majorité qui soit. Si j'avais personnellement à juger Laval je tiendrais compte des intentions de l'homme. Je vous le dis en toute honnêteté, je ne sais pas quelle serait ma décision. Dites à votre client la forte impression que ses réponses ont faites sur les magistrats de la commission d'instruction qui l'ont interrogé. Dites-lui qu'il peut arriver de la même façon à impressionner ses juges. » Dans ses souvenirs, il les jugera « médiocres et maladroits ¹ ». Il dit aussi des jurés : « Je refuserai ma main à ces gens. Mais il faut que Laval n'exagère pas de son côté. Il faut qu'il aide à la dignité et au calme de ces débats. Il paraît qu'il a quitté l'audience avant-hier en disant : " Hein ! je l'ai bien vendue, ma salade ! " »

Laval ne fut pas convaincu. Il écrivit : « Si je ne me présente plus à l'audience, je serai condamné. Si je désire poursuivre ma défense, je serai également condamné. » Devant la Haute Cour telle qu'elle était composée, et dans le temps où elle jugeait, Henri Amouroux constate qu'il n'existait pas d'alternative ². Aucune citation à comparaître ne lui fut non plus délivrée. Le réquisitoire fut prononcé le 9 octobre et la condamnation à mort prononcée après un bref délibéré. Le lendemain, Darnand était fusillé. Teitgen reçoit alors de De Gaulle, qui a reçu les avocats de Laval, une lettre qui exprime une hésitation. Elle lui est envoyée en avion à Rennes, sa circonscription électorale, par porteur spécial :

1. *Faites entrer le témoin suivant*, Éd. Ouest-France, 1988, p. 268.

2. *La page n'est pas encore tournée*, op. cit., p. 633.

Mon Cher Ministre,

Il faut régler l'affaire Laval. Celui-ci n'a pas adressé de recours en grâce. Le point à fixer est donc le suivant : convient-il de recommencer ce procès ou non ? Si oui le gouvernement devra établir un texte. Sinon, la justice suivra son cours.

Il a aussi reçu de François Mauriac une adjuration :

Monsieur le Garde des Sceaux et Cher Ami,

Je vous écris ce mot, en m'excusant beaucoup, à la prière de la fille et des défenseurs de Pierre Laval, qui m'assurent qu'il dépend de vous que la sentence soit cassée... Ce n'est pas à moi de vous apporter, à vous qui êtes un juriste, des raisons d'empêcher son exécution. Je vous dis simplement que si j'étais à votre place, je n'hésiterais pas un instant. Vis-à-vis de l'étranger, il faut que ce procès soit jugé dans la clarté, dans la sérénité de la vraie justice.

Mais vous n'avez pas besoin qu'on vienne dans une heure si grave, vous donner des conseils... Vous êtes de ceux qui se recueillent à ces heures-là... Que Dieu vous inspire et vous éclaire, Cher Ami.

Veuillez pardonner mon extrême audace et croire à mes sentiments profondément dévoués.

François Mauriac.

Voici le texte de la réponse de M. Pierre-Henri Teitgen au général de Gaulle :

J'estime en conscience :

1° - que les incidents survenus aux audiences du procès Laval, s'ils sont évidemment regrettables, ont été voulus et provoqués par l'inculpé, qui, sachant ce qu'il méritait, a cherché par tous les moyens à retarder son jugement;

2° - que la procédure suivie en l'absence de l'accusé défaillant a été celle que prévoit la loi;

3° - que la condamnation prononcée est, au fond, parfaitement justifiée;

4° - qu'en conséquence cette condamnation doit être ramenée à exécution.

Il admet toutefois qu'en raison de l'émotion de la presse étrangère « sensible à l'apparence des choses », on peut estimer qu'il faille renvoyer Laval à une nouvelle session après un décret d'amnistie de la condamnation, « afin de mettre en lumière sa culpabilité ». Ce ne fut pas la décision du chef du Gouvernement provisoire, malgré une lettre de Léon Blum, retrouvée par Jean Lacouture. Laval, qui avait peut-être sauvé la vie de Léon Blum en interdisant après l'assassinat de Georges Mandel qu'il fût livré à la Milice, et qui avait fait à M^e Le Troquer, son avocat, la promesse tenue : « Tant que je serai là, on ne touchera pas à Léon Blum », lui avait écrit : « Voulez-vous m'aider, voulez-vous me sauver ? Vous êtes le chef du plus grand parti à l'Assemblée, de Gaulle ne peut pas faire disparaître, contre votre gré, un ancien chef de gouvernement. Un geste de vous, c'est la vie pour moi. Un refus me conduirait à la mort. »

Léon Blum écrit aussitôt au général de Gaulle, tout en ayant déclaré à Naud et Baraduc qu'il serait sans doute impuissant : « Je pense qu'on ne peut exécuter une condamnation capitale après un procès comme celui-là. Il ne s'agit pas d'une grâce, mais d'un redressement de la justice. Aucune sympathie quelconque ni même aucune communauté de vues ne nous a jamais liés l'un à l'autre, et vous savez que ce n'est pas de la reconnaissance que je lui dois. Mais j'ai rendu la justice en un autre temps, et je la respecte, et je voudrais qu'elle fût respectée. »

René de Chambrun a publié le brouillon d'une lettre de Laval à de Gaulle, qui est un cri : laissez-moi parler. Elle ne parviendra pas à son destinataire, à qui appartient effectivement la décision ultime :

J'en appelle à vous pour vous demander de ne pas donner l'ordre d'éteindre ma voix. Laissez-moi d'abord parler. La loi vous en donne le moyen. Le droit régalien dont vous disposez vous le permet. Ne me faites pas des-

rendre au tombeau avant qu'un tribunal régulier m'ait entendu et jugé, avant que la France ait connu la vérité. Mon exécution, avec un tel arrêt d'un tribunal, qui a jugé dans de telles conditions, ne serait qu'un vulgaire assassinat. [...]

Une France libre juge, mais elle n'assassine pas. Vous en êtes le chef. J'ai confiance dans votre décision.

Le lundi 15 octobre, à 8 heures du matin, lorsque M. Mornet, dans la cellule de Pierre Laval, a prononcé la phrase rituelle : « Pierre Laval, l'heure est venue, préparez-vous à mourir courageusement », les assistants constatent que son corps tressaille. Laval s'est empoisonné et l'agonie a commencé. Mornet ordonne au Dr Paul de le ranimer, ce qu'il refuse. Ce sont les médecins de la prison qui lui font un lavage d'estomac pour le « sauver ». Il a écrit à ses avocats : « Je n'accepte pas la sentence. Je n'accepte pas la souillure d'une exécution puisqu'il s'agit d'un meurtre. J'entends mourir à ma manière par le poison comme les Romains. » Le préfet de police rapportera à Edgar Pisani, son directeur de cabinet, l'entretien téléphonique qu'il a eu avec le général de Gaulle : « Le procureur général a-t-il prononcé la formule, les paroles d'usage ? A-t-il déclaré au condamné que son pourvoi était rejeté ? – Oui, mon général. – Eh bien alors, le condamné ne nous appartient plus. Il appartient à la justice. Que le chef du peloton d'exécution fasse son devoir. » Le moribond ranimé est conduit, à demi porté par ses avocats, plié en deux, secoué de spasmes et hoquetant, au peloton d'exécution, un foulard tricolore noué autour de son cou. Il leur demande de rester : « Ne vous éloignez pas trop, je voudrais vous regarder en mourant. » Il tombe en criant : « Vive la France. »

Avant de se diriger vers le poteau, Laval s'était arrêté un instant et avait lancé d'une voix forte :

– Où sont Messieurs les magistrats ?

Le procureur général Mornet et le président Bouchardon se tenaient, discrets, le chapeau à la main, derrière le corbillard.

— Messieurs les magistrats, je voulais seulement vous dire que je vous plaignais d'avoir consenti à faire une besogne pareille... vous avez voulu ce spectacle. Eh bien ! acceptez-le jusqu'au bout.

Si le procès de Pétain fut un procès politique, il fut un vrai procès ; celui de Laval fut une caricature sanglante de procès. Car Laval, pour avoir été condamné et exécuté sans avoir été entendu et défendu, quelles que soient les présomptions publiques qui pesaient contre lui sur le fondement de l'article 75 du Code pénal qui sanctionne la trahison, est mort comme meurt un innocent.

Le préfet de l'Isère, dans son rapport sur l'évolution de l'opinion publique dans son département, avait écrit le 15 octobre 1945 que si le procès avait été suivi « avec un intérêt assez grand, l'attitude de l'accusé n'a pas diminué le sentiment de mépris unanime manifesté par la population qui ne doutait pas de la condamnation du traître ». Le même écrit le 15 novembre : « D'aucuns estiment que le procès n'est pas régulier du fait qu'il s'est terminé sans la présence de l'accusé. Il faut dire que la tentative de suicide de Laval a constitué un brillant coup de théâtre et a valu au condamné, naguère si méprisé partout, un certain regain de sympathie ¹. »

1. Henri Amouroux, *ibid.*, p. 633 et 657.

XIII

LES TÉMOINS DE LA DÉFENSE

Au procès du Maréchal, les témoins de la défense furent les témoins de la fidélité. Ce furent, après Maxime Weygand, dont le témoignage fut un coup d'épée, écrit Isorni, le général Héring, le général Lacaille, le général Vauthier, Léon Noël, qui se comporta en témoin à charge, le général Lafargue, le général de La Laurencie, le prince F.X. de Bourbon-Parme, le général Picquendart, Noël Pinelli, le général Ruby, le général Picard, Marcel Peyrouton, l'amiral Fernet, François-Martin, Jacques Chevalier, Yves Bouthillier, le général Bergetret, Jean Berthelot, l'amiral Bléhaut, le général Campet, le général Debeney, le général Martin, le commandant Archambaud, René Norguet, l'abbé Rodhain, le commandant Tracou, Jean Jardel, Ernest Lagarde, le commandant Le Roch, le Dr Bareiss, Paul Estèbe et le général Eon. Ne sont pas venus témoigner : Paul Baudouin, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères puis secrétaire d'État auprès du président du Conseil de juin 1940 à janvier 1941, Du Moulin de Labarthète, Louis-Dominique Girard, Paul Alibert, le Dr Ménétrel, l'ancien ministre Lémery, Jérôme Carcopino. Ils écriront plus tard leurs mémoires. Deux témoins furent aussi entendus, dans le silence, à la demande des jurés : Ferdinand de Brinon et Joseph Darnand. La mort planait sur eux. Un témoin capital, le général Juin, auréolé

de la gloire de la campagne d'Italie, reçut du général de Gaulle une mission imprévue destinée à l'empêcher de témoigner au procès.

Avant eux furent entendus, le 31 juillet, à leur demande, deux déportés, Marcel Paul et Paul Arrighi. Le premier pour dire que les coups les plus durs qui avaient été portés à la Résistance l'avaient été par les policiers du gouvernement de Vichy « ce gouvernement était le gouvernement de l'accusé » et que les résistants avaient été traduits devant le tribunal d'État ou la Cour spéciale « créée par le gouvernement de l'accusé ». Ces policiers étaient convaincus d'agir à la demande de l'accusé, dans l'intérêt de la France. « C'était, par conséquent, au nom des morts de Verdun qu'on pourchassait, pour ensuite les livrer aux Allemands, les combattants de la Résistance. » Il ajoute, évoquant son transfert de la prison de Fontevrault à Buchenwald :

M. Marcel Paul. Je ne parlerai pas, évidemment – cela n'intéresse pas directement le procès – je ne parlerai pas des tortures que tous les Français qui étaient là-bas ont connues. Je ne parlerai pas des chambres à gaz dans lesquelles ont été jetés, par dizaines de milliers, des Israélites qui étaient français, des combattants qui avaient fait l'autre guerre, qui avaient également fait celle-ci, combattants qui ont été, là-bas, exterminés dans les conditions les plus atroces, parce qu'arrêtés et livrés, à Paris et dans toute la France, par les autorités policières toujours de Vichy.

Ces malheureux Israélites – et pas seulement les Israélites, mais, avec eux, d'autres Français – cet ensemble de Français, plusieurs dizaines de mille, ont rejoint là-bas, dans ces chambres à gaz atroces d'Auschwitz, les antihitlériens, les antifascistes des différents pays¹.

1. Comme on avait tendance à le faire à l'époque, Marcel Paul confond les camps de concentration comme Buchenwald, où les Allemands déportaient les résistants et où l'on mourait d'épuisement, de sous-alimentation, de maladie, et les camps d'extermination des juifs et des tziganes, comme Auschwitz, où les chambres à gaz s'ajoutaient aux autres causes de mortalité.

Mais ce qu'il y avait surtout d'atroce pour ces Français qui étaient là-bas, dans l'attente de la mort, c'est qu'ils avaient été arrêtés et livrés, pour la plupart, par un gouvernement qui se prétendait français.

On notera que le témoin, hiérarque du Parti communiste, qui représentera pendant quarante ans les déportés résistants avant qu'une grave suspicion soit jetée sur son rôle dans les camps, considère comme allant de soi que la déportation « n'intéresse pas directement le procès ».

Le second témoin, avocat à la Cour, futur bâtonnier de l'Ordre, Paul Arrighi, déposa dans le même sens. Il revenait de Mauthausen d'où son fils, avocat lui aussi, n'était pas revenu. De la déclaration de Pétain : « Je marche la main dans la main avec Laval », il dit : « Eh bien ! là encore, que l'on ne vienne pas nous dire que le maréchal Pétain était prisonnier, et qu'il le faisait pour éviter des représailles terribles. Il fallait penser aux Français, mais il fallait encore plus penser à la France et, par conséquent, il pouvait, à ce moment-là, faire un geste : c'était de s'en aller. S'il ne s'en allait pas, il pouvait, au moins, se taire. »

L'amiral Leahy

Mais avant que commencent les auditions des témoins de la défense, M. du Chayla, qui avait été conseiller à l'ambassade d'Espagne lorsque le Maréchal était titulaire de ce poste, fut invité à traduire un témoignage venu des États-Unis. Jacques Isorni avait fait écrire par le Maréchal à l'amiral Leahy, qui avait été ambassadeur des États-Unis auprès de l'État français jusqu'à ce qu'il soit rappelé après le retour de Laval, le 18 avril 1942.

Sa lettre, datée du 22 juin, parvint le 1^{er} août à la défense. Destinée à la publicité de l'audience, elle ne pouvait avoir été envoyée qu'avec l'accord du président

Truman. Elle traduit, en langage diplomatique, l'intimité confiante des relations entre les deux hommes et les relations entre Vichy et Washington dont l'intensité prolongée ne fut connue qu'après le procès :

Mon cher Maréchal Pétain,

Votre lettre datée du 10 juin m'a été remise aujourd'hui par une connaissance commune et j'apprends par elle la triste situation [la réponse de l'amiral est du 22 juin] dans laquelle vous vous trouvez comme suite au développement des événements d'Europe qui, dans leur aspect favorable, ont amené la libération de la France et la destruction des barbares nazis. Vous comprendrez qu'il m'est impossible, en ma qualité de chef d'état-major, d'être impliqué à aucun degré dans la controverse interne française dans laquelle vous êtes mêlé. Je n'ai aucune information quant aux détails des charges ou spécifications des charges auxquelles vous devez répondre. Ma connaissance de votre attitude personnelle et officielle vis-à-vis des Alliés et vis-à-vis des puissances de l'Axe est strictement limitée à la période janvier 1941 à avril 1942, pendant laquelle j'ai eu l'honneur d'être l'ambassadeur des États-Unis en France.

Pendant cette période j'ai tenu en très haute estime votre amitié personnelle et votre dévouement au bien du peuple français. Vous m'avez souvent exprimé votre espoir fervent de voir annihiler les envahisseurs nazis.

Pendant cette période, vous avez à diverses occasions et à ma demande agi contre les désirs de l'Axe et favorablement à la cause alliée. Dans tous les cas où vous n'avez pas accepté mes recommandations de vous opposer aux puissances de l'Axe en refusant leurs demandes, la raison alléguée était qu'une telle action positive aboutirait à une oppression supplémentaire de votre pays par les envahisseurs. J'avais alors et j'ai maintenant la conviction que votre but principal était le bien et la protection du peuple abandonné de France. Il m'était impossible de penser que vous ayez d'autres préoccupations.

Cependant, je dois en toute honnêteté répéter mon opinion exprimée à vous-même à l'époque, qu'un refus positif de faire la moindre concession aux demandes de l'Axe, qui pouvait amener immédiatement des peines supplémentaires à votre peuple, n'en aurait pas moins, à la longue, été avantageux pour la France.

Avec l'expression de mes sentiments personnels et avec les vœux que votre activité pendant la période d'occupation par l'ennemi puisse être évaluée à sa juste valeur par le peuple de France, je demeure très sincèrement à vous...

Ce témoignage autorisé des relations entre le Maréchal et les États-Unis, auxquels il n'avait pas reproché de soutenir contre lui le général de Gaulle, établit la sincérité de la déclaration faite par l'amiral à la presse américaine le 9 juin 1942 :

Je viens de revenir d'une France complètement submergée par une invasion de barbares qui ont saisi la plus grande partie des ressources matérielles de la France et ont détruit une partie de ses ressources spirituelles.

Pendant les dix-huit mois que j'ai passés en France, la politique du gouvernement américain a consisté à maintenir notre traditionnelle amitié avec le peuple opprimé de France, quelle que soit la composition de son gouvernement, qui est appelé à changer de temps à autre.

Le peuple de France est presque unanimement pro-américain et souhaite la défaite de l'Axe. Il souffre lui-même d'une défaite militaire complète. Il est inorganisé, inarticulé, et n'a pas d'influence sur la composition ou la politique du gouvernement, mais il n'y a pas d'autre voie que le gouvernement régulier par l'intermédiaire duquel nous puissions maintenir des contacts avec le peuple de France.

Mes relations avec le maréchal Pétain, pour lequel je maintiens une haute estime personnelle, ont été pendant tout mon séjour étroites, cordiales et utiles aux intérêts de son pays.

Il est sous une constante et cruelle pression de l'envahisseur qui lui rend très difficile d'accomplir tout ce qu'il voudrait pour le salut du pays.

Le bâtonnier ayant donné lecture de cette déclaration à l'audience du 24 juillet, Paul Reynaud l'avait attribuée à l'usage diplomatique qui voudrait que les

ambassadeurs disent toujours du bien du gouvernement auprès duquel ils ont été accrédités. Ce qu'il ne pouvait dire de la lettre adressée à l'accusé pour être lue en audience publique.

Les relations personnelles de Pétain avec les Américains remontaient à 1917. Il leur gardait la gratitude de leur intervention décisive. Il avait alors marché la main dans la main avec le général Pershing, qu'il avait retrouvé aux États-Unis en 1931 à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de l'Indépendance des États-Unis auquel il avait été invité. Sa manière de conduire la guerre, son souci d'économiser les vies humaines, son accord pour maintenir l'autonomie de l'armée américaine dans l'alliance lui avaient valu l'estime des généraux américains. Et c'est avec son accord que Weygand, son délégué général en Afrique du Nord, avait négocié le 26 février 1941 un accord de ravitaillement alimentaire avec l'envoyé spécial de Roosevelt, Murphy. C'est lui qui, après avoir reçu le général Giraud, évadé d'Allemagne, l'avait laissé s'engager du côté des Américains. Mais la relation maintenue par l'ambassadeur, puis par son chargé d'affaires, ne sera plus la même après que le Maréchal aura cédé aux exigences allemandes de renvoyer Weygand qui incarnait en Afrique la revanche et non la défaite.

« Je suis prisonnier », avait-il dit à l'ambassadeur américain pour s'en excuser.

Les généraux

Le général Héring, ancien gouverneur militaire de Paris, vient faire une déposition claire et précise, toute de bonne foi. Il remonte au temps où le Maréchal était un professeur admiré à l'École de guerre; il le revoit à Verdun, « impavide et lumineux »; en 1917, arrêtant avec humanité les mutineries. A ceux qui le voient prudent, et qui le jugent défensif, il rappelle les offen-

sives : Carençy en 1914, la Champagne en 1915, Douaumont en 1916, le Chemin des Dames en 1917, la contre-offensive de 1918. Il enchaîne sur son action pour réarmer la France en 1934, comme ministre de la Guerre, ce qui lui vaut de se voir invité à abréger :

M^e Isorni. – On a attaqué le Maréchal sur sa politique militaire. On a dit que Verdun, c'était une légende fausse. On a dit qu'il était responsable de la défaite. Cela a été dit tout au cours de l'instruction. Cela a été dit encore ici par M. Paul Reynaud. Est-ce que nous avons interrompu M. Paul Reynaud à ce moment-là ? Lorsque nous faisons venir nos témoins qui veulent rétablir la vérité, c'est la Haute Cour qui ne veut plus les entendre.

M. le premier président. – Je ne refuse pas d'entendre les témoins. Je leur demande s'ils veulent abréger.

Et le général Héring reprend imperturbable son exposé. Il en vient à l'organisation défensive de la frontière du Nord. Il dément le propos attribué au Maréchal d'avoir tenu pour infranchissables les Ardennes. Il expose le plan d'armement mis en route par Pétain, mais avec un retard de deux ans sur Hitler. Il dénie encore que le Maréchal ait méconnu la mutation et le rôle stratégique de l'aviation. Ayant rendu justice à l'inspecteur général de l'Armée, il en vient au politique : éviter le pire au peuple français, tel était l'objectif du chef de l'État. « Si j'étais parti, c'eût été pour la France le régime de la Pologne. Vous ne savez pas ce que c'est que le régime de la Pologne ; la France en serait morte », lui a confié le Maréchal. Il met à son crédit d'avoir gardé la disposition de l'Afrique du Nord et permis ainsi aux Alliés de préparer leurs armes, et la libération. Il a une formule heureuse pour décrire la tactique de Pétain : « Le Maréchal est toujours resté le poignet souple et la pointe en ligne. » Enfin, l'ancien chef du général de Gaulle, le vieil Alsacien, termine dans l'émotion sa déposition :

M. le général Héring. – Loin de moi l'idée de vouloir minimiser en quoi que ce soit les mérites de nos libérateurs, et en particulier ceux de mon ancien collaborateur et ami de l'état-major du maréchal Pétain : le général de Gaulle, avec qui j'ai travaillé jusqu'à la guerre en parfaite communion de pensée. Mais les mérites du général de Gaulle ne sauraient nous faire oublier les services éminents qu'a rendus le Maréchal en assumant, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, les fonctions écrasantes de gardien du but. Aussi bien, me suis-je toujours refusé à les opposer l'un à l'autre.

Je pensais à mes souvenirs de jeunesse, où j'avais entendu discuter des questions alsaciennes entre les Alsaciens restés en Alsace et les Alsaciens qui étaient revenus en France, ayant opté pour la France.

Fallait-il rester ? Fallait-il partir ? Eh bien ! messieurs, il fallait les deux solutions : une fraction restant en Alsace pour y maintenir le souvenir et le culte de la patrie perdue, et aussi pour freiner l'emprise allemande, l'autre fraction ralliant la France pour préparer la revanche. Ce sont là deux rôles complémentaires.

En 1940, les mêmes causes ont fait surgir deux hommes, dont les rôles ont été également complémentaires : le maréchal Pétain et le général de Gaulle. La Providence les avait très bien choisis et elle avait mis chacun à la place qui lui convenait le mieux. Nous devrions lui en être reconnaissants.

Au lieu de nous entre-dévorer, de galvauder notre patri-moine de gloire, à la stupéfaction de l'étranger qui nous regarde et qui ne nous comprend plus, serrons les rangs, comme disaient les sergents d'autrefois, pour combler les vides laissés par nos chers disparus, et ne pensons plus qu'à la France, dont il s'agit avant tout de refaire l'unité.

J'ai terminé.

Le président, qui se substitue une fois de plus au procureur général pour interroger à charge les témoins de la défense, cherche à dissiper l'émotion suscitée par cette chute et la comparaison qui sera souvent reprise :

M. le premier président. – Si le général de Gaulle était le si grand serviteur que vous dites, pourquoi le maréchal Pétain l'a-t-il fait condamner à mort? Était-ce une nécessité politique?

M. le général Héring. – D'autres plus qualifiés que moi vous en parleront et ils vous montreront en particulier les annotations que le Maréchal a mises sur le rapport qui lui a été adressé au sujet de la condamnation du général de Gaulle.

M. le premier président. – C'est la couronne sur un cerueil!

M. le bâtonnier Payen. – Monsieur le premier président, laissez-moi protester contre cette formule, car vous ne connaissez pas cette annotation dont parle le général. Moi, je la connais et je vous la lirai.

A Londres, les services spéciaux ont été informés de ce qu'il s'agit d'une mesure « de pure forme ». Pétain, en privé, confie : « Plaisanterie! simple mesure de routine. En voilà une qui ne sera pas exécutée. Il faut bien arrêter le mouvement des dissidences. La discipline l'exige¹. » Pétain aurait au fond fort bien accepté que son ancien subordonné continue le combat contre l'ennemi, mais à la tête d'une légion, comme Garibaldi. « Il devait se contenter de lutter contre les Boches. Mais voilà : toujours l'immense orgueil! » Le débat entre eux, que n'arrêtera pas la mort, c'est la légitimité. La légitimité qui efface la rébellion pour l'homme du 18 Juin parce qu'il ne peut y avoir de gouvernement légitime s'il a cessé d'être indépendant. La légitimité, répond l'ancien chef de l'État, c'est mon arrivée légale au pouvoir et l'assentiment de l'écrasante majorité du peuple français.

Comme un juré l'interroge pour savoir comment il explique qu'un chef si humain ait toléré les persécutions raciales, le témoin rapporte ce qu'il a entendu :

1. Tournoux, *op. cit.*, p. 228.

M. le général Héring. – J'étais, à ce moment-là, à Clermont, et comme Alsacien et comme ancien gouverneur de Strasbourg, j'étais en relations avec tous les Alsaciens réfugiés. J'ai reçu, un jour, la visite de jeunes Alsaciens israélites, qui sont venus me dire : « Nous avons été renvoyés de Strasbourg à Clermont, puis de Clermont à Strasbourg, puis de Strasbourg à Clermont une deuxième fois. Maintenant, nous recevons l'ordre du gouvernement, par le préfet, de nous en aller où nous voudrons. Nous sommes des malheureux. Parmi nous, il y a beaucoup d'étudiants sans fortune. Que voulez-vous que nous devenions? »

Je suis allé voir le Maréchal. Il a fait venir M. Laval et il m'a dit de lui exposer le motif de ma visite. J'ai ajouté à ce que je viens de vous dire que Mgr Piquet et Mgr Ruch m'appuyaient.

Voici le dialogue qui s'est engagé entre nous deux :

« Et d'abord, m'a dit Laval, de quoi se mêlent Mgr Piquet et Mgr Ruch?

– C'est une question morale, monsieur le président.

– Et puis, vos Alsaciens, ils commencent à devenir gênants. Ils sont toujours là à récriminer, à rouspéter.

– Je suis alsacien, monsieur le président. Nous n'avons peut-être pas tous très bon caractère. Mais c'est justement pour cela que nous ne sommes pas devenus Allemands, que nous avons résisté pendant soixante ans à l'emprise allemande. »

A ce moment, le Maréchal est intervenu. Il a dit à M. Laval :

« En voilà assez, arrangez cette affaire. »

Je dois reconnaître que M. Laval l'a arrangée.

Lorsque le président Laval est sorti, le Maréchal m'a dit :

« On ne me comprend pas!... Je ne veux pas d'un État dans l'État d'aucune espèce, ni confessionnelle, ni autre. Je n'ai jamais demandé ces monstruosité, toutes ces vexations, ces brimades et même ces supplices que je vois. »

Voilà exactement ce que m'a dit le Maréchal.

On vous démontrera ensuite que c'est grâce au Maréchal que la dénationalisation des juifs, demandée par Hitler, a été arrêtée.

Évidemment, il ne pouvait pas jouer ce jeu vis-à-vis d'un adversaire aussi fort que celui-là, sans avoir, comme je vous le disais tout à l'heure, une certaine souplesse de main.

Il a même, pour pouvoir suivre sa ligne de conduite, consenti à se laisser traiter de « collaborateur » : il a fait de la collaboration en apparence, parce qu'il voulait arriver à ses fins.

Or, il était si peu collaborateur qu'il détestait Hitler, et c'est un Alsacien qui vous le dit, parce qu'il le sait.

Le général George, qui témoigne ensuite, rapporte, après avoir beaucoup hésité, raconte Jacques Isorni dans ses *Mémoires*, la confiance capitale de Churchill le 8 juin 1944, que nous avons déjà rapportée : « L'armistice nous a rendu service. Hitler a commis une faute de l'accepter. » Sur la question armistice ou capitulation, il répond avec franchise :

M. le premier président. – Qu'auriez-vous fait si vous aviez été généralissime ?

M. le général George. – Naturellement, je n'ai pas été consulté dans une question aussi grave. Je me suis borné, toujours, comme c'était mon devoir, à rendre compte de la situation sans cesse aggravée des forces françaises et à demander qu'on réglât le plus rapidement possible, pour éviter son effondrement, la cessation de la lutte.

En ce qui concerne la cessation de la lutte, il y avait deux solutions : soit, comme vous le dites, la capitulation en rase campagne, soit l'armistice.

Eh bien, puisque vous me faites l'honneur de me demander mon avis, je vous dirai sans hésitation : je comprends que le général Weygand ait demandé l'armistice. La capitulation en rase campagne est infamante pour une armée. Il suffit de lire le code de justice militaire pour voir les peines que l'on fait subir à ceux qui ont recours à cette mesure. Elle est contraire à toutes nos traditions militaires et, dans ma génération, nous n'avons jamais oublié Bazaine, et personne de nous ne songeait à jouer ce rôle.

Il est ensuite contre-interrogé par Pierre Bloch qui lui rappelle qu'il est parti le 10 novembre 1942 pour Alger où il sera ministre sous de Gaulle :

M. Pierre Bloch. – Vous avez dit à Alger – je le sais parce que j'ai succédé à vous dans les conseils du gouvernement – qu'avant votre départ pour l'Algérie vous aviez vu le Maréchal.

M. le général George. – Oui.

M. Pierre Bloch. – ...et que vous avez essayé de l'entraîner avec vous en Algérie, est-ce vrai ?

M. le général George. – C'est exact. Le 12 novembre 1942 j'ai été reçu par le Maréchal. Nous avons causé de la situation – les Alliés venaient de débarquer – et j'ai demandé au Maréchal s'il n'était pas disposé à partir en Afrique.

J'ai développé toutes les raisons qui me sont venues à l'esprit et au cœur.

A ce développement d'idées que tout le monde imagine – c'est-à-dire : nous entrons dans la deuxième phase de la guerre, c'est le moment de nous remettre avec nos Alliés – le Maréchal m'a répondu par des raisons supérieures en disant : « Le territoire français va être envahi jusqu'à la mer. Mon devoir est de rester avec le peuple français. »

C'est tout ce que j'ai à dire sur cette question.

Un autre juré ne peut s'empêcher d'intervenir au nom de la Résistance :

M. Maurice Guérin. – Mon général, vous avez dit en terminant votre déposition : « Nous avons libéré notre pays avec l'appui de nos Alliés. » Je voudrais vous demander à qui vous pensez d'une façon précise lorsque vous dites : « Nous avons libéré le pays. » N'est-ce pas à la Résistance ?

M. le général George. – Mais naturellement. Je pense à la Résistance ; je pense aussi à l'armée d'Afrique à laquelle j'ai eu l'honneur d'appartenir pendant presque toute ma vie et qui a participé à la libération du territoire ; je pense à tous les éléments qui se sont dressés contre l'Allemand.

C'est le général Vauquelin qui achève la journée. Ancien chef d'état-major du Maréchal à Paris, son chef

de cabinet en Espagne, il revient de cinq ans de captivité. Il est si long et si ennuyeux que le président l'interrompt : « Je ne crois pas qu'il y ait d'objection du côté de la défense à ce que je vous demande d'abréger. » Le Maréchal avait eu un geste agacé. Le sténographe note qu'il dit à voix basse : « Oui, assez de tactique. » Il confie à ses défenseurs pendant la suspension, qu'il s'est ennuyé. Pourtant, à la lire, la déposition du général Vauquelin est fort intéressante quant aux conceptions du Maréchal, avant guerre sur l'aviation de bombardement et son rôle dans la guerre blindée :

M. le général Vauquelin. – Le Maréchal a étudié soigneusement les pièces du procès; avec son jugement toujours sûr, il a mis le doigt sur le point qu'il a jugé essentiel, et, pour lui, c'était l'aviation de bombardement.

Pour résumer très brutalement, sans aucune nuance, ses jugements, on peut le faire comme ceci :

– Si j'ai des chars modernes en masse et si l'ennemi est maître de l'air, je suis perdu, car l'armée aérienne ennemie pourra démolir mes chars et dissocier mes divisions blindées.

– Si au contraire, j'ai peu de chars, mais si je suis maître de l'air, même si l'ennemi a des chars modernes et en masse, l'ennemi est perdu car, avec mon armée aérienne, je démolirai les chars et je dissocierai les divisions blindées.

Cela part du fait, du fait technique, du fait qu'un char ne peut pas agir contre un avion de bombardement, mais qu'un avion de bombardement peut agir contre un char¹.

Vient ensuite le général Serrigny qui fut le collaborateur intime du Maréchal, son chef de cabinet, son chef d'état-major de 1914 à 1917. Il rapporte quatre entretiens : le 11 juin 1940, les 21 octobre et

1. Les délibérations du Conseil supérieur de la guerre dans les années 1920 et 1930 confirment que, contrairement à une légende postfabriquée, Pétain avait une claire vision de ce que serait la guerre future alors que, à la même époque, on prônait la nécessité du corps blindé sans y associer celle de l'aviation.

seille, le camouflage du matériel en exécution d'un plan clandestin de mobilisation. Il indique surtout qu'en octobre 1943 il a été convoqué à Vichy avec les autres commissaires régionaux et reçu par le Maréchal qui les interrogea sur l'existence de ces dépôts et sur les contacts conservés avec les unités démobilisées. « Voyez-vous, dit Pétain, moi, je crois au débarquement des Américains, et à ce moment-là il faudra bien que nous les aidions par les armes. »

M. Stibbe. – Je voudrais demander au témoin comment il concilie cette déclaration du Maréchal : « Lorsque les Américains débarqueront il faudra que nous les aidions », avec le message de Nancy, qui se place si je ne me trompe quelques jours après le débarquement : « Français, ne vous mêlez pas des affaires des autres. »

M. le général Ruby. – Je suis dans l'impossibilité de vous répondre. J'ai été arrêté au mois de mai 1944 et interné en Allemagne pendant un an. J'ai donc perdu tout contact avec la France et je ne connais pas exactement les intentions du Maréchal à ce moment. Je me contente de vous dire ce que j'ai entendu en 1943.

M. Stibbe fait une évidente confusion entre la visite de Pétain à Nancy qui est de mai 1944, donc antérieure au débarquement, et la déclaration de Laval après le 6 juin invitant les Français à la neutralité : « Les armées anglo-saxonnes s'efforcent d'aborder notre territoire. Elles font la tentative de débarquement si souvent annoncée. Nous ne sommes pas dans la guerre. Vous ne devez pas prendre part au combat. Ceux qui vous demandent de cesser le travail ou vous incitent à la révolte sont des ennemis de notre patrie. Vous vous refuserez à aggraver la guerre étrangère sur notre sol par l'horreur de la guerre civile. »

Ce qui est l'occasion de relever que les comptes rendus des visites du chef de l'État à Paris et dans la région du Nord, au cours desquelles il exprima par diverses

espiègleries ses sentiments réels, étaient censurés par les communiqués allemands repris par la presse et remplacés par des propos contraires. C'est ainsi que, accueilli à Nancy par le maire qui salue en lui le chef légitime de la France, le Maréchal répond : « Depuis longtemps j'avais le plus vif désir de venir vous voir, votre ville est une de celles qui me tiennent le plus à cœur. Déjà dans ma jeunesse je suis venu ici, j'avais alors 19 ans et je passais mes examens à Saint-Cyr, et c'est à Nancy que j'ai obtenu mon premier succès. Aujourd'hui il n'a pas été facile de venir jusqu'au bout, il a fallu négocier mais j'ai réussi à échapper à mes gardiens. » « Cette phrase, raconte Jean Tracou, déchaîna l'enthousiasme. Deux avions allemands qui allaient atterrir sur un terrain voisin volaient à ce moment très bas, au-dessus de la place, et couvraient la voix du Maréchal du bruit de leur moteur. Alors le Maréchal reprit : " En voilà qui n'étaient pas invités à notre fête... " Un éclat de rire général monta comme un défi vers la maison fermée et morte de la Kommandantur. Le Maréchal réclama le silence et poursuivit : " Je sais que le caractère français est impétueux... mais c'est une preuve de courage que de se dominer. La France a un passé qui lui permet de regarder l'avenir en face ; elle a déjà subi des crises aussi graves que celle d'aujourd'hui et elle s'est relevée. Ayez confiance en moi. J'ai une certaine expérience et je vous ai indiqué la bonne direction. Suivez-moi, attendez avec calme les événements. Si vous restez fermes, si vous obéissez à mes ordres, la France se relèvera et nous connaîtrons des jours meilleurs. " Une ovation interminable salua la péroraison et la foule chanta alors la *Marche lorraine*, puis *Sambre et Meuse*. Les journaux ne reproduisaient aucune de ces phrases. Le passage des avions allemands devint dans la version officielle : " Ne vous troublez pas, ces avions n'ont pas de mauvaises intentions. Il n'en est pas, hélas ! toujours de même des

autres...". Et d'ajouter : " Les peuples de l'Europe devront à l'avenir s'unir pour empêcher de pareilles attaques contre les populations innocentes, attaques qui entraînent la ruine générale " ¹. »

C'est pourtant à partir de la même erreur que Stibbe, et sur la foi de la version officielle allemande du discours de Nancy, que Paul Reynaud avait terminé en forme de réquisitoire sa déposition du 24 juillet :

M. Paul Reynaud. – Lorsque le maréchal Pétain vint à Nancy, à la veille du débarquement allié, que dit-il aux Nancéiens ? « Nancéiens, mes amis, suivez mon conseil : ne vous occupez pas des affaires des autres. »

– Et « ce jour-là », nous dit ce journal dithyrambique qui célébrait jusque dans ses moindres détails la gloire du maréchal Pétain : « Ce jour-là, brusquement, un avion passa dans le ciel. » C'était un avion allemand. « Ne vous inquiétez pas, dit le maréchal Pétain, celui-là ne vous fera pas de mal. Je vous en dirais pas autant des autres. »

Le général Picard vient à son tour faire une déposition sur la personnalité du Maréchal. Il en est encore en 1916 quand le président qui redoute une déposition étrangère aux débats, puisque le témoin n'a pas vécu avec l'accusé dans la période 1939-1940, l'interrompt. Le témoin ne part pas sans une leçon d'Histoire qui provoque quelques rires : « Jamais pays ne fut plus battu et humilié que la Prusse [en 1806], jamais vaincu ne collabora aussi allègrement avec le vainqueur, puisque la Prusse fournit une armée à Napoléon pour la campagne de Russie. Pourtant, personne n'a jamais entendu parler du procès de la reine Louise, du roi Frédéric-Guillaume III, des généraux Yorck, Scharnhorst, de Gneisenau, ni de Clausewitz, ni des ministres Stein, Hardenberg, Rodbertus. »

1. Jean Tracou, *Le Maréchal aux liens*, Bonne, 1948, p. 276.

*Le 8 novembre 1942 : le général Bergeret
et le commandant Archambaud*

Le 8 août, pour la quinzième audience, comparaît le général Bergeret, qui est un jeune général de division aérien puisqu'il a cinquante ans lors du procès. Il a commandé l'aviation en 1940. Ministre de l'Air de septembre 1940 jusqu'à sa démission, en avril 1942, il a rejoint l'Afrique du Nord deux jours avant le débarquement, puis est devenu préfet de police d'Alger. Grand et maigre, la figure fine, vêtu d'un complet défraîchi, sans décoration à la boutonnière, s'appuyant lourdement sur une canne, une jambe raide, il s'avance vers le fauteuil des témoins, plutôt il s'y traîne et s'y laisse tomber. Il sort du Val-de-Grâce, après avoir été incarcéré à Fresnes. Avec clarté et force, un peu de mépris, le général Bergeret apporte un intéressant témoignage sur trois problèmes essentiels.

D'abord, la remise sur pied d'une armée de l'air supprimée en totalité par l'armistice, et dont il donne deux exemples : l'installation en Algérie des plates-formes d'opérations camouflées, pour remplacer celles qui avaient dû être détruites sous le contrôle de la Commission allemande, et l'installation d'une école de l'air clandestine près de Toulouse. C'est ainsi que neuf cent vingt avions de guerre furent remis sur pied avec les équipages et l'assistance technique. « Le maréchal Pétain a été tenu au courant, par mes soins, de ces mesures. Il les a approuvées. » Le deuxième problème était d'empêcher que les forces aériennes reconstituées soient entraînées dans la collaboration militaire. Ce à quoi s'oppose catégoriquement le maréchal Pétain. Le troisième était de maintenir avec les alliés anglo-saxons des contacts indispensables à la reprise de la lutte à leur côté. Et le témoin précise le concours total apporté par le service de renseignements, d'écoutes et d'émissions. Le financement?

M. le général Bergeret. – Le Maréchal, jusqu'à mon départ, m'a régulièrement fait accorder les fonds secrets importants indispensables au fonctionnement de cette action. Quel a été – c'est ma conclusion – le résultat de cette politique? Eh bien, en novembre 1942, 27 groupes d'aviation française (22 en Afrique du Nord, 5 en Afrique occidentale française), comportant chasse, bombardement, reconnaissance et transport, ont effectivement repris la lutte, aux côtés des Alliés contre l'Axe.

Autre résultat de cette politique : 25 bases aériennes complètement équipées, 20 plates-formes d'opérations dans le Constantinois, 2 ateliers industriels de l'air achevés après l'armistice et en pleine activité en novembre 1945, 5 parcs aéronautiques, des centaines de véhicules techniques, du carburant aéronet et un personnel de spécialistes servant à l'effectif de 19 000 sous-officiers et hommes de troupe, ont fourni aux aviations alliées un appoint de première importance, qui a fait, de la participation française à la reprise de la lutte, tout autre chose qu'un geste symbolique.

Ainsi, messieurs, l'aviation française, reconstituée après l'armistice et malgré l'armistice, a représenté très exactement les sept huitièmes des effectifs aériens français reprenant, aux côtés des Alliés, la lutte contre l'Axe.

Si, après l'armistice de juin 1940, le gouvernement du maréchal Pétain n'avait pas pris la décision de refaire une force aérienne française, la part de la France dans la bataille de la Libération eût été, en ce qui concerne l'air, réduite de huit à un, très exactement.

Si, par ailleurs, les contacts avec les Alliés n'avaient pas été maintenus dès 1940, si les services que je viens d'énumérer n'avaient pas été rendus aux Alliés, j'affirme, pour ma part, qu'en novembre 1942, à Alger où j'étais, il n'eût pas été possible d'obtenir immédiatement comme nous avons pu l'obtenir la fourniture par les Anglais et les Américains du matériel moderne indispensable à l'armée de l'air, pour la poursuite de la lutte.

Tels sont, monsieur le président, messieurs les juges, les chiffres et les faits qu'il ne m'était pas possible, aujourd'hui, de passer sous silence, aussi bien dans l'intérêt de la justice que dans l'intérêt de la France.

Et heureusement le témoin ne s'en tient pas là. Les questions des jurés lui donnent l'occasion de précieuses indications. Sur la demande faite par le général Dentz, haut-commissaire au Levant, en juin 1941, d'obtenir l'appoint des Stuka basés en Crète pour contenir l'attaque anglaise en Syrie, ce qui lui vaudra d'être condamné à mort à la Libération, il raconte sa mission d'information et le refus catégorique du Maréchal qui s'ensuivit. L'aviation française en Syrie l'avait chargé d'un message : « Les équipages français engagés en Syrie préfèrent succomber en combattant seuls plutôt que d'avoir à coopérer avec l'aviation allemande. » Sur les événements de 1942 : ayant appris par les services de renseignements l'imminence du débarquement américain, le général Bergeret proposa au Maréchal de l'emmener en Afrique pour qu'il soit présent. « Le Maréchal m'a répondu qu'il y avait un million cinq cent mille prisonniers dont il était le protecteur naturel et que son départ ne manquerait pas d'avoir les conséquences les plus graves sur leur sort. » A Alger, où il est le 6 novembre, il va multiplier les démarches et les messages pour arrêter la résistance légale au débarquement le 8 novembre ; puis, quand fut réglée la question de la rentrée dans la lutte de l'armée d'Afrique, il se rend à Dakar le 14 novembre et rallie l'AOF avec le gouverneur Boisson, qui avait fait tirer sur de Gaulle en 1940. Enfin et surtout, il révèle l'existence des télégrammes secrets de Vichy à l'amiral Darlan autorisant le 11 novembre la cessation des combats, après que l'amiral Darlan a sur place signé le 10 cet ordre sous la pression du général Juin et des généraux qui l'entouraient.

M. le général Bergeret. – Oui, je viens d'exposer à la Cour les difficultés devant lesquelles nous nous étions trouvés à Alger et que j'attribue, pour ma part, en grande partie à l'absence du général Giraud, c'est-à-dire du chef qui avait pris la responsabilité de remettre l'armée française dans la

bataille. Nous nous sommes heurtés, d'autre part, à de nombreuses hésitations, à des scrupules de la part des militaires et des fonctionnaires qui avaient prêté au Maréchal le serment de fidélité.

J'ai dû, pour ma part, recevoir dans ma chambre soixante, soixante-dix officiers supérieurs des différentes armes pour leur montrer que, l'armistice étant rompu, tous les serments de fidélité prêtés au préalable se trouvaient automatiquement rompus et qu'il n'y avait aucun scrupule à avoir, qu'il n'y avait plus lieu d'hésiter sur la voie à suivre.

Alors, pour résoudre ce problème, nous avons été aidés par deux choses. C'est, d'abord, par la protestation solennelle qu'a élevée le Maréchal et qui a été diffusée par le poste Radio-Vichy, si j'ai bonne mémoire, dès le début du franchissement de la ligne de démarcation par les Allemands, protestation contre la violation de l'armistice. Ceci nous a fourni à nous, autorités d'Alger, un argument de poids pour enlever la décision des indécis.

Le deuxième fait qui nous a facilité notre tâche, c'est le message que nous a transmis l'amiral Auphan par le code secret de l'amirauté.

Je dois ici ouvrir une parenthèse et expliquer à la Cour que, l'armistice ayant supprimé à la France le droit de se servir de la radio, celui-ci n'avait été rétabli qu'à la condition que les codes radiotélégraphiques seraient déposés entre les mains des Allemands. L'amirauté avait fabriqué un nouveau code qui, lui n'avait pas été déposé entre les mains des autorités allemandes, et c'est par l'utilisation de ce code que nous avons pu recevoir en novembre 1942 à Alger un message de l'amiral Auphan nous disant :

« Le Maréchal approuve la position que vous prenez à Alger, à savoir la cessation du combat et la reprise de la lutte ; il tient à vous exprimer sa confiance et il vous remet les destinées de l'Empire. »

C'est, muni de ce message que, le 14, j'ai pu partir pour Dakar et donner tous les renseignements nécessaires aux autorités d'Afrique occidentale française, lesquels renseignements ont fortement contribué à obtenir leur ralliement.

Comme s'il savait que l'existence de ce télégramme allait être mise en doute, le témoin saisit l'opportunité d'une question d'un tout autre ordre du bâtonnier Payen pour l'authentifier. L'amiral Auphan en confirmera l'existence et le contenu, ainsi que le capitaine de frégate Joannin et d'autres, très tôt après la guerre. Tout cela avant que l'ouvrage de Couteau-Bégarie et Huan sur Darlan ne reproduisent le télégramme lui-même avec la griffe de l'officier qui en fut le récepteur. Le général précise la procédure d'authentification :

M. le général Bergeret. – Quelque chose authentifie ce message d'une façon indiscutable. Les autorités militaires d'Afrique occidentale française ont voulu obtenir toutes garanties relativement aux renseignements sur lesquels j'appuyais ma démonstration. Une commission a été nommée à Dakar, présidée par un général d'infanterie coloniale, le général Blaisot. Elle a reçu la mission de se rendre à Alger pour vérifier sur les cahiers de chiffrement et de déchiffrement l'authenticité du message en question. La mission a été exécutée. Le général Blaisot, assisté du général d'aviation Régnauld et d'un capitaine de vaisseau, ont fait en avion le voyage de Dakar à Alger, le jour même où je rentrais moi-même de Dakar. Ils se sont rendus dans les centraux télégraphiques de l'amirauté, et là, tous les documents en main, ils ont vérifié l'authenticité indiscutable de ce message.

La déposition du commandant Archambaud, adjoint de l'amiral Auphan, le 9 août, complète celle du général Bergeret. Il rapporte la chronologie des ordres, contrordres et confirmations qui de Vichy traduisent à la fois la dualité des ordres officiels et des instructions subies et la valse hésitation habituelle du Maréchal. D'un côté, Hitler veut engager la France dans la guerre aux côtés de l'Axe, de l'autre l'entourage du Maréchal le pousse à gagner l'Afrique – ce que redoute Laval – où on lui promet un accueil triomphal. Son attentisme, au regard des témoignages des généraux Serrigny et Bergeret, apparaît comme une décision volontaire et

non comme le signe de l'incapacité d'un vieil homme à prendre l'avion pour Alger. Mais « l'accord intime » confirmé par un autre télégramme de l'amiral Auphan fut précisément secret. Il ne permit pas à la flotte d'appareiller de Toulon, malgré l'appel de l'amiral Darlan, et ne put empêcher la défense sérieuse de Bizerte et de Tunis où la Wehrmacht devait débarquer et atterrir avec l'accord de Laval. Le témoignage du commandant Archambaud est décisif, puisque c'est lui qui a chiffré les télégrammes secrets. C'est en effet le second télégramme envoyé au général Noguès – « accord intime, mais décision officielle soumise à autorités d'occupation » – qui détermina l'amiral Darlan à conclure l'armistice puis à engager les forces françaises, sous le commandement du général Juin pour les forces terrestres, aux côtés des Alliés qui vont affronter les Allemands en Tunisie : « Ce télégramme, reçu par l'amiral Darlan, fut parfaitement compris par lui. Il fut déterminant dans l'attitude qu'a eue l'amiral Darlan à ce moment-là et lui permit de relever de leur serment tous les officiers qui étaient en Afrique du Nord et de les associer à l'effort de guerre des Alliés¹. »

Ce dont témoigne le message de Darlan du 15 novembre : « Le Maréchal se trouve dans l'impossibilité de faire connaître sa pensée aux Français. Dans ces conditions, je déclare que les officiers et fonctionnaires de tout rang qui ont prêté serment de fidélité au Maréchal doivent considérer qu'ils lui sont fidèles en exécutant mes ordres. » Là encore, le témoignage du commandant Archambaud est de la plus grande importance pour reconstituer les événements :

M. Archambaud. – Le 13 au soir, il y eut un conseil de cabinet – je crois que le Maréchal n'y assistait pas – au

1. Sur toute cette affaire, lire l'ouvrage le plus récent, *L'Assassinat de Darlan*, par Arnaud de Chantérac, Perrin, 1995.

cours duquel M. Laval manifesta son intention de mener une politique de plus en plus étroite de collaboration avec l'Axe.

L'amiral Auphan, qui avait déjà manifesté ses objections profondes à cette politique, qui s'était opposé violemment à ce qu'on suive une politique qui risquait de conduire la marine à une cobelligérance quelconque, ne cacha pas qu'il faudrait un autre secrétaire d'État à la Marine pour suivre cette politique. Il donna sa démission de fait qui fut rendue effective le 15 ou le 16.

M. le premier président. – Le 16 novembre, le Maréchal n'a-t-il pas proclamé la déchéance de l'amiral Darlan?

M. Archambaud. – Oui, monsieur le président, j'ai entendu ce message. Nous avons considéré qu'il lui avait été imposé mais, connaissant le texte des télégrammes que j'avais chiffrés moi-même, je ne me méprenais pas sur sa pensée personnelle et sur le désir personnel qu'il avait.

M. le premier président. – Alors, le 16 novembre, il proclame la déchéance de l'amiral Darlan; et, le 17 novembre, que se passe-t-il? Le 17 novembre, c'est la date de l'acte constitutionnel qui est important.

M. Archambaud. – Oui, c'est la date de l'acte constitutionnel dans lequel le Maréchal a passé tous ses pouvoirs à Laval.

Nous avons interprété cela comme le fait que le Maréchal, dorénavant, planait au-dessus de la mêlée et se retirait, un peu comme l'avait fait le roi des Belges.

M. le premier président. – Il conservait tout de même la responsabilité de la politique qui allait se faire.

M. Archambaud. – Ceux qui avaient été fidèles au Maréchal en 1941 et en 1942 considéraient que, dorénavant, il était prisonnier et qu'il fallait suivre sa pensée et non ses discours officiels.

M. le premier président. – Il fallait suivre sa pensée non exprimée et ne pas suivre la pensée exprimée dans les messages?

M. Archambaud. – Oui, monsieur le président, cette pensée était assez exprimée par les télégrammes que j'ai chiffrés moi-même.

L'acte officiel et la lettre secrète méritent d'être rappelés pour l'histoire, car ils marquent une date dans l'histoire de l'État français.

Acte constitutionnel N° 12

Nous, Maréchal de France, Chef de l'État,
Vu la loi constitutionnelle du 10 juillet 1940,

Décrétons :

Article unique : Hors les lois constitutionnelles, le Chef du Gouvernement pourra, sous sa signature, promulguer les lois ainsi que les décrets.

Fait à Vichy, le 17 novembre 1942,
Philippe PÉTAİN.

L'acte, publié au *Journal officiel*, s'accompagna d'une contre-lettre qui demeura naturellement secrète, entre le chef de l'État et le chef du Gouvernement. Voici son texte :

Vichy, le 17 novembre 1942,

Le Maréchal de France, Chef de l'État
à Monsieur le Chef du gouvernement.

Par l'acte constitutionnel N° 12 en date du 17 novembre 1942, je vous délègue la promulgation des lois et décrets pour une période indéterminée à laquelle je me réserve de mettre fin après discussion préalable avec vous.

Conscient de l'étendue et de la gravité de cette délégation que les circonstances imposent actuellement pour le salut du pays, je ne la consens que sous la réserve expresse que vous respecterez les trois conditions suivantes :

1° Vous n'engagerez, ni ne laisserez engager, directement ou indirectement, la France dans une guerre contre quelque puissance que ce soit. Je vous rappelle à ce sujet que, constitutionnellement, moi seul peux déclarer la guerre, et que je ne peux le faire sans l'assentiment préalable des Assemblées législatives (Acte constitutionnel N° 2 du 11 juillet 1940, article 1^{er}, paragraphe 9).

Vous ne constaterez pas davantage un état de belligérance entre la France et une nation ou une puissance militaire quelconque.

2° Soucieux de remplir à l'égard de tous les Français les devoirs que l'humanité et l'honneur national imposent, vous garantirez notamment la sécurité personnelle et matérielle absolue des Alsaciens-Lorrains et des détenus politiques.

3° Vous respecterez les traditions spirituelles de la France en protégeant de toute atteinte notamment les convictions religieuses et philosophiques, l'exercice du culte, les droits de la famille, les mouvements de jeunesse, le respect de la personnalité humaine, etc.

Cette contre-lettre secrète qui interdisait à Laval d'engager la France dans la guerre contre ses anciens alliés n'était pas connue à l'heure du procès.

Le général de Gaulle et les témoins

Le lundi 6 août, la déposition d'un autre général, le général de division André Lafargue, fut l'occasion d'un scandale. Ce général en activité, directeur de l'infanterie au ministère de la Guerre, claqua les talons devant l'accusé. Ce soldat sous les armes – il est en uniforme – porte en outre sur sa manche gauche l'écusson célèbre et glorieux Rhin-et-Danube. Il ne payait pourtant pas de mine, sa voix était plate et son discours, éloquent jusqu'à être grandiloquent parfois, illustré de trop nombreuses citations, parut sentencieux à plusieurs. Mais c'est qu'il était venu donner un véritable cours de stratégie militaire et politique. Il en savait le risque. Il eut à le subir. A la lecture, sa déposition constitue l'un des meilleurs témoignages du procès.

Le témoin se présente : il ne doit rien au Maréchal. Au contraire :

M. le général Lafargue. – Je n'ai jamais mis dans mon bureau le portrait du Maréchal. Je connais trop la page de Stendhal sur Lucien Leuwen ; je sais que les portraits que

l'on affiche dans son bureau sont surtout pour les visiteurs et non pas pour soi-même.

Comme directeur de l'infanterie au lendemain de 1940, j'étais un opposant déterminé à la prestation du serment; je connaissais trop les palinodies de l'Empire et de la Restauration. Je n'ai pas ménagé mes critiques au Maréchal quant aux solutions prises. Je n'eusse pas été français si je n'avais pas eu l'esprit critique.

J'ai été éliminé de mes fonctions de directeur en 1941. A son arrivée à la place du général Huntziger, l'amiral Darlan m'a rayé de l'avancement pour le grade de général de brigade. Deux ans plus tard, le général Bridoux m'éliminait de l'avancement pour le grade de général de division. C'est dire que je n'ai aucun devoir de reconnaissance personnelle, en dehors des devoirs de reconnaissance qu'un Français doit au Maréchal.

Lorsque j'ai vu que le Maréchal qui pouvait rester en Suisse se mettait à la disposition de la justice française, j'ai trouvé que ce geste était très beau, qu'il était très français. Et dans ces conditions je me suis dit que moi qui connaissais certains renseignements qui pouvaient être utiles à sa défense, j'avais le devoir de venir me mettre à sa disposition volontairement, quels que puissent être les inconvénients – je ne les ignore pas – que peut avoir ma conduite. Je ne mériterais pas d'être à la tête des fantassins français si je me comportais autrement.

Il distingue deux périodes, deux « batailles ». D'abord, la « bataille d'attente ». Elle a duré de l'armistice jusqu'au 17 novembre 1942. La seconde, qui va de l'occupation de la zone libre à la Libération, est improvisée. Dans la première le Maréchal est un demi-prisonnier, dans la seconde il est totalement prisonnier. Pour mener cette bataille, la France n'avait que l'arme des faibles, la duplicité. C'est la première fois que la France perd son indépendance, c'est la première fois qu'elle use de ce moyen. Pour mener cette manœuvre « il fallait quelqu'un qui fût capable d'encaisser et d'avalier non pas des couleuvres, mais des vipères, des pelotes d'épingles et de porter une

couronne d'épines ». Cet homme, c'est le Maréchal. Et, pour le témoin, l'armistice en conservant une armée française et l'Afrique du Nord a sauvé la France, l'Angleterre, la Russie et peut-être l'Amérique. Peu après l'armistice, et après avoir réussi à traverser la ligne de feu qui entourait à Saint-Valéry-en-Caux sa division qui dut mettre bas les armes, le général Lafargue est nommé directeur de l'infanterie en zone libre. Il est chargé par Weygand de reconstruire l'infanterie de la revanche. A son tour il décrit, comme avant lui le général Lacaille, et après lui le général Ruby, le travail clandestin de reconstitution d'une infanterie en métropole et en Afrique. Pour éviter qu'ils ne soient désorientés, il visite tous les bataillons pour dire aux officiers :

M. le général Lafargue. – « Messieurs, vous êtes habitués à recevoir des ordres de vos chefs; vous n'en recevez pas et même vous entendez des paroles qui vous désorientent. Vos chefs ne peuvent pas parler, ou ce qu'ils sont obligés de dire vous irrite et est contraire, même, au fond de leur pensée. Et cependant, vous avez besoin de recevoir des directives, une consigne.

« Cette consigne, j'ai pris sur moi de venir vous l'apporter et cette consigne, je vous la donnerai sous la forme de trois citations :

« La première citation est celle de de Maistre : " On n'est vaincu que quand on croit l'être. "

« La deuxième est la parole de Turenne : " Il ne doit pas y avoir d'hommes de guerre en repos en France tant qu'il restera un Allemand en deçà du Rhin. "

« Et la troisième est la parole de Déroulède : " La haine est déjà née, la force va renaître; c'est au faucheur à voir quand l'heure doit venir. " »

Et puis, je leur ai recommandé le silence absolu, car toute parole imprudente, toute conversation de popote ou dans la rue risquait d'attirer sur notre armée le désastre. Et je dois dire que sur deux mille officiers qui m'ont entendu, pas un seul n'a rompu cette consigne de silence.

Voilà, messieurs, comment l'infanterie française, l'armée française de l'armistice a compris la collaboration et a compris Montoire.

Que nous importait Montoire? Que nous importait la collaboration dans ces conditions? Cela passait au-dessus de nos têtes, cela nous était nécessaire comme couverture.

Il explique ensuite comment il a compris le fameux message du Maréchal, le 1^{er} janvier 1942, qui remplit de fureur les Allemands et les collaborateurs de Paris, et dont Darlan tenta d'empêcher la radiodiffusion :

Français,

Si le gouvernement qui a recueilli l'héritage de la défaite ne peut prétendre obtenir toujours votre adhésion, du moins ses actes tendent-ils à continuer l'histoire de France. Leur place est marquée dans les manuels qui l'enseigneront à vos enfants.

Faites que cette place reste une place d'honneur, que ceux qui viendront après vous n'aient pas à en rougir, ni de la nation ni de ses chefs. (...)

Dans l'exil partiel auquel je suis astreint, dans la semi-liberté qui m'est laissée, je tente de faire tout mon devoir. Chaque jour j'essaie d'arracher le pays à l'asphyxie qui le menace, aux troubles qui le guettent. Aidez-moi.

M. le général Lafargue. – Lorsque j'ai entendu « Je n'ai qu'une demi-liberté », je me suis dit : le Maréchal, d'abord, n'a qu'une demi-responsabilité, et par suite, il nous dit : ne m'obéissez qu'à moitié, car du moment que je n'ai qu'une demi-liberté, je suis un demi-prisonnier; dans tout ce que je dirai, il y a pour moitié de volonté étrangère; si vous m'obéissez totalement vous obéirez pour moitié à une volonté étrangère.

Je ne me suis pas contenté de le penser. Je l'ai dit à mes officiers, car j'avais pas mal d'officiers à convaincre, des gens évidemment assez simples qui prennent pour argent comptant tout ce qu'ils entendent et auxquels il faut expliquer les choses, tout Français qu'ils soient, et tout gens d'esprit que soient les Français.

Eh bien, je leur ai dit : « Voilà, nous ne pouvons obéir qu'à moitié, nous n'avons le droit d'obéir qu'à moitié. Par conséquent, en n'obéissant qu'à moitié, nous obéissons à la pensée profonde du Maréchal. »

Il évoque alors la mobilisation clandestine que constituaient les Chantiers de jeunesse. Puis, comme commandant de la région Alpes, il fournit les maquis de Haute-Savoie de cadres, « car les maquis étaient composés de gens très bien, mais, dans ces maquis, il y avait aussi pas mal d'indésirables ». Alors un cri, un juré bondit :

M. Germinal. – Je proteste très énergiquement. Il est inadmissible qu'un témoin, surtout un témoin en uniforme, dise des choses pareilles des maquis. Ce sont les maquis qui ont sauvé la France !

Maurice Clavel, dans *L'Époque* du lendemain, défendit le témoin : « Pour nous, qui avons été maquisards et chef de maquis, nous inclinons à penser que la France a été sauvée par les armées anglo-saxonnes, aidées des armées régulières françaises, en liaison avec le maquis. En sorte que la déclaration du juré, si elle nous paraît procéder d'un bon sentiment, s'apparente à ce que naguère l'on appelait " le bourrage de crâne "... Mais pourquoi refuser d'admettre qu'il y eut parmi nous quelques éléments indésirables ? Nous savons fort bien que c'est exact, puisque nous eûmes à les réprimer par des sanctions ou par de véritables expéditions punitives. Puisque la France tout entière sait cela aussi bien que nous, était-il opportun, en niant leur existence, de se confondre avec eux dans son jugement ? »

Selon l'habitude, le président met le témoin en opposition avec les déclarations de l'accusé et les jurés le harcèlent. Mais aucune question ne le démonte. Il les reprend, les réfute et développe sa démonstration : pour empêcher tout établissement allemand dans le

Maghreb et reconstituer précisément une armée capable de défendre ce débarcadère et ce tremplin, il fallait feindre et durer. Cette manœuvre victorieuse ne peut, selon lui, être qualifiée de crime d'intelligence avec l'ennemi :

M. le premier président. – Comment peut-on concevoir la manœuvre et la duplicité de la part d'un Maréchal qui a déclaré : « Je hais les mensonges qui nous ont fait tant de mal » ?

M. le général Lafargue. – Monsieur le président, cette manœuvre n'aurait pas pu avoir d'efficacité si, précisément, elle n'avait pas été menée par le personnage qui devait la mener.

Le général se retire après s'être à nouveau mis au garde-à-vous devant l'accusé. Les suites ne se font pas attendre : le 18 août le témoin, qui allait être nommé général de corps d'armée, est placé en disponibilité – « Que voulez-vous, mon général, votre déposition a été contraire aux volontés du gouvernement », lui dit un membre du cabinet du général de Gaulle. En 1947, Edmond Michelet, ministre de la Guerre, eut le mérite de le proposer comme général de corps d'armée par une décision spéciale. En 1983, sa déposition se développera en un livre : *La Victoire du vieux renard*.

Son témoignage aurait dû naturellement préfacer celui, attendu, du général Juin. Celui-ci a fait savoir à la défense qu'il était prêt à témoigner. Celui qui a négocié au nom de l'amiral Darlan avec Murphy la cessation des combats à Alger, avant de prendre le commandement des forces terrestres de l'armée française, était tout indiqué pour témoigner du double jeu. Il était en effet le commandant supérieur des troupes, nommé par Vichy après l'éviction de Weygand et la suppression du poste de délégué général. Il a représenté Darlan auprès de Goering, à Berlin, le 20 décembre 1941.

C'est lui qui a brillamment commandé – la France rentrée dans la guerre – le corps expéditionnaire d'Italie, dont l'ossature était constituée par l'armée forgée par Weygand et Pétain. Il est chef d'état-major de l'armée.

Jean Lemaire et Jacques Isorni étaient venus passer un dimanche avec lui à l'hôtel Continental, pour préparer sa déposition. Sur la politique suivie par le Maréchal en AFN, la préparation de la rentrée de la France dans la guerre, l'envoi des ordres secrets et le rôle de l'armée d'Afrique, son témoignage était capital. L'accusation de trahison allait s'effondrer. Il était heureux de témoigner. Il en avait informé le général de Gaulle, son chef, qui n'avait fait aucune objection. Il était prêt à répondre aux jurés communistes qu'il n'y avait pas d'antinomie entre négociateur avec Goering et être devenu le chef des armées françaises en lutte contre l'Allemagne. Il eût alors symbolisé la politique du maréchal Pétain.

Le 1^{er} août, dans la soirée, Jacques Isorni recevait à son cabinet un officier porteur d'une lettre :

Le Général Juin

31 juillet

Cher Maître,

A la suite d'un entretien que j'ai eu ce soir avec le général de Gaulle, j'ai reçu mission de partir sans délai et pour un temps indéterminé, ce qui me met dans l'impossibilité de déposer au procès. J'en suis navré. Le porteur de ce mot vous donnera toutes explications complémentaires dont je vous demande de ne pas faire état.

Veuillez agréer, Cher Maître, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Les explications étaient que le général de Gaulle avait envoyé Juin en Allemagne pour une mission soudaine, et qu'en outre le chef du Gouvernement provisoire lui avait déclaré qu'il n'était pas de l'intérêt de la nation qu'il fût entendu. Les magistrats de la Cour, rap-

porte Isorni, furent consternés de cette carence, alors qu'ils attendaient beaucoup de cette déposition. Isorni attribue avec modestie à sa jeunesse de ne pas avoir alors fait un incident. Mais il eût été sans effet devant la volonté du général de Gaulle. La Cour et la défense convinrent de se satisfaire d'un questionnaire écrit, qui n'eut évidemment pas l'autorité et la liberté d'un témoignage oral, sous la foi du serment. Il y eut quatre questions préparées par Isorni. Il y eut quatre réponses à la rédaction desquelles Isorni n'aurait pas été étranger.

A la question de savoir quelle était la position de l'armée en AFN avant le débarquement, Juin répond qu'il a trouvé les mêmes consignes qui avaient été données au général Weygand par le Maréchal : défendre l'Afrique contre qui que ce soit. Cette armée était anti-allemande. Le mot de Collaboration était en ce qui la concerne vide de sens. Dans les consignes perçait pour elle à l'évidence le double jeu. Le général Juin l'a maintenue dans cet esprit. La seconde question a pour but de préciser s'il a eu connaissance des télégrammes secrets de Vichy contredisant les ordres officiels et quelle influence ils ont eue. Après un historique des journées dramatiques de novembre et le rappel que le cessez-le-feu a devancé l'ordre de Vichy, Juin confirme l'existence des télégrammes et leur importance : « Je puis affirmer que les deux télégrammes de l'amiral Auphan nous ont été d'un grand secours. Ils nous ont permis d'apaiser un grand nombre de consciences tourmentées par le serment et encore hésitantes. »

Répondant aux deux autres questions, il atteste du grand prestige du Maréchal aux yeux des musulmans et de la tranquillité intérieure conservée malgré l'intense propagande des nazis. Ses réponses en audience publique, avec le prestige du chef de l'armée d'Italie, auraient eu un retentissement d'une autre ampleur que lues d'une façon monocorde par

l'excellent greffier en chef, dont la Légion d'honneur et la croix de guerre gagnées dans les chars ornaient la robe du même rouge que celle de son vis-à-vis, le procureur général, dont les fourrures signifiaient le mérite.

Les accords secrets franco-anglais

Un autre témoin capital fut lui aussi absent. Louis Rougier, professeur de philosophie à Caen puis à Besançon, qu'en octobre 1940 le Maréchal avait chargé de mener une négociation secrète avec Churchill. Réfugié au Canada, il avait vainement demandé un sauf-conduit. Sa négociation avait été poursuivie et menée à bien par Jacques Chevalier, sous-secrétaire d'État à l'Université publique, avec le concours du prince Xavier de Bourbon-Parme, qui eux furent entendus.

Le Maréchal avait indiqué lors de son interrogatoire par la commission d'enquête, le 8 juin 1945 : « Il est exact que j'ai fait négocier un traité devant demeurer secret avec M. Churchill. » Les négociations sur ces accords ne furent connues par conséquent que par la publication à Montréal, en 1945, du compte rendu par Louis Rougier de sa « mission secrète à Londres ». Mais, le mardi 7 août, l'amiral Fernet, qui avait rempli les fonctions de secrétaire général de la présidence du Conseil auprès du maréchal Pétain, en confirme l'existence :

M. l'amiral Fernet. – Le 20 septembre, M. Louis Rougier, qui était professeur d'économie générale à la faculté de Besançon, fut reçu par le Maréchal au pavillon Sévigné. Il avait été entendu, auparavant, par M. Paul Baudouin, ministre des Affaires étrangères, et par le général Weygand, qui venait d'être nommé délégué général du gouvernement en Afrique française. M. Rougier venait soumettre au Maréchal l'offre de tenter, de son propre chef, une tractation à

Londres auprès du gouvernement britannique, auprès duquel il se faisait fort d'avoir des recommandations valables, à l'effet de dissiper certains malentendus et de faire certaines propositions – malentendus au sujet de la divergence d'appréciation concernant les clauses navales de la convention d'armistice touchant la sauvegarde de la flotte; propositions en vue de rechercher les voies et moyens d'atténuer le blocus instauré par le gouvernement britannique et dont les effets affectaient gravement le ravitaillement de la métropole et l'activité économique de nos territoires d'Afrique du Nord; propositions visant à mettre fin aux agressions éventuelles sur les bases et colonies françaises et moyennant un engagement réciproque.

M. Rougier exposa exactement ce que je viens de dire au Maréchal, qui approuva tout à fait le principe de cette mission. En conséquence, des facilités furent données à M. Rougier pour sortir de France *via* Genève et pour continuer son voyage *via* Lisbonne ¹.

M. Rougier revint à Vichy le 8 novembre.

M. Louis Rougier fut reçu par le Maréchal en ma présence, à l'hôtel du Parc, le 10 novembre.

Il rendit compte des entretiens qu'il venait d'avoir l'honneur d'obtenir avec le secrétaire au Foreign Office et avec le Premier ministre, à Londres. « Ces entretiens, disait-il, permettaient de grands espoirs. » Et il remit entre les mains du Maréchal un rapport complet de sa mission.

Le Maréchal remercia M. Rougier et donna, par ailleurs, son approbation entière aux conclusions qui lui étaient présentées.

Le protocole de ses conversations avec Churchill et Lord Halifax, corrigé de la main de Churchill, fut conservé par le maréchal Pétain dans son coffre. Tout cela se fit à l'insu de Laval. Seul Flandin en eut connaissance, en même temps que du compte rendu

1. Ce qui avait déjà été indiqué par le général Weygand lors de sa déposition. M. Rougier avait été reçu par Lord Halifax et Churchill le 24 octobre, c'est-à-dire le jour même de Montoire. « Ce rapprochement, déclara le Maréchal à l'instruction, donne à Montoire son véritable caractère. »

de Montoire, lorsqu'il fut introduit dans ses fonctions de successeur de Laval comme il l'indiquera à la Haute Cour à l'occasion de son procès. Ce document sera brûlé le 11 mars 1944 par le maréchal Pétain en présence de Jean Tracou.

L'amiral Fernet déclare alors avoir tout ignoré des pourparlers à peu près contemporains entre Jacques Chevalier et Lord Halifax, deux ministres responsables succédant à un intermédiaire bienveillant, qui aboutiront aux accords de décembre 1940 rapportés par Jacques Chevalier, et confirmés dans leur principe par le prince de Bourbon-Parme dans un compte rendu publié en 1949¹.

Le 5 décembre, Louis Rougier revenu à Londres rapporte à ses interlocuteurs la réponse positive du maréchal Pétain :

Lisbonne, 5 décembre 1940

Monsieur le Premier ministre, cher lord Halifax,

J'ai rapporté de Vichy trois assurances que le maréchal Pétain m'a chargé de vous communiquer :

1. La France ne signera aucune paix séparée avec l'Axe avant la fin des hostilités;

2. La France ne cédera aux puissances de l'Axe ni bases aériennes ou navales, ni sa flotte, et résistera en Afrique du Nord par les armes à toute tentative espagnole, allemande ou italienne de s'emparer de ses colonies;

3. La France accepte comme un fait accompli, jusqu'à la fin des hostilités, le ralliement de l'A-ÉF à de Gaulle, étant entendu que l'A-ÉF lui sera rendue à la fin des hostilités et qu'aucune nouvelle opération ne sera dirigée contre l'A-OF et le Maroc et l'AFN.

Je vous adresse par sir Noel Charles une série de notes relatives au relâchement du blocus, aux *broadcasts* britanniques en France, à la situation spéciale du Maroc, à l'attitude à observer à l'égard de Weygand...

1. *Les Accords secrets franco-anglais*, Plon.

Le 7 août, le professeur Jacques Chevalier, doyen de la faculté de lettres de l'université de Grenoble, est entendu pour s'expliquer sur la négociation :

M. le professeur Chevalier. – Le 4 décembre 1940, à 10 h 45 du matin, tandis que j'achevais, en ma qualité de secrétaire général à l'Instruction publique, la réunion de mes directeurs, mon secrétaire particulier m'annonça la visite de M. Pierre Dupuy, ministre du Canada, porteur, pour moi, d'un message personnel de Lord Halifax.

M. Pierre Dupuy fut introduit et me transmit le salut de Lord Halifax, comme *at his most intimate friend*.

Jacques Chevalier et Lord Halifax avaient été étudiants ensemble à Oxford en 1903 et 1904, et ils étaient devenus des amis intimes. Ils se retrouvèrent pendant la Grande Guerre. L'un avait la confiance du Maréchal, l'autre celle de Churchill :

M. le professeur Chevalier. – Il me dit d'abord :

« Lord Halifax désire la reprise de contacts par votre intermédiaire. C'est à vous personnellement qu'il s'adresse, et c'est sur vous qu'il compte.

« Voici maintenant le message qu'il m'a chargé de vous transmettre. »

Et voici le message de Lord Halifax :

« Dites bien à nos amis français que nous sommes dans une situation extrêmement délicate. Nous ne pouvons pas nous sauter au cou. Il faut maintenir entre eux et nous un état de tension artificielle. Si l'Allemagne se doutait de notre intimité, l'article 9 de la convention d'armistice jouerait aussitôt.

« Mais, derrière une façade de mésentente, il faut nous entendre. »

M. Dupuy ajoute – et j'ai noté textuellement :

« Les Britanniques sont admirablement disposés à votre égard. Tout ce qu'ils demandent, c'est qu'on ne cède aux Allemands ni les bases aériennes, ni les bases navales, ni la flotte. Vous avez deux poumons : les Colonies et la Marine.

Si les Allemands mettaient la main dessus, vous seriez diminués.

« En conséquence, nous demandons aux Français :

« 1° Qu'ils conservent leur flotte;

« 2° Qu'ils conservent leurs colonies;

« 3° Qu'ils ne fassent rien pour reprendre celles de leurs colonies qui ont décidé de continuer la lutte aux côtés de l'Angleterre.

« Moyennant quoi un *modus vivendi* sera accordé qui permettra, en dépit du blocus, votre ravitaillement en produits de première nécessité, arachides, blé, moutons, produits nécessaires à la santé publique, enfin et surtout pétrole, mazout, huiles de graissage et charbon, étant bien entendu que ces produits ne transiteront pas en Allemagne. »

Pour conclure, il était entendu qu'on observerait strictement la consigne du silence et du secret, qu'on se tiendrait à la base solide de l'armistice – mot des Anglais –, qu'on éviterait à tout prix ce qui pourrait faire jouer l'article 9 de la convention d'armistice, article par lequel la France s'engage à ne rien faire au détriment de l'Allemagne, et qu'on maintiendrait entre vous, Français, et nous, Anglais, un état de tension artificielle, afin de ne pas donner l'éveil aux Allemands, ce qui risquerait de provoquer leur intervention, à laquelle, m'ajoutait Pierre Dupuy, l'Angleterre n'est pas prête pour le moment à répondre.

La veille de cette visite, l'amiral Auphan avait informé Jacques Chevalier de la situation économique et alimentaire très grave où allait se trouver la métropole, en raison de la pénurie de pétrole et de l'impossibilité de s'en procurer. Chevalier rend compte le lendemain au Maréchal qui lui donne son accord et dicte lui-même la réponse à faire. Chevalier reçoit Dupuy et lui demande que la radio anglaise s'abstienne de toute attaque contre la personne du Maréchal. Dupuy rencontre le lendemain le Maréchal qui lui donne son plein assentiment sur les différentes clauses de la convention telle qu'elle résultait des conversations et échanges de vues entre Dupuy et Chevalier.

Sur l'intervention du bâtonnier Payen, Jacques Chevalier dans sa déposition ne donna pas la sixième clause, car le bâtonnier voulait s'en réserver la primauté pour sa plaidoirie : « Les troupes françaises stationnées dans les colonies et possessions françaises devaient s'opposer à toute tentative d'invasion, d'où qu'elle vînt. » Le 9 décembre, un télégramme de Dupuy l'informait de l'accord du gouvernement anglais : « Tout va bien. » Informé, le Maréchal se considéra depuis lors comme lié par cet accord avec les Britanniques. Paul Baudouin, qui est encore ministre des Affaires étrangères, seul informé de l'acceptation du mémorandum de Lord Halifax, en confirmera l'existence dans ses souvenirs publiés sous le titre *Neuf mois au gouvernement*¹.

Ces accords, connus sous le nom d'accords Halifax-Chevalier, ne furent pas signés, mais ils furent exécutés. Il s'agissait d'un *gentlemen's agreement* fondé sur la bonne foi. Le passage de Gibraltar, qui était interdit, fut à nouveau permis aux navires français. Le pétrole, les huiles de graissage et le ravitaillement arrivèrent d'AFN jusqu'en novembre 1942, ce qui sauva la métropole de la disette, et peut-être de la famine.

Si le principe même, puis le contenu de ces entretiens et des accords de fait qui en ont résulté ont d'abord été contestés par les Anglais, sur l'intervention du Gouvernement provisoire, semble-t-il, et par certains historiens, le mémorandum adressé au cabinet de guerre de Londres le 19 décembre 1940 par Lord Halifax, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, et publié depuis, établit qu'il y a bien eu accord. Et nous savons qu'il fut exécuté de part et d'autre :

1. Il me paraît utile de résumer brièvement à l'intention de mes collègues le résultat de nos échanges récents avec le gouvernement de Vichy. (...)

1. La Table Ronde, 1948, p. 403-405.

4. Nous avons jusqu'à présent reçu des assurances en écrivant au gouvernement de Vichy sur sa détermination à garder le contrôle de son empire et de sa flotte et sa volonté de ne pas prendre l'initiative de nous attaquer. Au-delà de cela, il lui serait difficile de s'engager sur le papier, car il doit être prudent dans sa correspondance pour éviter d'alerter les Allemands.

5. Nous avons eu cependant deux contacts intéressants. Le professeur Rougier est venu à Londres en octobre en tant qu'émissaire du maréchal Pétain et a été reçu par le Premier ministre et moi-même (...) Comme résultat de ces conversations avec le maréchal Pétain et le général Weygand (...)

6. Le professeur Rougier a depuis vu le maréchal Pétain et dans une lettre adressée au Premier ministre et à moi-même déclare que le maréchal a donné les assurances suivantes :

1) la France ne signera pas de paix séparée avec l'Axe avant la fin des hostilités entre l'Empire britannique et l'Allemagne ;

2) la France ne cédera pas de bases navales ou aériennes ni la flotte française aux puissances de l'Axe et résistera par la force des armes à toute tentative espagnole, allemande ou italienne contre ses colonies d'Afrique du Nord ;

3) la France accepte la soumission d'Afrique-Équatoriale française au général de Gaulle comme un *fait accompli* jusqu'à la fin des hostilités, étant entendu que l'Afrique-Équatoriale française sera rendue à la France à la fin des hostilités et qu'aucune nouvelle entreprise ne sera dirigée contre l'Afrique-Occidentale française, le Maroc et l'Afrique du Nord.

Il faut noter que cette assurance, en reconnaissant la situation existant en Afrique-Équatoriale, va plus loin que ce que nous demandions dans notre communication officielle. (...) Il faut aussi noter que nous n'avons pas jusqu'à présent donné au gouvernement de Vichy l'assurance que nous demanderions au général de Gaulle de s'abstenir de nouvelles attaques contre ses colonies.

7. Plus importantes que celles ci-dessus sont les conversations que M. Pierre Dupuy, le chargé d'affaires canadien, a récemment eues à Vichy, et je l'ai informé complètement de nos échanges avec le gouvernement

de Vichy et de nos demandes. M. Dupuy, qui est maintenant sur le chemin du retour vers Londres, a vu le maréchal Pétain deux fois. La deuxième fois, l'amiral Darlan était avec le maréchal. L'amiral Darlan lui a déclaré que le gouvernement français résisterait aux pressions allemandes tendant à lui faire attaquer les colonies ralliées à de Gaulle, en toute hypothèse jusqu'en février et si possible plus longtemps (le général Weygand, de son côté, a laissé entendre au professeur Rougier qu'il renonçait à toute idée de réduction de l'Afrique-Équatoriale par la force). Il a ajouté qu'il n'était pas question d'accorder aux Allemands l'usage de bases métropolitaines ou africaines. Si la pression allemande devenait irrésistible, il nous inviterait à temps à nous en emparer. L'amiral Darlan était persuadé que les navires français auraient le temps de quitter les ports métropolitains, mais dans le cas contraire, ils se saborderaient. M. Dupuy a demandé au maréchal s'il acquiesçait à ces vues, et le maréchal a répondu : « Oui. » L'amiral Darlan a aussi donné l'assurance formelle que la flotte française ne serait pas engagée contre la flotte britannique et en particulier qu'elle n'attaquerait pas les colonies françaises (gaullistes).

Jacques Chevalier rapporte ensuite que, reçu le 1^{er} février 1941 par le Maréchal, il reçut ses confidences sur ce que devait être le jeu de la France. Sa déposition correspond aux notes de son journal à cette date du 1^{er} février 1941 :

M. le professeur Chevalier. – Le Maréchal me dit :

« Je suis pris entre deux politiques, l'une, celle de la collaboration avec les Anglais qui a toutes mes préférences ; l'autre, la loi du vainqueur que je suis forcé de subir parce que le vainqueur est là et il l'impose au peuple que je dois défendre contre lui. »

Il me dit :

« Je ne pratique pas une politique de double jeu...

« ... Je n'ai qu'une parole, j'y suis fidèle. Je suis loyal avec les uns comme avec les autres :

« Avec les uns, j'ai signé l'armistice, je respecte l'armistice ; et cela sur le désir même, formel, des Anglais qui disent

qu'une rupture de l'armistice entraînerait l'intervention de l'Allemagne.

« D'autre part, je suis loyal et amical avec les Anglais parce que dans la limite du champ qui m'est laissé libre – il n'est pas très grand – je fais tout ce qui est en mon pouvoir pour faciliter leur tâche et pour préparer leur victoire qui sera la nôtre ; en même temps, me dit-il, que je résiste dans toute la mesure du possible aux demandes allemandes. »

Ce qui lui vaut d'être interpellé par un juré qui s'étonne de ce que l'accusé ait condamné le double jeu alors que le général Lafargue avait déclaré la veille qu'il était le grand jeu du Maréchal. Et le premier président ajoute : « Je ne suis pas philosophe. Mais je ne comprends pas cette politique de sauvegarder à la fois la chèvre et le chou ! »

Le bâtonnier empêche alors malheureusement le philosophe d'expliquer les deux sens, positif et péjoratif, de l'expression :

– Laissez-moi le plaisir de l'expliquer à la Haute Cour quand je plaiderai. Ne déflorez pas ma plaidoirie ; il ne me resterait plus rien...

Dans les notes de Jacques Chevalier, le prince de Bourbon-Parme a trouvé cette mention qui explique l'attitude du Maréchal et que l'interruption du bâtonnier l'empêcha d'exprimer : « Le Maréchal avait un jeu avec les Allemands : appliquer l'armistice. Il avait un jeu avec les Anglais : faire tout ce que n'interdisait pas l'armistice. Mais cela ne faisait qu'un jeu : celui de la France. »

Le prince de Bourbon-Parme

Le prince Xavier de Bourbon-Parme fut entendu avant Jacques Chevalier, son ami et voisin dans l'Allier, dont il fut parfois le trait d'union avec les Anglais, transmettant les messages *via* l'Espagne et recevant les réponses. Le contraste des destinées de ces deux

hommes, à la fois maréchalistes et germanophobes, est à l'image de la confusion de cette époque : Jacques Chevalier, honni par les collaborateurs parce qu'il a représenté le gouvernement de Vichy aux obsèques de Bergson, a été arrêté par le maquis comme secrétaire d'État à la Fonction publique le 25 juin 1944, porteur d'un message de Lord Halifax qui lui avait été transmis par le prince Xavier de Bourbon-Parme, et il témoigne, en détention provisoire, dans l'attente d'être jugé par la Haute Cour en sa qualité d'ancien ministre. Le prince de Bourbon-Parme, arrêté par la Gestapo, condamné à mort comme chef de maquis, gracié sur l'intervention du Maréchal et déporté à Natzwiller puis à Dachau, fut accueilli triomphalement à son retour par les résistants de l'Allier et le Parti communiste. C'est comme témoin de la défense qu'il se présente à la barre le 6 août 1944. Il témoigne d'ailleurs de ce que ses sentiments de gratitude personnelle et nationale envers le maréchal Pétain étaient partagés à Dachau par le général Frère, le premier chef des Organisations de résistance de l'armée (ORA) et par le général Delestraint, son successeur, exécuté par les nazis dix jours avant l'arrivée des Américains à Dachau :

M. le prince de Bourbon. – J'ai été moi-même condamné à mort au début de 1944, sous trois inculpations :

Premièrement comme résistant, c'est-à-dire comme chef terroriste, comme ils disaient et comme ils m'appelaient à cause du maquis de 120 hommes que j'avais chez moi et qui s'est rudement battu ensuite.

Ensuite, comme communiste, car ils mettaient sous la dénomination communiste tous leurs adversaires.

Enfin, sous le soupçon d'être un agent de l'Angleterre.

Les communistes, aujourd'hui, ont l'habitude de prendre une espèce de monopole comme si eux seuls avaient été des résistants. Il faut reconnaître que beaucoup d'entre eux ont été extrêmement courageux, mais il y avait toute la France dans la Résistance. Il n'y a qu'à ouvrir même l'annuaire de la noblesse française pour voir combien de familles ont

perdu les leurs, soit dans les combats de 1939 à 1945, soit dans la Résistance, soit dans les camps.

Il rapporte ce qu'il a vu en déportation : trois cent vingt-huit condamnés pendus en sa présence au camp Natzwiller. Et ce qu'il a appris des massacres en masse dans les camps de Pologne :

M. le prince de Bourbon. – Tous des Polonais ou des Juifs, même des femmes et des enfants. Quand on pense qu'un tiers de la population de Pologne a disparu ainsi, surtout par la famine la première année, on comprend le plan des Allemands de détruire toutes les races qui n'étaient pas allemandes pour faire place à la race des maîtres. Ce sort de la Pologne, messieurs, c'est celui qui nous aurait certainement été réservé si l'armistice n'était pas intervenu. M. le Maréchal a sauvé certainement un nombre incalculable de vies françaises en intervenant dans un désastre qui est un des plus graves de notre histoire et que les flammes de la Résistance et de la reconquête ont heureusement effacé aujourd'hui.

Nous n'aurions pas été 200 000, nous aurions été peut-être deux millions de déportés qui serions morts dans les camps d'Allemagne.

Les Allemands, pendant les premiers temps, ont bien cru qu'ils pourraient avoir la France avec eux ; comme ils sont assez lourds, ils ont mis deux à trois ans à s'apercevoir du contraire. Quand ils se sont rendu compte qu'ils n'avaient rien à attendre à cet égard, leur rage a redoublé contre nous et certainement, si les événements avaient tardé davantage, si notre attente avait duré deux ou trois mois de plus, personne de nous ne serait revenu vivant des camps.

Les Allemands ne respectent qu'une chose, c'est la force. Or, le nom du maréchal Pétain leur rappelait de cuisants souvenirs de 1918. Derrière lui ils croyaient toujours voir cette force qui les arrêta jadis. C'est pour cela aussi que lorsque le président de la République lui remit les pouvoirs en vertu desquels il a traité, il était le seul homme que les Allemands pouvaient respecter et avec lequel ils pouvaient traiter.

Le descendant de Saint Louis qui témoigne ainsi pour l'accusé dans la salle de la 1^{re} chambre de la Cour, à l'ombre de la Sainte-Chapelle, et dont le corps décharné et la surdité disent les souffrances, était bien placé pour réfuter l'imputation faite au Maréchal d'avoir voulu renverser la République :

M. le prince de Bourbon. – Sur le point de savoir si le Maréchal pouvait trahir la République, laissez-moi, monsieur le président, vous raconter la conversation que j'aie eue avec le Maréchal à la fin de 1942.

J'étais allé à Vichy pour voir M. Chevalier. Dans les couloirs de l'hôtel du Parc, je rencontrai M. le Maréchal, qui me dit : « Vous continuez toujours à comploter ? »

Je lui répondis : « Monsieur le Maréchal, tant qu'un Allemand aura les pieds en France, je continuerai. »

Dans la conversation, je lui demandai : « Est-ce vrai que vous avez reçu dernièrement le prince Napoléon ou l'un des princes d'Orléans ? » Le Maréchal me répondit : « Ma porte est ouverte à tous les Français, qu'ils soient princes ou qu'ils soient ouvriers ou paysans. Ma porte est ouverte à tout le monde. Et rappelez-vous une chose et répétez-le bien : je ne suis ni impérialiste ni royaliste ; je tâche de sauver ce que je peux sauver de l'État français à travers cette catastrophe. Inévitablement, après moi, à la paix, nous reviendrons nécessairement à la République. »

Il évoque sobrement ses rencontres avec l'accusé – auquel il transmet les messages des Alliés – au cours desquelles le Maréchal lui dit sa conviction de leur victoire et sa résistance aux pressions allemandes :

M. le prince de Bourbon. – Je crois, messieurs, que ces déclarations du Maréchal ont leur poids. Il continuait en me disant : « J'ai besoin de l'appui des Alliés, j'ai besoin de rester en contact avec eux. »

Puis il me dit cette phrase qui est aujourd'hui très émouvante : « Vous savez que je suis prisonnier. Je suis prisonnier comme ceux d'Allemagne. Je ne peux pas écrire une lettre

sans qu'elle soit censurée, je ne peux pas donner un coup de téléphone sans qu'il soit écouté, je ne peux pas prononcer un discours sans qu'il soit soumis préalablement... »

M. le premier président. – Sur ce sujet, savez-vous si le Maréchal, qui était prisonnier, a essayé de s'évader de cette prison où on l'avait enfermé ?

M. le prince de Bourbon. – Monsieur le premier président, le Maréchal ne pouvait pas s'évader, et il m'en a expliqué la raison. C'est qu'il avait donné sa parole d'honneur que son sort serait celui de la France. C'est la raison pour laquelle il n'est pas parti en 1942 lors de l'invasion de la zone dite libre. Et je suppose que c'est la raison pour laquelle il est revenu dès la Libération. Il me dit aussi cette phrase qui était très émouvante : « Ce n'est qu'après ma mort qu'on saura combien d'avanies j'ai dû prendre sur moi pour les épargner à la France. »

D'autres témoins

D'autres témoins seront d'un intérêt moindre en dépit de leurs fonctions. Marcel Peyrouton, nommé ministre de l'Intérieur le 17 septembre 1940 et qui fit procéder à l'arrestation de Pierre Laval le 13 décembre 1940, est réticent, terne. Quand il répond, généralement, il ne se souvient plus. Il est prudent. Il est, il est vrai, domicilié à Fresnes, a-t-il indiqué en réponse à l'interrogatoire d'identité. Et il est fonctionnaire :

M. le docteur Dupré. – Le témoin pourrait-il nous dire comment il se fait qu'il soit entré dans un gouvernement alors qu'il savait, lui, républicain, que le Maréchal avait étranglé la République ?

M. Peyrouton. – Mais, monsieur le juré, je ne me posais pas ces questions. Je vous ai dit et je le répète : je ne suis pas républicain, je ne suis pas antirépublicain ; je suis un agent du gouvernement français, je suis un fonctionnaire.

Si j'avais eu à me poser cette question en trente-cinq ans de service, je me la serais posée trente-cinq fois, chaque fois qu'un gouvernement changeait d'orientation politique.

J'ai servi des gens qui s'appelaient M. Paul Reynaud, j'ai servi des gens qui s'appelaient M. Blum, j'ai servi des gens qui s'appelaient M. Maginot, j'ai servi des gens qui s'appelaient M. Piétri.

Je suis strictement et pas autre chose qu'un fonctionnaire, et j'ai considéré que je devais vis-à-vis du gouvernement qui était au pouvoir le même service que doit un officier à la France. Il n'y a pour moi qu'une chose qui compte, c'est le pays et surtout en temps de guerre.

Par conséquent, quand le Maréchal m'a appelé et m'a dit : « Je vous nomme ministre de l'Intérieur », et que j'ai fait des réserves parce que je ne me considérais pas comme tout à fait qualifié pour remplir ce poste et qu'il m'a dit : « C'est un ordre que je vous donne », je me suis exactement et instantanément exécuté, conformément à la ligne de conduite de toute ma carrière : respect de la discipline, pas autre chose.

La déposition d'Yves Bouthillier, ancien ministre des Finances, emprisonné lui aussi, aurait pu être passionnante comme en témoigneront cinq ans plus tard, sous le titre *Le Drame de Vichy*, ses souvenirs en deux volumes. Il a été en effet très proche du Maréchal jusqu'à la fin, puisqu'il fut l'un des rédacteurs, à la fin de 1943, du projet de Constitution. Il avait joué auparavant un rôle décisif dans l'éviction de Laval. Mais la défense ne l'interrogea que sur le rôle du gouvernement du Maréchal dans la défense de la monnaie. Il est de fait qu'en dépit de la charge énorme que représentait le versement quotidien de 400 000 millions de frais d'occupation, ramenés ensuite à 300 000 millions, l'inflation put être contenue. Le témoin expliqua comment furent alors mises en place les structures du contrôle économique qui caractérisent une économie dirigée en période de guerre, et qui ont subsisté.

Tout comme Yves Bouthillier avait décrit le combat quotidien et souvent vain pour réduire les frais d'occupation, Jean Berthelot, ministre des Transports et naturellement en prison, décrit la même lutte de quatre années entre les cheminots français, dont il est

le représentant, et les Allemands qui entendent contrôler et réglementer les réseaux et les transports. Cela à la fois sur la base de la convention d'armistice et de l'article 53 de la Convention de La Haye qui prévoient que le pays occupant a le droit de réquisitionner sur tout le territoire le matériel de transport. Sa déposition sur la résistance de son département est d'une grande précision, mais elle est aussi celle d'un maréchaliste qui se déclare. Il a été reçu des dizaines de fois par le chef de l'État et peut attester de ses véritables sentiments. On lui doit un exposé vivant du Conseil du 3 juin 1941 au cours duquel Darlan, de retour de Berchtesgaden, avait proposé d'accorder aux avions allemands un droit d'escale en Syrie et l'utilisation du port de Bizerte pour l'Afrika Korps. Ce qu'on a appelé le protocole de Paris fut rejeté par le Conseil des ministres sur l'intervention du général Weygand et du ministre de la Justice, Barthélemy :

M. Berthelot. – Quelques jours avant cette date du 28 mai, où ont été signés les projets du protocole d'accord, je rendais compte au Maréchal d'une de mes tournées, je ne sais plus où, peu importe. Le Maréchal me dit :

« Vous venez de Paris, Berthelot ? »

– Oui, monsieur le Maréchal.

– Vous avez vu l'amiral Darlan ?

– Non, monsieur le Maréchal.

– Ah ! Parce qu'on me dit des choses bien inquiétantes sur son compte.

– Quoi donc, monsieur le Maréchal ?

– On me dit qu'il cède beaucoup de choses aux Allemands.

– Monsieur le Maréchal, l'amiral Darlan ne s'engagera certainement pas sans votre accord. »

Et le Maréchal a simplement dit :

« Si ce que l'on me rapporte est exact, je ne suis pas disposé à lui donner mon approbation. »

Je témoigne sous la foi du serment, monsieur le premier président, et je sens toute la gravité de ce que je viens de

dire. Quel a été le réflexe du Maréchal lorsque Darlan lui a apporté ses papiers? Il a appelé le général Weygand. Pourquoi? Parce que pour nous tous, Weygand était celui qui incarnait l'espoir, un espoir encore inexprimé que nous avions tous, à quoi nous pensions.

Un petit conseil a eu lieu le 3 juin, à Vichy. Ce n'était pas un véritable Conseil des ministres, ni un conseil de cabinet. Le Maréchal a réuni, autour d'une table, le général Weygand et les ministres et secrétaires d'État qui se trouvaient à Vichy. Je revois la scène : Darlan a fait un exposé froid dans un silence glacial. Il n'a pas lu les papiers. Il en a donné simplement une analyse. Weygand était à la gauche du Maréchal, je le sentais bouillir comme un cheval de sang qui demande à sauter et Darlan n'avait pas plutôt fini que le général Weygand a pris l'offensive et le mot traduit bien ce qui s'est passé. Il a littéralement pulvérisé les accords Darlan ou les projets d'accord Darlan, de sorte qu'il n'en est rien resté. Les accords Darlan ont été exécutés le 3 juin.

M^e Isorni. – Exécutés dans le sens de...

M. Berthelot. – Oui, bien entendu : raccourcis...

Autre brillant sujet, René Norguet, ingénieur général du génie maritime, ancien secrétaire général à la Production industrielle jusqu'à sa déportation, le 10 août 1943. Il décrit la lutte du secrétariat d'État à la Production industrielle pour soustraire aux Allemands les matières premières et les machines-outils... et pour retarder l'exécution des commandes allemandes. C'est ainsi que les barrages édifiés n'ont été mis en activité qu'après la Libération. C'est ainsi également qu'ont été préservés les pétroles d'Aquitaine dont l'exploitation ne commença pas non plus sous l'Occupation :

M. Norguet. – A partir du moment où les Allemands ont considéré qu'une des causes possibles de leur défaite était l'absence d'essence, ils sont devenus extraordinairement irritables et insistants dans ce domaine. Ils ont voulu mettre la main sur les pétroles d'Aquitaine. Ces pétroles sont un espoir français. Les sondages y ont été poussés suivant toutes

les règles de la technique, mais c'était pour l'avenir. Dans le présent il ne fallait pas que le pétrole sorte.

Les Allemands se sont méfiés et ils ont fini par intervenir. Ils voulaient avoir et des sondages accélérés, et une participation financière.

C'est un devoir pour moi de dire qu'à la suite de cette lutte, mon directeur des carburants a été déporté. Le directeur des pétroles d'Aquitaine a été déporté et ils est mort en Allemagne. Un fonctionnaire de la direction des carburants a été déporté, il est mort. Pour Mény, président du comité d'organisation des carburants, dont je parlais tout à l'heure, j'espère qu'il est encore trop tôt pour dire qu'il est mort en Allemagne, mais il a été déporté et il y a quelques jours encore sa famille était toujours sans nouvelles.

Cette lutte que nous avons menée, je ne puis pas dire qu'elle ait été toujours dans la ligne des indications officielles qui nous étaient données. Je veux dire, en particulier, qu'à partir du retour de Laval au pouvoir, quelque chose a grincé quelquefois dans cette organisation, et que les efforts que faisait l'équipe que nous formions pour minimiser les demandes allemandes, pour les retarder, pour ne pas livrer ce qui nous était demandé, n'étaient probablement pas complètement approuvés.

Par contre, je dois dire que, interrogé d'une façon assez régulière par le cabinet du Maréchal, et lui rendant compte, bien entendu, exactement de ce que nous faisons, il m'a toujours été répondu : Bien, continuez.

Il faut citer encore l'ancien préfet Charles Donati. Plein de bonne volonté et courageux – son courage se manifestant aussi par la manche gauche flottante vide de son veston –, il indispose vite. Il rapporte des propos du Maréchal en présence des maires qui lui étaient présentés, laissant libre cours à ses sentiments anti-allemands au point qu'il fallait couper l'enregistrement de certaines scènes. Il fait également l'éloge du Secours national, du ravitaillement et de la relève. On sent qu'il veut faire le pendant pour le Nord du témoignage dont nous allons rendre compte du préfet François Martin pour le Sud. Il finit par déclencher le

vacarme prévisible et se faire expulser, tandis que les avocats, embarrassés, compulsent leur dossier, le nez baissé, pour ne pas rencontrer son regard :

M. Donati. – Je déplore profondément, sans colère et sans haine, pour la France plus encore que pour le Maréchal, que tant de Français aient le cœur et l'esprit ainsi faits qu'ils ne peuvent arriver à concevoir ni à sentir ce que cette attitude a d'héroïque et de sublime.

M. Marcel Lévêque. – Et tous nos morts!

M. Donati. – Des millions et des millions de Français pensent que ce procès est une immense erreur politique, qui risque d'aboutir... (*Exclamations. – Protestations*)... Messieurs, depuis un an que nous sommes libérés...

M. le procureur général Mornet. – Monsieur le préfet, on voit que vous avez présidé beaucoup de réunions publiques. Or, ici, ce n'est pas une réunion publique!

M. Donati. – Je demande la permission de dire publiquement un sentiment qui habite le cœur des Français depuis un an que la liberté nous est rendue, soi-disant, et qui n'a pu être dit en public.

Un juré. – Je demande l'application de l'article 270.

M. Pierre-Bloch. – Si, durant l'Occupation, des témoins avaient tenu des propos semblables, le Maréchal les eût fait condamner séance tenante à deux ans de prison.

M. le premier président. – Nous sommes plus libéraux que le gouvernement du Maréchal Pétain et je demande à l'huissier d'emmener le témoin.

Les dépositions de l'amiral Bléhaut, du général Campet, chef de la maison militaire, et du général Debeney établissent les circonstances de l'enlèvement du Maréchal à Vichy le 20 août 1944, de son séjour à Sigmaringen : son refus de reconnaître la commission présidée par Brinon et de le recevoir, et son retour volontaire en France pour défendre son honneur. Jean Tracou, enfin, son dernier directeur de cabinet, défend son patron avec adresse. Il poursuivra cette défense en publiant en 1948 le récit de cette dernière année sous

le titre *Le Maréchal aux liens*. Il lit la lettre que Ribbentrop fit remettre en novembre 1944 par l'ambassadeur Renthé-Finck, policier déguisé en diplomate, que le chef de l'État n'appelait que « mon geôlier ». Elle est elle-même un certificat de résistance, de « passive résistance » selon le mot de Churchill : « ... Si on jette un regard sur les rapports franco-allemands depuis trois ans, il apparaît incontestable que les mesures que vous avez prises comme chef de l'État français n'ont eu malheureusement que le résultat trop fréquent de contrarier la collaboration. Cette lutte constante contre tout travail de reconstruction a, par contre, pour conséquence, par votre résistance permanente, de rendre impossible la nomination aux postes les plus importants du gouvernement et de l'administration française des hommes dont l'attitude loyale aurait assuré l'exécution d'une politique de consolidation... »

Le honteux message du 28 avril 1944 fut, dit-il, inspiré par Renthé-Finck : « Cette prétendue libération est le plus trompeur des mirages auxquels vous pourriez être tentés de céder (...), les voix qui vous prêchent la désobéissance ne sont pas des voix françaises. » Et ce fut, selon lui, après une lutte de deux mois, que le Maréchal se résigna :

M. Jean Tracou. – Renthé-Finck voulut faire recevoir par le Maréchal Doriot, et, en l'espèce, il y parvint, mais je vous assure qu'il eut lieu de le regretter, car ce fut une exécution.

Le Maréchal reçut Doriot debout, les mains derrière le dos, pendant cinq minutes, et lui dit ceci – ce sont les propres paroles que j'ai notées :

« Vous n'ignorez pas que la France n'est pas en guerre avec la Russie. Vous n'ignorez pas non plus que les Français réprouvent absolument votre action. »

Je me rappelle encore : je vois Doriot suant à grosses gouttes.

Déat eut une réception du même ordre. »

Bien souvent (...) j'ai demandé moi-même au Maréchal, surtout après le fameux message d'avril 1944 : « Pourquoi ne

pas partir? » Il m'a toujours dit : « Vous ne savez pas de quoi ces gens-là sont capables. » Je lui disais : « Pouvons-nous aller plus bas? Il y a Oradour, il y a les déportations, toutes ces horreurs qui se multiplient. Croyez-vous que si vous partiez ce serait pire? Je ne pense pas », lui disais-je. Mais je reconnais aujourd'hui que j'avais tort... En juillet 1944, l'Allemagne était assez forte pour réprimer dans le sang une révolte française. Nous aurions vu les Oradour multipliés. C'est cela qu'a évité la présence du Maréchal...

Ce qui provoque la question d'un juré et sa réplique :

M. Germinal. – On parle beaucoup d'Oradour. Je voudrais bien savoir quelle a été la protestation, celle-ci véhémence, du Maréchal au sujet d'Oradour.

M. Tracou. – J'avais oublié de le dire. Je vous remercie de me le rappeler. Personne n'a pu savoir, pour les raisons que je vous disais tout à l'heure, que le Maréchal a fait venir M. Renthe-Finck à cette occasion. En même temps qu'Oradour, il était question des déportations, et en particulier de l'évêque de Montauban, ce magnifique Mgr Théard qui avait été emmené.

En même temps, le Maréchal a fait venir Renthe-Finck et a eu un entretien au cours duquel il lui a dit : « Vous avez une nation de sauvages » et lui a remis une protestation écrite que M. Renthe-Finck a refusé de recevoir en déclarant les termes dans lesquels elle était conçue inadmissibles.

M. Renthe-Finck a refusé de transmettre cette protestation et nous l'avons fait passer, en fait, par une autre voie : on l'a remise, je crois, à Scapini, qui était à Berlin, pour qu'il la donne directement à Ribbentrop.

Un préfet sous l'Occupation : François Martin

François Martin, ancien avocat à la Cour de Paris, et député de l'Aveyron, est un témoin original. Préfet du Tarn-et-Garonne, il demeura en poste à Montauban pendant deux ans et adressa au Maréchal plusieurs rapports contre la politique de Collaboration. Il avait en outre, dans une cérémonie publique, cité une phrase

de Chateaubriand sur Napoléon en 1814, à l'heure où l'offensive hitlérienne au travers de l'Ukraine menaçait le Caucase : « Tout croulait sous ses lois depuis les Colonnes d'Hercule jusqu'au Caucase et il est aujourd'hui errant, fugitif et sans asile. Sa puissance s'était débordée comme le flux de la mer; elle s'est retirée comme le reflux. »

Ce que le préfet Martin accomplit pendant deux ans, notamment pour les Belges dont le Commissariat était dans son ressort, et pour les juifs réfugiés en grand nombre dans cette poche de la région de Toulouse, il l'inscrit dans la ligne de conduite du Maréchal, de sa pensée et de ses volontés. Ainsi la nuit du 26 août 1942 – « cette nuit à l'aube de laquelle devait s'accomplir l'opération honteuse que l'on devait qualifier de regroupement, tant de sonnettes ont été tirées qu'il ne resta que quatorze israélites sur les cinq cents recensés ». C'est lui aussi qui contribua plus tard à fournir de fausses pièces d'identité et d'alimentation aux enfants israélites dispersés dans des établissements d'enseignement. Il agit alors non seulement avec la conviction d'être en accord avec celui dont il a reçu ses fonctions, mais en étant effectivement en rapport avec le cabinet du Maréchal. Pour lui, il s'agissait d'interpréter sa pensée « dans le sens de la résistance à l'abdication et non pas, naturellement, de l'abdication de la résistance ». On reconnaît par cette formule l'éloquence au service du terme double jeu :

M. le préfet Martin. – Eh bien, messieurs, dans cette période où, avant d'ouvrir largement les voies à une résistance qui devait être la résistance offensive magnifiquement triomphante, il fallait également organiser une résistance plus terne, une résistance protectrice, une résistance défensive des intérêts dont nous avons la garde, j'apporte la conviction à la Haute Cour que l'administration française n'aurait pas pu le faire si elle avait été placée, à ce moment-là, sous l'autorité directe d'un gauleiter, si elle avait

été, comme elle en a été si souvent menacée, réquisitionnée pour le compte de l'autorité allemande et si, entre elle et cette autorité allemande, il ne s'était pas trouvé cette espèce d'amortisseur qu'était le gouvernement, à l'autorité et à la souveraineté sans doute diminuées et décroissantes, mais qui, tout de même – je répète cette expression – était un amortisseur entre cette administration et les autorités locales avec lesquelles elle avait à traiter.

Il termine en rapportant sa dernière conversation, le 9 février 1944, avec le chef de l'État à qui il vient demander l'autorisation de se retirer. L'arrivée de la Milice, l'action de Philippe Henriot, la propagande collaborationniste omniprésente lui interdisent de continuer sa mission. Et c'est le dialogue déjà entendu, si souvent renouvelé, et dont la sincérité apparaît peu compatible avec l'explication de la collaboration par la vanité du pouvoir. Cette vanité aurait eu plus de motif d'être satisfaite à Alger le 11 novembre 1942 si Pétain avait suivi les consignes de son entourage, et une telle explication ne rend pas compte de son retour volontaire vers la prison et le procès :

M. le préfet et Martin. – Le maréchal Pétain, non seulement ne m'en a pas dissuadé, mais il m'a approuvé dans ma détermination, et il l'a fait dans des termes qui trahissaient en lui une émotion dont, je vous assure, je garde les accents dans ma mémoire : « Si c'est le devoir de votre conscience, m'a-t-il dit, vous faites bien de partir. »

J'ai eu, sans doute, une interrogation dans les yeux : « Et vous? »

Il m'a répondu : « Vous, vous pouvez remettre vos fonctions entre mes mains. Moi, je suis dépositaire d'une autorité que je ne peux remettre à personne. J'ai pris un engagement, celui de ne pas quitter la France, et moi, je ne peux pas la quitter. C'est peut-être votre devoir à vous de partir, mais moi, c'est mon devoir de rester. »

Et je me rappelle que, me montrant les portes, il me dit : « Vous voyez, je suis prisonnier. Je suis prisonnier des Alle-

mands. Il y en a qui sont derrière. Il y a des gestes que je ne peux pas accomplir. Il y a des paroles que je ne peux pas prononcer. »

Je lui dis : « Mais, monsieur le Maréchal, libérez-vous et libérez en même temps tous ceux qui croient en vous par un geste, par une parole, par une attitude.

« Vous en avez prononcé ou vous en avez ébauché quelquefois de ces mots ou de ces attitudes : la seule phrase sur la demi-liberté ou sur l'exil avait produit un effet formidable. »

Il m'a répondu : « En l'état où nous sommes, il y a des choses que je ne peux pas accomplir car ils m'emmèneraient en Allemagne, et s'ils m'emmenaient en Allemagne, je serais privé de la possibilité que j'ai de recouvrer ma liberté et de finir l'œuvre qui m'a été confiée. »

Il m'a parlé de la Constitution. Il m'a dit qu'il avait reçu la tâche de rédiger et d'achever cette Constitution. Il m'a dit qu'il voulait faire l'unité des Français, et il a eu un mot pour terminer. Il m'a dit : « Je veux réaliser l'unité avec Alger. »

Messieurs, cette conversation, elle m'a laissé évidemment des impressions diverses, vous l'imaginez. Je suis sorti de là ému et bouleversé.

De ces impressions, je ne retenais sur le moment que celle-ci :

Dans le drame poignant qui l'entourait et qu'il incarnait lui-même, à l'approche de la libération de la France pour laquelle son cœur battait, j'avais le sentiment qu'en agissant comme nous avons agi, nous n'avions point travesti sa pensée et que, par conséquent, nous n'avions pas été infidèles à son serment.

Mgr Liénart

Le dernier témoin annoncé, après Paul Estèbe, venu témoigner avec chaleur des œuvres sociales de Vichy, et le passage heureusement écourté d'un vieux et brave général, qui n'avait rien à dire et qui fit rire en qualifiant la déclaration du 18 juin du général de Gaulle de « française » et de « jolie », fut le général de Lannurien. Mais, avant qu'on le conduise à la barre, le bâtonnier

Payen donna lecture d'une très belle lettre, lettre pastorale commenta le président Mongibeaux, du cardinal Liénart, archevêque de Lyon, pour « essayer de rendre justice à un homme dont la longue carrière d'honneur et de gloire est menacée de s'achever dans la plus cruelle infortune ». Les militaires avaient été nombreux à venir apporter leur soutien à l'accusé alors qu'ils se trouvaient en activité, ce qui n'était pas et ne fut pas sans conséquence, les politiques avaient été moins nombreux et plus prudents, les religieux furent singulièrement absents. Seul le pasteur Boegner, chef de l'Église réformée, était venu témoigner qu'il était allé à plusieurs reprises dire au chef de l'État l'émotion et l'indignation croissantes qui secouaient les Églises protestantes de France, émotion et indignation partagées par le cardinal Gerlier. Il l'avait vu à chaque fois très ému par ses informations. Ainsi, après les événements de juin 1942 et la rafle du Vélodrome d'Hiver, qu'il fut le seul à évoquer au cours de ces dix-huit journées : « une fois de plus j'ai constaté une émotion profonde, mais, une fois de plus, je dois le dire, j'ai eu l'impression d'une impuissance à prévenir, à empêcher de grands maux que, dans son for intérieur, il appelait par leur nom et condamnait sans réserve. »

Le loyalisme des évêques, loyalisme sans inféodation, envers le Maréchal et leur approbation mesurée de sa politique de la famille et de la jeunesse n'avaient jamais signifié que des actes contraires au droit naturel ne seraient pas condamnés. Ils le furent. Par Mgr Gerlier autant que par Mgr Salieges et par Mgr Liénart. Souvent d'une façon trop feutrée, à l'occasion de démarches qui ne furent pas rendues publiques. Mgr Liénart, qui ne pouvait se voir reprocher le loyalisme trop peu mesuré de certains prélats, donna de l'autorité à l'éloge qu'il fit du Maréchal. Il rapporte un entretien d'avril 1942 et le développe :

Voilà, je l'affirme, l'impression très vive que j'ai retirée de mon entrevue avec le maréchal Pétain, en avril 1942. Je l'ai retrouvé égal à lui-même, faisant face à l'adversité avec la même fermeté qu'autrefois, uniquement préoccupé de la France, et s'obstinant à tenir jusqu'à ce qu'elle puisse être délivrée. Ma conviction très nette est que le maréchal Pétain, loin d'avoir trahi sa patrie, n'a voulu que la servir.

Réduit par les circonstances à ne jouer qu'un rôle obscur et pénible dans ses relations avec l'occupant, le Maréchal a consacré du moins ses efforts à conserver et à développer les énergies internes et les forces morales de la France. Sans juger sa politique intérieure, à laquelle d'ailleurs l'Église ne s'est pas inféodée plus qu'aucune autre, il me semble juste de ne pas sous-estimer cet effort, destiné dans sa pensée à préparer le relèvement de la patrie. (...)

Quant aux forces spirituelles et religieuses, il n'a cessé de faire appel à leur concours. S'il est vrai qu'une grande âme est maîtresse du corps qu'elle anime, ne fallait-il pas, à l'heure où nos forces matérielles étaient réduites à l'extrême, mettre en œuvre les forces spirituelles dont vivait l'âme de la France et qui préparaient sa résurrection?

J'y vois la preuve que le Maréchal n'a jamais douté de l'avenir de la France et qu'à travers les malheurs du moment, il a travaillé avec tous les moyens dont il pouvait encore disposer à la rendre digne de son glorieux passé.

Quand un homme a eu à gouverner dans des circonstances aussi tragiques, il faut, pour le juger équitablement, dresser en face des maux qu'il n'a pu éviter à la France, la liste de ceux plus graves encore qu'il a réussi à lui épargner.

Le dernier témoin

Le général de Lannurien fut conduit vers la barre des témoins, la canne blanche à la main. Il était aveugle. Sa voix voilée et son visage tragique, tourné vers un auditoire qu'il cherche, saisissent la salle. Sa déposition émouvante devient pathétique. Elle résume le dilemme du Maréchal – partir ou rester – que beau-

coup ont déjà évoqué. Mais le témoin lui donne une force tragique :

M. le général de Lannurien. – Y aurait-il eu un déporté ou un otage de moins si le Maréchal était parti? Il est tout à penser au contraire que sa présence nous a épargné encore beaucoup d'autres otages, beaucoup de Buchenwald, beaucoup de Ravensbruck, et beaucoup de Dachau.

Au fond, il y avait trois solutions présentes au Maréchal constamment, dont il m'a parlé :

La première, partir, rentrer tranquillement chez lui. Il m'a répondu :

« C'était évidemment la solution la plus simple, la plus facile, mais la plus médiocre et la moins courageuse. C'eût été un geste qui eût fait grand plaisir à l'amour-propre de beaucoup de Français, je n'en doute pas. Mais le lendemain était compromis. La France était encore là. Je ne suis pas parti.

« Autre solution : aller à Alger. A Alger, je coiffais tous les Français, c'est une affaire entendue mais alors, se retourner vers le chancelier Hitler et lui dire : voilà, maintenant, c'est fini, nous sommes à deux de jeu... Je reprends les armes, avec mes Alliés et mes forces. Il reste quelque chose entre nous, c'est entendu, quelque chose que je reprendrai un jour dans un certain nombre d'années, je ne sais pas combien d'années; cette chose, je vous l'abandonne pour le moment, faites-en ce que vous voudrez, c'est la France. »

Et le Maréchal ajoute :

« On a amené là, dans le champ d'à côté, un avion, des amis sont venus de Paris, me pressant de partir. Je n'avais qu'un pas à faire, un mot à dire : je ne suis resté que pour que la France vécût, je ne suis pas parti. »

C'était la troisième solution.

Un soir, à table – c'était la veille de mon départ – les conversations allaient. Le Maréchal était absorbé. Un convive, je le vois encore, dit :

« Monsieur le Maréchal, les Allemands vous emmèneront de force. »

Et l'autre de répliquer :

« Et les gaullistes vous feront passer devant une Haute Cour. »

J'étais un peu ému de cette conversation. Je m'en ouvris au Maréchal en sortant de table et le Maréchal, à mi-voix, la main sur son épaule, me dit :

« Vous rentrez en zone occupée demain, écoutez bien, je ne suis resté que pour que la France vive. Les Allemands pourront m'emmener de force s'ils le veulent. Les Français pourront me faire passer en jugement, s'ils le désirent, mais moi, tant que je serai libre, je ne partirai pas. »

Actuellement, ces propos de table se sont réalisés. Le Maréchal a été emmené en Allemagne. Le Maréchal est traduit devant une Haute Cour.

Vint ensuite sa péroration. Elle fut jugée pathétique, même si à la lecture elle paraît outrancière. Le compte rendu d'audience indique bien que l'émotion fut considérable. Des cris furent poussés. Les applaudissements partirent de la salle, gagnèrent les tribunes, et jusqu'aux bancs de la presse étrangère :

Le général de Lannurien. – Si, par malheur... si, par malheur!... on dégradait cet homme, fût-ce là-bas, dans ce décor théâtral dont certains vont rêver, une fois jouée l'infâme comédie, quand il passerait devant les rangs, courbé par l'âge, pâli sous l'affront, mais la tête haute, loin d'être diminué, il en serait grandi, et, le soir, nous penserions tous que c'est nous, nous seuls et la France avec nous que nous aurions salis.

Mais prenons garde; on ne touche pas impunément à la vie et à l'honneur d'un homme!... Tout se paie... Prenons garde qu'un jour nous n'ayons fait qu'aggraver encore les maux de la patrie!...

(...) prenez garde, prenez garde qu'un jour, qui n'est pas loin peut-être – le drame n'est pas fini – le sang et le prétendu déshonneur de cet homme, par notre faute et de nos propres mains, ne retombe sur la France tout entière, sur nous-mêmes et sur nos enfants.

Mais un juré se leva, M. Germinal à nouveau, et il lut des passages de lettres du général de Lannurien au Maréchal, faisant l'éloge de l'action « bienfaisante » de

Darnand et de Philippe Henriot, et demandant au chef de l'État de diriger personnellement la répression. « Il faut que l'on sache bien que c'est le chef de l'État lui-même et non le chef du gouvernement qui a conçu, voulu et perpétré la répression. » Un froid terrible descendit sur la salle et glaça l'émotion. Et c'est alors que le Maréchal, très pâle, se leva et prit la parole :

M. le premier président. – Pas de questions?

M. le Maréchal Pétain. – Je demande la parole.

Je prends la parole, pour une fois, pour dire que je ne suis pour rien dans la présence du général de Lannurien ici. Je ne savais même pas qu'il devait se présenter devant la Cour. Tout ceci s'est passé en dehors de moi.

Voulait-il ainsi repousser des paroles trop élogieuses, ou plutôt dire qu'il désapprouvait les lettres du témoin, ou réagissait-il au fait que l'impression fâcheuse donnée par les citations de M. Germinal compromettait toute sa défense en l'associant à Laval dans la politique de terreur menée par la Milice? Il détruisit en tout cas l'émotion qui avait quelques instants plus tôt tout balayé. L'audience fut levée ce vendredi 10 août 1945, sur ces paroles ultimes et énigmatiques, pour reprendre le lendemain avec le réquisitoire du procureur général.

XIV

L'ACCUSATION

Pour celui qui lit aujourd'hui les comptes rendus sténographiques du procès, encore frémissants – comme le procès de Jeanne d'Arc ou celui du capitaine Dreyfus – des passions françaises qui le sous-tendaient, le réquisitoire du procureur général Mornet paraît avoir été amorcé par la déposition de Fernand de Brinon. Le 9 août, en effet, à sa demande, Brinon est entendu. Celui qui avait été l'ambassadeur splendide et triomphant du chef de l'État à Paris apparaît comme un squelette habillé d'un vieux complet gris. Il marcha difficilement jusqu'au siège des témoins. Il était à l'évidence malade. Le président, comme pour Pierre Laval, ne lui fit pas prêter serment. Il était déjà marqué par la condamnation à mort qui va intervenir. Personne n'ignore que, ancien membre du Comité France-Allemagne, il était avant la guerre l'ami d'Otto Abetz, francophile et même francomane, partisan de la réconciliation franco-allemande, et sans doute beaucoup plus séduit que ce dernier par le nazisme. On sait par les témoignages de l'amiral Bléhaut et des généraux Crampet et Debeney que le Maréchal a refusé à Sigmaringen de le recevoir. Il se considérait comme prisonnier des Allemands, et voyait en Brinon leur complice. Brinon a tenté de perpétuer la fiction d'une autorité légale sous le nom de « délégation » et de

continuer à gouverner. Le Maréchal l'a pourtant destitué de l'ordre de la Francisque, marquant par cette dégradation dérisoire son opposition absolue. Le témoin va essayer de faire corps avec l'accusé et devenir ainsi un redoutable accusateur : « J'ai toujours rendu compte au Maréchal de ce que je faisais. »

Ce qu'il vient dire et ce qu'il veut dire, c'est que l'accusé a été d'accord avec la politique de Laval, avec la politique de Darlan, puis à nouveau la politique de Laval. Ce qu'il dit de Montoire, du 13 décembre, du retour de Laval, de la LVF, du télégramme prétendu du 21 août 1942 après l'expédition anglaise à Dieppe, de la relève, n'est en rien nouveau. Tout est dans l'interprétation : « J'ai la conviction que le Maréchal était absolument d'accord avec la politique que représentait M. Laval, qu'a représentée l'amiral Darlan et que M. Laval a reprise encore. » Il n'y a donc pas eu de double jeu de Vichy. Et il satisfait l'accusation, à l'avant-veille des réquisitoires, en répondant au premier président :

M. le premier président. – J'en reviens à la première question, celle du double jeu. Vous, qui avez été mêlé de très près à cette politique, vous n'avez pas eu l'impression, pour employer cette expression vulgaire, qu'on jouait sur les deux tableaux ?

M. de Brinon. – Je n'ai jamais eu auprès du Maréchal l'impression du double jeu. J'ai pu avoir cette impression dans certaines parties de son entourage, mais, dans toutes les conversations que j'ai eues avec le Maréchal, il m'a toujours dit que sa conviction était qu'il fallait pratiquer cette politique-là.

Le réquisitoire du procureur général Mornet

C'est par un après-midi étouffant que le procureur général va prendre la parole pour ses réquisitions. L'audience entière lui appartiendra. Dès l'ouverture, il

inscrit le mot de trahison en préface puisque c'est pour trahison qu'il demande la peine de mort contre l'accusé. Il sait que l'« intelligence avec l'ennemi » adhère bien mal à la réalité telle qu'elle s'est dégagée au cours des audiences. Personne ne peut croire et ne pourrait encore croire que le Maréchal a épousé la cause allemande. Si le bouclier a si mal protégé, une fois toute la France occupée, et s'il a été tenu d'une main qui tremblait de plus en plus, personne ne peut nier que cette main a tâché de le tenir. Le drame, il est dans l'effet des compromissions et des marchandages du chef de l'État, en ce qu'il est impossible pour l'esprit de comptabiliser ce qui a été sauvé en déportations et en réquisitions pour le mettre dans un plateau tandis que l'on chargerait l'autre de l'honneur perdu. Ce qui eût été alors plus salubre eût été certainement plus atroce. Il fallait bien juger le capitaine comme on juge tout commandant de navire après un naufrage, mais il eût fallu une autre accusation et une autre pesée :

Messieurs,

Pendant quatre années – que dis-je pendant quatre années! à l'heure actuelle encore – la France est victime d'une équivoque, la plus redoutable qui puisse jeter le trouble dans les esprits, celle qui, à la faveur d'un nom illustre, sert de paravent à la trahison.

Mornet ne renonce à rien de ce qu'il avait inscrit dans l'acte d'accusation. Brandissant les feuillets de son réquisitoire, violent, hargneux, sans aucune hésitation, même celle que la dialectique judiciaire recommande pour capter l'attention, il attaque. Il attaque vite, trop vite, car son indignation permanente lassera. L'assistance s'assoupira parfois. Mais, à la lecture, le florilège des messages du chef de l'État est impressionnant. À l'encontre de la formule qui définit la fonction du ministère public – la plume est servie, mais la parole est

libre – la parole parut associée à la passion politique, alors que l'écrit donne le sentiment d'une accusation librement impitoyable. Le plan fut donné dans l'exorde solennel, qui ne manque pas de grandeur :

Et d'abord, messieurs, définissons de quel genre de trahison il s'agit ici. Loin de moi la pensée d'assimiler les faits reprochés au Maréchal à ces marchés brutalement cyniques où délibérément l'on vend sa patrie pour satisfaire une rancune ou un intérêt inavouable. Mais comme eût dit La Rochefoucauld, la trahison joue toutes sortes de personages, même celui de serviteur loyal et désintéressé du pays.

Or, parmi les formes qu'elle peut revêtir, la plus grave est celle que je définirai, une atteinte portée aux intérêts sacrés de la patrie dans des circonstances et dans des conditions telles que les mobiles auxquels obéit l'auteur paralysent en lui le réflexe national et lui font perdre la notion de certaines choses qu'aucune nation ne peut pardonner à ceux qui lui en infligent la honte.

Or ce qu'une nation ne peut pardonner à ceux qui la représentent, c'est de la condamner à accepter définitivement sa défaite, de lui dire : « Tu es définitivement vaincue, ne songe pas à te relever dans les rapports avec ton vainqueur ; résigne-toi à prendre place derrière lui dans l'ordre d'une Europe germanisée. »

En second lieu, ce qu'une nation ne peut pas pardonner à un homme, c'est de l'humilier à la face du monde, c'est de l'asservir à son vainqueur et l'asservir à ce vainqueur au point de le prendre pour modèle, d'adopter ses lois, ses préjugés et jusqu'à ses haines.

Enfin, une troisième chose qu'une nation ne peut pas pardonner à ceux qui prétendent la représenter, c'est, sous le couvert d'une neutralité hypocrite, au mépris des engagements pris envers ses compagnons d'armes de la veille, de leur faire une guerre sournoise, d'apporter à l'ennemi commun une aide à peine camouflée. Une nation, en effet, ne peut pas pardonner ce qui la déshonore.

Eh bien, ce sont ces trois ordres de griefs que l'accusation reproche aujourd'hui au maréchal Pétain. Trois ordres de griefs reposant sur des faits dont je puis dire que l'informa-

tion avait à peine à vous apporter la preuve, car c'est de l'histoire contemporaine encore présente à l'esprit de tous.

Quels ont été les mobiles du Maréchal?

Ces mobiles, ils sont de deux sortes. Et d'abord, une ambition? Non, le mot est impropre, une vanité du pouvoir pour le pouvoir, vanité jointe à un instinct autoritaire qui semble se développer avec l'âge, et, à côté, la haine du régime qui a précédé, cette haine assortie d'une joie toute maurrassienne qui faisait dire à quelques-uns de l'entourage du Maréchal : la République est morte; cela vaut bien une défaite.

Mornet semblait au cours de ces débats avoir abandonné le complot. Il le reprend sous la qualification d'attentat contre la République. C'est ainsi que pour lui a commencé l'affaire Pétain. L'entente avec l'envahisseur est le moyen de l'attentat contre le régime : « Et c'est ce qui fait que pendant ces quatre années qu'on voudrait pouvoir rayer de notre Histoire, crimes contre le régime et crimes contre la sûreté extérieure de l'État se confondent. » Cette haine du régime, il veut la retrouver dans la correspondance du Maréchal avec Maurras. Dans l'armistice. Dans le détournement du vote du 10 juillet 1940. Et dans son maintien au pouvoir au prix de la collaboration avec l'ennemi :

Le Maréchal supprimait ainsi le Parlement.

C'est là ce que j'ai retenu comme attentat contre la République à la charge du Maréchal, puisque c'est lui qui a promulgué ces trois actes par lesquels la République était purement et simplement supprimée.

Ainsi, messieurs, abus de confiance, attentat contre le régime, attentat contre la Nation. Les détenteurs d'un pouvoir instauré sur de telles bases ne peuvent se maintenir que par la force.

Mais de quelle force Vichy disposait-il, sinon de la force allemande? Il lui fallait donc l'appui de l'autorité occupante. Et, à partir du 11 juillet, vous allez voir se dérouler avec une

logique inéluctable tous les événements, toutes les étapes par lesquelles, de complaisance en complaisance, de trahison en trahison, de félonie en félonie doit passer un gouvernement qui s'est condamné lui-même à vivre en intelligence avec l'ennemi.

Les citations sont souvent accablantes : de Laval – « nous marchons la main dans la main » – à la LVF – « vous détenez une part de l'honneur de la France ». Mais ces messages ne sont pas reliés aux événements et ils ne sont jamais rapportés, fût-ce pour les opposer, aux témoignages de la défense. Aucun de ceux-ci n'est évoqué. Il était pourtant difficile au terme des débats de soutenir que Pétain et Weygand avaient conclu l'armistice pour renverser la République. Et de ne pas admettre que l'armistice n'avait été que l'attente d'une meilleure fortune. S'il évoque des propos qui témoignent de la résistance passive de l'accusé, c'est pour lui opposer qu'ils n'étaient connus que d'un petit nombre. Deux jeux ? Oui, l'un tenu loyalement envers les Allemands, l'autre, à huis clos. Jules Roy lui répondra que le peuple français ne se laissait pas duper par les paroles officielles. Mornet cite heureusement et justement le discours à la nation allemande de Fichte : « Nous avons été vaincus. Voulons-nous en outre qu'on nous méprise ? Voulons-nous ajouter la perte de l'honneur à toutes les autres ? Gardons-nous d'inciter nos vainqueurs à nous mépriser. Le plus sûr moyen serait de renoncer à notre manière de vivre et d'essayer de leur ressembler en adaptant la leur... » Et Juvénal : « La pire catastrophe c'est, de peur de perdre une existence misérable, de perdre ce qui fait la raison de vivre, c'est-à-dire l'honneur. » Pourtant, il se contredit en employant pour défendre la magistrature sous l'Occupation l'argument même du Maréchal. Il s'agit pourtant des injustifiables sections spéciales, créées par Laval sur l'injonction de l'occupant :

Non, la magistrature française n'a pas rendu la justice au profit de l'ennemi. L'on saura un jour combien de malheureux elle a sauvés au prix de quels artifices judiciaires, d'accord avec la défense, de quelles destructions de pièces et même de dossiers, combien de têtes elle a sauvées, de libertés garanties, de déportations évitées, et principalement peut-être dans les sections spéciales, où, pour la plupart, les membres du parquet ont déployé un zèle particulièrement efficace pour sauver nombre de Français de la griffe allemande.

Mornet crédite donc la magistrature de ce qu'il met au débit du Maréchal.

Sur le second grief, il montre que le régime de Vichy a assimilé les préjugés de l'occupant, et jusqu'à ses haines :

C'est ce qu'on a fait, messieurs. C'est ce qu'on a fait. Et dès le mois d'octobre 1940, parce que Hitler persécutait les Juifs, a été promulguée cette monstrueuse loi instituant ce qu'on a appelé le statut juif : les Juifs désormais sont exclus de la vie publique, incapables de remplir une fonction, incapables d'enseigner. On interdit l'accès de leurs laboratoires aux maîtres vénérés de la philosophie et de la science. On arrache de leur siège des magistrats portant un nom illustre dans les annales du droit. Bien plus : on leur a interdit l'accès à des professions libérales en établissant le *numerus clausus*.

Bien plus encore : on leur a interdit l'accès des professions commerciales en attendant que l'on institue cette sentine qui s'est appelée le commissariat aux questions juives.

Voilà tout sur les lois raciales de 1940. Pas un mot sur la loi de 1941. Pas un mot sur les rafles de 1942 avec le concours de la police française. La Milice n'est même pas nommée. Et si les sections spéciales sont stigmatisées, les développements les plus importants sont consacrés au procès de Riom.

Après avoir longuement contesté la portée des entretiens de Rougier avec Churchill et de Chevalier avec

Lord Halifax, l'accusation aborde la position de Vichy lors du débarquement en Afrique du Nord de novembre 1942. Si elle admet par hypothèse les télégrammes secrets, « avec l'usage que le général Juin a su heureusement en faire », l'accusation ajoute que ces télégrammes ont été ignorés de la troupe, alors que ce qu'elle a connu, ce qu'elle a entendu, les communications officielles, les ordres adressés notamment à l'amiral Esteva, l'enjoignait de laisser débarquer les troupes de l'Axe :

Messieurs, accorder des bases à l'Axe, autoriser le ravitaillement de Rommel, donner des ordres publics radio-diffusés, connus de toutes les troupes, de résister par les armes à celui qu'on appelle l'envahisseur, de ne se livrer à aucune manifestation armée contre les troupes de l'Axe; donner au gouverneur général Boisson, malgré les avertissements que celui-ci donne à Vichy, l'ordre impérieux de résister à celui qu'on appelle encore l'envahisseur, si ce n'est pas là plus que la collaboration avec l'ennemi, si ce n'est pas la trahison je me demande ce que signifient les mots et ce que signifient les phrases françaises.

Le procureur général analyse ensuite les diverses manières d'aider l'ennemi : la production des usines françaises au profit du Reich et les réquisitions de main-d'œuvre destinée à remplacer en Allemagne les hommes mobilisés pour combattre sur le front russe. Et il associe à cette collaboration économique la Légion des volontaires français contre le bolchevisme. La preuve? Il la trouve dans cette lettre au colonel Labonne, qui commandait la LVF sous un uniforme allemand, où voisinaient la médaille militaire, la croix d'honneur et la croix de fer : « Vous détenez une part de notre honneur militaire, mais vous servez aussi la France d'une manière plus directe encore en participant à cette croisade dont l'Allemagne a pris la tête, acquérant ainsi de justes titres à la reconnaissance du

monde. Vous contribuez à écarter de nous le péril bolchevique. C'est votre pays que vous protégez en sauvant également l'espoir d'une Europe réconciliée. » Et le procureur général résume les charges :

Que pourrait-on dire qui parle plus haut que l'énumération des faits à laquelle je me suis livré ?

Un armistice conclu, je puis bien le dire, dans la honte, avec des clauses déshonorantes, enlevant à la France toute souveraineté tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, sacrifiant délibérément l'admirable élément de combat que nous possédions encore dans notre flotte, l'abus de confiance contre la nation, l'assassinat de la République, et puis l'acceptation de l'annexion de l'Alsace-Lorraine sans protestation publique, la politique de collaboration, l'acceptation définitive de la défaite proclamée après Montoire, l'imitation servile de l'Allemagne, l'adoption de ses préjugés et de ses haines, les lois raciales, les persécutions, la main-d'œuvre, les réquisitions, les services administratifs mis à la disposition de la Gestapo.

Et puis, dans le domaine extérieur : la guerre hypocrite à l'Angleterre, les bases aériennes et navales cédées à l'Allemagne en Syrie ; les armes que nous étions autorisés à stocker, cédées à l'Irak pour le soutenir dans sa lutte contre l'Angleterre, le ravitaillement de Rommel en Afrique du Nord ; le 11 novembre 1942, l'aide donnée à l'Axe ; l'ordre de ne se livrer à aucune manifestation contre lui, de ne pas s'opposer à son débarquement. Et pendant ce temps, l'ordre donné à notre flotte de se maintenir à Toulon ; sa destruction acceptée d'avance plutôt que de la voir reprendre sa place à côté de nos Alliés.

Et puis, suprême honte, après la destruction de la flotte, après les ordres donnés à nos troupes de tirer sur nos Alliés, mais pas sur les Allemands, cette suprême honte, la réception d'officiers français revêtus de l'uniforme allemand, ayant prêté serment à Hitler, accepté la croix de fer voisinant avec la médaille militaire et la croix d'honneur, leurs éloges, les hymnes de reconnaissance à l'Allemagne.

Qu'est-ce qu'on pourrait ajouter de plus à l'énumération de ces forfaitures ? Et, quant à la sanction qu'elles

comportent, quelles réquisitions pourraient être plus éloquentes que l'exposé même des faits que je viens de rappeler?

Le gouvernement de Pétain, né de la défaite et d'un abus de confiance, n'a pu se maintenir pendant quatre années qu'en acceptant l'aide, le soutien de la force allemande, en mettant sa politique au service de la politique allemande, en collaboration dans tous les domaines avec la politique d'Hitler.

Cela, messieurs, c'est la trahison.

Le Maréchal ne perdait pas un mot de ce réquisitoire. De temps en temps, son visage rosissait ou se vidait de son sang sous le coup de l'émotion. Il prenait ses gants et il les pétrissait avant de les poser à nouveau sur l'assise de sa tablette. Il avait confié avant l'audience à Simon, son gardien : « C'est dur de rester impassible. Je ferai tout ce que je pourrai pour conserver mon calme, mais ce sera très dur. Dire que j'ai trahi la France, c'est épouvantable, c'est honteux! » « C'est incroyable! répétera-t-il après l'audience, incroyable qu'un magistrat puisse dire de pareilles choses! »

Puis on comprend dans la salle surchauffée, en entendant le résumé des faits, que le procureur général approche de sa péroraison. Mornet se redresse, soulevant son camail de fourrure cerné d'une cravate de la Légion d'honneur, pose sa main sur son pupitre, enlève son binocle. Le silence se fait dans la salle qui se recueille pour entendre les mots fatidiques. Et d'une voix rauque, qui porte loin, sans emphase, le procureur général semble s'élever pour demander la peine la plus haute :

Me plaçant, moi, sur le terrain de la loi, le seul sur lequel je puisse me placer, bravant les menaces de mort qui m'arrivent, comme les injures d'une minorité que sa haine ou sa foi aveuglent encore, songeant à tout le mal qu'a fait à la France, cette France dont Michelet a dit que son agonie

serait l'agonie de l'Europe, cette France à laquelle il semble que, parfois, l'on conteste encore le droit de reprendre la place qu'elle a occupée et qu'elle doit occuper encore, songeant à tout le mal qu'a fait, qu'ont fait à cette France un nom et l'homme qui le porte avec tout le lustre qui s'y attachait, parlant sans passion, ce sont les réquisitions les plus graves que je formule au terme d'une trop longue carrière, arrivé, moi aussi, au déclin de ma vie, non sans une émotion profonde, mais avec la conscience d'accomplir ici un rigoureux devoir : c'est la peine de mort que je demande à la Haute Cour de justice de prononcer contre celui qui fut le maréchal Pétain.

Et, rassemblant ses papiers, il se rassied, tandis que les regards se tournent vers l'accusé qui semble se raccrocher à sa médaille militaire qu'il a saisie, dans le silence atroce et frémissant qui suit toujours dans une salle d'audience le moment où la mort a été demandée.

Ce même 11 août 1945, les journaux annoncent la capitulation du Japon.

XV

LA DÉFENSE

La défense eut la journée du dimanche pour se préparer. Jean Lemaire et Jacques Isorni allèrent au Palais reconforter leur client, révolté d'avoir été accusé de trahison. Les avocats s'étaient réparti les tâches, ou plus exactement le bâtonnier Payen avait exigé de plaider le premier, de plaider en dernier, au moment de l'ultime adjuration, et encore de plaider entre Lemaire et Isorni. Il plaiderait donc trois fois. Il justifiait cette manière de faire, sans précédent, par la fatigue, à son âge, d'avoir à soutenir une si longue défense et la nécessité, pour ménager ses effets, de modérer ses efforts. N'ayant plaidé que rarement au criminel, il ne voyait pas qu'une telle manière de faire émietterait l'effet de persuasion qui est indivisible de la démonstration. Lemaire et Isorni ne purent s'y opposer, et ils voulaient présenter à la Cour l'apparence d'un front uni. Le bâtonnier abandonna bien volontiers à Isorni le traitement de ce qui avait été la vie intérieure dramatique de la France, c'est-à-dire la cour de Riom, les juridictions d'exception, les lois raciales et la Milice.

Le bâtonnier Payen

Le bâtonnier plaida devant la Haute Cour comme il plaidait un dossier civil, dans la même salle, devant la première chambre de la cour d'appel. Il avait construit sa démonstration, parfois confuse, et produit ses pièces comme un archiviste. Il plaida d'ailleurs avec conviction et simplicité. Il fut complet sur la première question, celle de l'armistice. Complet mais sans ardeur et sans flamme, complet et ennuyeux. Après l'article de Georges Bernanos dans *Combat*, il eût fallu un autre ton que celui de la tristesse qui conduisait à l'ennui : « La France est dégoûtée du procès Pétain, le procès du Maréchal écœure la France, le procès du Maréchal, en tant que démonstration de justice civique, vaut exactement ce qu'a valu, en tant que démonstration d'héroïsme militaire, le grotesque et désastreux épisode de Toulon. Les gens qui se pressent entre les murs de la 1^{re} chambre ne sont visiblement pas plus désireux de participer à un véritable acte de justice que l'amiral Laborde et ses états-majors ne l'étaient jadis de couler avec leurs bâtiments... Ah la chienlit! »

Payen commence par le portrait trop attendu du chef militaire et de sa gloire, dont on veut aujourd'hui le découronner. Il cite ce que les chefs d'État et les généraux pensaient de Pétain après la Première Guerre mondiale. Les mêmes qualités sont répétées : héroïsme tranquille, inébranlable sérénité, loyalisme. « Voilà l'homme! l'homme modeste, vénérable par son âge, glorieux par ses victoires, qu'on traîne devant vous, qu'on a amené dans la voiture cellulaire. » Puis il a un mouvement qui émeut :

Mais, d'abord, pas de malentendu, le Maréchal n'est pas revenu en France pour essayer de sauver sa tête. Sa tête, si vous la voulez, prenez-la, on vous la donne, il n'y aura pas de recours en grâce et il n'y aura aucune démarche faite pour

provoquer cette grâce. La condamnation à mort, si vous la prononcez, elle sera exécutée.

Il l'a dit, il l'a écrit, et je le répète en son nom, sa vie, il ne la défend pas. Quoi que vous décidiez, n'est-ce pas, elle est à son terme. C'est son honneur qu'il défend. C'est l'honneur aussi, c'est la liberté, c'est la vie de ceux qui l'ont suivi et qui, pour cela, pour cela seulement, sont aujourd'hui, en si grand nombre, inquiétés, emprisonnés, condamnés.

Mais il reprend sa compilation : l'ambassade d'Espagne, son refus justifié d'entrer dans le gouvernement Daladier, l'appel de Reynaud au Maréchal, le premier cabinet de guerre du 25 mai 1940, l'exode, l'effondrement trop complet du champ de bataille. A ces faits têtus, on ne peut opposer les accusations des hommes politiques venus plaider leur propre dossier et se défendre sur la coulpe du Maréchal :

Dans ce procès qui n'est pas – avez-vous osé dire – un procès politique, vous avez fait entendre pendant toute une semaine des hommes politiques qui ont longuement accusé le maréchal Pétain, ancien ministre de la Guerre du cabinet de 1934, et quels hommes politiques : MM. Herriot, Louis Marin et Léon Blum, c'est-à-dire les chefs de trois grands partis parlementaires, et puis, surtout, Daladier, ministre de la Guerre pendant sept ans, Paul Reynaud, président du Conseil, sans parler de Gamelin, mais, celui-là, vous n'avez pas osé le faire venir, d'autant qu'il serait venu bien librement, les mains dans les poches, et aurait rencontré le général Weygand et quelques autres grands soldats venus, eux, entre deux gendarmes.

Bref, ceux que vous avez fait venir, ce sont exactement ceux qui ont préparé, ceux qui ont déclaré, ceux qui ont dirigé, ceux qui ont perdu la guerre et que le monde entier considère donc comme responsables de la défaite : le monde entier, oui, y compris le général de Gaulle, lequel a dit :

« Je crois qu'il y a lieu de condamner les responsables, et je vais dire lesquels : ceux qui sont devant Dieu et devant les hommes coupables d'avoir voulu la guerre, ceux qui sont

coupables d'avoir mal préparé la guerre; ce sont ceux qui avaient la charge de la préparer. »

Les événements se précipitent. Et pour caractériser l'alternative capitulation-armistice, Payen a une heureuse formule :

Qu'est-ce que la capitulation? C'est la reddition sans condition. L'armistice, c'est un contrat, un contrat qui évidemment peut être violé ensuite par l'une des parties restée la plus forte. Mais c'est tout de même, à l'origine, un contrat. On discute sur les conditions de l'armistice, on ne discute pas sur les conditions de la capitulation.

Il montre ensuite l'impossibilité de continuer la guerre à Alger et au Maroc. Ni stocks, ni matières premières, ni usines. Aucune aide n'est à espérer en 1940 de l'Amérique qui nous adresse ses meilleurs vœux, ou de l'Angleterre qui a réservé à la défense de son propre sol ses derniers avions. L'Algérie n'était donc ni un refuge ni même un terrain de lutte possible. Churchill, s'il tenait à ce que la flotte soit sauvegardée, n'a jamais vraiment reproché à la France d'avoir signé l'armistice. A partir de là, le bâtonnier peut tenter d'unir dans un commun amour de la patrie et dans la même détestation des Allemands ceux qui sont partis et ceux qui sont restés, à l'exception de quelques traîtres avérés :

Mais oui, messieurs, vos sentiments, vos haines, pouvez-vous croire qu'ils n'ont pas toujours été les nôtres? La défaite, l'invasion, cet armistice qui proclamait à la face du monde notre effondrement, est-ce que ce n'a pas été, pour nous comme pour vous, est-ce que ce n'a pas été, pour ceux qui sont restés comme pour ceux qui sont partis, une affreuse humiliation?

Citant les auteurs étrangers, il montre qu'à défaut de l'armistice, la France entière eût été occupée, ainsi que l'Afrique du Nord. C'est l'armistice seul qui a

empêché l'extension de la victoire allemande. Le général de Gaulle lui-même a écrit : « On imagine ce qu'eût été le développement du conflit si la force allemande avait pu disposer des possessions françaises d'Afrique. Au contraire, quelle fut l'importance de notre Afrique du Nord comme base de départ pour la libération de l'Europe ! » L'armistice a évité que la France soit polonisée comme la Belgique ou la Hollande. Et, évoquant le sentiment général du public en faveur de l'armistice, le bâtonnier descend d'un cran pour conclure la première de ses trois plaidoiries. Elle ne devait rien à Bernanos :

Vous avez certainement dans l'esprit une opinion déjà faite, mais moi, je vous assure, parlant de ce que j'ai vu et de ce que j'ai entendu, que l'armistice a été accueilli partout avec un immense soulagement qui n'est peut-être pas à base d'héroïsme, mais, enfin, qui est à base de satisfaction : que ce soit fini, qu'on puisse faire « ouf ! on en a marre ». Voilà brutalement et grossièrement ce qui résume l'état d'esprit, disons de la majorité des Français à ce moment-là.

L'armistice a été bien accueilli parce que, précisément, il mettait fin à la bataille.

Jean Lemaire

A la reprise, l'après-midi largement passé, c'est Jean Lemaire qui va occuper la barre. Agé de quarante ans, il a de la puissance dans la voix, de l'expression, de la présence. Il accroche tout en paraissant jovial et débonnaire. Il réveille l'assistance par son attaque immédiate contre le procureur général. Inattendue, car son ami Isorni s'y était opposé, comme ils avaient tous deux opposé un front uni au projet du bâtonnier de plaider la sénilité, ou en tout cas la vieillesse, du Maréchal. Inattendue et percutante, comme le montre la sténographie des débats :

M. le premier président. – M^e Lemaire, vous avez la parole.

M^e Lemaire. – Messieurs de la Haute Cour, au cours de ces audiences déjà longues l'accusation de M. le procureur général s'est transformée.

Lorsque nous nous sommes présentés devant vous, nous étions poursuivis pour attentat contre la sûreté intérieure de l'État : c'était le complot. Et, peut-être parce que nous avons exercé notre action au cours de l'instruction, peut-être parce que M. le procureur général n'avait pas obtenu toutes les satisfactions qu'il était en droit d'attendre des témoins qu'il avait fait citer, un beau jour, nous avons appris que le complot était abandonné et que l'attentat contre la sûreté de l'État ne serait plus soutenu par M. le procureur général...

M. le procureur général Mornet. – Je vous demande pardon.

M^e Lemaire. – Mais l'accusation de complot était reprise sous une autre forme. Elle était devenue l'attentat contre la République, l'attentat contre le régime, l'attentat contre la nation.

Nous avons suivi avec la plus grande attention le réquisitoire de M. le procureur général et, s'il m'était permis de faire aujourd'hui à cette audience connaître mon sentiment, je vous dirais, messieurs les juges, qu'au banc de la défense, nous avons eu le sentiment que le réquisitoire de M. le Procureur général était fait plus à coups de ciseaux qu'avec une argumentation qui soit vraiment de nature à retenir votre attention et à déterminer votre conviction.

Voyez-vous, messieurs, dans un procès si grave qui doit nécessairement développer dans nos cœurs d'abord, dans le pays ensuite, d'immenses passions, il faut que nous sachions nous élever au-dessus de nous-mêmes, nous faire, avant que de nous en remettre à vous, les juges du dossier que nous plaçons, et je ne veux dès lors pas faire de questions de personne.

Nous avons, au cours de ces débats, échangé des coups avec M. le procureur général. Nous n'en échangerons peut-être plus...

Qu'il me soit simplement permis de dire, monsieur le procureur général, que vous êtes un serviteur passionné de la loi, un serviteur passionné de la loi... et du gouvernement.

M. le procureur général Mornet. – De la loi.

M^e Lemaire. – Je veux simplement rappeler à MM. les juges qu'avant l'armistice, du temps du cabinet Paul Reynaud, vous étiez, monsieur le procureur général, chargé de mission au cabinet d'un homme dont on a jeté imprudemment le nom l'autre jour dans ce prétoire, M. Ybarnegaray.

M. le procureur général Mornet. – Vous me prenez à partie, M^e Lemaire. Je regrette de vous interrompre, mais je n'admets pas ces procédés.

Oui, à la demande de M. Mandel, que j'avais eu l'honneur de connaître en 1918, j'ai été nommé directeur général de la justice militaire, pendant quelques jours, près du ministre d'État, qui était chargé d'administrer la justice militaire.

Ma mission a été de courte durée. J'avais préparé entre autres deux décrets qui, précisément, avaient pour objet de réprimer les menées défaitistes que l'on devinait alors.

Lorsque, au lendemain du tragique Conseil des ministres de Candé, l'on m'a dit que ma mission était terminée, j'ai répondu : « En effet, je comprends qu'elle soit terminée et pour ma part, je ne la remplirai pas plus longtemps », et je suis rentré chez moi.

Vous me mettez en cause. J'ai le droit de répondre et je répondrai.

M^e Lemaire. – Je vous rappelle, monsieur le procureur général, que M. le président m'a donné la parole.

M. le premier président. – Vous n'avez pas la parole pour des altercations avec M. le procureur général.

M^e Lemaire. – Je veux cependant conclure...

M. le premier président. – Je crois que, moi aussi, je peux avoir la parole. Je dis qu'ici tout le monde rend hommage au sentiment que M. le procureur général a de son devoir. Il n'est pas au service du gouvernement, il est au service de l'intérêt sacré de la patrie.

M^e Lemaire. – J'en suis d'accord et, moi aussi, j'adresse bien volontiers un hommage à M. le procureur général, mais, dans un procès de cet ordre, j'ai la possibilité de dire tout ce que je considère comme utile à la défense du Maréchal et je le ferai.

Je disais donc simplement, monsieur le procureur général, que vous étiez au cabinet de M. Ybarnegaray en tant que

chargé de mission, chargé des répressions des menées antinationales. Nous sommes d'accord.

A ce moment-là, nous appliquions, monsieur le procureur général, les décrets de 1939. Ces menées antinationales, c'étaient, au moment où vous occupiez votre poste, les menées communistes, et je suis convaincu que, si les événements que nous connaissons, si graves, n'avaient pas interrompu la carrière du cabinet de M. Paul Reynaud, vous auriez, monsieur le procureur général, avec le même talent, la même foi et la même conscience, requis contre les communistes qui auraient pu vous être déférés. Mais, arrêtons-nous.

M. le procureur général Mornet. – J'aurais requis contre les adversaires et contre les ennemis de la patrie.

M^e Lemaire. – Arrêtons-nous, et permettez-moi, dès lors, de vous dire, après avoir rappelé ce simple fait d'histoire, monsieur le procureur général, que je ne veux apporter ici autre chose que des paroles d'apaisement.

M. le premier président. – Je prends acte de cet engagement.

M^e Lemaire. – Et, dans ces conditions, je vais maintenant avec vous examiner l'acte d'accusation que vous avez dressé.

M^e Lemaire amuse, mais il agace aussi. A force de canonner, il fait plus de bruit que de mal. Pourtant, sa plaidoirie pulvérise au passage le complot et l'attentat contre la République. Un exemple : la formule exécutoire des arrêts, jugements et mandats de justice, fait toujours référence à la République selon le *Journal officiel* du 17 juillet 1940 :

« République française,

« Au nom du peuple français...

« Le Maréchal de France mande et ordonne à tous Procureurs généraux et Procureurs de la République... »

Il termine sa charge : il n'y a pas eu de préméditation, de complot, de prise du pouvoir illégale, d'attentat contre la République. Le Maréchal a reçu la

gérance de l'État français et il l'a transmise. Et, pour finir, il oppose Anatole France à Fichte :

« – Trahison, trahison, c'est le vrai cri d'émeute, le cri qui donne des ailes aux foutes, qui fait marcher du même pas les braves et les lâches, qui communique un même cœur à cent mille hommes. » Eh bien, n'écoutez pas ce cri de panique. Il faut, messieurs, que vous ne rendiez pas votre sentence sous l'empire de cette inquiétude qui trouble le pays...

Le Maréchal, tout joyeux, se lève : « Je ne peux qu'approuver ce qu'a dit mon défenseur. »

Et il le répétera à la Maréchale, sans un mot pour le bâtonnier Payen.

Encore le bâtonnier Payen

Celui-ci plaide pour la deuxième fois, le mardi 14 août à l'ouverture de l'audience. La dernière audience. Il aborde la Collaboration pour opposer la politique de temporisation du Maréchal à celle, d'adhésion, de Laval. Cette politique telle qu'il la présente, manichéenne pour les besoins de sa défense, et sans doute aussi parce que c'était sa conviction – conviction largement partagée à l'époque, que Laval avait été le mauvais génie du Maréchal –, est une « politique d'abandon, d'union intime, d'union docile, d'union à longue échéance avec l'Allemagne ». « Cette politique n'a jamais été celle du Maréchal. » De cette opposition, celle du vainqueur de Verdun, le Picard aux yeux bleus, le visage comme sculpté pour incarner la France, et celle du pacifiste impénitent, de l'Auvergnat olivâtre, au physique louche, Payen dit : « voilà d'avance toute ma plaidoirie ». Le dossier est mieux construit que la veille. Il traite du fameux double jeu. Non pas le double jeu d'opportunité qui signifierait que l'on joue alternativement sur les deux tableaux, pour attendre de connaître celui qui l'emportera. Ce

double jeu, c'est la trahison. Le bâtonnier rejette l'argumentation que François Mauriac avait avancée pour le Maréchal : « Lorenzaccio nonagénaire, je me suis déshonoré, j'ai immolé mon honneur, afin que, quoi qu'il arrive, la France fût sauvée. »

Cet argument, le Maréchal ne l'invoque pas et ne peut pas l'invoquer car il n'a pas cru à la victoire de l'Allemagne. S'il a donné des gages, c'est parce qu'il était nécessaire qu'il en donne dans l'intérêt de la France. « Il n'a jamais joué qu'un seul jeu, le jeu français, et il l'a toujours joué contre les Allemands, avec les moyens qui étaient à sa disposition. » Et M^e Payen rappelle l'exemple de la Prusse vaincue en 1806, comme la France en 1870 et en 1940, feignant d'être l'alliée de Napoléon, lui fournissant même un corps d'armée qui prit part à la campagne de Russie, tandis que Scharnhorst, le Weygand de 1807, réorganisait l'armée en tournant la limitation des effectifs. Le même écrivait alors au roi de Prusse : « L'alliance ainsi conclue ne doit être qu'un voile destiné à dissimuler les mesures que l'on prendra pour le rompre. Ce corps formera le noyau d'une insurrection nationale qui s'appuiera sur les alliés. » Il ne s'agit pas là d'un argument de plaidoirie, d'une référence métaphorique. Cette expérience historique demeurerait présente à l'esprit de Pétain. La lettre de Metternich à l'empereur d'Autriche, après Wagram, en 1809, lue par Payen, est le précédent de la politique du Maréchal et son expression même : « Nous ne trouverons notre sûreté qu'en nous appuyant sur le système triomphant de la France. Nos principes sont inébranlables, mais on n'entre pas en lutte avec la nécessité. Il faut que nous réservions nos forces pour des temps meilleurs et que nous travaillions nos forces pour des temps meilleurs et plus doux. Notre système consistera exclusivement à louver, à éviter tout engagement et à flatter. C'est ainsi seulement que nous réussirons à exister jusqu'au jour probable de la délivrance générale. »

Cette éternelle tactique du faible en face du fort, du vaincu qui ne se résigne pas face au vainqueur, c'est la tactique de Thiers en 1870. Et Thiers a été comme Metternich couvert d'honneurs et non d'opprobre. Et Staline et Molotov en 1939, qu'ont-ils fait d'autre ?

Si le Maréchal a paru donner des gages en paroles, ce fut pour couvrir des refus : refus des bases aériennes en 1940 ; refus d'aller à Berlin rencontrer Hitler ; refus du protocole Darlan ; refus de l'alliance souhaitée par Laval ; refus de céder des bases à Dakar ; refus d'entrer en guerre contre l'Angleterre. S'il cédait parfois à la menace, c'était pour éviter un mal pire. Le bâtonnier ironise avec gravité sur un article du *Figaro* qui développe que Pétain aurait dû défendre la France pied à pied, « quitte à se laisser ensevelir sous ses décombres, plutôt que de céder ». C'est vite dit ! On a le droit de penser qu'il faut y regarder à deux fois avant d'ensevelir la patrie sous les décombres ! Le général de Gaulle n'a-t-il pas récemment considéré qu'il fallait dans certaines circonstances ronger son frein et supporter l'injustice plutôt que de compromettre les intérêts vitaux du pays ?

Quand les troupes anglaises, il n'y a pas si longtemps, ont fait violence à nos compatriotes en Syrie, quand elles ont expulsé sans beaucoup de douceur tous les Français et toutes les Françaises installés en Syrie, quelques-uns depuis de très longues années, l'intérêt suprême de notre pays a exigé, je n'ai pas besoin de dire pourquoi, que le général de Gaulle ne s'insurgeât qu'en paroles.

Il a souffert, il a attendu... Évidemment, il a eu raison. Que pouvait-il faire d'autre ?

De même, quand des milliers et des milliers de prisonniers français ont été gardés par les Russes et sont encore peut-être gardés par les Russes, l'intérêt du pays a exigé que le général de Gaulle ne s'insurgeât point, et ici encore je n'ai pas besoin d'expliquer pourquoi.

Il a souffert, certainement, il s'est tu, et il a attendu, et il a eu raison.

Eh bien, le Maréchal, lui aussi, a souffert des souffrances de son pays, mais il s'est senti impuissant. Il a attendu, il a souffert en silence, et, lui aussi, il a eu raison.

Après le camouflage du matériel de guerre, il évoque les accords secrets avec l'Angleterre, via Rougier, Chevalier et Dupuy. Ce ne sont pas de vagues projets d'accords. Ils ont été passés. Ils ont été exécutés.

L'avocat sait que son éloquence civile n'est pas celle que l'on attend dans un débat politico-criminel. Il l'utilise habilement comme argument pour se faire mieux écouter.

Un journal a dit, et je ne le lui reproche pas :

« Le bâtonnier Payen est un civiliste distingué, éminent... bien entendu... »

Peu importe, mais enfin un civiliste. Et ceci impliquait une sorte de reproche :

« Ici il ne plaide pas devant une juridiction civile, par conséquent il faudrait peut-être tout de même un peu plus de gestes, un peu plus d'ampleur. »

Messieurs, je ne sais pas si je m'abuse – si je m'abuse, vous le direz – mais je crois que j'ai raison. Je sais à qui je parle : je parle à des hommes intelligents, je parle à des hommes consciencieux ; par conséquent, ce qui peut les toucher, ce ne sont pas des éclats de voix.

Mais il compromet l'excellence de son travail et cette dernière habileté dialectique en laissant comprendre que le Maréchal n'a pas été informé de l'aide apportée par Darlan en Syrie parce qu'un homme de quatre-vingt-cinq ans n'a plus la même force d'attention, la même capacité de travail ni la même mémoire. Il était à certaines heures influençable. Son avocat veut donc l'excuser au bénéfice de l'âge. M^e Payen s'était pourtant engagé envers ses

confrères à ne pas évoquer pour sa défense ce qu'il jugeait être son affaiblissement intellectuel. Il le fit. Et ce fut le pire des arguments puisqu'il authentifiait la faiblesse par l'âge et faisait ainsi voler en éclats la thèse du jeu clandestin. L'accusé le comprit. Il rougit, se mit à agiter ses gants en signe de dénégation. « Ça va être horrible », murmura Lemaire à l'oreille d'Isorni. Ce fut horrible :

Je fais allusion à l'âge du Maréchal. C'est un sujet qui lui est extrêmement désagréable. Je crains une interruption, mais je dis tout de même ce que je pense. Il faut bien que j'en parle.

Il est certain que l'âge n'a pas diminué, dans le Maréchal, d'abord la santé physique que nous admirons tous et que nous envions, mais l'âge n'a pas diminué non plus en lui cette réserve naturelle dont j'ai parlé, ce manque d'aptitude aux conversations confidentielles, et, comment dirais-je pour ne froisser personne, cette facilité à se sentir fatigué? C'est fâcheux assurément...

Mais, messieurs, à qui la faute?...

Quand Paul Reynaud a désigné le Maréchal comme son successeur, quand Albert Lebrun l'a accepté comme tel, ils savaient bien tous les deux que le Maréchal avait à cette époque-là quatre-vingt-quatre ans.

Quand le Maréchal a été porté au pouvoir par cinq cent soixante-neuf députés et sénateurs, ces cinq cent soixante-neuf députés et sénateurs savaient bien qu'ils confiaient la dictature, la toute-puissance à un homme de quatre-vingt-quatre ans.

En 1941, date où nous sommes maintenant, il avait quatre-vingt-cinq ans. S'il n'avait plus, à ce moment, la force de travail et d'attention d'un homme jeune, je vous le demande, à qui faut-il vraiment le reprocher? à qui la faute?

S'il ne s'apercevait pas toujours qu'on lui cachait la vérité et qu'on le trompait, je le répète, à qui la faute?

Si, dans l'espoir de servir son pays, il a trop présumé de ses forces – parce que, au fond, c'est cela – est-ce que c'est un crime?

C'est cela, au fond, que vous aurez à juger.

A la suspension de l'audience, à 15 h 30, le Maréchal furieux dira à Isorni : « Il a plaidé gâteux. » Il ne le pardonnera jamais au bâtonnier Payen.

Jacques Isorni

M. le premier président. – Messieurs, l'audience est reprise.

Maître Isorni, vous avez la parole.

M^e Isorni. – Messieurs de la Haute Cour, depuis de longues journées, j'entends les mots : « armistice », « Montoire », « Syrie », « Assemblée nationale ». Et j'ai quelquefois le sentiment que me reviennent, comme un écho, d'autres mots : Légion des volontaires français, lois raciales, lutte contre la Résistance...

C'est de tout cela qu'il m'appartient de vous entretenir.

Quelques notes sur quelques feuilles devant lui, Isorni se lève, pâle, raidi par la peur, les jambes qui flageolent, le brouillard devant les yeux. Sa voix tremble un peu. Il sait que l'accusé l'attend – « Il vous aime comme un fils », lui a dit la Maréchale. Il sait que la presse l'estime pour son ardeur et sa conviction pendant les audiences qui ont précédé cet instant. Madeleine Jacob, la tricoteuse de l'épuration, lui a donné un médicament pour le soutenir. Il sait aussi que dans les prisons, où tant d'hommes attendent d'être jugés après leur chef, on compte sur lui. Jacques Benoist-Méchin lui a écrit de Fresnes : « ... Vous n'avez pas seulement accepté de défendre le maréchal Pétain : vous avez assumé du même coup l'obligation de définir le passé et de préparer l'avenir. (...) C'est vous, par la hauteur que vous saurez donner aux débats, qui nous permettrez un jour de poursuivre une œuvre qui ne fut qu'ébauchée. C'est tout cela qui remplit nos cœurs en ces journées dramatiques. Et je voudrais que vous sentiez toute l'espérance que vous éveillez au fond de nos cellules, à l'heure où, inconnu de nous hier encore,

vous surgissez au premier plan, tout à coup, pour prêter votre voix à celui en qui s'incarnèrent nos plus hautes aspirations. »

Il sait aussi, et c'est sans doute le plus important pour l'avocat, que Gabriel Delattre, le chef des jurés parlementaires, l'a pris à part après la déposition des témoins, et a fait peser sur lui la responsabilité de l'issue du procès : « Tout repose sur vous. Vous avez épaté les jurés, ils vous ont à la bonne. Il faut que vous leur expliquiez pourquoi les résistants et Pétain ne se sont pas compris. Tout le problème est là. » D'être attendu par tout le monde constitue une charge écrasante. Et d'autant plus qu'il n'a pas devant lui le secours d'une plaidoirie écrite. Il a pensé, imaginé, répété ce qu'il dira. Mais il est à la merci d'un mot malheureux ou d'une défaillance à l'heure où la voix, le cœur, le souffle, la mémoire et le corps tendu sont habités par le devoir à remplir. Possédés plutôt. Et Jacques Isorni fut supérieur par les sentiments qu'il sut exprimer à ce que chacun attendait de lui.

Jacques Isorni parle d'abord de Riom. Il cite habilement une lettre du 9 décembre 1941 où François Billoux, député communiste, ministre d'aujourd'hui, écrit au Maréchal pour s'offrir à venir témoigner au procès contre Daladier et les autres accusés, responsables de cette guerre néfaste où « vaincus, nous serions les esclaves d'Hitler, vainqueurs, les domestiques de Chamberlain ». Après Riom, les sections spéciales. Il eut à plaider devant elles. Il connut le courage des malheureux qui allaient être promis aux rigueurs de ces sections. Mais il pose le dilemme tragique dans les termes où il s'est posé au gouvernement : il s'agissait de savoir si les Français allaient condamner eux-mêmes moins d'hommes pour éviter que ce soient les Allemands qui en condamnent davantage. Pris entre deux horreurs, il a cru choisir le moindre en substituant aux otages, innocents par définition, non pas des

coupables, mais des responsables avec l'espoir que la justice française éviterait le pire. Et, chaque fois que le chef d'État l'a pu, il a gracié.

Sur la Légion des volontaires français, il rappelle qu'elle fut imposée au gouvernement français. Mais elle n'a jamais eu l'importance numérique de la légion wallonne et de la légion hollandaise, rassemblées dans des pays où précisément la propagande nazie était sans frein.

Sur le travail obligatoire, il démontre que sur les deux millions de travailleurs exigés par Sauckel du 5 juin 1942 au 1^{er} août 1944, 641 501 seulement, grâce à l'action retardatrice du gouvernement, partirent. En contrepartie, 100 000 prisonniers furent rendus. Il rappelle que la proportion des départs fut de 15 % de la classe ouvrière française pour 80 % en Belgique.

Jacques Isorni aborde alors les lois raciales, si peu évoquées pendant les débats, à peine qualifiées dans le réquisitoire, et sur lesquelles il va effectivement s'appesantir. Il rappelle que, puisqu'il s'agit de juger l'accusé, il faut connaître ce que fut son action personnelle :

Il a promulgué une loi qui a interdit à un certain nombre de Juifs des activités qu'ils exerçaient normalement. Il a promulgué une loi qui a défini le Juif, c'est incontestable. Mais c'est lui qui, en Conseil des ministres, a imposé la disposition légale qui prévoyait les exceptions en faveur des anciens combattants et de leurs familles.

C'est lui qui a empêché le port de l'étoile jaune en zone libre.

C'est lui, et c'est lui seul, qui a empêché que la loi dont a parlé M. Roussel, et qui allait dénaturer tous les Juifs ayant acquis la nationalité française depuis 1927, fût promulguée.

C'est lui, pour vous montrer son état d'esprit, qui traitait Darquier de Pellepoix de tortionnaire.

Et, messieurs, comme je n'ai qu'un souci, celui d'être véridique, c'est lui aussi, qui avouait devant le pasteur Boegner

son impuissance désolée devant des atrocités dont il n'était pas responsable...

La grande iniquité, plaide-t-il, c'est de confondre les mesures prises par les Allemands avec les mesures prises par le maréchal Pétain et de rendre celui-ci responsable des atrocités commises par les premiers. Il s'adresse alors, au-delà des jurés, aux Juifs qui l'accablent aujourd'hui :

Ce serait à refaire? Voudriez-vous qu'il n'y ait pas une zone libre où vous aviez trouvé un abri provisoire, alors pourtant que le statut du maréchal Pétain y était appliqué?

Et de comparer par des chiffres la France à la Pologne. Encore ne connaissait-il pas les déportations raciales en Hollande et en Belgique qui, trois fois supérieures, donnent raison au régime de Vichy, à la souveraineté limitée, mais à la souveraineté quand même, par comparaison aux pays soumis à un gauleiter.

Et j'en arrive, ce qui préoccupe le plus certains d'entre vous le Maréchal et la Résistance (...) Pourquoi voulez-vous que celui qui a été l'un des plus glorieux soldats français ait été hostile à la Résistance? Paul Valéry disait à l'Académie, s'adressant au maréchal Pétain : « Monsieur, vous avez, à Verdun, assumé, ordonné, incarné cette Résistance immortelle. »

Il tente alors de suggérer, selon le conseil de Gabriel Delattre, l'existence d'un malentendu, né d'un défaut d'information et de communication. « Au fort de Montrouge, j'ai souvent parlé au Maréchal de la Résistance. Il la connaissait, certes, mais si vous saviez comme il a été trompé sur la réalité de votre action! » Il essaie, tourné physiquement vers les jurés non parlementaires, de leur insuffler sa conviction. Il tend les bras vers eux. Sa voix chaleureuse bouscule les accusations :

– Messieurs de la Résistance...

Mais la Milice? La Milice a été créée par le chef du gouvernement, elle dépendait de lui, il en était le chef responsable. Darnand? « On n'a pas fait d'un assassin un ministre : on a fait un ministre qui est devenu un assassin. La nuance est importante. » Et il cite la lettre du maréchal Pétain à Pierre Laval relative à la Milice. Lettre capitale mais tardive : elle date du 6 août 1944. Sa longueur et ses annexes qui figurent aux Archives nationales montrent qu'elle a été longuement préparée. C'est à Laval que sont imputés les faits reprochés à Darnand. Rétablir l'ordre ce n'est pas piller, incendier, assassiner. Ce n'est pas faire régner la terreur. Cela n'autorise pas à collaborer avec la police allemande. Faute de mesures urgentes pour enrayer le drame qui se prépare, ajoute le Maréchal, la France « un jour libérée » verra son territoire transformé en « vaste champ clos des règlements de comptes, et des Français feront encore dans les deux camps les frais d'une nouvelle guerre fratricide ». On n'a peut-être pas relevé que cette lettre, prémonitoire, invoque comme un acquis positif la France libérée. Certes, redisons-le, cette lettre justificative est bien tardive : le Débarquement est du 6 juin, Oradour du 10 juin, et le départ obligé pour Belfort interviendra le 20 août. Mais la lettre demeure :

Des faits inadmissibles et odieux me sont quotidiennement rapportés et je vous en citerai quelques exemples.

(...) Des preuves de collusion entre la Milice et la police allemande nous sont chaque jour apportées. Des dénonciations, des livraisons de prisonniers français aux autorités de police allemandes m'ont été maintes fois signalées et par les plus hautes autorités départementales. J'en ai eu un exemple dans mon entourage.

J'insiste sur le déplorable effet produit sur des populations qui peuvent, dans certains cas, comprendre les arrestations opérées par les Allemands, mais qui ne

trouveront jamais aucune excuse au fait que des Français livrent à la Gestapo leurs propres compatriotes et travaillent en commun avec elle.

Dans un domaine plus vaste encore, il semble bien que la Milice ait employé des procédés tels que l'opinion publique est maintenant révoltée contre elle partout où elle existe. Des fermes et même des villages entiers ont été incendiés par représailles, des otages innocents ont été arrêtés, des meurtres commis. Des rapt et des vols nous sont constamment signalés.

Je citerai pour clore l'énumération l'assassinat par la Milice de M. Mandel et, sans doute, de M. Jean Zay; sans préjuger ce que pouvaient représenter ces hommes politiques, je m'associe à vous pour réprover formellement une méthode que rien n'excuse.

Enfin, au-dessus de tous ces faits, il y a la hideuse réputation acquise par la Milice d'utiliser des procédés que j'ai bien connus chez les Rouges en Espagne. Je ne puis passer sous silence les tortures infligées à des victimes souvent innocentes dans les locaux qui, même à Vichy, ressemblent moins à des prisons de l'État français qu'à des tchékas bolcheviques.

Par ces divers procédés, la Milice est arrivée à faire régner une atmosphère de terreur policière inconnue jusqu'à présent dans notre pays.

Pas plus que moi, je le sais, vous n'acceptez ces exactions et ces inutiles effusions de sang. Il faut, certes, tout tenter pour rétablir l'ordre en France. Depuis longtemps, je le demande de la façon la plus formelle, mais rétablir l'ordre ce n'est pas piller, incendier, assassiner.

C'est à ce moment-là que la plaidoirie de Jacques Isorni se transforme en adjuration. Les photographies nous montrent les bras tendus de l'avocat au-dessus du Maréchal comme en une sorte de prière ou de supplication, mais aussi d'injonction. Il répète ce mot d'un juré, blessé dans son âme, qui avait crié : « Et nos morts ! » Il se tourne vers lui et vers ceux qui l'entourent, et, les larmes aux yeux qui font couler d'autres larmes, il leur dit que ces morts, ils les pleurent ensemble. Les sept colonnes du *Journal officiel* qui suivent restent, dit Jules Roy, et il a raison,

dans l'anthologie de l'éloquence du barreau. Un souffle passe, un souffle d'espoir qui fait lever le vent et qui fait écrire à Madeleine Jacob : « Ah ! Isorni, figure d'archange. » Et *Combat*, le journal d'Albert Camus, écrit : « Sa pâleur, son évidente émotion, sa voix pourtant claire et bien timbrée prédisposent en sa faveur les juges que le débit monotone du bâtonnier semblait avoir lassés... L'éclatante sincérité de l'avocat, sa loyauté et sa jeune maîtrise passant la barre créèrent enfin dans la salle cette atmosphère de grandeur que l'on aurait vainement cherchée les jours précédents. »

J'ai encore, messieurs, dans l'oreille, un cri jailli de ce côté-ci de la Haute Cour. Un des juges s'est écrié : « Et nos morts ! » Ces morts, croyez-moi, nous les pleurons ensemble.

Mais d'autres Français sont morts, eux aussi, sous les balles allemandes et qui, au moment de mourir, ont crié : « Vive le Maréchal ! »

J'ai, messieurs, une lettre touchante, écrite à son père par un jeune homme, presque un enfant, la veille de sa mort, la veille du supplice qu'allaient lui infliger les Allemands :

« Je sais le coup terrible que cela va te porter et je t'en demande bien pardon. Et si cela peut être une consolation pour toi, je vais faire en sorte que tu sois fier de moi. J'entends mourir courageusement, fièrement, en vrai Français, et faire honneur à mon pays. C'est la dernière et seule chose que j'aurai pu faire pour toi. Il faut que tu saches et répètes que ma dernière parole sera : " Vive le Maréchal ! Vive la France ! " »

Ah ! messieurs, si des hommes sont morts sous les balles allemandes en criant : « Vive le Maréchal », ne pensez-vous pas qu'ils ont mené le même combat que vous ? Si des hommes ont été déportés, ont souffert en criant : « Vive le Maréchal », ne pensez-vous pas qu'ils ont mené le même combat que vous ? Vous vous êtes ignorés souvent, heurtés parfois. Mais le sentiment profond qui faisait battre vos cœurs, qui vous faisait répandre votre sang, ne pensez-vous pas que c'était le même ?...

Et cependant, alors que vous animait ce sentiment commun, alors que vous vous sacrifiez à un même idéal,

nous sommes aujourd'hui en présence de ce qu'on peut appeler le drame français.

Ce drame, messieurs, pourquoi existe-t-il ? Et c'est à vous de le résoudre...

Je vous ai livré la pensée du Maréchal. Je vous ai livré son action. Je vous ai rappelé ces hommes qui sont morts comme les vôtres, mais qui, eux, criaient : « Vive le Maréchal ! » Je crois profondément, j'ai la conviction que vous avez tous mené le même combat.

Maintenant, messieurs, vous êtes parvenus à l'heure peut-être la plus solennelle de la justice française.

Vous avez fait parler les morts. Vous avez appelé à votre barre le témoignage de ceux qui ont été persécutés. Vous avez ranimé le souvenir des captifs. Ah ! qu'à mon tour j'appelle à votre barre les vivants, ceux qui ont été libérés, ceux qui ont été protégés. Vous avez entendu la voix des hommes qui sont partis ; laissez-moi entendre celle des femmes qui sont restées. Qu'ils viennent tous aujourd'hui, qu'ils forment cortège au Maréchal et qu'à leur tour ils protègent celui qui les avait protégés.

Mais, messieurs, si malgré tout ce que je viens de dire, si malgré le sentiment de la vérité qui est en moi, vous deviez suivre le procureur général dans ses réquisitions impitoyables, si c'est la mort que vous prononcez contre le maréchal Pétain, et bien ! messieurs, nous l'y conduirons. Mais je vous le dis, où que vous vous trouviez, à cet instant, que vous soyez à l'autre bout du monde, vous serez tous présents. Vous serez présents, messieurs les magistrats, vêtus de vos robes rouges, de vos hermines et de vos serments. Vous serez présents, messieurs les parlementaires, au moment où la délégation que le peuple vous a donnée de sa souveraineté s'achèvera. Vous serez présents, messieurs les délégués de la Résistance, au moment où ce peuple n'aura pas encore consacré vos titres à être ses juges.

Vous serez tous présents ! Et vous verrez, au fond de vos âmes bouleversées, comment meurt ce maréchal de France que vous aurez condamné. Et le grand visage blême ne vous quittera plus.

Car j' imagine qu'il ne s'agit pas de vous abriter derrière d'autres responsabilités que les vôtres.

Et je ne l'évoque, ce tragique, cet inhumain spectacle du plus illustre des vieillards lié à la colonne du martyr, je ne l'évoque que pour vous faire peser tout le poids de votre sentence.

Non, non, il ne faut pas espérer de la clémence d'un autre. Si la clémence est dans la justice, elle doit être d'abord dans vos consciences. Songez seulement au visage que donnerait à la France à travers le monde une telle horreur et songez que le peuple atterré se frapperait la poitrine.

Mais, je le sais, de telles paroles sont vaines, superflues. Les cris de la haine, le débordement des passions, les outrages sans mesure ont expiré au seuil de votre prétoire et elle est enfin venue l'heure de la souveraine justice.

Nous l'attendons, sûrs de tous les sacrifices consentis. Nous l'attendons avec la sérénité des justes. Nous l'attendons comme le signe de la réparation. Nous l'attendons aussi avec tous les souvenirs de notre longue histoire, de ses fastes et de ses misères, de ses agonies et de ses résurrections.

Oui, en cette minute même, tous ces souvenirs se lèvent irrésistiblement en nous, comme ils doivent se lever en vous-mêmes, et forment l'image de l'éternelle patrie.

Depuis quand notre peuple a-t-il opposé Geneviève, protectrice de la ville, à Jeanne qui libéra le sol? Depuis quand, dans notre mémoire, s'entr'égorgeaient-elles, à jamais irréconciliables? Depuis quand, à des mains françaises qui se tendent, d'autres mains françaises se sont-elles obstinément refusées?

O, ma patrie, victorieuse et au bord des abîmes! Quand cessera-t-il de couler ce sang, plus précieux depuis que nous savons qu'il n'y a plus que des frères pour le répandre? Quand cessera-t-elle, la discorde de la nation?

Messieurs, au moment même où la paix s'étend enfin au monde entier, que le bruit des armes s'est tu et que les mères commencent à respirer, ah! que la paix, la nôtre, la paix civile, évite à notre terre sacrée de se meurtrir encore!

Magistrats de la Haute Cour, écoutez-moi, entendez mon appel. Vous n'êtes que des juges; vous ne jugez qu'un homme. Mais vous portez dans vos mains le destin de la France.

Le silence s'étala. Personne ne bougea pendant quelques secondes. C'est presque à voix basse que le premier président déclare l'audience suspendue. Le bâtonnier Payen s'éloigne en grommelant : « Il n'avait pas le droit de faire une péroration. » Le procureur général, la barbiche en bataille, fendit la foule : « Ah! vous avez tellement dit tout ce que je pensais! » N'avait-il donc pas pensé ce qu'il avait dit? La plus importante réaction vint des magistrats de la Cour, les présidents Mongibeaux, Donat-Guigne et Picart qui délèguèrent un grand journaliste, Geo London, au bâtonnier Payen pour lui suggérer de renoncer à plaider une troisième fois. Ils pensaient que l'émotion produite avait créé un consentement provisoire qu'il ne fallait pas prendre le risque de faire disparaître. Ils adhéraient donc ainsi à la thèse de la défense. Le bâtonnier s'y refusa. Il pensait que tout n'avait pas été dit. Et si le Maréchal était condamné par son silence? L'audience fut donc reprise. Le bâtonnier plaida, et sa longue plaidoirie permit aux jurés de se ressaisir.

Ce sont à nouveau le STO, le débarquement du 8 novembre 1942, l'occupation de la France entière, le sabordage de la flotte, le témoignage de l'ambassadeur suisse, l'année 1943, la lettre de Ribbentrop dont les jurés exigent la lecture complète, la mission de l'amiral Auphan de transmettre au général de Gaulle le flambeau de la légitimité... Il plaida ainsi trois heures, utilement à la lettre, maladroitement pour avoir laissé redescendre l'émotion que Jacques Isorni avait créée. Il ne fit grâce d'aucune pièce. Et il termina longuement, d'une voix presque inaudible :

Je sais que vous avez été désignés par le sort sur une liste d'hommes dont l'esprit de résistance ne peut être mis en doute. Mais je ne m'en effraie pas. Non, vos opinions sont au contraire à mes yeux la garantie de votre indépendance, de votre impartialité.

Un juge dont les sentiments patriotiques pourraient être suspectés n'oserait peut être pas, au moment du délibéré en commun, rejeter l'idée d'une condamnation. Il craindrait de se rendre suspect.

Vous, au contraire, vous serez impartiaux, parce que vous êtes insoupçonnables.

Vous aurez le courage de dire – car aujourd'hui, vous faudra du courage –, vous aurez le courage de dire : « Les intentions du Maréchal, sa bonne foi, la conviction qu'il a eue de travailler pour le bien du pays ne sont pas douteuses. »

Oui, j'ai confiance. Et j'allais dire, quelle que soit votre décision – mais je ne veux pas douter de votre décision –, il y a un mot qui doit être le dernier mot qui retentira ici : je le prononce, je le crie de tout mon cœur, en mon nom, en son nom, et d'accord n'est-ce pas, avec vous aussi : Vive la France!

Le dernier mot de l'avocat ne fut pas le dernier mot de l'audience. A la question du premier président : « Accusé, avez-vous quelque chose à ajouter pour votre défense? », le Maréchal répondit en se levant pour prononcer, d'une voix forte, sans lunettes, une déclaration préparée par Jacques Isorni et corrigée par lui :

Au cours de ce procès, j'ai gardé volontairement le silence, après avoir expliqué au peuple français les raisons de mon attitude.

Ma pensée, ma seule pensée, a été de rester avec lui sur le sol de France, selon ma promesse, pour tenter de le protéger et d'atténuer ses souffrances.

Quoi qu'il arrive, il ne l'oubliera pas. Il sait que je l'ai défendu comme j'ai défendu Verdun.

Messieurs les juges, ma vie et ma liberté sont entre vos mains, mais mon honneur, c'est à la patrie que je le confie.

Disposez de moi selon vos consciences. La mienne ne me reproche rien, car pendant une vie déjà longue, et parvenu par mon âge au seuil de la mort, j'affirme que je n'ai eu d'autre ambition que de servir la France.

Maurice Clavel, bouleversé, écrira dans *L'Époque* du lendemain à propos de cette phrase : « j'ai défendu la France comme j'ai défendu Verdun » : « Et si c'était vrai? »

— Les débats sont clos, dit le président, la Cour se retire pour en délibérer.

Il était 21 h 5.

XVI

LE DÉLIBÉRÉ, LE VERDICT ET LA GRÂCE

La longue veillée commence. Le Palais est ceinturé de gardes. Les distributeurs du numéro gratuit de *L'Humanité* exigeant la condamnation à mort sont rentrés chez eux. Les lumières de la ville sont trop faibles pour que l'on puisse voir sur les murs les affiches montrant Pétain et Hitler se serrant la main sur un fond de cadavres. Les jurés sont entrés avec les magistrats dans la salle des délibérations où un repas froid, préparé par la préfecture de police pour éviter un empoisonnement, leur est servi tandis que la presse et le public se pressent dans la buvette du Palais. La salle d'attente des charrettes de la guillotine en 1793. La salle des Pas perdus est vide et les longs corridors déserts ont des allures de catacombes.

Les délibérations du jury sont secrètes. Le respect de ce secret est sanctionné par la loi pénale. Mais rien ne resta tout à fait secret. Gabriel Delattre et Pétrus Faure, deux jurés parlementaires, ont publié des confidences pour lesquelles ils furent poursuivis, relaxés, puis condamnés et ensuite amnistiés. On sut d'abord que le procureur général, rencontrant Pétrus Faure, lui fit une réflexion inouïe de la part de celui qui venait de requérir et de demander la peine de mort :

« Que pensez-vous, monsieur le procureur général, de ce que sera le verdict ? »

– Moi, j'ai demandé la peine de mort, mais vous il ne faut pas la voter¹. »

Le procureur général fit état des menaces de mort qu'il avait reçues au cas où il requerrait la peine capitale. Mais il ne dit rien des sollicitations qui l'assaillirent pour l'inciter à la demander. Les jurés de la Résistance furent directement approchés par un émissaire du général de Gaulle, Gaston Palewski, comme l'a raconté Pierre Bloch², pour qu'ils votent la mort avec la garantie que le chef du Gouvernement provisoire se réserverait ensuite d'exercer son droit de grâce. Le président du Gouvernement provisoire prit, séparément, deux des ministres intéressés, pour leur communiquer ceci : « Cher ami, je vais vous confier un secret d'État. Le Maréchal sera vraisemblablement condamné à mort. Il faut qu'il soit condamné. Ne cherchons pas à comprendre l'homme. Seule, doit compter la raison d'État. Mais il n'est pas question que j'envoie le Maréchal au peloton d'exécution. Les choses me seront facilitées si, Philippe Pétain ayant été condamné, les jurés exprimaient le vœu que la peine fût commuée³. » Un magistrat fut délégué par Teitgen auprès de ses collègues avec le même objet.

Est-ce à cause de cette démarche outrageante que le président Mongibeaux fit d'emblée aux jurés la proposition qui les stupéfia : « Il nous est apparu à mes collègues et à moi-même que les accusations formulées contre le maréchal Pétain n'ont pas l'importance de celles citées par l'accusation ; nous pensons que nous pourrions prendre un arrêt modéré à l'encontre du Maréchal. Que penseriez-vous d'une condamnation à cinq ans de bannissement ? » Ce qui équivalait à un acquittement et signifiait que par là l'acquittement

1. Pétrus Faure, *Un procès inique*, Flammarion, 1973, p. 216.

2. *De Gaulle ou le Temps des méprises*, La Table Ronde, 1969.

3. J.R. Tournoux, *Pétain et de Gaulle*, Plon, 1964, p. 353.

allait de soi. Les jurés de la Résistance protestèrent avec véhémence, de même que trois jurés parlementaires. Ainsi, Mongibeaux, qui avait accepté de présider la Haute Cour, marchepied de la première présidence de la Cour de cassation, après sept refus successifs des présidents pressentis avant lui, avait manifesté une indépendance inattendue, et d'autant plus inattendue que le chef du Gouvernement provisoire avait fait savoir qu'il attendait de la Haute Cour la condamnation à mort du chef de l'État français ! On peut penser qu'il y eut entre les magistrats de la Cour et le procureur général une connivence préalable. Devant la réaction des jurés résistants, le premier président proposa de délibérer sur le principe de la peine de mort réclamée par certains d'entre eux. Delattre parla longtemps pour soutenir la proposition de la Cour. Lévy-Alphandery dit que sa famille avait souffert des persécutions raciales, mais qu'après ce qu'il avait entendu au procès il ne pouvait voter la mort. René Renoult de même. Un juré raconte : « Les heures traînent, longues, très longues. Les arguments fusent. nous sommes pâles, fatigués, quelquefois nerveux. » Sentant l'hésitation, Pierre Bloch intervient pour soutenir la peine de mort : « L'heure est assez grave pour qu'on parle en toute franchise, qu'on ne tergiverse plus, qu'on ne fuie plus les responsabilités. S'il en est parmi les jurés qui veulent la mort, ou d'autres qui veulent les travaux forcés à perpétuité, ou même l'acquittement, qu'ils le disent, mais qu'ils le disent avec clarté. » Il lit la réponse de Pétain à Hitler après le réquisitoire de Ribbentrop, et il y voit la preuve de la trahison par haine du régime républicain : « J'ai rappelé au pouvoir M. Laval en 1942 parce que je pensais qu'il était en mesure de faire comprendre et admettre le bien-fondé d'une politique pour laquelle j'avais demandé l'armistice... » Pierre Stibbe, Jean Seigne, Maurice Guérin l'approuvent. De même Lecomte-

Boinet, gendre du général Mangin. Celui-ci avait pourtant confié à Isorni quelques jours auparavant : « Si nous le condamnons à mort, on nous traitera d'assassins, et c'est le général de Gaulle qui aura le bénéfice de la grâce. Si nous ne le condamnons pas à mort, on nous traitera de lâches. »

Bloch demande un vote à main levée sur l'application de l'article 75 qui punit la trahison ou celle de l'article 80 du Code pénal qui réprime le complot et qui prévoit les travaux forcés comme peine maximum. La majorité impose le vote à bulletin secret. Quand l'urne fut ouverte, on trouva dix-huit bulletins portant le chiffre 75 et huit le chiffre 80. On délibéra encore. Sur le choix de la peine, le vote secret fut le même que lors de la consultation verbale : quatorze oui, treize non. Les neuf jurés résistants, sauf un, avaient voté oui. Cinq parlementaires aussi. Les autres non. La voix du député communiste avait fait la différence.

Lorsque la décision fut acquise, à l'aube, le premier juré résistant réclama le vote d'une motion demandant que la sentence ne fût pas appliquée en raison du grand âge du condamné. Sans doute voulait-il enlever au général de Gaulle le bénéfice de la grâce annoncée. La demande de grâce recueillit dix-sept signatures. La déchéance des droits civiques et la confiscation des biens fut acquise. L'indignité nationale fit perdre au Maréchal son grade et ses décorations. La dégradation publique proposée par Stibbe fut repoussée à la majorité, au grand soulagement des magistrats. Restait à établir les attendus de l'arrêt. Le président remit aux jurés qui se chargèrent de cette rédaction un texte qu'il avait préparé et qui pouvait servir de base. Mais il se refusa comme ses collègues à participer à la rédaction de l'arrêt.

Pendant ce temps, l'accusé voyait les heures passer, étendu sur son lit dans son appartement du greffe. A minuit, le chanoine Poitevin fut introduit secrètement.

Il apportait ses vêtements sacerdotaux, le calice et la patène que les petites sœurs disposèrent avec la burette sur la cheminée de marbre qui servit d'autel. Le Maréchal resta debout :

– *Introïbo ad altare dei*

– *Ad deum qui laetificat juventum meam...*

Le chanoine détacha le passage des psaumes qui servait d'introduction à l'Évangile : *propter veritatem et mansuetudinem et justiciare...* Il prononça le nom du Maréchal au memento des vivants. Le Maréchal s'était confessé auparavant. Il communia.

Il était plus de 4 heures du matin quand retentit la sonnette de reprise de l'audience. Chacun reprit sa place en titubant dans la demi-obscurité de la salle. A l'expression des jurés, à leurs regards qui les fuyaient, les avocats comprirent qu'ils n'avaient pas été entendus. Pierre Bloch fit un signe de tête affirmatif en direction de Madeleine Jacob. Les lampes placées sur le comptoir allumées, le premier président entreprit la lecture des considérants d'une voix que son accent périgourdin n'empêchait pas d'être monotone. Les avocats, debout derrière l'accusé, montaient la garde. Et ils écoutaient des raisons qui avaient peu de rapport avec les débats. L'armistice, Montoire, Laval, le Levant, le débarquement, les arrestations, la LVF, encore Laval, Darnand, Philippe Henriot, la relève, le règne de la terreur, la soumission à Hitler... :

Attendu que si Pétain, au cours des audiences de la Haute Cour, a opposé un mutisme systématique aux questions qui lui étaient adressées, il n'en a pas moins fait soutenir que sa politique avait eu pour but de « maintenir » la France en attendant notre libération et de venir ainsi, indirectement, en aide à nos Alliés;

Que de plus, par des concessions apparentes aux Allemands, il aurait trompé ceux-ci sur la réalité des buts qu'il poursuivait;

Qu'enfin Laval, Darlan et tels autres de ses ministres étaient seuls responsables de ce que sa politique pouvait avoir eu de néfaste pour la France;

Mais attendu qu'on ne saurait admettre un pareil système de défense et qu'on ne comprend pas comment une aide aux Alliés se serait en fait traduite par une aide certaine aux Allemands;

Attendu, enfin, que quels que soient les crimes de ceux qui ont exercé le pouvoir dans cette période sous l'autorité du Maréchal, celui-ci, qui avait accepté de les appeler à ses côtés et avait, aux termes mêmes de ses actes constitutionnels, déclaré assumer toutes les conséquences de sa politique, doit, dès lors, être tenu pour responsable des actes accomplis sous son autorité;

Le complot contre la sûreté intérieure de l'État, « en dépit de lourdes présomptions », est écarté. Mais la Cour estime qu'il y a eu complot contre la sûreté de l'État avec pour objet de changer la forme du gouvernement, et que Pétain l'a effectivement changée.

Le dernier attendu laisse reconnaître l'influence de Pierre Bloch dans la rédaction de l'arrêt :

Attendu que la preuve de la préméditation et de la pensée profonde de l'accusé résulte de sa réponse en date du 11 décembre 1942 à une lettre outrageante de Ribbentrop;

Que, dans cette réponse, en effet, Pétain prétend faire valoir « le bien-fondé d'une politique pour laquelle il avait demandé l'armistice »;

Qu'il est difficile d'imaginer un aveu plus clair du dessein politique dans lequel l'accusé avait misé sur la capitulation;

Attendu enfin qu'il n'est pas douteux qu'il a entretenu des intelligences avec l'Allemagne, puissance en guerre avec la France, en vue de favoriser les entreprises avec l'ennemi; crimes prévus et punis par les articles 75 et 87 du Code pénal;

Par ces motifs,

Condamne Pétain à la peine de mort, à l'indignité nationale, à la confiscation de ses biens.

Tenant compte du grand âge de l'accusé, la Haute Cour de justice émet le vœu que la condamnation à mort ne soit pas exécutée.

– Gardes, dit M. Mongibeaux, emmenez l'accusé.

On entendit crier « Vive la France ». Un officier fut expulsé. Et l'on vit le Maréchal, très droit, s'en aller, tête nue, entre des gendarmes. Sa dernière photo le montre de dos. Machiavel avait écrit dans *Le Prince* : « Un esprit sage ne condamnera jamais un homme pour les actes extraordinaires auxquels il a dû recourir afin de sauver son pays. Quand il s'agit du salut de la patrie, on ne doit avoir égard ni à la justice, ni à l'injustice, ni à la miséricorde, ni à la cruauté, ni à la gloire, ni à la honte. On doit s'inspirer uniquement de ce que les circonstances exigeaient. »

Dans l'antichambre, le condamné sourit. Ironiquement : « Ils ont été bien gentils. » Isorni tint les propos que l'on dit dans ces circonstances : « Avant trois ans, l'opinion aura révisé l'arrêt de la Haute Cour. » Dix minutes plus tard, une ambulance emmenait le condamné à l'aérodrome de Villacoublay où le Dakota personnel du général de Gaulle l'attendait pour l'emmener à Pau. De là au Portalet, fort perdu au fond des Pyrénées. Au matin, *L'Humanité* titrait : « Il faut exécuter la sentence. »

Le 17 août, le général de Gaulle signe la grâce et comme la peine en détention perpétuelle, peine qui n'existait pas alors dans le Code pénal. « Mon intention était qu'après avoir été détenu deux ans dans une enceinte fortifiée, il allât terminer sa vie, retiré chez lui, près d'Antibes. » Le maréchal Pétain connaît alors ce que le général de Gaulle avait risqué : une forteresse, des barreaux, un lit de caserne, une chaise branlante, un bol pour le café et la barbe, une gamelle, des visites rares et surveillées...

XVII

LE PRISONNIER

Dès son arrivée au Portalet, dans la cellule n° 5, au troisième sous-sol du fort, sur le versant, mais avec des fenêtres donnant sur la vallée, le condamné éprouve une forte dépression réactionnelle. Dans l'avion, il était encore proche du tumulte du procès : « Le bâtonnier Payen voulait me faire passer pour gâteux ! Je vous demande un peu ; il est vrai que Payen est bien vieux. Je lui pardonne. » Le Maréchal survivra d'ailleurs six ans à son avocat qui n'a plus que six mois à vivre. « Ah ! parlez-moi d'Isorni, voilà un avocat. » Et lorsque le directeur de l'administration pénitentiaire, venu le chercher pour le conduire à Villacoublay, s'était présenté : « M. Amor, directeur de l'administration pénitentiaire », le Maréchal avait répliqué par ce calembour extraordinaire dans ces circonstances :

- Amor ? comme moi !

Au Portalet

Mais, après son installation au fort, Simon rapporte à l'administration : « Après le départ de M. Amor, le gardien qui surveillait le prisonnier regarde par le judas de la porte : alors, il voit le vieux Maréchal, l'air désespéré, assis sur son lit : il pleure. On m'en fait aussitôt

rapport : c'est la première fois que des larmes ont jailli des yeux du prisonnier. »

Les murs sont humides, la pièce à peine meublée d'un lit de troupe, d'une table tremblante et de deux chaises en bois. Le condamné écrit aussitôt à sa femme de ne pas venir lui rendre visite dans un lieu pareil : « Notre installation est lamentable, si je l'avais connue comme je la vois maintenant, je n'y aurais pas envoyé mes pires ennemis. » Car c'est lui qui avait fait interner dans le même fort Paul Reynaud, Léon Blum et Georges Mandel. « Je comprends que Léon Blum et Paul Reynaud m'en veuillent d'avoir permis qu'ils viennent dans un lieu aussi sinistre. » Mais il apprendra plus tard, par le curé, que le régime infligé à ses prédécesseurs au fort en temps de guerre était tout autre : ils avaient la liberté de se déplacer à l'intérieur ; ils recevaient leur nourriture de l'hôtel des Voyageurs, et les visites étaient libres. Paul Reynaud reçut ainsi une jeune secrétaire qu'il épousa par la suite, et Georges Mandel sa compagne, Mme Bretty, ancienne sociétaire de la Comédie-Française, et son valet de chambre noir.

Sur la vie du condamné en prison, nous avons pour première source les souvenirs de Joseph Simon, gardien du Maréchal pendant la plus grande partie de sa captivité, publiés dans *L'Aurore* du 27 octobre au 10 novembre 1959, repris en livre après sa mort, nous l'avons vu, sous le titre *Pétain, mon prisonnier*. Jacques Isorni en a contesté la sincérité et la véracité dans *Le Condamné de la citadelle*. Ces deux ouvrages forment l'essentiel de nos informations sur le Maréchal foudroyé. Le rapport de Simon est sans réserve : « Les conditions du séjour au fort du prisonnier laissaient fort à désirer et je crains que la santé de l'ex-chef de l'État français ne soit rapidement compromise, sans parler de son état moral. » Cette réserve est d'autant plus significative que, dans les premiers temps, Simon

est très hostile ; il n'a pas été choisi au hasard. Quand le Maréchal se plaint de l'ordinaire son gardien réplique : « Voilà ce que les Parisiens ont mangé pendant quatre ans. » Son antipathie à l'égard d'Eugénie Pétaïn est virulente. Il l'appelle « cette vieille sorcière, lorsqu'elle obtient un droit de visite et qu'elle parcourt, à soixante-huit ans, quatre kilomètres à pied pour rejoindre le fort.

Le prisonnier se reprend vite. Ses lettres, publiées par Isorni en 1962 dans *C'est un péché de la France*¹, d'une écriture ferme et d'une langue forte, témoignent de sa tendresse, mais surtout de sa lucidité. Il décide de réapprendre l'anglais. Il voudrait recevoir *Le Monde* et une revue politique anglaise ou américaine pour satisfaire sa curiosité et se mettre au courant des questions mondiales. Le général de Gaulle recevant le général Héring l'assure qu'il n'est pas si mal traité : « Il n'y restera pas d'ailleurs et mon intention est de ne pas le laisser au Portalet pendant l'hiver. Eu égard à son âge, on adoucira progressivement son sort. » Mais son sort pour l'heure est rigoureux. C'est l'application stricte du décret de 1872, pris au lendemain de la Commune pour les condamnés politiques à la détention et repris d'une ordonnance royale de 1835. Les lettres de ses avocats ne lui parviennent pas. « La vie est dure ici, écrit-il à Eugénie. J'ignore la cause de ce surcroît d'exigences qui a l'aspect d'une punition. La vie en plein air fait supporter bien des rigueurs intérieures, la vie en cellule close jour et nuit est un supplice qui devient chaque jour plus pénible. Viens me sortir un peu de ma misère morale aussi peu de temps que tu le voudras. »

Le 5 novembre 1945, Jean Lemaire et Jacques Isorni sont autorisés à lui rendre visite. Le bâtonnier Payen retenu par ses occupations n'a pu se rendre au fort et

1. Flammarion, 1962.

ignore ainsi la présence d'Isorni que Lemaire lui a dissimulée. Dans *Souffrance et Mort du Maréchal*, Isorni a fait le récit de cette visite dont, trente-sept ans après, dans *Condamné de la citadelle*, le souvenir ne s'est pas effacé, ni l'émotion : le passage en zone interdite, patrouillée par des gardes mobiles et des spahis, l'escalade jusqu'à la forteresse, à l'intérieur l'escalier accoté à la paroi ; le bruit de la clé dans la serrure ; la misère de la cellule, avec ce détail, un bol encore posé sur le bord d'une commode effondrée, le même pour le café et pour le savon à barbe ; l'intensité du regard du prisonnier quand la porte s'ouvre et que ses avocats lui apparaissent :

– Isorni, Lemaire... mes deux amis !

Il les embrassera en les quittant. « Impression poignante de tristesse, de pauvreté. Étroitesse de la cellule, misère des meubles, claustration continuelle », écrit Isorni. Il leur avouera que, sans les barreaux qui le protègent de lui-même, son désespoir aurait pu le conduire à se jeter au pied de la falaise. Il parle de son procès, du mot de Daladier sur la trahison des devoirs de sa charge, de son projet de Constitution dont il n'est pas mécontent. Il parle du général de Gaulle dont il souhaite la réussite tout en souriant de ses difficultés. Il rappelle qu'il a été condamné à mort comme lui. Mais il avait écrit en marge : « à ne pas exécuter ». L'absence de journaux et de courriers l'irrite – même pas pisser sans être surveillé. Il se réjouit de lire les journaux américains, apportés par ses avocats, qui réclament sa liberté. Et avec délicatesse il leur parle de leurs honoraires. Vont-ils lui adresser une note ? Il voudrait leur donner les mêmes honoraires qu'au bâtonnier Payen :

– Mais, monsieur le Maréchal, nous n'accepterons rien !

le 29 mai 1966, à l'occasion du cinquantenaire de Verdun, à Douaumont précisément : « Si, par malheur, en d'autres temps, dans l'extrême hiver de sa vie et au milieu d'événements excessifs, l'usure de l'âge amena le maréchal Pétain à des défaillances condamnables, la gloire que, vingt-cinq ans plus tôt, il avait acquise à Verdun ne saurait être contestée, ni méconnue par la patrie. » Il ajoutait alors, de l'ossuaire de Douaumont, que cette sépulture « est, pour jamais, un monument d'union nationale que ne doit troubler rien de ce qui, par la suite, divisa les survivants ». Il précisait : « Telle est au demeurant la règle posée par notre sage et séculaire tradition qui consacre nos cimetières militaires aux seuls combattants tués sur le terrain. » Le corps fut porté au cimetière communal de Port-Joinville par d'anciens combattants de Verdun et d'anciens prisonniers de la Seconde Guerre mondiale. La dalle de granit blanc sur laquelle s'inclinèrent les drapeaux porte l'inscription :

PHILIPPE PÉTAİN
MARÉCHAL DE FRANCE

XVIII

MÊME APRÈS MA MORT...

Le prisonnier avait refusé de demander sa grâce aussi longtemps qu'une personne condamnée pour l'avoir servi demeurerait en prison. Mais, il avait le 7 septembre 1946 chargé ses avocats, lorsqu'ils auraient réuni les documents nécessaires, de demander la révision de son procès.

C'est ainsi que, le 16 mai 1950, les avocats déposent une requête en révision entre les mains du garde des Sceaux René Mayer, qui sera complétée par deux mémoires complémentaires à ses successeurs, puis par cinq autres mémoires¹. Cette première requête fut confortée par la signature du Maréchal à la demande de la Chancellerie qui espérait sans doute qu'il s'agissait d'une initiative d'Isorni qui serait alors désavouée par son client ou que l'affaiblissement du Maréchal ne lui permettrait pas de signer.

Le silence qui sera opposé à la requête en révision de 1950, Philippe Pétain l'avait prévu en écrivant le 16 février 1947, dans ce qu'il ne savait pas devoir être sa dernière lettre : « Le gouvernement ne peut que gagner à ce qu'on fasse le silence sur ma mémoire. »

1. Jacques Isorni, Jean Lemaire, *Requête en révision pour Philippe Pétain*, Flammarion, 1950. Jacques Isorni, *Nouvelle requête en révision*, Flammarion, 1978. Jacques Isorni, *Mémoires*, t. II, p. 279 et suiv.

C'est en effet le temps où le Maréchal est expulsé de la mémoire officielle. Après les rues et les avenues débaptisées, ce sont les livres d'histoire qui ne mentionnent plus même son nom.

La requête et ses moyens se fondent sur ce que fut la politique voulue par le maréchal Pétain selon Jacques Isorni. Isorni, rédacteur de la requête, note que le procès du Maréchal fut en effet un procès politique. La condamnation à la peine nouvelle et rétroactive de l'indignité nationale suffit à le montrer. La justice politique donne de l'autorité à des mesures de salut public pour conduire une politique. Elle est l'expression opportune de la force. Son objet est d'agir opportunément sur l'opinion publique. Mais elle n'est qu'un expédient momentané. Ses décisions n'ont de valeur que tant que dure cette opportunité. Que le danger cesse, que la colère tombe, l'arrêt qui semblait satisfaisant ne l'est plus; ouvertement ou tacitement, on le révisé. L'opinion est en définitive le juge suprême des jugements politiques.

C'est ainsi que les ordonnances qui ont instrumentalisé l'épuration et l'illégitimité du pseudo-gouvernement de Vichy à compter du 16 juin 1940 se sont trouvées remises en cause par la jurisprudence du conseil d'État. Celui-ci jugeait en effet que la République, malgré la substitution du titre de chef de l'État à celui de président de la République et l'usage du terme État français, n'avait pas été supprimée. C'est d'ailleurs ce qu'avait déclaré Jules Jeanneney, président du Sénat, au cours de sa déposition au procès Pétain : « Je considérais l'usage qui était fait des pouvoirs donnés comme exorbitant, mais non contraire à la loi constitutionnelle. » Ce sont les circonstances qui ont prolongé la gérance provisoire et transitoire, ou, si l'on veut, la gestion des intérêts français, et retardé la ratification par le Parlement des actes constitutionnels et des lois promulguées en fonction de l'acte

numéro 2. D'où l'opinion du professeur Jean Vedel dans son Manuel de droit constitutionnel de 1949 : « Il n'est pas un auteur, même favorable à la thèse de l'usurpation, qui ait accepté de retenir la date du 16 juin 1940 comme marquant l'installation de l'usurpateur en France. On a pu évoquer la rétroactivité qui se produit, en matière de faillite, pour la " période suspecte " précédant la cessation de paiement. Comparaison n'est pas raison. Dans son arrêt Frémicourt, le Conseil d'État a constaté que le gouvernement constitué le 16 juin 1940 était un gouvernement régulier et a ainsi annulé la mesure d'épuration prise à l'encontre du premier président de la Cour de cassation qui avait été le garde des Sceaux du cabinet Pétain entre le 16 juin et le 12 juillet 1940. Donc, sans faire intervenir le point de vue spécifiquement politique, sur le simple terrain du droit positif, comme on l'a montré, on ne peut souscrire au système de l'ordonnance du 9 août 1944. » C'est d'ailleurs ce que constatent les constitutionnalistes aujourd'hui. Dominique Rousseau s'interrogeant – Vichy a-t-il existé ? – constate la validité juridique de l'armistice et la légitimité constitutionnelle du nouveau régime à compter du 10 juillet 1940¹. Il est conforté par Olivier Duhamel : « La légalité formelle du nouveau régime ne fait, en 1940, guère de doute²... » L'avènement du régime de Vichy fut légal.

Et la requête en révision de rappeler l'acte constitutionnel numéro 4 *sixtième* de novembre 1943 confirmant que le pouvoir constituant, si le chef de l'État venait à décéder avant d'avoir fait ratifier la nouvelle Constitution, reviendrait au Sénat et à la Chambre des députés. Le Maréchal se proposait de l'annoncer par un discours dont les Allemands empêchèrent la radio-diffusion et dont la Haute Cour n'a pas eu connais-

1. *Le Monde des débats*, novembre 1992.

2. *Les Démocraties, Droit constitutionnel et politique*. Le Seuil, 1994, p. 757-758.

sance. Le Maréchal voulait, selon les requérants, assurer la transition des pouvoirs et le maintien de la légalité républicaine dont il était le détenteur légitime en évitant « les luttes fratricides ». « J'incarne aujourd'hui la légitimité française, j'entends la conserver comme un dépôt sacré et qu'elle revienne à mon décès à l'Assemblée nationale de qui je l'ai reçue, si la nouvelle Constitution n'est pas ratifiée. » Ce qui était contraire à l'imputation et à la condamnation prononcée pour avoir voulu changer la forme du gouvernement, crime selon l'article 87 du Code pénal.

Ce projet de Constitution avait bien été saisi judiciairement à Vichy et chez M^e Bonnel, notaire du Maréchal, mais il avait été passé sous silence par la Haute Cour. « Nous devons donc considérer que le texte de la Constitution, volontairement ou non, a été ignoré de la Haute Cour. » Il figure donc dans le mémoire comme un fait nouveau. « Est-ce présumer de l'avenir que de penser qu'un jour, il faudra tenir compte des améliorations qu'il avait dessinées? » Le rédacteur du mémoire ne s'explique pas davantage en mai 1950 sur ces améliorations. Or le projet de Constitution allait au-delà du rétablissement du suffrage universel et du pouvoir législatif des Assemblées. En effet, Pétain répondait ainsi à la lettre d'Anatole de Monzie, en forme d'admonestation, préparée en accord avec plus de 250 parlementaires, dont on ne sait si elle a été ou non envoyée, mais qui a circulé : « Il est temps d'envisager la convocation de l'Assemblée nationale à Vichy si vous ne voulez pas qu'elle vous convoque à Versailles ¹. » Ce projet constitutionnel signé le 30 juillet 1943 et que les Allemands, dont le Maréchal n'a pas demandé l'avis, désapprouvent et dont ils interdiront la promulgation, ne manque pas d'intérêt. Il méritait un meilleur sort. Au moment où, après l'échec de ce dernier sursaut, l'État français va

1. Jacques de Launay, *Le Dossier de Vichy*, Julliard, 1967.

devenir un simple satellite du Reich, ce projet tient l'engagement, pris lors de la loi de révision du 10 juillet 1940, de faire « ratifier par la nation » la nouvelle Constitution et annonce la Constitution de 1958 et la réforme fondamentale de 1974. Outre le caractère présidentiel du régime, la séparation nette de la fonction législative et de la fonction exécutive, le droit de vote des femmes, les droits et libertés sont garantis par une Cour suprême de justice devant laquelle tout citoyen peut introduire un recours pour exception d'inconstitutionnalité, cette Cour faisant également office de Cour de justice.

Le principal recours en révision concerne bien évidemment l'application de l'article 75 du Code pénal, la trahison. Sont produits des documents et des témoignages, inconnus de la Haute Cour, établissant les protestations solennelles contre les mesures prises en Alsace-Lorraine et contraires à la Convention d'armistice – soixante-deux déclarations, déclare Edgar Faure dans son réquisitoire à Nuremberg¹ – contre les exécutions d'otages², le massacre d'Asq³, celui d'Oradour⁴, qui ne purent être rendus publiques sans risque d'aggraver les représailles. Le témoignage de Paul Baudouin⁵ qui, lui-même inculpé, n'avait pu être entendu lors du procès, établit que le 4 août 1940 le Maréchal, en sa présence, avait donné l'ordre verbal à l'amiral Darlan, si les Allemands devaient un jour occuper la zone libre et le placer dans l'impossibilité de gouverner avec indépendance, de gagner l'Afrique du Nord et d'y exercer en son nom l'autorité gouvernementale. Sur Montoire, ce sont le témoignage du colonel Fonck, qui permit la liaison préalable entre Pétain et Franco

1. *Procès de Nuremberg*, t. VI, p. 451.

2. Du Moulin de Labarthète, *op. cit.*, p. 355.

3. *Procès de Nuremberg*, t. VI, p. 424.

4. Archives de la Commission d'armistice.

5. Paul Baudouin, *op. cit.*, p. 278.

avant la rencontre d'Hitler et de Franco, et rendit possible le refus de ce dernier de laisser aux Allemands un passage éventuel, les déclarations d'Otto Abetz à son procès – « le sabotage de Montoire avait commencé le jour même de Montoire » – une lettre de Pétain à Weygand du 9 novembre 1940 précisant que la collaboration telle qu'il l'entend ne repose que « sur des considérations d'ordre économique », et qu'il exclut « toute idée d'agression contre l'Angleterre », le témoignage de Renthe-Fink, délégué spécial diplomatique du Führer auprès du Maréchal, celui qu'il nommait son geôlier : « Pour moi Montoire constitue la plus grande défaite de toute la politique allemande vis-à-vis de la France. Nous n'y avons rien obtenu et presque tout perdu de ce que nous avions. Nous n'avons pas réussi à gagner la France à notre cause, ni à occuper le territoire français tout entier. S'il n'y avait pas eu Montoire, il n'y aurait probablement pas eu de débarquement allié en Afrique du Nord, ni notre débâcle là-bas ¹. »

Ce sont ensuite les documents et témoignages qui établissent que c'est d'ordre du Maréchal que le général Weygand a constitué secrètement et armé l'armée d'Afrique, que le général Juin, lorsque le Maréchal dut écarter Weygand sur injonction de l'occupant, continua, et que les instructions secrètes du Maréchal ont seules pu assurer le ralliement de toutes les forces françaises d'Afrique du Nord aux forces anglo-américaines et préparer ainsi la victoire franco-alliée ². Ce que devait reconnaître Churchill dans un discours secret aux Communes, qui demeura secret lors du procès. Le réquisitoire du procureur général du 7 avril 1948 tendant à un non-lieu ³, qui fut prononcé dans les poursuites contre le général Weygand, le confirme et

1. *La Libre Belgique*, 2 novembre 1947.

2. Discours de réception du général Juin à l'Académie des sciences coloniales, 18 novembre 1949.

3. Guy Raïssac, *op. cit.*

reconnaît que le protocole de mai 1941, accordant des bases navales et aériennes aux Allemands, négocié par l'amiral Darlan, n'a pas été ratifié, à l'instigation de Weygang, au Conseil des ministres. Or, cette ratification avait été retenue à charge dans l'arrêt de condamnation. Sans l'appui du Maréchal, la résistance de Weygang eût été vaine. Comment un fait d'une telle importance, considéré par le Parquet comme un fait de résistance, a-t-il pu devenir un fait d'intelligence avec l'ennemi? Citons le procureur général :

Laissons ici la parole à du Moulin de Labarthète, chef du cabinet civil du Maréchal, témoin de ces journées capitales et qui ne semble pas avoir intérêt à masquer la vérité :

« En plein Conseil des ministres, Weygang rappela nos accords avec l'Angleterre, suspendus, déclara-t-il, mais non brisés par l'armistice, son ignorance de Montoire, les conversations Rougier-Churchill, auxquelles il avait été mêlé, et déclara à l'amiral Darlan : " Je ferai tirer sur les Allemands plutôt que d'exécuter vos ordres. " »

L'intervention de Weygang fut décisive. Elle emporta l'adhésion du cabinet et le protocole ne fut pas ratifié.

Sur la lutte contre le travail forcé la requête peut se fonder sur les archives de Nuremberg dont Sauckel fut l'un des accusés et fut pendu. Elles établissent que le gouvernement français opposa effectivement une résistance acharnée au recrutement de la main-d'œuvre. Brinon déclara à Knochen qu'il n'avait rien pu obtenir du Maréchal. La déclaration de Sauckel du 11 juin 1943 est explicite :

Le Gouvernement français est composé de spécialistes de la temporisation uniquement. Si les premiers 250 000 ouvriers étaient arrivés à temps, c'est-à-dire jusqu'en automne, en Allemagne, alors que les négociations avaient déjà commencé avec le Gouvernement français le printemps précédent, on aurait peut-être pu mobiliser les techniciens plus tôt et mettre sur pied de

nouvelles divisions, et *on ne serait pas arrivé à l'encerclement de Stalingrad*; dans tous les cas le Führer est maintenant absolument décidé à régner en France même sans gouvernement français¹.

Ce sont en effet deux millions de travailleurs qui étaient exigés par Sauckel. Il en obtint à peine le quart. En échange, 360 000 prisonniers furent libérés ou transformés en travailleurs libres. Il est juste de reconnaître que le mérite en revient autant à Laval qu'à l'attentisme de Pétain. Sauckel le constate avec rage dans son rapport au Führer du 9 août 1943 :

Il n'est pas douteux qu'il y a encore en France des réserves extraordinaires de main-d'œuvre, aussi bien pour l'embauchage en rue de travaux allemands en France même que pour une occupation dans le Reich...

Après avoir réfléchi avec calme et sang-froid, je dois vous faire savoir que j'ai totalement perdu la foi en l'honnêteté et la bonne volonté du président du Conseil français Laval. Son refus constitue un sabotage pur et net de la lutte pour la vie entreprise par l'Allemagne contre le bolchevisme. Il a même cette fois, personnellement, notamment à la fin des pourparlers, par ses déclarations totalement dénuées de fondements et incohérentes en réponse à mes questions claires et précises, fait la plus mauvaise impression imaginable...

Pour donner un exemple des manœuvres de Laval, qui semble s'être entièrement rallié aux demandes de Pétain (...)

Un fait symptomatique, ignoré de la Haute Cour, illustre les intentions profondes du Maréchal : c'est la lutte contre les agents de l'Allemagne, menée en zone libre de juillet 1940 à novembre 1942, à sa demande et sous sa responsabilité, puisqu'il exerçait ou non son droit de grâce en faveur des condamnés. Une réponse du ministre de la Défense nationale à une question de Joseph Denais, parue au *Journal officiel* du

1. Document n° 1.342 PS. Archives de Nuremberg.

21 septembre 1948, page 6671, indique que les condamnations prononcées dans la zone non occupée entre juillet 1940 et novembre 1942 pour trahison au profit des Allemands se sont traduites par vingt-neuf exécutions. Cinquante-trois condamnations à mort furent commuées en travaux forcés et il y eut trois cent soixante-treize condamnations contradictoires à des peines privatives de liberté. Nombre de condamnés ayant été transférés en Afrique du Nord se trouvaient encore en détention en 1948. Ce sont aussi les politiques tendant au maintien de l'empire, et spécialement celles menées par l'amiral Robert aux Antilles et l'amiral Decoux en Indochine, et la défense des intérêts financiers économiques de la France.

Les documents produits, les témoignages et les jugements portés sur la politique et la personne du Maréchal forment un volume entier qui fut publié. La requête se conclut en forme de question : l'action du Maréchal fut-elle une politique ou un crime ? Et par la réponse des avocats que la Collaboration fut dictée par les dures nécessités du salut et non acceptée dans la joie d'un idéal commun.

Un mémoire complémentaire du 25 juin 1951 va dans le même sens. Il s'appuie essentiellement sur les mémoires du Dr Schmitt, qui fut comme interprète le seul témoin avec Ribbentrop et Laval de l'entrevue de Montoire : « Sur la scène internationale, ma figuration auprès d'Hitler. » Le long récit de l'entretien, au-delà des portraits psychologiques saisissants des interlocuteurs (« Pétain donnait l'impression d'une sorte de hauteur paraissant peu de mise dans la situation où se trouvait la France en cet automne de 1940... »), montre que Pétain oppose des refus constants ou se dérobe par son mutisme ou son laconisme aux demandes insistantes du vainqueur d'entraîner la France dans une collaboration militaire. Ce témoin allemand qui n'a aucune raison de ménager les susceptibilités françaises

ni de favoriser les intérêts du condamné conclut le rapport de l'entretien par son opinion : « Je suis enclin à conclure que le maréchal Pétain fut le vainqueur diplomatique de Montoire. » Isorni rapprocha alors ce témoignage le mieux qualifié – que les événements qui suivront ne contrediront pas en effet jusqu'en novembre 1942 – du texte de l'arrêt de la Haute Cour qui voit dans l'entrevue de Montoire l'« intelligence » nouée avec l'Allemagne en vue de favoriser ses entreprises.

Et de conclure, sur le fondement des articles 75 et 87 du Code pénal, que la révision s'impose. Elle s'impose puisque l'intention de trahison est réfutée. Ce qui constitue le fait nouveau « de nature à établir l'innocence du condamné » au sens des articles 443 et suivants du Code d'instruction criminelle.

Plus importante encore que ce témoignage, qui après tout émane d'un interprète, est la production du mémorandum du 16 décembre 1940 – absolument secret – de Lord Halifax, secrétaire d'État au Foreign Office, qui relate pour le Cabinet de guerre britannique la mission du professeur Louis Rougier, envoyé par le maréchal Pétain, et la médiation de Pierre Dupuy, chargé d'affaires canadien, entre Churchill et Pétain. Cette lettre secrète confirme la réalité et le contenu des conversations entre le gouvernement britannique et le maréchal Pétain. Il est établi que le jour même de Montoire, ce qui donne à cette entrevue sa signification, et sous les apparences d'une « tension artificielle » convenue, comme l'écrit Lord Halifax, la France prenait à l'égard de ses alliés, sur l'Empire, sur la flotte et sur la résistance aux infiltrations allemande et italienne en Afrique du Nord, les engagements demandés par eux. Et, là encore, la requête de conclure que ce document, s'il eût été connu, aurait changé « le cours de la justice ».

L'intention de servir les intérêts ennemis est évidemment contredite par ces négociations et engagements

clandestins du Maréchal. Goebbels, dans ses *Carnets*, publiés en 1978, note sans surprise à la date du 1^{er} mars 1943 : « Nous avons appris de source américaine que, dès novembre 1940, Pétain avait conclu un pacte secret avec l'Angleterre selon lequel la France reprendrait la guerre contre l'Allemagne au moment opportun. Ce pacte aurait été signé à l'insu de Laval. C'est très possible, Pétain nous a trompés ¹. » Il y eut bien un accord de fait, puisque la BBC cessa ses attaques contre Pétain et que le blocus fut levé, permettant la reprise du trafic entre Marseille et l'extérieur, y compris vers les Antilles et Madagascar. Et en définitive, ce qui était recherché, la collaboration militaire n'a pas eu lieu. Mais ce qui a eu lieu, et c'était le souhait subsidiaire d'Hitler, c'est la neutralisation de la France. C'est cette neutralisation que proclame le 6 juin 1944 Laval à l'annonce du Débarquement : « Nous ne sommes pas dans la guerre. »

Mais à cette date le régime n'est plus celui du double jeu. Il s'est nazifié sous la pression d'Abetz et de Ribbentrop : Darnand, Déat, Henriot sont entrés au gouvernement depuis décembre. La Milice est au pouvoir. Les préfets et hauts fonctionnaires identifiés comme attentistes sont arrêtés et déportés. Laval n'a pas le pouvoir de faire poursuivre les auteurs des assassinats de Maurice Sarraut, Jean Zay et Georges Mandel. Au contraire, il déclare le 20 juin 1944 que Darnand, secrétaire d'État au Maintien de l'ordre, ayant délégation « pour exercer l'autorité sur l'ensemble des forces de police », dispose de davantage de pouvoirs que tous les ministres de la Police depuis Fouché. Et il autorise en effet, sous sa seule signature, Darnand à créer des cours martiales sans garanties judiciaires dont les condamnés sont passés par les armes immédiatement. Et Darnand enchaîne :

1. *Derniers carnets de Goebbels*, Flammarion, 1978.

« L'ordre est absolument formel : devant tous les individus armés nous devons agir par les armes et immédiatement. Je ne vous demande pas d'amener les gens, je vous demande de dire : " Nous avons abattu les terroristes. " Pour moi il n'y a pas de différence, que ce soient d'anciens officiers, des communistes, des anarchistes, car dans toutes ces organisations on retrouve l'emprise communiste. Il n'y a pas de bons et de mauvais maquis ¹. »

Huit requêtes furent ainsi déposées. A la première, déposée en 1951, René Pleven répondit en 1972 que la sentence échappait aux règles ordinaires du droit et qu'en conséquence « il n'y aurait pas d'autre révision que celle de l'Histoire ». Ce sera la réponse de ses successeurs jusqu'à y compris Robert Badinter. L'histoire, pour ce qui concerne l'intelligence avec l'ennemi, a tranché. Il résulte des témoignages recueillis, d'amis comme d'ennemis, que l'intention du chef de l'État français ne fut pas criminelle. « Ce que je sais à présent, écrit Jules Roy au terme de son livre, *Le Grand Naufrage*, c'est que Pétain n'a pas été un traître et qu'aucun de ceux qui, parmi nous, l'ont servi et aimé, ont trahi. » C'est ce qu'aurait, d'une certaine manière, reconnu Léon Blum en déposant en 1945 devant la commission d'enquête sur les événements survenus en France de 1933 à 1945. Il raconte son entrevue avec Daladier, qui lui avait demandé conseil après l'émeute du 6 février 1934 et sa répression : devait-il rester au pouvoir ? Léon Blum lui répondit que c'était son devoir, même « s'il devait être désavoué par le pays et qu'un tel désaveu le conduise dans les fossés de Vincennes ». A cet instant, Léon Blum aurait demandé que ses propos ne fussent pas sténographiés, mais ils furent retranscrits par Paul Gosset, député du

1. Cité par François-Georges Dreyfus, *op. cit.*, p. 754.

Nord : « Je crois devoir dire qu'en 1940, j'ai la ferme conviction que le maréchal Pétain savait qu'il pouvait, lui aussi, être désavoué et qu'il allait, lui aussi, assumer une charge lourde de conséquences et il a eu la claire conscience de ce qu'il a considéré comme un devoir de l'accepter¹. »

L'honneur et la honte

« Mais que ce fût Pétain, le seul héros de la Grande Guerre, dont je n'avais jamais entendu le nom que prononcé avec une sorte de respect complice et affectueux, comme un vrai combattant plus glorieux seulement que tous les autres, que ce fût cette voix cassée de vieillard qui me fasse brutalement passer de la situation de fils de vainqueur à celle de vaincu, privé de la fierté la plus élémentaire, celle du combat, me faisait toucher le fond de l'humiliation. » Ce qu'exprime Raoul Girardet², nationaliste maurrassien, qui est entré jeune dans une résistance héroïque et qui, arrêté, ne sera sauvé de la déportation que par lui-même en sautant du dernier train parti de Compiègne pour Buchenwald, la France entière l'éprouve en juin 1940. La surprise brutale de l'événement imprévu, la débâcle, la défaite sous la déferlante des Panzer et des Stuka et l'impression d'anéantissement total de toutes les structures avaient provoqué une immense peur collective et avec elle la remontée des réactions ataviques enfouies sous les comportements façonnés par la civilisation. Au milieu de ce désastre et de cette humiliation dont tous sont comme assommés – Paul Valéry confesse, comme chacun, avoir éclaté en larmes en entendant le maréchal Pétain annoncer la fin des

1. Jacques Isorni, *Mémoires*, t. II, p. 292.

2. *Singulièrement libre*, Entretiens avec Pierre Assouline, Perrin, 1990, p. 51.

combats –, surnage ce que Pierre Servent a nommé le mythe Pétain ¹.

Spontanément et naturellement, l'immense majorité de la population s'était tournée vers l'image récurrente du sauveur. Charles Maurras put parler de « divine surprise » qu'il soit là, précisément, pour répondre à ce que François Mauriac nomme « l'appel de la grande nation humiliée ». « Monsieur le Maréchal, voici cette France entre vos bras, lentement qui n'a que vous et qui ressuscite à voix basse... » écrit Paul Claudel.

Le maréchal Pétain fut plébiscité dans les formes légales. La thèse du complot et de l'action d'une mystérieuse cinquième colonne, avancée après la Libération, reprise puis abandonnée par l'accusation, donnait bonne conscience à ceux qui étaient devenus aussi unanimement gaullistes qu'ils avaient été maréchalistes. Mais elle ne correspond à aucune réalité. De la mémoire collective qui remonte à Roncevaux, de la terre martyrisée de Douaumont et de la tranchée des Baïonnettes, montait une attente : la stratégie de Verdun appliquée à la France vaincue. Le chemin de croix sur lequel la France devait s'engager pour expier – le dolorisme est général – serait une nouvelle voie sacrée. Dans « la brisure de l'environnement historique », écrit l'historien des mythes politiques, dans un climat de totale « vacuité sociale », l'appel à l'identité d'un peuple qui ne se reconnaît pas dans la catastrophe suprême qu'est la défaite militaire trouve sa réponse dans le mythe Verdun-Pétain ². Le mythe répond, avec le support de la beauté marmoréenne de l'octogénaire, au visage dessiné pour le marbre et aux yeux bleus de Picard patient, Cincinnatus moderne, au besoin fondamental, commun à toute la nation, de restructuration

1. Pierre Servent, *Le Mythe Pétain. Verdun ou les Tranchées de la mémoire*, Payot, 1992.

2. Raoul Girardet, *op. cit.*, p. 180.

mentale, psychologique et sociale. Vénération, le mot n'est pas trop fort pour désigner le sentiment qu'éprouvent alors les Français et qu'ils continueront, pour une large majorité, à éprouver pour lui jusqu'au procès. Le mot est employé par le président de l'Assemblée nationale Édouard Herriot et celui du Sénat Jules Jeanneney pour appeler leurs collègues à voter les pleins pouvoirs le 10 juillet 1940. Le don de sa personne ne fut pas accueilli comme une vaine promesse. Et d'une certaine manière Pétain la tiendra, solidaire de la personnalité dont le culte va s'ordonner par tous les moyens de la communication, les photographies, les livres, les affiches, les timbres, objets du culte. Les hagiographies d'Henry Bordeaux et de René Benjamin, les odes au Maréchal de Maurice Rostand et de Paul Claudel sont comme les vies des saints et les psaumes de cette dévotion. Et l'imprégnation est si profonde et si générale que nombre des premiers résistants resteront fidèles à sa figure. S'ils s'éloignent du chef, pensant d'ailleurs servir sa pensée véritable, ils demeureront filialement attachés au père. Le constat, écrit Servent, ne vaut pas absolution. Mais il explique qu'il ait fallu un esprit rebelle et des convictions fortes aux quelques hommes et femmes qui rompent le cercle magique. La poignée de main de Montoire – et le discours qui annonce la Collaboration, et qui d'ailleurs en dit plus que ce qui fut –, si elle fut la première erreur de communication, comme le montrent les rapports des préfets, fut généralement acceptée comme une servitude nécessaire pour retrouver dans un lointain encore indiscernable la grandeur.

*Vous demeurez, dans la rencontre de Montoire,
Celui qui défendit Verdun,
Car, n'ayant pas voulu la guerre qu'on a faite;
Et salué par le Vainqueur,*

*Vous avez vraiment su faire de la défaite,
Comme une victoire du cœur*

écrit Maurice Rostand.

Le procès et les documents produits au soutien des mémoires en révision du procès établissent qu'au prix de gages donnés, tels que la modeste LVF à laquelle l'armée d'armistice se vit interdire de participer, et de paroles publiques déshonorantes, la France a connu moins de victimes politiques et raciales que la Belgique et la Hollande, et bien évidemment la Pologne, et fourni à l'Allemagne moins de travailleurs pour son industrie de guerre. Mais, comme l'écrira le général de Gaulle, « quelle insondable tristesse qu'une pareille politique fût endossée par l'extrême vieillesse d'un chef militaire glorieux ».

Raoul Girardet rapporte que son père avait dit à l'un de ces anciens combattants juifs, ami de la famille, qui portait l'étoile jaune à côté de la croix de guerre et qui craignait d'être arrêté : « Hermann vous êtes fou ! Vous avez la croix de guerre, vous avez été dans les tranchées ! Comment pouvez-vous imaginer que le Maréchal puisse accepter que les Boches touchent à l'un de ses anciens soldats ? Jamais le Maréchal ne permettra une chose pareille ¹. » Arrêté, Hermann préféra le suicide à la déportation. Cette politique raciale, qui frappe aujourd'hui Pétain d'opprobre au point d'éclipser l'armistice, le vote du 10 juillet 1940 et la collaboration, les questions en débat au procès, et qui ne fut pas à charge en 1945, quelle fut-elle ? C'est cette dimension de ce qui n'a aucun nom, qui fut occultée par l'accusation et omise dans le jugement de condamnation, que je voudrais maintenant aborder.

1. *Ibid.*, p. 30.

1995

LE PROCÈS POSTHUME

La page n'est pas tournée

L'exclusion, la persécution, puis la déportation des juifs sont devenues dans l'historiographie contemporaine la question centrale de la période 1940-1944 en France. Au point, écrit René Rémond, « d'être souvent considérées comme le chapitre essentiel de la politique du régime du Maréchal Pétain¹ ». Comme si toute l'histoire de ces années tragiques avait eu pour axe et pour pivot le sort des juifs. Si l'on se reporte à la dernière et exhaustive biographie de Pétain par Marc Ferro, on constate que la question juive, comme on disait alors, n'a été évoquée par le chef de l'État français dans aucun de ses discours et messages², et n'a tenu qu'une place marginale dans ses actes. Mais aujourd'hui, « l'attitude à l'égard des juifs, écrit encore René Rémond, devenant la pierre de touche pour départager les bons et les mauvais », la condamnation qui est portée sur le régime de Vichy et sur son chef, par une réaction légitime contre un oubli injuste et

1. Préface à *Persécutions et Sauvetages, Juifs et Français sous l'Occupation et sous Vichy*, d'Asher Cohen, Éditions du Cerf, 1993.

2. Au contraire, Hitler exprima publiquement sa haine fondamentale et permanente des juifs depuis son entrée en politique en 1919 et le second tome de *Mein Kampf* en 1925 jusqu'à son testament politique dans son bunker en avril 1945.

trop prolongé, repose principalement, et comme exclusivement, sur la législation antijuive et la politique de Vichy à l'égard des juifs.

On sait que cette politique s'était fondée sur la distinction des « juifs de vieille souche », que l'on veut ou que l'on croit préserver de la persécution, et des juifs étrangers qui sont abandonnés. On sait que l'engrenage du concours apporté à l'exécution de la politique conçue par les nazis, bien que limité aux juifs étrangers selon les accords Oberg-Bousquet, entraîna fatalement et irrésistiblement le gouvernement, qui voulait le contraire, à concourir à la déportation de juifs français. On ne voit plus aujourd'hui dans ces années tragiques que le sort tragique de près de 80 000 victimes, sur les 350 000 juifs environ se trouvant en France, soit près du quart, qui ne reviendront pas, tout en constatant aussi, il est vrai, comme le font Serge Klarsfeld, Raoul Hillary, Robert Paxton, François-Georges Dreyfus, Asher Cohen, André Kaspi, Anette Wiewiorka et Annie Kriegel, que la « solution finale », si l'on compare ces chiffres aux autres pays européens, et notamment à la Belgique et à la Hollande, sous administration directe allemande, fut en France un échec relatif.

Mais, plus que cet intérêt presque exclusif aujourd'hui, ce qui surprend et échappe pour une part à l'explication, c'est qu'en 1945, lors des procès, et singulièrement lors du procès Pétain qui occupa dix-huit audiences, la question fut à peine évoquée. Elle a par exemple beaucoup moins d'importance que les prisonniers et les requis du travail forcé en Allemagne. Les actualités cinématographiques en 1945 n'évoquent jamais les déportations raciales. Non plus d'ailleurs, que le sont les « malgré nous » d'Alsace-Lorraine dont le nombre de morts et de disparus est sensiblement égal. La majorité des juifs français ayant survécu et les rescapés ne représentent que 3 % des juifs déportés, les

prisonniers, les requis et les déportés politiques en pyjama rayé qui reviennent par centaines de milliers noient ce petit nombre. Il faudra attendre la relève par leurs fils et leurs filles, et la prise de conscience universelle de la singularité de la déportation raciale et de sa solution finale pour que l'événement apparaisse dans son horreur unique.

Le statut des juifs n'est visé dans l'acte d'accusation du 23 avril 1945 contre Pétain qu'implicitement, par la formule « mise hors la loi commune de catégories entières de Français ». Le réquisitoire prononcé le 11 août stigmatise clairement « cette monstrueuse loi instituant ce qu'on appelle le statut juif ». Mais, dans l'acte d'accusation comme dans le réquisitoire, ce qui est reproché à Vichy, c'est d'avoir adopté la conception hitlérienne du droit. Ainsi, l'arrêt de condamnation retient au titre de la collaboration, c'est-à-dire de l'article 75 du Code pénal réprimant la trahison, « que la France ait adopté bientôt une législation raciale calquée sur celle de l'Allemagne ». Ce motif relevé, le seul, n'était pas suffisant pour qualifier l'intelligence avec l'ennemi dans le but d'en favoriser les entreprises. Et cela bien que l'adoption des lois antijuives, ait été en Hongrie, Croatie, Slovaquie, Bulgarie, Roumanie, l'annonce de l'inféodation d'un État à la grande Allemagne, et que concéder à Hitler l'antisémitisme c'était lui concéder l'essentiel. Mais, de cela, les acteurs, les témoins et les victimes n'en eurent pleinement conscience qu'après quelques années de recul. Le maréchal Pétain n'a donc pas été condamné expressément, et ne pouvait pas l'être, au vu des charges effectivement retenues, à raison des lois raciales et de leurs suites.

En effet, si le recensement ordonné par cette législation d'exclusion, dans sa version de 1941, facilitera l'arrestation, puis la déportation et par voie de conséquence l'extermination des juifs, qui fut à partir de

1942 la décision arrêtée par Hitler, ce recensement n'avait pas pour finalité à la date de sa promulgation ce qui fut irrésistiblement son effet. Cette législation qui n'obtempérait à aucune demande de l'occupant, contrairement à l'opinion générale en 1945, visait dans l'esprit de ses concepteurs à garantir l'indépendance de l'État en neutralisant les juifs dans un statut discriminatoire qui les écarte de tout poste de responsabilité ou d'influence. L'antisémitisme d'État, antisémitisme d'exclusion sociale, n'est pas le racisme nazi exterminateur¹. Même s'il en fut l'antichambre.

A la question : qui savait quoi ? la réponse de l'histoire est que la « solution finale » fut le secret le mieux gardé de la guerre, selon l'expression de Walter Laqueur². Seul un petit nombre de nazis était informé du but final. Pétain croira que les Allemands déportent les juifs en Pologne comme travailleurs forcés. S'il déclare le 11 juin 1944 à Renthe-Finke : « Vous brûlez les maisons, vous massacrez les enfants, vous souillez les églises, vous couvrez votre pays de honte... vous êtes une nation de sauvages », c'est en apprenant le massacre d'Oradour. Pas plus que les victimes, Pétain ne sait que les horribles conditions de déportation qui lui sont rapportées par son ami René Gillouin, par les évêques de France et les rabbins – et qui l'émeuvent aux larmes, rapporte le pasteur Boegner – sont les préliminaires de ce qui n'a pas encore reçu le nom de « génocide » ; avant de prendre au début des années soixante le nom de « Holocauste » pour désigner de façon spécifique l'extermination des juifs dans sa singularité unique, car elle n'a pas de précédent, en empruntant au vocabulaire religieux la nomination du mal absolu³, puis celui de « Shoah », vingt ans plus

1. Éric Conan et Henry Rousso, *op. cit.*, p. 135, 271, 272.

2. *Le Terrifiant Secret*, Gallimard, 1981.

3. Ian Kershaw, *Qu'est-ce que le nazisme ?*, Folio/Gallimard, 1993, p. 164.

tard, parce que le mystère d'un tel événement appelait la sacralisation d'une qualification empruntée à l'horreur religieuse inversée.

Mais il est une disposition du Code pénal qui eût trouvé à s'appliquer aux grandes rafles et aux déportations des juifs français et réfugiés – même dans l'ignorance de leur destination finale – qui furent exécutées avec le concours de la police et de la gendarmerie françaises, concours actif au moins en 1942. Ce sont les articles 114 et 115 du Code pénal. Article 114 : « Lorsqu'un fonctionnaire public, un agent ou un préposé du gouvernement aura ordonné ou fait quelque acte arbitraire ou attentatoire soit à la liberté individuelle, soit aux droits civiques d'un ou plusieurs citoyens, soit à la Constitution, il sera condamné à la peine de la dégradation civique. » Le texte dispose néanmoins que si le fonctionnaire justifie qu'il agit par ordre de ses supérieurs pour des objets du ressort de ceux-ci, sur lesquels il leur était dû obéissance hiérarchique, il sera exempté de peine, « laquelle sera dans ce cas, appliquée seulement aux supérieurs qui ont donné l'ordre ». Et l'article 115 : « Si c'est un ministre qui a ordonné ou fait les actes mentionnés à l'article précédent, il sera puni de bannissement. » C'est d'ailleurs la peine que les magistrats de la Haute Cour avaient proposé aux jurés de prononcer. La déportation fut ce *crime d'attentat à la liberté*. La poursuite aurait pu se fonder sur cette disposition et à ce titre imputer au chef de l'État français la participation acceptée, même si ce fut sous la contrainte et la force majeure, comme l'aurait plaidé la défense. On relèvera que cette qualification criminelle ne s'applique qu'à la déportation des citoyens français. Le droit d'asile pour « tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté », consacré comme un droit de l'homme dans la Constitution de 1946, et dont la violation constitue aujourd'hui un acte attentatoire à la

Constitution, ne l'était pas dans la Constitution de 1875. Mais, pour en connaître, il eût fallu que l'arrestation, la déportation et le sort final des juifs, avec le concours de l'administration, dont la dernière conséquence est le départ de Drancy, le 17 août 1944, du dernier convoi de déportés pour Auschwitz, fussent abordés par la Haute Cour dans leurs origines, leurs actes d'exécution, sous la contrainte et avec les droits de la puissance occupante, ses résistances aussi, car il faut créditer le chef de l'État et l'ensemble de la fonction publique, tout autant que la population et ses milliers d'actes individuels, de ce que nous avons appelé un échec relatif de la solution finale en France. La question même ne fut pas posée. Mais cette sinistre comptabilité des vies sauvées en échange des vies abandonnées, lorsque l'État est comptable de la vie des réfugiés accueillis comme de celle de ses nationaux, est sans doute justiciable de la condamnation morale que prononçait Benjamin Constant en 1815 dans ses *Principes de politique* : « On nous alléguait, à une époque affreuse, qu'on ne se faisait l'agent des lois injustes que pour en affaiblir la rigueur, que le pouvoir dont on consentait à se rendre le dépositaire aurait fait plus de mal encore, s'il eût été remis à des mains moins pures. Transaction mensongère, qui ouvrait à tous les crimes une carrière sans bornes ! Chacun marchandait avec sa conscience, et chaque degré d'injustice trouvait de dignes exécuteurs. Je ne vois pas pourquoi, dans ce système, on ne se rendrait pas le bourreau de l'innocence, sous le prétexte qu'on l'étranglerait plus doucement. »

C'est cette partie du dossier, qui ne fut qu'entrouverte par la Haute Cour, que je voudrais parcourir. C'est le procès qui ne fut pas plaidé et jugé. Le procès qui semble presque le seul ouvert aujourd'hui devant l'opinion par l'historiographie dominante, qui est passée d'une analyse balancée, ou du moins qui prend en

compte le contexte, qui juge et comprend, représentée par l'*Histoire de Vichy* de Robert Aron notamment, à une condamnation sans circonstances atténuantes mise en mouvement par le livre de Paxton, *La France de Vichy*.

C'est ce qu'Henry Rouso a nommé « le syndrome de Vichy ¹ ». Entre 1944 et 1954, c'est la phase de deuil. La France affronte les séquelles de l'épuration. D'une part on célèbre un peuple tout entier résistant que symbolise l'homme du 18 Juin, et d'autre part s'opère autour de cette reconstitution rassurante, façon « père tranquille », une réhabilitation ou une compréhension des intentions et des actes du Maréchal, tout autant résistant, opposé à son double maléfique, Laval. De Gaulle, qui ne renie pas avoir déclaré en mai 1949 que la condamnation de Pétain était justifiée car « il avait symbolisé ce que fut la capitulation, et même s'il ne l'avait pas voulue, la collaboration avec l'ennemi », déclare à la presse un peu plus tard : « C'est un opprobre que de laisser en prison un homme qui a quatre-vingt-quinze ans. » Des livres aussi paraissent qui, signés de ministres ou de fonctionnaires de Vichy, sont autant de témoignages pour sa défense : Louis Rougier, *Mission secrète à Londres, Les Accords Pétain-Churchill* (Montréal, 1945); du Moulin de Labarthète, *Le Temps des illusions* (Genève 1947); Louis-Dominique Girard, *Montoire, Verdun diplomatique* (1948); Jean Tracou, *Le Maréchal aux liens* (1948); Paul Baudouin, *Neuf Mois au gouvernement* (1948); Yves Bouthillier, *Le Drame de Vichy* (1950).

L'apogée est atteint avec un retentissant article du colonel Rémy, le 11 avril 1950, dans l'hebdomadaire *Carrefour*. Celui qui fut le fondateur du réseau Confrérie Notre-Dame, un héros incontesté de la Résistance, très proche du général de Gaulle, se propose de

1. Le Seuil, 1987, réédition Points-Histoire, 1990.

« tendre une main loyale aux fidèles du Maréchal qui comme lui se sont mis spontanément à la disposition de la France ». De surcroît, ce maurrassien de toujours affirme que le général de Gaulle, lors d'une conversation privée, lui aurait dit : « Souvenez-vous qu'il faut que la France ait toujours deux cordes à son arc. En juin 1940, il fallait la corde Pétain autant que la corde de Gaulle. » Et le Général aurait ajouté en substance : « L'armistice était inévitable, mais il ne faut pas le dire. » Ce fut un déchaînement. Le général de Gaulle publia un communiqué sans ambiguïté : « Rien ne saurait justifier ce qui fut la politique du régime et des hommes de Vichy, c'est-à-dire en pleine guerre mondiale la capitulation de l'État devant une puissance ennemie et la collaboration de principe avec l'envahisseur. La nation a condamné cela. Il le fallait pour l'honneur et l'avenir de la France. » Mais il n'a en même temps jamais nié avoir tenu le propos rapporté par Rémy. Il ne s'était pas opposé en 1947 à ce que lui soit indirectement attribuée la parabole des deux cordes dans une publication hagiographique du chef du RPF par le même Rémy. A cette « affaire », somme toute significative de l'évolution des esprits, s'ajoute en 1951 l'élection comme députés de quatre personnalités qui se réclament de la pensée du Maréchal : Jacques Le Roy Ladurie, Paul Estèbe, Roger de Saivre et Jacques Isorni. Ce sont aussi les succès de librairie des livres de ce dernier, qui sont autant de plaidoyers : *Requête en révision pour Philippe Pétain* (1950), *Souffrance et Mort du Maréchal* (1951), *C'est un péché de la France* (1962), *Pétain a sauvé la France* (1964), *Philippe Pétain* (deux volumes 1973), qui jalonnent le feuillet de la procédure de révision poursuivie avec pugnacité pendant trente ans. Cette période est encore marquée par le vote d'une première loi d'amnistie en 1951, et d'une seconde qui met un terme à l'épuration le 24 juillet 1953, au nom

de l'unité nationale, et au cri poussé par Georges Bidault applaudi par l'Assemblée : « Vive la Résistance ! » C'est en 1954 que Robert Aron publie son *Histoire de Vichy*, le maître-livre pour vingt ans qui développe la thèse du bouclier et de l'épée, variante de la parabole gaulliste des deux cordes. Ce volume de sept cents pages, qui ne donne malheureusement pas la référence de ses nombreuses sources personnelles, fait aujourd'hui l'objet d'une réflexion ironique sans avoir été pourtant jamais contredit sur aucun fait. Ce sont ensuite les biographies de Georges Blond, Pierre Bourget et J.-R. Tournoux.

De 1954 à 1971, à la phase de deuil, phase de réhabilitation aussi, succède le refoulement de la guerre franco-française, comme on dit alors. C'est le développement de la mémoire résistante, sous l'angle de la mémoire gaulliste, dont l'histoire, selon les *Mémoires de guerre* du général de Gaulle qui sont alors publiés, s'est écrite à Londres. Le concours national de la Résistance est introduit dans les collèges en 1964. La même année est votée la loi sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité. Et surtout, le 19 novembre 1964, les cendres de Jean Moulin sont transférées au Panthéon au cours d'une grandiose cérémonie ordonnée autour du général de Gaulle, président de la République, et de l'axiome développé par André Malraux dans son discours : la Résistance, c'est de Gaulle ; de Gaulle, c'est la France ; la Résistance c'est la France à partir du non assumé par le général de Gaulle le premier jour.

Le troisième temps de cette mémoire à quatre temps est ce que Henry Roussio nomme le retour du refoulé. De Gaulle est mort en 1970. La France se retrouve travaillée par le remords de ne pas correspondre au rêve historique soutenu par le verbe mythique du Général. C'est la diffusion, retardée et controversée, du film de Marcel Ophüls, en collaboration avec Harris et

Sédouy : *Le Chagrin et la Pitié*, qui constitue l'événement majeur. A l'image d'une France unanimement résistante est opposée, au travers de la ville choisie de Clermont-Ferrand, une démythification de l'Occupation où les Français sont dépeints hésitants à l'heure des choix, et plus souvent lâches, ou en tout cas attentistes, qu'héroïques. Ce film, notamment par les images des manifestations antisémites en zone sud, contribuera au réveil de la conscience juive et à la première identification d'un antisémitisme d'État. Il y eut *Français, si vous saviez*, d'Harris et Sédouy. Et *Lucien Lacombe* de Louis Malle qui pulvérise l'image d'une France idéalisée par les combats de la Résistance. Toute une série de films suivront : *Section spéciale* de Costa-Gavras (1975), *L'Affiche rouge* (1976), *Les Guichets du Louvre* (1978), *Monsieur Klein*, de Joseph Losey (1976), *Au revoir les enfants* de Louis Malle (1987), *Shoah* de Claude Lanzmann (1985), qui recréent à leur manière la proximité de l'événement lointain et le rendent proche.

En 1973 paraît le premier livre de Robert Paxton, *La France de Vichy*. Sa thèse, sans réserve ni nuance, est qu'il n'y a eu ni double jeu ni demi-résistance, mais une constante et illusoire politique de collaboration à l'initiative de Pétain et de Laval, dont Hitler ne voudra pas. Il décrit un régime qui, au nom de l'ordre, aboutit à la guerre civile. Si dans les sinistres comptabilités de la solution finale la France ne fait pas trop mauvaise figure, comme il le reconnaît, c'est quelquefois malgré Vichy. Voulant sauver l'État, Vichy a failli perdre la nation. Ce bilan ressemble, note le préfacier Stanley Hoffman, à un règlement de comptes. Presque exclusivement fondé sur les archives allemandes, il minimise le poids de l'occupant au profit d'une lecture économique des événements. Il ne fait pas assez de place aux comportements effectifs et aux sentiments réels du plus grand nombre des Français qui furent

antiallemands, et pour partie résistants, et faisaient confiance en même temps au Maréchal, mais qui étaient placés dans une situation de subordination qui excluait que leurs comportements et leurs sentiments laissent des traces dans des documents administratifs. Robert Paxton a effectivement obligé l'historiographie française à réexaminer le mythe d'un « bon » et d'un « mauvais » Vichy. Mettre à l'actif de Vichy une politique effective et parfois efficace de promesses apparentes, de temporisations humiliantes et de sauvetages ponctuels, oblige à assumer aussi aujourd'hui sa politique antisémite. Mais la conclusion de Paxton relève plus de l'idéologie du « politiquement correct » que de la compréhension existentielle de l'historien qui devrait chercher à abolir la distance entre le présent et ce qui s'est réellement passé : « Il est parfois dans l'histoire d'un pays un moment cruel où pour sauver ce qui donne son vrai sens à la nation, on ne peut pas ne pas désobéir à l'État. En France, c'était après juin 1940. » On relèvera que l'intérêt quasi exclusif porté à Vichy et à la condition des juifs pendant l'Occupation depuis vingt ans a pour contrepartie le retard pris par l'école historique française sur le national-socialisme, alors qu'à l'étranger, notamment en Allemagne, en Angleterre et aux États-Unis, les études sur ce qui fut la dictature nazie ne se comptent plus.

La porte fut ouverte au quatrième temps de la mémoire à partir de 1974 par le retour de la mémoire juive. La volonté de témoigner des rescapés n'avait produit qu'un nombre limité de témoignages. Comment transmettre en effet cette expérience qui n'avait pas de précédent pour la rendre dicible ? Primo Lévi écrivit *Si c'est un homme* et pendant plusieurs années son livre ne trouva pas d'éditeur, puis, édité, n'eut que peu de lecteurs, car il n'y eut pas, longtemps, d'oreilles pour recueillir les témoignages sur l'anéantissement total programmé et exécuté de ceux qui avaient

commis « le crime d'exister », selon la formule d'André Frossard. Les descendants des rescapés qui voulaient en 1945 se fondre dans la nation dont ils avaient été séparés ont alors ouvert le procès de Vichy. Le « devoir de mémoire » devient le référent des nouveaux réquisitoires. Occultant totalement le droit à l'oubli, et parfois le devoir de vérité. Le plus significatif et le plus complet est le livre de Serge Klarsfeld, *Vichy-Auschwitz*. Si le titre, par une équivalence révisionniste à sa manière, est une injustice, la documentation produite est sans faille, même si elle ne crédite les sauvetages des juifs qu'aux actions individuelles des Français et des Églises, en méconnaissant la chaîne des actions de la fonction publique et le marchandage qui consista à abandonner les juifs étrangers pour sauver les juifs français. Il faut y joindre le « mémorial » élevé par lui à la mémoire des 75 721 déportés dont il a publié les noms, convoi par convoi, arrachant ainsi les morts à l'anonymat.

L'obscur drame qui s'est joué en septembre 1994 après la publication du livre de Pierre Péan intitulé *Une jeunesse française* et la comparution volontaire de François Mitterrand avant l'heure au tribunal de l'histoire télévisuelle est le dernier acte du syndrome de Vichy. L'auteur ne dit pas « la jeunesse de François Mitterrand », mais « une jeunesse française », qui rassemble en un portrait les comportements et les sentiments contradictoires de la jeunesse française d'alors. Portrait exemplaire parce qu'il est représentatif. Tout était connu de qui voulait connaître, mais en même temps voué à la suspicion parce qu'inavoué : prisonnier évadé à la troisième tentative, fonctionnaire du gouvernement de Vichy, chargé en 1942 du rassemblement des prisonniers, chroniqueur dans des revues de la Révolution nationale, décoré de la francisque en 1943 après l'avoir sollicitée, et prêtant serment au Maréchal, après être entré dans la Résistance active en

mars 1943, et ralliant Londres et Alger au péril de sa vie, chargé par le général de Gaulle, auquel il refuse de faire allégeance, de fédérer les organisations de prisonniers résistants, membre du gouvernement insurrectionnel lors de la libération de Paris... Il a été pétainiste, giraudiste, résistant, simultanément. Mais pour la première fois cette part de vérité sortait de l'ombre par les confidences de celui qui l'avait tue. Tout juste avait-il écrit, en 1969, ce qui est la clé de cette dernière confession : « Vus d'Allemagne, Pétain et de Gaulle n'incarnaient pas deux politiques contradictoires. » Et la photographie de sa rencontre avec le maréchal Pétain le 15 octobre 1942 sur la couverture de ce livre visualise ce dévoilement. Ces confidences, les documents publiés et cette photographie illustrent un Mitterrand pluriel aux mille et une fidélités inédites pour beaucoup.

Ce n'est pas l'audace aventurière et romanesque d'un amant du pouvoir dans l'art d'épouser chaque moment de l'histoire pour s'en faire, condottiere républicain, une marche pour le conquérir et le garder qui intéresse l'historien de cinquante ans de passions françaises. C'est que l'exemple de l'auteur de *Ma part de vérité*, dont l'histoire correspond assez à l'histoire des Français, mais avec un supplément rare d'intrépidité, montre bien que la complexité de cette période interdit à tout historien honnête de se montrer manichéen. François Mitterrand l'avait confié à Claude Cheysson, à propos de sa propre expérience à Vichy : « Les choses ne sont pas noires, elles ne sont pas blanches, elles sont grises. » Aussi incarne-t-il assez bien les deux France, quand les Français ne s'aimaient pas. Ce sont ces deux France que, devenu un autre mais resté lui-même, il veut réconcilier pour mettre fin à la guerre civile qui dure entre les Français, ainsi qu'il l'a déclaré à Jean-Pierre Elkabbach. Lui qui a porté la francisque du Maréchal et la rosette de la Résistance, déposé une

rose sur la tombe de Jean Moulin dans le Panthéon des gloires républicaines et chaque année une gerbe de fleurs sur celle de Philippe Pétain à l'île d'Yeu.

Les choses de la vie étaient grises. Sauf pour le Général de Gaulle, l'homme du non du premier jour. Jean Daniel a rapporté à ce sujet une histoire bien édifiante. A Jean-Jacques Bresson, président de ce qui était alors l'ORTF, qui lui demandait ce qu'il pensait de l'opportunité de diffuser le film de Max Ophüls *Le Chagrin et la Pitié*, le Général demanda ce qu'il y avait dans ce film. Bresson lui répondit qu'il y avait des vérités sur ceux qui avaient résisté, sur ceux qui avaient collaboré, sur ceux qui avaient attendu. « Des vérités ! s'est exclamé de Gaulle. Vous croyez que j'aurais fait contre les Anglais et les Américains un gouvernement provisoire avec des vérités ? On fait l'Histoire avec une ambition, pas avec des vérités. De toute manière, je veux donner aux Français des rêves qui les élèvent, plutôt que des vérités qui les abaissent. » Et le film fut interdit à la télévision.

Souhaitons qu'une nouvelle génération d'historiens, à l'exemple d'André Kaspi, Asher Cohen, Annette Wieviorka – comme les y invitent Éric Conan et Henry Rousso dans leur livre repentir, *Vichy un passé qui ne passe pas*, surmontant le manichéisme forcené de ces dernières années qui a conduit trop d'auteurs (qui n'ont pas vécu cette période, à la différence d'un Robert Aron, d'un Henri Amouroux, d'un F-G. Dreyfus, plus à même d'en saisir *la complexité*) à une lecture vengeresse des événements et à des amalgames anti-historiques –, porte une appréciation plus mesurée sur le discernement des intentions et la réalité des comportements.

Si l'injustifiable horreur ultime défie la raison, c'est encore à la raison qu'il appartient de réintégrer l'histoire réelle dans l'histoire écrite. André Kaspi nous y invite à propos de l'Union générale des Israélites de

France et d'une lecture d'une note de son secrétaire général demandant à la directrice de l'asile Lamarck les noms des « enfants évadés ». Et ce qu'il écrit est transposable aux cas des fonctionnaires civils et militaires qui ont contribué à protéger les Français et à préparer une France capable de participer, le jour venu, à la libération du territoire, ce dont ne rendent pas compte les écrits destinés à être lus par l'occupant : « Il faut se méfier des documents qui figurent dans les archives de l'UGIF. Ils sont destinés aux autorités allemandes et au Commissariat général aux questions juives. Ce sont des documents officiels, rédigés à une époque d'extrême oppression, qui dissimulent des activités beaucoup moins officielles. Ils expriment une partie de la réalité, non pas toute la réalité. Somme toute, il ne faut pas céder aux apparences. En théorie, l'UGIF est contrainte d'appliquer la politique des regroupements, c'est-à-dire de regrouper dans des maisons les enfants " bloqués " et les autres, donc de renoncer à les dissimuler. Organisme officiel, il lui est impossible de ne pas tenir des listes. En pratique, elle a aussi contribué à les répartir, autant que le permettaient les possibilités d'accueil, dans des familles chrétiennes et dans des foyers qui n'étaient pas juifs ¹. »

André Kaspi observe aussi, en réponse à la question de savoir si les responsables de l'UGIF ont été « des collaborateurs, les victimes de leur propre erreur ou bien des héros », débat qui est au cœur de ces quatre années : « Peut-être y verra-t-on plus clair, si l'on n'oublie pas que la référence à la chronologie est capitale, que les bouleversements de 1942 ont été suivis par les prises de conscience de 1943 et par les espoirs de 1944, si l'on garde en mémoire que la survie à Paris, au voisinage d'une Gestapo redoutable et omni-

1. André Kaspi. *Les Juifs pendant l'Occupation*, Le Seuil, 1991, p. 325, 326, 346.

présente, présente d'autres caractéristiques que l'existence en zone libre, si l'on veut bien accepter l'idée toute simple que personne n'est complètement coupable ni complètement innocent, qu'en fin de compte l'histoire nous fait entrer dans le monde de l'à-peu-près, des bonnes intentions qui exercent des effets pervers, du courage et de la lâcheté, bref de l'infinie diversité ¹. »

Le statut des juifs

La législation discriminatoire à l'égard des juifs n'a été ni imposée par l'occupant ni copiée sur la législation nazie. Voilà le fait désormais incontestable. Elle a été librement préparée, adoptée, promulguée et mise en application par Vichy. Avant les travaux de Robert Paxton, publiés en France en 1973 ², que l'on crédite à tort d'avoir été le premier, Robert Aron, dans son *Histoire de Vichy*, parue en 1954 ³, avait vu et dit que les mesures prises par les lois de Vichy d'octobre 1940 et juin 1941, avaient introduit le *délit d'appartenance*, qui permettait de frapper un innocent en raison de son appartenance à une collectivité.

L'antisémitisme nationaliste et républicain, qui fut le terreau de cette législation, se distingue de l'antisémitisme hitlérien, qui est raciste. Il se veut inspiré par des considérations religieuses et nationales. Xavier Vallat, premier commissaire aux Questions juives, s'en est expliqué lors de son procès devant la Haute Cour : « Il n'y a pas imitation de la législation d'un régime totalitaire quelconque ; il y a fidélité à une tradition antijuive de l'État, qui peut trouver des précédents aussi bien dans le passé historique de notre propre nation que dans celle de la chrétienté. » Aussi Robert

1. *Ibid.*

2. M.R. Marrus et R.O. Paxton, Calmann-Lévy, 1973, p. 77 à 84.

3. Fayard, p. 223 et suiv.

Paxton reconnaît-il que Vichy, livré à lui-même, se serait satisfait de la discrimination professionnelle objet de sa législation, et qu'aucun racisme, tant que Vichy a eu les mains libres, n'a inspiré sa politique ¹.

Le gouvernement français voulut établir son propre statut des juifs – c'est l'objet de la loi du 3 octobre 1940 – sans laisser dans ce domaine l'initiative aux Allemands. En effet, le 27 septembre, les autorités d'occupation, sous la pression d'Otto Abetz, ont promulgué en zone occupée une ordonnance qui définit comme juives les personnes appartenant à la religion juive ou ayant deux grands-parents juifs, et les oblige à se faire recenser; les propriétaires ou exploitants juifs d'un fonds de commerce doivent apposer une affiche rédigée en allemand et en français le désignant comme entreprise juive. Robert Aron a publié la note inédite ² de protestation adressée deux jours avant cette ordonnance par Baudouin, ministre des Affaires étrangères de Vichy, aux autorités allemandes. Elle dit tout ce qu'il faut dire sur la discrimination. Elle condamne ainsi le statut qui va être décidé par le gouvernement auquel Baudouin appartient.

Le général de La Laurencie indique qu'il a été avisé par l'agent de liaison du chef de l'Administration militaire allemande que certaines mesures seraient prises très prochainement contre les israélites. D'après une déclaration du colonel... ces mesures porteront sur les quatre points suivants :

1° Aucun israélite ne sera autorisé par les Autorités allemandes à se rendre de zone libre en zone occupée.

2° Les israélites résidant actuellement en zone occupée pourront y rester. Ils seront toutefois astreints à se présenter à la police dans des conditions non nettement définies.

1. *La France de Vichy*, réédition Le Seuil/Points, p. 172-173.

2. Robert Aron, *op. cit.*, p. 229-230. Voir aussi F.-G. Dreyfus, *op. cit.*, p. 290-291.

3° Les maisons de commerce et magasins appartenant à des israélites recevront une inscription spéciale, nettement apparente, indiquant la non-aryanisation de leurs propriétaires.

4° Toute maison de commerce appartenant à un israélite n'ayant pas encore rejoint les territoires occupés sera mise en exploitation sous la direction d'un gérant.

Sans aborder le fond du problème qui se trouve ainsi soulevé par les autorités d'occupation, je vous signale que la décision prise par le général me semble appeler de notre part les observations suivantes :

Les mesures que l'Administration allemande envisage d'appliquer dépassent l'exercice des droits reconnus à la Puissance occupante dans leur ensemble; elles tendent à créer dans une partie du territoire français un régime d'exception et par un acte unilatéral des Autorités allemandes dans un domaine qui relève des seules Autorités françaises, elles rompent l'unité administrative de la France, unité pourtant reconnue par la Convention d'armistice.

Il est un autre point qui doit également retenir notre attention. Dans l'application des mesures en question, sur quelle base les Autorités allemandes proposent-elles d'établir la discrimination qu'elles envisagent? Les caractéristiques raciales, la terminologie des noms sont des critères souvent incertains. Quant à la base confessionnelle, il est difficile de l'invoquer en France où les individus ne sont pas tenus de déclarer officiellement la religion à laquelle ils appartiennent, où l'état civil ne mentionne pas la confession à laquelle les ascendants ont appartenu. Cette incertitude risque de donner lieu à des incidents regrettables.

Discuté le 1^{er} octobre 1940 au Conseil des ministres, le statut des juifs, publié au *Journal officiel* le 18 octobre, est daté du 3 octobre. Il précède la loi du 4 octobre sur les ressortissants étrangers de race juive qui permet aux préfets de les interner « dans des camps spéciaux ». La promulgation des deux lois vise à distinguer clairement et publiquement le sort des juifs français de celui des juifs étrangers. Mais le statut du 3 octobre reprend la définition allemande du décret du

27 septembre, en l'aggravant : « Est regardé comme juif selon l'article 1 toute personne issue de trois grands-parents de race juive ou de deux grands-parents de la même race, si son conjoint lui-même est juif. » Le critère est donc exclusivement ethnique. Par ce biais, commente Robert Aron, le critère racial, le seul retenu, éclipse tout autre mode de discrimination, qu'il soit religieux ou national. Les conséquences de cette définition se développeront selon la logique de l'antisémitisme d'État : l'accès et l'exercice des fonctions publiques, de l'enseignement et de l'armée sont refusés aux juifs qui en sont chassés. Seules quelques fonctions subalternes sont permises aux anciens combattants. Il n'y a aucune exception en ce qui concerne les activités dans le journalisme, la radio, le cinéma et le théâtre. Il est annoncé en même temps un système de quotas pour les professions libérales. Mais, déjà, la loi du 16 août 1940 instituant l'Ordre des médecins et la loi du 10 septembre 1940 sur l'accès au Barreau avaient exclu ceux qui ne seraient pas nés de père français, visant implicitement les médecins et avocats juifs. Et, le 27 août, le gouvernement de Vichy avait aboli le décret-loi Marchandeau du 21 avril 1939 qui réprimait la diffamation raciale. Le décret Crémieux de 1870 qui avait donné aux juifs algériens la nationalité française fut aboli le 7 octobre 1940.

Toutes ces lois sont des lois françaises et furent adoptées sans aucun diktat allemand. Les recherches de Michael Marrus et Robert Paxton dans les archives allemandes le confirment. La thèse souvent avancée ¹, et qui peut s'appuyer sur la ressemblance du statut français des juifs avec les lois dites de Nuremberg, selon laquelle cette législation découlerait inexorablement de l'armistice, n'est donc pas justifiée. La législation antisémite de Vichy n'a pas précédé celle des Alle-

1. Jérôme Carcopino, *Souvenirs de sept ans 1937-1944*, 1953, p. 245. Paul Baudouin, *op. cit.*, p. 341.

mands comme on l'a cru ou écrit. Elle n'a pas non plus été promulguée en réponse à une demande de l'occupant. Comme l'écrit Otto Abetz dans le mémorandum dit de Salzbourg du 30 juillet 1940 : « Le climat antisémite au sein du peuple français est tellement fort qu'il n'a pas besoin d'être renforcé. » Cette législation s'inscrit dans la politique intérieure de Vichy qui vise, après l'éclatement, à l'homogénéisation de la société française, et pour cela d'abord à distinguer les juifs français, assimilés de longue date, ou assimilables, considérés comme des citoyens, protégés comme tels de la persécution nazie, des immigrés, réfugiés, étrangers ou nationalisés de fraîche date. Mais elle y ajoute, traduisant l'antisémitisme profond de Raphaël Alibert, le ministre de la Justice, auteur et scripteur de la loi, qu'elle les exclut de tout poste de responsabilité ou d'influence.

Vallat parle de « microbe » dont il faut protéger « l'organisme » français menacé « d'anémie mortelle ». Les réactions négatives publiques furent rares. L'indifférence semble avoir été l'attitude générale¹. Cardinaux et archevêques avaient admis et admettront un peu plus tard que l'État a « le droit et le devoir de protéger ses nationaux ». Le pasteur Boegner est le seul, au nom des Églises protestantes, à protester publiquement.

Il faut d'autant plus admirer la lettre courageuse écrite par René Gillouin, philosophe, ami intime et admirateur du Maréchal. Il y avait eu quelques semaines plus tôt, entre le Maréchal et lui, un coup de foudre de sympathie. René Gillouin était devenu l'un des conseillers écoutés; il avait écrit plusieurs de ses

1. Il est incontestable qu'il y avait en France, en 1940, un antisémitisme fort, qui avait été attisé par l'arrivée d'au moins 150 000 juifs étrangers entre 1925 et 1940. Sous Vichy, une institution comme l'École des cadres d'Uriage, qui bénéficia d'une aura de résistance, excluait les juifs.

discours. Il s'éloignera en mai 1941 quand il constatera que ses lettres et ses commentaires sur le sort des juifs émeuvent le Maréchal mais sont sans effet sur sa politique. Dès la première loi, il vise « l'abjecte législation antisémite qui n'est ni humaine, ni chrétienne, ni française, et qui laisse une tache indélébile sur le régime nouveau ». Et cela alors qu'il approuve, soutient et chante même les mérites de la forme autoritaire de l'État nouveau, la charte du travail, le statut de la paysannerie et de l'artisanat, et de façon générale « l'établissement d'un climat nouveau, composé d'amour du travail, de culte de l'honneur et d'esprit d'équipe... ¹ ».

La révocation de l'édit de Nantes qui est restée comme une tache sur la gloire de Louis XIV apparaîtra, monsieur le Maréchal, comme une bergerie à côté de vos lois juives. Car les protestants français du ^{xvii}^e siècle pouvaient se soustraire aux rigueurs de la persécution soit en se convertissant, soit en émigrant, mais les juifs de France, nos contemporains, ne peuvent émigrer car il leur est interdit de quitter la France même quand d'autres nations s'offrent à les recevoir et il ne leur servirait à rien de se convertir car le sang juif est, paraît-il, une tare indélébile.

Je dis, monsieur le Maréchal, en pesant mes mots, que la France se déshonore par la législation juive dont votre gouvernement vient d'annoncer la dernière étape. Et comme les valeurs spirituelles ont de multiples retentissements sur le plan temporel, elle en subira de nouveaux dommages dans le domaine politique, notamment par le surcroît de discrédit qui en résultera pour elle d'un bout à l'autre des États-Unis d'Amérique.

Je voudrais vous préciser en terminant, monsieur le Maréchal, que les sentiments que j'exprime, si je les éprouve peut-être avec une vivacité exceptionnelle, ne me sont nullement particuliers. Je crois pouvoir vous dire qu'ils sont partagés par tous ceux qui comptent dans la France intellectuelle comme dans la France spirituelle. Si l'écho n'en est point parvenu jusqu'à vous,

1. Marc Ferro, *Pétain, op. cit.*, p. 287-288.

c'est que ni la parole ni la plume ne sont libres et c'est que le courage n'est pas répandu, c'est aussi qu'on tient compte à votre gouvernement des dures nécessités de la défaite. Mais on voudrait du moins qu'au lieu de mettre une hâte indécente à devancer ou à dépasser les exigences du vainqueur, le nouvel État français tâchât de ruser avec elles et suivant l'exemple que lui donnait un autre pays catholique, l'Italie, alliée de l'Allemagne, promulguât des lois sévères, mais se gardât bien de les appliquer.

Veuillez agréer, monsieur le Maréchal, l'hommage de mon respectueux dévouement.

Il faut y associer la lettre, admirable de mépris, de Pierre Masse. Elle a sa place dans l'histoire, celle du Barreau dont il fut l'un des plus grands, celle de la vie publique, puisqu'il fut secrétaire d'État au gouvernement Clemenceau de la Grande Guerre. Il avait le 10 juillet 1940, comme sénateur de l'Hérault, voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

Monsieur le Maréchal,

J'ai lu le décret qui déclare que tous les israélites ne peuvent plus être officiers, même ceux d'ascendance strictement française.

Je vous serais obligé de me faire dire si je dois aller retirer leurs galons à mon frère, sous-lieutenant au 36^e régiment d'infanterie, tué à Douaumont, en avril 1916; à mon gendre, sous-lieutenant au 14^e régiment de dragons portés, tué en Belgique, en mai 1940; à mon neveu, J.-F. Masse, lieutenant au 23^e colonial, tué à Rethel, en mai 1940.

Puis-je laisser à mon frère la médaille militaire gagnée à Neuville-Saint-Vaast, avec laquelle je l'ai enseveli? Mon fils Jacques, sous-lieutenant au 62^e bataillon de chasseurs alpins, blessé à Soupir, en juin 1940, peut-il conserver son galon?

Suis-je enfin assuré qu'on ne retirera pas rétrospectivement la médaille de Sainte-Hélène à mon arrière-grand-père?

Je tiens à me conformer aux lois de mon pays, même quand elles sont dictées par l'envahisseur.

Il disparaîtra un jour, dans la nuit et le brouillard, sans qu'on sache où ni quand, et après les vains efforts du bâtonnier Charpentier et de ses confrères pour le sauver.

Pour l'heure, Paul Baudouin s'efforce de rassurer la presse américaine : « Nous avons décidé de limiter l'action d'une communauté spirituelle qui, quelles que soient ses qualités, est toujours restée indépendante de la communauté spirituelle française. » Les juifs ne doivent plus « constituer un empire dans l'empire ». Et il rassure, ou croit rassurer : « Il ne sera touché ni aux personnes, ni aux biens, et, dans les domaines desquels ils ne seraient pas exclus, aucune discrimination humiliante ne sera faite ¹. »

Les gouvernants semblent donc dans l'illusion quant aux suites de leur politique d'exclusion. Ils détestent le nazisme, ils n'ont aucune parenté avec son racisme biologique, ils sont hostiles à l'Allemagne; s'ils sont favorables majoritairement à un gouvernement autoritaire, ils ne sont pas fascistes; mais, par la conjonction d'une législation discriminatoire et de la nouvelle technologie statistique de la carte perforée, ils vont, sans l'avoir voulu et sans l'avoir évidemment prévu, préparer et faciliter la tâche de ceux qui en 1942 mettront en mouvement le rouleau compresseur de la déportation. Une campagne de dénigrement, écrite ou chuchotée, ajoutant à tous les griefs anciens celui d'avoir voulu la guerre, devait contribuer à l'isolement moral et national de ceux qui se trouvent ainsi privés par la loi de certains droits et frappés d'incapacité juridique. Lorsque viendra le tour des juifs français, et que cessera l'illusion partagée par eux que les Allemands n'en veulent qu'aux juifs étrangers et qu'ils sont, eux, protégés par Vichy, les fichiers établis à la suite de la

1. *Journal des débats*, 25 octobre 1940, cité par Marrus et Paxton, *Vichy et les Juifs*, Livre de Poche, p. 42.

loi du 2 juin 1941 prescrivant le recensement des juifs seront à la disposition des SS et des policiers français chargés des arrestations de 1942. Il est vrai qu'une circulaire aux préfets, en 1943, leur interdira de permettre à la Gestapo de consulter ces listes et que Bousquet confirmera à Knochen, responsable de la « solution finale » en France, cette instruction, formellement approuvée par le gouvernement français¹.

Il est évident que le statut des juifs tel qu'il résulte des lois du 3 octobre 1940, du 2 juin 1941 et du 11 décembre 1942, loi relative à l'apposition de la mention « juif » sur les titres d'identité délivrés aux israélites français et étrangers, est contraire aux principes du droit public français. Les articles 1 et 6 de la Déclaration du 26 août 1789 font de l'égalité des citoyens un principe fondateur. « La loi doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens étant égaux à ses yeux sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autre distinction que celle de leur vertu et de leur talent. » Il s'agit d'un texte auquel le pouvoir législatif ne peut déroger. Mais il n'existe pas en 1940, pas plus qu'en 1939, 1933, 1870, 1830, 1794, de recours contre les abus du pouvoir législatif, les majorités liberticides et les crimes des hommes d'État. Il n'y a pas en effet de contrôle de la constitutionnalité des lois. Les juges appliquent la loi; ils ne sont pas juges de la constitutionnalité interne et, chaque fois que l'on a voulu instituer des juges de la loi – à l'exemple de la Cour suprême américaine – la proposition a été écartée avec indignation au nom du dogme de la volonté générale. La loi c'est la loi². Si Pierre-Henri Teitgen, et lui seul, contesta que le pouvoir législatif ait pu déléguer le

1. Serge Klarsfeld, *Vichy-Auschwitz*, op. cit., t. II, p. 131, 311, 358, 359.

2. Jean-Marc Varaut, *Le Droit au droit*, PUF.

pouvoir constituant et ajouta que les lois promulguées étaient soumises en tout cas à la ratification, il n'empêche que le Parlement avait souverainement et librement délégué au maréchal Pétain le pouvoir constituant et le pouvoir législatif.

Lorsque le professeur Maurice Duverger commente en 1941 la situation des fonctionnaires « depuis la révolution de 1940 », il n'exprime aucune réserve sur ce statut. Il commente au contraire : « La mesure qui frappe les juifs a le caractère d'une mesure de salut public ¹. » Et il constate que le législateur « a voulu assurer scrupuleusement l'indemnité des fonctionnaires juifs éliminés de leurs fonctions » car, écartés du principe d'égalité devant les fonctions publiques, « on n'a pas voulu les priver également du bénéfice du principe d'égalité devant les charges publiques ». Et l'honorable professeur de conclure : « Les lois du 3 octobre 1940 et du 2 juin 1941 n'ont donc pas le caractère de mesures de représailles, mais de mesures de salut public. » Le commentaire est de 1941. En 1944 encore, Gaston Jeze, éminent publiciste, républicain de gauche, analyse dans la même revue « la définition légale du juif ». Ce qui le préoccupe, c'est à qui incombe de la preuve et ce que sont les présomptions contraires, tel qu'un certificat d'ondoiment qui n'a pas explicitement été révoqué. Et il analyse la jurisprudence du Conseil d'État qui, dans deux arrêts du 4 avril 1942, pris en assemblée générale, avait interprété les lois de 1940 et 1941 sur le statut des juifs. Le Conseil d'État, pas plus que les éminents professeurs, n'a éprouvé ou n'a exprimé un scrupule juridique au regard du principe constitutionnel d'égalité devant la loi et du principe de droit naturel d'égale dignité de chacun.

Il n'est pas alors de recours connu contre la loi, comme le prévoira au contraire le projet de Constitu-

1. *Revue de droit public*, 1941, p. 317.

tion de 1943 qui proposait d'instituer une Cour suprême de justice pouvant être saisie par voie d'exception devant toute juridiction pour inconstitutionnalité de la loi. Il n'y a pas non plus de disposition pénale pour sanctionner l'exclusion de telle ou telle fonction. Pas plus d'ailleurs qu'il n'en existait contre les décrets-lois des 2 mai et 12 novembre 1938 sur la police des étrangers, qui ont précédé la loi du 4 octobre 1940 sur le même sujet. Aussi Pétain n'a-t-il été ni poursuivi, ni jugé, ni condamné du chef de discrimination.

Seule la Haute Cour, telle qu'elle était définie dans la Constitution de 1875, composée de sénateurs, juridiction politique par excellence, émanation du Sénat qui avait voté le 10 juillet 1940 la délégation des pouvoirs constituants au maréchal Pétain, aurait pu dire si les lois du 30 octobre 1940 et du 2 juin 1941 portant statut des juifs, édictées et promulguées en vertu de ces pouvoirs délégués, n'avaient pas constitué ce que Léon Blum nommera un « abus de confiance morale ».

Mais, à la date de ces lois, ni Jules Jeanneney, ni Édouard Herriot, ni Édouard Daladier ne mettaient en cause le détournement des pouvoirs constituants et législatifs. La xénophobie des Français, consonante à celle de tous les peuples d'Europe et d'Amérique du Nord, Anglais, Américains et Canadiens compris, et que partagent nombre d'israélites de souche française pour qui les juifs émigrés de Pologne ou d'Allemagne sont cause de leur malheur, leur fera plutôt bien accueillir ces lois qui enclencheront pourtant, ce que Vichy n'avait évidemment ni prévu ni voulu, la machine infernale du génocide.

L'engrenage

Raul Hilberg, dans sa monumentale et décisive description de *La Destruction des juifs allemands*, retient

quatre étapes du processus menant au génocide : la définition des juifs, l'élimination des juifs de la vie économique, la séparation totale des juifs de la population environnante, enfin la décision de les déporter pour les exterminer. Nous venons de voir avec le statut des juifs la première étape. Elle ne s'inscrit pas dans le processus de destruction à ces dates, octobre 1940 et juin 1941. En 1940 et 1941, les Allemands expulsent les juifs allemands des pays de Bade et du Palatinat car Hitler veut purger l'Allemagne de ses juifs. Les Allemands les refoulent de Belgique et de Hollande et de la zone qu'ils occupent vers la « zone libre » pour s'en débarrasser. Les convois de réfugiés conflueront vers le sud de la France, provoquant les habituelles réactions de rejet dans l'humiliation de la défaite, la généralisation de la pénurie et le chômage.

Ainsi que l'écrivent Marcus et Paxton : « Alors que nous voyons inévitablement se profiler derrière les mesures antijuives de Vichy, Auschwitz, les contemporains voyaient ce qu'ils nommaient le " problème juif " à travers le prisme de la décennie qu'ils venaient de vivre : la crise, l'afflux des réfugiés, une guerre qu'ils n'avaient pas voulue, une défaite humiliante ¹. » « Il serait hasardeux de présumer, écrit de son côté Asher Cohen, même si de rares exceptions existent, que des contemporains auraient pu prévoir, en 1940-1941, les chambres à gaz d'Auschwitz ². » Et Conan et Rousso : « Certes, ces lois ont favorisé ultérieurement l'application de la " solution finale ", un crime prémédité et organisé par les nazis. Statuts, fichiers, lois d'exclusion françaises ont facilité les arrestations massives de 1942-1943. Mais le sens de ces lois, promulguées entre juillet 1940 et l'été 1941, n'était pas celui de prémices d'une extermination, projet qui, à ce moment-là, n'est pas à l'ordre du jour, ni dans la politique de Vichy, ni

1. *Op. cit.*, p. 176.

2. *Op. cit.*, p. 54.

même dans celle du Reich. Ces lois françaises exprimaient un principe d'exclusion politique et sociale inscrit au cœur d'une certaine tradition française et qui reste aujourd'hui encore vivante¹. »

L'administration dans son ensemble mit en œuvre le nouveau statut avec la même compétence et la même attention dans les détails, tels que les quotas d'étudiants et de médecins juifs, que les dispositions concernant le ravitaillement et le rationnement, le paiement des frais d'occupation et les conditions de la circulation ferroviaire et postale interzone, mesures désagréables, mais rendues nécessaires par la guerre. Il ne s'agissait que de l'une de ses nombreuses tâches et non pas d'une obsession majeure comme chez les nazis. Dans sa déposition au procès par contumace de Darquier de Pellepoix, successeur de Xavier Vallat au Commissariat général aux Questions juives, Otto Abetz le constate : « D'une manière générale, il était impossible que les Français même de tendance antisémite puissent s'entendre sur ces questions avec des Allemands, notamment avec ceux qui en étaient chargés. Chez les premiers en effet, il s'agissait de mesures qui tendaient à limiter l'influence juive sur le plan politique et économique, et cela dans une " mesure d'équilibre ", chez les seconds au contraire, le problème avait pris l'aspect d'une guerre de religion avec tout le fanatisme irraisonné que ce problème pouvait compter². »

La seconde étape fut l'aryanisation des entreprises. Elle est, elle, d'initiative allemande. La spoliation, qui est la réalité de cette qualification idéologique d'aryanisation, commence par une ordonnance du 18 octobre 1940 prise à l'initiative d'Otto Abetz en zone occupée et approuvée par Heydrich : des administrateurs sont nommés pour gérer les entreprises « sous

1. *Op. cit.*, p. 272.

2. Archives nationales W III 142, cité par Cohen, *op. cit.*, p. 75.

influence prépondérante juive ». Il s'agit d'abord d'empêcher pratiquement les juifs du sud de revenir en zone occupée. Vichy crée alors pour contrebattre cette mainmise allemande sur une partie du patrimoine national, les possessions juives étant principalement localisées en région parisienne, un service de contrôle des administrateurs provisoires (SCAP) sous l'égide du ministère de la Production industrielle. La collaboration dans la spoliation des juifs en 1940 et 1941 fut, malgré cette rivalité d'objectifs, écrit Asher Cohen, « parfaite ». Elle fut étendue en 1941 à la zone libre. Puis une deuxième ordonnance allemande, le 26 avril 1941, exclut les juifs du commerce, de la banque, de la restauration, de l'hôtellerie, des assurances... Et, dans toutes les entreprises, des postes d'employés supérieurs ou d'employés en contact avec le public. Ce fut ensuite le 28 mai 1941 la restriction des comptes bancaires. La paupérisation de la population juive en zone occupée fut rapide. L'institution du Commissariat aux questions juives en mars 1941 accélérera la naturalisation de ce processus d'aryanisation, mot qui comporte déjà l'acceptation du racisme hitlérien.

Cette spoliation est évidemment contraire à l'article 17 de la Déclaration de 1789 : « La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité. » Ni l'utilité publique, selon l'article 545 du Code civil, légalement constatée, ni évidemment l'indemnité préalable et juste n'entrent dans les prévisions de cette législation d'exception imposée par l'occupant. Mais le légicentrisme jacobin n'avait prévu aucun recours contre l'absolutisme de la loi, fût-elle liberticide. Le Conseil d'État qui eut à connaître de recours dans le domaine de l'aryanisation rappelle que l'objectif de la loi du 22 juillet 1941 « était d'éliminer toute influence juive

de l'économie nationale », sans invoquer pour l'application de cette loi le principe général de l'égalité. Il est vrai qu'il faudra attendre la décision du 16 juillet 1982 du Conseil constitutionnel pour que soit juridifié et constitutionnalisé en droit français le droit de propriété.

Le Commissariat général aux questions juives (CGQJ), créé le 29 mars 1941, suivi en novembre par l'institution de l'Union générale des israélites de France (UGIF), avant le port de l'étoile jaune en zone occupée par la décision allemande du 7 juin 1942, sont les moyens de la troisième étape : la séparation totale de la population environnante. Le CGQJ et l'UGIF sont l'un et l'autre des concepts allemands, déjà expérimentés, même s'ils sont créés par la législation française et soumis, comme les autres administrations, au gouvernement. L'initiative est allemande, puisque l'initiateur en fut Dannecker, responsable en France de la politique antijuive : « Après la promulgation par le gouvernement français du statut juif du 3 octobre 1940, la situation de la question juive en France connut un certain ralentissement. C'est pourquoi le chargé d'affaires juives [Dannecker] élaborait le plan d'un Bureau central juif. Des pourparlers au sujet de ce plan furent engagés avec l'Administration militaire, le 31 janvier 1941. Celle-ci ne manifesta pour la chose aucun intérêt et, estimant que la question était d'ordre purement politique, en confia l'examen au SD, d'accord avec l'ambassade d'Allemagne. Sur l'insistance répétée du service juif de l'ambassade, le Conseil des ministres français décida de créer, le 8 mars 1941, un Commissariat aux Questions juives ¹. »

Il s'agit, d'après ce rapport du 1^{er} juillet 1941, d'instituer un office de repérage, de contrôle économique, de propagande et de police des juifs, sous le contrôle du

1. Documents Nuremberg Fr. 1207, 1^{er} juillet 1941.

SD, et l'administration apparente des autorités françaises. Le rapport, rédigé une semaine après l'attaque allemande contre l'URSS, émane d'un adjoint d'Eichmann; il comporte une mention importante : il est question « de notre plan... pour préparer la solution de la question juive en Europe ». Il s'agit à cette date d'organiser bureaucratiquement la séparation totale des juifs du reste de la population. Il ne s'agit pas de déportation pour Dannecker, qui ignore que le passage de l'exclusion à l'anéantissement des juifs est déjà en cours en Russie, sur les arrières de l'armée allemande. Comme le CGQJ l'ignore évidemment.

Le CGQJ n'a pas lors de sa création les buts et les compétences voulues par Dannecker, et son premier commissaire, Xavier Vallat, n'est pas l'un des fascistes souhaités par le chargé d'affaires, mais un patriote aussi antiallemand qu'antisémite. Dans les domaines de la propagande et des arrestations, le CGQJ fut, selon Cohen ¹ très loin du plan initial de Dannecker. Ce n'est d'ailleurs pas le commissariat aux Questions juives, mais la police parisienne, avec l'aide de son fichier, qui assistera la police allemande dans les premières rafles, les 15 et 20 août 1941, de 4 230 juifs étrangers conduits à Drancy, et le 12 décembre de 743 français israélites envoyés pour Compiègne en réplique aux premiers attentats contre l'occupant qui vont engager la spirale de la violence selon la stratégie révolutionnaire.

C'est en effet la police régulière qui fut le principal exécutant de la politique antijuive de Vichy. Vichy se veut et est un état de droit à sa manière. La police aux Questions juives (PQJ), créée par Pierre Pucheu à l'automne 1941, et qu'admirait Dannecker, est toutefois maintenue en lisière par l'administration dans les deux zones, bien que sa création ait été présentée comme le moyen d'étendre la souveraineté du gouver-

1. *Op. cit.*, p. 146.

nement. On le lit dans un rapport du directeur général de cette nouvelle Police aux Questions juives : « Nous estimons qu'il serait certainement très habile d'accéder, sous certaines réserves, et avec précaution, au désir du lieutenant Dannecker, ce qui nous procurerait, sans doute, certaines facilités dans nos rapports avec ses services, afin d'obtenir de plus en plus l'exclusivité des mesures tendant à résoudre le problème juif en France, problème que nous estimons toujours devoir être envisagé sur un plan strictement national et résolu par des mesures, elles aussi, strictement nationales ¹. »

Ce sont aussi les tribunaux de droit commun qui pour l'essentiel appliquent les lois antijuives. Les sections spéciales et le tribunal d'État créés après les premiers attentats contre des officiers allemands n'eurent qu'un rôle restreint. La formation et la tradition des juges d'appliquer la loi positive les protègent de tout scrupule. Les lois nouvelles sont des « faits juridiques ». D'ailleurs, le ministre de la Justice est un professeur de droit renommé, Joseph Barthélemy, comme Georges Ripert, lui aussi membre de l'Institut, et secrétaire d'État à l'Instruction publique. Les lois votées sont commentées par *La Gazette du Palais* et *La Semaine juridique*. Une thèse est soutenue par André Broc le 15 novembre 1942 sur *La Question du juif* devant MM. Mestre, Scelle et Lampué. Georges Burdeau, dans son *Cours de droit constitutionnel* publié en 1942 : « Étant donné ses caractères ethniques, ses réactions, le juif est inassimilable. Le régime considère donc qu'il doit être tenu à l'écart de la communauté française ². »

S'il n'y eut pas de zèle chez les policiers et les juges, la légalité du statut de juif n'est pas mise en cause. Et le

1. Joseph Billig, *Le Commissariat général aux Questions juives*, Centre de documentation juive contemporain, 1955, t. II, p. 35.

2. Pages 189-191, cité par Marrus et Paxton, *op. cit.*, p. 195.

juge de la légalité des projets de lois, des dérogations au statut, des réglementations, le Conseil d'État, semble avoir été plus porté à affirmer ses prérogatives et son autorité qu'à faire obstacle à l'application de la loi. C'est à propos des mesures individuelles de relèvement des incapacités édictées par ces lois d'exception que le Conseil d'État joua le rôle le plus contestable. L'article 8 du statut des juifs du 3 octobre 1940 permettait de relever les juifs des interdictions professionnelles les frappant « par décret en Conseil d'État et dûment motivé, à condition qu'ils aient rempli des services exceptionnels à l'État dans les domaines littéraire, scientifique ou artistique ». L'appréciation par le Conseil d'État des services exceptionnels fut restrictive et impitoyable. Tout autant Du Moulin de Labarthète, directeur du cabinet civil du Maréchal, que Jérôme Carcopino, secrétaire d'État à l'Instruction publique, se sont irrités des renvois de dossiers pour vices de forme, des lenteurs de l'instruction, de la parcimonie des avis positifs¹.

La tradition positiviste et exégétique explique en partie cette application scrupuleuse et « normale » de la loi par les juridictions judiciaires et administratives. Tout comme l'administration est neutre et uniforme dans la mise en application du statut des juifs. Plus, les nouvelles lois sont, jusqu'en 1942 en tout cas, et aussi longtemps que Vichy semble maître de son jeu, jugées légitimes et appliquées sans répugnance. Nous avons déjà cité Maurice Duverger. Il commente le statut des juifs en 1941 au regard de la protection de l'intérêt des services publics : « Le nouveau régime reconnaissant à toutes les fonctions publiques un certain caractère politique à côté de leur caractère technique, il a été logiquement conduit à exiger de tous les fonction-

1. *Le Conseil d'État* par Jean Massot, in *Vichy et les Français*, colloque sous la direction de Jean-Pierre Azema et François Bédarida, Fayard, 1992, p. 320.

naires non seulement des capacités techniques, mais encore une certaine aptitude politique. On a estimé que les juifs, comme les naturalisés, ne présentaient pas en général cette aptitude : d'où leur exclusion des fonctions publiques ¹. »

Jules Jeanneney, président du Sénat, grand juriste, qui sera l'un des témoins à charge contre le maréchal Pétain, refuse avec hauteur de dresser la liste des sénateurs juifs comme le lui demande le chef de l'État. Il le fait savoir au Maréchal auquel il déclare directement : « Je réproûve la loi sur la statut des juifs, pour tout ce qu'elle a de contraire à la justice, au respect de la personne humaine, à la tradition française, comme aussi parce que les Allemands vous l'ont imposée. *Elle est pourtant la loi. Obéissance lui est due.* » Et il écrit ensuite à tous les sénateurs des deux zones : « Je vous prie, si vous êtes atteint par la statut des juifs, de vouloir bien en faire la déclaration au chef de l'État. » Il n'y a donc pour lui aucun doute sur la légalité du statut du juif.

La constatation qu'il faut faire de la collaboration « normale » des services de police, de l'administration, des tribunaux et du Conseil d'État, à la mise en application du statut légal des juifs, s'applique aussi à la collaboration institutionnelle des juifs eux-mêmes. C'est la question de la création de l'Union générale des israélites de France.

L'Union générale des israélites de France

Il n'est sans doute pas de question plus dramatique que la collaboration d'une fraction des juifs à leur propre destruction. Il ne s'agit pas des quelques mercenaires recrutés par les nazis, leurs créatures et leurs victimes, et qui paieront leur trahison. Mais de l'élite

1. Maurice Duverger, « La situation des fonctionnaires depuis la Révolution de 1940 », *Revue de droit public*, LVII (1941), p. 227 et suiv.

du judaïsme français. De ceux qui sont convaincus qu'ils sont trop français pour qu'on leur reproche d'être juifs. Rien ne peut, sont-il convaincus, les séparer de la nation dont ils sont une partie intégrante. Et surtout de ceux, parmi ces Français israélites, qui se sentent solidaires de leurs coreligionnaires qu'ils veulent secourir, en ce temps où la confiscation des biens et les interdictions professionnelles commencent à appauvrir les indigènes et affamer les réfugiés et immigrants menacés. Ils vont céder au mirage et transformer peu à peu une collaboration faite de solidarité sociale, d'atermoiements défensifs, de concessions, verbales, d'aides effectives et de résistances clandestines en une collaboration injustifiable, à partir de l'été 1943, qui transforme l'UGIF, selon la formule d'André Kaspi, en instrument de la Gestapo.

Dévouement, confiance et légalisme caractérisent l'état d'esprit des dirigeants. « Il est l'instance légale », écrit Raymond-Raoul Lambert du Commissariat aux Questions juives. Et Kaspi écrit de ses membres qu'ils ne furent ni des collaborateurs ni des résistants, mais des hommes et des femmes « qui appliquent la loi, le cœur lourd, dans un esprit de dévouement, sans comprendre toutes les implications de leur attitude, dans l'incapacité de prévoir l'avenir ». Il écrit à leur propos ce qui vaut pour les fonctionnaires qui sont eux aussi entrés dans l'engrenage : « Ils espèrent sauver ce qui peut être sauvé¹. »

1. *Les Juifs pendant l'Occupation*, p. 333. En dehors des livres de Maurice Rajsfus, *Des juifs dans la Collaboration* (EDI 1980), qui doit être lu avec précaution en raison du préjugé de classe de l'auteur à l'encontre des « notables juifs », et *Drancy, un camp très ordinaire* (Manya 1991), les seuls historiens qui ont traité de ce problème sont américains : Richard J. Cohen, *The Burden of Conscience : French Jewish Leadership the Holocaust*, Bloomington (IN), Indiana University Press, 1987 et Cynthia Haft, *The Bargain and the Bridle, the General Union of the Israelites of France, 1941-1944*, Chicago, Dialog Press, 1983.

On sait désormais qu'Eichmann voulait que Dannecker suscite un *Judenrat* français : une organisation juive chargée des basses besognes de l'occupant nazi. Ce qui avait été fait en Allemagne et en Europe centrale ; puis en Belgique et en Hollande. Mais le Consistoire résiste en invoquant la séparation des Églises et de l'État. Vallat se dérobe. Dannecker annonce alors qu'il va procéder à l'installation d'un Conseil juif pour faire l'économie d'une administration directe. Le 25 août 1941, la menace est écrite. Elle provoque la panique à Vichy : « Au cas où la création prochaine de l'organisation par les voies de la législation française se heurterait à des obstacles insurmontables, j'envisage de l'instituer par une ordonnance et de charger les autorités françaises de l'exécution de l'ordonnance et de la surveillance de l'organisation. Je vous prie de m'informer avant le 25 septembre 1941 sur les mesures projetées par vous. » Vallat, qui craint l'emprise nazie sur sa politique antisémite, et qui pense réduire ainsi le contrôle allemand sur les affaires juives, décide de devancer Dannecker. C'est, avec l'accord de Vichy, la création par la loi signée par l'amiral Darlan le 29 novembre 1941 de l'UGIF. Son objet est « d'assurer la représentation des juifs auprès des pouvoirs publics, notamment pour les questions de prévoyance et de reclassement social ». L'inquiétant est le terme *notamment*. Il ne s'agit donc pas seulement d'unifier les œuvres sociales. Dans la pensée des initiateurs allemands, cette loi esquisse la possibilité de transformer cette institution de secours en *Judenrat*. L'UGIF absorbe tous les services philanthropiques et sociaux des juifs des deux zones. Cette nouvelle structure est subordonnée au commissariat général aux Questions juives. Il s'agit bien d'une suggestion allemande. Les archives allemandes le confirment.

Mais la direction, les administrateurs et le personnel sont juifs. Juifs français. Le dévouement et le sens des

responsabilités les inspirent. Lisons les *Carnets* de Raymond-Raoul Lambert qui accepte, contre l'avis de Jacques Helbronner, président du Consistoire, d'être administrateur général en zone occupée, dans l'état d'esprit qui lui a interdit de quitter la France pour trouver refuge aux États-Unis : « En zone occupée, me dit Vallat, la situation va devenir pour les juifs chaque jour plus tragique. Il a l'air d'en vouloir aux Allemands de nous rendre sympathiques par l'excès de leurs persécutions. Il songe à créer une Communauté juive unifiée – avec deux secteurs. Nos œuvres continueraient ainsi à fonctionner en zone libre, avec des commissaires si, comme il en a l'intention, il nous remet pour les pauvres une partie des fonds saisis. On ne peut refuser puisqu'il importe pour les travailleurs sociaux de continuer d'abord à agir¹. » Il écrit aussi : « Je continuerai mon chemin, avec la conscience claire et la volonté lucide de rester excellent juif et excellent Français. Je relis Maurice Barrès et Henri Franck. » Originaire de Metz, il a participé aux deux guerres. Il est capitaine de réserve et chevalier de la Légion d'honneur. Il sera déporté le 20 août 1943 pour avoir protesté contre les exactions de la Milice et disparaîtra à Auschwitz avec sa femme et ses quatre enfants.

Si René Mayer, futur résistant qui sera président du Conseil de la IV^e République, réproouve le projet de création de l'UGIF, c'est parce qu'il réserve trop de place aux Français de fraîche date. Il écrit à Lambert, le 2 décembre 1941 : « ... l'expression de ma surprise douloureuse et croissante à la lecture des textes successifs où les israélites français sont, par l'application de principes raciaux entièrement étrangers au génie de notre pays, traités par le gouvernement du Maréchal, exactement sur le même pied que les étrangers ou les apatrides... » Et, plus loin : « ... dans l'UGIF, Français et

1. Raymond-Raoul Lambert, *Carnets d'un témoin 1940-1943*, Paris, Fayard, 1985, p. 131.

étrangers y seront confondus... J'ajoute que, vraisemblablement, les Français y seront minorisés d'une façon inadmissible par rapport aux étrangers, aux apatrides, aux naturalisés de fraîche date ¹. »

Le titre même d'« israélites de France » qui amalgame les juifs français et les juifs étrangers et minore les premiers au profit des « étrangers de passage » irrite René Mayer. La judéité française se refuse à être identifiée à une communauté, car elle est française et se veut telle. Si par légalisme elle accepte les lois, elle ne veut pas voir dans l'UGIF autre chose qu'une œuvre d'assistance. Ce qu'elle sera, puisque Serge Klarsfeld admet qu'elle a indéniablement plus aidé les juifs qu'elle ne les a desservis. D'ailleurs, nombre de notables juifs ont accepté d'entrer au conseil d'administration, sans qu'il soit question d'opportunisme personnel. Il faut mettre en parallèle la délibération du conseil du Rabinat qui juge que la loi du 29 novembre 1941 n'oblige pas en conscience, même si elle doit être respectée comme loi d'État, car elle organise une représentation non confessionnelle des juifs, et les invitations faites par deux fois par le grand rabbin Isaï Schwartz, exhortant les juifs à la soumission :

Quelle que soit votre amertume et sans rien accepter de ce qui vous a mis hors de la loi commune, subissez régulièrement les obligations qui vous sont faites par les lois, décrets, arrêtés et règlements du gouvernement français, en en appelant dans votre conscience de la France contrainte et meurtrie d'aujourd'hui, à la France généreuse et libre de toujours. Ne cachez pas votre qualité d'israélites... Soyez renseignés et en règle avec les lois, ne vous cachez pas d'être ce que vous êtes. Soyez simples et modestes. Vous n'en serez que meilleurs israélites et meilleurs Français...

1. CDJC, cc XIII 20, in Rajsfus, *op. cit.*, p. 89.

Autrement dit, pour les juifs persécutés, la loi est la loi. Le professeur Benjamin Weill-Hallé, célèbre pédiatre, désigné au conseil d'administration sans avoir été consulté, écrit à Xavier Vallat une lettre qui vaut d'être citée :

Monsieur le Ministre,

Les journaux m'apprennent que j'ai été désigné par vous comme membre du Conseil d'administration de l'Union générale des israélites de France. Je ne puis que m'incliner devant votre décision.

Mais soumission ne veut pas dire acceptation. Vous me permettrez, à titre personnel et en cette seule occasion, de vous exprimer mon sentiment intime et joindre ma protestation à celle de tant de bons et loyaux Français qu'on prétend isoler de la communauté nationale.

Attachés passionnément à leur patrie, en restant en France en dépit des périls incontestables qui les menaçaient entre tous et qui se sont abattus sur beaucoup des leurs, ils ont tenu à manifester leur union étroite avec le pays qui les a vus naître eux et leurs ascendants et qu'ils ont défendu et honoré de leur mieux.

J'ai moi-même ressenti au long des années 40-41 une triple et cruelle épreuve : en Français d'abord, en Alsacien bercé dans son enfance aux sons d'une *Marseillaise* d'espérance, en homme que les desseins mystérieux de la providence ont fait naître d'une souche dont il n'a jamais rougi.

Monsieur le Ministre, que cette même providence vous éclaire et vous assiste dans toutes vos entreprises...

Le 9 janvier 1942, le décret nommant les membres du conseil d'administration de l'UGIF paraît au *Journal officiel* de l'État français. Le président est Albert Lévy, qui assure avec R.R. Lambert la direction en zone libre, et le vice-président est André Baur, qui est directeur en zone occupée. Les administrateurs sont Marcel Wormser, Robert Gamzon, André Lazard, Wladimir Schach, Georges Edinger, Fernand Musnik, Benjamin Weill-Hallé, Marcel Stora, qui seront rejoints par

Juliette Stern et Lucienne Scheid-Hass, Alfred Morali et Albert Weill.

Les membres du conseil d'administration pour la zone occupée écrivent au Maréchal, le 20 janvier 1942, une lettre dont une phrase sera extraite après la Libération comme un acte de protestation, mais qui marque surtout qu'à cette date la confiance envers le chef de l'État des juifs français, qui seuls font partie du conseil d'administration, est presque entière malgré le nouveau statut qui, pour eux, a été imposé par l'occupant :

Monsieur le Maréchal,

A l'issue de notre première réunion, nous tenons à vous faire savoir, Monsieur le Maréchal, quel est notre sentiment et notre résolution unanime.

Nous acceptons avec émotion de remplir, auprès de nos coreligionnaires compatriotes et étrangers, la mission d'assistance que vous nous avez dévolue. Nous acceptons avec une entière bonne volonté et dans toute la mesure où nous n'aurons rien à abandonner de notre dignité de Français et d'adhérents de la religion juive, de servir d'intermédiaires entre vous et nos coreligionnaires français et étrangers.

Vous nous permettez, cependant, en Français de vieille souche et dont les familles ont fait leurs preuves, d'exprimer qu'il nous est impossible de reconnaître le principe que les Français de religion juive soient exclus de la communauté nationale. Vous nous permettez aussi de signaler que, désignés par vous, nous n'avons reçu aucun mandat de nos coreligionnaires compatriotes ou étrangers, et que jusqu'à présent il ne nous a pas été possible de nous mettre en rapport avec nos collègues de zone libre.

Entièrement dévoués à notre patrie, dans l'avenir comme dans le passé, nous vous assurons, Monsieur le Maréchal, que nous consacrerons désormais une partie de ce dévouement à l'amélioration du sort de nos coreligionnaires compatriotes ou étrangers habitant la France puisque vous nous avez fait l'honneur de nous confier cette mission.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maréchal, l'expression de notre très profond respect ¹.

Quelles furent les activités de l'UGIF? Elle géra d'abord des œuvres d'assistance, les cantines des centres scolaires et des maisons d'enfants. L'urgence est alors de se nourrir. Huit cent mille repas ont été servis en 1943. En juin 1943, Aloïs Brunner se décharge sur l'UGIF du soin de fournir au camp de Drancy l'indispensable nourriture ainsi que les vêtements et outils qui seraient nécessaires aux déportables pour « l'Est ». Et aussi et surtout le sauvetage des enfants, l'Œuvre de secours aux enfants, l'OSE, troisième direction de l'UGIF. Des centaines d'enfants ont été effectivement protégés des rafles, recueillis, accueillis dans des familles et des établissements, comme en témoigne par l'image un film de Louis Malle, *Au revoir, les enfants*.

Le Dr Joseph Weill, de l'OSE, a raconté l'une de ces scènes de séparation à Vénissieux, quand surviennent les grandes rafles de l'été 1942, et quand ses services ont pu convaincre les parents de leur confier leurs enfants, pour éviter la déportation : « On les habillait. Des scènes indescriptibles se jouaient au moment où on les séparait des parents. Ceux-là faisaient preuve d'un calme et d'une dignité admirables. Presque tous nous firent part de leurs dernières volontés, remirent leurs bijoux et leurs hardes à l'intention des enfants, recommandèrent leurs petits à notre fidèle tutelle, et souvent n'oubliaient pas d'exprimer leurs vœux quant à l'éducation et l'avenir de leurs enfants. Puis, ils les embrassaient. Beaucoup les bénirent avec la formule biblique en usage millénaire chez les juifs, imposant leurs mains sur leurs fronts, sans verser une larme; concentrant dans ces quelques versets murmurés avec ferveur tout leur amour paternel, ils offrirent leur des-

1. CDJC, XCX I-16, cité par Rajsfus, *op. cit.*, p. 121.

tin et leur vie au salut de leurs petits ¹. » Cent huit enfants furent ainsi sauvés avec le concours de l'Amitié chrétienne placée sous le patronage du cardinal Gerlier et du pasteur Boegner.

Serge Klarsfeld a démontré que si l'on s'en tient au calcul arithmétique, la déportation a frappé plus de 26 % des adultes juifs mais 12,68 % des enfants et adolescents. En Belgique, le pourcentage atteignit le double. Mais les maisons de l'UGIF furent aussi des nasses, comme à Izieu ou à Neuilly où 300 enfants furent raflés en juillet 1944 pour n'avoir pas été évacués par crainte des représailles sur les dirigeants de l'UGIF, à quelques jours de la Libération, et déportés à Auschwitz.

L'UGIF est aussi appelée à contribuer financièrement quand s'enclenche la spirale de la violence appelant les représailles, les représailles entraînant à leur tour les contre-mesures de la terreur étatique. A partir d'août 1941, des attentats furent commis contre des officiers et soldats allemands. Des otages, juifs pour le plus grand nombre, furent fusillés sur l'ordre d'Hitler au Mont-Valérien, à Nantes, à Châteaubriant, à Bordeaux. En rapport avec ces attentats, sans que des juifs apparaissent impliqués en tant que tels, une amende d'un milliard de francs est décidée aux dépens des juifs. C'est à l'UGIF que les Allemands ordonnent de rassembler cette somme. Ce fut d'ailleurs en définitive la Banque de France, sur pression de Vichy, qui avança la somme garantie par les avoirs aryanisés en dépôt à la Caisse des dépôts et consignations. Mais une note de l'administration militaire montre bien que l'UGIF était pour les Allemands l'équivalent des *Judenrat* établis dans les ghettos polonais ou hollandais pour assister les autorités d'occupation : « Il serait opportun de donner aux juifs l'occasion de collaborer à la répartition

1. Cité par Kaspi, *op. cit.*, p. 343.

proprement dite... L'organisme le plus qualifié pour cette tâche est l'Union générale des israélites de France, qui vient d'être créée par la loi française sur la suggestion des Allemands. Il est vrai que cette Union est de date très récente et vient à peine de commencer son activité. Mais cette activité correspond aux intérêts des autorités allemandes, et ce serait pour l'organisme en question un grand soutien si l'on lui confiait, dès le début, une tâche aussi importante. En même temps, le commissaire général aux Questions juives sera introduit ainsi d'une manière appropriée, car l'Union est créée sous son autorité¹. »

La Gestapo a besoin de l'UGIF. Comme elle a besoin de la police française. C'est pourquoi elle accorde à ses membres un sauf-conduit dénommé « carte de légitimation ». L'UGIF sera informée des rafles des 16 et 17 juillet 1942 quelques jours auparavant. Ses interventions permettront d'ailleurs d'exempter et de libérer, pour un temps en tout cas, 817 juifs raflés pour être internés au Vél'd'Hiv. Mais il n'en reste pas moins qu'elle a considéré spontanément que cette information ne devait pas être divulguée : « Il nous paraît particulièrement dangereux de faire connaître à la population juive qu'elle doit s'attendre à une nouvelle et vaste mesure de déportation. Il n'est pas de notre rôle de semer la panique en lui donnant, même partiellement, connaissance de votre lettre que nous considérons comme confidentielle². » Ce qui conduit Asher Cohen à s'interroger sur la motivation de l'UGIF :

L'UGIF fut mise au courant de la déportation qui se préparait. Une fuite sur les rafles a probablement été organisée, ce qui est plausible mais non prouvé ; mais on ne peut pas ne pas s'interroger sur la façon « légaliste » avec laquelle cet organisme a traité l'information

1. J. Billig, *Le CGQJ*, t. I, p. 197-198.

2. Cité par Serge Klarsfeld, *op. cit.*, p. 245.

sur les arrestations à venir. Les dirigeants de l'UGIF savaient qu'il s'agissait de déportation, car le fait s'était déroulé déjà dans les camps de leur zone et ils la nommaient ainsi dans leur lettre à Galien. Ils savaient également que les victimes allaient être des immigrés. Ils ne savaient pas que débutait la solution finale et que les déportés seraient dirigés vers Auschwitz. Ils n'avaient sûrement jamais entendu ce nom. Mais ils auraient sûrement pu comprendre qu'il s'agissait, pour la première fois, de déportations massives, et qui incluraient également des femmes et peut-être même des enfants. Ces faits visibles auraient dû suffire pour juger qu'une nouvelle étape débutait. L'inaction de l'UGIF au moment de l'arrestation des enfants, même en tant qu'œuvre sociale et non leadership, est aussi inexplicable. N'avaient-ils pas compris? Ou bien préféraient-ils ne rien dire et ne rien faire, pour ne pas risquer leur vie et celle des leurs?

A la Libération, Georges Edinger fut interné un temps court à Drancy et libéré sur intervention. Aucune épuration n'a atteint l'UGIF. André Baur, Raymond-Raoul Lambert et Manuel Stora ayant été déportés et disparus, les principaux acteurs n'étaient plus présents. Le silence s'appesantit sur la participation des institutions, associations juives et programmes allemands. La solidarité a protégé les survivants.

S'il n'est pas d'acte plus grave, plus scandaleux, moins justifiable par le poids des circonstances que la politique antisémite de l'État français, de 1940 à 1944, qui priva des Français des droits, de la protection et de la citoyenneté dont ils relevaient, et que sa participation aux rafles et à la déportation qui engloba dans le même destin des Français israélites que l'État avait voulu protéger en abandonnant les juifs étrangers, au cœur de ce déshonneur il y a la collaboration de juifs français. Cette collaboration fut apportée de bonne foi, dans un esprit humanitaire, et si elle stupéfie aujourd'hui c'est, André Kaspi et Asher Cohen sont for-

mels, que les juifs ne savaient pas le sort qui attendait les déportés, puisqu'on ne pouvait pas savoir. Ce qui nous invite à éviter des jugements péremptaires rétrospectifs, cinquante ans après, sur ce que chacun devait faire, dans l'ignorance où chacun est de ce qu'il aurait fait ou n'aurait pas fait, ne sachant pas ce que nous savons aujourd'hui. Ce qui vaut pour les juifs français, myopes devant la dimension européenne de la politique antijuive nazie, vaut évidemment pour les fonctionnaires français engagés au quotidien dans la dialectique des fins et des moyens et qui avaient en charge la vie et la survie de leurs concitoyens.

Le camp de Drancy

Ce camp de transit fut l'antichambre d'Auschwitz. Mais nul ne le savait en France. Les Allemands qui, à défaut de savoir, pressentaient, et œuvraient pour la solution finale, s'étaient d'ailleurs efforcés de ne pas effaroucher Vichy et son obsession de vouloir protéger ses nationaux. On ne savait donc pas trop bien ce qu'était Drancy, étape terrifiante, vers un lendemain plus terrifiant encore. La distinction vichyssoise entre les Français de confession israélite et les étrangers, distinction longtemps imposée aux Allemands, était pour ces derniers une fable. Mais ils en faisaient un leurre. Otto Abetz, ambassadeur d'Allemagne à Paris, écrit à Berlin le 2 juillet 1942 qu'il faut ménager Vichy en acceptant provisoirement la distinction revendiquée entre les étrangers et les Français de souche puisque, quand il ne restera plus d'étrangers pour composer les trains de 1 000 juifs chacun, on fera le choix entre les anciens combattants et ceux qui ne l'étaient pas, puis entre les anciens combattants décorés et ceux qui ne l'étaient pas... Nous sommes, quand il écrit, à deux semaines de la grande rafle des 16 et 17 juillet 1942 : « ... Il y a lieu, dans l'intérêt de l'effet psychologique auprès de la grande masse du peuple français, de faire

en sorte que les mesures d'évacuation commencent par toucher les juifs d'origine étrangère et ne s'étendent aux juifs français que dans la mesure où les juifs de nationalité étrangère ne suffiront pas à atteindre le contingent indiqué. Une telle manière de procéder ne reviendrait nullement à conférer un statut privilégié au juif français, étant donné que la poursuite des opérations qui doivent libérer les pays d'Europe de la juiverie le fera disparaître de toute façon ¹. »

Si les nazis prétendent fonder juridiquement leurs injonctions sur l'article 5 de la Convention d'armistice, les droits de la puissance occupante selon les accords de La Haye et l'interprétation extensive qu'ils font de la notion de « ressortissants » appliquée non seulement aux nationaux du Reich mais aux nationaux de tous les pays occupés ou annexés par l'Allemagne, c'est parce que, sans l'aide de la gendarmerie et de la police françaises, ils ne peuvent accomplir leur tâche dans toute son amplitude. La participation obéissante des services de police et de gendarmerie, et parfois leur brutalité, est indéniable. Mais elle n'aurait pas suffi à faire aboutir le programme nazi sans la participation active des internés juifs eux-mêmes, comme le montre Maurice Rajsfus dans *Drancy, un camp de concentration très ordinaire*. Au point de suffire à la tâche à partir du 2 juillet 1943, quand les Allemands déposèrent l'administration française de la gestion du camp et relèguent les gendarmes à l'extérieur des barbelés. À partir de cette date, Brunner ne fera plus de distinction entre les juifs français et étrangers. Ce sont les fonctionnaires juifs du camp qui vont faire le nécessaire pour préserver cette distinction et éviter à leurs coreligionnaires français la déportation.

L'administration générale était en effet déléguée à des Français, de préférence anciens combattants. Le

1. CDJC, XLIX à 41.

chef de camp, le « gérant du bureau administratif », fut l'avocat François Montel de janvier à avril 1942, avant qu'il soit à son tour déporté en juin. À côté de ce bureau administratif, il y eut aussi le bureau militaire, le service social, le service des effectifs, et celui des fichiers tenus scrupuleusement à jour. Chacun des membres de ce bureau a pour tâche, sans qu'il en soit conscient, de faciliter la déportation de ses semblables. Ainsi les conseils que donne le chef de camp aux nouveaux arrivants : « Vous arrivez dans un camp d'internement dont l'administration intérieure est confiée à vos coreligionnaires. Dans l'intérêt de chacun, il est nécessaire de vous soumettre à une discipline nouvelle : elle nous est imposée à tous (...). Les autorités allemandes nous ont laissé une grande autonomie dans l'administration du camp. Elle ne subsistera que si, grâce à notre travail, tout fonctionne à la satisfaction de tous. Chacun d'entre nous doit y contribuer, c'est pourquoi nous comptons sur votre esprit d'entraide et de solidarité. »

Afin d'assurer l'ordre, la garde, la surveillance et aussi les distinctions entre les catégories d'internés, gardés provisoirement ou déportables, fut constituée en juillet 1942, dans cette vaste gare de triage qui vit au rythme des arrivées et des départs, une force supplétive, le « service de surveillance intérieure ». Ce sont les MS composés de volontaires, exclusivement français, bénéficiant d'un permis libre de sortie et portant le brassard rouge de leurs fonctions. Jacques Darville et Simon Wichén, dans *Drancy la Juive*, ont décrit les comportements de cette institution policière qui fit participer les internés à leur propre internement. Au lieu d'aider leurs camarades, ils prenaient au sérieux leur mission de surveillance : « ... Malheureusement, ils ont une tout autre conception de leur rôle ; ils menacent et se permettent d'emprisonner ; ils s'érigent en juges d'instruction et se servent constamment de la

présence allemande pour effrayer, affoler et exiger une obéissance souvent inopportune. Par deux fois, au cours d'incidents violents, ils viendront pour mener en prison deux chefs d'escalier, coupables d'avoir dit tout haut la vérité sur leurs agissements. Quelle crainte les anime eux-mêmes, quelle déformation professionnelle les fait agir ainsi ? En tout cas, l'antipathie et l'hostilité des internés est à leur égard quasi générale¹. »

Une culture de servilité fut ainsi développée dans et par cette bureaucratie juive, constate Georges Wellers, l'incomparable mémorialiste, qui fut d'abord l'un des cadres de Drancy avant d'être l'un des rares rescapés d'Auschwitz. Il écrit dans *L'Étoile jaune à l'heure de Vichy* : « A Auschwitz, à Buchenwald, les détenus qui assuraient certaines fonctions jouissaient d'importants avantages ; ceux de Drancy obtinrent les mêmes. Les premiers échappaient aux sélections et à la mort qu'entraînaient la faim, le froid et les travaux au-dessus des forces humaines ; ceux de Drancy échappaient aux déportations et, tout en restant sur place, obtenaient des avantages appréciables dans leur existence quotidienne... Cette situation était sans doute une des raisons principales de la docilité d'une partie de l'administration juive vis-à-vis de Brunner². » Ce qui permettra aux Allemands, à Drancy comme à Buchenwald, et à Auschwitz, d'employer un effectif restreint de SS.

Maurice Rajsfus a tracé un portrait saisissant d'un homme qui fut cent trente-cinq jours responsable du camp et marqua celui-ci de son empreinte. Il s'agit du lieutenant-colonel Robert Blum. Ce militaire de carrière, militant pourtant du réseau de résistance Combat, va s'investir totalement dans sa fonction, devenue une fin en soi, comme si le camp de concentration était un casernement. C'est d'ailleurs le mot

1. A. Breger Frères, 1945, p. 70.

2. Fayard, 1973, p. 197.

qu'il emploie. Avec l'aide d'anciens combattants, devenus vaguemestres, adjudants de semaine, agents de liaison et plantons, cédant au syndrome du pont de la rivière Kwai, il institua une administration ponctuelle et fut un exécuteur des ordres reçus. Les quelque 175 notes de service rédigées de février à novembre 1943, signées « le Lieutenant-Colonel Blum, Commandant du Camp de Drancy », transformèrent ce lieu de malheur en une bureaucratie productive. C'est lui qui choisit, selon la méthode allemande, parmi les victimes ceux qui les surveilleront et veilleront à la police du camp, aux courriers, aux appels du matin et aux rentrées du soir. Cette administration s'étendit jusqu'aux bonnes mœurs : « Le Lieutenant-Colonel Blum, Commandant du camp, rappelle formellement les prescriptions antérieures relatives à la présence des hommes dans les chambres de femmes et inversement. Les visites ne sont autorisées qu'entre 11 heures du matin et 21 heures. L'attitude et la tenue des visiteurs doivent être parfaitement correctes. Toute infraction à la prescription sera sévèrement punie. De l'application de cette mesure dépend la tenue du camp¹. »

Celui pour qui la consigne passe avant tout rappelle aux « cadres » qu'ils sont des « privilégiés » et qu'ils doivent donner en conséquence l'exemple de la discipline pour « continuer à profiter de certains avantages »... « Le Commandant rappelle à tous les habitants du bloc III qu'ils sont employés du camp et, par ce fait, classés C 1 ; que de plus il convient que ce soit eux qui donnent l'exemple de la bonne tenue et de la discipline². » Et aux femmes du bloc III :

Le Commandant du camp rappelle à quelques internées qui semblent l'avoir oublié que le camp de Drancy n'est pas une villégiature et que la galerie couverte ne

1. CDJC. DLXII. 7.

2. CDJC. DLXII. 51.

doit pas être considérée comme un lieu de promenade. Il leur recommande :

- 1) D'éviter les maquillages trop violents.
- 2) D'éviter les cercles de conversation où chacune, pour se faire entendre, crie plus fort que sa voisine.
- 3) De s'abstenir de fumer dans les chambres où c'est interdit (ainsi) qu'à l'extérieur où ce n'est pas recommandé.

Il espère vivement que ces remarques amicales suffiront et qu'il ne se trouvera pas dans la nécessité d'appliquer des mesures plus sévères qui seraient ordonnées par les AA ¹.

Le sigle AA désigne les autorités allemandes. Le lieutenant-colonel Robert Blum, pour n'avoir pas su ou voulu savoir une tentative d'évasion par un tunnel qui devait déboucher au-delà des barbelés, fut à son tour déporté le 20 novembre 1943. Il n'est pas revenu.

A l'extérieur, l'UGIF se préoccupait de Drancy. Elle était informée de chaque convoi et recevait la liste nominative des participants pour remplir son « devoir de solidarité ». Elle se préoccupait et s'occupait des enfants quand ils n'étaient pas déportés. Elle fournissait des couvertures et des chaussures « destinées aux juifs déportés, affectés au service du travail ² ». Ce sont en effet jusqu'en 1943 les juifs « aptes au travail » qui sont de préférence déportés. La consultation des PV du conseil d'administration de l'UGIF est édifiante. Prenons par exemple le 30 juillet 1943 :

Ravitaillement du camp et fournitures diverses : SS Hauptsturmführer Brunner considère que le fait de laisser les déportés partir vers l'Est, sans les munir d'un équipement suffisant, constitue un véritable sabotage, en ne leur donnant pas la possibilité de satisfaire au besoin de leur travail.

1. CDJC. DLXII. 66.

2. CDJC. XXVII. 66.

Monsieur Stora lui répond que le conseil d'administration de l'UGIF, qui s'est donné pour mission de secourir et d'aider les juifs de France, considère comme son devoir de porter tous ses efforts sur cette question. En effet, *quelle que soit la façon dont la question juive sera résolue après la guerre, l'UGIF a le devoir de donner aux déportés le maximum de possibilités de supporter le séjour dans la région de l'Est et de pouvoir y travailler pour y jouir d'un meilleur traitement de la part des autorités allemandes.* Monsieur Stora insiste sur le fait que la loi du 29 novembre 1941 qui créait l'UGIF a attribué à ses collègues et à lui-même certaines fonctions, sans leur donner en même temps les moyens nécessaires pour les exercer efficacement. Monsieur Stora insiste sur les difficultés actuelles d'approvisionnement étant donné que la plupart des fournitures demandées ne peuvent être achetées qu'avec des bons-matière ou des tickets de rationnement et que les différentes administrations ne manifestent pas toujours la compréhension nécessaire.

SS Hauptsturmführer Brunner reconnaît l'existence de ces difficultés mais suggère que les dirigeants de l'Union doivent avoir une attitude extrêmement énergique à l'égard des administrations françaises qui peuvent faciliter leur tâche et qu'ils ne doivent pas oublier que toute l'autorité des services du SS Hauptsturmführer viendra les appuyer au besoin.

Ce qui pose la question d'hier et d'aujourd'hui : que savait-on à Drancy ? Les déportés qui ont quitté Drancy dans les autobus et la France dans des wagons de marchandises à destination de l'Allemagne et au-delà de la Pologne, savaient-ils ce qui les attendait ? Georges Wellers répond par la négative. Les dirigeants de l'UGIF arrêtés et déportés à leur tour ne se doutaient pas non plus de ce qui les attendait. Aucun n'a eu la perception, même s'ils craignaient les coups, les travaux forcés, l'épuisement, la mort, de l'extermination industrielle et systématique¹. La radio anglaise, des tracts et une rumeur insistante ont bien parlé de chambres à gaz et

1. Kaspi, *op. cit.*, p. 280.

de fours crématoires, mais de telles monstruosités semblaient impensables et par conséquent impossibles. Bruno Bettelheim a comparé les concentrationnaires à des enfants autistes. Ils étaient anesthésiés et se comportaient comme tels.

Le philosophe Raymond Aron constate que si l'historien peut aujourd'hui recenser des bribes d'information, celle-ci alors ne passait pas ou passait peu. Ce qui se passait était en effet inimaginable : « Au niveau de la conscience claire, ma perception était à peu près la suivante : les camps de concentration étaient cruels, dirigés par des gardes-chiourme recrutés non parmi les politiques mais parmi les criminels de droit commun ; la mortalité y était forte, mais les chambres à gaz, l'assassinat industriel d'êtres humains, non, je l'avoue, je ne les ai pas imaginés, et parce que je ne pouvais les imaginer, je ne les ai pas sus¹. »

Ajoutons que ni *L'Humanité* clandestine ni *Franc-Tireur* ne consacreront une ligne aux déportations et à leur destination finale. Seules certaines publications juives et *Les Cahiers de témoignages chrétiens* fourniront des informations précises². Mais les lecteurs restaient incrédules. Et les informés retenaient eux-mêmes l'information. André Baur, ancien président, devenu vice-président de l'UGIF, écrit en juillet 1942 au directeur du cabinet de Darquier de Pellepoix : « Il me paraît particulièrement dangereux de faire connaître à la population juive qu'elle doit s'attendre à une nouvelle et vaste mesure de déportation³. » Le même sera déporté avec sa famille et assassiné en novembre 1943.

La participation des internés à la gestion du camp et la distinction maintenue entre les Français – exclus de la déportation jusqu'en juillet 1943, puis encore protégés

1. *Mémoires*, Julliard, 1983, p. 176.

2. Rajsfus, *op. cit.*, p. 380 et suiv.

3. CDJC, XXVIII 31a.

gés par les cadres, tous français – et les étrangers qui ne faisaient que passer ont rendu possibles la garde, le triage et l'évacuation à partir de Drancy de 67 000 juifs voués à l'extermination. Si le langage codé des Allemands, la comédie des examens médicaux et des bagages avant l'embarquement, et le refus de croire à l'incroyable ont facilité le bon ordre jusqu'au dernier wagon du 17 août 1944 ¹, les internés éprouvaient pratiquement tous une peur atroce et ils en savaient assez pour ne pas se faire trop d'illusions sur le sort qui les attendait.

Mais sans l'administration et la police juives du camp, relayant l'administration et la police vichysoises, et sans l'UGIF, qui fournissait notamment l'indispensable nourriture aux déportés, Aloïs Brunner, qui ne disposait que d'une poignée de SS, n'aurait pu assurer la logistique nécessaire à l'accomplissement de la mission que lui avait confiée Eichmann. En dehors des quelques jours que Georges Edinger, président de l'UGIF, arrêté par des résistants juifs, passera après la Libération à Drancy, maintenu dans sa vocation de camp d'internement, l'épuration ne concernera pas la bureaucratie juive et ses privilégiés contraints pour sauver leur vie de collaborer à la déportation de leurs coreligionnaires. Rappelons que cette participation des juifs à la déportation des juifs a d'ailleurs été étudiée principalement par les historiens américains, comme si la mémoire juive se troublait aujourd'hui encore devant la gravité de ce concours.

Il y aura une exception avec Oscar Reich, ancienne vedette de football autrichienne, qui fut ramené en France en 1946, condamné à mort et exécuté. Avant d'être le président intérimaire du camp, puis le chef de la police juive, il avait été l'organisateur du bureau des

1. Jean-François Chaigneaux, *Le Dernier Wagon*, Julliard, 1987.

« missions extraordinaires ». Ce bureau était composé de ce que l'on nommait les « missionnaires » ou les « piqueurs ». Ceux-ci, volontaires, comme Reich, ou victimes d'un chantage lorsque des membres de leur famille étaient internés à Drancy, avaient pour mission de se rendre à Paris pour « faciliter la réunion des familles ». A partir d'adresses souvent données par les internés eux-mêmes, ces missionnaires démarchaient les familles pour les persuader de rejoindre « volontairement » Drancy. L'UGIF avait en effet catégoriquement refusé cette mission. Reich effectuait cette effroyable besogne armé d'une matraque, ou faisait appel à l'aide de la Gestapo ou de la police de la SEC qui lui prêtaient bien volontiers main-forte. Si Reich ne peut être comparé au lieutenant-colonel Robert Blum, chacun d'eux a eu sa place dans l'ordre nazi dont le génie satanique fut, dans tous les pays annexés ou occupés, de faire des victimes les exécutants des basses œuvres des occupants, puis de leur faire perdre leur vie après leur âme.

L'étoile jaune

C'est avec l'étoile jaune que s'opéra le passage de la discrimination à la ségrégation, troisième étape de la politique de destruction des juifs d'Europe. Après la conférence de Wannsee du 20 janvier 1942, au cours de laquelle les administrations allemandes et l'armée furent informées de la décision prise concernant la décision finale, elles furent invitées à coordonner leurs actions¹. Cette concordance n'est apparue que tardivement, faute d'archives de la solution finale, d'ordre écrit, et parce que le procès-verbal de la conférence de Wannsee réunie par Heydrich n'était pas encore découvert lors du procès de Nuremberg. Contraire-

1. C.R. Browning, in *L'Allemagne et le Génocide juif*, Gallimard, Seuil, 1985, p. 190-216.

ment aux premières lois antijuives, mais comme nous l'avons constaté pour l'aryanisation, l'initiative de la stigmatisation fut allemande. L'initiative et les ordres d'exécution furent exclusivement le fait de l'autorité d'occupation. Le port obligatoire de l'étoile jaune, la rouelle du Moyen Age, l'étoile à six points, avec contour noir, « solidement cousue sur le vêtement », est l'une des étapes et l'un des préparatifs de la rafle des juifs.

Ce fut aussi, avec le rejet de la loi de dénaturalisation, un échec pour la politique nazie en France. En effet, les nazis avaient engagé dans toute l'Europe une opération de séparation des juifs de la société. En décembre 1941, le général Otto von Stülpnagel demanda que le port de l'étoile jaune, appliqué sur tout le territoire du Reich, signe visible de l'humiliation des juifs, étape de leur élimination, soit imposé à tous les juifs de France. Darlan, le 21 janvier 1942, exprima à Brinon, messenger de cette requête, le désaccord du Maréchal et le sien. Il estimait que, venant après une réglementation qui suffisait à écarter les juifs des emplois publics et des postes de commande, cette mesure pourrait « choquer profondément l'opinion publique française qui ne verrait dans ces mesures que des vexations sans efficacité réelle » et provoquer « un mouvement en faveur des israélites, considérés comme des martyrs »¹. Ce n'est pas tant la discrimination qui heurte Vichy, mais qu'elle confonde les Français de confession israélite avec les juifs étrangers, distinction fondamentale pour Vichy et fondement de sa politique. Le 7 juin 1942, l'étoile jaune fut imposée en zone occupée par une ordonnance allemande. Elle fut ignorée en zone non occupée. Ainsi le gouvernement a pu s'opposer à une mesure allemande sur le seul soutien présumé, et d'ailleurs effectif, de l'opinion

1. CDJC, CC XXV-4.

publique. Ce signe distinctif, qui dans les souvenirs résume souvent l'Occupation, rendit évidente la persécution des juifs qui était passé inaperçue d'une partie du pays ou lui avait été indifférente. Et comme l'ordonnance eut pour suite en zone occupée l'interdiction faite aux juifs de fréquenter les musées, bibliothèques, monuments historiques, jardins publics, manifestations sportives, piscines, restaurants, cinémas, théâtres... et que leurs achats furent limités à certaines heures, après que les stocks des magasins étaient épuisés, la pitié plutôt que la répulsion suivit cette mesure qui fut immédiatement impopulaire. Surtout quand les enfants à partir de six ans furent obligés de porter l'étoile, ainsi que les anciens combattants à côté de leurs décorations. Les bravades individuelles de solidarité et celles collectives des étudiants révèlent la première rupture de l'opinion avec le nouvel ordre des choses.

La première protestation contre cette atteinte à la dignité humaine fut celle de la Fédération protestante de France dont le président, le pasteur Marc Boegner, réaffirma en même temps au maréchal Pétain, le 27 juin 1942, « l'unanime désir des protestants de France de voir rechercher dans un esprit de compréhension la solution du problème juif ». Il y avait donc un problème juif pour lequel il fallait une « solution » ! Le 26 mai précédent, le même avait été le premier à protester publiquement contre la législation antijuive de Vichy touchant les israélites français dans une lettre au grand rabbin, largement diffusée auprès des pasteurs et reproduite dans la presse parisienne où elle fut présentée comme un acte d'opposition à la politique du maréchal Pétain. On y lit toutefois que les juifs étrangers représentent « un grave problème » et que la discrimination, sans distinction au profit des juifs français de longue date et anciens combattants des deux

guerres, « pose problème » : « Ceux qui parmi nous pensent *qu'un grave problème* a été posé devant l'État par l'immigration massive d'un grand nombre d'étrangers, juifs ou non, et par *des naturalisations hâtives et injustifiées*, ont toujours exprimé la conviction que la solution de ce problème doit s'inspirer du respect de la personne humaine, de la fidélité aux engagements de l'État, des exigences de la justice dont la France n'a jamais cessé d'être le champion. Ils n'en sont que plus émus de l'application rigoureuse d'une loi qui, frappant exclusivement les israélites, frappe indistinctement les israélites, Français depuis de longues générations, et souvent depuis des siècles, et *les naturalisés d'hier*¹. »

C'est la même réserve de l'opinion qu'avaient relevé les rapports des Renseignements généraux après les arrestations d'août 1941 à Paris, alors que l'internement des étrangers dans des camps n'avait suscité aucune opposition de principe. Les Français, même ceux qui souhaitent venir en aide aux juifs, pensent d'abord aux Français. Les juifs français avaient d'ailleurs dans l'ensemble la même attitude à cette époque, où les persécutions ne sont encore dirigées que contre les juifs immigrés d'Allemagne et d'Europe centrale. Ils tiennent eux aussi à cette distinction nette et présument, sinon des efforts – ils seront réels – mais de l'efficacité de la résistance du gouvernement français, de même qu'ils n'ont pas pris la dimension de la politique européenne allemande pour laquelle il n'y a pas de « bon juif » : « Les Français juifs, eux-mêmes, étalant leur pedigree avec orgueil, comptant et recomptant à loisir leurs cinq, six, sept générations d'ancêtres sur le sol français, participent à cette comédie burlesque. Ils aident avec dévouement et de toutes leurs forces leurs infortunés coreligionnaires, mais au nom de leurs sen-

1. In Serge Klarsfeld, *Vichy-Auschwitz 1942*, Fayard, 1983, p. 27-28.

timents humanitaires bien plus qu'en celui de la solidarité devant un affront et un malheur communs (...) Beaucoup de juifs ne bougeaient pas. Leur patrimoine foncier et la série des ancêtres calmaient toutes les appréhensions¹. »

Il faudra précisément l'étoile jaune imposée en zone occupée à tous les juifs sans distinction pour que les juifs « de vieille souche » prennent conscience que les nazis mènent une politique antijuive européenne globale. Dannecker dans son rapport du 1^{er} juillet 1941 avait pu ironiser sur l'attitude des Français « quand, à la fin de 1940, plus de 30 000 juifs étrangers avec leurs familles furent internés dans différents camps de concentration dans les pires conditions, cela n'émut pas du tout les "Français humanitaires". Mais tout change, lorsque "les juifs anciennement établis" viennent à être touchés par quelque mesure allemande² ». Et d'ailleurs, le même jour, la protestation du Consistoire sous la signature de Jacques Helbronner, après la publication du deuxième statut des juifs, s'élevait d'abord contre la confusion de tous les juifs dans « un troupeau de juifs » : « Notre dignité de Français, auxquels n'a pas été retirée officiellement, que nous sachions, la qualité de citoyens, nous fait un devoir de protester contre les termes de l'article 9 du Statut et du dernier paragraphe de la loi sur le recensement. Les peines afflictives et infamantes qui y sont indiquées pour les contrevenants prévoient entre autres "les camps d'internement" même pour les Français. C'est donc que la loi ne vise pas des israélites en tant que français ou étrangers, mais à l'imitation servile de l'autorité occupante, ne connaît et ne

1. J. Weill, *Contribution à l'histoire des camps d'internement*, p. 9, cité par A. Cohen, *op. cit.*, p. 216.

2. In *La Persécution des juifs en France et dans les autres pays de l'Est*, récit publié sous la dictée d'H. Monnerey, Éditions du Centre, 1947, p. 113.

reconnaît qu'un troupeau de juifs où la nationalité même française n'est plus qu'un accessoire sans valeur ni portée ¹. »

La police distribue les étoiles, contre un point de la carte textile, mais déjà elle prend ses distances. Aussi non seulement cette mesure ne fut-elle pas reprise en zone libre, mais, après le franchissement de la ligne de démarcation en novembre 1942 et l'occupation de toute la France, elle ne lui fut pas étendue. Sur ce point au moins la résistance de Pétain est incontestable. Et Laval ne revint pas à son retour sur le refus de Darlan. Il en fut de même de la liberté du mariage, de l'accès aux écoles publiques, des cartes de priorité aux invalides et aux femmes enceintes, du couvre-feu spécial pour les juifs et de l'interdiction des lieux publics. Les Allemands ne purent étendre à la zone libre, même après qu'elle eut cessé de l'être, ces restrictions décrétées en zone occupée.

Les rafles et la déportation

Quelques jours après la stigmatisation des juifs par l'étoile jaune, les nazis commencent la préparation de la déportation raciale. Ce mot, par les images qu'il évoque, les témoignages des survivants et les statistiques de la mort, est au cœur de la mémoire collective. Mais en 1945 sont confondus les déportés politiques, les déportés raciaux et même les « déportés du travail ». Ne sont pas encore distingués les camps de déportation, tels que Dachau et Buchenwald, et les camps de la mort. Les squelettes en pyjama rayé qui apparaissent à l'hôtel Lutetia ne sont que rarement des survivants d'Auschwitz. Ceux-là, qui ne sont qu'une minorité, ne peuvent dire l'indicible. Et l'inaudible.

Après la discrimination du statut, les interdits professionnels, l'aryanisation économique, la mise à l'écart

1. CDJC, LXXII-2, cité par A. Cohen, *op. cit.*, p. 221.

de la communauté, les juifs comme juifs sont alors désignés pour être arrêtés collectivement. Les rafles en sont le mode d'exécution, avant l'internement à Drancy et le départ vers « les territoires de l'Est ». Heydrich était venu en France entre le 5 et le 12 mai 1942. Et Karl Oberg venait d'être nommé chef supérieur de la police et des SS, avec pour collaborateurs Hans Knochen et Hans Hagen, nazis fanatiques. L'Obersturmführer H. Röthke sera nommé à la place de Dannecker à la tête du Judenrat de la police allemande. Notons la jeunesse de ceux qui sont en charge de l'extermination des juifs en France : Dannecker avait vingt-sept ans à sa nomination, son successeur Röthke, vingt-cinq ans ; son adjoint Heinrichsohn, vingt ans ; Aloïs Brunner, trente et un ans quand il prend le commandement de Drancy en 1943.

Xavier Vallat, limogé sous la pression des Allemands, est remplacé par le raciste et tout dévoué Darquier dit de Pellepoix. Ainsi, des hommes nouveaux sont nommés pour une politique nouvelle.

C'est à la même époque, en avril 1942, que Laval est ramené au pouvoir par un ultimatum allemand. Le chef du gouvernement est ministre de l'Intérieur, ministre des Affaires étrangères et ministre de l'Information. Le Maréchal est mis à l'écart. La politique de Laval est fondée, il le déclare publiquement, sur la réconciliation avec l'Allemagne. Il mise sur la victoire allemande. Il veut que la France soit dans le camp des vainqueurs. Le 22 juin, il prononce à la radio la phrase la plus impopulaire qu'ait jamais prononcée un ministre français : « Je souhaite la victoire allemande. » Mais on omet souvent de citer la suite de la phrase, « parce que sans elle, demain, le bolchevisme s'installerait partout ». C'est, explique-t-il en privé aux fonctionnaires, aux préfets, aux maires qu'il convie à le rencontrer, pour calmer Sauckel qui réclame toujours plus de main-d'œuvre pour soutenir

la production du Reich en guerre. « J'ai accepté de prendre sur moi tous les risques pour conserver à la France toutes ses chances ¹. » Mais des actes vont suivre ces paroles et chaque jour qui passe voit Pétain un peu plus soumis à Laval et Laval à l'occupant.

C'est durant sa visite à Paris qu'Heydrich, l'âme de la conférence de Wannsee du 20 janvier 1942 qui a mis au point les conditions de « la solution finale de la question juive », fait connaître à René Bousquet, secrétaire d'État à la Police, son intention de déporter les juifs se trouvant en zone occupée. Dannecker établit le 11 juin un plan initial de 100 000 juifs de France, en deux zones et de toutes nationalités. Ce projet ambitieux, établi par le bureau IV B 4 que dirige Eichmann à l'Office central de sécurité du Reich (RSHA), fut ramené au chiffre plus réaliste du point de vue des possibilités de transport et d'escorte de 40 000. Dannecker disposait du fichier issu du recensement, créé sur son insistance, modèle d'ingéniosité pratique avec différentes couleurs pour distinguer les nationalités, et constamment mis à jour. La politique de Laval étant de renforcer l'autonomie de son administration en zone occupée, la police se trouva, au travers du préfet à Paris, et des intendants de police auprès de chaque préfet en province, mise à la disposition des responsables de la déportation. Ce sont les accords Oberg-Bousquet, négociés au nom de Laval. Mais ce ne sont pas les accords qu'avait souhaités Heydrich. Bousquet refuse de recevoir les ordres d'Heydrich, qui sont de réorganiser la police française et de la mettre, avec le concours d'hommes qui dans les partis politiques à Paris ont donné des « gages de leur adhésion à la collaboration », à la disposition du général Oberg. Ce qui provoqua la réaction du nouveau secrétaire général de

1. Maurice Martin du Gard, *op. cit.*, p. 289.

la police : « Moi qui ne suis pas un collaborateur, moi qui n'approuve pas votre régime, qui suis un fonctionnaire français, qui ne peux être qu'un fonctionnaire français défendant la Convention d'armistice, je vous dis que vous nous placez dans l'impossibilité de demeurer à notre poste. Pourquoi nous demander, pourquoi nous imposer des choses que vous, Allemands, vous ne feriez pas ¹ ? »

Et il sait, ce faisant, qu'il est soutenu par Vichy. Le 26 juin, le gouvernement a en effet délibéré de cette « question fort délicate ». Il s'agit comme toujours de distinguer la situation des juifs français de celle des étrangers.

Le chef du gouvernement en arrive enfin à une question fort délicate : la question juive. Celle-ci a été résolue, on le sait, en Allemagne d'une manière sévère. *L'opinion française accepterait difficilement* que des mesures identiques soient prises en France où cette question n'a jamais présenté la même acuité.

Le gouvernement français, auquel les autorités allemandes demandent de *renforcer les mesures de contrainte* à l'égard des juifs, doit agir en cette matière avec la plus grande prudence. Le chef du gouvernement indique qu'il a décidé de procéder, avant toute mesure d'exécution dont il rendra compte préalablement au Maréchal, à un recensement des juifs, de façon à discriminer les juifs français des juifs étrangers.

Le 3 juillet, le rapport de Laval au Conseil est encore plus cynique :

Il faut distinguer entre juifs français et déchets expédiés par les Allemands eux-mêmes.

L'intention du gouvernement allemand serait de faire un État juif à l'Est de l'Europe.

1. Robert Aron, *op. cit.*, p. 518.

Je ne serais pas déshonoré si j'expédiais un jour vers cet État juif les innombrables juifs étrangers qui sont en France.

Et en effet Dannecker sembla accepter que l'opération, baptisée « vent printanier », ne comprenne pas les Français de confession israélite. Le 2 juillet Bousquet refuse d'associer la police à cette rafle mais, le 4 juillet, sur injonction de Laval, il doit s'incliner et Dannecker informe Eichmann que le gouvernement a « souscrit à la déportation, pour commencer, de tous les juifs apatrides des zones occupée et non occupée ». Le « pour commencer » remplit d'espoir son destinataire. En réalité, Bousquet a passé un compromis : « *en raison de l'intervention du Maréchal, les juifs de nationalité française ne devront pas être arrêtés* », en contrepartie de quoi les délégués du gouvernement français promettaient « de faire arrêter les juifs étrangers dans toute la France ¹ ». Mis au courant de cet accord, Pétain s'indigne : « Il faut, dit-il à Laval le 22 juillet, arrêter ce déshonneur », et en public il interpelle Darquier de Pellepoix : « Monsieur le tortionnaire ². » Hagen, adjoint d'Oberg, note l'intervention du Maréchal, mais on relève dans son rapport interne le « pour l'instant » sinistre et consonant avec le « pour commencer » de Dannecker :

À la suite d'une intervention du Maréchal, Laval a proposé que ce ne soit pas la police française qui procède aux arrestations en zone occupée. C'est au contraire aux troupes d'occupation qu'il voudrait laisser ce soin.

Pour le territoire non occupé, Laval a proposé, *en raison d'interventions du Maréchal*, d'arrêter et de transférer pour le moment seulement les juifs de nationalité étrangère.

(...) Le BdS [Hagen] a souligné qu'il fallait en déduire qu'à Vichy on ne comprenait pas encore le problème.

1. Cité par S. Klarsfeld, *op. cit.*, p. 221, et A. Cohen, *op. cit.*, p. 259.

2. Robert Aron, *op. cit.*, p. 528.

Là-dessus Bousquet a déclaré que, du côté français, on n'avait rien contre les arrestations elles-mêmes et que seule leur exécution par la police française était gênante à Paris. *C'était le souhait du Maréchal.*

En réponse le BdS a déclaré pour sa part que dans tous ses derniers discours le Führer n'avait jamais insisté autant que sur la nécessité absolue d'une solution définitive de la question juive. (...) Si le gouvernement français venait à faire obstacle aux arrestations, le Führer ne ferait certainement pas preuve de compréhension. C'est pourquoi on s'est arrêté à l'arrangement suivant : puisque, à la suite de l'intervention du Maréchal, il n'est *pour l'instant* pas question d'arrêter des juifs de nationalité française, Bousquet se déclare prêt à faire arrêter *sur l'ensemble du territoire français* et au cours d'une action unifiée le nombre de juifs ressortissants étrangers que nous voudrions ¹.

L'opération « vent printanier » commença par la grande rafle du Vél' d'Hiv des 16 et 17 juillet 1942. Décidée par les nazis, elle fut exécutée par la gendarmerie, les gardes mobiles, la police judiciaire, la police de la voie publique et les Renseignements généraux français. Quatre cents jeunes du PPF, le parti de Doriot, en uniforme, les assistaient. L'objectif était d'arrêter 28 000 juifs étrangers et apatrides selon le recensement. Il y eut des fuites. 12 884 juifs seulement furent arrêtés et parqués cinq jours sur le stade du Vél' d'Hiv, en attendant Drancy ou les camps du Loiret, Pithiviers ou Beaune-la-Rolande.

Röthke cherche à comprendre comment, alors que la presse a reçu l'ordre de ne pas rendre compte, et ne rendra pas compte, des fuites ont permis à tant de juifs, surtout aux hommes, d'échapper à la rafle. « Des sources les plus variées, le service IV J a été informé qu'un nombre important de juifs apatrides avaient eu vent des rafles et avaient pu se cacher. Des fonctionnaires de la police française auraient, dans plusieurs

1. Cité par Klarsfeld *op. cit.*, p. 227-232.

cas, renseigné sur les rafles projetées les personnes qu'ils devaient arrêter, en particulier les juifs apatrides fortunés, en leur conseillant de ne pas demeurer dans leurs appartements les 16 et 17 juillet 1942¹. »

Le gouvernement Laval ayant donné son accord à la déportation des juifs étrangers des deux zones, Dannecker s'était rendu sur place pour préparer les autres rafles. Il persiste à vouloir se faire livrer 100 000 juifs. Il se montre déçu de constater que les camps d'internement en zone sud se sont progressivement vidés depuis 1940 et que le nombre d'« éléments déportables » n'est pas celui espéré et attendu. Une instruction secrète envoyée aux préfets régionaux par le directeur de la police nationale en date du 5 août, suivie d'une circulaire de Bousquet du 22 août, prévoit d'envoyer en zone occupée tous les juifs étrangers entrés en France depuis le 1^{er} janvier 1936, à l'exception des mineurs non accompagnés, des anciens combattants et des femmes enceintes. Il était enjoint aux préfets « de prendre personnellement la direction des opérations, de briser les résistances, de punir les indiscretions et la passivité ». Mais en même temps le moyen est donné de faire circuler l'information, donc d'organiser des fuites, ce dont les nazis se souviendront, en ne prévenant à l'avenir les préfets qu'à l'ultime moment.

La grande rafle dans toute la France fut menée dans les nuits du 26 au 28 août 1942 par la police et la gendarmerie françaises requises par les intendants de police sur ordre des préfets. La police utilisa le recensement. Le transport s'effectuait presque toujours dans des wagons à bestiaux pour réduire les effectifs de garde, selon les instructions allemandes, et donna lieu à ce que les rapports appellent des « scènes déchirantes » quand les parents laissaient derrière eux

1. Cité par A. Kaspi, *op. cit.*, p. 232.

leurs enfants. Les carnets de R.R. Lambert, représentant de l'UGIF en zone sud, qui assiste aux rafles de juillet et août 1942, sont d'autant plus saisissants que, comme Asher Cohen le rappelle, il ne sait absolument rien d'Auschwitz ni de la solution finale :

(...) Lundi 10 août : journée terrible. Spectacle déchirant. Des cars enlèvent 70 enfants aux parents qui vont partir ce soir. (...) Mais quelle scène dans le soleil brûlant ! Il faut retenir les pères et les mères quand les cars quittent la cour. Quels cris, quelles larmes, quels gestes des pauvres pères qui, avant la déportation définitive, caressent le visage d'un fils ou d'une fille comme pour en conserver l'empreinte au bout des doigts !

(...) Le départ aura lieu le lendemain à l'aube. On voit la gare du camp et les wagons, noirs comme des corbils, attendent sur la voie de garage. (...) Encadrés par des gardes en armes, 40 humains qui n'ont commis aucun crime, parce qu'ils sont juifs, sont livrés par mon pays, qui leur avait promis asile, à ceux qui seront leurs bourreaux ¹.

Comme l'écrira un biographe de Laval, Hubert Cole, « 75 000 juifs parisiens furent sauvés par l'abandon d'environ la moitié de ce nombre en zone libre. Sur le plan comptable, Laval avait fait un bon marché. » Mais « il a associé Vichy, dit R. Aron, à une besogne déshonorante ».

Les 22 et 27 janvier 1943 à Marseille, une rafle accompagne la destruction du Vieux-Port. Les repris de justice, les vagabonds, les souteneurs, les étrangers en situation irrégulière et tous les juifs, français et étrangers, sont systématiquement arrêtés. Parmi les 1 642 arrêtés, 800 sont juifs, français métropolitains pour un quart, français d'Afrique du Nord pour un autre quart, et 120 des naturalisés. Là encore, il faut lire les réflexions sans illusions de R.R. Lambert :

1. *Carnets d'un témoin*, *op. cit.*, p. 186, cité par A. Cohen, *op. cit.*, p. 287.

Entassés dans des wagons à bestiaux, environ 1 500 personnes, en grande majorité des juifs parfaitement honorables, ont été embarqués avec des filles publiques du port, des condamnés de droit commun et des Noirs sans état civil. Pas d'eau. Pas de nourriture, pas de bancs. Deux allemands et deux gardes mobiles par wagon. Wagons à bestiaux plombés au départ. Certains actes de brutalité au moment du départ. Parmi les déportés se trouvent des passagers venus à Marseille pour la journée sans linge et sans manteau, des anciens combattants, des jeunes filles, des malades, des vieillards en traitement, un pulmonaire 100 %, prisonnier libéré, des rapatriés (...) la veuve de guerre d'un capitaine d'artillerie, des familles entières établies à Marseille depuis plusieurs générations, des pères de sept et huit enfants. Au départ aucune assistance sociale de personne. 60 boules de pain pour 1 500 personnes¹.

Pétain sut-il que, sur la proposition même de Laval, les enfants en zone occupée furent déportés avec leurs parents? Un rapport qui lui est adressé sur les déportations en zone sud le 29 septembre 1942 tend à le rassurer sur le démembrement des familles : « Devant l'émotion produite partout devant cette mesure barbare, le président Laval demanda et obtint que les enfants ne seraient pas séparés. Ainsi dans les arrestations en zone non occupée, les enfants ont-ils suivi leurs parents². » Ce qui n'est d'ailleurs pas tout à fait exact, un petit nombre de parents seulement ayant emmené leurs enfants pour ne pas en être séparés, à la différence de la zone occupée. Si incroyable que cela paraisse aujourd'hui, Laval veut ainsi rassurer et fait d'ailleurs lire à Radio-Paris une déclaration pour apaiser l'opinion : « Ils seront désormais déportés avec leurs parents au lieu d'être séparés. »

Il n'y eut pas de défaillance remarquée de la part des forces de police et de gendarmerie en 1942. Sans l'aide

1. *Ibid.*, p. 207-208.

2. 29 novembre 1942, Archives nationales A 6 II 492 cc 72 A, cité par Paxton, *op. cit.*, p. 377.

de ces forces, les Allemands auraient provisoirement été impuissants. Provisoirement seulement. Car les nazis sauront trouver jusqu'à la fin les trains et les escortes pour poursuivre la déportation. C'est après les retournements du maréchal Badoglio en Italie, de l'amiral Horthy, et du roi de Roumanie qu'ils procèdent dans ces pays aux rafles les plus importantes. Ils n'hésiteront pas à dégarnir le front pour privilégier la solution finale. Les trains de déportés vers l'Est auront toujours la priorité sur les trains qui, en sens contraire, amènent des renforts et des munitions. Mais, grâce aux indiscretions salutaires en provenance de l'administration et à la réaction de l'opinion publique qui pour la première fois s'élève, les résultats ne sont pas non plus à la mesure des espérances, soit la moitié des juifs escomptés. Ce chiffre ne sera pas atteint en 1943 et 1944, quand le gouvernement aura cessé d'apporter le concours de la police.

La réaction

La grande crainte des dirigeants de Vichy, c'est la perspective d'une administration directe par un gauleiter, menace sans cesse agitée par Oberg et Sauckel, et la hantise aussi du bolchevisme vainqueur qui obsède Laval. Laval et son gouvernement veulent tout faire pour protéger les Français et limiter les réquisitions de main-d'œuvre. Le retour des prisonniers et l'exclusion du STO sont les deux soucis majeurs, avec le risque de polonisation. « Je préfère les payer en paroles qu'en actes », dit Laval dans d'innombrables réunions aux préfets, aux maires et aux instituteurs. Au regard de quoi « l'émigration » des juifs étrangers voulue par l'occupant n'est pas à l'époque une question centrale. Question dans laquelle Pétain, constate Paxton, est beaucoup moins impliqué¹. Et Aron relève qu'il est

1. Paxton, *op. cit.* p. 367.

débordé par son chef de gouvernement. S'il montre à ses auditeurs une émotion visible, c'est aussi son impuissance entière ¹.

L'assemblée annuelle des cardinaux et archevêques, qui s'est tenue après les rafles de 1942, ne pouvait que rejoindre les interventions du Saint-Siège. Le respect des « droits imprescriptibles de la personne humaine » fut rappelé dans une protestation non publiée portée par le cardinal Suhard :

Monsieur le Maréchal,

Profondément émus par ce qu'on nous rapporte des arrestations massives d'israélites opérées la semaine dernière et des durs traitements qui leur sont infligés, notamment au Vélodrome d'Hiver, nous ne pouvons étouffer le cri de notre conscience.

C'est au nom de l'humanité et des principes chrétiens que notre voix s'élève pour une protestation en faveur des droits imprescriptibles de la personne humaine.

C'est ainsi un appel angoissé à la pitié pour ces immenses souffrances, pour celles surtout qui atteignent tant de mères et d'enfants.

Nous vous demandons, Monsieur le Maréchal, qu'il vous plaise d'en tenir compte, afin que soient respectés les exigences de la justice et les droits de la charité.

Emmanuel cardinal Suhard,
archevêque de Paris.

Le cardinal Gerlier, primat des Gaules, qui avait reçu le rabbin Kaplan et le pasteur Boegner, appuya cette démarche et publia une protestation publique le 6 septembre. L'auteur du mot fameux : « Pétain c'est la France, la France c'est Pétain », passa alors pour « le primat des gaullistes ». Il avait pourtant reconnu, dans sa protestation, qu'il y avait pour l'autorité française « un problème à résoudre ». Il en est de même

1. Aron, *op. cit.*, p. 528.

sous la plume de Mgr Delay, évêque de Marseille, qui dénonce les opérations faites sans discrimination d'hommes, de femmes et d'enfants pour « les envoyer peut-être à la mort », et qui ajoute : « Nous n'ignorons pas que la question juive pose de difficiles problèmes nationaux et internationaux. Nous reconnaissons bien que notre pays a le droit de prendre toutes mesures utiles pour se défendre contre ceux qui, en ces dernières années surtout, lui ont fait tant de mal, et de punir ceux qui abusent de l'hospitalité qui leur fut si libéralement accordée. Mais les droits de l'État ont des limites... ¹. »

Mgr Theas, évêque de Montauban, qui sera arrêté le 6 juin 1944 pour avoir ouvert les portes des séminaires et des établissements d'enseignement catholique afin de cacher les israélites de son diocèse, fait lire une lettre pastorale sans réserve dans toutes les églises : « Je fais entendre la protestation indignée de la conscience chrétienne, et je proclame que tous les hommes, aryens ou non aryens, sont frères, parce que créés par le même Dieu ; que tous les hommes, quelles que soient leur race ou leur religion, ont droit au respect des individus et des États ². »

Mais aucune réaction n'aura sans doute autant de retentissement que la lettre pastorale de Mgr Saliege, archevêque de Toulouse, lue en chaire dans toutes les paroisses de son diocèse le dimanche 23 août : « Que des enfants, des femmes, des hommes, des pères et des mères soient traités comme un vil troupeau, que des membres d'une même famille soient séparés les uns des autres et embarqués pour une destination inconnue, il était réservé à notre temps de voir ce triste spectacle. Pourquoi le droit d'asile de nos églises n'existe-t-il plus ? Pourquoi sommes-nous des vain-

1. J. Duquesne, *Les Catholiques français sous l'Occupation*, 1966, p. 256-257.

2. *Ibid.*, p. 260.

cus?... Les juifs sont des hommes, les Juives sont des femmes. Les étrangers sont des hommes, les étrangères sont des femmes. Tout n'est pas permis contre eux... Ils font partie du genre humain. Ils sont nos frères comme tant d'autres ¹. »

Ce que ne voit pas l'historien d'aujourd'hui, qui commet l'erreur de ne s'appuyer que sur les textes émanant de l'administration, c'est que le nombre modérément élevé des victimes, tant dans l'absolu qu'en proportion, si nous le comparons à ceux des autres pays européens, s'explique non seulement par le revirement général de l'opinion et les actes individuels qui s'ensuivront et par l'action morale et caritative des Églises, mais aussi par l'action défensive des préfets, de leurs collaborateurs et des administrations. Ils avaient la conviction en organisant des fuites et en freinant les mesures d'exécution d'agir en conformité avec la pensée de celui dont ils tenaient leurs fonctions. Ainsi, la déposition de François Martin, préfet de l'Hérault, sur les opérations de la nuit du 26 août 1942, montre que grâce aux informations données depuis quelques jours par sa préfecture, il n'y eut que 14 juifs arrêtés sur les 500 recensés. Et quand la menace s'étendit aux enfants réfugiés dans les centres de l'UGIF à Moissac, sa préfecture fit distribuer 150 cartes d'identité et 150 cartes d'alimentation, sans la mention « juif » qui les aurait désignés aux Allemands, avant de les disperser dans des établissements d'enseignement catholique. « J'affirme, personnellement, avoir eu la conviction que j'agissais, je le répète, conformément à la pensée de celui de qui j'avais reçu mes fonctions ² » déclara le préfet à la Haute Cour.

Sans doute cette politique infligea-t-elle au gouvernement de la France une « défaite morale », pour citer le pasteur Boegner, aux incalculables conséquences.

1. *Ibid.*, p. 261.

2. 7 août 1945. Sténographies du procès Pétain, p. 321.

Mais Raul Hilberg, dans sa monumentale *Histoire de la destruction des juifs d'Europe*, œuvre d'une vie, conclut à un échec partiel de la déportation des juifs de France par la stratégie de protection et d'atermolement voulue par le maréchal Pétain et mise en œuvre à tous les échelons de l'État français.

En France, le processus de destruction des juifs fut le résultat de l'armistice franco-allemand. Pour les autorités françaises qui prirent les rênes du gouvernement en juin 1940, la défaite était sans appel, la guerre irrévocablement perdue. De 1940 à 1944, le rapport inégal entre vainqueur et vaincu se traduisait par un flot continu d'exigences de la part des Allemands auquel on aurait difficilement pu s'opposer. Au nombre de ces exigences figurait la destruction des juifs. Dans ses réactions aux pressions allemandes, le gouvernement de Vichy tenta de maintenir le processus de destruction à l'intérieur de certaines limites. Celles-ci eurent essentiellement pour objet de retarder l'évolution du processus dans son ensemble. Les autorités françaises cherchèrent à éviter toute action radicale. Elles reculèrent devant l'adoption de mesures sans précédent dans l'histoire. Quand la pression allemande s'intensifia en 1942, le gouvernement de Vichy se retrancha derrière une seconde ligne de défense. Les juifs étrangers et les immigrants furent abandonnés à leur sort, et l'on s'efforça de protéger les juifs nationaux. Dans une certaine mesure, cette stratégie réussit. En renonçant à épargner une fraction, on sauva une grande partie de la totalité¹.

Les archives de Nuremberg comportent une lettre de Röthke à Knochen et Lischka, du 1^{er} septembre 1942, qui rapporte qu'à l'occasion d'une conférence du RSHA² réunissant à Berlin des experts des questions juives, le 28 août, on fit remarquer que la France s'était

1. Fayard, 1988, p. 523.

2. Reichssicherheitshauptamt : bureau principal chargé de la sécurité du Reich.

laissé distancer en matière de solution finale¹. Les démarches ultérieures de Knochen auprès de Bousquet et Laval pour étudier les mesures applicables aux juifs français échoueront en raison de l'opposition de Pétain. « La bureaucratie de Vichy ne tenait pas à agir contre le désir du Maréchal². » D'où le nombre décroissant des convois quittant la France en direction de l'Est. « Au lieu de "rattraper" le reste de l'Europe, le secteur français semblait de plus en plus "à la traîne"³. » « La statistique comparée des déportations, écrit encore Raul Hilberg, faisait clairement apparaître la différence entre la situation en France et celle qui prévalait en Hollande, pays beaucoup plus petit. » Au 31 décembre 1942, 41 911 juifs avaient été déportés de France, 38 511 de Hollande. Trois mois plus tard ces chiffres étaient respectivement de 49 906 et 52 305. Commentaire d'Hilberg : « Aux yeux des Allemands, tout achoppait sur le peu d'empressement manifesté par les autorités vichystes à coopérer à la déportation des juifs de nationalité française. » Et Klarsfeld qui a réuni l'essentiel des documents constate que la coopération de l'administration se réduit dès septembre 1942, alors cependant que l'Allemagne est toujours victorieuse⁴. Le revirement de l'opinion, l'attitude nouvelle de l'Église et la résistance du gouvernement à tous ses échelons sont trois réalités qui se développent en même temps sans qu'on puisse dire que l'une ait créé l'autre, même s'il y a eu une influence réciproque.

Serge Klarsfeld a relaté en détail comment furent annulés les projets de Röthke des grande rafles de juifs français à Paris en septembre 1942. Knochen doit expliquer à Eichmann que le Reichsführer a décidé

1. RF (Nuremberg), 1228.

2. R. Hilberg, *op. cit.*, p. 556.

3. *Ibid.*, p., 557.

4. S. Klarsfeld, *op. cit.*, p. 181.

« que pour l'instant on n'arrêtera pas de juifs de nationalité française ». En effet, les Allemands doivent tenir compte des conséquences que cela risque d'entraîner : « *Vu la position de Pétain*, toute action aurait les suites les plus graves ¹. » Cette décision du 25 septembre 1942, qui entraîne l'annulation de plusieurs dizaines de trains, est capitale. Klarsfeld, qui note qu'elle est antérieure à la défaite de Stalingrad, l'attribue exclusivement à l'hostilité spontanée de la population française, précédée et soutenue par d'éminents prélats. Il refuse absolument d'en créditer Vichy. C'est vouloir ignorer qu'en zone occupée, et en particulier à Paris où se trouvent le plus grand nombre de juifs, l'opinion a peu d'importance et les actions individuelles dans une grande ville où domine l'anonymat sont de faible amplitude. C'est la résistance opposée par la fonction publique qui est le principal obstacle. Knochen et Röthke se rattrapent en faisant déporter les 5 et 9 octobre 1942, de la zone occupée, 1 956 juifs français qui sont alors raflés. Knochen a rédigé le 6 octobre à l'intention des commandos de la Sipo-SD des directives qui commencent par ces mots : « Dans le cadre de la solution finale de la question juive et ayant recours à la police française, les juifs des nationalités qui suivent doivent être arrêtés... ². »

Ainsi, alors qu'en 1942, en moins de huit mois, 41 951 juifs avaient été déportés, en 1943 il y aura au total 17 000 déportés. Ce dernier chiffre, rapporté à l'occupation de toute la France, traduit une importante réduction des déportations et l'échec des Allemands. En fait, dès que l'occupant a voulu s'en prendre aux juifs français, Vichy a résisté.

1. *Ibid.*, p. 181, document p. 454, t. I.

2. S. Klarsfeld, *op. cit.*, p. 185, document p. 472.

La dénaturalisation des juifs

C'est pourquoi les Allemands conçurent le projet, qui occupa une partie de l'année 1943, d'obtenir la dénaturalisation des étrangers, c'est-à-dire principalement des juifs, qui avaient obtenu la nationalité française par la loi du 10 août 1927. Cette loi avait libéralisé la naturalisation. L'objectif des Allemands était d'accroître le nombre des « déportables ». En effet, le 19 décembre 1942, Eichmann, le chef du service des affaires juives de la Gestapo du Reich, a demandé à Knochen, chef de la police de sûreté et des services de sécurité allemande en France (Sipo-SD), de lui « faire savoir immédiatement dans quelles mesures une reprise des transports de juifs hors de France est envisagée dans les premiers mois de l'année ». Il ajoutait que « les possibilités d'accueil existent »...

On sait que l'arrêt de la coopération de la police française a entraîné après août 1942 l'annulation de 45 convois quotidiens de 1 000 juifs prévus par la Gestapo, et celle de la grande rafle programmée pour le 22 septembre 1942. Une note de Knochen, datée du 12 février 1943¹ au département IV de l'Office central de sécurité du Reich, se référant à un entretien à Paris avec Eichmann, avait pour objet la « solution finale de la question juive en Europe ». Elle montre que, pour les nazis, la demande d'Eichmann d'une « évacuation » de tous les juifs de nationalité française se heurte à l'opposition du gouvernement français, « *c'est-à-dire surtout du maréchal Pétain* ». Ce document capital, publié par Serge Klarsfeld, n'est pas cité par Paxton alors qu'il fonde sa thèse de la complicité de Vichy dans la déportation sur les archives allemandes :

1. S. Klarsfeld, *op. cit.*, t. II, p. 30, document p. 218-220.

BdS/E

12 février 1943

A l'Office central de sécurité du Reich

Dép' IV

Berlin

Au SS-Gruppenführer Müller

Objet : Solution finale de la question juive en France.

Réf. : Entretien à Paris avec le SS-Obersturmbannführer Eichmann.

La communication faite par le SS-Obersturmbannführer Eichmann, au sujet de l'évacuation de tous les juifs de nationalité française, m'incite à prendre brièvement position au sujet de cette question et à signaler dans un exposé de la situation actuelle les points qui sont nécessaires pour l'exécution, afin d'avoir le moins possible de difficultés de la part du Gouvernement français.

1° Ainsi qu'il a été communiqué dans les différents rapports, le Gouvernement français s'est déclaré disposé, à la suite d'une pression allemande, à faire arrêter les Juifs de nationalité non française y compris les juifs apatrides et à les faire remettre par la Police française à la Police allemande, en vue de leur transport dans le Reich.

2° Le Gouvernement français, *c'est-à-dire surtout le maréchal Pétain*, s'oppose toutefois à toute tentative visant à étendre les mesures contre les juifs, également aux Juifs de nationalité française. Il a été refusé de promulguer l'introduction de l'étoile juive par le Gouvernement français. L'étoile juive a été introduite en zone anciennement occupée en vertu d'une ordonnance allemande. Elle n'a pas été introduite jusqu'ici en zone nouvellement occupée, étant donné que le Gouvernement français se refuse, comme par le passé, à prendre pour cette zone les mêmes dispositions que celles qui ont été appliquées par l'administration militaire en zone anciennement occupée. Le Gouvernement français est jusqu'ici encore souverain en zone nouvellement occupée.

3° Toutes les tentatives visant à modifier le point de vue du Gouvernement français ont échoué. Les tentatives faites par le commissaire aux questions juives, Darquier de Pellepoix, sont également restées sans résultat. Même si le président Laval indique qu'il est personnellement disposé à appliquer les mesures contre

tous les juifs, cette déclaration ne doit pas être prise au sérieux, étant donné qu'il s'en tire toujours, au moment décisif, avec la constatation que :

a) Les Italiens n'admettent pas encore même des restrictions contre les juifs mais qu'ils se chargent, au contraire, de la protection des juifs de toutes nationalités dans la zone occupée par les Italiens et interdisent au Gouvernement français d'édicter des mesures même contre les juifs de nationalité française;

b) *Le maréchal Pétain se déclarera avec la plus grande énergie contre le fait que des juifs de nationalité française soient mis dans des camps de concentration ou évacués. Pétain menacera même de se retirer.*

4° *L'attitude du maréchal Pétain devient manifeste, lorsqu'on considère que la Police française – le chef de la Police française, Bousquet, personnellement – fait tout pour empêcher que des juifs de nationalité française soient évacués. (...)*

Ainsi le Gouvernement français tire profit de la situation militaire pour, d'une part, s'élever avec force contre les Italiens auxquels on se croit, depuis toujours, supérieurs et pour, d'autre part, s'opposer aux exigences allemandes en ce qui concerne la question juive.

6° *En entreprenant maintenant la solution finale de la question juive, il faut tenir compte que :*

a) *Pétain s'y opposera. Soit il interdira à la Police française d'exécuter ces mesures, soit il menacera de démissionner (en tenant compte de la situation générale en Afrique et du fait que des Français tentent, sans cesse, de passer en Afrique du Nord sans que Pétain prenne des mesures pour les contrer, on peut se poser la question si Pétain, chef de l'État, représente encore aujourd'hui un avantage pour le Reich allemand ou si Pétain, auparavant symbole de la politique d'entente franco-allemande, n'apparaît pas, en même temps, comme symbole de tous les Français, suivant, comme eux, les événements en Afrique du Nord avec l'espoir d'une issue heureuse pour la France).*

Cette analyse de la résistance de Pétain est d'autant plus importante que son rédacteur envisage la possibilité d'obtenir de Laval l'autorisation refusée par le chef

de l'État, à la condition d'une contrepartie politique dont il puisse faire état.

La position du Maréchal, contrairement au sentiment parfois de ses interlocuteurs, n'est pas conjoncturelle. Tous les rapports allemands vont dans le même sens. Lorsque Heydrich a fait détruire le Vieux-Port de Marseille et qu'est prévue la déportation des juifs de Marseille – « canailles criminelles » selon l'avis de Röthke – Leguay lui fait savoir que « Pétain avait exprimé son incompréhension face à ce départ de juifs de nationalité française ¹. » Bousquet, rapporte-t-il, a ordonné que la police ne participe pas à l'évacuation. Et un document interne du 23 mars 1943 rend compte du refus de la gendarmerie française de collaborer au transport des juifs de nationalité française de Marseille vers Drancy.

C'est dans cette situation conflictuelle que s'inscrit le projet de loi de Darquier de Pellepoix, le nouveau commissaire aux Affaires juives, projet qui répond à l'impatience allemande de retirer aux juifs naturalisés la nationalité française afin de remplir les trains des déportables. Laval laisse d'abord dormir ce projet. Pétain l'ignore. Mais les Allemands, eux, le considèrent comme acquis dans son principe. Les juristes de la Sipo-SD étudient le texte au moment où Bizerte et Tunis sont libérés par les Alliés et les forces françaises de l'Armée d'Afrique. Ils constatent que, de 1927 à 1932, 50 000 juifs auraient été naturalisés. « D'accord sur 1927 », note Oberg en marge de la consultation allemande. Et, le 8 juin, Himmler demande la « publication immédiate » de la loi de dénaturalisation. Le projet est finalement signé par Laval et contresigné par son garde des Sceaux, Gabolde. Mais il apparaît trop timoré à Darquier de Pellepoix, car il oublie les femmes qui ont acquis la nationalité avec un Français

1. S. Klarsfeld, *op. cit.*, t. II, p. 41, documents p. 247-248.

naturalisé et leurs descendants. En tout cas, Röthke compte que, quel que soit le projet, il disposera de dizaines de milliers de juifs à déporter. Pour contrer, devant cet afflux attendu, le refus de coopérer de l'administration française, le camp de Drancy passe sous le contrôle direct de la Gestapo et du capitaine Aloïs Brunner, lieutenant d'Eichmann. Il a l'expérience réussie de l'anéantissement des 43 000 juifs de Salonique. Il a déjà, aussi, fait participer les juifs au service d'ordre et à l'administration des juifs des camps. Ce qu'il fera à Drancy. La rafle est fixée au 24 juin 1943, le jour où la loi doit paraître au *Journal officiel*.

Un gigantesque coup de filet devait permettre l'arrestation des juifs dénationalisés et de leur famille. Mais la loi n'est pas promulguée et la rafle doit être reportée au 15 juillet, puis au 23 juillet, puis au 9 août, et être renvoyée *sine die*. Laval a en effet décidé de paralyser puis de stopper la promulgation « en raison des répercussions que cette loi serait susceptible d'entraîner¹ ». C'est le jour même de la chute de Mussolini, arrêté à Rome sur ordre du roi. Quant au garde des Sceaux, il déclare qu'à aucun moment il n'avait supposé en signant la loi « que la sanction de la mesure prise serait l'arrestation et la déportation des juifs dénaturalisés... ». Knochén, dans un face-à-face dramatique avec Laval le 7 août, peut lui reprocher « la mauvaise foi française » puisqu'il était « sous-entendu que les juifs ainsi privés de leur nationalité devaient être transférés dans le Reich, conformément à nos précédents accords sur les juifs de nationalité non française² ». Ainsi, le gouvernement s'est bien désolidarisé de ce que Jacques Helbronner, président du Consistoire central, a appelé « un attentat contre l'humanité », première formulation du « crime contre l'humanité ».

1. S. Klarsfeld, *op. cit.*, document p. 315.

2. *Ibid.*, document p. 324-325.

C'est le refus de Pétain qui a obligé Laval à faire marche arrière et qui en même temps lui permet de se dérober à ses engagements. Il est passé des réticences au refus, comme le montre le compte rendu par Röthke de son entretien du 14 août avec Laval à Vichy, au cours duquel Laval met en avant Pétain. Parce que c'est Pétain, conforté par les évêques, le Vatican et R.R. Lambert, secrétaire général de l'UGIF en zone sud, reçu par son secrétaire général, qui s'oppose à ce qu'il a nommé en juillet 1942 « un déshonneur ». Lambert sera d'ailleurs arrêté par la police allemande au lendemain de cette démarche et déporté avec sa femme et ses quatre enfants de Drancy à Auschwitz :

1° Note.

Le Hauptsturmführer Geissler et le signataire sont d'abord allés voir, dans la matinée du 14.8.43 Bousquet, puis Laval, et ont à nouveau discuté avec eux deux de la promulgation du projet de loi, et ce en détails.

(...)

2. Conversation avec Laval.

Le SS-Hauptsturmführer Geissler et le signataire étaient chez Laval de 12 h 30 à 13 h 30. Autres participants à cette conversation : Guérard et le chef de cabinet de Bousquet.

Questionné sur l'état de la situation, Laval répondit : *Pétain a pris connaissance des projets de loi. Il était très en colère car, d'après l'un des projets, les femmes et les enfants des juifs concernés devaient eux aussi être dénaturalisés. Du coup, Pétain voulait voir les originaux des deux projets. [Le projet de Bousquet avait été apporté pour cette conversation par son chef de cabinet. Laval, soi-disant, faisait chercher le projet de Darquier depuis 3 jours, à Paris et à Vichy. Ce projet finit par être « découvert » par un secrétaire de Laval pendant l'entretien, après que Laval ait ordonné au moins trois fois au secrétaire de le rechercher sérieusement.]*

Nous avons dit à Laval que nous souhaitions la plus rapide entrée en vigueur du projet de Bousquet, que j'avais à en rendre compte immédiatement au BdS, que tel était le sens de ma mission.

Après cela, Laval s'exprima ainsi :

a) Au moment de la signature du projet de Bousquet il n'avait pas réalisé que les juifs concernés devaient également être arrêtés par nous. Cela lui aurait été récemment confirmé formellement par le BdS. J'ai répondu à Laval que l'ordre du Führer pour la solution finale du problème juif dans l'Europe unie était absolument sans équivoque. A ma connaissance, on s'était déjà mis d'accord avec le Gouvernement français depuis un an pour la solution progressive du problème juif en France. Il avait déjà été question il y a un an de la promulgation d'une loi sur la dénaturalisation des juifs ayant obtenu récemment leur citoyenneté, aux fins de leur arrestation et de leur déportation.

b) Laval a annoncé qu'il devait encore discuter du projet devant le Conseil des ministres du 17.8.43. Plusieurs ministres allaient certainement lui demander le but de la promulgation éventuelle d'une telle loi. A ce moment-là, il ne pourrait que répondre que les juifs concernés devraient être internés et déportés.

c) Pour finir, la loi était d'une telle portée et d'un tel objet qu'elle ne pouvait être signée que par le maréchal lui-même. Seul le maréchal, en sa qualité de chef de l'État, pouvait ordonner, comme les amnisties, des naturalisations et des dénaturalisations. De plus, le maréchal s'était déjà vivement intéressé à cette loi, et Laval était dans l'obligation d'en discuter à nouveau avec lui, rapidement.

A cela, le Hauptsturmführer Geissler a répondu que Laval avait bien signé lui-même les deux projets et qu'il avait même fait préparer déjà officiellement le projet Bousquet.

Ici Laval remarqua qu'il avait tous les jours à signer des monceaux de documents et qu'en particulier pour la signature du projet de Darquier il n'avait pas pris le temps de la réflexion, pensant que tout était en ordre.

On peut résumer ainsi : pour ce qui est de la question juive, le Gouvernement français ne veut plus marcher avec nous. On peut même estimer que, lors de la prochaine réunion du Conseil des ministres, on prendra position contre le projet Bousquet de telle façon que le projet échouera.

De plus, *on peut avoir l'impression que Pétain veut empêcher la promulgation de la loi.* Car il a certaine-

ment subi l'assaut de toute une bande de juifs venus protester auprès de lui contre le projet de loi. Quelques minutes avant de nous recevoir, Geissler et moi, Laval avait reçu le juif Lambert, le président de l'Union des juifs en France, pour la zone Sud.

Le juif Lambert a expliqué au représentant de Darquier, qui lui aussi venait d'être reçu rapidement par Laval, qu'il s'était « plaint » auprès du président des arrestations de juifs opérées par les Kommandos de la Police de sécurité et du SD en zone Sud. Entre-temps un mandat d'arrêt contre Lambert a été délivré par télex...¹.

La déception et le mécontentement allemands devant le refus de Laval de laisser promulguer et exécuter la loi de dénaturalisation à laquelle il s'était engagé et qu'il avait signée, en se retranchant derrière le chef de l'État, se traduit par une menace expresse de représailles. Brinon, leur porte-parole, est chargé de faire savoir au Maréchal « que l'administration allemande aurait décidé, à partir de maintenant, de ne plus faire de différence entre juifs français et étrangers, en raison du refus du Maréchal de signer le projet de loi sur la dénaturalisation des juifs² ». Des rafles massives de juifs français sont annoncées pour obliger Vichy à céder. Brinon se propose, si le Maréchal veut bien lui confier cette mission, de procéder lui-même à une nouvelle vérification des statuts des juifs français et, ainsi, de mettre fin à ce qu'il appelle « une question extrêmement scabreuse » pour aboutir à « une issue avantageuse pour le Maréchal³ ». Les rapports des SS Obersturmführer Schmidt et SS Stutmbannführer Hagen traduisent la colère indignée des Allemands et leur menace si la loi n'est pas exécutée : « Nous nous verrions obligés de prendre nos mesures sans la coopération du gouvernement français. Nous disposons pour

1. S. Klarsfeld, *op. cit.*, document p. 325-328.

2. *Ibid.*, document p. 331-332.

3. *Ibid.*, document p. 332.

l'exécution d'un régiment de police d'ordre qui est prêt à être engagé à tout moment ¹. »

Serge Klarsfeld constate, comme Brinon le 24 août à Vichy, que cette mission de chantage « se heurte à un refus catégorique de la part du Maréchal ² ». Brinon écrit à Knochen : « Le Maréchal estime ne pouvoir signer ce projet. » Le Maréchal a en effet confirmé par une lettre du même jour son refus, enveloppé dans des protestations de bonnes intentions et de rappels des preuves passées de sa bonne volonté. Mais le refus est ferme et clair. Et l'engagement de donner des instructions pour que les travaux de la Commission de révision des naturalisations soient activés est un leurre. Jean Jardel, qui fut secrétaire général du Maréchal de juin 1942 à décembre 1943, a attesté au procès du Maréchal de son refus catégorique au Conseil des ministres ³. Sur ce point, ni Klarsfeld, ni Paxton, ni Ferro, ni Lottman, ni Cohen ne font état du témoignage devant la Haute Cour de Jean-Marie Roussel, président de section au Conseil d'État, président de la Commission de révision des naturalisations créée le 22 juillet 1940. Il a témoigné de ce que, en plein accord avec le chef de l'État, qui l'avait déjà reçu le 24 mars 1943, il avait mené les opérations de dénaturalisation avec la plus grande lenteur et dans l'esprit de la jurisprudence en la matière :

Lorsque nous eûmes des renseignements suffisants pour pouvoir établir quelle était sa jurisprudence, pour avoir des statistiques à peu près complètes, en donnant un pourcentage des dénaturalisations par rapport au nombre des naturalisés, je crus de mon devoir d'aller rendre compte au Maréchal de la mission qui m'avait été confiée. C'est alors que je demandai une entrevue qui eut lieu, comme je l'ai dit, le 24 mars 1943.

1. *Ibid.*, document p. 333.

2. *Ibid.*, p. 105.

3. Sténographie du procès, 10 août, p. 387-388.

Je lui exposai ce que je viens de vous exposer avec des détails un peu plus grands ; je lui fis ensuite connaître notre jurisprudence, car c'était le point qui m'intéressait le plus.

Ainsi que je vous l'ai dit, on s'attendait très probablement à une opération assez massive, devant porter sur un très grand nombre de dénaturalisations. Or, par le fait de notre jurisprudence, qui, au fond, avait été bienveillante, très humaine, qui n'avait eu aucune préoccupation ni raciale ni politique, mais se plaçait simplement au point de vue de l'intérêt supérieur de la France, nous arrivions à des résultats absolument déconcertants si on avait compté sur une opération massive : nous n'atteignons pas, en effet, trois pour cent du nombre des gens naturalisés.

J'ai donc vu le Maréchal et je lui ai exposé cette jurisprudence en détail. Il a suivi parfaitement mon exposé, qui a duré une vingtaine de minutes ; il a posé quelques questions de détail précises, mais il n'a fait aucune objection et, au contraire, lorsque mon exposé a été terminé, le Maréchal m'a prié de féliciter et de remercier les membres de la commission du travail intense qu'ils avaient fait et de la manière humaine et réellement bienveillante dont ils avaient agi.

Ce sont en effet 579 435 personnes qui se verront, selon Brinon, proposer comme maintenues dans la nationalité française contre 17 964 annulations, dont 7 053 juifs, au 31 juillet 1943.

Roussel témoigna ensuite avoir demandé à être reçu par le Maréchal lorsqu'il fut informé du projet de loi de dénaturalisation massive. Reçu le 28 août 1943 pour déjeuner, il fut approuvé dans sa politique de résistance passive et dans sa décision de ne plus dénationaliser un seul juif, en présence de la menace allemande de les déporter. C'est l'instruction qu'il donne dès son retour à Paris. Sans ce témoignage, un historien qui s'attacherait comme Paxton à la lettre des textes ne pourrait savoir que le rapport ci-après de Brinon au major Hagen, daté du même jour à 19 heures, pour l'informer des instructions données par le Maréchal au

président de la Commission de hâter ses travaux, est le contraire de la réalité, celle qui ne put donner lieu à un procès-verbal : le Maréchal, au Conseil des ministres, a en effet opposé un refus catégorique à la promulgation de la loi et approuvé personnellement le président de la Commission dans son intention de ne plus dénationaliser aucun juif. Faute d'avoir rapproché ce témoignage de la note de Brinon publiée par Serge Klarsfeld, cette illustration du double langage et du double jeu, quotidienne, n'aurait pas été relevée :

Délégation Générale
du
Gouvernement Français
dans les
Territoires occupés
L'Ambassadeur de France

Vichy, le 28 août 1943
19 heures

Note pour
Monsieur le Major Hagen,
de la part de
Monsieur de Brinon

Le maréchal s'est occupé personnellement ce matin de la question des naturalisations des juifs étrangers. Il a donné des ordres au garde des Sceaux pour que la procédure soit accélérée. Il a reçu ensuite M. Roussel, président de la Commission, et il l'a prié de la manière la plus instante de prendre toutes mesures pour hâter les travaux de cette Commission.

La Sous-Commission de M. Mornet sera supprimée.

Le maréchal signera dans la semaine un ou deux décrets donnant des premiers résultats. M de Brinon en sera avisé immédiatement et il les communiquera aussitôt au D^r Knochen ou au major Hagen.

En contrepartie, lisons la déposition faite par J.M. Roussel à la Haute Cour le 7 août 1945 sur sa rencontre du 28 août 1943, non contestée depuis :

Je ne fus pas admis à une audience du Maréchal. On employa un procédé qui, paraît-il, était employé, m'a-t-on dit, lorsqu'on ne voulait pas qu'une personne vînt parler trop longuement d'une affaire au Maréchal : je fus invité à déjeuner et, avant le déjeuner, je pus m'isoler pendant deux minutes à peu près avec le Maréchal.

Le Maréchal était certainement au courant de cette question, qui avait été certainement délibérée et discutée en Conseil des ministres, car il m'aborda par les paroles suivantes :

– Monsieur le président, cette question des naturalisés juifs est réellement bien angoissante. Je vous plains d'avoir à vous en occuper.

A quoi je répondis :

– Évidemment, il y a eu une très fausse manœuvre du Gouvernement, qui a découvert ma commission, et je fais toutes réserves sur l'activité que nous allons pouvoir exercer à l'avenir, car il est possible que les Allemands se mêlent de nos affaires, et nous serons forcés de cesser. Mais, en ce qui concerne les naturalisés juifs, je puis vous donner l'assurance que la commission prendra toutes mesures pour que cette maladresse ne leur cause aucun désavantage, aucune misère supplémentaire.

Le Maréchal me répondit :

– Ah!... mais alors, c'est très bien comme cela. En effet, vous avez raison, et je suis très heureux de savoir que la commission prendra ces mesures.

Notre entretien finit là, et je n'ai pas pu exposer au Maréchal quelles étaient les mesures que nous comptons prendre.

Elles ont d'ailleurs été assez simples. Lorsque je suis rentré à Paris et lorsque j'ai revu mes collègues, les deux présidents de sous-commissions, je leur ai proposé de ne plus dénaturiser un seul juif dont l'adresse serait connue et qui, par conséquent, pourrait être saisi par les autorités allemandes. Comme j'avais fait arrêter les dénaturisations de juifs qui remontaient à peu près au mois de mai ou de juin 1943, on peut dire que, depuis 1943, aucun juif n'a plus été dénaturisé lorsque son adresse était connue, lorsque les Allemands pouvaient avoir barre sur lui.

Ce n'est qu'un exemple, mais c'est un exemple significatif du « secret » du Maréchal : finasser, tergiverser, promettre et reprendre. Il fut maître dans cette résistance passive et cet art d'amortir la détresse. Le message – suivez-moi, mais ne me dépassez pas – fut compris à tous les niveaux de la fonction publique où, jusqu'en décembre 1943, des ministres aux plus modestes fonctionnaires, chacun faisait ce qu'il pouvait pour s'opposer aux exigences des Allemands. Mais fallait-il tout sacrifier à l'efficacité ? Jusqu'où et jusqu'à quand ce jeu des gages et des lests, cette « négociation permanente », les mains vides, substitué par nécessité à la force des armes rompues ?

Il est à signaler que le Maréchal avait consulté Mgr Chappoulié sur le projet de loi. Sa réponse écrite, qui confirme sa démarche verbale, en date du 21 août, explique que Brinon ait rapporté que la seconde raison du refus de Pétain était qu'il ne pouvait « en assumer la responsabilité dans son for intérieur ». Cette lettre, qui rejoint le mandement de Mgr Saliège, rappelle en effet que la morale chrétienne dont l'Église a la charge vaut non seulement pour les individus mais aussi pour les peuples et leurs gouvernements, et que l'un de ses principes est le respect de la parole donnée :

Si les juifs qui ont reçu la nationalité française depuis 1927 s'en voient privés en vertu d'un texte signé par le Chef de l'État, ils deviendront du coup apatrides. Les autorités d'occupation procéderont alors à leur arrestation en masse et à leur déportation (au moins en ce qui concerne les hommes valides), vers l'Est européen. (...)

Le gouvernement de la République française, agissant en pleine indépendance de cause, avait décidé d'accorder à des étrangers, qu'elle avait librement accueillis sur le territoire national, la citoyenneté française. Aujourd'hui le Maréchal de France, en acceptant de céder à la pression qui s'exerce sur lui, manquerait, me semble-t-il, à l'engagement solennel pris par le gouvernement de la République s'il retirait, en bloc, la nationalité française à des hommes et des femmes sous

le seul prétexte de leur race, race qui n'était un mystère pour personne au moment de leur naturalisation.

Pour qu'il n'y ait pas manquement à une parole donnée, il faudrait, à mon avis, qu'une Commission, statuant sur chaque cas particulier, décidât de la déchéance de la nationalité française pour des motifs déterminés (tort causé au peuple français par tel ou tel individu), et non pour le motif général de la race.

Toute autre attitude en la matière me paraît, personnellement, incompatible avec les principes de la morale chrétienne dont doit s'inspirer dans toutes ses actions un chef d'État soucieux de demeurer fidèle aux valeurs spirituelles qui ont fait, dans le passé, la grandeur de la France et lui ont valu une incomparable réputation d'honneur parmi les nations.

Mgr Chappoulié.

A lire la presse parisienne et à écouter Londres, l'entente semblait parfaite entre Vichy et les Allemands, mais, dans la réalité qui ne peut s'exprimer dans aucun communiqué, Pétain en cette circonstance a incontestablement résisté aux exigences allemandes et entraîné le gouvernement dans son refus. Ce fut l'avant-dernier sursaut du Maréchal avant que Laval, le 5 décembre, ne devienne le véritable chef de l'État et la France le satellite du Reich.

Avant la fin

Le conflit sur la dénaturalisation des juifs avait conduit Röthke à cette conclusion : « Le gouvernement français ne veut plus marcher avec nous dans la question juive. » Les convois de déportation vont pourtant continuer au rythme d'un ou deux par mois jusqu'à la Libération. Mais les Allemands désormais agissent avec leurs propres moyens car ils ne peuvent plus, comme l'écrit Röthke à Knochen dans le même rapport, « compter sur l'assistance à grande échelle de

la police française pour les arrestations des juifs¹ ». C'est en effet la mise sous administration nazie, le 2 juillet 1943, du camp de Drancy. Ce sont les nazis, avec l'aide du service d'ordre et des auxiliaires juifs, qui composent les convois. Les catégories que Vichy s'efforçait de faire respecter – les citoyens français, le personnel de l'UGIF, les volontaires étrangers de l'armée française, les membres de la Légion d'honneur – sont maintenant déportables sans exception. Max Jacob arrive à Drancy le 28 février 1944, pour y mourir la veille de sa libération obtenue sur l'intervention de Jean Cocteau et de Sacha Guitry. Personne n'interviendra pour le poète Benjamin Fondane, arrêté le 7 mai 1944 et gazé à Auschwitz le 2 octobre.

Les Allemands se jettent sur la zone d'occupation abandonnée par les Italiens après le retournement de l'Italie. Le refuge devient un piège que des centaines de juifs tenteront de fuir à travers les montagnes vers la Suisse et l'Italie. C'est une véritable chasse aux juifs qui se déploie, notamment à Nice où les rafles conduites par Aloïs Brunner, sont féroces. Les SS autrichiens cernent les pâtés de maisons, perquisitionnent, vérifient dans les gares, pénètrent jusque dans les hôpitaux et les cliniques pour emmener les malades juifs. C'est à Nice, le 30 septembre 1943, dans la nuit, qu'Arno Klarsfeld est arrêté par la Gestapo.

C'est le moment où Goebbels écrit dans ses mémoires, le 17 novembre 1943 : « Aujourd'hui Pétain et Laval sont entrés dans une position d'attentisme vigilant : naturellement tous deux, au plus profond de leur cœur, sont complètement opposés au Reich et à ses intérêts. »

Le général Oberg fait savoir le 14 novembre 1943 à Pierre Laval qu'il a demandé au préfet de police de Paris de procéder à l'arrestation des juifs ressortissants

1. 15 août 1943, in Léon Poliakov, *Le Bréviaire de la haine*, Calmann-Lévy, 1951, p. 206.

des puissances étrangères (Hongrie, Italie, Suisse, Espagne, Portugal, Suède, Danemark, Finlande) et que le préfet lui a fait savoir qu'il n'était pas en mesure de se conformer à ses instructions. Oberg rappelle alors les effets juridiques de la convention d'armistice et les droits des autorités occupantes :

L'expérience ne cesse de démontrer que les juifs jouent un rôle prépondérant dans les organisations terroristes aussi bien que dans toute propagation de bruits tendancieux et que leur présence représente ainsi un grave danger pour la sûreté des troupes allemandes en France.

C'est pour ces raisons qu'il est du devoir du Gouvernement français de faire procéder aux arrestations des juifs dans la zone Sud française, conformément au désir exprimé par les Autorités allemandes compétentes.

En me référant aux obligations découlant de l'Art. 3 de la Convention d'armistice et par lesquelles les ordres des autorités occupantes en pays occupé doivent être exécutés par tout moyen, je dois insister pour que les arrestations prescrites par les services de la Police allemande soient exécutées sans exceptions. Je demande que l'on veuille bien transmettre aussitôt à tous les services français de Police et de Gendarmerie les instructions à cet effet et je prie que l'on me mette au courant des dispositions prises.

Oberg,
SS-Gruppenführer
et Général de la Police ¹.

Et il écrit plus tard à Brinon qu'il espère que le préfet de police de Paris, Bussièrès, recevra « des instructions telles qu'elles ne lui laisseront plus la possibilité d'éluder les devoirs qui lui incombent vis-à-vis des autorités d'occupation ². »

Devant le nombre croissant de juifs français arrêtés par les services allemands, ou par le commissaire Per-

1. S. Klarsfeld, *op. cit.*, p. 355.

2. *Ibid.*, document, p. 358.

milleux, qui leur est totalement inféodé, le préfet Ingrand, délégué à Paris du ministre de l'Intérieur, proteste auprès de Bousquet, secrétaire général de la Police, et évidemment en accord avec le destinataire. Cette lettre, si elle est d'une autre nature, est à rapprocher des mandements des évêques ; elle traduit l'esprit d'opposition de l'administration publique française, elle est en cela en communauté d'esprit avec ceux qui autour du Maréchal résistent encore à la satellisation du régime :

Les Autorités allemandes communiquent à la Préfecture de Police les listes d'arrestation sans aucun motif d'inculpation et sans même lui permettre de vérifier non seulement si le juif a commis une infraction quelconque, mais même s'il est réellement juif.

Cette procédure aboutit à faire livrer aux Autorités allemandes sans justification d'aucun motif des citoyens français qui sont internés dans un camp allemand.

Il importe de mettre un terme immédiat à des faits aussi inadmissibles. Seul, le Gouvernement peut et doit prendre position nettement sur cette question en interdisant à tous les services de Police, y compris la Préfecture de Police, d'arrêter des juifs français, s'il n'est pas possible d'établir qu'ils ont commis une infraction à la législation française. Même dans ce dernier cas, il apparaît impossible de procéder à un internement dans un camp allemand, en mettant ainsi un obstacle au cours normal de la Justice française. Une telle mesure est d'autant plus grave que les intéressés sont le plus souvent en Allemagne.

S'il continuait à accepter de tels procédés, le Gouvernement engagerait lourdement sa responsabilité morale et surtout celle des fonctionnaires d'exécution qui reçoivent des Autorités allemandes des instructions qui ont un caractère comminatoire ¹.

Une note de Brinon du 23 novembre 1943, faisant suite à un entretien avec le major Hagen sur la ques-

1. *Ibid.*, document, p. 357.

tion des juifs, adressée au général Oberg, est un bon témoignage des instructions données par le chef du gouvernement sur la question juive qui est à l'évidence primordiale pour l'occupant :

(...) En prenant la décision de faire participer la Police française à l'exécution des mesures de Police contre les juifs étrangers, le président Laval, chef du gouvernement, insiste et m'a demandé d'insister tout particulièrement auprès de vous pour que les juifs français ne soient point désormais l'objet d'arrestations ou de mesures de coercition. Le Gouvernement français attache un grand prix à ce que leur condition soit désormais garantie en accord avec vous.. Il estime, en effet, que les instructions qu'il a décidé de donner désormais à ses fonctionnaires pour ce qui touche les étrangers lui permettent d'obtenir aisément de votre autorité les satisfactions qu'il demande pour les citoyens français.

M. le Major Hagen m'a fait, au sujet de cette note, en tant que représentant du général Obert les remarques suivantes :

Sur le point 4, le major Hagen, tout en réservant la décision de ses supérieurs, m'a donné l'impression qu'il était d'accord. Il a spécifié seulement que les Autorités des SS ne pourraient considérer comme juifs français que les personnes naturalisées avant 1927 par le Gouvernement français, cela en vertu d'une convention que vous aviez acceptée vous-même et à laquelle le maréchal a finalement refusé de mettre sa signature.

Brinon ¹.

C'est enfin le 26 novembre 1943, le refus sec de Bousquet à Knochen qui lui enjoint de modifier les instructions données à tous les préfets. Cet échange, au cœur de l'Occupation, alors que les Alliés piétinent en Italie, que le débarquement en France est toujours repoussé, que le front russe semble solidifié, exprime bien la volonté de Pétain : maintenir la souveraineté de

1. S. Klarsfeld, *op. cit.*, t. II, p. 360-361.

l'administration française et préserver les juifs français, fût-ce au prix, on l'a vu, de l'abandon des réfugiés immigrés :

Paris, le 20 novembre 1943

Le Commandant de la Police de sûreté et du SD
dans la circonscription du Commandant
des Forces militaires en France
B Nr II Pol 1 - 106/1

A M. le Secrétaire Général à la Police française.
M. Bousquet

Objet : Consultation par les services allemands de
Police des listes d'israélites établies par les préfets
de la zone Sud.

Au cours des enquêtes policières, il est souvent opportun d'établir si des personnes déterminées doivent être considérées comme juives.

Les constatations ne peuvent être faites souvent qu'après examen des listes d'israélites établies par les préfets. C'est pourquoi la Police de sûreté et du SD de Limoges a prié le préfet de région de cette ville d'examiner la liste d'israélites établie par lui.

Le préfet régional a refusé d'accéder à la demande du commandant de la Police de sûreté. Il a motivé le refus en déclarant que, d'après des renseignements donnés par les services français compétents, les services allemands pouvaient seulement examiner les listes des étrangers, mais non les listes des israélites français. Ceci étant conforme à un accord conclu entre le secrétaire général à la Police française et le commandant en chef des SS et de la Police. Je ne connais rien d'un tel accord.

Comme l'examen des listes d'israélites ne poursuit que le but d'établir clairement et sans discussion si certaines personnes sont juives, je ne peux pas apercevoir quelles objections pourraient exister pour ne pas accorder cette possibilité aux services allemands.

Je dois donc vous prier de donner immédiatement des instructions aux préfets de la zone Sud pour que ces derniers accordent sans réserve aux services allemands les possibilités d'examiner les listes d'israélites.

J'attends une communication de votre part m'indiquant ce qui aura été fait.

Knochen.

PN Cab 810

Vichy, le 26 novembre 1943

A M. le Colonel Knochen

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre communication B n° 11 Pol 1106/1 datée du 20 novembre 1943 concernant la consultation par les services allemands de Police des listes d'israélites établies dans les préfectures.

J'ai effectivement reçu le 12 novembre 1943 une communication du préfet régional de Limoges m'informant que le chef régional de la Police de sûreté. – SD lui avait demandé l'autorisation de consulter les listes établies dans les préfectures concernant les israélites. Je lui ai indiqué qu'il était impossible de satisfaire à cette demande. (...)

Récemment encore une demande ayant été présentée dans ce sens, à la requête des Autorités allemandes, auprès du chef du Gouvernement par le commissaire général aux Questions juives, j'ai dû préciser une fois encore le point de vue de mon administration qui a été formellement approuvé par le Gouvernement français.

Pour les services de Police et l'administration française, le fait d'être israélite ne constitue une présomption de responsabilité ni en matière politique ni en matière de droit commun. Il ne peut même comporter une aggravation de cette responsabilité, dans la mesure où un juif est poursuivi pour un crime ou un délit puni par notre législation pénale. D'autre part, les ordonnances allemandes ne concernent que la zone occupée.

L'attitude de l'administration française ne peut, par conséquent, être différente de ce qu'elle est et il ne peut être question de modifier les instructions que j'ai été amené à donner pour assurer le respect de notre législation.

Je suis certain que vous voudrez bien transmettre à vos services toutes instructions utiles afin d'éviter que de semblables exigences soient présentées aux Autorités françaises qui ne peuvent que refuser d'y satisfaire.

René Bousquet.

Cette note, qui est à verser au dossier de Bousquet, est à l'origine de la demande d'Oberg de le remplacer par Darnand. Ce dernier, nommé secrétaire général au Maintien de l'ordre, prend en main toutes les forces de police le 10 janvier 1944, tout en demeurant chef de la Milice. C'est le 20 que Laval promulgua, sous sa seule signature, une loi autorisant Darnand à créer des cours martiales composées de miliciens, sans intervention d'avocats, et dont les condamnés sont immédiatement passés par les armes dans les cours des prisons. C'est à la Terreur jacobine de Lyon que Laval se réfère pour se justifier :

La confiance que je lui donne, je vous demande de la lui accorder. Vous voyez par les pouvoirs qui lui sont donnés qu'il y a quelque chose de nouveau. Il est nouveau que la gendarmerie soit rattachée à l'Intérieur et que le préfet de police ait des rapports plus directs avec le secrétaire général au Maintien de l'ordre. Il était indispensable de mettre un terme, je ne dis pas au désordre, mais à la dispersion des différentes autorités de police. Lorsque la collaboration des différents services n'est pas étroite, la répression est moins efficace.

Vous savez comme moi que le communisme, c'est le banditisme. Aussi ai-je fait paraître une loi nouvelle, qui ne doit pas avoir beaucoup de précédents dans l'histoire. Il faut remonter à Fouché pour trouver des institutions comparables à celles qui viennent d'être créées. J'ai accepté de prendre personnellement devant l'Histoire et devant mon pays cette très lourde responsabilité de créer des cours martiales. J'ai la certitude que cette loi sera bien accueillie par le pays, qui reprochait au gouvernement sa faiblesse. Les Français ne peuvent pas se faire à l'idée de voir sans répression immédiate les assassinats : un pays n'est civilisé que lorsqu'il a une police. J'invite le secrétaire général au Maintien de l'ordre à traduire devant les cours martiales le maximum de terroristes pris sur le fait ¹.

1. Cité par Fred Kupferman, *Laval*, Balland, 1987, p. 436.

« Le barrage tant bien que mal dressé par Bousquet contre la déportation des juifs français, constate Serge Klarsfeld, se désagrège ¹. » 16 000 juifs sont déportés en 1944, qui, pour près de la moitié, sont des juifs français. S'y trouvent les 44 enfants d'Izieu qui partiront en chantant « Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine » et les enfants des centres de l'UGIF que la carence de ses dirigeants vouera à la déportation. « Ce qui constitue sans nul doute la charge la plus lourde à peser contre l'UGIF », écrit encore Serge Klarsfeld, même si l'auteur crédite l'UGIF d'avoir « aidé incomparablement plus de juifs à préserver leur liberté et leur vie qu'elle n'a contribué à en conduire à Drancy ». Klarsfeld, dans ce cas-là, interprète de façon positive la sinistre comparaison des comptabilités des victimes et des rescapés. Trois trains partiront de Paris le 30 juin avec 1 150 déportés dont 182 survivront, alors que le débarquement en Normandie remonte au 6 juin. Le 31 juillet, le dernier convoi de Drancy part avec 1 300 juifs, dont 214 survivront. Le dernier train, le 17 août, emmène Aloïs Brunner.

Laval disposait depuis le 17 novembre 1942 des pleins pouvoirs, sous le titre nouveau de chef de gouvernement, et notamment de celui de promulguer sous sa seule signature les lois et les décrets. Il a désormais toute l'autorité que le Maréchal avait voulu restaurer dans sa plénitude à son profit. Abetz fait entrer au gouvernement Joseph Darnand, Paul Marion, Marcel Déat et Philippe Henriot, les ultras de la collaboration. Les maréchalistes sont écartés. Un ministre plénipotentiaire, Cecil von Renthe-Fink, est nommé à Vichy pour être le geôlier diplomatique du chef de l'État. La Milice, qui est sous l'autorité nominale directe de Laval, mais qui s'est inféodée aux SS, apporte à ceux-ci son plein concours dans la poursuite et l'arrestation

1. S. Klarsfeld, *op. cit.*, t. II, p. 145.

des juifs. Un jour Pétain rencontre dans l'hôtel du Parc un groupe de jeunes gens en uniforme : « Quel est cet uniforme ? – La Milice, Monsieur le Maréchal. – Ah, combien avez-vous tué de Français cette semaine ? » Et quand le Maréchal accepte de recevoir, sur l'insistance de l'ambassadeur allemand, le capitaine Bassompierre et les lieutenants Doriot et Gaucher, de la LVF, revenus en permission du front russe pour une tournée de propagande, et qui sont accompagnés ce 14 mars 1944 par Laval et Brinon, Pétain, selon Tracou, leur réserve un accueil glacial : « Je n'ai rien à vous dire ; je ne veux pas être mêlé à vos affaires. Si je vous dis quoi que ce soit, vous allez l'exploiter dans la presse pour votre propagande. » Il déclara que la France n'était pas en guerre avec l'URSS et que la Légion n'était pas un corps vraiment français. Bassompierre, magnifique combattant des corps francs, et qui sera fusillé le 21 août 1948, est bouleversé. Il répond qu'il s'est engagé dans la LVF parce que le Maréchal l'avait encouragée en 1941. Le Maréchal réplique, impatienté et brusque, devant Laval consterné :

– C'est possible. La situation a changé depuis cette date. Je ne veux pas être mêlé à tout cela. Vous recevez des ordres et des appuis du chef du gouvernement. Qu'on me laisse tranquille ¹.

Mais si Pétain n'a plus de pouvoir, il a un rôle moral. Et ce rôle subsiste. L'icône sacrée continue d'irradier, comme en témoignent les rapports des préfets et les correspondances des Français qui passent par la censure. C'est ainsi que, le 23 avril 1944, Tracou et Girard, ses directeur et chef de cabinet, décident le Maréchal à se rendre à Paris le lendemain, pour reconforter la capitale dont l'atmosphère est très tendue après les bombardements alliés qui ont fait plus de 500 morts.

1. Jean Tracou, *op. cit.*, p. 194 et suiv.

Les Allemands acceptent de rester à l'arrière-plan. Laval, qui dirige effectivement le gouvernement et la politique de la France, convoque Tracou : « Alors, on continue à faire des fantaisies dans le grand-duché de Gerolstein ! Moi, chef du gouvernement, j'apprends par hasard par la police allemande sur le Maréchal part dans quelques heures pour Paris ! » Il fut finalement convenu que Laval serait présent sur le parvis de Notre-Dame pour y accueillir Pétain en compagnie du cardinal Suhard. On sait que le Maréchal multiplia tout au long de cette journée les allusions à sa condition de « prisonnier ». Devant Jean Taittinger, président du Conseil municipal, le Maréchal s'étant entendu demander quand il reviendrait à Paris : « Je reviendrai dans la capitale lorsque l'étranger, sur notre sol, ne nous dictera plus sa loi ¹. » Et lorsqu'il veut s'adresser à la foule des Parisiens, avertis de sa présence par la radio, et qui remplissent la place entière de l'hôtel de Ville, ce que Renthe-Fink n'avait ni prévu ni pu prévenir, son discours – qui ne fut pas entendu, car les micros ne marchèrent pas – fut une véritable provocation qui suscita la colère de l'ambassadeur allemand. Roland Tessier, de Radio-Paris, avait enregistré le discours qui commence par ces mots : « Mesdames, Messieurs, je viens vous faire une visite. J'arrive de Vichy. On m'y retient prisonnier. Je ne peux pas m'adresser à chacun de vous en particulier... » Cette phrase fut effacée avant la diffusion. Mais la copie du discours la comporte, ainsi que la suite qui fut entendue des proches : « Mais c'est une première visite que je vous fais. J'espère bien que je pourrai venir facilement à Paris, sans être obligé de prévenir mes gardiens ; je viendrai alors tout à l'aise. A bientôt j'espère. » Comme si elle avait entendu les paroles dispersées par le vent, la foule immense fait retentir une *Marseillaise* vibrante. La première depuis

1. *Et Paris ne fut pas détruit*, Nouvelles Éditions Latines, 1956.

quatre ans. *Le Petit Parisien* titrera le lendemain : « Le Maréchal Pétain acclamé par le peuple de Paris. »

Le message du 28 avril 1944

Ce sont aussi les visites à Rouen et aux provinces de l'Est où il reçut le même accueil enthousiaste. Le 28 avril, après deux mois de pressions de Berlin, il avait pourtant prononcé un discours dont une phrase eut un effet désastreux et amoindrit le prestige moral du Maréchal : « Quand la tragédie actuelle aura pris fin et que, grâce à la défense de notre continent par l'Allemagne, et aux efforts unis de l'Europe, notre civilisation sera définitivement à l'abri du danger que fait peser sur elle le bolchevisme, l'heure viendra à la France de retrouver et affirmer sa place. » Tracou a fait l'historique de ce message ; il raconte les bonnes intentions du chef de l'État, comment il refusa, puis finit par céder pour éviter ce qu'il considère comme le pire.

– J'ai constaté, monsieur le Maréchal, après avoir vu beaucoup de Français, qu'un doute subsiste sur votre position véritable, en particulier à l'égard de la collaboration. Les Français sont désorientés. J'ai pensé qu'il serait peut-être bon qu'avec l'autorité qui s'attache à votre personne, vous adressiez à la nation un message indiquant clairement la route à suivre, et que vous êtes toujours partisan de la collaboration avec l'Allemagne.

C'est en ces termes que Renthé-Fink engage le 25 février 1944 cette bataille de deux mois.

– Je n'ai pas varié à ce sujet, répond le Maréchal. Je pense et j'ai toujours pensé qu'une loi essentielle de la politique française était l'entente avec l'Allemagne. Mais pour conserver mon autorité, je ne dois pas heurter l'opinion.

– Mais cependant, il faut servir de guide à l'opinion, et non pas seulement la suivre.

– Les Français ne sont pas comme les Allemands, monsieur le Ministre. Les Allemands obéissent aux

ordres reçus, ils sont disciplinés. Les Français n'obéissent au chef que s'il a gagné leur confiance. L'autorité en France doit se gagner à tout instant.

– Mais chez nous aussi, le Führer ne pourrait pas gouverner s'il n'avait pas acquis la confiance du peuple.

– Les Français sont indisciplinés. Il faut leur faire comprendre les avantages de la politique d'entente avec l'Allemagne. Je dois préserver mon autorité pour plus tard, pour la paix. Je serai alors un chaud et même fanatique avocat de la réconciliation – je préfère ce mot – franco-allemande. Je suis absolument convaincu que c'est une nécessité de notre politique. Et il faut, dans l'intérêt de tous, que je puisse parler à ce moment-là. L'Allemagne aura besoin de la France pour se relever; et la France aura besoin de l'Allemagne; les autres nations d'Europe ne comptent pas : l'Espagne, ce n'est rien, l'Italie ne se relèvera pas facilement. Voilà, je vous parle clairement. Vous connaissez toute ma pensée. Je ne ferai pas de message maintenant; mais plus tard, je parlerai aussi nettement qu'aujourd'hui. Pour le moment, il faut être prudent. Voyez M. Laval, sa parole : « Je souhaite la victoire de l'Allemagne... » l'a fait honnir de tout le monde. Tout ce qui a une valeur, tout ce qui compte en France, s'est levé contre lui. Il regrette cette parole d'ailleurs, mais trop tard.

Renthe-Fink, très déconfit :

– Il est bien dommage qu'on ne puisse pas dire aux Français qu'on souhaite la victoire de l'Allemagne.

– M. Henriot sait ce qu'il convient de dire. Il a du succès et cela doit vous suffire. Et puis, il faudrait que les autorités d'occupation nous aident. Voyez la lettre que j'ai reçue ce matin d'un maire du département de l'Ain. Tracou va vous en donner lecture.

Monsieur le Maréchal,

J'ai la douleur de vous informer que le mardi 8 février, les Allemands ont incendié quatre maisons à Abergement, dont la mienne, sous le prétexte qu'étant maire et chef communal de la Légion, j'aurais dû arrêter ou faire arrêter des gens du maquis dont aucun dépôt n'existait sur la commune. Ils ont incendié ma maison, après y avoir enlevé plusieurs camions de linge; les vivres, y compris les denrées destinées aux prisonniers, le cheptel d'écurie, le coffre-fort contenant mes économies. Le reste a été la proie des flammes. Ils nous ont tous jetés à la rue.

Tel est le résultat de 25 ans de dévouement à la chose publique comme : maire, chef communal de la Légion, et président de la Commission d'achat n° 10.

- C'est affreux ce qui s'est passé-là.

- Sûrement, monsieur le Maréchal, les circonstances sont difficiles. Je m'occuperai de ce cas; mais c'est peut-être une raison de plus pour que vous indiquiez clairement la route à suivre.

Les 11, 16, 22, 23, 29, 31 mars, Renthe-Fink revient à la charge :

- J'admets parfaitement qu'aucun Français ne puisse souhaiter la victoire de l'Allemagne, mais, pour moi, je regrette que l'armistice ait été signé. Le Führer a été beaucoup trop généreux. Il croyait pouvoir faire une paix définitive avec la France. Si nous avions dès ce moment occupé toute la France et l'Afrique du Nord, les Anglo-Saxons n'y seraient jamais venus.

Son ton change, il devient solennel :

- Aujourd'hui, monsieur le Maréchal, nous avons reconnu les erreurs de notre politique. La France est le seul pays occupé qui ait conservé son chef de l'État et son gouvernement.

Le Maréchal rétorque :

- Qu'est-ce qu'un gouvernement sans armée? Vous avez commis une faute capitale en supprimant l'armée d'armistice.

Renthe-Fink reprend :

– Nous avons dissous cette armée, parce que nous avions la certitude qu'elle était prête à marcher contre nous. Maintenant, il faut penser à l'avenir. C'est au dernier moment que l'organisation de Résistance se découvrira. Nous savons que ce mouvement s'étend jusque parmi les hauts fonctionnaires et même dans la police. Un nouveau complot vient d'être découvert ici même à Vichy, au ministère de la Guerre. C'est intolérable. Vous devez comprendre que le Führer veut connaître la position politique exacte des chefs d'État et de gouvernement. Nous ne pouvons plus admettre de position douteuse. Il faut être avec nous ou contre nous, et le dire nettement.

Tracou intervient :

– Pourquoi le claironner à la radio ? Si le Maréchal se met à parler comme Goebbels, tout le monde pensera que c'est vous qui parlez par sa bouche. A quoi cela servira-t-il, sinon à le déconsidérer et à faire l'affaire de ses adversaires ?

Il n'en a cure et poursuit :

– L'époque est dure, monsieur le Maréchal ; nous sommes dans la phase décisive. Le gouvernement allemand est résolu à modifier du tout au tout, s'il le faut, son attitude à l'égard de la France. Au GQG, là-bas, en Russie, on ne juge pas des choses avec l'optique de Vichy. Je vous mets en garde contre les décisions foudroyantes qui peuvent tomber comme l'éclair. Voyez ce qui vient de se passer en Hongrie. Je vous prie de considérer que la situation est sérieuse.

Devant cette exigence, et selon la politique de concessions et d'atermoiements, dont l'objectif premier est de ne pas engager la France dans la guerre et ne pas abandonner les Français au pouvoir direct de l'occupant, le Maréchal cède. Il est décidé d'enregistrer et de diffuser le message. Dans la matinée, le Maréchal reçoit quelques chefs départementaux de la Légion des combattants :

– Vous entendrez ce soir un discours dont certaines phrases vous seront très désagréables; elles vous le seront moins qu'à moi-même. Je vous demande de les expliquer autour de vous. Je n'ai pas d'autre choix que de me soumettre ou de me démettre. Et je n'ai pas le droit d'abandonner mon poste.

Mais, avant la diffusion, des consultations sont faites auprès de préfets, de maires et de membres du clergé. Tous condamnent le discours et la phrase. Du coup la diffusion est décommandée.

Le 20 avril, à 11 h 30, Renthe-Fink entre chez le Maréchal, tendu et grave.

– Alors, dit le Maréchal, que se passe-t-il? C'est toujours cette affaire de message...

– Monsieur le Maréchal, j'apprends que vous avez changé d'avis. C'est très regrettable car l'accord était déjà donné à mon gouvernement.

– J'ai vu des maires, des préfets, la Légion, tout le monde dit que si je prononce cette phrase, si je parle de l'Allemagne, je révolterai les Français. Je n'aurai plus qu'à m'en aller.

– Mais non, monsieur le Maréchal. Vous devez parler comme un chef. Un chef ne commence pas par consulter ses troupes.

– Ce n'est pas la question. Quand je dois parler au peuple, il est naturel que je veuille d'abord procéder à des sondages pour me rendre compte de l'état de l'opinion. C'est ce que j'ai fait.

– Je regrette que vous l'ayez fait. Quelle confiance le gouvernement allemand peut-il avoir en votre direction de la politique si vous devez toujours suivre les fluctuations de l'opinion? Un chef doit, à certaines heures, guider l'opinion, non la suivre.

Le Maréchal s'anime, hausse le ton :

– Il faut du moins que cette opinion soit apte à comprendre et à observer les consignes du guide. Or, en ce moment, l'opinion française est révoltée par des

procédés sauvages – c'est le mot – de vos troupes. Pour un seul soldat allemand tué, on massacre je ne sais combien de Français généralement innocents. Il se passe des choses effroyables dans les prisons. Nous réprouvons ces procédés. Nous sommes arrivés à un état de civilisation qui ne nous permet pas d'admettre la politique des otages.

– Monsieur le Maréchal, je dois vous interrompre. Je ne peux pas laisser dire que nos troupes se conduisent sauvagement. Je déplore tout le premier ces représailles; mais nous avons tous les jours quelques soldats tués, il faut se mettre dans l'état d'âme de ces troupes. Et puis, il y a maintenant un accord d'après lequel ce sont les troupes de la Milice et de la police qui assureront l'ordre. Les troupes allemandes ne le feront plus.

– Je comprends la situation; mais il y a disproportion entre les attentats et les représailles exercées sur des innocents. C'est cela qui révolte les Français. Si vous consentez à ce que je dise dans le message que les troupes allemandes n'exerceront plus de représailles, cela fera très bon effet sur l'opinion.

Renthe-Fink (évasivement) : Heu... heu... heu... Je ne sais pas, monsieur le Maréchal. D'ailleurs la question n'est pas là. Il s'agit de cette phrase reconnaissant l'effort de l'Allemagne sur le front de l'Est.

– Je ne peux pas dire aux Français que ce sont les armées allemandes qui défendent la France au moment où se produisent ces affreux massacres en Dordogne et dans le Nord. Tracou va vous lire les rapports que je viens de recevoir.

Tracou lit le premier :

Dans la nuit du 1^{er} avril, à Ascq, aux environs de Lille, un acte de sabotage a été commis par explosif sur la voie ferrée, au passage d'un train transportant des SS.

Le train n'a pas déraillé, il n'y a eu ni dégâts, ni victimes.

Cependant, un groupe de SS a aussitôt envahi la commune, faisant sortir de leurs maisons 65 habitants qui ont été emmenés sur la voie ferrée et fusillés. Une trentaine d'autres ont été assassinés à leur domicile ou dans la rue. Parmi les victimes, on signale le curé qui a été tué chez lui. Le vicaire grièvement blessé sur la place publique a agonisé pendant quatre heures. Deux enfants de douze et treize ans figurent parmi les victimes. Enfin, 22 agents de la SNCF, dont le chef de gare et tous les employés, pour la plupart des chefs de famille, pères de plusieurs enfants, ont également été tués. Le massacre n'a été arrêté que par l'intervention de la feldgendarmerie.

– C'est monstrueux, dit le Maréchal, c'est la honte d'une armée.

Lorsqu'il apprendra l'assassinat, le 10 juin, de 642 habitants d'Oradour, fusillés ou brûlés dans l'église, il dira au même : « Vous brûlez les villages, vous massacrez les enfants, vous souillez les églises, vous couvrez votre pays de honte... vous êtes une nation de sauvages. »

En ce mois d'avril, le 21, Renthe-Fink fait savoir qu'il a reçu un télégramme de Berlin et qu'en cas de refus persistant du Maréchal, la situation serait « très sérieuse ». Et le même jour, Laval, qui a reçu la même information, arrive, très inquiet ce qui se produit rarement :

– C'est une querelle de mots sans importance, Monsieur le Maréchal. Personne ne s'étonnera que vous disiez que l'Allemagne défend l'Europe contre le bolchevisme. Vous ne faites que constater la réalité. D'ailleurs, ajoute-t-il, l'opinion a beaucoup évolué ; la crainte du bolchevisme se répand dans tous les milieux et votre message ne choquera personne. Ce n'est vraiment pas la peine d'ouvrir une crise pour cela au moment où j'ai tant de difficultés à contenir les ambitions de Déat et de son équipe de fous.

Le Maréchal : – Tout le monde me dit que l'effet sera déplorable. Je sais que le Nonce, en apprenant que je ne prononcerai pas le discours, en a remercié Dieu.

Pierre Laval : – Ah ! le Nonce... Je vous le dis, tout cela n'a pas d'importance. Ceux qui vous disent le contraire ne comprennent rien à la politique ¹.

Et le 28 avril, le Maréchal finit par prononcer le discours où il dénonce la résistance en métropole et en AFN et prononce la phrase fameuse pour rappeler que l'Allemagne défend l'Europe.

De cela comme d'autres phrases il s'expliquera le 31 juillet 1944 dans une sorte de bilan-testament de son action : « Je n'ai jamais composé que pour éviter un plus grand mal. » Le général de Gaulle, lorsqu'il recevra le message de l'amiral Auphan, accrédité par une lettre manuscrite du Maréchal comme dépositaire de ses pouvoirs légaux, lui proposant de constituer entre gaullistes et pétainistes un gouvernement d'union nationale, commentera : « Ainsi, dans l'anéantissement de Vichy, Philippe Pétain se tourne vers Charles de Gaulle. Voilà donc le terme de cette affreuse série d'abandons où, sous prétexte de " sauver les meubles ", on accepte la servitude. »

La fin de Vichy

C'est la fin de Vichy. Les arrestations et les déportations sont décidées et exécutées par l'occupant avec, en zone sud, le concours de la Milice, qui n'a pas la neutralité de la police et qui, trop bien informée souvent, se laisse moins duper que les Allemands. Knochen a édicté des instructions brutales à l'intention des polices allemande et française. Son dernier ordre conservé est du 14 avril 1944 ; les juifs français ne sont plus épargnés.

1. Jean Tracou, *op. cit.*, p. 199 et suiv.

IV B 4

Paris, le 14 avril 1944

Notice

Au sujet de l'augmentation d'arrestations de juifs dans la zone du commandement de la sûreté en France.

1. Le groupe de personnes juives à arrêter.

a) Toutes les personnes, qui d'après la loi sont considérées comme juives, doivent être arrêtées *sans tenir compte de la nationalité* ou d'autres circonstances.

b) Lors de l'arrestation de juifs, toute la famille doit être incluse. Si des membres de la famille d'un juif arrêté se trouvent hors du commandement du service de sûreté, le commandement compétent ou le service extérieur compétent doit être averti immédiatement par téléscripneur ou, si ce n'est pas possible, par téléphone, pour y procéder également à l'arrestation.

c) Toute la parenté doit être considérée comme faisant partie de la famille, les parents, les enfants, les enfants mariés, les frères et sœurs, les frères et sœurs mariés, les enfants en bas âge qui se trouvent dans des foyers sont également à inclure dans les actions. Pour venir les chercher dans les foyers il est recommandé d'y emmener un parent, s'il y en a un ; si des membres de la famille juive ne se trouvent pas dans l'appartement, il est conseillé d'y rester pour les attendre.

(...)

2. Des juifs dans des camps de travail, prisons et pénitenciers français.

a) En plus des juifs qui vivent cachés ou non cachés, tous les juifs doivent être sortis des camps de travail pour étrangers en France et des pénitenciers et prisons. La recherche dans des pénitenciers et prisons est importante, parce que de préférence des juifs étrangers se font condamner pour des petits délits, pour être à l'abri de mesures allemandes jusqu'à une invasion éventuelle.

Toutefois la sortie des camps, pénitenciers et prisons doit se faire de sorte que des experts chargés de la question juive y arrivent sans préavis pour déterminer le nombre de juifs. Le mieux est que cela se passe la nuit en ce qui concerne les camps de travail. Une prise en charge de juifs par écrit ne mène à aucun résultat,

parce que dans ce cas les Français libèrent les Juifs ou les transfèrent dans une autre prison ou dans d'autres lieux de travail.

(...)

5. Transfert dans le camp pour juifs à Drancy.

a) Le transfert de juifs arrêtés par les différentes sections de la Police de sûreté et du service de sécurité doit se faire de sorte que toute évasion devienne impossible. Lorsque les transports arrivent au camp de Drancy un ou deux juifs manquent dans la plupart des cas. S'il n'y a pas d'autres moyens de sécurité, les juifs doivent être attachés ensemble aux mains par une longue corde.

(...)

8. Paiement de primes pour la dénonciation de juifs cachés ou camouflés.

a) Suivant les instructions de l'Office central de la sûreté du Reich des primes peuvent être payées pour des juifs cachés ou camouflés. A cette occasion il s'agit de procéder individuellement. Il ne faut pas que ces primes soient trop élevées, néanmoins il faut qu'elles soient suffisamment attractives. Le montant est fixé par le commandant. La prime ne peut pas être la même pour toutes les régions. La plupart du temps elle sera plus élevée en ville qu'à la campagne.

(...)

d) Par le paiement de primes un surcroît de travail est évité à l'administration. En cas d'information couronnée de succès, l'indicateur peut être payé sur-le-champ. Ceci est nécessaire, parce qu'il faut se servir du plus grand nombre de personnes faisant partie de la population si on veut vraiment que le territoire soit nettoyé des juifs.

e) Toutes les affaires d'argent et le paiement des primes doivent être traitées correctement et irréprochablement. Tout manquement à cet égard entraînerait des sanctions.

P. la conformité
signé Brunner
SS-Hauptsturmführer.

Dr Knochen,
SS-Standartenführer
et Colonel de la Police.

La résistance passive des administrations, sur instructions verbales du gouvernement et du cabinet du Maréchal, la faiblesse des moyens humains d'exécution – mais non matérielle, car les chemins de fer français, qui opposeront une résistance active aux exigences allemandes, ont assuré, sans aucun déraillement ni incident de parcours l'acheminement des 85 convois de déportés raciaux jusqu'à la frontière allemande et ni la résistance juive, ni la résistance communiste, ni la résistance gaulliste ne se donneront jamais pour objectif d'empêcher les départs et la circulation de ces convois –, et les milliers d'interventions individuelles empêcheront le plein succès de cet ordre. Aussi le bilan humain de l'Occupation est-il le plus faible de l'Europe occidentale occupée. Le prix du déshonneur est un solde positif de vies humaines. Serge Klarsfeld a publié les noms de 75 721 juifs déportés sur près de 350 000 juifs en 1940. Paxton retient celui de 75 000. Bedarida, 76 000, dont seulement 3 % survécurent. Près du tiers sont des Français. « Si effroyables que soient ces chiffres, ils ne répondent pas à l'attente des SS », écrivent Marrus et Paxton. Les déportations furent inférieures à leur prévision et Dannecker comme son successeur Knochen, responsables de la solution finale en France, se plaindront de la lenteur de ce rythme. La comparaison avec le sort de la judéité hongroise est significative. Aussi longtemps que la Hongrie fut l'alliée de l'Allemagne, elle fut épargnée. Quand, après la déposition de l'amiral Horthy l'armée allemande l'occupa en mars 1944, la gendarmerie et l'administration hongroise livrèrent aux SS d'Eichmann la totalité des juifs, excepté ceux de la capitale. Cette collaboration manqua en France.

Que savait-on à Vichy de la solution finale? Parce que la réalité défiait le sens commun, personne ou presque ne prêta foi aux rumeurs faisant état d'extermination à l'Est. L'information ne peut passer que si

elle est crédible. Il n'était pas crédible, parce que incompréhensible, que « ça » pouvait aller jusque-là. L'explication par le travail forcé apparaissait plausible. Le scepticisme était également général chez les Alliés bien que des informations précises leur soient parvenues. La réticence des juifs eux-mêmes est égale. C'est ainsi – on l'a déjà dit – que Georges Wellers, arrêté avec d'autres notables juifs en décembre 1941, rapporte qu'il a « quitté Drancy pour Auschwitz le 30 juin 1944, sans avoir le moindre soupçon sur le véritable sens de la déportation des juifs ». Il affirme catégoriquement « que l'on n'avait aucun soupçon concernant l'anéantissement systématique auquel étaient en réalité voués les juifs au bout du voyage en déportation¹ ». Mais les départs « pour une destination inconnue » de femmes, de vieillards et d'enfants, et les conditions d'inhumanité qui les accompagnaient – arrachant des larmes aux témoins de ces mesures – et signifiaient par elles-mêmes la mort pour de nombreux déportés, caractérisent le crime d'attentat à la liberté à la charge des dirigeants de Vichy.

Le refus catégorique de Vichy de faire participer la police aux arrestations de juifs en vue de leur déportation aurait-il fait hésiter Hitler, Himmler et Heydrich? L'exemple du Danemark dont le refus opposé par son roi a permis de protéger les juifs danois n'est pas opérant, car il n'y avait que 8 000 juifs au Danemark, alors que la communauté juive française, du fait notamment de la présence de nombreux réfugiés d'Europe Centrale, était la plus importante d'Europe. L'exemple de la Pologne, où ils furent pratiquement tous anéantis, de la Hongrie, et surtout de la Hollande, dont la population était plus que la population française hostile aux mesures antijuives, et dont plus des trois quarts furent déportés et assassinés, donne à supposer que si Hitler, devant une résistance inconditionnelle de Vichy, avait

1. Georges Wellers, *op. cit.*, p. 4-5.

décidé de faire administrer directement la France par un Gauleiter, les statistiques des victimes eussent alors été plus proches de celles de ces pays. L'auraient-ils fait? Marrus et Paxton, comme Klarsfeld, pensent que les Allemands auraient dû pour cela tirer du front d'importantes forces et qu'ils ne l'auraient pas fait. A leurs yeux, Vichy, accablé par la défaite, n'a pas su évaluer les limites de la puissance allemande. « L'intimidation allemande réussit admirablement ¹. » Pourtant, l'exemple hongrois montre que l'Allemagne, à un moment où sa situation militaire était devenue critique, sut trouver les moyens pour, en quelques semaines, déporter et anéantir plus de la moitié des juifs hongrois, avec une faible collaboration hongroise, notamment en 1944. En définitive dans cette oscillation des hypothèses, il y a opposition entre celle d'un échec relatif de la solution finale en France du fait notamment des réticences et résistances de l'administration et du gouvernement, qui est celle de Robert Aron, de Raul Hilberg, de F.-G. Dreyfus, et d'Asher Cohen, et d'autre part celle de Robert Paxton et de Serge Klarsfeld selon laquelle une opposition absolue aurait fait hésiter Hitler. Une note d'Himmler vient conforter cette dernière. Himmler justifie en effet l'annulation de la grande rafle du 22 septembre 1942, qui prévoyait 45 trains quotidiens de 1 000 juifs chacun, par le refus de la police, sur ordre du Maréchal, de mener cette rafle. Cette opposition fut donc déterminante, comme le sera l'opposition de Pétain à la loi de dénaturalisation en août 1943 :

On a tenté d'obtenir également l'arrestation de juifs de nationalité française. La situation politique et la position du président Laval font qu'il n'est pas possible de s'en prendre à cette catégorie sans tenir compte des conséquences que cela risque d'entraîner.

1. Paxton, *op. cit.*, p. 513.

J'en ai parlé avec le Chef de la Police française Bousquet. Suite aux résultats de cette conversation et à la prise de position de Laval, et en considérant la situation présente, le Chef Supérieur des SS et de la Police a envoyé au Reichsführer-SS un télégramme indiquant que, *vu la position de Pétain*, toute action aurait les suites les plus graves.

Le Reichsführer-SS s'est joint à ces vues et a décidé que, pour l'instant, on n'arrêtera pas de juifs de nationalité française. C'est pourquoi il ne sera pas possible de faire évacuer des contingents élevés de juifs (XXVc-177) ¹.

Mais entre le 1^{er} janvier et le 30 juillet 1944, alors que la police française ne participe pas aux rafles et que les fichiers sont inaccessibles aux services allemands, 16 000 juifs sont encore déportés. On ne peut donc affirmer qu'une opposition solennelle et publique aurait mieux protégé les juifs menacés que la politique humiliante mais positive de négociations permanentes. Il ne faut pas oublier qu'en même temps sont épargnés et continuent à vivre à la même adresse, sans avoir changé d'identité, tout en portant l'étoile jaune, les juifs français de Paris dont le nombre devait dépasser 40 000. Ce qui conduit Annie Kriegel à cette constatation : « Dussé-je me tenir moi-même pour insensée, je me demande parfois si, contrairement à l'idée commune, la part de sacrifice dans la politique et la conduite du Maréchal Pétain n'a pas eu des effets plus certains et positifs sur le salut des juifs que sur le destin de la France ². » Et sur le problème du recensement elle observe : « Le recensement des juifs a eu lieu dans toute l'Europe occupée, avec ou sans Maréchal. C'est en France encore que l'opération a donné les moins bons résultats ³. »

1. Cité par S. Klarsfeld, *op. cit.*, t. II, p. 188.

2. *Ce que j'ai cru comprendre*, p. 172.

3. *Op. cit.*, p. 173.

Du seul point de vue de la comptabilité, mot atroce, les vies des citoyens français sauvés au prix d'étrangers abandonnés justifieront que l'accusé déclare à la première audience de son procès : « L'Histoire dira tout ce que je vous ai évité, quand mes adversaires ne pensent qu'à me reprocher l'inévitable. » Ce qui est poser l'éternel et tragique débat des fins légitimes et des moyens déshonorants. Il correspond au vieux débat des deux France, la jacobine semeuse de principes et la gauloise, conservatrice des hommes, qu'incarnent au-delà des mers celui qui a brandi l'épée de la résistance, et sur le sol de France le vieux soldat qui estime protéger les Français de son bouclier. Le général de Gaulle, lui, n'a jamais accepté ce partage des tâches qui était le rêve et la croyance de la majorité des Français occupés. Dès le 13 janvier 1941, il écrit de Londres, par une voie inconnue, à son camarade de promotion de Saint-Cyr, Loustau-Lacau, qui est encore auprès du Maréchal, et qui voudrait que les ponts ne soient pas coupés entre l'État français et la France libre : « Nous voulons que l'on fasse son devoir *quelles qu'en puissent être les conséquences*, et il n'y a qu'un devoir. Toutes les finasseries, tergiversations, cotes mal taillées, sont, pour nous, odieuses et condamnables ¹. » Pour de Gaulle la France a failli sombrer par le choix des moyens honteux quelle qu'ait été la légitimité de la fin recherchée. Car la honte, après celle du désastre de 1940, qui est à imputer à ceux qui n'ont su ni prévoir ni prévenir, ce sont les enfants livrés à la Gestapo et les tortures pratiquées par la Milice, plus encore que Bizerte remis au Reich. Paul Claudel a exprimé dans son *Poème à la France* ce sentiment d'humiliation qui fera se dresser Georges Bernanos :

– Je suis vieille. On m'en a fait de toutes sortes jadis, mais je n'étais pas habituée à la honte ².

1. Jean Lacouture. *De Gaulle*, t. I, *Le Rebelle*, Seuil, p. 458.

2. *La France parle*, La Pléiade, p. 587.

Et Claudel, qui avait écrit une *Ode au Maréchal*, dont il excusera la naïveté en rappelant qu'elle avait été écrite le 27 décembre 1940, après que le 13 Laval eut été renvoyé et arrêté, dédiera *au Général de Gaulle*, le 28 septembre 1944 ces vers :

*Le monde n'a jamais été fait pour se passer de la France
et la France n'a jamais été faite pour se passer
[d'honneur!]*

C'est parce qu'il ne fut, en juillet et août 1945, ni requis, ni témoigné, ni plaidé, ni jugé sur le concours apporté par le gouvernement de Vichy à la déportation des juifs, comme aussi sur les réticences et les résistances de l'Administration tout autant que des civils français, et le succès relatif de ces réticences et de ces résistances, que ce procès demeure ouvert.

Ce procès repose sur trois postulats : la coopération de la police et de la gendarmerie fut un acte de collaboration volontaire, la destination finale des rafles et de la déportation était connue des responsables gouvernementaux, leur complicité était motivée par l'antésimitisme partagé par tous les Français.

En quelques lignes, Annette Wieviorka a répondu dans une note de son livre consacré à la déportation et au génocide, à la fois liés et distincts : « La tendance actuelle semble être de penser que l'on savait tout. Cette tendance nous semble répondre à deux motivations : alourdir l'incontestable responsabilité de Vichy à une époque où l'historiographie est en train d'oublier que la France était occupée par les allemands et que l'extermination, quels qu'en fussent les complices, a été conçue et réalisée par les allemands ; donner une vision, qui nous semble non fondée, d'une France totalement antisémite, vision pourtant inaffirmée par les études locales qui met entre parenthèses, comme s'il

s'agissait d'un miracle inexplicable, le fait que trois juifs sur quatre aient survécu¹. »

Ce fait est à mettre au crédit de milliers d'actes individuels de sauvetage et de l'action évangélique des Églises, mais aussi de l'interposition personnelle de l'administration entre les occupants et la population française, tirant parti de tout pour retarder leurs injonctions ou les tromper sur leur exécution, chaque fois que la nécessité s'en faisait sentir. Cette résistance sans gloire et sans honneur, l'administration avait la conviction qu'elle était conforme à la volonté secrète du Maréchal Pétain. Et elle l'était si l'on en croit ses confidents et ses derniers mémorialistes.

Nous avons vu que dans ce grand naufrage, si Pétain ne gouvernait plus cette sorte de *Radeau de la Méduse* qu'était devenue la France occupée, il sut lui éviter des écueils majeurs : les rafles de septembre 1942 annulées, la déportation des juifs français empêchée dans son principe, la dénaturalisation massive des juifs naturalisés depuis 1927 exigée par les allemands refusée... Aussi les historiens et les publicistes les plus engagés dans la dénonciation de la « complicité » de Vichy avec les nazis impliquent plus souvent « Vichy » que le chef de l'État. C'est qu'ils savent que, s'il a laissé promulguer les honteuses lois raciales, il est incontestable que cette politique de discrimination n'était pas une politique d'extermination, et qu'un gauleiter aurait exterminé tous les juifs, nationaux et étrangers, comme en Hollande, en Grèce, ou en Hongrie.

L'abandon que Pétain a fait de son honneur et de l'honneur de l'État, en acceptant ce qu'il a accepté de boue sur son uniforme, relève moins de l'esprit d'abandon que de l'esprit de sacrifice. « Tout ce que j'ai accepté, consenti, subi, que ce fût de gré ou de force, ne l'a été que pour votre sauvegarde », avait-il écrit sur le point d'être enlevé pour Sigmaringen.

1. *Déportation et Génocide*, Plon, 1992, p. 265.

La dernière photographie que nous ayons de l'accusé est celle où nous le voyons dans la nuit du 14 au 15 août 1945, un an plus tard, presque jour pour jour, après le prononcé de la sentence qui a tenté de le déshonorer, rendue par des juges qui lui avaient juré fidélité et des jurés qui étaient ses adversaires déclarés, s'éloigner entre deux gendarmes. On le voit de dos, tête nue, sept étoiles visibles sur la manche droite. Cette image qui s'estompe de la gloire foudroyée est celle qui convient à celui dont la pensée et la volonté au cœur de ces autres années demeurent pour une part mystérieuse. Il y a un mystère Pétain autant qu'un mythe Pétain. Tout comme demeure mystérieux ce qu'eût été la destinée de la France et des Français si le Maréchal était monté en novembre 1942 dans l'avion qui l'attendait, moteurs chauds, un Gleen-Martin, piloté par le colonel Gorostarzu, pour partager à Alger, le sort des libérateurs. Mais il avait redit avec obstination : « Je ne partirai pas », ajoutant prophétiquement : « ma gloire dût-elle en mourir ».

QU'EST-CE QUE LA VÉRITÉ?

Question. – L'office du juge est de rechercher la vérité. La vérité la linguistique juridique l'atteste est une valeur fondamentale que le droit reconnaît. Pourtant, est-ce bien la vérité, au sens commun, la conformité du jugement avec la réalité, que le juge édicte.

Réponse. – Le juge déclare en effet par son jugement la vérité judiciaire, mais la dialectique argumentative par laquelle il conclut des motifs au dispositif n'est pas la logique analytique et déductive des scientifiques. Tout dépend des prémisses et ceux-ci résultent de valeurs, d'arguments et de moyens de preuve qui sont problématologiques. Le juge doit les arbitrer après avoir écouté à leur sujet la controverse menée conformément à des procédures imposées par le recours aux techniques argumentatives.

Le droit, la procédure, le discours judiciaire apparaissent pourtant bien dans un rapport primordial de référence avec la vérité. L'intention déclaratoire est latente. Elle repose sur trois postulats : la vérité existe ; elle peut être connue ; il est bon de la proclamer. La vérité est entendue comme l'accord avec la réalité, accord auquel l'esprit peut et doit donner son assentiment puisqu'il s'accorde ainsi avec la chose même. Le mot vérité vient du latin *verus* qui signifie la réalité. Et parce que l'accord de la pensée avec la chose, *adequa-*

tio rei intellectu, ainsi que Thomas d'Aquin définissait la vérité, ne peut constituer lui-même aucune vérité, sinon la réalité perçue par un individu, il faut bien admettre qu'il y a une vérité intrinsèque, qui porte en elle-même sa raison d'être vraie. Quelque chose qui existe réellement en soi. Qui ne se trouve pas dans les convenances humaines, mais qui serait déposé dans les choses et les faits.

La fonction juridictionnelle est de reconnaître cette vérité. Dans tout jugement il y a un verdict, même si l'expression n'est usitée que pour les décisions des cours d'assises, *vere dictum*. Ce qui est plus que parler vrai. Ce qui est dire le vrai. Le vocabulaire juridique de cette appréhension recherchée est explicite : véracité, évidence, certitude, présomption, conformité, impartialité, preuve, investigation, information, instruction, témoignage, serment, publication, vérification. L'article 81 du code de procédure pénale indique que le juge d'instruction procède à tous les actes qu'il juge « utiles à la manifestation de la vérité ». Les témoins prêtent serment de « dire toute la vérité, rien que la vérité ». Le juge dans la procédure civile peut prendre des initiatives pour établir la vérité des faits, en invitant les parties à fournir des explications, ou en ordonnant d'office des mesures d'instruction, soi même en « vérifiant » lui-même les faits litigieux sans que les parties puissent lui opposer, comme avant 1970, que le procès est « la chose des parties ». C'est en particulier l'office du juge de la mise en état, aiguilleur des procédures, qui en Allemagne est joliment nommé « le juge chargé de faire la lumière ». Et chacun sait que la lumière a à voir avec la vérité, comme la nuit avec le mensonge. Le juge dit aux parties : *da mihi facta*, donnez-moi les faits, *da tibi jus*, je vous donnerai en retour le droit sur les faits.

Et depuis 1972 a été introduit dans le Code civil un nouvel article 10 selon lequel « chacun est tenu

d'apporter son concours à la justice en vue de la manifestation de la vérité ». Ainsi *chacun* est tenu. C'est la consécration, implicite dans le code de procédure civile de l'obligation pour les parties de dire la vérité. Se soustraire à cette obligation, sans motif légitime peut entraîner des contraintes et des réparations. Et les tiers eux-mêmes au procès, s'ils y sont requis, sont tenus de témoigner, et même peuvent se voir ordonner de produire des documents. Le juge civil n'est plus neutre pour rechercher la vérité. Le juge pénal a toujours été actif pour cette fonction. Ce en quoi la fonction de juger répond à l'aspiration la plus générale. Si le roi Salomon a laissé le souvenir d'un grand juge, c'est à cause de son habileté à découvrir la vérité.

Le droit, la procédure et le discours nous proposent également le contrepoint des contraires. Le droit pénal stigmatise le faux témoignage. Il protège le juge contre le mensonge : répression des infractions de faux en écriture, de faux serment, escroquerie au jugement, dénonciation calomnieuse... Au civil, les cas d'ouverture à révision contre les décisions passées en force de chose jugée sont des cas de fraude, de fausses pièces ou de rétention des preuves. Les mots d'erreur, mensonge, falsification, fiction... employés par le code de procédure sont les échos de cette attente à ce que le jugement soit fondé en vérité et que soit sanctionné le manquement volontaire à la vérité, le mensonge qui fait injure à la justice. Le juge doit garantir la *droiture du droit*.

Et si le juge pénal peut décider d'après son *intime conviction*, personne ne discute qu'il ne s'agit pas d'une impression subjective, d'une opinion favorable ou défavorable mais d'une opération de l'esprit qui s'incline devant les preuves de la vérité. La meilleure définition me paraît donnée par le premier précepte de la *Méthode* que retient Descartes pour conduire son esprit : « Ne recevoir jamais aucune chose pour vraie

que je ne la connusse évidemment être telle, c'est-à-dire d'éviter soigneusement la précipitation et la prévention, et de ne comprendre rien de plus en mes jugements que ce qui se présenterait si clairement et si distinctement à mon esprit que je n'eusse aucune occasion de le mettre en doute ». Évidence : *ex videre*, c'est la vérité elle-même qui se fait voir.

Mais ce n'est pas pour autant que la vérité soit une valeur absolue pour la justice. Elle est d'abord relative aux preuves rapportées. La vérité judiciaire est en effet un mixte de donné et de construit. Une vérité vraisemblable et probable. C'est pourquoi on dit des jugements qu'ils sont tenus pour vrais : *res judicata pro veritate habetur*. Sous réserve d'appel et de pourvoi en cassation dont les décisions peuvent édicter une autre vérité judiciaire. Et le juge peut préférer une thèse à une autre parce qu'elle lui apparaît plus équitable, plus raisonnable, plus acceptable socialement, plus opportune, plutôt que comme plus vraie, tout en veillant à ce qu'elle s'accompagne d'une argumentation qui la rende conforme à la valeur accordée à la sécurité juridique.

Pour montrer que la vérité n'est pas un absolu et qu'elle vient en concours avec d'autres valeurs qui peuvent l'emporter, prenons l'exemple du témoignage : le mensonge, dans notre droit, n'est punissable que si le témoin a prêté serment devant un tribunal, ou, depuis le nouveau code pénal, devant un officier de police judiciaire ou un juge d'instruction. En dehors de ces circonstances, le mensonge ne qualifie pas le faux témoignage. Mais même sous la foi du serment, le conjoint et les parents de l'une des parties ne peut être poursuivi pour faux témoignage ; c'est pourquoi on les dispense de prêter serment ; et ils peuvent même refuser de témoigner. Ce qui signifie que les relations d'affection et d'amour qui sont censées exister entre époux et parents, et ceci est valable même pour le

conjoint divorcé, passent avant l'obligation de témoigner en vérité. D'autres se voient, eux, interdits de témoigner : ce sont ceux qui sont tenus au secret professionnel : médecins, avocats... Ils sont punis des peines de l'article 378 du code pénal s'ils enfreignent cette obligation gênante, générale et absolue dont il n'appartient à personne de les affranchir. Depuis le 4 janvier 1993, les journalistes n'avaient ni plus de droits ni moins de devoirs que les autres, sont autorisés à ne pas révéler les sources de leurs informations. De même, la présomption d'innocence de tout prévenu l'autorise à ne pas témoigner contre lui-même. Son droit au silence l'emporte sur le devoir de vérité. Mieux encore, en matière de diffamation, si la preuve de la vérité est exonératoire, cette preuve ne peut être apportée si l'imputation concerne la vie privée, si les faits allégués remontent à plus de dix ans ou s'ils sont amnistiés. D'autres valeurs que la vérité sont donc considérées par le droit comme plus importantes que la vérité sont donc considérées par le droit comme plus importantes que la vérité. Il en est ainsi de l'intimité de la vie privée, du secret des correspondances et des secrets de fabrique. Et aussi des secrets d'Etat.

C'est dans le domaine de la filiation qu'il est manifeste que la vérité biologique, la filiation charnelle, cède devant d'autres intérêts : stabilité de la famille, intérêt de l'enfant... tout un système de présomptions garantit la filiation : *pater is est quem nuptiea demonstrant*. La possession d'état est préférée à l'examen des sangs. Il n'est pas possible de rechercher une paternité par donateur dans le cas d'une procréation assistée contre les présomptions de paternité résultant de la naissance dans le cours du mariage. A la vérité génétique s'oppose le droit de l'enfant d'avoir deux parents, pas un de plus. Le secret des fichiers informatifs, le secret médical et le respect des grands interdits fondateurs de la vie doivent tenir cachée la vérité naturelle. Ce qui est dire que *toute vérité n'est pas bonne à dire*.

Ainsi il faut constater que si l'on parle de vérité, il ne s'agit pas d'une vérité analytique, telle qu'à partir de prémisses certains, le raisonnement aboutisse, par des inférences valables, à des conséquences nécessaires. Le syllogisme constitue la figure ordinaire du raisonnement analytique : si tous les *b* sont *c* et si tous les *a* sont *b*, tous les *a* sont *c*. Ce fut longtemps la forme de raisonnement judiciaire. Pour l'école de l'exégèse, de 1804 à 1890, une fois le fait constaté, et la majeure fournie par le texte de loi applicable, il ne pouvait y avoir qu'une solution à la question posée par les parties. Le juge n'était que la bouche de la loi. La présomption du fait sous la loi n'est en effet qu'une simple opération déductive. D'où le système des peines fixes par opposition aux peines arbitraires de l'Ancien Régime et l'échelle des peines en fonction de la gravité des actes, sans considération des personnes et des circonstances. Après une vérification sommaire de la marchandise, un modeste employé du droit pouvait appliquer aux délinquants le prix courant du code pénal. Le numéro du code épinglé sur le dos du mannequin articulé que l'on nomme le délinquant était déjà le numéro de la cellule.

Cette dogmatique juridique n'est plus. De l'introduction des circonstances atténuantes à l'individualisation récente des peines, on voit, au pénal, comme nous l'avons constaté au civil, le caractère dialectique de la vérité judiciaire. Il n'y a plus, sauf dans le cas des contraventions, de la conversion de la séparation de corps en divorce après trois ans et du droit fiscal, de passage contraignant pour les juges des prémisses à la décision. D'abord parce que les prémisses en fait sont incertains ou équivoques – on dit que les parties sont contraires, en fait – et les prémisses en droit, majeurs du syllogisme, concurrents.

C'est le juge, et non la loi, qui désormais explique le jugement. Ordre public, bonnes mœurs, intérêt de

l'enfant, vie privée, bon père de famille, concurrence déloyale, manquement délibéré à une obligation de prudence, erreur invincible de droit, parasitisme commercial, délai raisonnable, abus de droit, honneur et considération, négligence, bonne foi et bien évidemment faute... ces standards juridiques que le législateur laisse au juge le soin de remplir le conduisent en effet à une évaluation sans filet des intérêts en présence et des valeurs en conflit. Valeurs! Car depuis le procès de Nuremberg, la reconnaissance d'une *lex superior* par la Cour européenne des droits de l'homme, et le contrôle dans tous les pays d'Europe de la constitutionnalité des lois est reconnu comme devoir être du droit. Il y a comme un droit naturel positif à contenu variable au regard duquel s'interprète le droit positif. Jean-Denis Bredin a montré que la logique judiciaire n'est plus centrée sur l'idée de vérité, mais sur celle d'adhésion. Ce que l'avocat cherche à gagner par sa plaidoirie, c'est l'adhésion du juge sur des valeurs partagées et des lieux communs. C'est à partir de cet accord préalable, que seront recherchés les accord suivants sur les faits, le droit applicable, les précédents de l'équité. Il s'agit toujours de rechercher la meilleure solution possible, *hic et nunc*, dans un mixte de jugement de réalité et de jugement de valeur.

Il ne suffit pas en effet que le désision soit correcte; elle doit être juste et juste pour le cas. Ce qui est rechercher *la justesse de la justice*. Epictète montre dans ses *Entretiens* le passage des valeurs communes, ce que les stoïciens nommaient les prénotions, aux conduites concrètes : « Les prénotions sont communes à tous les hommes. Aucune prénotion n'est en contradiction avec une autre. Qui d'entre nous n'admet que le bien est chose utile, souhaitable, à rechercher et à poursuivre en toute circonstance? Qui n'admet que le juste est chose belle et convenable? Alors à quel moment y a-t-il contradiction? Quand on applique les

prénotions aux réalités particulières, quand l'un dit il a agi honnêtement, c'est un homme courageux, et l'autre : non, c'est un insensé. Il y a aussi conflit des hommes entre eux. Tel est le conflit qui oppose Juifs, Syriens, Egyptiens et Romains : qu'il faille avant tout rechercher la sainteté et la rechercher en tout, ce n'est pas une question ; mais on se demande s'il est ou non conforme à la sainteté de manger du porc. Tel est le conflit qui oppose Agamemnon et Achille.

« Convoque-le devant toi. Que diras-tu à Agamemnon ? Ne faut-il pas agir comme on doit et avec honnêteté ? Il le faut. Et toi, Achille, que dis-tu ? N'es-tu pas d'avis qu'il faut agir honnêtement ? Je suis absolument de cet avis. Appliquer maintenant ces prénotions : voilà où commence le conflit. L'un dit qu'il ne faut pas rendre Chryséis à son père. L'autre dit qu'il faut la rendre. De toute façon, l'un d'eux applique mal la prénotion du devoir. »

C'est à partir de ces prénotions, issues d'une culture juridique commune, et dans une langue partagée, de ces *thèses de départ*, selon la formule de Chaïm Perelman¹ équivalents des axiomes dans un système formel, que l'orateur développe son argumentation pour persuader l'auditoire d'adapter sa thèse.

Il argumente pour démontrer, non pas que la solution proposée est vraie, mais qu'elle est équitable et raisonnable. Cette solution ne peut être en contradiction avec l'offre collective qu'est la jurisprudence, mais la conformité à la loi et à la jurisprudence ne suffit plus. Il faut encore qu'elle soit *acceptable*. C'est-à-dire à la fois équitable et légale, juste et conforme au droit en vigueur. C'est à cette condition que la paix judiciaire peut être établie. Si la logique juridique n'était qu'une logique formelle se proposant de justifier une conclusion à partir de prémisses supposés vrais, la collégialité

1. *Logique juridique*, Dalloz, 1976.

judiciaire n'aurait pas de raison d'être. C'est parce que la solution n'est pas univoque, parce que les accord préalables sur le fait et le droit ne sont pas donnés le plus souvent, qu'il y a procès. Et le procès est, selon la belle expression de Michel Villey, *le berceau du droit*. C'est parce qu'elle n'est pas univoque que la solution est délibérée dans une répétition secrète entre les juges qui a été l'objet de la controverse publique. C'est aussi pourquoi, depuis la Révolution française, le juge a l'obligation de *motiver* sa décision. Motiver, pour le juge c'est exprimer les raisons de cette décision. Donner ses raisons. Justifier son interprétation auprès des auditoires qu'il veut convaincre après avoir été lui-même convaincu. Dans convaincre, il a vaincre. Ces auditoires qu'il veut ainsi satisfaire, ont les parties en litige, leurs avocats, les juridictions d'appel, et l'opinion publique. La *sentence* est ainsi une opinion (*sententia*) autant qu'une décision, mais il est sage de s'y tenir pour que soit assurée la tranquillité commune, parce qu'elle a été rendue au terme d'une procédure dont la première règle pour le juge est d'écouter l'un et l'autre des parties, ce qui garantit autant que possible la rectitude, l'impartialité et la validité de sa décision.

Ainsi, il n'y a pas plus de vérité judiciaire absolue qu'il n'y a de loi qui incarne la présence réelle du droit. Le refus du syllogisme primaire a été de pair avec celle de l'absolutisme de la loi. Et le développement devant les juges communautaires des notions d'action raisonnable et de proportionnalité, importées du droit anglo-saxon, a contribué à ruiner le formalisme légaliste et positiviste qui voyait dans l'œuvre d'interprétation une activité simplement déclaratoire. Le sens n'est plus supposé inscrit dans la littéralité de la règle et du jugement. Ce n'est pas pour autant que le caractère didactique reconnu à la fonction de juger inscrit celle-ci dans l'univers désenchanté de l'arbitrage et du raisonnable.

La procédure n'est pas une simple technique argumentative. Et la notion de *due process of law*, de procès équitable, n'est pas un simple mode de résolution des conflits. La procédure et le procès n'ont de valeur que dans la mesure où ils se subordonnent à la faim de justice. La justice est la raison d'être, fondement et but du droit, *Jus est justitia. Jus est quod justum est*. Ces formules du droit romain, repris par Thomas d'Aquin, se retrouvent en esprit dans la *théorie de la justice* de Rawls, livre capital de l'histoire de la philosophie anglo-saxonne du droit, et encore mal connu en France. En esprit et non à la lettre, car Rawls désigne plus volontiers sa contribution comme une interprétation kantienne de la justice comme équité. Et cette considération de la justice dérive, chez les Modernes, des droits naturels de l'homme, et des exigences de liberté d'égalité et de dignité qui se déduisent de sa nature même de sujet moral, elle est la condition même de la possibilité du droit. Le droit en effet implique une certaine conception de la destinée humaine qu'il a pour fonction de réaliser dans l'ordre des relations humaines, dans l'entre-deux de ce qui est, l'être-là de l'homme, et de ce qu'il doit être.

Cet ouvrage a été réalisé par la
SOCIÉTÉ NOUVELLE FIRMIN-DIDOT
Mesnil-sur-l'Estrée
pour le compte des Éditions Perrin
en février 1995

Imprimé en France

Dépôt légal : février 1995

N° d'édition : 1151 - N° d'impression : 29533